LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

19 JANVIER 2015

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 19 janvier 2015, à compter de 19 h 30 ***sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

- Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Benoit Carignan, directeur et trésorier, Module administratif
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications

- Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1/1/15 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller John Husk, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

2/1/15 - Adoption du procès-verbal - Séance extraordinaire du 15 décembre 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 15 décembre 2015 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3/1/15 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 15 décembre 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 15 décembre 2015 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres du ministère des Transports du Québec relatives à des subventions; ainsi que des lettres de remerciements provenant de différents organismes.

4/1/15 - Présentation de l'état de la situation financière du Régime de retraite des employés municipaux de Drummondville

Monsieur le maire présente l'état de la situation financière du Régime de retraite des employés municipaux de la Ville de Drummondville.

DIRECTION GÉNÉRALE :

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 13 janvier 2015.

5/1/15 - Nomination d'un maire suppléant

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que M. Roberto Léveillée, conseiller, soit nommé maire suppléant.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

6/1/15 - Signature d'un contrat – Services professionnels en architecture - Construction de la bibliothèque municipale

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu d'approuver un projet de convention par laquelle les firmes Chevalier Morales/DMA architectes, lauréates recommandées par le jury du concours d'architecture, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels en architecture requis pour la confection des plans et devis et pour la surveillance des travaux de construction de la bibliothèque de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

7/1/15 - Libération du fonds de garantie en assurances biens du regroupement agglomération II pour la période du 31 décembre 2009 au 31 décembre 2010

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville est titulaire d'une police d'assurance émise par l'assureur AIG Canada sous le numéro 53085499 et que celle-ci couvre la période du 31 décembre 2009 au 31 décembre 2010;

CONSIDÉRANT que cette police est sujette à une franchise individuelle de même qu'à un fonds de garantie en assurances biens;

CONSIDÉRANT qu'un fonds de garantie d'une valeur de 250 000 $ fût mis en place afin de garantir ce fonds de garantie en assurances biens et que la Ville de Drummondville y a investi une quote-part de 112 414 $ représentant 44,97 % de la valeur totale du fonds.

CONSIDÉRANT que la convention relative à la gestion des fonds de garanties prévoit ce qui suit au titre de la libération des fonds;

> ***5.*** *LIBÉRATION DES FONDS*
>
> *Les fonds de garantie sont maintenus en opération jusqu'à épuisement des sommes par remboursement du coût des règlements des sinistres qui lui sont imputables ou jusqu'à ce que toutes les réclamations rapportées soient complètement réglées ou que la prescription soit acquise ou ait été reconnue comme telle par un tribunal pour toutes les réclamations couvertes par les polices émises pour la période visée.*
>
> *Sur attestation conjointe de l'Assureur et des villes assurées à l'effet qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par les polices émises pour la période visée, le reliquat des fonds est libéré et retourné aux municipalités assurées, à chacune selon sa quote-part, accompagné de la comptabilité détaillée du compte ainsi que la liste de tous les remboursements effectués.*

CONSIDÉRANT que l'ensemble des réclamations déclarées à l'assureur touchant ladite police et ledit fonds de garantie en assurances biens ont été traitées et fermées par l'assureur;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville confirme qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par la police d'assurance émise par l'assureur AIG Canada pour la période du 31 décembre 2009 au 31 décembre 2010 pour laquelle des coûts liés au paiement des réclamations pourraient être engagés;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville demande que le reliquat de 234 530.64 $ dudit fonds de garantie en assurances biens soit libéré conformément à l'article 5 de la convention précitée;

CONSIDÉRANT qu'il est entendu que la libération des fonds met un terme aux obligations de l'assureur, à quelque titre que ce soit, exception faite de toute réclamation susceptible de mettre en œuvre la garantie offerte en excédant dudit fonds de garantie en assurances biens;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville s'engage cependant à donner avis à l'assureur de tous faits et circonstances susceptibles de donner lieu à une réclamation de même que de toute réclamation, quelle qu'en soit l'importance, qui pourrait être recevable aux termes de la police émise pour la période du 31 décembre 2009 au 31 décembre 2010;

CONSIDÉRANT que l'assureur AIG Canada pourra alors enquêter ou intervenir selon ce qu'il estimera à propos;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville s'engage à retourner, en partie ou en totalité, le montant qu'il lui sera ristourné dudit fonds de garantie si jamais une réclamation se déclare dans le futur et que celle-ci engage le fonds de garantie en assurances biens pour la période du 31 décembre 2009 au 31 décembre 2010;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville :

OBTIENNE de l'assureur AIG Canada une lettre confirmant qu'il autorise l'Union des municipalités du Québec, en tant que mandataire du regroupement Agglomération II, à libérer le fonds de garantie en assurances Biens pour la période du 31 décembre 2009 au 31 décembre 2010.

AUTORISE l'Union des municipalités du Québec à procéder aux versements du reliquat dudit fonds de garantie aux membres du regroupement Agglomération II dans les mêmes proportions que ceux-ci y ont contribué lors de sa constitution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

8/1/15 - Modifications à la liste des comités et commissions formés le 18 novembre 2013 (résolution no 1624/11/13)

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville modifie la liste des comités et commissions formés le 18 novembre 2013, et ce, de la façon suivante :

Comité consultatif d'urbanisme :
- Membre : M. Daniel Pelletier en remplacement de madame Annick Bellavance.

Incendie, sécurité publique et mesures d'urgence :
- Président : M. Alain Martel en remplacement de monsieur Pierre Levasseur.

Modification de la Commission consultative sur le développement du Centre-ville par le Comité des communications et du développement du Centre-ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES FINANCES :

9/1/15 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 15 décembre 2014 au 19 janvier 2015, lesquels comptes totalisent la somme de 10 979 063,39 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10/1/15 - Délégation des conseillers Alain Martel et Daniel Pelletier ainsi que la conseillère Catherine Lassonde au colloque sur la sécurité civile et incendie qui se tiendra à Québec du 16 au 18 février 2015

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville délègue les conseillers Alain Martel et Daniel Pelletier ainsi que la conseillère Catherine Lassonde au colloque sur la sécurité civile et incendie qui se tiendra à Québec du 16 au 18 février 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

11/1/15 - Délégation de monsieur Alexandre Cusson, maire ainsi que du conseiller Pierre Levasseur au congrès annuel et salon professionnel 2015 de la FCM qui se tiendra du 5 au 8 juin 2015 à Edmonton

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville délègue monsieur Alexandre Cusson, maire ainsi que le conseiller Pierre Levasseur au congrès annuel et salon professionnel 2015 de la FCM qui se tiendra du 5 au 8 juin 2015 à Edmonton.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12/1/15 - Délégation des conseillers Pierre Levasseur et John Husk à la 5e Rencontre municipale de l'énergie qui se tiendra les 9 et 10 avril prochains à Victoriaville

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville délègue les conseillers Pierre Levasseur et John Husk à la 5e Rencontre municipale de l'énergie qui se tiendra les 9 et 10 avril prochains à Victoriaville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

13/1/15 - Versement d'une somme de 1 500 $ à l'Association Régionale de Développement Économique du Centre-du-Québec (ARDECQ) dans le cadre du 17e concours québécois en entrepreneuriat

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ à l'Association Régionale de Développement Économique du Centre-du-Québec (ARDECQ) dans le cadre du 17e concours québécois en entrepreneuriat.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

14/1/15 - Approbation des critères de sélection – Services professionnels de gérance de projets et de construction – Construction d'une bibliothèque municipale

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller John Husk, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels pour les services de gérance de projets et de construction concernant la construction d'une bibliothèque municipale, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Numéro de projet : DR15-PUB-001**
PROJ-204-GC

Titre : Services professionnels de gérance de projets et de construction – Construction d'une bibliothèque municipale

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
1.0 Expérience du fournisseur	20		
2.0 Compétence et disponibilité du chargé de projet	30		
3.0 Organisation du projet	25		
4.0 Échéancier de travail et présentation des biens livrables	25		
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			
PARTIE 2			
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		Fournisseur A	
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)			
Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 / Prix			
Rang et adjudicataire			

_____	_____
(Signature)	(EN LETTRES MOULÉES)
_____	_____
(date)	(LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

15/1/15

- Fourniture et installation d'un système de vidéo-projection intégré (Soumission no DR15-INV-003 – Ouverture 07.01.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie AVH Technologies inc. au montant de 32 842,61 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

16/1/15

- Travaux de mise à niveau de l'éclairage des terrains de tennis intérieurs au complexe sportif (Soumission no DR14-INV-070 - Ouverture 28.11.14)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de la compagnie Drafaf électrique inc. au montant de 37 268 $ (taxes incluses) incluant les options pour la rotation des luminaires soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

17/1/15

- Entretien du réseau d'éclairage de rues et des feux de circulation pour une période de 3 ans (Soumission no DR14-PUB-043 – Ouverture 13.01.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie Systèmes urbains inc. au montant total approximatif de 1 091 225,60 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES :

18/1/15 - Dépôt de la liste d'embauche d'employés surnuméraires et à temps partiel

La conseillère Annick Bellavance dépose la liste d'embauche suivante conformément à la résolution no 343/3/14 :

Employés surnuméraires :

- Préposée au service à la clientèle : madame Marie Gauthier (DES);
- Préposé à la réglementation et au stationnement : monsieur Michael Charrette (DEC).

Employé à temps partiel :

- Préposé aux patinoires extérieures : monsieur Bruno Sirois (DES).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

19/1/15 - Désignation de personnes aux fins de représenter la Ville de Drummondville à la table des négociations de la convention collective des cols bleus

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville désigne les personnes suivantes afin qu'elles représentent la Ville à la table de négociation de la convention collective des cols bleus :

- Me Jean-François Équilbec (porte-parole);
- Jonathan Guay;
- Me Richard Brisson;
- Marc Proulx.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20/1/15 - Fin de la période probatoire de l'employé no 390

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville entérine la décision administrative de mettre fin à la période de probation et au lien d'emploi de l'employé no 390.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

21/1/15 - Nomination de monsieur Rémi Gouin au poste permanent de chauffeur de camion au Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Rémi Gouin au poste permanent de chauffeur de camion au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 310, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22/1/15 - Abolition du poste de coordonnateur exécutif et création du poste de directeur général adjoint

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'abolition du poste de coordonnateur exécutif et procède à la création du poste de directeur général adjoint, gestion du territoire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

23/1/15 - Versement d'un don corporatif à Centraide Centre-du-Québec d'un montant de 1 500 $ dans le cadre de sa campagne de financement 2015

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le versement d'un don corporatif à Centraide Centre-du-Québec d'un montant de 1 500 $ dans le cadre de sa campagne de financement 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

GREFFE ET SERVICES JURIDIQUES :

24/1/15 - Signature d'un acte de correction à intervenir entre la Ville de Drummondville et Progress Plastiques cie. ULC

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de correction à intervenir avec Progress Plastiques cie. ULC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

25/1/15 - Signature d'un amendement à l'entente industrielle relative au financement et à l'utilisation des ouvrages d'assainissement des eaux usées intervenue le 19 juin 1999 entre Bacon International et la Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un amendement à l'entente industrielle relative au financement et à l'utilisation des ouvrages d'assainissement des eaux usées intervenue le 19 juin 1999 entre Bacon International et la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

TRANSPORT EN COMMUN / STATIONNEMENT / MESURES D'URGENCE / DÉVELOPPEMENT SOCIAL :

26/1/15 - Autorisation au comité organisateur – Tenue d'une journée champêtre dans le cadre de la Semaine québécoise de la famille qui se tiendra le 9 mai 2015 au parc Sainte-Thérèse et subvention de 15 000 $

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur à tenir une journée champêtre dans le cadre de la Semaine québécoise de la famille qui se tiendra le 9 mai 2015 au parc Sainte-Thérèse, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires et autorise également le versement d'une somme de 15 000 $ à titre de subvention 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

27/1/15 - Versement d'une subvention de 1 000 $ à l'AFEAS, région Centre du Québec pour la tenue du Gala Excellence au Féminin qui se tiendra le 27 février 2015 à l'Hôtel Universel

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ à l'AFEAS, région Centre du Québec pour la tenue du Gala Excellence au Féminin qui se tiendra le 27 février 2015 à l'Hôtel Universel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE :

SERVICE DES LOISIRS :

28/1/15 - Livraison de neige et de matériel pour la tenue de l'activité « Scouts de Drummondville, amusons-nous dans le temps » qui se tiendra du 20 au 22 février 2015 à l'école Jean-Raimbault

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la livraison de neige et de matériel pour la tenue de l'activité « Scouts de Drummondville, amusons-nous dans le temps » qui se tiendra du vendredi 20 février au dimanche 22 février 2015 à l'école Jean-Raimbault ainsi que la tenue d'un feu en plein air, le tout selon les normes du Service de sécurité incendie et la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

29/1/15 - Protocole d'entente avec le Challenger de tennis de Drummondville et subvention au fonctionnement

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Challenger de tennis de Drummondville pour la tenue de la 1ère édition qui se tiendra du 14 au 22 mars 2015.

Le protocole d'entente est valable pour la tenue de l'événement et comprend le versement d'une subvention de 10 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES ARTS ET DE LA CULTURE :

30/1/15 - Signature d'une entente à intervenir avec la Coopérative de solidarité artistique - AXART

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec la Coopérative de solidarité artistique - AXART.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

31/1/15 - Versement et subventions en vertu de l'entente 2012-2014 signée entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications du Québec

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le versement d'une subvention de 2 000 $ à la Société de généalogie de Drummondville pour la production et la diffusion de registres de baptêmes, mariages et sépulture de 1815 à 1940. Cette subvention est accordée dans le cadre de l'entente de développement culturel signée entre la Ville de Drummondville et le ministère de la Culture et des Communications du Québec pour l'année 2014.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

32/1/15 - Abrogation de la résolution no 1793/12/14 adoptée le 15 décembre 2014 (Signature d'une entente culturelle avec le MCC)

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville abroge la résolution no 1793/12/14 adoptée le 15 décembre 2014 concernant la signature d'une entente culturelle avec le ministère de la Culture et des Communications.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

33/1/15 - Signature d'une entente culturelle à intervenir avec le ministère de la Culture et des Communications du Québec pour l'année 2015

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés :

- à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente de développement culturel pour l'année 2015;
- à désigner la directrice du Service des arts, de la culture et de l'immigration comme mandataire de cette entente;
- à engager la Ville à investir minimalement 49 000 $ pour 2015;
- à transférer dans cette entente une somme de 80 000 $ provenant de la subvention municipale remise au Mondial des Cultures.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT :

SERVICE DE L'INGÉNIERIE :

34/1/15 - Demande d'autorisation pour effectuer des travaux dans l'emprise d'une route du ministère des Transports du Québec pour l'année 2015

ATTENDU QUE des travaux de voirie prévus ou imprévus par la municipalité, durant l'année 2015, peuvent être réalisés dans l'emprise d'une route sous la responsabilité du ministère des Transports du Québec (MTQ) et que les autorisations préalables ainsi qu'une garantie d'exécution sont nécessaires;

En conséquence, il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu :

- QUE la Ville de Drummondville se porte garante de tous les travaux qu'elle effectuera ou qu'un sous-traitant effectuera pour elle durant l'année 2015;
- QUE la Ville de Drummondville s'engage, comme il est prévu à la Loi de la voirie, à demander préalablement l'autorisation pour chaque intervention, et ce, selon la procédure et les délais prescrits;
- QUE la Ville de Drummondville nomme et autorise le directeur du Service de l'ingénierie à titre de représentant autorisé à signer les documents soumis au MTQ pour lesdits travaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

35/1/15 - Présentation d'une demande d'aide financière dans le cadre du programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal du ministère des Transports

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a pris connaissance des modalités d'application du volet Accélération des investissements sur le réseau routier local (AIRRL);

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire présenter une demande d'aide financière au ministère des Transports du Québec pour la réalisation de travaux d'amélioration du réseau routier local;

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la présentation d'une demande d'aide financière et confirme son engagement à réaliser les travaux selon les modalités établies dans le cadre du volet AIRRL.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS :

SERVICE DE L'URBANISME :

36/1/15 - Appui à l'Association québécoise d'urbanisme (AQU) aux fins de tenir une journée de formation le 25 avril 2015 à Drummondville

CONSIDÉRANT le rapport du service de l'urbanisme en date du 5 décembre 2014;

CONSIDÉRANT la mission de l'Association québécoise d'urbanisme (AQU);

CONSIDÉRANT que l'AQU organise des colloques et des formations à l'attention de ses membres en désignant une nouvelle municipalité pour chaque occasion;

CONSIDÉRANT l'intention de l'AQU de tenir une journée de formation au printemps 2015 à Drummondville;

CONSIDÉRANT qu'une telle formation attire habituellement plus d'une centaine de personnes en provenance des quatre coins de la province, ce qui représente un afflux positif pour la ville hôte;

CONSIDÉRANT que, en contrepartie, l'AQU compte sur une participation de la ville hôte consistant à assumer une portion des frais liés à l'organisation de ladite journée de formation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville s'associe à l'AQU pour l'organisation de cette journée de formation qui se tiendra le 25 avril 2015 et à confirmer sa participation financière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport annuel du Service d'urbanisme – Construction

Le conseiller Yves Grondin résume la situation de l'habitation pour l'année 2014 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2013.

37/1/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 481 de la rue Saint-Pierre

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la superficie maximale de l'usage « bureau », de réduire la largeur minimale d'une zone tampon et réduire la profondeur minimale d'un terrain dans le cadre d'un projet de démolition du bâtiment principal existant et de construction de deux (2) nouveaux bâtiments commerciaux, et ce, pour l'immeuble situé sur le du lot 4 135 511 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 481 de la Saint-Pierre, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 14.11.41);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite subdiviser le terrain transversal situé au 481 de la rue Saint-Pierre où était anciennement localisée l'entreprise Guilbeault Hydraulique, en trois (3) terrains distincts;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal que l'on retrouve sur le terrain visé sera entièrement démoli;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) nouveaux terrains commerciaux donnant vers la rue Saint-Pierre seront créés (485 et 493) ainsi qu'un troisième terrain résidentiel donnant vers la rue Saint-Omer (486);

CONSIDÉRANT QUE deux (2) bâtiments commerciaux d'une superficie respective de deux cent soixante mètres carrés (260 m^2) seront construits sur chacun des terrains donnant vers la rue Saint-Pierre, dont un qui sera entièrement occupé par l'usage « bureau » (485 rue Saint-Pierre);

CONSIDÉRANT QUE le terrain donnant vers la rue Saint-Omer sera éventuellement occupé par une habitation multifamiliale;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage :

- la superficie maximale de l'usage « bureau » autorisé à l'intérieur de la zone commerciale C-329 est de cent mètres carrés (100 m^2) par bâtiment;
- la largeur minimale d'une zone tampon localisée à la limite d'une zone d'habitation et d'une zone commerciale est de trois mètres (3 m);
- la profondeur minimale d'un terrain localisé à l'intérieur de la zone d'habitation H-327 est de vingt-sept mètres (27 m);

Largeur minimale de la zone tampon

CONSIDÉRANT QUE le requérant propose une zone tampon d'un mètre (1 m) de largeur à la future limite de la zone d'habitation H-327 et de la zone commerciale C-329;

CONSIDÉRANT QUE le comité juge cette largeur insuffisante afin de permettre la plantation d'arbres et d'une haie de cèdres conformément à la règlementation et propose une largeur minimale de deux mètres (2 m) compte tenu du peu d'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE cet élargissement implique une augmentation de la profondeur des terrains commerciaux à quarante-six virgule quarante-deux mètres (46,42 m);

Profondeur minimale du terrain résidentiel donnant vers la rue Saint-Omer

CONSIDÉRANT QUE l'élargissement de la zone tampon sans modifier la superficie proposée pour les deux (2) bâtiments commerciaux implique une diminution de la profondeur du terrain résidentiel donnant vers la rue Saint-Omer d'environ un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QUE la profondeur projetée après diminution est d'environ vingt-six mètres (26 m), ce qui représente une irrégularité d'environ un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QUE cette diminution de la profondeur du terrain ne risque pas de compromettre le projet de construction d'une habitation multifamiliale;

Augmenter la superficie maximale de l'usage « bureau »

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment commercial projeté d'une superficie de deux cent soixante mètres carrés (260 m^2) qui sera construit au 485 de la rue Saint-Pierre sera entièrement occupé par l'usage « bureau », ce qui représente une irrégularité de cent soixante mètres carrés (160 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en 2012 et 2013 trois (3) dérogations mineures ont été accordées par le conseil municipal afin d'augmenter de cent mètres carrés (100 m^2) à cent quatre-vingt-dix mètres carrés (190 m^2), à trois cent trente-cinq mètres carrés (335 m^2) et à trois cent quarante-six mètres carrés (346 m^2) la superficie maximale de plancher pour un usage commercial de type « bureau (C-3) » pour les immeubles situés respectivement aux 701, 641 et 450 de la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation du sol de la rue Saint-Pierre entre le boulevard Saint-Joseph et la rue Notre-Dame révèle la présence d'activités résidentielles d'un (1) à quatre (4) logements par bâtiment et de diverses activités commerciales de vente au détail et de services (Au Grenier des Petits, Doyon Cuisine, Quincaillerie BMR, Drummond Musique, Pingouin, Denturologiste Robert Jutras, Protectron Drummond, Toilettage entre Chiens et Chats et Voyages Vasco);

CONSIDÉRANT QUE l'objectif de cette disposition du règlement de zonage est de prioriser le centre-ville pour l'établissement des bureaux de plus de cent mètres carrés (100 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les demandes des années précédentes sur la rue Saint-Pierre démontrent une forte demande pour implanter des bureaux à l'extérieur du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE le site visé par la demande est voisin de deux (2) terrains utilisés à des fins commerciales;

CONSIDÉRANT QUE Commerce Drummond ne recommande pas l'acceptation de la présente demande pour les raisons suivantes :

- le bâtiment est localisé dans un secteur où l'on tente de limiter l'usage bureau;
- la superficie exigée pour cet usage dépasse les normes et va à l'encontre des efforts pour concentrer l'usage bureau dans des secteurs jugés plus opportuns;
- à trois reprises, soit pour le 450, 641 ainsi que pour le 701, rue Saint-Pierre, nous avons été en désaccord avec une augmentation de la superficie bureau;
- afin d'être congruents avec nos recommandations précédentes pour le secteur Saint-Pierre, nous privilégions le commerce de proximité et la densification verticale afin de bien répondre aux besoins de la population environnante;

- d'ailleurs, c'est ce que nous avons énoncé dans notre Charte de développement commercial en spécifiant que la rue Saint-Pierre est considérée comme pôle de proximité;
- il y a actuellement de nombreux espaces à bureau correspondant à la superficie demandée qui sont disponibles dans les secteurs prévus à cet effet;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble du projet permettra d'améliorer l'image globale du site et sa compatibilité avec le milieu environnant, particulièrement avec le secteur résidentiel de la rue Saint-Omer;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation projetée du terrain visé par les bâtiments commerciaux et résidentiels projetés ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, étant donné que le gabarit et l'utilisation de ces bâtiments s'harmonisent avec les bâtiments existants que l'on retrouve dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- de réduire de trois mètres (3 m) à deux mètres (2 m) la largeur minimale de la zone tampon des terrains situés aux 485 et 493 de la rue Saint-Pierre;
- d'augmenter de cent mètres carrés (100 m^2) à deux cent soixante-cinq mètres carrés (265 m^2) la superficie maximale par bâtiment de l'usage « bureau » pour le bâtiment situé au 485 de la rue Saint-Pierre;
- réduire de vingt-sept mètres (27 m) à vingt-cinq mètres (25 m) la profondeur minimale du terrain situé au 486 de la rue Saint-Omer;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 135 511 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 481 de la Saint-Pierre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

38/1/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 570 de la rue Heriot

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter le nombre maximal d'entrées charretières sur une voie de circulation et le nombre maximal total d'entrées charretières sur le terrain dans le cadre d'un projet d'agrandissement du bâtiment principal et d'aménagement de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 427 092 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 570 de la rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 14.12.14);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir la partie gauche du bâtiment principal par l'ajout de deux (2) ailes constituées de deux (2) étages pour accueillir une unité de périnatalité et une unité de pédiatrie dans le cadre du projet d'implantation du Centre famille-enfant (CFE) de l'hôpital Sainte-Croix;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement est réalisé à l'extrémité gauche du bâtiment et dispose d'une superficie d'implantation au sol d'environ trois mille mètres carrés (3000 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le projet d'aménagement de terrain consiste principalement à réaménager les aires de stationnement donnant sur l'avenue des Frères et la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE pour l'avenue des Frères, le projet implique :
- l'aménagement d'une nouvelle sortie pour les employés qui sera utilisée temporairement durant les travaux;
- le déplacement de la sortie actuelle des employés qui sera combinée à la sortie des usagers du CFE et à la sortie des véhicules de livraison du centre hospitalier;
- le réaménagement de l'entrée/sortie existante sur l'avenue des Frères qui deviendra une entrée exclusive pour les usagers du CFE permettant à deux (2) voitures d'accéder, de façon simultanée, à l'aire de stationnement;
- l'aménagement d'une nouvelle sortie à proximité de l'intersection avec la rue Heriot pour le stationnement donnant accès à l'entrée principale du centre hospitalier;

CONSIDÉRANT QU'on retrouvera une (1) seule entrée sur l'avenue des Frères et trois (3) sorties distinctes;

CONSIDÉRANT QUE pour la rue Heriot, le projet implique :
- le remplacement de la sortie double actuelle par une entrée nouvelle principale double permettant à six (6) voitures d'accéder de façon simultanée à l'aire de stationnement du centre hospitalier;
- le remplacement de l'entrée actuelle du centre hospitalier par une sortie;

CONSIDÉRANT QU'en 2012, l'établissement hospitalier avait obtenu deux (2) dérogations mineures afin d'augmenter de :
- deux (2) à trois (3) le nombre maximal d'entrées charretières sur une voie de circulation, soit sur l'avenue des Frères;
- six (6) à onze (11) le nombre total d'entrées charretières sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, à l'époque, la problématique relative à la demande venait de l'ajout d'une entrée double au site du centre hospitalier par l'avenue des Frères à proximité de l'intersection de la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE la présente demande prévoit le remplacement de ladite entrée projetée par une sortie simple;

CONSIDÉRANT QU'on retrouve présentement sur le site du centre hospitalier un total de dix (10) entrées charretières existantes, soit deux (2) sur l'avenue des Frères, deux (2) sur la rue Heriot et six (6) sur la rue Dunkin;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de deux accès supplémentaires (une (1) sortie et une (1) entrée) sur l'avenue des Frères implique donc la présence :
- d'une troisième (3^{e}) entrée charretière sur l'avenue des Frères;
- d'une onzième (11^{e}) entrée charretière sur le site visé par la demande;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour un terrain d'angle transversal :
- le nombre maximal d'entrées charretières par voie de circulation est établi à deux (2), ce qui constitue une irrégularité d'une (1) entrée charretière pour l'avenue des Frères;
- le nombre maximal d'entrées charretières pour le site visé par la demande est établi à huit (8), ce qui constitue une irrégularité de trois (3) entrées charretières;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :
- dans le cadre du projet majeur de l'implantation du Centre famille-enfant (CFE), la réorganisation des accès au site s'avère essentielle afin d'assurer une meilleure fluidité de la circulation;
- l'aménagement proposé fait en sorte que le nombre d'entrées charretières sur l'avenue des Frères sera de quatre (4) pour un total de douze (12) entrées sur le site (dont une aménagée temporairement);
- l'aménagement proposé fera en sorte que la circulation sera mieux organisée, le flux de circulation sera réduit sur l'avenue des Frères et une plus grande partie sera dirigée vers la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QU'en 2012 le comité de circulation a émis les commentaires suivants en regard du projet :

- étant donné l'ajout d'une entrée double sur l'avenue des Frères, il pourrait y avoir une augmentation de la circulation et possiblement un refoulement à cette entrée. Pour éviter cette situation, il est suggéré d'éloigner les barrières de contrôle du stationnement de l'hôpital de l'avenue des Frères en permettant ainsi l'accès à quatre (4) voitures à la fois afin de libérer la rue;
- le Comité souhaite aussi valider la possibilité d'aménager deux (2) voies de circulation sur l'avenue des Frères, à partir de la rue Heriot jusqu'à l'entrée du Collège Saint-Bernard, et ce, dans le but d'améliorer la fluidité et d'éviter un refoulement à l'intersection de la rue Heriot et de l'avenue des Frères;

CONSIDÉRANT QUE cette problématique évoquée en 2012 par le comité de circulation a été résolue compte tenu du réaménagement des accès au site du CFE et du centre hospitalier actuellement proposés;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'une entrée principale sur la rue Heriot permettra de séparer efficacement les différentes clientèles fréquentant le CFE et le centre hospitalier;

CONSIDÉRANT QU'en comptabilisant le réaménagement de l'ensemble des entrées donnant sur l'avenue des Frères et de la rue Heriot, huit (8) voitures pourront accéder de façon simultanée aux aires de stationnement contrairement à cinq (5) en 2012;

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'une amélioration par rapport à la situation actuelle et à celle proposée en 2012;

CONSIDÉRANT QUE la problématique de circulation du secteur également évoquée en 2012 par le comité de circulation concerne plus particulièrement la sortie des véhicules en fin d'après-midi correspondant à la fin des cours des établissements d'enseignement adjacents et à la rotation des employés du centre hospitalier;

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'une problématique indépendante du projet actuel d'augmentation du nombre d'accès au site pour desservir adéquatement le projet du Centre famille-enfant;

CONSIDÉRANT QUE la demande devrait permettre d'augmenter la fluidité de la circulation accédant autant au CFE par l'avenue des Frères ainsi qu'au centre hospitalier par la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de son intérêt à améliorer l'accessibilité au site dans le cadre du projet de construction du Centre famille-enfant (CFE);

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de :

- deux (2) à trois (3), le nombre maximal d'entrées charretières sur une voie de circulation, soit sur l'avenue des Frères;
- huit (8) à onze (11), le nombre total d'entrées charretières sur le terrain;

à la condition de prévoir qu'au moins deux (2) voitures pourront accéder simultanément à l'aire de stationnement sur l'avenue des Frères et six (6) voitures pourront accéder simultanément à l'aire de stationnement de la rue Heriot, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 427 092 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 570 de la rue Heriot.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

39/1/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2430 de la rue Beethoven

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire le total maximal des marges latérales applicable au bâtiment principal dans le cadre d'un projet d'agrandissement, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 102 750 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2430 de la rue Beethoven, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 14.12.15);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite procéder à l'agrandissement de la résidence principale par l'ajout d'une pièce à l'arrière du garage privé qui sera accessible uniquement par la cuisine;

CONSIDÉRANT QUE cet ajout sera d'une superficie de douze mètres carrés (12 m^2), qu'il se fera sur un (1) seul étage et qu'il sera situé dans le prolongement du mur du garage privé et du mur arrière du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE, selon les motifs évoqués par le requérant :
- la cuisine actuelle, de type laboratoire, n'offre pas suffisamment de rangement pour les besoins actuels de la famille;
- cet espace supplémentaire permettra de loger un second réfrigérateur, un congélateur et des étagères;

CONSIDÉRANT QUE la fenêtre actuelle située sur le mur latéral de la résidence principale du côté du garage privé et donnant dans la cuisine sera déplacée sur le mur arrière de l'agrandissement, soit vers la cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, le total des marges latérales applicable à un bâtiment principal est de cinq mètres (5 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du plan d'implantation, préparé par un arpenteur-géomètre, le total des marges latérales applicable au bâtiment principal est de quatre virgule soixante-cinq mètres (4,65 m), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule trente-cinq mètre (0,35 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, étant donné qu'il s'agit du seul endroit disponible pour agrandir la cuisine selon les besoins actuels de rangement;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment principal en cour arrière ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de cinq mètres (5 m) à quatre virgule six mètres (4,6 m) le total maximal des marges latérales applicable au bâtiment principal dans le cadre d'un projet d'agrandissement, **à la condition** que la longueur du mur de l'agrandissement où la distance est dérogatoire soit d'une longueur maximale de deux virgule cinq mètres (2,5 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 102 750 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2430 de la rue Beethoven.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40/1/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 200 de la rue de la Clairière

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge avant secondaire applicable au bâtiment principal dans le cadre d'un projet d'agrandissement, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 921 916 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 200 de la rue de la Clairière, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 14.12.16);

CONSIDÉRANT QUE la requérante souhaite procéder à l'agrandissement de la résidence principale par l'ajout d'un garage privé intégré et d'une partie habitable au-dessus de celui-ci accessible par le rez-de-chaussée actuel de la résidence principale;

CONSIDÉRANT QUE cet ajout sera d'une superficie au sol de cinquante-cinq mètres carrés (55 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, la marge avant secondaire applicable à un bâtiment principal est de six virgule soixante-quinze mètres (6,75 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du plan d'implantation projeté, préparé par un arpenteur-géomètre, la marge avant secondaire du bâtiment principal est de cinq virgule neuf mètres (5,9 m), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule quatre-vingt-cinq mètre (0,85 m);

CONSIDÉRANT QUE cette dérogation ne s'applique que pour l'extrémité gauche de la façade avant secondaire de la portion agrandie de la résidence donnant vers la rue Mario;

CONSIDÉRANT QUE la superficie empiétant dans la marge avant secondaire est d'environ un mètre carré (1 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'extrémité droite de cette même façade avant secondaire est conforme puisque la marge avant secondaire est de sept virgule soixante-dix-huit mètres par rapport à la rue Mario;

CONSIDÉRANT QUE l'architecture du bâtiment actuel sera modifiée afin d'assurer l'intégration de l'agrandissement à celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments voisins sont situés loin de la résidence visée par l'agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante, étant donné la configuration actuelle du rez-de-chaussée et de l'emplacement actuel de l'entrée charretière;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment principal en cour avant secondaire ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété puisqu'il sera éloigné des terrains voisins;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de six virgule soixante-quinze mètres (6,75 m) à cinq virgule huit mètres (5,8 m) la marge avant secondaire applicable au bâtiment principal dans le cadre d'un projet d'agrandissement, **à la condition** que cette dérogation ne s'applique qu'à l'extrémité gauche de la façade avant secondaire de la partie agrandie de la résidence donnant vers la rue Mario sans excéder un mètre carré (1 m^2) d'empiètement dans la marge avant secondaire, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 921 916 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 200 de la rue de la Clairière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

41/1/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 975 du boulevard Foucault

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la distance minimale entre un bâtiment principal existant et la limite arrière de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 349 718 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 975 du boulevard Foucault, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 14.12.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal est composé :
- d'une résidence unifamiliale construite en 1973;
- d'un garage privé attenant à la résidence unifamiliale, recouvert de tôle et construit entre 1973 et 1976;
- d'un bâtiment commercial et/ou industriel attenant à la résidence unifamiliale construit entre 1976 et 1989 (incluant la partie du garage);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, la distance minimale entre le bâtiment commercial et/ou industriel et la limite arrière de terrain est de six mètres (6 m);

CONSIDÉRANT QUE la norme à l'époque de la construction était de trois virgule zéro quarante-huit mètres (3,048 m);

CONSIDÉRANT QU'un plan d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre en octobre 2014 soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit plan d'implantation établit à deux virgule quarante et un mètres (2,41 m) la distance entre le bâtiment principal (bâtiment commercial et/ou industriel) existant et la limite arrière de terrain, ce qui représente une irrégularité de trois virgule cinquante-neuf mètres (3,59 m);

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'une situation existante depuis trente-huit ans (38) ans;

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur du bâtiment où la distance est non conforme est de douze virgule vingt-trois mètres (12,23 m);

CONSIDÉRANT QU'il serait pertinent de demander des améliorations à l'aménagement de terrain en lien avec la dérogation demandée, soit que l'allée d'accès soit recouverte de pavage ou d'un matériel perméable et qu'un arbre soit planté à la gauche de l'allée d'accès;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par le bâtiment ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante, étant donné les coûts de déplacement pour corriger la situation;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de six mètres (6 m) à deux virgule quarante et un mètres (2,41 m) la distance minimale entre un bâtiment principal existant et la limite arrière de terrain, **à la condition** que la longueur du mur du bâtiment où la distance est non conforme n'excède pas douze virgule vingt-trois mètres (12,23 m), que l'allée d'accès au garage soit recouverte de pavage ou d'un matériel perméable et qu'un arbre d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) à la plantation soit planté dans la portion gazonnée située à la gauche de l'allée d'accès, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 349 718 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 975 du boulevard Foucault.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

42/1/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 38-40 de la 14e Avenue

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire l'aire d'isolement et la largeur de l'allée d'accès au stationnement dans le cadre d'une demande parallèle d'amendement visant à autoriser la transformation d'un duplex en triplex, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 482 144 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 38-40 de la 14e Avenue, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 14.12.18);

CONSIDÉRANT QUE, dans le cadre de la demande d'amendement visant à augmenter le nombre de logements de deux (2) à trois (3), les normes relatives à l'aménagement d'une aire de stationnement doivent être respectées puisque l'usage principal est modifié;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage :

- la largeur minimale d'une allée d'accès à double sens est de cinq mètres (5 m);
- l'aire d'isolement minimale entre l'allée d'accès et la ligne latérale de terrain est de zéro virgule cinq mètre (0,5 m);
- l'aire d'isolement minimale entre l'allée d'accès et le bâtiment principal est d'un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QU'un plan d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre en octobre 2009 établit à trois virgule vingt-huit mètres (3,28 m) la largeur de l'allée d'accès située à la droite du bâtiment, soit l'espace entre le bâtiment et la ligne latérale droite de terrain, ce qui représente une irrégularité d'un virgule soixante-douze mètre (1,72 m);

CONSIDÉRANT QUE l'allée d'accès est étroite, mais que le propriétaire souhaite tout de même aménager une aire d'isolement de zéro virgule trois mètre (0,3 m) le long de la ligne latérale droite de terrain, ce qui diminuera par le fait même la largeur de l'allée d'accès à deux virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (2,98 m);

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'aire d'isolement entre le bâtiment et l'allée d'accès ne pourra pas être aménagée en raison de l'espace nécessaire à la circulation des véhicules;

CONSIDÉRANT QUE la majorité des bâtiments sur cette rue sont dans la même situation, mais bénéficient de droits acquis;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme ne souhaitent pas accorder ces dérogations mineures, car cela aurait pour effet de favoriser un stationnement dans la cour arrière plutôt qu'un engazonnement;

CONSIDÉRANT QUE la demande ne respecte pas les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le nombre de dérogations demandées en lien avec l'aménagement de l'allée d'accès est en trop grand nombre et qu'elles ne permettront pas d'améliorer l'aménagement général du terrain visé;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement n'a pas pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, puisque le bâtiment comprenant deux (2) logements est existant depuis mille neuf cent quarante-huit (1948);

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de :

- diminuer de cinq mètres (5 m) à deux virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (2,98 m) la largeur minimale de l'allée d'accès;
- diminuer de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à zéro virgule trois mètre (0,3 m) la largeur minimale de l'aire d'isolement entre l'allée d'accès et la ligne latérale droite;
- diminuer d'un mètre (1 m) à zéro mètre (0 m) la largeur minimale de l'aire d'isolement entre l'allée d'accès et le bâtiment principal;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 482 144 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 38-40 14^{e} Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

43/1/15 - Dépôt du procès-verbal (09.01.15) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 9 janvier 2015 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

44/1/15 - Acceptation des travaux de démolition du bâtiment (incluant les constructions accessoires) situé aux 353-361 de la rue Lindsay – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition du bâtiment (incluant les constructions accessoires) situé aux 353-361 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment (incluant les constructions accessoires) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir le bâtiment principal et les constructions accessoires;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment et les constructions accessoires visés ne présentent pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QU'un projet de construction d'un bâtiment à vocation communautaire et publique (bibliothèque) est prévu sur l'ensemble du site;

CONSIDÉRANT QUE le terrain où le bâtiment (incluant les constructions accessoires) doit être démoli sera intégré audit site du projet de construction;

CONSIDÉRANT QUE dans l'éventualité où le projet de construction ne serait pas réalisé, le terrain visé par les démolitions sera engazonné au plus tard dans les douze (12) mois suivant la date d'émission du permis de démolition;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition d'un bâtiment (incluant les constructions accessoires) (comme mentionné ci-dessus) situé aux 353-361 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

45/1/15 - Acceptation des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'immeuble situé au 1350 de la rue Hébert – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'immeuble situé au 1350 de la rue Hébert, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes rattachées au bâtiment, soit :

- une ayant une superficie approximative de deux virgule quatre-vingts mètres carrés (2,80 m^2) sur la façade arrière donnant vers la rue Hébert;
- une autre ayant une superficie d'environ zéro virgule quatre-vingt-cinq mètre carré (0,85 m^2) sur la façade donnant vers l'avenue des Peupliers;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes ont le même traitement architectural et sont constituées d'une plaque murale ainsi que d'une partie du message réalisé en surélévation sur ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les plaques murales sont de forme rectangulaire dont les bouts sont arrondis, qu'elles ont une épaisseur d'environ deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm) et qu'elles sont espacées du mur d'environ vingt virgule trente-deux centimètres (20,32 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'épaisseur d'une partie du message varie d'un virgule vingt-sept centimètre (1,27 cm) à un virgule quatre-vingt-onze centimètre (1,91 cm);

CONSIDÉRANT QU'une des enseignes est localisée sur la façade principale donnant vers la rue Hébert, soit centrée sur le bandeau localisé à l'extrémité gauche de la partie supérieure de ladite façade;

CONSIDÉRANT QUE l'autre enseigne est localisée sur la façade avant secondaire donnant vers l'avenue des Peupliers, soit centrée sur le bandeau localisé à l'extrémité droite de la partie supérieure de ladite façade;

CONSIDÉRANT les couleurs des enseignes sont, entre autres, le noir pour les fonds d'affichages et le blanc et le jaune pour le message;

CONSIDÉRANT les deux (2) enseignes sont éclairées par projection (cols de cygne);

CONSIDÉRANT QUE de par leurs dimensions et leurs localisations, les enseignes utilisent bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leur type et leur traitement, ne masquent pas la visibilité des établissements voisins et ne sont pas prédominantes dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par leur couleur, leur type, leurs matériaux et leur éclairage, les enseignes s'harmonisent bien avec celles se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 1350 de la rue Hébert, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

46/1/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 321 de la rue Heriot – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 321 de la rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment de type « projetante » d'une superficie maximale d'un virgule zéro neuf mètre carré (1,09 m^2) sur la façade principale donnant vers la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne projetante est composée d'une plaque d'aluminium perforée de forme rectangulaire sur laquelle un module d'aluminium de forme rectangulaire est apposé sur chacune de ces faces;

CONSIDÉRANT QUE le message est réalisé en surélévation sur la face avant des modules d'affichage de chaque côté de la plaque d'aluminium perforée;

CONSIDÉRANT QUE la plaque perforée ainsi que les modules d'affichage et le message ont une épaisseur totale d'au plus dix centimètres (10 cm);

CONSIDÉRANT QUE la face avant des modules apposés sur chacune des faces de la plaque d'aluminium perforée est opaque;

CONSIDÉRANT QUE la face avant des lettres du message est opaque et que ces dernières sont rétroéclairées et forme un halo;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur la façade principale donnant vers la rue Heriot, soit à droite de la porte d'accès à l'établissement sur la partie du mur la plus rapprochée de la rue;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est apposée sur ladite façade à une hauteur maximale de quatre virgule vingt-et-un mètres (4,21 m) du sol;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le gris métallique pour la plaque perforée et les deux (2) modules d'affichage, le rouge pour la ligne de contour des modules d'affichage et les lettres du message ainsi que le blanc pour l'image intégrée audit message;

CONSIDÉRANT QUE les supports de l'enseigne sont constitués de fer ornemental stylisé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son type et son traitement, ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante sur le bâtiment ainsi que dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par ses couleurs, son type, ses matériaux et son éclairage, l'enseigne s'harmonise bien avec celles récemment acceptées sur les bâtiments se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 321 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

47/1/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1175 de la rue Janelle – P.I.I.A

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1175 de la rue Janelle, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords de la rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment sur la façade orientée vers la rue Foster et ayant une superficie d'environ trois virgule un mètres carrés (3,1 m²);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est constituée d'une plaque murale non lumineuse de forme rectangulaire sur laquelle le message est réalisé en surélévation;

CONSIDÉRANT QUE la plaque murale a une épaisseur d'au moins zéro virgule trente-deux centimètre (0,32 cm) et le message une épaisseur approximative de zéro virgule soixante-quatre centimètre (0,64 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est apposée sur la façade orientée vers la rue Foster, soit centrée au-dessus de la marquise protégeant l'entrée principale du local;

CONSIDÉRANT les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc pour le fond d'affichage et le noir et le rouge pour le message;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et sa localisation, l'enseigne utilise bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son type et son traitement, ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante sur le bâtiment ainsi que dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par sa couleur, son type, son matériau, l'enseigne s'harmonise bien avec celles récemment acceptées sur les bâtiments se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 1175 de la rue Janelle, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

48/1/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment et de modification à l'architecture du bâtiment situé au 750 du boulevard René-Lévesque – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment et de modification à l'architecture du bâtiment situé au 750 du boulevard René-Lévesque, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.09);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée à un bâtiment et de modification à l'architecture de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- installer une enseigne rattachée au bâtiment sur la façade principale donnant vers le boulevard René-Lévesque;
- changer la couleur de l'auvent surplombant l'entrée principale du local;

Enseigne rattachée

CONSIDÉRANT QU'une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de quatre virgule quinze mètres carrés (4,15 m^2) est apposée sur la façade principale du bâtiment donnant vers le boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est constituée de lettres détachées lumineuses d'une épaisseur d'environ douze virgule sept centimètres (12,7 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est apposée sur la façade principale donnant vers le boulevard René-Lévesque, soit sur le bandeau d'affichage composé d'acier de couleur bleue;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée entre les deux (2) sections de maçonnerie existantes dans la partie gauche dudit bandeau d'affichage;

CONSIDÉRANT les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le rouge et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et sa localisation, l'enseigne utilise bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son type et son traitement, ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante sur le bâtiment ainsi que dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par ses couleurs, son type, ses matériaux et son éclairage l'enseigne s'harmonise bien avec celles existantes sur le bâtiment et celles récemment acceptées sur les bâtiments se retrouvant dans l'environnement;

Modification à l'architecture

CONSIDÉRANT QUE la couleur de l'auvent surplombant l'entrée principale du local orientée vers le boulevard René-Lévesque est changée pour être de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE la modification à l'auvent s'harmonise avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, l'auvent a peu d'impact sur le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'intervention s'effectue dans le respect du style architectural du bâtiment et de celui du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment et de modification à l'architecture du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

49/1/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 50 de la rue Rajotte – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 50 de la rue Rajotte, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords de la rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment sur la façade donnant vers la rue Saint-Pierre et ayant une superficie d'environ un virgule quatre-vingt-neuf mètre carré (1,89 m²);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est constituée d'une plaque murale de forme ovale et stylisée d'une épaisseur d'au moins zéro virgule trente-deux centimètre (0,32 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne apposée sur la façade donnant vers la rue Saint-Pierre est centrée entre les deux fenêtres existantes du rez-de-chaussée;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le rouge, le blanc, le noir et quelques couleurs pastel;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection (luminaire existant au sol);

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et sa localisation, l'enseigne utilise bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son type et son traitement, ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante sur le bâtiment ainsi que dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par ses couleurs, son type, son matériau et son éclairage, l'enseigne s'harmonise bien avec celles récemment acceptées sur les bâtiments se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 50 de la rue Rajotte, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

50/1/15 - Modification au plan concept d'aménagement dans le cadre d'un projet de développement domiciliaire pour le secteur situé au nord-est du boulevard Patrick, dans le prolongement des rues Boisclair, Laurentien et Brousseau - P.C.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet de modifier le plan d'aménagement d'ensemble accepté au mois de mai 2014 pour le secteur situé au nord-est du boulevard Patrick, dans le prolongement des rues Boisclair, Laurentien et Brousseau, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.23);

Historique du projet

CONSIDÉRANT QU'un plan concept d'aménagement a été accepté en mai 2014 par le conseil municipal (résolution no 987/6/14);

CONSIDÉRANT QUE les principaux éléments de ce projet étaient :

- une trame de rues permettant de créer des îlots et d'assurer un sentiment d'appartenance;
- des habitations unifamiliales de type isolé;
- une clientèle visée de premiers (1ers) acheteurs;
- des maisons intergénérations autorisées et soumises au PIIA;
- des résidences ayant une façade composée d'un minimum de quarante pour cent (40 %) de maçonnerie;
- la plantation de deux (2) arbres à l'avant des résidences;
- environ cent dix-huit (118) nouveaux terrains;

- des résidences de soixante-quinze mètres carrés (75 m^2) pour les habitations d'un (1) étage et de soixante mètres carrés (60 m^2) pour les habitations de deux (2) étages;
- deux parcs projetés :
  - un premier parc de quatre mille trois cent quatre-vingt-huit mètres carrés (4 388 m^2);
  - un second parc de deux mille deux cent vingt-quatre virgule quatre mètres carrés (2 224,4 m^2);
- une bande de protection riveraine de dix mètres (10 m) de chaque côté du cours d'eau Lafond, branche 1 et branche 2;

CONSIDÉRANT QU'un bassin de rétention assurera la gestion des eaux de pluie;

CONSIDÉRANT QUE le projet de modification au règlement découlant de ce nouveau plan a été contesté par les résidents du secteur;

CONSIDÉRANT QUE, de ce fait, le promoteur Développement Charlesmont présente un plan modifié afin de se conformer aux normes actuelles en vigueur dans les zones d'habitation H-132 et H-132-1;

Contexte du nouveau projet déposé

CONSIDÉRANT QUE le secteur à développer est situé à la limite de la zone agricole permanente (zone verte) et qu'il représente une superficie d'environ cent vingt-huit mille six cent cinquante-huit virgule cinq mètres carrés (128 658,5 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le projet de développement implique le prolongement de trois rues dont l'emprise sera de quinze mètres (15 m) de largeur pour chacune d'entre elles;

CONSIDÉRANT QU'environ cent huit (108) nouveaux terrains résidentiels destinés à une clientèle d'accession à la propriété sont prévus pour la construction de résidences;

CONSIDÉRANT QU'environ dix (10) terrains sont déjà cadastrés, mais non construits;

CONSIDÉRANT QUE la densité du projet représente environ neuf virgule deux logements à l'hectare (9,2 log./ha);

CONSIDÉRANT QUE ce projet n'est pas assujetti au règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

CONSIDÉRANT QUE les terrains auront en moyenne une profondeur de trente mètres (30 m) et une façade de dix-huit mètres (18 m);

CONSIDÉRANT QUE les habitations projetées seront de type unifamilial isolé d'une superficie minimale au sol de soixante-quinze mètres carrés (75 m^2) pour les habitations d'un (1) étage et de soixante mètres carrés (60 m^2) pour les habitations de deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE les promoteurs ont soumis des modèles de résidences qui assurent une variété dans les modèles construits;

CONSIDÉRANT QUE ces modèles ont été soumis à titre indicatif et qu'ils pourraient différer légèrement des résidences construites sur le terrain;

Zonage

CONSIDÉRANT QU'en vertu du plan d'urbanisme, le secteur visé est d'affectation résidentielle de faible densité;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, le secteur visé correspond aux zones d'habitation H-132 et H-132-1 où sont autorisées les habitations unifamiliales isolées;

CONSIDÉRANT QUE la quasi-totalité des terrains aura une largeur minimale de dix-sept mètres (17 m) et une profondeur minimale de trente mètres (30 m);

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, certains terrains prévus sur la rue Laurentien ne pourront répondre aux normes de lotissement de la zone H-132 en raison des emprises existantes d'une largeur d'environ vingt mètres (20 m) et des constructions existantes sur la rue Brousseau;

CONSIDÉRANT QUE ces terrains auront une profondeur d'environ vingt-sept virgule quatre mètres (27,4 m);

CONSIDÉRANT QU'il s'agit que d'environ trois (3) terrains et que des dérogations mineures permettront d'autoriser la création de ces terrains sans pour autant modifier les normes de lotissement en vigueur dans la zone;

Voies de circulation

CONSIDÉRANT QUE l'emprise des voies de circulation sera d'une largeur de quinze mètres (15 m) et qu'elles auront donc un caractère local;

CONSIDÉRANT QUE la configuration des rues projetées se veut fluide sans favoriser la vitesse;

CONSIDÉRANT QUE cette trame de rues assure une tranquillité aux résidents tout en créant un sentiment d'appartenance au quartier;

CONSIDÉRANT QU'une rue permettra de poursuivre le développement vers le nord-ouest et qu'une seconde rue permettra son prolongement vers le sud-est advenant que cette portion du territoire soit exclue de la zone agricole permanente (zone verte);

CONSIDÉRANT QUE la présence d'une station de pompage située à l'extrémité nord-est de l'actuelle rue Brousseau nécessite que celle-ci soit contournée dans le cadre du prolongement de la rue puisqu'elle ne peut être déplacée;

CONSIDÉRANT QUE la rue Brousseau contournera de part et d'autre cette station de pompage, et ce, à l'intérieur de l'emprise de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE la rue Brousseau sera configurée avec une courbe qui limitera la vitesse et mettra en valeur le parc projeté;

CONSIDÉRANT QUE, malgré qu'il soit improbable que la rue Poulin soit un jour prolongée en raison de la présence de la branche 1 du cours d'eau Lafond, la quasi-totalité des terrains donnant sur la rue Poulin projetée ne sera pas enclavée, puisque ceux-ci appartiennent aux propriétaires adjacents localisés sur la rue Brousseau;

Infrastructures et services d'utilité publique

CONSIDÉRANT QUE le secteur visé sera desservi par les infrastructures d'aqueduc et d'égouts pluvial et sanitaire;

CONSIDÉRANT QUE la desserte en électricité sera réalisée en arrière lot, compte tenu de la desserte actuelle des résidences existantes sur les rues Boisclair et Brousseau, et du boulevard Patrick;

Service incendie

CONSIDÉRANT QUE le Service incendie de la Ville de Drummondville estime que la trame de rues et la largeur de l'emprise permettront de desservir efficacement les résidents de ce développement en cas d'intervention;

Environnement

CONSIDÉRANT QUE les branches numéro 1 et numéro 2 du cours d'eau Lafond sont déjà canalisées sur une distance approximative respective de cent quarante mètres (140 m) et de soixante-cinq mètres (65 m) à partir du boulevard Patrick et qu'il n'est pas de l'intention du promoteur d'envisager la canalisation de la portion résiduelle desdits cours d'eau;

CONSIDÉRANT QU'une bande de protection riveraine d'une largeur minimale de dix mètres (10 m) est prévue de part et d'autre des branches numéro 1 et numéro 2 du cours d'eau Lafond;

CONSIDÉRANT QUE ces cours d'eau seront situés dans la cour arrière des résidences construites dans le prolongement des rues Boisclair et Brousseau;

CONSIDÉRANT QUE l'étude réalisée par la biologiste d'une firme de consultants a permis d'établir qu'il n'y a aucun potentiel de présences d'espèces fauniques ou floristiques menacées ou vulnérables sur le terrain visé par le développement;

CONSIDÉRANT QUE la présence d'un milieu humide est visible sur la carte des milieux humides produite par le Service du développement durable et de l'environnement (SDDE);

CONSIDÉRANT QUE la superficie à considérer est minime, soit environ soixante mètres carrés (60 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le certificat d'autorisation délivré par le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques demande la conservation de la totalité du milieu humide;

CONSIDÉRANT QUE les promoteurs maintiendront ce milieu humide grâce à un parc boisé qui sera conservé à l'état naturel;

CONSIDÉRANT QU'un bassin de rétention des eaux pluviales d'une superficie approximative de deux mille neuf cent virgule six mètres carrés (2 900,6 m^2) sera aménagé à l'extrémité ouest du développement;

CONSIDÉRANT QU'un minimum de dix centimètres (10 cm) d'eau sera toujours présent dans le bassin et que celui-ci sera aménagé avec de la plantation de quenouilles et l'ensemencement des talus;

CONSIDÉRANT QUE les eaux pluviales en provenance du développement visé seront acheminées au bassin de rétention qui exercera un contrôle des débits de pointe et des matières polluantes avant de déverser cette eau dans la branche numéro 1 du cours d'eau Lafond;

Espaces verts

CONSIDÉRANT QU'en vertu du plan directeur des parcs et espaces verts, on retrouve deux (2) parcs dans le secteur du terrain développé :

- le parc Côté situé au nord du boulevard Patrick vis-à-vis la rue Lagacé, d'une superficie de vingt-sept mille mètres carrés (27 000 m^2) est considéré comme un parc de quartier servant principalement à la pratique du soccer,
- le parc Simard situé au sud du boulevard Patrick à l'intersection des rues Simard et Nadia, d'une superficie de douze mille mètres carrés (12 000 m^2) est considéré comme un parc de voisinage où l'on retrouve des équipements destinés aux loisirs, dont des modules de jeux pour les enfants de 5 à 12 ans, aux sports et à la détente;

CONSIDÉRANT QUE le Service des loisirs et de la vie communautaire de la Ville de Drummondville a étudié le projet et confirme que la superficie, le nombre et l'emplacement des parcs conviennent aux besoins du développement et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet prévoit l'aménagement de trois parcs ayant les caractéristiques suivantes :

PARC A

- Superficie : mille six cent vingt mètres carrés (1620 m^2);
- Conservation du parc à l'état boisé en raison de la présence du milieu humide;
- Frontage sur rue :
  - section en ligne droite : cinquante-quatre mètres (54 m);

PARC B
- Superficie : trois mille deux cent soixante-dix-huit virgule huit mètres carrés (3278,8 m^2);
- Aménagements prévus par le Service des loisirs et de la vie communautaire :
  - module de jeux pour les enfants de 0 à 5 ans;
  - balançoires;
  - animaux sur ressort;
- Frontage sur rue :
  - section en ligne droite : vingt-sept virgule vingt-trois mètres (27,23 m);
  - section en courbe : trente-huit virgule quarante-neuf mètres (38,49 m);

PARC C
- Superficie : mille neuf cent trente-trois virgule sept mètres carrés (1 933,7 m^2);
- Aménagements prévus par le Service des loisirs et de la vie communautaire :
  - sentiers;
  - bancs;
  - aucun module de jeux;
- Frontage sur rue :
  - section en courbe du côté gauche : vingt-sept virgule quatre-vingt-quinze mètres (27,95 m);
  - section en courbe du côté droit : cinquante-deux virgule zéro six mètres (52,06 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de lotissement, une cession de terrain ou de paiement en argent à des fins de parcs, terrains de jeux ou d'espaces naturels doit correspondre à dix pour cent (10 %) de la superficie ou de la valeur du terrain visé par le projet d'opération cadastrale;

CONSIDÉRANT QUE les parcs projetés sont d'une superficie totale de six mille huit cent trente-deux virgule cinq mètres carrés (6 832,5 m^2), ce qui représente environ cinq virgule trente et un pour cent (5,31 %) de la superficie totale du terrain développé;

CONSIDÉRANT QUE la superficie des parcs projetés dans le projet antérieur était de six mille huit cent quatre-vingt-quatre virgule un mètres carrés (6 884,1 m^2);

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, les frais de parcs ont déjà été payés lors d'opérations cadastrales précédentes et que les parcs proposés sont une bonification au projet;

CONSIDÉRANT QUE le parc Simard pourra répondre aux besoins, en termes d'équipements, des jeunes de 5 à 12 ans et que ceux-ci pourront s'y rendre en toute sécurité;

Règlement de zonage en vigueur

CONSIDÉRANT QUE le développement fait actuellement partie de deux zones, soit les zones d'habitation H-132 et H-132-1, et que le requérant souhaite maintenir les normes actuelles;

CONSIDÉRANT QUE les éléments suivants sont présentement exigés en vertu du règlement de zonage :
- un minimum de cinquante pour cent (50 %) en maçonnerie pour toute façade donnant vers une voie de circulation;
- deux (2) arbres en cour avant;
- l'autorisation de maisons intergénérations soumises au règlement sur les P.I.I.A.;
- des normes pour la variation des modèles de résidences sur un même tronçon de voie de circulation;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas autorisé d'aménager ou de construire des bâtiments dans la bande riveraine;

CONSIDÉRANT QUE la transition entre le secteur existant de la rue Boisclair et le prolongement de la voie de circulation occasionne une problématique en raison de l'emprise existante de vingt mètres (20 m) qui sera réduite à quinze mètres (15 m) ainsi que de la bande riveraine qui doit être respectée par les nouveaux propriétaires;

CONSIDÉRANT QUE les promoteurs ont produit un croquis montrant les aménagements possibles sur le premier terrain construit à la suite du secteur existant, soit le terrain le plus petit;

CONSIDÉRANT QUE ce terrain possède une profondeur d'environ trente-trois mètres (33 m) et une façade d'environ vingt-cinq mètres (25 m);

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, une bande de dix mètres (10 m) à partir de la branche 2 du ruisseau Lafond ne peut être aménagée;

CONSIDÉRANT QU'un plan déposé par le promoteur démontre qu'il est possible de construire à la fois une maison, un garage, une terrasse et un cabanon et d'y installer une piscine sans empiéter dans la bande riveraine;

CONSIDÉRANT QUE l'installation d'une haie pourrait masquer la problématique d'alignement entre la résidence existante sur la rue Boisclair et celle à construire;

CONSIDÉRANT QUE la rue asphaltée sera pour sa part dans l'axe actuel;

Différences entre les deux plans

CONSIDÉRANT QUE des différences mineures sont à noter entre le plan de mai 2014 et celui déposé au mois de décembre 2014, soit :
- le nombre d'espaces verts qui est passé de deux (2) à trois (3), mais les superficies totales sont sensiblement les mêmes;
- le tracé de la rue Brousseau qui contourne la station de pompage;
- l'ajout d'un îlot résidentiel donnant sur le prolongement de la rue Brousseau;
- l'emplacement du bassin de rétention;

CONSIDÉRANT QUE le plan concept d'aménagement soumis répond aux critères du guide d'aménagement des nouveaux quartiers;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte les modifications apportées au plan concept d'aménagement (P.C.A.) dans le cadre d'un projet de développement domiciliaire pour le secteur situé au nord-est du boulevard Patrick, dans le prolongement des rues Boisclair, Laurentien et Brousseau.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

51/1/15 - Modification de la dénomination actuelle d'une partie de la route 122 par celle du boulevard de l'Université

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet de modifier le nom de la Route 122 localisée sur les lots 3 427 536, 3 427 616, 4 350 390, 4 350 400, 4 350 438, 4 350 439, 4 350 485, 4 350 487, 4 350 489, 4 350 514 et 4 351 391 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.24);

CONSIDÉRANT QUE le nouveau campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières aura le numéro civique 555 sur la Route 122;

CONSIDÉRANT QUE cette voie de circulation assurera l'accès principal aux bâtiments et aux stationnements du campus;

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'une infrastructure majeure au sein de la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'il est important de marquer la présence de cet équipement par la toponymie en prévoyant un nom de rue plus évocateur;

CONSIDÉRANT QUE la section de la Route 122 située à l'intérieur des limites de la Ville de Drummondville débute à la rivière Saint-François et se termine à la limite de la municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover;

CONSIDÉRANT QUE les autres sections de la Route 122 sur le territoire municipal portent un autre nom, soit les rues Saint-Georges et Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE sur le territoire de Saint-Cyrille-de-Wendover, la Route 122 est présente de la limite municipale avec Drummondville jusqu'à la rue Demers et qu'à partir de cette voie de circulation, la Route 122 change de nom pour rue Principale;

CONSIDÉRANT QUE cinq (5) bâtiments sont existants et possèdent une adresse sur la Route 122 :
- 1555 Route 122 : Philippe Gosselin et associés ltée (vente de combustible);
- 1860 Route 122 : Location Lambert-Lauzière inc. (service de maçonnerie) et bâtiment de Vidéotron;
- 1970 Route 122 : Excavation Yvon Benoît;
- 1990 Route 122 : Résidence unifamiliale;
- 2015 Route 122 : Michel Automobiles enr. (vente de véhicules usagés);

CONSIDÉRANT QUE deux (2) options de modification du nom de la Route 122 pour le boulevard de l'Université sont possibles :
- Option 1 : modification de la Route 122 du boulevard Foucault à la rivière Saint-François;
- Option 2 : modification de la Route 122 de la limite municipale avec Saint-Cyrille-de-Wendover à la rivière Saint-François;

CONSIDÉRANT QUE l'option 2 nécessite que les cinq (5) bâtiments touchés doivent modifier la voie de circulation de leur adresse pour le boulevard de l'Université;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité de toponymie suggèrent que l'ensemble de la Route 122 soit modifié pour le remplacer par le boulevard de l'Université afin d'éviter le morcellement toponymique de cette voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le nom choisi répond aux critères habituels, c'est-à-dire :
- reflétant l'histoire de Drummondville;
- associés au thème du développement (s'il y a lieu);
- ayant une prononciation et une orthographe aisées;

CONSIDÉRANT QUE les propositions ont été vérifiées par la Commission de toponymie du Québec et qu'ils répondent aux critères de cet organisme;

CONSIDÉRANT QU'aucune voie de circulation ni aucun parc ne sont identifiés selon la proposition suggérée sur le territoire de la ville de Drummondville, ni sur le territoire des municipalités voisines;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville modifie le nom de Route 122 pour le boulevard de l'Université localisé sur les lots 3 427 536, 3 427 616, 4 350 390, 4 350 400, 4 350 438, 4 350 439, 4 350 485, 4 350 487, 4 350 489, 4 350 514 et 4 351 391 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond;

Le tout tel qu'illustré sur le plan général en annexe à titre indicatif et faisant partie intégrante de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÈGLEMENTS :

Dépôt du certificat relatif au règlement no 4576

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant:

– règlement no 4576 décrétant des travaux relatifs à la desserte en aqueduc et en égouts du secteur du boulevard Patrick et nécessitant un emprunt de 360 200 $ à cette fin.

52/1/15 - Avis de motion du règlement no 4586 sur le paiement des taxes par prélèvements automatiques préautorisés

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 4586 sur le paiement des taxes par prélèvements automatiques préautorisés.

53/1/15 - Dispense de lecture du règlement no 4586 sur le paiement des taxes par prélèvements automatiques préautorisés

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4586 sur le paiement des taxes par prélèvements automatiques préautorisés;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

54/1/15 - Avis de motion du règlement no 4562 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4562 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser les boîtes de dons de vêtements à titre de construction accessoire à l'usage principal « 5693 Vente au détail de vêtements et d'articles usagés » faisant partie de la classe d'usages « C-2 Commerce local »;
- d'ajouter des normes relatives aux matériaux, aux dimensions et à l'implantation des boîtes de dons de vêtements.

Les zones visées sont toutes les zones commerciales où l'usage « 5693 Vente au détail de vêtements et d'articles usagés » est autorisé.

55/1/15 - Dispense de lecture du règlement no 4562 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4562, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser les boîtes de dons de vêtements à titre de construction accessoire à l'usage principal « 5693 Vente au détail de vêtements et d'articles usagés » faisant partie de la classe d'usages « C-2 Commerce local »;
- d'ajouter des normes relatives aux matériaux, aux dimensions et à l'implantation des boîtes de dons de vêtements.

Les zones visées sont toutes les zones commerciales où l'usage « 5693 Vente au détail de vêtements et d'articles usagés » est autorisé;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

56/1/15 - Adoption du projet de règlement no 4562 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,
appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4562, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser les boîtes de dons de vêtements à titre de construction accessoire à l'usage principal « 5693 Vente au détail de vêtements et d'articles usagés » faisant partie de la classe d'usages « C-2 Commerce local »;
- d'ajouter des normes relatives aux matériaux, aux dimensions et à l'implantation des boîtes de dons de vêtements.

Les zones visées sont toutes les zones commerciales où l'usage « 5693 Vente au détail de vêtements et d'articles usagés » est autorisé,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

57/1/15 - Avis de motion du règlement no 4563 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4563 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'ajouter des normes relatives à l'implantation de logements accessoires au sous-sol des résidences unifamiliales isolées;
- de limiter les empiètements devant la façade d'un bâtiment principal pour une case de stationnement implantée en cour avant.

Les zones visées sont toutes les zones où l'usage « H-1 Unifamiliale » de structure isolée est autorisé.

58/1/15 - Dispense de lecture du règlement no 4563 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4563, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'ajouter des normes relatives à l'implantation de logements accessoires au sous-sol des résidences unifamiliales isolées;
- de limiter les empiètements devant la façade d'un bâtiment principal pour une case de stationnement implantée en cour avant.

Les zones visées sont toutes les zones où l'usage « H-1 Unifamiliale » de structure isolée est autorisé;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

59/1/15 - Adoption du projet de règlement no 4563 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4563, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'ajouter des normes relatives à l'implantation de logements accessoires au sous-sol des résidences unifamiliales isolées;
- de limiter les empiètements devant la façade d'un bâtiment principal pour une case de stationnement implantée en cour avant.

Les zones visées sont toutes les zones où l'usage « H-1 Unifamiliale » de structure isolée est autorisé,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

60/1/15 - Avis de motion du règlement no 4583 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4583 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de modifier certaines dispositions relatives aux marges latérales, aux dimensions des terrains et à la localisation des aires de stationnement applicables à certains types d'habitations unifamiliales (H-1) de structure jumelée à l'intérieur des zones d'habitation H-1167 et H-1169.

Le périmètre des zones d'habitation H-1167 et H-1169 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre des rues du Chardonnay, du Chenin et du Colombard.

61/1/15 - Dispense de lecture du règlement no 4583 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4583, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de modifier certaines dispositions relatives aux marges latérales, aux dimensions des terrains et à la localisation des aires de stationnement applicables à certains types d'habitations unifamiliales (H-1) de structure jumelée à l'intérieur des zones d'habitation H-1167 et H-1169.

Le périmètre des zones d'habitation H-1167 et H-1169 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre des rues du Chardonnay, du Chenin et du Colombard;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

62/1/15 - Adoption du projet de règlement no 4583 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller John Husk,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4583, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de modifier certaines dispositions relatives aux marges latérales, aux dimensions des terrains et à la localisation des aires de stationnement applicables à certains types d'habitations unifamiliales (H-1) de structure jumelée à l'intérieur des zones d'habitation H-1167 et H-1169.

Le périmètre des zones d'habitation H-1167 et H-1169 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre des rues du Chardonnay, du Chenin et du Colombard,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

63/1/15 - Avis de motion du règlement no 4584 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4584 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C-329 à même une partie de la zone d'habitation H-327 sur une profondeur d'environ 11 mètres spécifiquement à l'intérieur du lot 4 135 511.

La zone commerciale C-329 et la zone d'habitation H-327 sont délimitées par les rues Saint-Pierre, Saint-Henri, Fournier, Saint-Omer et Cormier et par l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Landreville et Leclerc.

64/1/15 - Dispense de lecture du règlement no 4584 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4584, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C-329 à même une partie de la zone d'habitation H-327 sur une profondeur d'environ 11 mètres spécifiquement à l'intérieur du lot 4 135 511.

La zone commerciale C-329 et la zone d'habitation H-327 sont délimitées par les rues Saint-Pierre, Saint-Henri, Fournier, Saint-Omer et Cormier et par l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Landreville et Leclerc;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

65/1/15 - Adoption du projet de règlement no 4584 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4584, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C-329 à même une partie de la zone d'habitation H-327 sur une profondeur d'environ 11 mètres spécifiquement à l'intérieur du lot 4 135 511.

  La zone commerciale C-329 et la zone d'habitation H-327 sont délimitées par les rues Saint-Pierre, Saint-Henri, Fournier, Saint-Omer et Cormier et par l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Landreville et Leclerc,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

66/1/15 - Avis de motion du règlement no 4585 – Zonage no 4300

Le conseiller Vincent Chouinard donne avis de motion du règlement no 4585 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser les résidences bifamiliales juxtaposées de structure isolée dans la zone rurale R-9417.

La zone R-9417 est délimitée approximativement par la ligne arrière des lots donnant du côté nord-ouest de la rue des Trembles, du côté sud-ouest, le boulevard Saint-Joseph, la rue du Lac-Gendron, la rue du Lac-Creux, la ligne arrière des lots donnant sur la rue du Lac-Bouffard du côté nord et la ligne arrière des lots donnant sur la rue des Sables du côté sud-est.

67/1/15 - Dispense de lecture du règlement no 4585 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4585, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser les résidences bifamiliales juxtaposées de structure isolée dans la zone rurale R-9417.

La zone R-9417 est délimitée approximativement par la ligne arrière des lots donnant du côté nord-ouest de la rue des Trembles, du côté sud-ouest, le boulevard Saint-Joseph, la rue du Lac-Gendron, la rue du Lac-Creux, la ligne arrière des lots donnant sur la rue du Lac-Bouffard du côté nord et la ligne arrière des lots donnant sur la rue des Sables du côté sud-est;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

68/1/15 - Adoption du projet de règlement no 4585 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4585, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser les résidences bifamiliales juxtaposées de structure isolée dans la zone rurale R-9417.

La zone R-9417 est délimitée approximativement par la ligne arrière des lots donnant du côté nord-ouest de la rue des Trembles, du côté sud-ouest, le boulevard Saint-Joseph, la rue du Lac-Gendron, la rue du Lac-Creux, la ligne arrière des lots donnant sur la rue du Lac-Bouffard du côté nord et la ligne arrière des lots donnant sur la rue des Sables du côté sud-est,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

69/1/15 - Adoption du second projet de règlement no 4560-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller William Morales,
appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu:

1° QUE le second projet de règlement no 4560-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone commerciale C-752, par contingentement, en plus des usages actuellement permis, l'aménagement d'une habitation unifamiliale (H-1) conjointe à une habitation collective (H-8) et d'ajuster en conséquence certaines dispositions normatives relatives à l'aménagement d'une place d'affaires à domicile et à la plantation de végétaux.

La zone commerciale C-752 comprend, de façon approximative, les propriétés adjacentes au côté ouest du boulevard Lemire, et ce, à partir de la rue Laviolette jusqu'à la rue Ferdinand,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

70/1/15 - Adoption du règlement no 4577 – Plan d'urbanisme no 4299

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4577 a été donné (réf: 1821/12/14), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4577 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 4299 dans le but :

- de remplacer le caractère long terme d'une partie de l'affectation industrielle I-2, délimitée de façon approximative par la rue Thérèse-Casgrain, l'arrière-lot des terrains donnant sur le boulevard Mercure, l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier et la limite sud-est du lot 5 038 538 par un horizon de développement à court terme.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

71/1/15 - Adoption du règlement no 4578 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4578 a été donné (réf: 1824/12/14), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4578 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'agrandir la zone industrielle I-1157-1 à même une partie des zones industrielles I-1157, I-1158, I-1158-1 et I-1162 de manière à y inclure des terrains situés de façon approximative en bordure de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier entre la Route 139 et la limite sud-est du lot 5 038 538;
- de créer la zone industrielle I-1159-1 à même une partie des zones industrielles I-1158, I-1158-1 et I-1162 de manière à y inclure des terrains situés à une distance approximative de 190 mètres de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier entre la Route 139 et la limite sud-est du lot 5 038 538;
- d'agrandir la zone industrielle I-1158-1 à même une partie des zones industrielles I-1158 et I-1162 de manière à y inclure des terrains délimités approximativement par l'arrière lot des terrains donnant vers le boulevard Mercure, la rue Thérèse-Casgrain, une limite située à 400 mètres de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier et la limite sud-est du lot 5 038 538;
- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone industrielle I-1157-1 de manière à ne plus autoriser les usages spécifiquement permis faisant partie de la classe d'usages A-3 (foresterie et sylviculture) et autoriser les usages faisant partie des classes d'usages C-8, I-1 et I-2 et certains usages faisant partie de la classe d'usages I-3 et prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiments;
- d'autoriser à l'intérieur de la nouvelle zone industrielle I-1159-1, les classes d'usages C-8 et I-2 et certains usages faisant partie de la classe d'usages I-3 et prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiments;
- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone industrielle I-1158-1 de manière à ne plus autoriser les usages spécifiquement permis faisant partie de la classe d'usages A-3 (foresterie et sylviculture) et autoriser les usages faisant partie de la classe d'usages C-8 et certains usages faisant partie de la classe d'usages I-2 et prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiments;

- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone industrielle I-1162 de manière à ne plus autoriser certains usages faisant partie de la classe d'usages I-3.

Les zones I-1157, I-1157-1, I-1158, I-1158-1 et I-1162 sont situées approximativement entre la Route 139, l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier, l'arrière lot des terrains donnant vers le boulevard Mercure et la limite sud-est du lot 3 534 071.

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

72/1/15 - Adoption du règlement no 4579 – P.I.I.A. no 4304

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4579 a été donné (réf: 1827/12/14), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4579 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 4304 dans le but :

- de modifier le plan des secteurs assujettis au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale et constituant l'annexe A, de manière à agrandir le secteur 11 (parc industriel de Saint-Nicéphore) à même des terrains situés approximativement en bordure de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier entre la rue Thérèse-Casgrain et la limite sud-est du lot 5 038 538.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

73/1/15 - Adoption du règlement no 4565 décrétant la cotisation payable par les membres de la SDC Quartier Saint-Joseph, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 2015

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4565 a été donné (réf: 1715/12/14), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4565 décrétant la cotisation payable par les membres de la SDC Quartier Saint-Joseph, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 2015.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

74/1/15 - Adoption du règlement no 4581 décrétant des travaux d'infrastructures et d'acquisition de terrains pour la construction de la phase I du parc industriel du secteur Saint-Nicéphore et nécessitant un emprunt de 8 387 000 $ à cette fin

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4581 a été donné (réf: 1817/12/14), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4581 décrétant des travaux d'infrastructures et d'acquisition de terrains pour la construction de la phase I du parc industriel du secteur Saint-Nicéphore et nécessitant un emprunt de 8 387 000 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

75/1/14 - Adoption du règlement no 4582 modifiant le règlement no 3500 afin de modifier l'article 262 de la Section I – Dispositions interprétatives du Chap. 5 – Gestion des matières résiduelles du Titre VII – De l'environnement; d'ajouter l'article 267 à la Section III – Contenants autorisés du Chap. 5 – Gestion des matières résiduelles du Titre VII – De l'environnement; de modifier les tarifs prévus à l'article 773 du chap. 5 – De la garde des animaux du Titre XIII - Du tarif

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4582 a été donné (réf: 1819/12/14), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4582 modifiant le règlement no 3500 afin :

1. de modifier l'article 262 de la Section I - *Dispositions interprétatives* du Chap. 5 – *Gestion des matières résiduelles* du Titre VII – *De l'environnement*;
2. d'ajouter l'article 267 à la Section III – *Contenants autorisés* du Chap. 5 – *Gestion des matières résiduelles* du Titre VII – *De l'environnement*;
   - un nombre minimum et maximum de bacs bruns pour la catégorie « garderies et centres de la petite enfance »;
   - des catégories supplémentaires.
3. de modifier les tarifs prévus à l'article 773 du chap. 5 – *De la garde des animaux* du Titre XIII - *Du tarif*.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Monsieur le maire, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- Madame Karine Labrecque-Auclair, agente de développement au Service des arts, de la culture et de l'immigration et à toute la famille à l'occasion du décès de son père, monsieur Sylvain Auclair;

- Madame Suzie d'Anjou, adjointe administrative au Service du greffe et à toute la famille à l'occasion du décès de sa mère, madame Adrienne Pelletier d'Anjou;

- À toute la famille de madame Rita Desrosiers, retraitée de la Ville de Drummondville.

Lancement des fêtes du 200e (M. Alexandre Cusson)

Monsieur le maire félicite les organisateurs de la Fête du 200e qui s'est tenue le 31 décembre 2014. Il remercie également la population d'avoir participé en grand nombre à cette activité.

51e Tournoi international de hockey Midget (M. Alexandre Cusson)

Monsieur le maire félicite la performance des équipes ainsi que les personnes qui ont contribué au succès de l'événement.

Musée populaire de la photographie (M. Roberto Léveillée)

Le conseiller Roberto Léveillée invite la population à l'exposition de monsieur Didier Marion Vanasse qui est présentée au Musée populaire de la photo jusqu'au 19 mars 2015.

Visite Centrexpo (M. Alexandre Cusson)

Monsieur le maire invite la population à une journée porte ouverte qui se tiendra le 1er février 2015 entre 13 h et 16 h 30.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Prochaine assemblée du conseil

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 2 février 2015.

76/1/15 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 39.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) MÉLANIE OUELLET,
Greffière.

(Signé) ALEXANDRE CUSSON,
Maire.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

2 FÉVRIER 2015

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 2 février 2015, à compter de 19 h 30 ***sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

- Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications

- Secrétaire :

Me Marie-Eve Le Gendre, assistante-greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion et demande un moment de silence en regard de la tragédie survenue cette semaine sur la rue des Écoles.

77/2/15 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

78/2/15 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 19 janvier 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 19 janvier 2015 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que l'assistante-greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

L'assistante-greffière fait part aux membres du conseil de la réception d'une lettre du ministère des Transports relative à l'octroi d'une subvention de 320 684 $ pour l'année 2014.

DIRECTION GÉNÉRALE :

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 27 janvier 2015.

SERVICE DES FINANCES :

79/2/15 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 19 janvier 2015 au 2 février 2015, lesquels comptes totalisent la somme de 13 387 024,23 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

80/2/15 - Appropriation d'une somme de 170 300 $ provenant du fonds de parcs pour divers projets du PTI 2015

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 170 300 $ provenant du fonds de parcs pour divers projets du PTI 2015, le tout tel qu'énuméré au tableau joint en annexe.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

81/2/15 - Emprunt de 467 100 $ au fonds de roulement pour une période de 5 ans

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 467 100 $ à son fonds de roulement pour divers projets du PTI 2015, le tout tel qu'énuméré au tableau joint à la présente résolution.

Cet emprunt sera remboursable comme suit :

2016	93 420 $
2017	93 420 $
2018	93 420 $
2019	93 420 $
2020	93 420 $

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

82/2/15 - Emprunt de 566 200 $ au fonds de roulement pour une période de 10 ans

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 566 200 $ à son fonds de roulement pour divers projets du PTI 2015, le tout tel qu'énuméré au tableau joint à la présente résolution.

Cet emprunt sera remboursable comme suit :

2016	56 620 $
2017	56 620 $
2018	56 620 $
2019	56 620 $
2020	56 620 $
2021	56 620 $
2022	56 620 $
2023	56 620 $
2024	56 620 $
2025	56 620 $

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

83/2/15 - Appropriation d'une somme de 353 300 $ provenant du surplus accumulé et affecté de l'ancienne Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 353 300 $ provenant du surplus accumulé et affecté de l'ancienne Ville de Drummondville pour divers projets du PTI 2015, le tout tel qu'énuméré au tableau joint en annexe.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

84/2/15 - Délégation du conseiller John Husk à une formation de l'UMQ « Optimiser la gestion de vos infrastructures municipales » qui se tiendra à Brossard le 7 mai 2015

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville délègue le conseiller John Husk à une formation de l'UMQ « Optimiser la gestion de vos infrastructures municipales » qui se tiendra à Brossard le 7 mai 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

85/2/15 - Approbation des critères généraux et de la grille annuelle - Services professionnels – Contrôle des matériaux par un laboratoire

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels concernant le projet de contrôle des matériaux par un laboratoire, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville

Titre : Contrôle des matériaux par un laboratoire

Grille d'évaluation générale

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires – 5 projets	15		
Expérience du chargé de projet	30		
Composition et expérience de l'équipe proposée incluant la capacité de relève	30		
Méthodologie Compréhension du mandat, des enjeux et méthodologie	25		
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			
PARTIE 2			
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		Fournisseur A	
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)			
Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 Prix			
Rang et adjudicataire			
_____ (Signature) _____ (date)		_____ (EN LETTRES MOULÉES) _____ (LIEU)	

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

86/2/15 - Approbation des critères – Services professionnels d'ingénierie – Construction de la bibliothèque municipale (Soumission DR15-PUB-017)

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels concernant le projet de construction de la bibliothèque municipale, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Appel d'offres : DR15-PUB-017**
Numéro de projet : PROJ-204

Titre : Construction d'une bibliothèque municipale - ingénierie

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires	20		
Expérience du chargé de projets	30		

Composition et expérience de l'équipe proposée incluant la capacité de relève	30		
Méthodologie (compréhension du mandat, des enjeux, méthodologie et de l'assurance qualité)	20		
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			
PARTIE 2			
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		Fournisseur A	
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)			
Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 / Prix			
Rang et adjudicataire			
_____ (Signature)		_____ (EN LETTRES MOULÉES)	
_____ (date)		_____ (LIEU)	

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

87/2/15 - Approbation des critères – Étude de circulation – Projet Rive-Nord (Soumission no DR15-INV-036)

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels concernant l'étude de circulation pour le projet Rive-Nord, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville

Appel d'offres : DR15-INV-036
Numéro de projet : PROJ-338

Titre : Étude de circulation – Projet Rive-Nord

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires	30		
Expérience du chargé de projets	25		
Composition et expérience de l'équipe proposée incluant la capacité de relève	20		
Méthodologie (compréhension du mandat, des enjeux, méthodologie et de l'assurance qualité)	25		
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			
PARTIE 2			
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		Fournisseur A	
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)			

Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 Prix	
Rang et adjudicataire	
_____ (Signature)	_____ (EN LETTRES MOULÉES)
_____ (date)	_____ (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

88/2/15 - Approbation des critères – Rinçage unidirectionnel des conduites du réseau d'aqueduc (Soumission no DR15-PUB-013)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels concernant le projet de rinçage unidirectionnel des conduites du réseau d'aqueduc de la Ville de Drummondville, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Numéro de projet : DR15-PUB-013**

Titre : Rinçage unidirectionnel des conduites du réseau d'aqueduc de la Ville de Drummondville

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Expérience de la firme	20		
Expérience du chargé de projet	25		
Composition et expérience de l'équipe proposée	25		
Compréhension du mandat	25		
Présentation de la proposition	5		
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			

PARTIE 2	
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL	Fournisseur A
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)	
Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 Prix	
Rang et adjudicataire	
_____ (Signature)	_____ (EN LETTRES MOULÉES)
_____ (date)	_____ (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

89/2/15

- Fourniture et livraison de cartouches d'encre (Soumission no DR15-INV-004 – Ouverture 21.01.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la soumission de la compagnie Mégaburo inc. au montant de 39 486,17 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

90/2/15

- Travaux de rehaussement du garde-corps du pont de la Traverse (Soumission no DR15-INV-028 – Ouverture 22.01.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie Lambert et Grenier inc. au montant de 57 098,88 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme, et ce, conditionnellement à l'approbation des plans et devis par le Ministère des Transports du Québec.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES :

91/2/15 - Dépôt de la liste d'embauche de stagiaires

Monsieur Alexandre Cusson dépose la liste d'embauche suivante conformément à la résolution no 343/3/14 :

Stagiaires :

- Service des loisirs et de la vie communautaire : madame Joanie M. Dion;
- Service de l'approvisionnement : madame Catherine Gaudet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

92/2/15 - Affichage et embauche d'un(e) adolescent(e) issu(e) du plan municipal d'emplois pour les jeunes des Centres jeunesses du Québec

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'affichage et l'embauche d'un(e) adolescent(e) issu(e) du plan municipal d'emplois pour les jeunes des Centres jeunesse du Québec aux conditions suivantes :

- Salaire : 12 $ / heure;
- Entrée en fonction : juin 2015 (à déterminer).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

93/2/15 - Abolition du poste syndiqué d'agent aux communications

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'abolition du poste syndiqué d'agent aux communications.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

94/2/15 - Création du poste syndiqué d'agent communications et nouveaux médias

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la création du poste syndiqué d'agent communications et nouveaux médias (classe salariale entre 490 et 550).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

95/2/15 - Création du poste de « conseiller relations médias »

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la création du poste cadre de conseiller relations médias.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

96/2/15 - Nomination de madame Sonia Collard au poste cadre de conseiller relations médias

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville nomme madame Sonia Collard au poste cadre de conseiller relations médias, et ce, selon les modalités suivantes :

- Salaire : Échelon F de la classe 11 (53 272 $) (échelon immédiatement supérieur);
- Période probatoire : Six (6) mois;
- Autres conditions : Selon les conditions de travail applicables au personnel cadre et de soutien;
- Entrée en poste : À déterminer par le directeur du Service des communications.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

97/2/15 - Signature de la convention collective du syndicat des employés municipaux cols blancs

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la signature de la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols blancs par les membres du comité patronal de négociation, soit messieurs Alexandre Cusson, maire, Francis Adam, directeur général, Me Richard Brisson, avocat aux Services juridiques, Jean-François Équilbec, directeur aux Services des ressources humaines et Jonathan Guay, conseiller aux Services des ressources humaines.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

GREFFE ET SERVICES JURIDIQUES :

TRANSPORT EN COMMUN / STATIONNEMENT / MESURES D'URGENCE / DÉVELOPPEMENT SOCIAL :

98/2/15 - Signature d'une entente avec Transport Diligence inc. pour l'année 2015

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec Transport Diligence inc. et la municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover, et ce, pour le transport adapté pour l'année 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE :

99/2/15 - Demande d'aide financière au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du programme d'aide financière pour la formation des pompiers volontaires ou à temps partiel

ATTENDU QUE le *Règlement sur les conditions pour exercer au sein d'un service de sécurité incendie municipal* prévoit les exigences de formation pour les pompiers de services de sécurité incendie afin d'assurer une qualification professionnelle minimale;

ATTENDU QUE ce règlement s'inscrit dans une volonté de garantir aux municipalités la formation d'équipes de pompiers possédant les compétences et les habiletés nécessaires pour intervenir efficacement en situation d'urgence;

ATTENDU QU'en décembre 2014, le gouvernement du Québec a établi le Programme d'aide financière pour la formation des pompiers volontaires ou à temps partiel;

ATTENDU QUE ce programme a pour objectif principal d'apporter aux organisations municipales une aide financière leur permettant de disposer d'un nombre suffisant de pompiers qualifiés pour agir efficacement et de manière sécuritaire en situation d'urgence;

ATTENDU QUE ce programme vise également à favoriser l'acquisition des compétences et des habiletés de base requises par les pompiers volontaires ou à temps partiel qui exercent au sein des services de sécurité incendie municipaux;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire bénéficier de l'aide financière offerte par ce programme;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville prévoit la formation de 38 pompiers au cours de la prochaine année pour répondre efficacement et de manière sécuritaire à des situations d'urgence sur son territoire;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville doit transmettre sa demande au ministère de la Sécurité publique par l'intermédiaire de la MRC de Drummond en conformité avec l'article 6 du Programme.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville présente une demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'aide financière pour la formation des pompiers volontaires ou à temps partiel au ministère de la Sécurité publique et de transmettre cette demande à la MRC de Drummond.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES LOISIRS :

100/2/15 - Autorisation à la SDED et la Corporation du 200e - Tenue d'un spectacle aérien sur le terrain de l'aéroport les 29 et 30 août 2015

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la SDED et la Corporation du 200e à tenir un spectacle aérien sur le terrain de l'aéroport les 29 et 30 août 2015 de 8 h à 16 h, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville autorise :

- les vols d'avions à basse altitude, soit un minimum de 500 pieds au-dessus du territoire de la ville;
- les sauts en parachute à divers endroits sur le territoire de la ville;
- ces organismes à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

101/2/15 - Subvention de 1 500 $ - Fondation du Cégep de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ à la Fondation du Cégep de Drummondville à titre de subvention 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

102/2/15 - Signature d'une entente avec la Maison Marie Rivier de Drummondville inc. et subvention au fonctionnement pour l'année 2015

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec la Maison Marie Rivier de Drummondville inc. pour une subvention au fonctionnement d'un montant de 15 000 $ non-assujetti aux taxes, et ce, pour l'année 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

103/2/15 - Signature d'une entente avec la Maison des jeunes de Saint-Charles-de-Drummond et subvention au fonctionnement pour l'année 2015

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec la Maison des jeunes de Saint-Charles-de-Drummond pour une subvention au fonctionnement d'un montant de 15 000 $ non-assujetti aux taxes, et ce, pour l'année 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

104/2/15 - Signature d'une entente avec Réseaux plein air Drummond inc. et subvention au fonctionnement pour l'année 2015

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec Réseaux plein air Drummond inc. pour une subvention au fonctionnement d'un montant de 100 000 $ non-assujetti aux taxes, et ce, pour l'année 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

105/2/15 - Signature d'un protocole de services avec Réseaux plein air Drummond inc. pour les années 2015 à 2017 et subvention annuelle de 7 000 $

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de services à intervenir avec Réseaux plein air Drummond inc. pour la collecte des vélos sur le territoire de la Ville de Drummondville ainsi que l'ouverture et la surveillance du relais Frédérick-Back.

Le protocole de services est valable du 1er juin 2015 au 31 mai 2017 et comprend le versement d'une subvention annuelle de 7 000 $ plus les taxes applicables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

106/2/15 - Signature d'une entente avec la Corporation de développement communautaire Drummond inc. (dite CDC Drummond) et subvention au fonctionnement et services professionnels pour l'année 2015

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Corporation de développement communautaire Drummond inc. (dite CDC Drummond) pour subvention au fonctionnement au montant de 87 770 $ non-assujetti aux taxes et de services professionnels au montant de 7 600 $ sans taxes, et ce, pour l'année 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

107/2/15 - Signature d'une entente avec le Regroupement interculturel de Drummond pour reconnaissance et subvention annuelle de 10 000 $ ainsi que d'une subvention annuelle de 5 000 $ pour le fonctionnement de la fête de la diversité culturelle, et ce, pour les années 2015 à 2017

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Regroupement interculturel de Drummond pour reconnaissance et subvention annuelle au montant de 10 000 $ non-assujetti aux taxes ainsi que d'une subvention annuelle au montant de 5 000 $ non-assujetti aux taxes pour le fonctionnement de la fête de la diversité culturelle, et ce, pour les années 2015 à 2017.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

108/2/15 - Signature d'une entente avec la Coopérative au goût du monde pour reconnaissance et subvention annuelle de 6 000 $ pour les années 2015 à 2019

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller William Morales, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Coopérative au goût du monde pour reconnaissance et subvention annuelle au montant de 6 000 $ non-assujetti aux taxes, et ce, pour les années 2015 à 2019. Ladite entente étant conditionnelle à la viabilité du projet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

109/2/15 - Signature d'une entente avec 9 clubs d'âge d'or de Drummondville pour subvention au fonctionnement pour l'année 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente pour subvention au fonctionnement à intervenir avec les différents clubs d'âge d'or suivants :

1. Le Cercle d'amitié de l'Âge d'Or de Drummondville-Sud;
2. Le Club de l'Âge d'Or de Drummondville inc.(St-Joseph);
3. Le Club de l'Âge d'Or de la paroisse Ste-Thérèse de Drummondville inc.;
4. Le Club Or et Argent (Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste);
5. Le Club de l'Âge d'Or Immaculée-Conception de Drummondville;
6. Le Club de l'Âge d'Or St-Charles-de-Drummond inc.;
7. Le Club de l'Âge d'Or St-Nicéphore inc.;
8. Le Club Âge d'Or St-Philippe de Drummondville inc.;
9. Le Club des Aînés de Drummondville inc. (Pie-X).

Les ententes sont valables pour les années 2015 à 2017 et comprennent le versement d'une subvention annuelle de 750 $ à chacun des organismes, pour un total annuel de 6 750 $. Ces subventions sont conditionnelles à l'approbation annuelle des crédits budgétaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES ARTS, CULTURE ET IMMIGRATION :

110/2/15 - Subvention de 4 000 $ - Édition annuelle du Symposium des arts de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 4 000 $ pour l'édition annuelle du Symposium des arts de Drummondville, et ce, à titre de subvention 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT :

111/2/15 - Adoption du plan d'action de réduction des gaz à effet de serre (GES)

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville a adhéré au programme Climat municipalité en vue de réduire ses émissions de GES;

CONSIDÉRANT QUE l'inventaire des GES des activités corporatives et collectives de la Ville (2009) a comptabilisé des émissions de 369 545 T éq. CO^2 dont 95 % proviennent du transport routier;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'action de réduction des GES cible des réductions de 5 % des émissions des activités corporatives et de 2 % pour les activités collectives d'ici 2020;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'action de réduction vise la réalisation de 19 mesures relatives aux bâtiments et infrastructures municipales, aux équipements motorisés et à la gestion des eaux usées et de l'eau potable;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation des 19 mesures est tributaire des priorités d'interventions municipales et de la disponibilité des budgets;

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville adopte le plan d'action de réduction des GES pour 2015 à 2020 et que copie soit déposée au MAMOT pour fins de subventions du programme climat municipalités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DE L'INGÉNIERIE :

112/2/15 - Signature d'un acte de vente du lot 5 306 265 du cadastre du Québec à intervenir avec Fiducie immobilière Ginsco et de constitution d'une servitude en faveur de la Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente du lot 5 306 265 du cadastre du Québec à intervenir avec Fiducie immobilière Ginsco et de constitution d'une servitude en faveur de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

113/2/15 - Présentation du projet d'alimentation et de traitement de l'eau potable ainsi que la demande d'aide financière dans le cadre du programme « PRIMEAU » et autorisation de signature

CONSIDÉRANT QUE le Règlement sur la Qualité de l'Eau Potable est en vigueur au Québec depuis le 28 juin 2001;

CONSIDÉRANT QU'un mandat a été accordé au consortium SMi/Dessau afin d'établir le bilan de la situation actuelle et de dégager les activités requises afin de conformer les installations de production d'eau potable actuelles à la réglementation et au Guide de conception associé;

CONSIDÉRANT QUE les installations de production, distribution et de stockage de l'eau potable sont désuètes et que des travaux correctifs majeurs sont requis aux équipements afin d'en assurer la pérennité et la conformité;

CONSIDÉRANT QUE dans un souci d'assurer la sécurité et la santé publique de la population, la Ville de Drummondville entend conformer ses installations à la réglementation en vigueur et au Guide de conception associé;

CONSIDÉRANT QUE le projet a fait l'objet de rencontres et de discussions avec les autorités du MAMOT et du MDDELCC afin de définir la nature et l'étendue des travaux correctifs requis aux installations;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville désire réaliser les travaux correctifs requis dans les meilleurs délais possibles et que, dans ce sens, elle désire présenter une demande d'aide financière dans le cadre du volet 1 du programme « PRIMEAU ».

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que :

La Ville de Drummondville autorise le directeur général, à signer, pour et au nom de la Ville, le formulaire de présentation du projet dans le cadre du programme « PRIMEAU » et à déposer une demande d'aide financière dans le cadre du programme « PRIMEAU » pour le projet d'alimentation et traitement de l'eau potable en conformité avec la réglementation;

La Ville de Drummondville s'engage à défrayer sa part des coûts admissibles et d'exploitation continue dudit projet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS :

SERVICE DE L'URBANISME :

114/2/15 - Signature d'une entente à intervenir avec la cie 9259-5597 Québec inc. relative à un raccordement d'égout sanitaire (abroge et remplace la résolution no 1398/9/14 adoptée le 22 septembre 2014)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec la cie 9259-5597 Québec inc. relative à un raccordement d'égout sanitaire.

La présente abroge et remplace la résolution no 1398/9/14 adoptée le 22 septembre 2014.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

115/2/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 330 de la rue du Mûrier

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 265 248 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 330 de la rue du Mûrier, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé par la demande a été construit avec permis en avril 2014;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage pour la zone où est situé l'immeuble visé par la demande (zone d'habitation H-351), la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal est établie à deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en octobre 2014 par un arpenteur-géomètre et que celui-ci soulève une (1) irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à un virgule quatre-vingt-six mètre (1,86 m) la marge latérale gauche du bâtiment principal existant d'un (1) étage, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule quatorze mètre (0,14 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente neuf virgule quatre-vingt-douze mètres (9,92 m);

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par le requérant pour justifier la demande est à l'effet qu'une erreur s'est produite lors de l'implantation projetée du bâtiment avant le coulage des fondations;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de l'impossibilité de déplacer le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de deux mètres (2 m) à un virgule quatre-vingt-six mètre (1,86 m) la marge latérale gauche minimale du bâtiment principal d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas neuf virgule quatre-vingt-douze mètres (9,92 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 265 248 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 330 de la rue du Mûrier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

116/2/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 50 de la rue du Gros-Pin

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge avant minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage situé sur le lot 4 351 666 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 50 de la rue du Gros-Pin, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.12);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé a été construit avec permis en 1974;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage pour la zone où est situé l'immeuble visé par la demande (zone rurale R-9202), la marge avant minimale applicable au bâtiment principal est établie à six mètres (6 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en avril 2014 par un arpenteur-géomètre et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat de localisation établit à trois virgule quarante-quatre mètres (3,44 m) la marge avant du bâtiment principal existant d'un (1) étage, ce qui représente une irrégularité de deux virgule cinquante-six mètres (2,56 m);

CONSIDÉRANT QUE la marge avant minimale applicable lors de la construction du bâtiment principal était de six virgule un mètres (6,1 m);

CONSIDÉRANT QUE la distance minimale de trois virgule quarante-quatre mètres (3,44 m) relative à la marge avant minimale concerne le coin nord du bâtiment principal jusqu'à concurrence de la norme applicable, étant donné que l'implantation du bâtiment est à angle par rapport à la ligne avant de terrain vis-à-vis le rond de virage de la rue en impasse;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé par la demande est existant depuis quarante et un (41) ans;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, étant donné que la situation est existante depuis quarante et un (41) ans;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu du coût de démolition ou de déplacement du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction du bâtiment principal visé ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de six mètres (6 m) à trois virgule quarante-quatre mètres (3,44 m) la marge avant minimale du bâtiment principal, **à la condition** que cette réduction concerne le coin nord du bâtiment principal jusqu'à concurrence de la norme applicable de six mètres (6 m), et ce, pour un bâtiment principal existant composé d'un (1) étage situé sur le lot 4 351 666 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 50 de la rue du Gros-Pin.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

117/2/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 58 à 64 de la rue Holmes

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la distance minimale entre un garage privé isolé existant et les lignes latérale et arrière de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 427 125 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 58 à 64 de la rue Holmes, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.13);

CONSIDÉRANT QUE le garage privé isolé visé par la demande a été construit vers 1963;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, la distance minimale entre un garage privé isolé et toute ligne de terrain est établie à un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en octobre 2014 par un arpenteur-géomètre pour la vente de l'immeuble et que celui-ci soulève deux (2) irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à :
- zéro virgule dix-neuf mètre (0,19 m) la distance minimale entre le garage privé isolé et la ligne latérale droite de terrain du lot visé, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule quatre-vingt-un mètre (0,81 m);
- zéro virgule zéro trois mètre (0,03 m) la distance minimale entre le garage privé isolé et la ligne arrière de terrain du lot visé, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule quatre-vingt-dix-sept mètre (0,97 m);

CONSIDÉRANT QUE le mur où la distance minimale entre le garage privé isolé et la ligne latérale droite de terrain est non conforme représente une longueur de six virgule trente-huit mètres (6,38 m);

CONSIDÉRANT QUE le mur où la distance minimale entre le garage privé isolé et la ligne arrière de terrain est non conforme représente une longueur de trois virgule cinquante-quatre mètres (3,54 m);

CONSIDÉRANT QUE la distance minimale applicable au moment de la construction du garage privé isolé (1963) était de zéro virgule quatre-vingt-onze mètre (0,91 m);

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'une situation existante depuis plus de cinquante-deux (52) ans;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve à proximité du garage privé isolé visé, deux (2) garages du même type situés sur les propriétés voisines;

CONSIDÉRANT QU'il est souhaitable de remplacer le revêtement des façades avant et latérale gauche du garage privé isolé par un revêtement conforme à la réglementation qui s'harmonisera avec le bâtiment principal ou de peindre ces mêmes façades;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire :

- d'un mètre (1 m) à zéro virgule dix-neuf mètre (0,19 m) la distance minimale entre le garage privé isolé et la ligne latérale droite de terrain du lot visé, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas six virgule trente-huit mètres (6,38 m);
- d'un mètre (1 m) à zéro virgule zéro trois mètre (0,03 m) la distance minimale entre le garage privé isolé et la ligne arrière de terrain du lot visé, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas trois virgule cinquante-quatre mètres (3,54 m);

à la condition de remplacer le revêtement des façades avant et latérale gauche du garage privé isolé par un revêtement conforme à la réglementation qui s'harmonisera avec le bâtiment principal ou de peindre ces mêmes façades au plus tard le 1er septembre 2015, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 427 125 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 58 à 64 de la rue Holmes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

118/2/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 605 de la rue Fontaine

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de permettre une véranda en cour latérale, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 103 893 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 605 de la rue Fontaine, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.14);

CONSIDÉRANT QUE la véranda a été construite sans permis en 2011 et possède une profondeur de six virgule zéro quatre mètres (6,04 m), une largeur de trois virgule vingt-neuf mètres (3,29 m) et une superficie de dix-neuf virgule quatre-vingt-sept mètres carrés (19,87 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, les constructions accessoires de type véranda sont autorisées uniquement en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en février 2014 et que celui-ci soulève une (1) irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat démontre la présence d'une véranda en cour latérale gauche, ce qui est non conforme à la règlementation;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par la requérante pour justifier la demande sont :

- la véranda a été construite au-dessus d'une galerie;
- la véranda a été construite à la demande de la propriétaire qui est handicapée et âgée de quatre-vingt-cinq (85) ans;
- la véranda permet de profiter plus longtemps d'une balançoire et abriter celle-ci toute l'année;
- la propriétaire n'a pas pensé de demander un permis de construction;

CONSIDÉRANT QUE la configuration intérieure de la maison mobile permet la construction d'une véranda uniquement en cour latérale;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante, compte tenu des coûts reliés à la démolition de la véranda;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de permettre une véranda en cour latérale gauche d'une superficie maximale de vingt mètres carrés (20 m^2), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 103 893 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 605 de la rue Fontaine.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

119/2/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 7 terrasse des Grands-Maîtres

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la superficie maximale d'un pavillon-jardin projeté, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 425 175 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 7 terrasse des Grands-Maîtres, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.15);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite construire un pavillon-jardin d'une superficie de vingt-quatre virgule neuf mètres carrés (24,9 m^2) en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé possède une superficie de mille vingt-deux mètres carrés (1 022 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage applicable pour des terrains de moins de mille cinq cents mètres carrés (1500 m^2), la superficie maximale d'un pavillon-jardin est de vingt mètres carrés (20 m^2), ce qui représente une irrégularité de quatre virgule neuf mètres carrés (4,9 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :
- le pavillon-jardin sera recouvert de matériaux conformes à la règlementation qui s'harmoniseront avec le bâtiment principal;
- le pavillon-jardin permettra d'améliorer notre qualité de vie en période estivale;
- la superficie proposée est minimale afin que celui-ci soit fonctionnel;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve en cour arrière, une piscine creusée ainsi qu'une remise de dix-neuf virgule cinq mètres carrés (19,5 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'objectif du règlement est d'assurer l'intégration harmonieuse des proportions des bâtiments accessoires par rapport au bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la superficie au sol du bâtiment principal est de cent quatre-vingt-seize virgule quatre-vingt-cinq mètres carrés (196,85 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la superficie proposée de vingt-quatre virgule neuf mètres carrés (24,9 m^2) du pavillon-jardin projeté est proportionnelle à la superficie du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'une partie de la superficie (environ 1,75 m^2 ou 6 % de la superficie totale) est représentée par l'avant-toit et le décroché dans le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de vingt mètres carrés (20 m^2) à vingt-six mètres carrés (26 m^2) la superficie maximale d'un pavillon-jardin projeté, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 425 175 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 7 terrasse des Grands-Maîtres.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

120/2/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 1136-1138 de la rue Daniel

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la hauteur maximale du bâtiment principal dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation trifamiliale (H-3) de structure isolée composée de deux (2) étages située sur le lot 3 083 559 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 1136-1138 de la rue Daniel, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.16);

CONSIDÉRANT QUE le projet du requérant consiste à :
- démolir le bâtiment trifamilial de structure isolée actuel devenu inutilisable à la suite d'un incendie survenu en février 2014 et doté d'un toit plat;
- reconstruire un immeuble trifamilial de structure isolée composé de deux (2) étages et doté d'une toiture à quatre (4) versants;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur du bâtiment projeté atteint sept virgule trente-sept mètres (7,37 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé par la demande serait implanté entre deux (2) bâtiments principaux existants soit :
- une habitation unifamiliale isolée d'un (1) étage disposant d'une hauteur de cinq virgule quarante-quatre mètres (5,44 m) au 1124 de la rue Daniel;
- une habitation bifamiliale isolée de deux (2) étages disposant d'une hauteur de sept virgule trente-deux mètres (7,32 m) au 1142 de la rue Daniel;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel :
- la hauteur maximale des habitations unifamiliale, bifamiliale et trifamiliale de structure isolée est établie à neuf mètres (9 m);

- lorsque des bâtiments principaux sont érigés sur des terrains adjacents, la hauteur du bâtiment à construire doit correspondre à la moyenne des hauteurs des bâtiments principaux déjà érigés sur les terrains adjacents, plus ou moins dix pour cent (10 %), soit une hauteur maximale de sept virgule zéro deux mètres (7,02 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule trente-cinq mètre (0,35 m);
- la hauteur des bâtiments principaux est calculée à partir du niveau du terrain à l'implantation et le niveau moyen entre l'avant-toit et le faîte, soit jusqu'à mi-pignon du toit;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif de la réglementation en matière de hauteur est d'assurer, de façon générale, une harmonie entre les habitations voisines, particulièrement lorsqu'on retrouve une habitation de deux (2) étages adjacente à une habitation d'un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE la différence réelle entre le bâtiment visé par la demande et l'habitation unifamiliale isolée d'un (1) étage au 1124 de la rue Daniel est d'un virgule quatre-vingt-treize mètre (1,93 m);

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, ce bâtiment est implanté à une distance latérale d'environ quatorze virgule quatre mètres (14,4 m) du bâtiment trifamilial (H-3) existant du site visé par la demande;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment voisin droit est également implanté en retrait à environ dix virgule cinq mètres (10,5 m) de l'emprise de la rue Daniel contrairement au bâtiment trifamilial (H-3) existant du site visé par la demande implanté à environ quatre virgule quatre-vingt-douze mètres (4,92 m) de l'emprise de la rue Daniel;

CONSIDÉRANT QUE le plan de construction du bâtiment projeté démontre que celui-ci serait constitué d'une toiture à quatre (4) versants composée de pentes de 4/12 en façade et à l'arrière et de 6/12 sur les côtés;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a modifié son plan afin de réduire la pente de toiture à quatre (4) versants initialement composée de pentes de 6/12 en façade et à l'arrière et de 8/12 sur les côtés latéraux;

CONSIDÉRANT QU'il serait difficile pour le requérant de modifier davantage son bâtiment projeté afin de construire un bâtiment trifamilial moins haut disposant d'un logement au sous-sol;

CONSIDÉRANT QUE le plan soumis par le requérant démontre que l'ajout d'une toiture à quatre (4) versants munie d'une pente 4/12 et 6/12 serait esthétique et non prédominante dans le cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QU'un toit avec une telle pente est peu visible de la rue pour un immeuble de deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve, sur cette partie de la rue Daniel, d'autres habitations disposant de deux (2) étages et d'une toiture en pente dont la hauteur s'harmonise avec la hauteur du bâtiment visé;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété étant donné que le projet s'harmonise avec la hauteur d'autres bâtiments principaux sur la rue Daniel;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de sept virgule zéro deux mètres (7,02 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale applicable dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation trifamiliale (H-3) de structure isolée composée de deux (2) étages, et ce pour l'immeuble situé sur le lot 3 083 559 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 1136-1138 de la rue Daniel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

121/2/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 890 de la 107e Avenue

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire les marges avant et latérale gauche minimales applicables au bâtiment principal existant de type unifamilial (H-1) de structure isolée composé d'un étage et situé sur le lot 3 534 450 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 890 de la 107e avenue, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal de type unifamilial (H-1) de structure isolée visé par la demande aurait été déménagé en 1962 sur le site visé par la demande;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'un certificat de localisation préparé en vue de la vente de l'immeuble a permis de constater la non-conformité :
- de la marge avant minimale applicable au bâtiment principal existant implanté à une distance de quatre virgule quatre mètres (4,4 m) de la ligne avant de terrain;
- de la marge latérale gauche applicable au bâtiment principal implanté à une distance de zéro virgule quatre-vingt-douze mètre (0,92 m) de la ligne latérale de terrain;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur :
- la marge avant minimale applicable au bâtiment principal est établie à six virgule vingt et un mètres (6,21 m), ce qui constitue une irrégularité d'un virgule quatre-vingt-un mètre (1,81 m);
- la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal est établie à deux mètres (2 m), ce qui constitue une irrégularité d'un virgule zéro huit mètre (1,08 m);

CONSIDÉRANT QU à l'époque de la construction :
- la marge avant minimale était établie à quatre virgule cinquante-sept mètres (4,57 m);
- la marge latérale minimale était établie à deux virgule zéro un mètres (2,01 m) sauf dans le cas d'un mur sans fenêtre où elle pouvait être réduite à zéro virgule soixante-deux mètre (0,62 m);

CONSIDÉRANT QUE toutefois, la fenêtre présente sur le mur latéral gauche n'a jamais été enlevée par les propriétaires antérieurs pour se conformer au règlement de l'époque;

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par la requérante pour justifier la demande est à l'effet que le déplacement du bâtiment principal représenterait un coût trop élevé et que la situation actuelle provient des propriétaires antérieurs aujourd'hui décédés;

CONSIDÉRANT QUE la longueur des murs où les marges sont dérogatoires sont de :
- sept virgule trente-neuf mètres (7,39 m) pour le mur de la façade avant où la marge avant est dérogatoire;
- huit virgule zéro cinq mètres (8,05 m) pour le mur latéral gauche où la marge latérale est dérogatoire;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de son existence depuis cinquante-deux (52) ans;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction des marges avant et latérale gauche respecte, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'application du règlement relatif à la marge avant et à la marge latérale gauche minimales a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante, compte tenu du projet de vente de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction du bâtiment principal semblent avoir été effectués de bonne foi à l'époque;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire :

- de six virgule vingt et un mètres (6,21 m) à quatre virgule quatre mètres (4,4 m) la marge avant minimale, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas sept virgule cinq mètres (7,5 m);
- de deux mètres (2 m) à zéro virgule quatre-vingt-douze mètre (0,92 m) la marge latérale gauche minimale, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas huit virgule un mètres (8,1 m);

et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un étage et situé sur le lot 3 534 450 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 890 de la 107^{e} Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

122/2/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 650 de la rue Baron

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la superficie minimale de deux (2) terrains projetés dans le cadre d'un projet de subdivision, et ce, pour le lot 4 351 454 (à être subdivisé) du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 650 de la rue Baron, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.18);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite procéder à la subdivision de son terrain d'une superficie de cinq mille neuf cent soixante-trois virgule sept mètres carrés (5 963,7 m^2) situé à l'intersection de la rue Baron et du chemin Hemming;

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre de cette subdivision, le lot actuel sera subdivisé en deux (2) lots d'une superficie identique de deux mille neuf cent quatre-vingt-un virgule huit mètres carrés (2981,8 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu des règlements de zonage et de lotissement, les dimensions minimales des lots non desservis en aqueduc et égout sanitaire sont établies à trois mille mètres carrés (3 000 m^2) ce qui représente une irrégularité de dix-huit virgule deux mètres carrés (18,2 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les terrains voisins du site visé par la demande possèdent une superficie d'environ trois mille mètres carrés (3 000 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la superficie des terrains créés est suffisante pour permettre l'implantation de deux (2) résidences disposant chacune d'un puits et d'une installation septique conformément à la réglementation présentement en vigueur;

CONSIDÉRANT QUE le terrain actuel dispose d'une largeur sur rue de plus de vingt mètres (20 m) donnant sur le chemin Hemming et de plus de cent dix mètres (110 m) sur la rue Baron;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) terrains projetés disposent d'une largeur sur rue conforme aux normes actuelles établies à cinquante mètres (50 m);

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée revêt un caractère mineur compte tenu de la faible différence de superficie entre les terrains projetés et les normes des règlements de zonage et de lotissement;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit des règlements de zonage et de lotissement;

CONSIDÉRANT QUE le projet de subdivision ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application des règlements risque de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu de la superficie actuelle du terrain et de l'importance de la largeur de façade sur rue du terrain visé à l'angle de la rue Baron et du chemin Hemming qui facilite sa subdivision;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de trois mille mètres carrés (3 000 m^2) à deux mille neuf cent quatre-vingts mètres carrés (2 980 m^2) la superficie minimale de deux (2) terrains dans le cadre d'un projet de subdivision, et ce, pour le lot 4 351 454 (à être subdivisé) du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 650 de la rue Baron.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

123/2/15 - Dépôt du procès-verbal (21.01.15) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 21 janvier 2015 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

124/2/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé aux 2605-2613 de la rue de l'Étoffe – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé aux 2605-2613 de la rue de l'Étoffe, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.26)

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Faubourg Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de deux cent trente et un mètres carrés (231 m^2) ayant deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du futur cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits, matériaux, balcons, perrons et toit), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de pignons sont réalisés dans la partie avant de la toiture de type « à quatre (4) versants », ce qui permet de bonifier l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour la façade principale</u>
- principalement du bloc architectural de béton de couleur beige sur environ quarante pour cent (40 %) de la surface du mur;
- de la brique de couleur rouge sur environ trente-cinq pour cent (35 %) de la surface du mur;
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur beige sur environ vingt-cinq pour cent (25 %) de la surface du mur;

<u>pour les murs latéraux gauche et droit</u>
- principalement de la brique de couleur rouge et/ou du bloc architectural de béton de couleur beige sur environ soixante-quinze pour cent (75 %) de la surface du mur;
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur beige sur environ vingt-cinq pour cent (25 %) de la surface du mur;

<u>pour le mur arrière</u>
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur beige;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles et s'harmonisent ensemble, ce qui contribue à créer une identité propre au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par son architecture (matériaux, fenestration, gabarit et style), le bâtiment s'intègrera bien au milieu dans lequel il se retrouve;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE les portes donnant sur la façade principale du bâtiment sont de type « à battant » ayant une bonne surface vitrée;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière mitoyenne donnant accès à l'aire de stationnement localisée en cour arrière est aménagée à l'extrémité gauche de la cour avant du terrain donnant vers la rue de l'Étoffe, ce qui permet de bien desservir le site;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) cases de stationnement sont aménagées aux abords de l'allée d'accès menant à l'aire de stationnement située en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) qui sera situé aux 2605-2613 de la rue de l'Étoffe, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

125/2/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 320 du boulevard Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 320 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.27);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- refaire le vestibule d'entrée du bâtiment;
- réaliser des parapets sur une partie de la façade principale et le mur latéral droit du bâtiment;
- modifier les murs rideaux de la façade principale du bâtiment et repeindre les encadrements de ces derniers ainsi que ceux des portes et fenêtres;
- teindre le revêtement de brique des colonnes et celui des murs;
- peinturer le revêtement d'enduit d'acrylique;
- apposer un revêtement de clin de bois sur une partie de la façade principale ainsi que sur une partie des murs latéraux;
- aménager un bandeau composé de panneaux métalliques stylisés dans la section supérieure d'une partie de la façade principale et des murs latéraux;
- remplacer les auvents localisés sur le mur latéral gauche du bâtiment;
- refaire l'enclos à déchets;

CONSIDÉRANT QUE les murs du vestibule localisé sur la façade principale du bâtiment donnant vers le boulevard Saint-Joseph sont refaits en conservant la même superficie d'implantation au sol;

CONSIDÉRANT QUE les murs dudit vestibule sont légèrement rehaussés en rapport à la partie gauche de la façade principale;

CONSIDÉRANT QU'un parapet de même hauteur que le vestibule modifié est aménagé dans la partie droite de la façade principale du bâtiment donnant vers le boulevard Saint-Joseph ainsi que dans la partie avant du mur latéral droit du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la partie supérieure des deux (2) sections des murs rideaux de la façade principale est modifiée pour être de forme droite et que les encadrements sont repeints de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des autres fenêtres et portes du bâtiment sont repeints de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de brique de couleur rouge de la partie gauche de la façade principale du bâtiment ainsi que celui de la partie inférieure des murs latéraux et arrière du bâtiment est teint de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE les colonnes composées d'un revêtement de brique de couleur rouge des murs latéraux et arrière du bâtiment sont teintes de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'enduit d'acrylique des murs du bâtiment est repeint de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QU'un revêtement de clin de bois de couleur brune est aménagé dans la partie droite de la façade principale du bâtiment donnant vers le boulevard Saint-Joseph et dans la partie avant des murs latéraux du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les auvents localisés dans la partie supérieure des fenêtres existantes sur le mur latéral gauche du bâtiment sont remplacés par des auvents de couleur noire;

CONSIDÉRANT QU'une terrasse surplombée d'une marquise rattachée au bâtiment est prévue aux abords de la partie droite du mur avant du bâtiment ainsi qu'aux abords du mur latéral droit et que ces dernières (terrasse et marquise) ainsi que l'affichage seront soumis à une séance ultérieure;

CONSIDÉRANT QUE l'enclos à déchets localisé aux abords du mur arrière du bâtiment est refait en clin de bois peint ou teint de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé permet de bien marquer l'entrée principale du bâtiment et de bien diriger la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect de ce dernier et du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 320 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

126/2/15 - Acceptation avec condition des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 1045 du boulevard René-Lévesque – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 1045 du boulevard René-Lévesque, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.28);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- aménager une entrée principale avec des sections fenêtrées à l'extrémité droite de la façade latérale droite du bâtiment ainsi que des portes secondaires sur le mur latéral gauche;
- repeindre le revêtement d'enduit d'acrylique des murs du bâtiment, de la moulure dans la partie supérieure des murs, ainsi que le solin;
- remplacer les auvents;

CONSIDÉRANT QU'une entrée principale composée d'une porte ayant une bonne surface vitrée ainsi qu'une section fenêtrée à son pourtour et dont les encadrements sont de couleur grise est aménagée à l'extrémité droite de la façade latérale droite du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) portes sans fenestrations de couleur beige sont aménagées sur le mur latéral gauche du bâtiment et qu'une porte existante est repeinte de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'enduit d'acrylique des colonnes des diverses façades est repeint de couleur beige foncé et celui des autres sections d'acrylique de couleur beige pâle;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'enduit d'acrylique de la partie centrale des faces avant des trois (3) modules aménagés d'un parapet de la façade latérale droite, le mur latéral gauche et le mur avant est repeint de couleur jaune;

CONSIDÉRANT QUE lesdites sections peintes de couleur jaune sont de forme rectangulaire et prévues à des fins d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE la modification des trois (3) modules d'enduit d'acrylique de couleur jaune surcharge l'image du bâtiment et rend ces éléments prédominants sur ce dernier ainsi que dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de trois (3) enseignes rattachées pour chacun des établissements rend prédominant le bâtiment dans le paysage urbain et n'assure pas une harmonie d'ensemble avec les autres bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE la couleur jaune n'est pas en harmonie avec les couleurs existantes et modifiées sur le bâtiment ainsi que les couleurs existantes sur les bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QU'il est souhaitable que les espaces composés d'enduit d'acrylique peints de couleur jaune soient repeints de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE la moulure ainsi que le solin localisés dans la partie supérieure des murs du bâtiment sont repeints de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les auvents localisés sur certaines façades du bâtiment sont remplacés par des auvents de modèle similaire de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs proposées s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement à l'exception de la couleur jaune;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé pour la nouvelle entrée localisée à l'extrémité droite de la façade principale permet de bien la marquer et de bien diriger la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant à l'exception de la couleur jaune;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1045 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, **à la condition** que les espaces où l'enduit d'acrylique est peint de couleur jaune soient peints de couleur beige.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

127/2/15 - Acceptation des travaux de modification à l'architecture du bâtiment situé au 140 de la rue Dorion – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de modification à l'architecture du bâtiment situé au 140 de la rue Dorion, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.29);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de modification à l'architecture de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QU'un projet de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain a été accepté par le conseil municipal (résolution numéro 151/2/12);

CONSIDÉRANT QUE les modifications au projet initial concernent les revêtements extérieurs du bâtiment, soit de modifier l'emplacement des matériaux sur la façade principale du bâtiment donnant vers la rue Dorion et la partie avant du mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs du bâtiment sont :

<u>pour la façade principale</u>

- de la brique-pierre de couleur gris-beige pour environ soixante pour cent (60 %) de la surface du mur;
- du clin de fibre de ciment de couleur gris foncé sur environ trente pour cent (30 %) de la surface du mur;
- des panneaux de fibre de ciment de couleur gris pâle sur environ dix pour cent (10 %) de la surface du mur;

<u>pour la partie avant du mur latéral gauche</u>

- du clin de fibre de ciment de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE les autres travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain demeurent tels que ceux de la résolution no 151/2/12;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du style architectural du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de modification à l'architecture du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 140 de la rue Dorion, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Pierre Levasseur se retire pour la présentation du dossier suivant :

128/2/15 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment situé au 50 de la rue du Pont – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment situé au 50 de la rue du Pont, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.30);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment de dix (10) étages a une superficie d'environ sept cent trente-cinq mètres carrés (735 m²);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment, de par sa hauteur, surplombe la majorité des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment, de par son gabarit (hauteur et superficie), est imposant dans l'environnement et que son traitement architectural sobre et monolithique permet à ce dernier de bien s'intégrer dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural actuel (sobre et monolithique) du bâtiment s'harmonise bien avec les bâtiments d'architecture typique du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- agrandir le bâtiment;
- rénover les diverses façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment sera éventuellement agrandi d'une superficie d'environ vingt-deux mètres carrés (22 m²) en cour avant, laquelle est orientée vers le parc Woodyatt;

CONSIDÉRANT QUE la partie agrandie est à un (1) étage, le toit de type « plat » et qu'elle est grandement fenêtrée;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des fenêtres sont de couleur brune telle que ceux des fenêtres existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de la partie agrandie est de la brique de béton à face rugueuse de couleur gris foncé telle qu'un des revêtements de brique proposés pour la rénovation des diverses façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'ajout volumétrique (hauteur, nombre d'étages et toiture) a peu d'impact sur celui du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'il s'harmonise de façon générale à celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'agrandissement du bâtiment s'effectuent dans le respect du style architectural de l'ensemble du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de brique d'argile de couleur brun-rouge à face lisse des diverses façades du bâtiment est remplacé par :
<u>pour la façade principale et le mur arrière</u>
- principalement un revêtement de brique de béton à face rugueuse de couleur beige-brun;
- un revêtement de brique de béton à face rugueuse de couleur gris foncé;

<u>pour la façade avant secondaire (façade orientée vers le parc Woodyatt)</u>
- principalement un revêtement de brique de béton à face rugueuse de couleur gris foncé;
- un revêtement de brique de béton à face rugueuse de couleurs gris pâle et beige-brun;

<u>pour le mur latéral droit (mur orienté vers la rue Heriot)</u>
- principalement de la brique de béton à face rugueuse de couleurs gris foncé et beige-brun;
- un revêtement métallique de type « AD-300 » de couleur brun foncé posé à la verticale;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres localisées dans l'axe vertical de l'entrée principale du bâtiment sont remplacées par des sections de mur rideau ou par des fenêtres de modèle similaire à celles existantes et dont les encadrements sont de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des modules fenêtrés en porte à faux localisés dans l'axe vertical de l'entrée principale du bâtiment est un revêtement métallique de type « AD-300 » de couleur brune posé à la verticale;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des faces avant des marquises en porte à faux localisées dans la partie supérieure de la façade principale et du mur arrière du bâtiment est remplacé par un revêtement de brique de béton à face rugueuse de couleur gris pâle;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de l'écran dissimulant les appareils mécaniques sur le toit est remplacé par un revêtement métallique de type « AD-300 » de couleur brune posé à la verticale;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant dans l'environnement du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 50 de la rue du Pont, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Pierre Levasseur reprend son siège.

129/2/15 - Acceptation avec conditions des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 1650 du boulevard Lemire – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 1650 du boulevard Lemire, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.31)

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- prolonger la marquise localisée sur la façade principale du bâtiment;
- refaire le revêtement d'enduit d'acrylique de la partie gauche de la façade principale;
- modifier la fenestration du module d'entrée de la façade principale du bâtiment et refaire le perron localisé aux abords de ce dernier;
- réaménager une partie des cours avant et latérale gauche du terrain;

Rénovation extérieure du bâtiment

CONSIDÉRANT QUE la marquise existante sur la façade principale du bâtiment est prolongée vers l'extrémité gauche de ladite façade ainsi que sur la partie avant du mur latéral gauche du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural du prolongement de la marquise est le même que la partie existante et que le revêtement du toit est de l'acier imitant la tôle à baguette de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de soutien du prolongement de la marquise sont tels que ceux de la partie existante, soit composés d'acier peint de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'enduit d'acrylique localisé à gauche du module d'entrée de la façade principale du bâtiment est refait de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration du module d'entrée est remplacée par un modèle similaire dont les encadrements sont de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le perron de béton localisé aux abords du module d'entrée est refait en béton et de dimension similaire afin d'y intégrer une rampe pour personne à mobilité réduite;

CONSIDÉRANT QUE le garde-corps protégeant les escaliers dudit perron et celui de la rampe pour personne à mobilité réduite est composé de tubulaires d'acier de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du style du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE la section de l'aire de stationnement localisée dans la partie arrière de la cour latérale gauche du terrain est agrandie et qu'environ quatre-vingt-seize (96) cases sont aménagées;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement localisée en cour avant et dans la partie avant de la cour latérale gauche du terrain est agrandie et qu'environ vingt-huit (28) cases sont aménagées;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée charretière localisée à l'extrémité gauche de la cour avant du terrain est déplacée vers l'extrémité gauche de la ligne avant de terrain, soit dans l'alignement de la nouvelle section d'aire de stationnement située en partie en cour avant et dans la partie avant de la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE ladite entrée charretière aménagée à l'extrémité gauche de la ligne avant de terrain a une largeur maximale de quinze mètres (15 m);

CONSIDÉRANT QU'un îlot composé d'une bordure et dans lequel une plantation d'arbustes et/ou plantes florales est aménagée est réalisé dans la partie centrale de ladite entrée charretière;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée charretière localisée à l'extrémité droite de la ligne avant du terrain, soit celle localisée dans l'alignement du mur latéral droit du bâtiment est élargie et qu'elle a une largeur maximale de vingt et un virgule six mètres (21,6 m);

CONSIDÉRANT QU'un îlot composé d'une bordure et dans lequel une plantation d'arbustes et/ou plantes florales est aménagée est réalisé dans la partie centrale de ladite entrée charretière;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère d'une largeur d'au moins un virgule quatre mètre (1,4 m) et dans laquelle au moins huit (8) arbres et au moins sept (7) tronçons d'arbustes sont plantés est réalisée de la partie avant de la ligne latérale gauche de terrain, soit aux abords de la section d'aire de stationnement agrandie;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) îlots dans lesquels au moins deux (2) arbres sont plantés respectivement sont réalisés aux extrémités de la limite de la section existante de l'aire de stationnement de la partie avant de la cour latérale gauche et la partie agrandie;

CONSIDÉRANT QU'un îlot engazonné d'une superficie d'environ vingt-cinq mètres carrés (25 m²) est réalisé à droite de l'entrée charretière localisée à l'extrémité gauche de la ligne avant de terrain;

CONSIDÉRANT QUE la superficie gazonnée de l'îlot existant à droite de l'entrée charretière située à l'extrémité gauche de la ligne avant de terrain et dans laquelle l'enseigne détachée existante est implantée est réduite pour permettre l'élargissement de ladite entrée charretière;

CONSIDÉRANT QU'il est souhaitable que l'espace gazonné soit agrandi d'une superficie d'au moins dix-huit mètres carrés (18 m²) à la base de ladite enseigne détachée;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur d'au moins un virgule cinq mètre (1,5 m) et dans laquelle au moins trois (3) arbres sont plantés est réalisée à droite de l'entrée charretière localisée à l'extrémité gauche, soit aux abords de la ligne avant de terrain;

CONSIDÉRANT QU'un îlot gazonné d'une superficie d'environ sept virgule cinq mètres carrés (7,5 m²) est réalisé à gauche de l'entrée charretière située à l'extrémité droite de la ligne avant de terrain;

CONSIDÉRANT QU'aucun îlot n'est proposé à droite de ladite entrée charretière et qu'il est souhaitable qu'un îlot gazonné d'une superficie d'au moins sept virgule cinq mètres carrés (7,5 m²) soit aménagé;

CONSIDÉRANT QUE des bandes paysagères composées d'au moins trente (30) arbustes et/ou plantes florales sont réalisées à même le nouveau perron de béton aménagé aux abords du module d'entrée de la façade principale;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère d'une largeur d'environ deux mètres (2 m) par une longueur d'environ trente-deux mètres (32 m) composée d'au moins trente-cinq (35) arbustes et/ou plantes florales est réalisée entre le trottoir de béton et la rangée de cases de stationnement située à droite du module d'entrée de la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m);

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1650 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, **aux conditions** énumérées ci-haut.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

130/2/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment et localisée sur la façade principale donnant vers la rue Heriot et refus des travaux relatifs à l'installation de l'enseigne rattachée au bâtiment et localisée sur la façade donnant vers la rue Holmes pour l'immeuble situé au 400B de la rue Heriot – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment situé au 400B de la rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.32)

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes rattachées au bâtiment principal, soit une d'une superficie d'environ deux virgule soixante-dix-neuf mètres carrés (2,79 m²) sur la façade principale donnant vers la rue Heriot et une deuxième (2^{e}) d'une superficie approximative d'un virgule quarante-huit mètre carré (1,48 m²) sur la façade orientée vers l'aire de stationnement donnant vers la rue Holmes;

Enseigne rattachée (façade principale donnant vers la rue Heriot)

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur la façade principale est composée d'une plaque murale non lumineuse de forme rectangulaire d'une épaisseur d'au moins zéro virgule trente-deux centimètre (0,32 cm) et que le message est réalisé en surélévation d'une épaisseur d'au moins zéro virgule trente-huit centimètre (0,38 cm);

CONSIDÉRANT QUE la plaque murale est légèrement espacée du mur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est installée sur la façade principale du bâtiment donnant vers la rue Heriot, soit sur le mur au-dessus et centrée avec la porte d'accès principale de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, l'orangé pour la plaque murale et le blanc et le noir pour le message;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par réflexion (cols de cygne);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment, de par sa forme, ses types de matériaux utilisés et ses couleurs, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes récemment acceptées dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et son traitement, n'est pas prédominante sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation et ses dimensions, l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa composition, son type et son traitement), l'affichage proposé s'inscrit globalement en continuité avec celui souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre du secteur;

Enseigne rattachée (mur donnant vers la rue Holmes)

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur le mur orienté vers la rue Holmes est composée d'une plaque murale non lumineuse de forme ronde avec un anneau d'une épaisseur d'au moins zéro virgule trente-deux centimètre (0,32 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne n'a pas le même traitement architectural que celle localisée sur la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est installée sur le mur avant secondaire, soit près de l'extrémité droite entre la moulure de pierre aménagée à la verticale et la fenêtre du rez-de-chaussée;

CONSIDÉRANT QUE la partie centrale de l'enseigne est positionnée vis-à-vis la partie supérieure de ladite fenêtre et qu'un dégagement d'au moins trois virgule quatre-vingt-un centimètres (3,81 cm) est laissé entre les extrémités de l'enseigne et la moulure de pierre ainsi que la fenêtre;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne n'est pas apposée dans le même alignement que l'enseigne localisée sur la façade principale donnant vers la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE l'emplacement de l'enseigne n'est pas en harmonie avec celui de l'enseigne donnant vers la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le gris pâle pour la plaque murale et l'orangé pour le message et l'anneau;

CONSIDÉRANT QUE seule la couleur orangée est la même que celle de l'enseigne localisée sur la façade donnant vers la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment, de par son emplacement, sa forme, et ses couleurs, ne s'intègre pas bien à l'enseigne localisée sur la façade donnant vers la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et son traitement, est prédominante sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation et ses dimensions, l'enseigne n'utilise pas bien l'espace disponible sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa composition, son type et son traitement), l'affichage proposé ne s'inscrit pas globalement en continuité avec celui souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé ne contribue pas positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et ne favorise pas le développement de l'identité propre du secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

⇒ autorise les travaux d'installation de l'enseigne rattachée au bâtiment et localisée sur la façade principale donnant vers la rue Heriot (comme mentionné ci-dessus), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

⇒ **refuse** les travaux relatifs à l'installation de l'enseigne rattachée au bâtiment et localisée sur la façade donnant vers la rue Holmes, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à son emplacement, sa superficie et son traitement architectural, et ce, pour l'immeuble situé au 400B de la rue Heriot.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÈGLEMENTS :

131/2/15 - Avis de motion du règlement no 4606 prévoyant l'achat de machineries et nécessitant un emprunt n'excédant pas 903 516 $

Le conseiller John Husk donne avis de motion du règlement no 4606 prévoyant l'achat de machineries et nécessitant un emprunt n'excédant pas 903 516 $.

132/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4606 prévoyant l'achat de machineries et nécessitant un emprunt n'excédant pas 903 516 $

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4606 prévoyant l'achat de machineries et nécessitant un emprunt n'excédant pas 903 516 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

133/2/15 - Avis de motion du règlement no 4607 décrétant des travaux relatifs aux infrastructures municipales pour l'année 2015 et nécessitant un emprunt de 7 437 600 $

Le conseiller John Husk donne avis de motion du règlement no 4607 décrétant des travaux relatifs aux infrastructures municipales pour l'année 2015 et nécessitant un emprunt de 7 437 600 $.

134/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4607 décrétant des travaux relatifs aux infrastructures municipales pour l'année 2015 et nécessitant un emprunt de 7 437 600 $

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4607 décrétant des travaux relatifs aux infrastructures municipales pour l'année 2015 et nécessitant un emprunt de 7 437 600 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

135/2/15 - Adoption du second projet de règlement no 4562-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,
appuyée par le conseiller Yves Grondin,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 4562-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser les boîtes de dons de vêtements à titre de construction accessoire à l'usage principal « 5693 Vente au détail de vêtements et d'articles usagés » faisant partie de la classe d'usages « C-2 Commerce local »;
- d'ajouter des normes relatives aux matériaux, aux dimensions et à l'implantation des boîtes de dons de vêtements.

Les zones visées sont toutes les zones commerciales où l'usage « 5693 Vente au détail de vêtements et d'articles usagés » est autorisé,

soit et est adopté;

2^{o} QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

136/2/15 - Adoption du second projet de règlement no 4563-1 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 4563-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'ajouter des normes relatives à l'implantation de logements accessoires au sous-sol des résidences unifamiliales isolées;
- de limiter les empiètements devant la façade d'un bâtiment principal pour une case de stationnement implantée en cour avant.

Les zones visées sont toutes les zones où l'usage « H-1 Unifamiliale » de structure isolée est autorisé,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

137/2/15 - Adoption du second projet de règlement no 4583-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller John Husk,
et résolu:

1° QUE le second projet de règlement no 4583-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de modifier certaines dispositions relatives aux marges latérales, aux dimensions des terrains et à la localisation des aires de stationnement applicables à certains types d'habitations unifamiliales (H-1) de structure jumelée à l'intérieur des zones d'habitation H-1167 et H-1169.

Le périmètre des zones d'habitation H-1167 et H-1169 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre des rues du Chardonnay, du Chenin et du Colombard,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

138/2/15 - Adoption du second projet de règlement no 4584-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu:

1° QUE le second projet de règlement no 4584-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C-329 à même une partie de la zone d'habitation H-327 sur une profondeur d'environ 11 mètres spécifiquement à l'intérieur du lot 4 135 511.

La zone commerciale C-329 et la zone d'habitation H-327 sont délimitées par les rues Saint-Pierre, Saint-Henri, Fournier, Saint-Omer et Cormier et par l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Landreville et Leclerc,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

139/2/15 - Adoption du règlement no 4560-1 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4560-1 a été donné (réf: 1830/12/14), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4560-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone commerciale C-752, par contingentement, en plus des usages actuellement permis, l'aménagement d'une habitation unifamiliale (H-1) conjointe à une habitation collective (H-8) et d'ajuster en conséquence certaines dispositions normatives relatives à l'aménagement d'une place d'affaires à domicile et à la plantation de végétaux.

La zone commerciale C-752 comprend, de façon approximative, les propriétés adjacentes au côté ouest du boulevard Lemire, et ce, à partir de la rue Laviolette jusqu'à la rue Ferdinand,

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

140/2/15 - Adoption du règlement no 4586 sur le paiement des taxes par prélèvements automatiques préautorisés

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4586 a été donné (réf: 52/1/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4586 sur le paiement des taxes par prélèvements automatiques préautorisés.

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Monsieur le maire, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- Monsieur Patrice Brochu et à toutes la famille à l'occasion du décès de sa mère, madame Adrienne Dupré.

Fête des flocons (M. William Morales)

Le conseiller William Morales remercie les bénévoles pour leur participation à la réussite de la 18e édition de la Fête des flocons qui s'est tenue les 25 et 31 janvier 2015 et donne rendez-vous à la population pour l'an prochain.

Regroupement interculturel Drummond (M. William Morales)

Le conseiller William Morales demande à la population de faire preuve de générosité suite à l'incendie survenu la semaine dernière sur la rue des Écoles. Les gens qui désirent faire un don peuvent le faire par le biais du Regroupement interculturel Drummond situé sur la rue Lindsay.

Temple de la renommée des affaires – Chambre de commerce (M. Alexandre Cusson)

Monsieur le maire félicite madame Francine Ruest Jutras élevée au rang des bâtisseurs dans le cadre du cocktail des bâtisseurs de la Chambre de commerce.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Prochaine assemblée du conseil

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 16 février 2015.

141/2/15 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 57.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) MARIE-EVE LE GENDRE,
Assistante-greffière.

(Signé) ALEXANDRE CUSSON,
Maire.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

16 FÉVRIER 2015

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 16 février 2015, à compter de 19 h 30 ***sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde (absence motivée)
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier (absence motivée)

- Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Benoit Carignan, directeur et trésorier, Module administratif
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications

- Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

142/2/15 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que l'ordre du jour soit adopté en y apportant une correction au point 21.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

143/2/15 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 2 février 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 2 février 2015 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception d'une lettre du Ministère des transports relative au programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes; ainsi que des lettres de remerciements provenant de différents organismes.

DIRECTION GÉNÉRALE :

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 10 février 2015.

144/2/15 - Modification du calendrier des séances du conseil pour l'année 2015 de façon à devancer la séance du 7 avril au 30 mars

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification du calendrier des séances du conseil pour l'année 2015 de façon à devancer la séance du 7 avril au 30 mars.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES FINANCES :

145/2/15- Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 2 février 2015 au 16 février 2015, lesquels comptes totalisent la somme de 4 590 706,28 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

146/2/15 - Délégation des conseillères Cathy Bernier et Annick Bellavance au 28e colloque annuel de Les Arts et la Ville qui se tiendra à Dieppe au Nouveau-Brunswick du 2 au 4 juin 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville délègue les conseillères Cathy Bernier et Annick Bellavance au 28e colloque annuel Les Arts et la Ville qui se tiendra à Dieppe au Nouveau-Brunswick du 2 au 4 juin 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

147/2/15 - Modification du tarif des chèques sans fonds (de 10 $ à 15 $)

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville modifie le tarif des chèques sans fonds passant de 10 $ à 15 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

148/2/15 - Disposition de mobilier usagé de la Ville de Drummondville au profit de l'organisme Ressourcerie Transition inc.

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville dispose de mobilier usagé au profit de l'organisme Ressourcerie Transition inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

149/2/15

- Nettoyage des stations de pompage pour l'année 2015 (Soumission no DR15-INV-010 – Ouverture 04.02.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie Vacuum Drummond inc. au montant total approximatif de 41 804,91 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

150/2/15

- Location de deux balais mécaniques et d'un arrosoir avec opérateurs (Soumission no DR15-INV-007 – Ouverture 04.02.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de la compagnie Les Entreprises Myrroy inc. au montant de 65 593,24 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme, selon l'option A.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

151/2/15

- Fourniture et livraison de compteurs d'eau (Soumission no DR15-INV-016 - Ouverture 02.02.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie Vision solutions de procédés inc. au montant de 69 691,71 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES :

152/2/15 - Dépôt de la liste d'embauche d'employés surnuméraires et à temps partiel

Monsieur le maire dépose la liste d'embauche suivante conformément à la résolution no 343/3/14 :

Employés surnuméraires :

- Préposé au service à la clientèle (bibliothèque) : monsieur Stéphane Tremblay (DEC en lettres);
- Préventionniste : monsieur Martin Jolicoeur-Viau (AEC en prévention des incendies).

Employés à temps partiel :

- Préposé(e)s aux patinoires extérieures : madame France Gauthier et monsieur Jacob F. Bibeau.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

153/2/15 - Nomination de monsieur Jérôme Blanchette au poste permanent de contremaître – parcs et espaces verts

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller John Husk, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Jérôme Blanchette à titre de contremaître – parcs et espaces verts, le tout selon les conditions de travail du personnel cadre et de soutien, incluant une période probatoire de six (6) mois. L'entrée en fonction de monsieur Blanchette sera déterminée par le directeur du Service des travaux publics et son salaire correspond à la classe no 7, échelon « E » de l'échelle salariale du personnel cadre et de soutien.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

154/2/15 - Suspension de 2 jours de l'employé no 628

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la suspension de l'employé no 628 pour une période de deux (2) journées dont les dates exécutoires seront déterminées par le directeur du Service de sécurité incendie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

155/2/15 - Prolongation du contrat à durée déterminée de monsieur Philippe Champagne Mercure et autorisation de signature

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la prolongation du contrat de monsieur Philippe Champagne Mercure jusqu'au 19 décembre 2015 et par conséquent la signature de la prolongation du contrat par le directeur général.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

156/2/15 - Nomination de monsieur François Dubois au poste permanent de mécanicien-soudeur au Service de l'approvisionnement

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur François Dubois au poste permanent de mécanicien soudeur au Service de l'approvisionnement :

- Salaire : Classe 430, échelon 0-1 an;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs;
- Entrée en poste : À déterminer par le directeur du service concerné.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

157/2/15 - Prolongation du contrat de madame Évelyne Lemaire et autorisation de signature

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la prolongation du contrat de madame Évelyne Lemaire jusqu'au 19 décembre 2015 et par conséquent la signature de la prolongation du contrat par le directeur général.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

158/2/15 - Nomination de monsieur Marc-André Loiselle au poste permanent de préposé au suivi de réseaux au Service de l'ingénierie (division traitement des eaux usées)

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller John Husk, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Marc-André Loiselle au poste permanent de préposé au suivi de réseaux au Service de l'ingénierie (division traitement des eaux usées) :

- Salaire : Classe 550, échelon 0-1 an;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs;
- Entrée en poste : À déterminer par le directeur du service concerné.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

GREFFE ET SERVICES JURIDIQUES :

159/2/15 - Libération du fonds de garantie en responsabilité civile primaire du regroupement agglomération II pour la période du 31 décembre 2006 au 31 décembre 2007

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville est titulaire d'une police d'assurance émise par l'assureur Lloyd's sous le numéro DL0093-93 et que celle-ci couvre la période du 31 décembre 2006 au 31 décembre 2007;

CONSIDÉRANT que cette police est sujette à une franchise individuelle de même qu'à un fonds de garantie en assurance responsabilité civile primaire;

CONSIDÉRANT qu'un fonds de garantie d'une valeur de 250 000 $ fût mis en place afin de garantir ce fonds de garantie en responsabilité civile primaire et que la Ville de Drummondville y a investi une quote-part de 75 000 $ représentant 30 % de la valeur totale du fonds;

CONSIDÉRANT que la convention relative à la gestion des fonds de garanties prévoit ce qui suit au titre de la libération des fonds;

5. LIBÉRATION DES FONDS

Les fonds de garantie sont maintenus en opération jusqu'à épuisement des sommes par remboursement du coût des règlements des sinistres qui lui sont imputables ou jusqu'à ce que toutes les réclamations rapportées soient complètement réglées ou que la prescription soit acquise ou ait été reconnue comme telle par un tribunal pour toutes les réclamations couvertes par les polices émises pour la période visée.

Sur attestation conjointe de l'Assureur et des villes assurées à l'effet qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par les polices émises pour la période visée, le reliquat des fonds est libéré et retourné aux municipalités assurées, à chacune selon sa quote-part, accompagné de la comptabilité détaillée du compte ainsi que la liste de tous les remboursements effectués.

CONSIDÉRANT que l'ensemble des réclamations déclarées à l'assureur Lloyd's touchant ladite police et ledit fonds de garantie en responsabilité civile primaire ont été traités et fermés par l'assureur;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville confirme qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par la police d'assurance émise par l'assureur Lloyd's pour la période du 31 décembre 2006 au 31 décembre 2007 pour laquelle des coûts liés au paiement des réclamations pourraient être engagés;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville demande que le reliquat de 173 854.23 $ dudit fonds de garantie en responsabilité civile primaire soit libéré conformément à l'article 5 de la convention précitée;

CONSIDÉRANT qu'il est entendu que la libération des fonds met un terme aux obligations de l'assureur, à quelque titre que ce soit, exception faite de toute réclamation susceptible de mettre en œuvre la garantie offerte en excédant dudit fonds de garantie en responsabilité civile primaire;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville s'engage cependant à donner avis à l'assureur de tous faits et circonstances susceptibles de donner lieu à une réclamation de même que de toute réclamation, quelle qu'en soit l'importance, qui pourrait être recevable aux termes de la police émise pour la période du 31 décembre 2006 au 31 décembre 2007;

CONSIDÉRANT que l'assureur Lloyd's pourra alors enquêter ou intervenir selon ce qu'il estimera à propos;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville s'engage à retourner, en partie ou en totalité, le montant qu'il lui sera ristourné dudit fonds de garantie si jamais une réclamation se déclare dans le futur et que celle-ci engage le fonds de garantie en responsabilité civile primaire pour la période du 31 décembre 2006 au 31 décembre 2007;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville:

OBTIENNE de l'assureur Lloyd's une lettre confirmant qu'il autorise l'Union des municipalités du Québec, en tant que mandataire du regroupement Agglomération II, à libérer le fonds de garantie en responsabilité civile primaire pour la période du 31 décembre 2006 au 31 décembre 2007;

AUTORISE l'Union des municipalités du Québec à procéder aux versements du reliquat dudit fonds de garantie aux membres du regroupement Agglomération II dans les mêmes proportions que ceux-ci y ont contribué lors de sa constitution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

160/2/15 - Libération du fonds de garantie en assurances biens du regroupement agglomération II pour la période du 31 décembre 2011 au 31 décembre 2012

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville est titulaire d'une police d'assurance émise par l'assureur Chartis sous le numéro 530-86-758 et que celle-ci couvre la période du 31 décembre 2011 au 31 décembre 2012;

CONSIDÉRANT que cette police est sujette à une franchise individuelle de même qu'à un fonds de garantie en assurances biens;

CONSIDÉRANT qu'un fonds de garantie d'une valeur de 250 000 $ fût mis en place afin de garantir ce fonds de garantie en assurances biens et que la Ville de Drummondville y a investi une quote-part de 112 414 $ représentant 44,97 % de la valeur totale du fonds;

CONSIDÉRANT que la convention relative à la gestion des fonds de garanties prévoit ce qui suit au titre de la libération des fonds;

> *5. DES FONDS*
>
> *Les fonds de garantie sont maintenus en opération jusqu'à épuisement des sommes par remboursement du coût des règlements des sinistres qui lui sont imputables ou jusqu'à ce que toutes les réclamations rapportées soient complètement réglées ou que la prescription soit acquise ou ait été reconnue comme telle par un tribunal pour toutes les réclamations couvertes par les polices émises pour la période visée.*
>
> *Sur attestation conjointe de l'Assureur et des villes assurées à l'effet qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par les polices émises pour la période visée, le reliquat des fonds est libéré et retourné aux municipalités assurées, à chacune selon sa quote-part, accompagné de la comptabilité détaillée du compte ainsi que la liste de tous les remboursements effectués.*

CONSIDÉRANT que l'ensemble des réclamations déclarées à l'assureur touchant ladite police et ledit fonds de garantie en assurances biens ont été traitées et fermées par l'assureur;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville confirme qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par la police d'assurance émise par l'assureur Chartis pour la période du 31 décembre 2011 au 31 décembre 2012 pour laquelle des coûts liés au paiement des réclamations pourraient être engagés;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville demande que le reliquat de 16 545.55 $ dudit fonds de garantie en assurances biens soit libéré conformément à l'article 5 de la convention précitée;

CONSIDÉRANT qu'il est entendu que la libération des fonds met un terme aux obligations de l'assureur, à quelque titre que ce soit, exception faite de toute réclamation susceptible de mettre en œuvre la garantie offerte en excédant dudit fonds de garantie en assurances biens;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville s'engage cependant à donner avis à l'assureur de tous faits et circonstances susceptibles de donner lieu à une réclamation de même que de toute réclamation, quelle qu'en soit l'importance, qui pourrait être recevable aux termes de la police émise pour la période du 31 décembre 2011 au 31 décembre 2012;

CONSIDÉRANT que l'assureur Chartis pourra alors enquêter ou intervenir selon ce qu'il estimera à propos;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville s'engage à retourner, en partie ou en totalité, le montant qu'il lui sera ristourné dudit fonds de garantie si jamais une réclamation se déclare dans le futur et que celle-ci engage le fonds de garantie en assurances biens pour la période du 31 décembre 2011 au 31 décembre 2012;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville:

OBTIENNE de l'assureur Chartis une lettre confirmant qu'il autorise l'Union des municipalités du Québec, en tant que mandataire du regroupement Agglomération II, à libérer le fonds de garantie en assurances Biens pour la période du 31 décembre 2011 au 31 décembre 2012;

AUTORISE l'Union des municipalités du Québec à procéder aux versements du reliquat dudit fonds de garantie aux membres du regroupement Agglomération II dans les mêmes proportions que ceux-ci y ont contribué lors de sa constitution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

TRANSPORT EN COMMUN / STATIONNEMENT / MESURES D'URGENCE / DÉVELOPPEMENT SOCIAL :

161/2/15 - Résiliation de la convention intervenue entre la Ville de Drummondville et Taxi central Drummond inc. pour le transport en taxi collectif

CONSIDÉRANT QUE *Taxi Central Drummond inc.* est à finaliser la vente de ses opérations qui seront transférées à une nouvelle société, soit *Taxis Drummond inc.*;

CONSIDÉRANT QUE la demande de transfert des 35 permis de taxe de la région est actuellement en étude par la Commission des Transports du Québec;

CONSIDÉRANT QUE la Ville désire continuer d'offrir le service de taxibus à ses citoyens;

CONSIDÉRANT QUE *Taxis Drummond inc.* désire maintenir le contrat de service de taxibus avec la Ville, et ce, aux conditions actuellement en vigueur;

CONSIDÉRANT QUE *Taxis Drummond inc.* conserve la totalité du personnel en place, assurant ainsi une bonne continuité des activités;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le transfert du contrat de taxibus avec *Taxi Central Drummond inc.* à *Taxis Drummond inc.*, conditionnellement à l'autorisation du transfert des permis de taxi par la Commission des Transports du Québec.

QUE la date de transfert du contrat sera effective à la date à laquelle la Commission des Transports du Québec aura autorisé le transfert des permis de taxi.

QUE le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

162/2/15 - Signature d'une entente à intervenir avec Taxis Drummond inc. pour le transport en taxi collectif

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec Taxis Drummond inc. pour le transport en taxi collectif, le tout conditionnel à l'approbation par la Commission des Transports du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE :

163/2/15 - Autorisation au Service de sécurité incendie – Tenue de diverses activités de levées de fonds dans le cadre du Défi Gratte-Ciel pour la dystrophie musculaire (édition 2015)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service de sécurité incendie à tenir diverses activités de levées de fonds dans le cadre du Défi Gratte-Ciel pour la dystrophie musculaire, édition 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES LOISIRS :

164/2/15 - Autorisation au comité organisateur de la Société canadienne du cancer – Tenue du Relais pour la vie au parc Claude Béland du 1er au 8 juin 2015

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur de la Société canadienne du cancer à tenir l'activité Relais pour la vie au parc Claude Béland du 1er au 8 juin 2015, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

165/2/15 - Prêt d'équipements au comité organisateur pour les événements du Drummondville en fête et Drummondville-rétro

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le prêt d'équipements au comité organisateur des événements suivants :

- Drummondville en fête du 23 au 26 juillet 2015;
- Drummondville-rétro du 30 juillet au 2 août 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

166/2/15 - Autorisation au comité organisateur – Tenue du Festival country d'antan de Drummondville au parc des Voltigeurs

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur à tenir le Festival country d'antan de Drummondville au parc des Voltigeurs du 10 au 14 juin 2015, d'utiliser l'espace du parc des Voltigeurs comme site de camping du 8 au 15 juin 2015, ainsi qu'un chapiteau pour l'accueil des spectateurs, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, le comité organisateur est responsable de la remise en état du site après l'événement.

La Ville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

167/2/15 - Autorisation à la Société canadienne de la sclérose en plaques, section Centre-du-Québec – Tenue de la Marche de l'espoir le dimanche 24 mai 2015

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société canadienne de la sclérose en plaques, section Centre-du-Québec, à tenir la 12e édition de la Marche de l'espoir le dimanche 24 mai 2015 de 8 h à 15 h, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

168/2/15 - Autorisation à la Fondation Sainte-Croix/Heriot - Tenue de l'événement XlightRun Drummondville au parc des Voltigeurs le samedi 1er août 2015

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation Sainte-Croix/Heriot à tenir l'événement XlightRun Drummondville au parc des Voltigeurs le samedi 1er août 2015 de 17 h à 23 h, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

La Ville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

169/2/15 - Signature d'une entente à intervenir avec le Centre communautaire Saint-Pierre inc. pour la tenue de la Fête du Canada et versement d'une subvention

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec le Centre communautaire Saint-Pierre inc. pour la tenue de la Fête du Canada le mercredi 1er juillet 2015 et versement d'une subvention de 2 000 $ conditionnel à la tenue de la fête.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

170/2/15 - Signature d'une entente à intervenir avec Les Groupes populaires associés de Drummond inc. et versement d'une subvention au fonctionnement

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec Les Groupes populaires associés de Drummond inc. et versement d'une subvention au fonctionnement de 1 600 $ pour l'année 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

171/2/15 - Subvention de 914 $ - CALACS La Passerelle

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 914 $ au Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) La Passerelle à titre de subvention 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

172/2/15 - Subvention de 1 000 $ - Chœur Bella Voce de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Chœur Bella Voce à titre de subvention 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

173/2/15 - Subvention de 5 000 $ - Chambre de commerce et d'industrie de Drummond pour le colloque du bicentenaire

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller John Husk, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 5 000 $ à la Chambre de commerce et d'industrie de Drummond pour le colloque du bicentenaire à titre de subvention 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES ARTS, CULTURE ET IMMIGRATION :

174/2/15 - Signature d'une entente spécifique à intervenir avec le Village québécois d'antan inc. pour le prêt de loges à l'amphithéâtre Saint-François

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente spécifique à intervenir avec le Village québécois d'antan inc. pour le prêt de loges à l'amphithéâtre Saint-François.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT :

SERVICE DE L'INGÉNIERIE :

175/2/15 - Modification de la résolution no 1396/9/14 adoptée le 22 septembre 2014 afin d'y ajouter un paragraphe

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville modifie la résolution no 1396/9/14 adoptée le 22 septembre 2014 afin d'ajouter le dernier paragraphe suivant :

« La Ville atteste que dans le projet du Chemin Terra-Jet, le projet décrit dans les plans et devis est prévu dans un plan de gestion des débordements en cours d'élaboration et qui devra inclure un bilan des débits autorisés par le MDDELCC ainsi que ceux permis par la municipalité (redéveloppement) à l'intérieur du territoire visé par le plan de gestion des débordements. ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

176/2/15 - Modification de la résolution no 1795/12/14 adoptée le 15 décembre 2014 afin d'y ajouter un paragraphe

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville modifie la résolution no 1795/12/14 adoptée le 15 décembre 2014 afin d'ajouter au dernier alinéa le texte suivant :

« La Ville atteste que dans le projet du Boulevard Patrick, le projet décrit dans les plans et devis est prévu dans un plan de gestion des débordements en cours d'élaboration et qui devra inclure un bilan des débits autorisés par le MDDELCC ainsi que ceux permis par la municipalité (redéveloppement) à l'intérieur du territoire visé par le plan de gestion des débordements. ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

177/2/15 - Signature d'un acte de vente du lot 4 434 934 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond à intervenir avec Boisé Laurentien inc. (secteur de la rue Brousseau)

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente du lot 4 434 934 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond à intervenir avec Boisé Laurentien inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS :

178/2/15 - Résiliation du contrat de tonte de gazon des propriétés municipales secteur Ouest pour les saisons 2013, 2014 et 2015 (no TP-2012-07)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la résiliation du contrat no TP-2012-07 intervenu avec l'entrepreneur « Entretien paysager Pierre Fréchette », le tout conformément à l'article 20 du cahier des charges spéciales dudit contrat.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DE L'URBANISME :

179/2/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1650 du boulevard Lemire

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la largeur minimale d'une aire d'isolement à la périphérie d'un stationnement, d'augmenter la largeur maximale d'une entrée charretière et la saillie maximale d'une marquise, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 135 578 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1650 du boulevard Lemire, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.33);

CONSIDÉRANT QUE le requérant s'est récemment porté acquéreur de la propriété située au 1610 du boulevard Lemire afin de démolir la résidence et d'utiliser cet espace pour y aménager une nouvelle entrée charretière ainsi que des cases de stationnement afin de répondre aux besoins du commerce de quincaillerie;

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre de ces travaux, le requérant souhaite également élargir l'entrée charretière existante située au sud-est de la propriété et prolonger la marquise existante en façade du bâtiment principal et le long du mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage :
- la largeur minimale d'une aire d'isolement située entre une aire de stationnement et la ligne avant de terrain est de deux (2) mètres;
- la largeur maximale d'une entrée charretière dont le terrain concerné longe la voie de circulation sur une longueur minimale de cinquante mètres (50 m) est de quinze mètres (15 m);
- la saillie maximale d'une marquise rattachée au bâtiment dans la marge avant est de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu d'un plan d'implantation préparé par un architecte en prévision des travaux :
- la largeur de l'aire d'isolement qui est prolongée entre l'enseigne existante (partie gauche du terrain) et la nouvelle entrée charretière est d'un virgule cinquante-deux mètre (1,52 m), soit la même largeur que l'aire d'isolement existante, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule quarante-huit mètre (0,48 m);
- l'entrée charretière existante située au sud-est du terrain visé sera élargie à vingt-six virgule cinquante-deux mètres (26,52 m), ce qui représente une irrégularité de onze virgule cinquante-deux mètres (11,52 m);
- la largeur de la marquise (située dans la marge avant) qui est prolongée est de trois virgule soixante-six mètres (3,66 m), soit la même largeur que celle existante, ce qui représente une irrégularité d'un virgule soixante-six mètre (1,66 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

Aire d'isolement
- il est souhaitable de prolonger l'aire d'isolement avec la même largeur que l'aire d'isolement existante afin de respecter l'alignement de celle-ci et des voitures stationnées;
- une largeur d'un virgule cinq mètre (1,5 m) est suffisante pour permettre la plantation des végétaux;

Élargissement de l'entrée charretière
- une nouvelle bordure de béton sera aménagée au centre de l'entrée charretière élargie afin de bien délimiter l'entrée et la sortie;
- la présence de cette bordure entraîne la nécessité d'élargir l'entrée charretière existante de vingt mètres (20 m) à vingt-six virgule cinquante-deux mètres (26,52 m) pour faciliter la circulation;

Saillie de la marquise
- le prolongement de la marquise facilitera la circulation des piétons à la sortie du commerce étant donné que ceux-ci circulent parfois avec des paniers;

CONSIDÉRANT QUE le comité considère que la demande pourrait être acceptée à la condition :
- d'agrandir l'aménagement paysager situé au pourtour de l'enseigne détachée de manière à ce que la superficie additionnelle représente un minimum de dix-huit mètres carrés (18 m^2);
- de prévoir de chaque côté de l'entrée charretière élargie un îlot d'une superficie minimale de sept virgule cinq mètres carrés (7,5 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE les modifications relatives à l'aire d'isolement à la périphérie du stationnement, l'entrée charretière et la marquise ne risquent pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, étant donné que les modifications permettront d'agrandir l'espace de stationnement et d'améliorer la fluidité et la sécurité de la circulation sur le site et sur la voie de circulation adjacente;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de:

- réduire de deux mètres (2 m) à un virgule cinq mètres (1,5 m) la largeur minimale de l'aire d'isolement à la périphérie du stationnement qui sera prolongée entre l'enseigne existante (partie gauche du terrain) et la nouvelle entrée charretière, **à la condition** d'agrandir la surface de l'îlot paysager situé au pourtour de l'enseigne détachée adjacente de manière à ce que la superficie additionnelle de cet aménagement représente un minimum de dix-huit mètres carrés (18 m^2);
- augmenter de quinze mètres (15 m) à vingt-sept mètres (27 m) la largeur maximale de l'entrée charretière située au sud-est du terrain visé, **à la condition** de prévoir de chaque côté de celle-ci un îlot d'une superficie minimale de sept virgule cinq mètres carrés (7,5 m^2);
- augmenter de deux mètres (2 m) à trois virgule sept mètres (3,7 m) la saillie maximale de la marquise rattachée au bâtiment dans la marge avant;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 135 578 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1650 du boulevard Lemire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

180/2/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 90 à 94A de la rue Saint-Frédéric

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal existant, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 084 502 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 90 à 94A de la rue Saint-Frédéric, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.01.34);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal a été construit avec permis en 1969;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal est de neuf mètres (9 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé par un arpenteur-géomètre en décembre 2014 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat de localisation établit à deux virgule quatre-vingt-neuf mètres (2,89 m) la marge arrière du bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de six virgule onze mètres (6,11 m);

CONSIDÉRANT QUE la norme applicable au moment de la construction était de trois virgule zéro cinq mètres (3,05 m);

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'une situation existante depuis quarante-six ans (46) ans;

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur du bâtiment où la distance est non conforme est de vingt et un virgule soixante-trois mètres (21,63 m);

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par le bâtiment ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante, étant donné les coûts de déplacement pour corriger la situation;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de neuf mètres (9 m) à deux virgule quatre-vingt-neuf mètres (2,89 m) la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal existant, **à la condition** que la longueur du mur du bâtiment où la distance est non conforme n'excède pas vingt et un virgule soixante-trois mètres (21,63 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 084 502 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 90 à 94A de la rue Saint-Frédéric.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

181/2/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1100 du boulevard Lemire Ouest

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la marge avant maximale dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée composée de deux (2) niveaux de plancher qui sera située sur le lot 4 433 093 (à être subdivisé) du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1100 du boulevard Lemire Ouest, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.20);

CONSIDÉRANT QUE le requérant a débuté des procédures de reconnaissance de droits acquis à des fins résidentielles à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) afin d'y implanter sa construction projetée à l'intérieur d'une superficie de cinq mille mètres carrés (5 000 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le site visé par la demande est actuellement compris à l'intérieur d'une propriété située en zone agricole d'une superficie totale de douze virgule huit hectares (12,8 ha);

CONSIDÉRANT QUE l'emplacement visé par la demande est actuellement occupé par deux (2) habitations unifamiliales, deux (2) remises et une (1) grange;

CONSIDÉRANT QUE le projet du requérant nécessite de démolir l'ensemble des bâtiments existants afin de construire une résidence unifamiliale isolée de deux (2) niveaux de plancher, implantée à une distance de soixante-quinze mètres (75 m) du boulevard Lemire Ouest;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, la marge avant maximale est établie seize virgule cinq mètres (16,5 m), et ce, en fonction de l'application des dispositions relatives au calcul de la dimension de la marge avant lorsqu'aucun bâtiment principal n'est érigé sur les terrains adjacents, ce qui constitue une irrégularité de cinquante-huit virgule cinq mètres (58,5 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment projeté disposerait de dimensions d'environ vingt et un virgule quatre-vingt-quinze mètres (21,95 m) de largeur et de profondeur pour une superficie totale approximative de quatre cent quatre-vingt-un virgule huit mètres carrés (481,8 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment serait également implanté à neuf virgule quatre-vingt-dix-neuf mètres (9,99 m) de la ligne latérale gauche, onze virgule soixante-dix-neuf mètres (11,79 m) de la ligne latérale droite et dix mètres (10 m) de la ligne arrière du terrain projeté;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :

- étant donné la dimension de la résidence et la dimension du terrain, nous souhaitons que la résidence soit bien intégrée dans l'environnement et qu'elle ne paraisse pas trop imposante par rapport à la route;
- étant donné que le boulevard Lemire Ouest est une route numérotée et achalandée, nous voulons éviter les désagréments occasionnés par le bruit des véhicules lourds et légers circulant sur la route (zone de vitesse de 70 km/h);
- étant donné la dimension du terrain nous désirons implanter plusieurs arbres et conifères dans la cour avant afin que la propriété s'agence bien avec le paysage agricole qui l'entoure;
- nous ne croyons pas que l'occupation future du terrain par l'immeuble concerné ne porte atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété pour les raisons suivantes :
  - il y a déjà peu d'homogénéité dans le secteur tant au type de bâtiment (maisons ancestrales, bungalows, bâtiments de ferme et commerces), qu'à leurs utilisations (agricole, résidentiel, commercial et industriel) ainsi qu'aux marges avant des différents bâtiments;
  - les 2 lots qui seront de chaque côté du terrain résidentiel concerné sont des terres agricoles en culture donc il y a une distance importante entre notre future résidence et les résidences voisines;
  - il y a des arbres de dimensions importantes dans les fossés des terres agricoles avoisinantes qui créent des écrans naturels avec les résidences voisines;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif de la réglementation en matière de marge avant est d'assurer, de façon générale, une harmonie entre les habitations voisines;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments résidentiels voisins sont implantés à des distances approximatives variant de huit mètres (8 m) à treize mètres (13 m) de l'emprise du boulevard Lemire Ouest pour une moyenne de dix virgule cinq mètres (10,5 m);

CONSIDÉRANT QUE les résidences voisines les plus rapprochées sont toutefois situées à une distance approximative de cent mètres (100 m) du site visé par la demande;

CONSIDÉRANT QUE le site visé par la demande fait également face à l'entreprise commerciale Prestige Automobiles Drummond dont le bâtiment principal est implanté à une distance d'environ vingt-cinq mètres (25 m) de l'emprise du boulevard Lemire Ouest;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a mentionné son intention de prévoir de la plantation d'arbres en cour avant ce qui nécessite une marge avant plus importante;

CONSIDÉRANT QU'habituellement, en milieu rural, ce sont les résidences les plus anciennes qui sont le plus rapprochées de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le fait de respecter la marge avant maximale prescrite au règlement de zonage pour la construction projetée aurait pour effet d'augmenter le degré de nuisances associé à la circulation des véhicules automobiles et des véhicules lourds pour le requérant;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction se réalise dans un secteur existant où peu de nouvelles implantations pourraient se réaliser;

CONSIDÉRANT QUE la norme d'alignement des bâtiments est plus pertinente dans les nouveaux secteurs en développement et où les bâtiments sont rapprochés que dans un secteur où l'on retrouve déjà de nombreuses variations d'implantation;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement semble causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de l'importante superficie du terrain projeté et de son intention de bénéficier d'une marge avant supplémentaire afin d'effectuer de la plantation d'arbres en cour avant et d'éviter les désagréments causés par le bruit de la circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété compte tenu du grand dégagement latéral par rapport aux implantations voisines;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte l'esprit du règlement de zonage visant à conserver un dégagement arrière suffisant en vue d'y implanter différentes constructions et équipements accessoires;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de seize virgule cinq mètres (16,5 m) à soixante-quinze mètres (75 m) la marge avant maximale, **conditionnellement** à la plantation en cour avant d'un minimum de dix (10) arbres d'un diamètre minimal de zéro virgule zéro cinq mètre (0,05 m) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) au-dessus du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation, le tout dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée composée de deux (2) niveaux de plancher qui sera située sur le lot 4 433 093 (à être subdivisé) du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1100 du boulevard Lemire Ouest.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

182/2/15 - Dépôt du procès-verbal (04.02.15) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 4 février 2015 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

183/2/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé aux 2565-2571 de la rue de l'Étoffe – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé aux 2565-2571 de la rue de l'Étoffe, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Faubourg Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de deux cent vingt-huit mètres carrés (228 m^2) ayant deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du futur cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits, matériaux, balcons et toit), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de pignons sont réalisés dans la partie avant de la toiture de type « à quatre (4) versants », ce qui permet de bonifier l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

pour la façade principale
- de la brique de couleur grise sur environ quatre-vingts pour cent (80 %) de la surface du mur;
- du clin d'acier imitant le bois de couleur brune sur environ vingt pour cent (20 %) de la surface du mur;

pour les murs latéraux
- de la brique de couleur grise sur environ soixante-dix pour cent (70 %) de la surface du mur;
- du clin d'acier imitant le bois de couleur brune sur environ trente pour cent (30 %) de la surface du mur;

pour le mur arrière
- de la brique de couleur grise sur environ quarante-cinq pour cent (45 %) de la surface du mur;
- du clin d'acier imitant le bois de couleur brune sur environ cinquante-cinq pour cent (55 %) de la surface du mur;

pour la toiture
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles et s'harmonisent ensemble, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE de par son architecture (matériaux, fenestration, gabarit et style), le bâtiment s'intègrera bien au milieu dans lequel il se retrouve;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE les portes donnant sur la façade principale du bâtiment sont de type « à battant » ayant une bonne surface vitrée;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière mitoyenne est aménagée à l'extrémité gauche de la cour avant du terrain donnant vers la rue de l'Étoffe, ce qui permet de bien desservir le site;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) qui sera situé aux 2565-2571 de la rue de l'Étoffe, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

184/2/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2685 de l'avenue Camille-Dreyfus – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2685 de l'avenue Camille-Dreyfus, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Faubourg Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie d'environ cent-trois mètres carrés (103 m^2) ayant un (1) étage avec garage intégré;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorise une harmonisation avec celui du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale est animée par des modulations (avancées et/ou retraits), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « à deux (2) versants » avec des jeux de pignon dans sa partie avant;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
pour les diverses façades
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur gris foncé;

pour la toiture
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles et s'harmonisent ensemble, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE de par son architecture (matériaux, fenestration, gabarit et style), le bâtiment s'intègrera bien au milieu dans lequel il se retrouve;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière est aménagée à l'extrémité droite de la ligne avant de terrain donnant sur l'avenue Camille-Dreyfus;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2685 de l'avenue Camille-Dreyfus, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

185/2/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 50 de la rue Robert-Bernard – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'immeuble qui sera situé au 50 de la rue Robert-Bernard, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Robert-Bernard et abords de l'autoroute Jean-Lesage, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial et à aménager le site;

Implantation

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de cinq mille deux cent trente mètres carrés (5 230 m^2) ayant un (1) étage d'une hauteur approximative de neuf virgule vingt et un mètres (9,21 m) et dont le toit est de type « plat »;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté près de l'autoroute Jean-Lesage, soit à dix mètres (10 m) de la ligne avant et à environ trente-trois virgule cinq mètres (33,5 m) de la ligne avant de terrain donnant sur la rue Robert-Bernard;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est orientée vers la rue Robert-Bernard;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti sur la rue Robert-Bernard;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment est près de l'autoroute Jean-Lesage, mais le traitement architectural proposé pour la façade avant secondaire donnant vers cette dernière ainsi que l'aménagement de terrain permet d'atténuer sa proximité et son gabarit aux abords de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une bonne visibilité à partir de la rue Robert-Bernard et de l'autoroute Jean-Lesage;

Architecture

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs sont :

<u>pour la façade principale (façade donnant vers la rue Robert-Bernard)</u>

- du bloc architectural de béton à face meulée de couleur gris foncé sur au moins quarante-cinq pour cent (45 %) de la surface du mur;
- des panneaux d'acier de couleur gris pâle en insertion verticale dans le revêtement de brique de couleur gris foncé et à droite de l'entrée principale en angle;
- des panneaux d'acier de couleur gris foncé et rouge posés à la verticale pour les marquises;
- des panneaux de verre tympan de couleur gris pâle ainsi que des panneaux d'acier de couleur rouge et gris foncé pour les modules aménagés en avancé;

<u>pour la façade avant secondaire (façade donnant vers l'autoroute Jean-Lesage) et le mur avant (mur orienté vers le boulevard René-Lévesque)</u>

- du bloc architectural de béton à face meulée de couleur gris foncé sur au moins quarante pour cent (40 %) de la surface du mur;
- des panneaux d'acier de couleur gris pâle en insertion verticale dans le revêtement de brique de couleur gris foncé et à droite de l'entrée principale en angle;
- des panneaux d'acier de couleur gris foncé et rouge posés à la verticale pour les marquises;
- des panneaux de verre tympan de couleur gris pâle ainsi que des panneaux d'acier de couleur rouge et gris foncé pour les modules aménagés en avancé;

<u>pour la façade latérale (façade orientée vers le boulevard Saint-Joseph)</u>

- du bloc architectural de béton à face meulée de couleur gris foncé sur au moins soixante pour cent (60 %) de la surface du mur;
- des panneaux d'acier de couleur gris pâle en insertion verticale dans le revêtement de brique de couleur gris foncé et à droite de l'entrée principale en angle;
- des panneaux d'acier de couleur gris foncé et rouge posés à la verticale pour les marquises;

CONSIDÉRANT QUE les diverses façades ont un traitement architectural similaire, soit par la variation des matériaux, les marquises et/ou les modules réalisés en avancé ce qui permet de limiter la longueur des murs et d'animer celles-ci;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une entrée principale aménagée en angle sur la façade donnant vers la rue Robert-Bernard et de quelques entrées secondaires localisées sur les diverses façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le module de l'entrée principale est souligné par un traitement architectural particulier et distinctif composé d'une bonne fenestration, ce qui permet de bien marquer celle-ci et de bien diriger la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE des sections fenêtrées surplombées d'une marquise ayant un traitement architectural similaire à l'entrée principale sont aménagées aux extrémités des façades donnant vers l'autoroute Jean-Lesage, René-Lévesque et à l'extrémité gauche de la façade orientée vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE des modules accent réalisés en avancé et en surélévation d'au moins zéro virgule trois mètre (0,3 m) et grandement composés de verre clair et/ou opaque dont les extrémités sont composées de panneaux d'acier sont aménagés aux abords de la partie centrale de la façade donnant vers la rue Robert-Bernard et celles orientées vers les boulevards René-Lévesque et Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est aménagé de jeux de matériaux, d'avancées et/ou de retraits et d'une fenestration abondante, ce qui bonifie le traitement architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un mur écran composé principalement de bloc architectural de béton à face meulée de couleur gris foncé et de quelques insertions de panneau d'acier à la verticale est aménagé dans le prolongement de l'extrémité gauche de la façade donnant vers la rue Robert-Bernard, ce qui permet de dissimuler l'aire de chargement et de déchargement;

CONSIDÉRANT QU'une aire de chargement et de déchargement est aménagée dans un décroché d'environ sept virgule six mètres (7,6 m) du mur latéral du bâtiment orienté vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE des portes ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » de couleur gris foncé sont aménagées à même ce retrait;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de chargement et de déchargement est réalisée dans une partie du mur éloigné de l'autoroute Jean-Lesage ce qui limite la visibilité de celle-ci à partir de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les appareils mécaniques sur le toit sont dissimulés par des écrans composés de lattes métalliques de couleur gris foncé et qui s'harmonisent avec les matériaux et les couleurs se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux se retrouvant sur le bâtiment permettent une intégration harmonieuse avec l'environnement dans lequel ce dernier s'implante et s'harmonisent bien entre eux et avec ceux se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé est sobre et de qualité;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural du bâtiment permet à ce dernier de dégager une image de marque et de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE deux (2) entrées charretières sont prévues sur la rue Robert-Bernard, soit une à l'extrémité gauche et une aux abords de la partie centrale de la ligne avant de terrain;

CONSIDÉRANT QUE les entrées charretières ont une largeur maximale respective de quinze mètres (15 m);

CONSIDÉRANT QUE l'entrée charretière aménagée dans la partie centrale est réalisée dans le même alignement qu'une entrée charretière existante sur le terrain localisé de l'autre côté de la rue Robert-Bernard;

CONSIDÉRANT QU'une aire de stationnement est aménagée principalement en cours avant et avant secondaire donnant vers la rue Robert-Bernard;

CONSIDÉRANT QU'environ deux cent onze (211) cases de stationnement sont aménagées sur le site;

CONSIDÉRANT QU'un enclos à déchets composé de lattes de bois peint ou teint de couleur gris foncé est aménagé en cour latérale du terrain, soit à même le décroché réalisé sur la façade orientée vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres feuillus et un (1) arbre conifère sont plantés dans la bande gazonnée à gauche de l'entrée charretière localisée à l'extrémité gauche de la ligne avant de terrain bordant la rue Robert-Bernard;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres conifères sont plantés dans la bande gazonnée à gauche de l'allée d'accès aménagée à l'extrémité gauche du terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres feuillus et deux (2) arbres conifères sont plantés dans la bande gazonnée à droite de l'entrée charretière localisée à l'extrémité gauche de la ligne avant de terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins (6) tronçons d'arbustes d'une longueur minimale de six mètres (6 m) sont plantés entre lesdits arbres;

CONSIDÉRANT QU'un massif composé d'au moins trois (3) arbres feuillus, trois (3) arbres conifères ainsi que d'au moins vingt-deux (22) arbustes est réalisé dans la bande gazonnée à droite de l'allée d'accès localisée à l'extrémité gauche de la ligne avant de terrain;

CONSIDÉRANT QU'un massif composé d'au moins trois (3) arbres feuillus, d'au moins dix (10) arbustes et/ou plantes florales et d'au moins onze mètres carrés (11 m²) de surface de graminées est réalisé dans la bande gazonnée située de chaque côté de l'entrée charretière aménagée aux abords de la partie centrale de la ligne avant de terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres feuillus et trois (3) tronçons composés d'au moins quatorze (14) arbustes et/ou plantes florales au total sont plantés dans la bande gazonnée localisée à l'extrémité droite de la ligne de terrain bordant la rue Robert-Bernard, soit aux abords de la ligne de terrain bordant l'emprise de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QU'un massif composé d'au moins trois (3) arbres conifères, deux (2) arbres feuillus et dix-neuf (19) arbustes et/ou plantes florales est réalisé à l'extrémité droite de la ligne avant de terrain bordant la rue Robert-Bernard, soit aux abords de la ligne de terrain bordant l'emprise de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres feuillus sont plantés dans la bande gazonnée localisée entre l'aire de stationnement située à la ligne de terrain bordant l'emprise de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres feuillus, six (6) arbres conifères, quatre (4) tronçons composés d'au moins vingt (20) arbustes et quatre (4) îlots d'au moins quinze mètres carrés (15 m^2) de surface graminée sont plantés dans la bande gazonnée localisée entre la façade du bâtiment donnant vers l'autoroute Jean-Lesage et la ligne de terrain bordant l'emprise de cette dernière;

CONSIDÉRANT QU'un massif composé d'au moins trois (3) arbres conifères, deux (2) arbres feuillus et au moins vingt (20) arbustes et/ou plantes florales est réalisé dans la bande gazonnée située à l'extrémité gauche de la ligne de terrain bordant l'emprise de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres conifères sont plantés aux abords de la ligne latérale gauche de terrain, soit dans la partie aux abords de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QU'au moins dix (10) îlots d'une superficie minimale de douze mètres carrés (12 m^2) dans lesquels deux (2) arbres feuillus sont plantés respectivement sont réalisés dans l'aire de stationnement localisée en cour avant donnant vers la rue Robert-Bernard;

CONSIDÉRANT QU'un îlot d'une superficie minimale de vingt-cinq mètres carrés (25 m^2) dans lequel au moins cinq (5) arbres feuillus et au moins quatorze (14) arbustes et/ou plantes florales sont plantés est réalisé à l'extrémité gauche de l'aire de stationnement localisée en cour avant de terrain donnant vers la rue Robert-Bernard;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) îlots d'une superficie minimale de douze mètres carrés (12 m^2) dans lesquels au moins deux (2) arbres feuillus sont plantés respectivement et au moins deux (2) îlots dans lesquels au moins un arbre feuillu est planté respectivement sont réalisés dans l'aire de stationnement localisée en cour avant secondaire donnant vers la rue Robert-Bernard;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de terrain proposé permet de bonifier l'image du site;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) pour l'immeuble qui sera situé au 50 de la rue Robert-Bernard, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

186/2/15 - Acceptation des travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment situé au 125 du boulevard Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment situé au 125 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.07);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer trois (3) enseignes rattachées au bâtiment, soit deux (2) d'une superficie maximale respective de quatre virgule quarante-quatre mètres carrés (4,44 m²) sur les façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et vers l'autoroute Jean-Lesage et une d'une superficie maximale de zéro virgule soixante-quatorze mètre carré (0,74 m²) sur la façade donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes rattachées d'une superficie de quatre virgule quarante-quatre mètres carrés (4,44 m²) ont le même traitement architectural, soit composées de lettres détachées lumineuses et d'un module de forme rectangulaire dont les extrémités sont arrondis, le tout d'une épaisseur d'au plus douze virgule sept centimètres (12,7 cm);

CONSIDÉRANT QUE la face avant du module de forme rectangulaire est opaque et que seul le message lumineux est réalisé en surélévation;

CONSIDÉRANT QUE le module de forme rectangulaire est apposé sous les lettres détachées;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des deux (2) enseignes sont, entre autres, le rouge pour la face avant des lettres détachées, le noir pour la face avant du module et le blanc pour le message sur ledit module;

CONSIDÉRANT QUE le boîtier des lettres détachées et du module est de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE la troisième (3^{e}) enseigne est composée de lettres détachées lumineuses de couleur blanche d'une épaisseur d'au plus douze virgule sept centimètres (12,7 cm) et dont le boitier desdites lettres est de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est localisée sur la face avant de la marquise protégeant l'entrée localisée à l'extrémité gauche de la façade donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'autre enseigne localisée sur la même façade, soit celle donnant vers le boulevard Saint-Joseph, est apposée dans la section supérieure du mur composé de brique-pierre localisée dans la partie droite de la façade, soit centrée sur ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur la façade donnant vers l'autoroute Jean-Lesage est apposée dans la partie supérieure gauche de ladite façade;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes utilisent bien l'espace disponible sur le bâtiment et ne sont pas prédominantes sur ce dernier ainsi que dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les trois (3) enseignes, de par leurs formes, leur type de matériaux utilisés et leurs couleurs, s'intègrent bien au bâtiment et s'harmonisent bien entre elles ainsi qu'avec les autres enseignes se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment principal (comme mentionné ci-dessus) situé au 125 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

187/2/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 235 de la rue Heriot (suite 222) - P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 235 de la rue Heriot (suite 222), a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment de type « projetante » d'une superficie approximative de zéro virgule quarante-six mètre carré (0,46 m^{2}) sur la façade principale donnant vers la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne projetante est composée d'un module de forme ronde non lumineux;

CONSIDÉRANT QUE l'encadrement du module d'affichage de forme ronde est composé de métal de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur la façade principale donnant vers la rue Heriot, soit sur la colonne localisée à gauche de l'escalier donnant accès au local;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le gris et le noir;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué d'un fer ornemental de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par réflexion (cols de cygne);

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation et ses dimensions, l'enseigne utilise bien l'espace disponible, ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par ses couleurs, son type et ses matériaux, l'enseigne s'harmonise bien avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa composition, son type et son traitement), l'affichage proposé s'inscrit globalement en continuité avec celui souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage et favorise le développement de l'identité propre du secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 235 de la rue Heriot (suite 222), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

188/2/15 - Acceptation des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment situé au 1720 du boulevard Saint-Charles – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment situé au 1720 du boulevard Saint-Charles, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.09);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Charles, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes rattachées au bâtiment d'une superficie maximale respective de quatre virgule quatre-vingt-un mètres carrés (4,81 m^2), soit une sur la façade principale donnant vers le boulevard Saint-Charles et une sur la façade avant secondaire donnant vers la rue Lambert;

Enseigne donnant vers le boulevard Saint-Charles

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur la façade principale donnant vers le boulevard Saint-Charles est composée de lettres détachées et d'un module « D » d'une épaisseur d'environ trois virgule quatre-vingt-un centimètres (3,81 cm), le tout rétroéclairé formant un halo au pourtour de ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est localisée sur le bandeau situé dans la partie supérieure du mur, soit centrée avec la porte donnant accès au bâtiment;

Enseigne donnant vers la rue Lambert

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur la façade avant secondaire donnant vers la rue Lambert est composée de lettres découpées non lumineuses d'une épaisseur d'environ deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm);

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est localisée sur la section de mur en retrait, soit centrée entre les deux (2) portes ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » dans la partie supérieure du mur;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des deux (2) enseignes sont, entre autres, le bleu et l'orangé;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes utilisent bien l'espace disponible sur le bâtiment et ne sont pas prédominantes sur ce dernier ainsi que dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes, de par leurs formes, leur type de matériaux utilisés et leurs couleurs, s'intègrent bien au bâtiment et s'harmonisent entre elles ainsi qu'avec les autres enseignes se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 1720 du boulevard Saint-Charles, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

189/2/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne détachée du bâtiment situé aux 525-535 du boulevard Saint-Joseph Ouest – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne détachée du bâtiment pour l'immeuble situé aux 525-535 du boulevard Saint-Joseph Ouest, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne sur poteau d'une superficie approximative de deux virgule soixante-cinq mètres carrés (2,65 m^2), d'une hauteur d'environ trois virgule quatre-vingt-six mètres (3,86 m) et d'une largeur d'environ un virgule quatre-vingt-seize mètre (1,96 m) en cour avant du terrain donnant vers le boulevard Saint-Joseph Ouest, soit aux abords de l'entrée principale localisée à gauche de la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée d'un module d'affichage, de moulures dans les parties supérieure et inférieure dudit module et d'un poteau de soutien ornementé d'une bague;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural de l'enseigne s'inspire du traitement architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sur poteau sont, entre autres, le beige pour les moulures et le poteau de soutien, le noir pour le module d'affichage et le blanc pour le message;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le fond des faces d'affichage est opaque et seul le message est lumineux;

CONSIDÉRANT QUE la largeur du poteau de soutien est proportionnelle à celle de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions (hauteur et superficie), l'enseigne sur poteau n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne ne nuit pas à la visibilité des enseignes des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'au moins trois mètres carrés (3 m^2) et composé d'au moins vingt (20) arbustes et/ou plantes florales est réalisé à la base de l'enseigne sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne détachée du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé aux 525-535 du boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

190/2/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 123 de la rue Saint-Édouard – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 123 de la rue Saint-Édouard, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'installation d'enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- rénover certaines parties du bâtiment;
- installer une enseigne rattachée au bâtiment;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE le solin au pourtour du toit du bâtiment est repeint de couleur brun foncé;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment donnant vers la rue Saint-Édouard est modifiée par l'ajout d'éléments de pierre manufacturée de couleur beige apposés sur la brique existante;

CONSIDÉRANT QUE la modification de l'entrée principale permet de bien marquer celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE les appliqués localisés dans la partie supérieure des vitrines sont enlevés et que les encadrements desdites fenêtres sont repeints de couleur brun foncé;

CONSIDÉRANT QU'un auvent composé d'une toile de couleur brun foncé avec une légère bande de couleur orangée est aménagé dans la partie supérieure des vitrines de la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les portes et les fenêtres localisées dans la partie arrière du bâtiment sont restaurées et que les encadrements des fenêtres ainsi que les portes sont repeints de couleur brun foncé;

CONSIDÉRANT QU'une nouvelle fenêtre avec carrelage intégré est installée sur le mur latéral gauche du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux existant sur le bâtiment et ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect de ce dernier et du cadre bâti du milieu environnant;

Enseigne rattachée

CONSIDÉRANT QU'une enseigne d'une superficie approximative d'un virgule dix-sept mètre carré (1,17 m^2) est apposée sur la façade principale du bâtiment donnant vers la rue Saint-Édouard;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée d'une plaque murale de forme ronde, d'une épaisseur d'au moins un virgule vingt-sept centimètre (1,27 cm) sur laquelle une autre plaque murale de forme ronde composée de motifs perforés d'une épaisseur d'au moins deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm) est apposée ainsi qu'un message réalisé en surélévation d'une épaisseur d'au moins deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm) et espacé de ladite plaque d'environ un virgule vingt-sept centimètre (1,27 cm);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le gris pâle, le gris foncé et l'orangé;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est installée sur le mur, soit au-dessus et centrée avec la porte d'accès localisée sur la façade principale du bâtiment donnant vers la rue Saint-Édouard;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment, de par sa forme, ses types de matériaux utilisés et ses couleurs, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et son traitement, n'est pas prédominante sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation et ses dimensions, l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa composition, son type et son traitement), l'affichage proposé s'inscrit globalement en continuité avec celui souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 123 de la rue Saint-Édouard, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

191/2/15 - Acceptation des travaux de modification à l'enseigne détachée du bâtiment situé au 300 de la rue Cockburn – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de modification à l'enseigne détachée du bâtiment situé au 300 de la rue Cockburn, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.12);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de modification d'enseigne détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à modifier une enseigne détachée du bâtiment laquelle est existante en cour avant, soit à l'intersection des rues Cockburn et Corriveau;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est modifiée par le remplacement des faces d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le noir pour la structure (poteaux) et principalement le gris, le noir, le blanc et le rouge pour les faces d'affichage et les messages;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le fond des faces d'affichage et les messages sont lumineux;

CONSIDÉRANT QUE de par les couleurs proposées pour les faces d'affichage et les messages, l'enseigne sur poteau n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est existant à la base de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise des travaux de modification à l'enseigne détachée du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 300 de la rue Cockburn, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

192/2/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 330 de la rue Lindsay – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 330 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.13);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie d'un virgule quatre-vingt-onze mètre carré (1,91 m²) sur la façade principale donnant vers la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres découpées non lumineuses d'une épaisseur d'environ deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur la façade principale donnant vers la rue Lindsay, soit au-dessus des vitrines coulissantes et centrée sur la façade;

CONSIDÉRANT QUE la couleur des lettres est le blanc;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation et ses dimensions, l'enseigne utilise bien l'espace disponible, ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par ses couleurs, son type et ses matériaux, l'enseigne s'harmonise bien avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa composition, son type et son traitement), l'affichage proposé s'inscrit globalement en continuité avec celui souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre du secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 330 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

193/2/15 - Refus des travaux de modification à l'enseigne détachée du bâtiment situé au 3035 du boulevard Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de modification à l'enseigne détachée du bâtiment situé au 3035 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.14);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de modification d'enseigne détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à modifier l'enseigne détachée du bâtiment laquelle est existante en cour avant, soit à l'intersection du boulevard Saint-Joseph et la rue Jean-De Lalande;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne détachée du bâtiment a une superficie approximative de deux virgule quatre-vingt-six mètres carrés (2,86 m^2), une largeur d'environ un virgule cinq mètre (1,5 m) et une hauteur d'environ quatre virgule cinq mètres (4,5 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est modifiée par le remplacement des faces d'affichage et que toutes les autres composantes de l'enseigne demeurent les mêmes;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne existante est composée d'un module de forme rectangulaire dans sa partie supérieure et de deux (2) poteaux de soutien;

CONSIDÉRANT QUE la structure de l'enseigne est de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des nouvelles faces d'affichage sont, entre autres, le beige-gris imitant le bois, le noir, le vert, le rouge et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé pour l'enseigne sur poteau ne permet pas de bonifier son image;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par ses couleurs et son traitement, est prédominante dans le paysage et ne s'harmonise pas avec les autres enseignes du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau ne s'intègre pas avec le style du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de modification à l'enseigne détachée du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 3035 du boulevard Saint-Joseph, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au traitement architectural proposé pour l'enseigne détachée du bâtiment qui ne permet pas de bonifier son image, ce qui la rend prédominante dans le paysage urbain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

194/2/15 - Dénomination de deux (2) nouvelles voies de circulation et de trois (3) parcs et prolongation de trois (3) voies de circulation existantes – P.C.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet de dénommer deux (2) nouvelles voies de circulation et trois (3) nouveaux parcs, et de prolonger trois (3) voies de circulation existantes, le tout sur une partie du lot 5 566 835 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.23);

CONSIDÉRANT QUE les demandes de dénomination s'inscrivent dans le contexte du plan concept d'aménagement Boisé Laurentien;

CONSIDÉRANT QUE le plan concept d'aménagement a été adopté par le conseil municipal lors de la séance du 19 janvier 2015;

CONSIDÉRANT QUE lors de la nomination de la rue de la Taïga (résolution no 13.06.23), le thème retenu pour cette rue et pour le PCA Boisé Laurentien était celui des régions de géographie physique du Québec en raison du milieu boisé et des noms de rue déjà existants;

CONSIDÉRANT QUE la liste des noms pour ce thème est la suivante :

- **rue/parc de la Toundra :** en référence à la zone arctique qui est caractérisée par des associations végétales de mousses et de lichens, des bruyères et quelques plantes herbacées;
- **rue/parc de la Forêt-Boréale :** en référence à la région boréale du Nord composée de forêts claires aux arbres poussant éloignés les uns des autres;
- **rue/parc des Appalaches :** en référence à la chaîne de montagnes située à l'est de l'Amérique du Nord qui traverse le sud du Québec;
- **rue/parc des Basses-Terres :** en référence à la plate-forme de roche sédimentaire située le long du fleuve Saint-Laurent;
- **rue/parc du Bouclier-Canadien :** en référence au secteur composé de roche nue datant du précambrien et portant également les noms de bouclier laurentien et plateau laurentien.

CONSIDÉRANT QUE, de plus, le nom de parc du Boisé-Laurentien est déjà existant, mais qu'il n'est pas associé à un parc en particulier puisque le développement a été modifié;

CONSIDÉRANT QU'il est pertinent de réutiliser ce nom de parc;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité de toponymie souhaitent des noms répondant aux critères habituels, c'est-à-dire :

- reflétant l'histoire de Drummondville;
- associés au thème du développement;
- ayant une prononciation et une orthographe aisées;

CONSIDÉRANT QUE les noms composés sont davantage propices pour nommer les parcs et que les noms plus courts sont favorables pour les noms de voie de circulation;

CONSIDÉRANT QU'aucune voie ni aucun parc ne sont identifiés selon les propositions suggérées sur le territoire de la ville de Drummondville et des municipalités voisines;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

⇒ dénomme :

- **rue de la Toundra** la voie de circulation notée A sur le plan : en référence à la zone arctique qui est caractérisée par des associations végétales de mousses et de lichens, des bruyères et quelques plantes herbacées (voie de circulation localisée sur une partie du lot 5 566 835 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond);
- **rue des Appalaches** la voie de circulation notée B sur le plan : en référence à la chaîne de montagnes située à l'est de l'Amérique du Nord qui traverse le sud du Québec (voie de circulation localisée sur une partie du lot 5 566 835 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond);
- **parc du Boisé-Laurentien** le parc noté A sur le plan : en référence au nom du développement (voie de circulation localisée sur une partie du lot 5 566 835 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond);

- **parc de la Forêt-Boréale** le parc noté B sur le plan : en référence à la région boréale du Nord composée de forêts claires aux arbres poussant éloignés les uns des autres (voie de circulation localisée sur une partie du lot 5 566 835 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond);
- **parc des Basses-Terres** le parc noté C sur le plan : en référence à la plate-forme de roche sédimentaire située le long du fleuve Saint-Laurent (voie de circulation localisée sur une partie du lot 5 566 835 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond);

⇒ prolonge :

- la **rue Boisclair** (voie de circulation localisée sur une partie du lot 5 566 835 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond);
- la **rue Laurentien** (voie de circulation localisée sur une partie du lot 5 566 835 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond);
- la **rue Brousseau** (voie de circulation localisée sur une partie du lot 5 566 835 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond);

le tout tel qu'illustré sur le plan en annexe à titre indicatif et faisant partie intégrante de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

195/2/15 - Dénomination de deux (2) nouvelles voies de circulation et prolongement d'une (1) voie de circulation existante dans le parc industriel de Saint-Nicéphore

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet de dénommer deux nouvelles voies de circulation localisées sur une partie des lots 3 895 175, 3 895 180, 3 896 173, 4 170 764 et 5 412 425 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond et de prolonger une voie de circulation existante sur une partie des lots 3 896 173, 3 895 175 et 5 412 425 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.24);

CONSIDÉRANT QUE ces nouvelles voies de circulation font partie du développement du parc industriel Saint-Nicéphore dont l'accès actuel se fait par la Route 139 et dont une nouvelle voie de circulation donnera accès au parc industriel par le boulevard Mercure;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal avait retenu pour ce secteur le thème des noms de pionnières et de pionniers (résolution no 08.11.32);

CONSIDÉRANT QUE les noms suivants font partie de la banque de noms pour la dénomination des rues du parc industriel du secteur Saint-Nicéphore :

<u>Les pionnières</u>

- **« rue Alice-Girard »** en l'honneur de madame Alice Girard (1907–1999) : infirmière et professeure, elle fonde en 1962 la Faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal et devient la première femme à occuper un poste de doyenne au Québec;
- **« rue Alice-Wilson »** en l'honneur de madame Alice Wilson (1881-1964) : première géologue et première femme à devenir membre de la Société royale du Canada;
- **« rue Caroline-Béïque »** en l'honneur de madame Caroline Béïque (1852-1946) : féministe impliquée dès le début du siècle dans la fondation d'institutions d'enseignement et de charité;
- **« rue Irma-LeVasseur »** en l'honneur de la docteure Irma LeVasseur (1878-1964) : première femme admise au Collège des médecins de la province, elle participe à la fondation de l'hôpital Sainte-Justine à Montréal et à celui de l'Enfant-Jésus à Québec;
- **« rue Jeanne-Mance »** en l'honneur de madame Jeanne Mance (1606-1673) : cofondatrice de Montréal en 1642 avec Maisonneuve et fondatrice de l'Hôtel-Dieu de Montréal;

- **« rue Laure-Gaudreault »** en l'honneur de madame Laure Gaudreault (1889-1975) : pionnière du syndicalisme au Québec;
- **« rue Léa-Roback »** en l'honneur de madame Léa Roback (1903-2000) : militante pour les droits des femmes, la paix, la justice sociale et l'accès à l'éducation;
- **« rue Marcelle-Gauvreau »** en l'honneur de madame Marcelle Gauvreau (1907-1968) : femme de sciences et éducatrice exceptionnelle;
- **« rue Marie-Curie »** en l'honneur de madame Marie Curie (1867-1934) : éminente physicienne d'origine polonaise à qui l'on doit la découverte du radium;
- **« rue Marie-Gérin-Lajoie »** en l'honneur de madame Marie Gérin-Lajoie (1867-1945) : pionnière du féminisme au Québec, elle lutte activement pour l'amélioration de la condition juridique des Québécoises;
- **« rue Mary-Travers »** en l'honneur de madame Mary Travers dite La Bolduc (1894-1941) : musicienne autodidacte, considérée comme la première chansonnière du Québec;
- **« rue Simonne-Monet-Chartrand »** en l'honneur de madame Simonne Monet-Chartrand (1919-1993), militante à la défense des droits de la personne et de la paix;
- **« rue Thérèse-Casgrain »** en l'honneur de madame Thérèse Casgrain (1896-1981) : animatrice de radio, politicienne, sénatrice et instigatrice de diverses réformes sociales qui ont favorisé la justice et l'égalité;
- **« rue Yvette-Brind'Amour »** en l'honneur de madame Yvette Brind'Amour (1918-1992) : comédienne, metteure en scène, directrice artistique et fondatrice du théâtre du Rideau-Vert;

<u>Les pionniers</u>

- **« rue Albert-Einstein »** en l'honneur de monsieur Albert Einstein (1879-1955) : auteur de la théorie de la relativité qui marque la science moderne, tout autant que la pensée philosophique;
- **« rue Alfred-Nobel »** en l'honneur de monsieur Alfred Nobel (1833-1896) : industriel et chimiste d'origine suédoise dont le nom est associé à un ensemble de prix internationaux prestigieux;
- **« rue Armand-Frappier »** en l'honneur de monsieur Armand Frappier (1904–1991) : pionnier de la vaccination au Canada;
- **« rue Jean-Duceppe »** en l'honneur de monsieur Jean Duceppe (1923-1990) : comédien, animateur, homme de théâtre, acteur et fondateur de la Compagnie Jean-Duceppe;
- **« rue Marie-Victorin »** en l'honneur du frère Marie-Victorin (1885–1944) : botaniste et fondateur du Jardin botanique de Montréal;
- **« rue Pierre-Grondin »** en l'honneur de Pierre Grondin (1925-2006) : chirurgien canadien, il fut le premier chirurgien à effectuer une greffe cardiaque au Canada et le premier à réaliser un pontage coronarien.

CONSIDÉRANT QUE lors de l'exercice visant l'élimination des doublons les noms suivants ont été utilisés pour renommer deux rues du parc industriel, soit :
- la rue Marie-Gérin-Lajoie pour remplacer la rue du Progrès;
- la rue Thérèse-Casgrain pour remplacer la rue de la Fabrique;

CONSIDÉRANT QU'il est important de conserver le thème choisi par le conseil municipal pour nommer les nouvelles voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité de toponymie souhaitent des noms répondant aux critères habituels, c'est-à-dire :
- reflétant l'histoire de Drummondville;
- associés au thème du développement;
- ayant une prononciation et une orthographe aisées;

CONSIDÉRANT QUE, de plus, les propriétaires d'entreprises faisant affaire avec l'étranger préfèrent les noms de voies de circulation facile à prononcer et à écrire;

CONSIDÉRANT QU'aucune voie, ni aucun parc ne sont identifiés selon les propositions suggérées sur le territoire de la ville de Drummondville et des municipalités voisines;

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

⇒ dénomme :
- **rue Alfred-Nobel** la voie de circulation notée A sur le plan : en l'honneur de monsieur Alfred Nobel (1833-1896), industriel et chimiste d'origine suédoise dont le nom est associé à un ensemble de prix internationaux prestigieux (voie de circulation localisée sur une partie des lots 3 895 180, 4 170 764 et 5 412 425 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond);
- **rue Marie-Curie** la voie de circulation notée B sur le plan : en l'honneur de madame Marie Curie (1867-1934), éminente physicienne d'origine polonaise à qui l'on doit la découverte du radium; (voie de circulation localisée sur une partie des lots 3 895 175, 3 896 173 et 5 412 425 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond);

⇒ prolonge la **rue Thérèse-Casgrain** (voie de circulation localisée sur une partie des lots 3 895 175, 3 896 173 et 5 412 425 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond);

le tout tel qu'illustré sur le plan en annexe à titre indicatif et faisant partie intégrante de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÈGLEMENTS :

196/2/15 - Avis de motion du règlement no 4587 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Paul-Le Jeune et nécessitant un emprunt de 115 000 $

Le conseiller William Morales donne avis de motion du règlement no 4587 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Paul-Le Jeune et nécessitant un emprunt de 115 000 $.

197/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4587 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Paul-Le Jeune et nécessitant un emprunt de 115 000 $

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4587 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Paul-Le Jeune et nécessitant un emprunt de 115 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

198/2/15 - Avis de motion du règlement no 4588 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur l'avenue Camille-Dreyfus et les rues du Satin, du Denier, de la Navette et de la Filature et nécessitant un emprunt de 667 000 $ à cette fin

Le conseiller William Morales donne avis de motion du règlement no 4588 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur l'avenue Camille-Dreyfus et les rues du Satin, du Denier, de la Navette et de la Filature et nécessitant un emprunt de 667 000 $ à cette fin.

199/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4588 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur l'avenue Camille-Dreyfus et les rues du Satin, du Denier, de la Navette et de la Filature et nécessitant un emprunt de 667 000 $ à cette fin

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4588 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur l'avenue Camille-Dreyfus et les rues du Satin, du Denier, de la Navette et de la Filature et nécessitant un emprunt de 667 000 $ à cette fin;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

200/2/15 - Avis de motion du règlement no 4589 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue de l'Étoffe et nécessitant un emprunt de 152 000 $

Le conseiller William Morales donne avis de motion du règlement no 4589 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue de l'Étoffe et nécessitant un emprunt de 152 000 $.

201/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4589 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue de l'Étoffe et nécessitant un emprunt de 152 000 $

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4589 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue de l'Étoffe et nécessitant un emprunt de 152 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

202/2/15 - Avis de motion du règlement no 4590 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Alfred-Pellan et nécessitant un emprunt de 84 000 $

La conseillère Cathy Bernier donne avis de motion du règlement no 4590 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Alfred-Pellan et nécessitant un emprunt de 84 000 $.

203/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4590 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Alfred-Pellan et nécessitant un emprunt de 84 000 $

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4590 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Alfred-Pellan et nécessitant un emprunt de 84 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

204/2/15 - Avis de motion du règlement no 4591 décrétant des travaux de pavage et éclairage sur la rue Michel-Rose et nécessitant un emprunt de 41 000 $

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 4591 décrétant des travaux de pavage et éclairage sur la rue Michel-Rose et nécessitant un emprunt de 41 000 $.

205/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4591 décrétant des travaux de pavage et éclairage sur la rue Michel-Rose et nécessitant un emprunt de 41 000 $

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4591 décrétant des travaux de pavage et éclairage sur la rue Michel-Rose et nécessitant un emprunt de 41 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

206/2/15 - Avis de motion du règlement no 4592 décrétant des travaux de pavage et d'éclairage sur les rues de la Caille, des Trembles, de la Pintade et des Sables et nécessitant un emprunt de 134 000 $ à cette fin

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4592 décrétant des travaux de pavage et d'éclairage sur les rues de la Caille, des Trembles, de la Pintade et des Sables et nécessitant un emprunt de 134 000 $ à cette fin.

207/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4592 décrétant des travaux de pavage et d'éclairage sur les rues de la Caille, des Trembles, de la Pintade et des Sables et nécessitant un emprunt de 134 000 $ à cette fin

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4592 décrétant des travaux de pavage et d'éclairage sur les rues de la Caille, des Trembles, de la Pintade et des Sables et nécessitant un emprunt de 134 000 $ à cette fin;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

208/2/15 - Avis de motion du règlement no 4593 décrétant des travaux de pavage et d'éclairage sur la rue des Cerfs et nécessitant un emprunt de 42 000 $ à cette fin

Le conseiller Vincent Chouinard donne avis de motion du règlement no 4593 décrétant des travaux de pavage et d'éclairage sur la rue des Cerfs et nécessitant un emprunt de 42 000 $ à cette fin.

209/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4593 décrétant des travaux de pavage et d'éclairage sur la rue des Cerfs et nécessitant un emprunt de 42 000 $ à cette fin

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4593 décrétant des travaux de pavage et d'éclairage sur la rue des Cerfs et nécessitant un emprunt de 42 000 $ à cette fin;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

210/2/15 - Avis de motion du règlement no 4594 décrétant des travaux de pavage et éclairage sur la rue Christiane et nécessitant un emprunt de 18 000 $

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4594 décrétant des travaux de pavage et éclairage sur la rue Christiane et nécessitant un emprunt de 18 000 $.

211/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4594 décrétant des travaux de pavage et éclairage sur la rue Christiane et nécessitant un emprunt de 18 000 $

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4594 décrétant des travaux de pavage et éclairage sur la rue Christiane et nécessitant un emprunt de 18 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

212/2/15 - Avis de motion du règlement no 4595 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues Félicien-Bourbeau et Harry-Haworth et nécessitant un emprunt de 125 000 $ à cette fin

La conseillère Cathy Bernier donne avis de motion du règlement no 4595 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues Félicien-Bourbeau et Harry-Haworth et nécessitant un emprunt de 125 000 $ à cette fin.

213/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4595 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues Félicien-Bourbeau et Harry-Haworth et nécessitant un emprunt de 125 000 $ à cette fin

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4595 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues Félicien-Bourbeau et Harry-Haworth et nécessitant un emprunt de 125 000 $ à cette fin;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

214/2/15 - Avis de motion du règlement no 4596 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Faubourg et nécessitant un emprunt de 99 000 $

La conseillère Annick Bellavance donne avis de motion du règlement no 4596 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Faubourg et nécessitant un emprunt de 99 000 $.

215/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4596 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Faubourg et nécessitant un emprunt de 99 000 $

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller William Morales, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4596 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Faubourg et nécessitant un emprunt de 99 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

216/2/15 - Avis de motion du règlement no 4597 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Mûrier et nécessitant un emprunt de 237 000 $

La conseillère Annick Bellavance donne avis de motion du règlement no 4597 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Mûrier et nécessitant un emprunt de 237 000 $.

217/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4597 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Mûrier et nécessitant un emprunt de 237 000 $

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4597 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Mûrier et nécessitant un emprunt de 237 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

218/2/15 - Avis de motion du règlement no 4598 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur les rues Ferdinand, Paquette, Hector-Ledoux et Ovila-Légaré et nécessitant un emprunt de 361 000 $ à cette fin

Le conseiller William Morales donne avis de motion du règlement no 4598 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur les rues Ferdinand, Paquette, Hector-Ledoux et Ovila-Légaré et nécessitant un emprunt de 361 000 $ à cette fin.

219/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4598 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur les rues Ferdinand, Paquette, Hector-Ledoux et Ovila-Légaré et nécessitant un emprunt de 361 000 $ à cette fin

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4598 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur les rues Ferdinand, Paquette, Hector-Ledoux et Ovila-Légaré et nécessitant un emprunt de 361 000 $ à cette fin;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

220/2/15 - Avis de motion du règlement no 4599 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur l'avenue du Vigneron et nécessitant un emprunt suffisant

Le conseiller John Husk donne avis de motion du règlement no 4599 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur l'avenue du Vigneron et nécessitant un emprunt suffisant.

221/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4599 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur l'avenue du Vigneron et nécessitant un emprunt suffisant

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4599 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur l'avenue du Vigneron et nécessitant un emprunt suffisant;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

222/2/15 - Avis de motion du règlement no 4600 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue du Sémillon et nécessitant un emprunt de 158 000 $

Le conseiller John Husk donne avis de motion du règlement no 4600 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue du Sémillon et nécessitant un emprunt de 158 000 $.

223/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4600 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue du Sémillon et nécessitant un emprunt de 158 000 $

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4600 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue du Sémillon et nécessitant un emprunt de 158 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

224/2/15 - Avis de motion du règlement no 4601 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Chenin et nécessitant un emprunt de 185 000 $

Le conseiller John Husk donne avis de motion du règlement no 4601 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Chenin et nécessitant un emprunt de 185 000 $.

225/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4601 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Chenin et nécessitant un emprunt de 185 000 $

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4601 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Chenin et nécessitant un emprunt de 185 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

226/2/15 - Avis de motion du règlement no 4602 décrétant des travaux de pavage et bordures sur les rues de la Marsanne et du Grenache et nécessitant un emprunt de 166 000 $

Le conseiller John Husk donne avis de motion du règlement no 4602 décrétant des travaux de pavage et bordures sur les rues de la Marsanne et du Grenache et nécessitant un emprunt de 166 000 $.

227/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4602 décrétant des travaux de pavage et bordures sur les rues de la Marsanne et du Grenache et nécessitant un emprunt de 166 000 $

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4602 décrétant des travaux de pavage et bordures sur les rues de la Marsanne et du Grenache et nécessitant un emprunt de 166 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

228/2/15 - Avis de motion du règlement no 4603 décrétant des travaux de pavage et bordures sur les rues du Pinot, du Tokay, du Riesling et du Sylvaner et nécessitant un emprunt de 335 000 $

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4603 décrétant des travaux de pavage et bordures sur les rues du Pinot, du Tokay, du Riesling et du Sylvaner et nécessitant un emprunt de 335 000 $.

229/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4603 décrétant des travaux de pavage et bordures sur les rues du Pinot, du Tokay, du Riesling et du Sylvaner et nécessitant un emprunt de 335 000 $

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4603 décrétant des travaux de pavage et bordures sur les rues du Pinot, du Tokay, du Riesling et du Sylvaner et nécessitant un emprunt de 335 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

230/2/15 - Avis de motion du règlement no 4604 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4604 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone agricole A-5601, en plus des usages actuellement permis, l'usage sous restriction de type chenil selon certaines conditions d'éloignement des habitations voisines.

La zone agricole A-5601 comprend, de façon approximative, les propriétés situées entre le boulevard Saint-Joseph et le prolongement de l'axe de la rue Michel, et ce, à partir de la route Caya jusqu'à la limite du territoire de la municipalité de l'Avenir.

231/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4604 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4604, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone agricole A-5601, en plus des usages actuellement permis, l'usage sous restriction de type chenil selon certaines conditions d'éloignement des habitations voisines.

La zone agricole A-5601 comprend, de façon approximative, les propriétés situées entre le boulevard Saint-Joseph et le prolongement de l'axe de la rue Michel, et ce, à partir de la route Caya jusqu'à la limite du territoire de la municipalité de l'Avenir;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

232/2/15 - Adoption du projet de règlement no 4604 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4604, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone agricole A-5601, en plus des usages actuellement permis, l'usage sous restriction de type chenil selon certaines conditions d'éloignement des habitations voisines.

La zone agricole A-5601 comprend, de façon approximative, les propriétés situées entre le boulevard Saint-Joseph et le prolongement de l'axe de la rue Michel, et ce, à partir de la route Caya jusqu'à la limite du territoire de la municipalité de l'Avenir;

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

233/2/15 - Avis de motion du règlement no 4605 – Zonage no 4300

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 4605 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de permettre, par contingentement, à l'intérieur de la zone d'habitation H-475 pour une habitation trifamiliale (H-3) de structure isolée :
  - un usage commercial de type « salon de coiffure » faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local) à titre d'usage accessoire selon certaines conditions;
  - de modifier certaines exigences relatives au nombre de logements par terrain maximal et au nombre minimal de cases de stationnement selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-475 est délimitée, de façon approximative, entre la rue Gosselin et l'arrière des propriétés situées du côté est de l'axe de la rue Hébert et du boulevard Saint-Joseph, et ce, à partir de l'avenue des Tilleuls jusqu'au boulevard Garon.

234/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4605 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4605, amendant el règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de permettre, par contingentement, à l'intérieur de la zone d'habitation H-475 pour une habitation trifamiliale (H-3) de structure isolée :
  - un usage commercial de type « salon de coiffure » faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local) à titre d'usage accessoire selon certaines conditions;
  - de modifier certaines exigences relatives au nombre de logements par terrain maximal et au nombre minimal de cases de stationnement selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-475 est délimitée, de façon approximative, entre la rue Gosselin et l'arrière des propriétés situées du côté est de l'axe de la rue Hébert et du boulevard Saint-Joseph, et ce, à partir de l'avenue des Tilleuls jusqu'au boulevard Garon;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

235/2/15 - Adoption du projet de règlement no 4605 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,
appuyé par la conseillère Cathy Bernier,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4605, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de permettre, par contingentement, à l'intérieur de la zone d'habitation H-475 pour une habitation trifamiliale (H-3) de structure isolée :
  - un usage commercial de type « salon de coiffure » faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local) à titre d'usage accessoire selon certaines conditions;
  - de modifier certaines exigences relatives au nombre de logements par terrain maximal et au nombre minimal de cases de stationnement selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-475 est délimitée, de façon approximative, entre la rue Gosselin et l'arrière des propriétés situées du côté est de l'axe de la rue Hébert et du boulevard Saint-Joseph, et ce, à partir de l'avenue des Tilleuls jusqu'au boulevard Garon,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

236/2/15 - Avis de motion du règlement no 4609 – Zonage no 4300

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 4609 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C-449 à même une partie de la zone d'habitation H-450 de manière à y inclure certains terrains situés du côté nord de la rue des Cèdres entre le boulevard Saint-Joseph et la rue des Mélèzes.

Le périmètre de la zone commerciale C-449 comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph, et ce, à partir de la rue de Boucherville jusqu'à l'avenue des Lilas.

Le périmètre de la zone d'habitation H-450 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Maisonneuve de même que les propriétés situées de part et d'autre des rues des Cèdres et des Sorbiers, et ce, à partir de l'arrière des propriétés situées du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph jusqu'à la rue Lefebvre.

237/2/15 - Dispense de lecture du règlement no 4609 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4609, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C-449 à même une partie de la zone d'habitation H-450 de manière à y inclure certains terrains situés du côté nord de la rue des Cèdres entre le boulevard Saint-Joseph et la rue des Mélèzes.

Le périmètre de la zone commerciale C-449 comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph, et ce, à partir de la rue de Boucherville jusqu'à l'avenue des Lilas.

Le périmètre de la zone d'habitation H-450 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Maisonneuve de même que les propriétés situées de part et d'autre des rues des Cèdres et des Sorbiers, et ce, à partir de l'arrière des propriétés situées du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph jusqu'à la rue Lefebvre;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

238/2/15 - Adoption du projet de règlement no 4609 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,
appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4609, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C-449 à même une partie de la zone d'habitation H-450 de manière à y inclure certains terrains situés du côté nord de la rue des Cèdres entre le boulevard Saint-Joseph et la rue des Mélèzes.

Le périmètre de la zone commerciale C-449 comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph, et ce, à partir de la rue de Boucherville jusqu'à l'avenue des Lilas.

Le périmètre de la zone d'habitation H-450 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Maisonneuve de même que les propriétés situées de part et d'autre des rues des Cèdres et des Sorbiers, et ce, à partir de l'arrière des propriétés situées du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph jusqu'à la rue Lefebvre,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

239/2/15 - Adoption du règlement no 4562-1 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4562-1 a été donné (réf: 54/1/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4562-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser les boîtes de dons de vêtements à titre de construction accessoire à l'usage principal « 5693 Vente au détail de vêtements et d'articles usagés » faisant partie de la classe d'usages « C-2 Commerce local »;
- d'ajouter des normes relatives aux matériaux, aux dimensions et à l'implantation des boîtes de dons de vêtements.

Les zones visées sont toutes les zones commerciales où l'usage « 5693 Vente au détail de vêtements et d'articles usagés » est autorisé.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

240/2/15 - Adoption du règlement no 4563-1 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4563-1 a été donné (réf: 57/1/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4563-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'ajouter des normes relatives à l'implantation de logements accessoires au sous-sol des résidences unifamiliales isolées;

- de limiter les empiètements devant la façade d'un bâtiment principal pour une case de stationnement implantée en cour avant.

Les zones visées sont toutes les zones où l'usage « H-1 Unifamiliale » de structure isolée est autorisé.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

241/2/15 - Adoption du règlement no 4583-1 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4583-1 a été donné (réf: 60/1/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4583-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de modifier certaines dispositions relatives aux marges latérales, aux dimensions des terrains et à la localisation des aires de stationnement applicables à certains types d'habitations unifamiliales (H-1) de structure jumelée à l'intérieur des zones d'habitation H-1167 et H-1169.

Le périmètre des zones d'habitation H-1167 et H-1169 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre des rues du Chardonnay, du Chenin et du Colombard.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

242/2/15 - Adoption du règlement no 4584-1 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4584-1 a été donné (réf: 63/1315), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4584-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C-329 à même une partie de la zone d'habitation H-327 sur une profondeur d'environ 11 mètres spécifiquement à l'intérieur du lot 4 135 511.

La zone commerciale C-329 et la zone d'habitation H-327 sont délimitées par les rues Saint-Pierre, Saint-Henri, Fournier, Saint-Omer et Cormier et par l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Landreville et Leclerc.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

243/2/15 - Adoption du règlement no 4606 prévoyant l'achat de machineries et nécessitant un emprunt n'excédant pas 903 516 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4606 a été donné (réf: 131/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4606 prévoyant l'achat de machineries et nécessitant un emprunt n'excédant pas 903 516 $.

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

244/2/15 - Adoption du règlement no 4607 décrétant des travaux relatifs aux infrastructures municipales pour l'année 2015 et nécessitant un emprunt de 7 437 600 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4607 a été donné (réf: 133/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4607 décrétant des travaux relatifs aux infrastructures municipales pour l'année 2015 et nécessitant un emprunt de 7 437 600 $.

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Monsieur le maire, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- Madame Claire Morrissette, technicienne en documentation à la bibliothèque municipale Côme-Saint-Germain et à toute la famille à l'occasion du décès de son frère, monsieur Guy Morrissette.

Échéance du 1er versement de taxes et paiement préautorisés (le conseiller Roberto Léveillée)

Le conseiller Roberto Léveillée mentionne aux contribuables que le 1er versement de taxes vient à échéance le 12 mars prochain et rappelle qu'il est possible d'effectuer des paiements préautorisés sur une période de 12 mois.

Défi 5/30 (le conseiller Vincent Chouinard)

Le conseiller Vincent Chouinard invite la population à prendre connaissance des activités du Défi 5/30 sur le site de la ville.

Jeux du Québec (monsieur Alexandre Cusson)

Monsieur le maire invite la population à participer aux Jeux du Québec qui débutent le 28 février 2015.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Prochaine assemblée du conseil

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 16 mars 2015.

245/2/15 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 31.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) MÉLANIE OUELLET,
Greffière.

(Signé) ALEXANDRE CUSSON,
Maire.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

16 MARS 2015

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 16 mars 2015, à compter de 19 h 30 ***sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

- Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Benoit Carignan, directeur et trésorier, Module administratif
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications

- Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et la poète Diane Descôteaux fait lecture d'une de ses œuvres.

246/3/15 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

247/3/15 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 16 février 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 16 février 2015 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception d'une lettre de l'Union des municipalités du Québec pour la tenue du conseil d'administration 2015 en région; ainsi que des lettres de remerciements provenant de différents organismes.

DIRECTION GÉNÉRALE :

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 3 mars 2015.

SERVICE DES FINANCES :

248/3/15 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 16 février au 16 mars 2015, lesquels comptes totalisent la somme de 7 755 929,67 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

249/3/15 - Délégation de la conseillère Cathy Bernier et du conseiller Alain Martel au 27e colloque annuel qui se tiendra du 7 au 9 mai 2015 à Montmagny

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville délègue la conseillère Cathy Bernier et le conseiller Alain Martel au 27e colloque annuel qui se tiendra du 7 au 9 mai 2015 à Montmagny.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

250/3/15 - Délégation du maire Alexandre Cusson, des conseillers Yves Grondin, Daniel Pelletier, William Morales, John Husk et de la conseillère Catherine Lassonde au congrès de l'Union des municipalités du Québec aux assises annuelles qui se tiendront à Montréal du 21 au 23 mai 2015

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville délègue monsieur Alexandre Cusson, maire, les conseillers Yves Grondin, Daniel Pelletier, William Morales, John Husk et la conseillère Catherine Lassonde au congrès de l'Union des municipalités du Québec aux assises annuelles qui se tiendront à Montréal du 21 au 23 mai 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

251/3/15 - Subvention de 4 000 $ - Club social des employés municipaux

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 4 000 $ au Club social des employés municipaux à titre de subvention 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

252/3/15 - Mandat à l'Union des municipalités du Québec pour la fourniture et l'épandage de chlorure de calcium utilisé comme « abat-poussière » pour l'année 2015

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a reçu une proposition de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) de préparer, en son nom et au nom de plusieurs autres municipalités intéressées, un document d'appel d'offres pour un achat regroupé de produits utilisés comme abat-poussière pour l'année 2015;

ATTENDU QUE les articles 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes* et 14.7.1. du *Code municipal* :

- permettent à une organisation municipale de conclure avec l'UMQ une entente ayant pour but l'achat de matériel;
- précisent que les règles d'adjudication des contrats par une municipalité s'appliquent aux contrats accordés en vertu du présent article et que l'UMQ s'engage à respecter ces règles;
- précisent que le présent processus contractuel est assujetti à la *Politique de gestion contractuelle de l'UMQ pour ses ententes de regroupement* adoptée par le conseil d'administration de l'UMQ;

ATTENDU QUE la proposition de l'UMQ est renouvelée annuellement sur une base volontaire;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire participer à cet achat regroupé pour se procurer *le chlorure de calcium solide en flocons **et/ou** le chlorure en solution liquide* dans les quantités nécessaires pour ses activités;

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu :

QUE la Ville de Drummondville confie, à l'UMQ, le mandat de préparer, sur une base annuelle, en son nom et celui des autres municipalités intéressées, un document d'appel d'offres visant à adjuger un contrat d'achat regroupé de différents produits utilisés comme abat-poussière (*chlorure de calcium solide en flocons **et/ou** chlorure en solution liquide*) nécessaires aux activités de la Ville pour l'année 2015;

QUE la Ville de Drummondville confie, à l'UMQ, la responsabilité de l'analyse des soumissions déposées. De ce fait, la Ville accepte que le produit à commander et à livrer sera déterminé suite à l'analyse comparative des produits définie au document d'appel d'offres;

QUE si l'UMQ adjuge un contrat, la Ville s'engage à respecter les termes de ce contrat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

QUE pour permettre à l'UMQ de préparer son document d'appel d'offres, la Ville s'engage à fournir à l'UMQ les types et quantités de produits dont elle aura besoin en remplissant la ou les fiches techniques d'inscription requises que lui transmettra l'UMQ et en retournant ce document à la date fixée;

QUE la Ville de Drummondville reconnaît que l'UMQ recevra, directement de l'adjudicataire, à titre de frais de gestion, un pourcentage du montant facturé avant taxes à chacun des participants; ledit taux est fixé annuellement et précisé dans le document d'appel d'offres;

QU'un exemplaire de la présente résolution soit transmis à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

253/3/15 - Appropriation d'une somme de 23 000 $ au fonds d'actions environnementales

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 23 000 $ taxes incluses au fonds d'actions environnementales de Waste Management pour un mandat de consultation publique de la Commission consultative sur l'élimination du déchet ultime. Le mandat est conforme aux critères du fonds d'actions environnementales.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

254/3/15 - Emprunt de 535 000 $ au fonds de roulement pour la fourniture et la livraison d'appareils de protection respiratoire isolants autonomes et accessoires pour le Service de sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 535 000 $ à son fonds de roulement pour la fourniture et la livraison d'appareils de protection respiratoire isolants autonomes et accessoires pour le Service de sécurité incendie, le tout tel qu'énuméré au tableau joint à la présente résolution.

Cet emprunt sera remboursable comme suit :

2016	53 500 $
2017	53 500 $
2018	53 500 $
2019	53 500 $
2020	53 500 $
2021	53 500 $
2022	53 500 $
2023	53 500 $
2024	53 500 $
2025	53 500 $

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

255/3/15 - Approbation des critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels pour la fourniture et l'installation de modules de jeux dans divers parcs (Appel d'offres no DR15-PUB-015)

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels concernant la fourniture et l'installation de modules de jeux dans divers parcs, et ce, selon le tableau suivant :

CRITÈRES	***Pondération***
ÉTAPE 1	
1. Respect des budgets	/25
2. Nouveauté, originalité et valeur ludique	/30
3. Appropriation de l'espace et harmonie d'ensemble	/15
4. Respect du groupe d'âge et de la thématique exigés	/20
5. Capacité d'accueil	/10
TOTAL POINTAGE INTÉRIMAIRE	**/100**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

256/3/15 - Disposition d'un lot de plus ou moins 300 conteneurs verts de 240 litres usagés destinés à la collecte sélective (Soumission no DR15-DIS-002)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville dispose d'environ 300 conteneurs verts de 240 litres usagés au profit de Gestion USD inc. qui les ramassera sans frais et assumera tous les coûts de transport et de manutention nécessaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

257/3/15

- Fourniture et livraison d'une fourgonnette de type cargo (Soumission no DR15-INV-030 – Ouverture 06.03.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la soumission de la compagnie Tradition Ford (ventes) Ltée au montant total de 42 521,93 $ (taxes incluses) soit retenue étant la plus basse soumission reçue conforme, le tout conditionnel à l'approbation du règlement no 4606 par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

258/3/15

- Fourniture et livraison d'un camion 10 roues et d'un camion 12 roues avec accessoires (Soumission no DR15-PUB-010 – Ouverture 18.02.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de la compagnie Centre du camion Beaudoin inc. au montant total de 446 382,60 $ (taxes incluses) soit retenue étant la plus basse soumission reçue conforme, le tout conditionnel à l'approbation du règlement no 4606 par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

259/3/15

- Impression du bulletin municipal d'information (Soumission no DR15-INV-011 – Ouverture 20.02.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la soumission de la compagnie Imprimerie Lemire inc. au montant total de 35 312,18 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

260/3/15

- Fourniture et livraison d'ordinateurs de table, de portables et d'accessoires informatiques pour l'année 2015 (Soumission no DR15-INV-038 – Ouverture)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de la compagnie Lunik intelligence technologique inc. au montant total de 60 900,45 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

261/3/15

- Service professionnels – Contrôle des matériaux par un laboratoire – Parc industriel Saint-Nicéphore, phase 1 (Soumission no DR15-PUB-007 – Ouverture 25.02.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de la compagnie LVM, une division d'EnGlobe Corp. au montant de 73 957,67 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

262/3/15

- Services professionnels – Gérance de projet de construction – Construction d'une bibliothèque municipale (Soumission no DR15-PUB-001)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la soumission de la compagnie Groupe Axor inc. au montant de 1 738 285,18 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

263/3/15

- Fourniture et livraison d'appareils de protection respiratoire isolants autonome et accessoires (Soumission no DR15-PUB-008 – Ouverture 04.03.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la soumission de la compagnie Aréo-Feu Ltée au montant de 641 216,16 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

264/3/15

- Fourniture et installation de luminaires extérieurs au parc Woodyatt (Soumission no DR15-INV-001 – Ouverture 02.03.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la soumission de la compagnie Drafaf électrique inc. au montant total de 109 157,27 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

265/3/15

- Fourniture d'émulsion asphaltique (Soumission no DR15-INV-009 – Ouverture 27.02.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de la compagnie S.T.E.B., Division de Sintra inc. au montant total de 35 693,99 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

266/3/15

- Service de tonte de pelouse du terrain de l'U.T.E.U. pour une période de trois (3) ans (Soumission no DR15-INV-029 – Ouverture 04.02.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la soumission de la compagnie Les entreprises Jim (9147-1847 Québec inc.) au montant de 38 045,30 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

267/3/15

- Service d'électricien sur demande pour divers travaux (Soumission no DR15-PUB-014 – Ouverture 06.03.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie Contro-Lectric (2755-1043 Québec inc.) au montant total de 126 311,54 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

268/3/15

- Travaux de réfection des toitures du bâtiment de la sécurité publique, des ateliers municipaux et de l'usine de traitement d'eau potable
(Soumission no DR15-PUB-002 - Ouverture 04.02.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la soumission de la compagnie Les Toitures Techni Toit au montant de 521 411,63 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES :

269/3/15 - Dépôt de la liste d'embauche d'une employée surnuméraire

Monsieur le maire dépose la liste d'embauche suivante conformément à la résolution no 343/3/14 :

Employée surnuméraire :

- Secrétaire : madame Severine Bazerque (DEC en techniques administratives).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

270/3/15 - Nomination de monsieur Alexandre Leroux au poste permanent de technicien en documentation au Service des arts, de la culture et de l'immigration

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Alexandre Leroux au poste permanent de technicien en documentation au Service des arts, de la culture et de l'immigration :

- Salaire : Classe 430, échelon 2-3 ans;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

271/3/15 - Nomination de madame Suzie Desrochers au poste permanent de préposé à la trésorerie et à l'accueil au Service des finances

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de madame Suzie Desrochers au poste permanent de préposé à la trésorerie et à l'accueil au Service des finances :

- Salaire : Classe 370, échelon 0-1 an;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs;
- Entrée en poste : 13 avril 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

272/3/15 - Nomination de monsieur Renaud Boucher au poste permanent de journalier au Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Renaud Boucher au poste permanent de journalier au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 250, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

273/3/15 - Nomination de monsieur Sébastien Forcier au poste permanent de journalier au Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Sébastien Forcier au poste permanent de journalier au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 250, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

274/3/15 - Nomination de monsieur Martin Cajolet au poste permanent de manœuvre spécialisé au Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Martin Cajolet au poste permanent de manœuvre spécialisé au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 370, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

275/3/15 - Nomination de monsieur Philippe Habel au poste permanent d'inspecteur en bâtiment au Service de l'urbanisme

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Philippe Habel au poste permanent d'inspecteur en bâtiment au Service de l'urbanisme :

- Salaire : Classe 520, échelon 0-1 an;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

276/3/15 - Signature d'une entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux cols blancs afin de procéder à la nomination de madame Karine Bernard au poste de salarié permanent à temps partiel (PTP) 3 et d'abolir le poste de salarié permanent à temps partiel (PTP) 5

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le directeur du Service des ressources humaines à signer une entente avec le Syndicat des employés municipaux cols blancs afin de procéder à la nomination de madame Karine Bernard au poste de salarié permanent à temps partiel (PTP) 3 et d'abolir le poste de salarié permanent à temps partiel (PTP) 5.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

GREFFE ET SERVICES JURIDIQUES :

277/3/15 - Projet de loi privée concernant le rejet des matières non autorisées dans les réseaux d'égout de la Ville adressé au représentant provincial élu, le député du comté de Drummond-Bois-Francs, afin que celui-ci saisisse l'Assemblée nationale du Québec de ce projet de loi

Pour les motifs figurant dans les attendus au projet de loi privée, il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville soumette le projet de loi privée concernant le rejet des matières non autorisées dans les réseaux d'égout de la Ville joint à la présente résolution en s'adressant à son représentant provincial élu, le député du comté de Drummond-Bois-Francs, afin que celui-ci saisisse l'Assemblée nationale du Québec de ce projet de loi.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

278/3/15 - Signature d'une convention d'achat des plans relatifs à la construction du campus de Drummondville à intervenir avec l'Université du Québec à Trois-Rivières (U.Q.T.R.)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention d'achat des plans relatifs à la construction du campus de Drummondville à intervenir avec l'Université du Québec à Trois-Rivières (U.Q.T.R.).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

279/3/15 - Signature d'une entente pour services professionnels relatifs à la construction d'un campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières (U.Q.T.R.) à Drummondville

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente de services professionnels relatifs à la construction d'un campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières (U.Q.T.R.) à Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

280/3/15 - Signature d'une cession de contrat de gestion à intervenir avec l'Université du Québec à Trois-Rivières (U.Q.T.R.) et Maninge Groupe Conseil inc.

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une cession de contrat de gestion à intervenir avec l'Université du Québec à Trois-Rivières (U.Q.T.R.) et Maninge Groupe Conseil inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

281/3/15 - Modification du règlement no 4581 autorisant un emprunt de 8 387 000 $ pour des travaux d'infrastructures et d'acquisition de terrains pour la construction de la phase I du parc industriel du secteur Saint-Nicéphore

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville modifie l'article 2 du règlement no 4581 autorisant un emprunt de 8 387 000 $ pour des travaux d'infrastructures et d'acquisition de terrains pour la construction de la phase I du parc industriel du secteur Saint-Nicéphore, et ce, de la façon suivante :

« Le conseil est autorisé à exécuter ou à faire exécuter des travaux d'aqueduc, d'égouts domestique et pluvial, de construction de postes de pompage, des travaux de voirie et l'acquisition des terrains portant les numéros de lots 3 896 175 PTIE, 3 896 180, 5 038 536 et 5 038 538 PTIE dont le détail est donné à la cédule « B » du présent règlement et dont le coût est estimé à 8 387 000 $, incluant les frais de financement, les taxes et les imprévus, lesquels travaux seront exécutés sous la surveillance de l'ingénieur municipal. »

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

282/3/15 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec monsieur Daniel Duranleau pour le prolongement du service d'aqueduc au 7720 du boulevard Saint-Joseph

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec monsieur Daniel Duranleau pour le prolongement du service d'aqueduc au 7720 du boulevard Saint-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

TRANSPORT EN COMMUN / STATIONNEMENT / MESURES D'URGENCE / DÉVELOPPEMENT SOCIAL :

283/3/15 - Signature d'un addenda no 4 au contrat de transport en commun à intervenir avec Multi-Transports Drummond inc.

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un addenda no 4 au contrat de transport en commun à intervenir avec Multi-Transports Drummond inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

284/3/15- Protocole d'entente avec la Maison Habit-Action de Drummondville inc. pour subvention au fonctionnement

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Maison Habit-Action de Drummondville inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention au fonctionnement de 5 000 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

285/3/15 - Mise en place de signalisation d'interdiction de virage à gauche à l'intersection des rues Mitchell et Newton

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la mise en place de signalisation d'interdiction de virage à gauche à l'intersection des rues Mitchell et Newton :

- interdiction de virage à gauche sur Mitchell à partir de Newton en direction nord;
- interdiction de virage à gauche sur Newton à partir de Mitchell en direction est.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE :

286/3/15 - Subvention de 1 500 $ – Accueil et réalisation de la 31e session d'étude de l'Association des pompiers instructeurs du Québec (LAPIQ) 2015

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ pour l'accueil et la réalisation de la 31e session d'étude de l'Association des pompiers instructeurs du Québec (LAPIQ) 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES LOISIRS :

287/3/15 - Adoption de la Politique de tarification révisée au 16 mars 2015 pour la location des surfaces glacées intérieures

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'adoption de la Politique de tarification révisée au 16 mars 2015 pour la location des surfaces glacées intérieures.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

288/3/15 - Fermeture du boulevard Mercure entre les rues Celanese et Raimbault pour la tenue de la Journée champêtre qui se tiendra au parc Sainte-Thérèse le samedi 9 mai 2015

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la fermeture du boulevard Mercure entre les rues Celanese et Raimbault pour la tenue de la Journée champêtre qui se tiendra au parc Sainte-Thérèse le samedi 9 mai 2015 de 8 h à 18 h.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

289/3/15- Signature d'un contrat de location à intervenir avec Réseau aquatique Drummondville pour l'utilisation de l'Aqua complexe et de la piscine du Centre

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec Réseau aquatique Drummondville pour l'utilisation de l'Aqua complexe et de la piscine du Centre du 1er janvier au 31 décembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

290/3/15 - Signature d'un contrat de location de cinq courts de tennis, espaces de bureaux et de rangement, d'une salle d'accueil, des vestiaires et des sanitaires à intervenir avec l'Association de tennis de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location de cinq courts de tennis, espaces de bureaux et de rangement, d'une salle d'accueil, des vestiaires et des sanitaires à intervenir avec l'Association de tennis de Drummondville pour la période du 1er octobre 2014 au 11 mai 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

291/3/15 - Autorisation à Autisme Centre-du-Québec - Tenue d'une marche de sensibilisation et d'activités à la Place St-Frédéric le vendredi 24 avril 2015 ainsi que le prêt d'équipement

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Autisme Centre-du-Québec à tenir une marche de sensibilisation et des activités à la Place St-Frédéric ainsi que le prêt d'équipement le vendredi 24 avril 2015 de 13 h à 16 h, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

292/3/15 - Protocole de services avec le Club de Voile Drummondville inc. pour la gestion du site du club de voile et de la plage municipale, saisons estivales 2015, 2016 et 2017

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de services à intervenir avec le Club de Voile Drummondville inc. pour la gestion du site du club de voile et de la plage municipale.

Le protocole d'entente est valable pour les saisons estivales 2015, 2016 et 2017 et comprend le versement d'une subvention de 40 000 $ plus les taxes par année, plus l'IPC pour les années 2016 et 2017, ainsi que le remboursement des frais d'assurances, d'énergie et de la ligne téléphonique (internet et interurbains exclus).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

293/3/15 - Autorisation à l'organisme Ensemble pour Drummond – Tenue de l'activité « Chrétiens en fête » le samedi 8 août 2015 au parc Sainte-Thérèse

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'organisme Ensemble pour Drummond à tenir l'activité « Chrétiens en fête » le samedi 8 août 2015 de 8 h à 20 h au parc Sainte-Thérèse, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

294/3/15 - Autorisation au comité organisateur – Tenue du Gran Fondo Centre-du-Québec dans certaines rues de la Ville et fermeture de rue le dimanche 23 août 2015

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur à tenir le Gran Fondo Centre-du-Québec dans certaines rues de la Ville et fermeture temporaire de la rue Montplaisir le dimanche 23 août 2015 de 6 h 30 à 16 h 30, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

295/3/15 - Autorisation au comité organisateur - Tenue de la Marche du Pardon, le vendredi 3 avril 2015 et fermeture de rue

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur de la Marche du Pardon à tenir la Marche, le vendredi 3 avril 2015 de 13 h à 15 h, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

De plus, la Ville autorise la fermeture partielle de la rue Saint-Marcel entre la rue Saint-Damase et la piste cyclable de 10 h 30 à 15 h pour la tenue de l'événement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

296/3/15 - Autorisation au Comité social de Canimex - Tenue d'une vente de garage le samedi 23 mai 2015 sur le site du 285 de la rue Saint-Georges

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Comité social de Canimex à tenir une vente de garage le samedi 23 mai 2015 sur le site du 285 de la rue Saint-Georges, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

Ladite activité sera remise au lendemain, le 24 mai 2015 en cas de pluie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

297/3/15 - Protocole d'entente et de subvention avec le Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention au fonctionnement de 167 575 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

298/3/15 - Protocole d'entente et de subvention avec le Centre communautaire Drummondville-Sud inc.

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire Drummondville-Sud inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention au fonctionnement de 134 590 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

299/3/15 - Protocole d'entente et de subvention avec le Centre communautaire Pierre-Lemaire

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire Pierre-Lemaire.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention au fonctionnement de 139 382 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

300/3/15 - Protocole d'entente et de subvention avec le Centre communautaire Sintra St-Charles

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire Sintra St-Charles.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention au fonctionnement de 121 943 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

301/3/15 - Protocole d'entente et de subvention avec le Centre communautaire de Saint-Joachim-de-Courval

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire de Saint-Joachim-de-Courval.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention au fonctionnement de 44 636 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

302/3/15 - Protocole d'entente et de subvention avec le Centre communautaire St-Pierre inc.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire St-Pierre inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention au fonctionnement de 104 531 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

303/3/15 - Protocole d'entente et de subvention avec le Centre communautaire de loisirs Claude-Nault

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire de loisirs Claude-Nault.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention au fonctionnement de 142 102 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

304/3/15 - Protocole d'entente et subventions avec Réseau aquatique Drummondville

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Réseau aquatique Drummondville.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention spécifique de 339 850 $ plus taxes applicables et d'une subvention générale de 432 800 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

305/3/15 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire St-Pierre inc. pour l'animation aux Loisirs Drummondville-Ouest

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire St-Pierre inc. pour l'animation aux Loisirs Drummondville-Ouest.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention de 17 132 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

306/3/15 - Protocole d'entente avec l'Association régionale de loisir pour personnes handicapées du Centre-du-Québec inc.

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec différents organismes faisant partie de l'Association régionale de loisir pour personnes handicapées du Centre du Québec inc.

Les protocoles d'entente sont valables pour l'année 2015 et comprennent le versement d'une subvention de 23 506 $ non assujettie aux taxes laquelle sera répartie comme suit :

Organismes	*Montant des subventions*
1. L'Association de paralysie cérébrale région Mauricie et Centre du Québec	2 282 $
2. L'Association des parents d'enfants handicapés du Centre du Québec inc.	3 180 $
3. L'Association des personnes handicapées de Drummond inc.	2 888 $
4. L'Association sourds, malentendants Centre du Québec inc.	969 $
5. L'Association de fibromyalgie Mauricie Centre du Québec	416 $
6. L'Autisme - Centre du Québec	969 $
7. Club Basketball en fauteuil roulant du Centre du Québec	969 $
8. Conseil Canadien des Aveugles du Québec Région Drummond inc.	1 186 $
9. Épilepsie Mauricie Centre-du-Québec	969 $
10. Réseau d'aide Le Tremplin inc.	1 241 $
11. Société canadienne de la sclérose en plaques section Centre-du-Québec	969 $
12. Table de concertation du loisir des personnes ayant une déficience intellectuelle de la MRC de Drummond	7 468 $
Total des subventions :	**23 506 $**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES ARTS, CULTURE ET IMMIGRATION :

307/3/15 - Protocole d'entente avec l'Ensemble folklorique Mackinaw inc.

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec l'Ensemble folklorique Mackinaw inc.

Le protocole d'entente est valable pour la l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention au fonctionnement de 40 000 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

308/3/15 - Protocole d'entente à intervenir avec l'organisme À la portée des sons inc.

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec l'organisme À la portée des sons inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention au fonctionnement de 5 000 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

309/3/15 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour la tenue de la Fête nationale du Québec au parc Sainte-Thérèse

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller William Morales, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour la tenue de la Fête nationale du Québec qui se tiendra le 23 juin 2015 au parc Sainte-Thérèse.

Le protocole d'entente est valable pour l'édition 2015 et comprend le versement d'une subvention de 27 525 $ plus l'IPC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

310/3/15 - Versement de bourses à différents lauréats dans le cadre du Programme de soutien à la pratique artistique des jeunes pour l'année de référence 2014

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le versement d'un montant de 9 700 $ en vertu de l'entente entre le Ministère de la culture et des communications et la Ville de Drummondville pour l'année 2015. Ce montant servira à l'émission des chèques destinés aux jeunes boursiers et boursières de l'année de référence 2014 du Programme de soutien à la pratique artistique des jeunes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

311/3/15 - Protocole d'entente avec la Corporation d'animation Heriot pour l'animation de la Place Saint-Frédéric

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Corporation d'animation Heriot pour l'animation de la Place Saint-Frédéric.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2015 et comprend le versement d'une subvention au fonctionnement de 64 000 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

312/3/15 - Subvention de 3 000 $ - Comité des citoyens du Quartier Saint-Joseph pour la 5e édition de l'événement « Quartier Saint-Joseph, sur une bonne note »

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 3 000 $ au Comité des citoyens du Quartier Saint-Joseph pour la tenue de la 5e édition de l'événement « Quartier Saint-Joseph, sur une bonne note ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

313/3/15- Protocole d'entente et de subvention au fonctionnement à intervenir avec la Corporation de la Maison des arts Desjardins– Drummondville inc.

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de subvention au fonctionnement à intervenir avec la Corporation de la Maison des arts Desjardins-Drummondville inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention générale de 788 500 $ non assujettie aux taxes et d'une subvention spécifique de 20 800 $ plus les taxes applicables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

314/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec la Corporation de la Maison des arts Desjardins-Drummondville inc. pour l'année 2015

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec la Corporation de la Maison des arts Desjardins-Drummondville inc. pour l'année 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

315/3/15 - Subvention de 2 000 $ - Compagnie Danse en Équilibre

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 000 $ à la Compagnie Danse en Équilibre à titre de subvention 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

316/3/15 - Subvention de 1 000 $ - Les Amis de l'orgue de Drummond inc.

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ à Les Amis de l'orgue de Drummond inc. à titre de subvention 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

317/3/15 - Protocole d'entente et subvention au fonctionnement à intervenir avec le Village québécois d'antan inc.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et subvention au fonctionnement à intervenir avec le Village québécois d'antan inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention au fonctionnement de 200 000 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

318/3/15 - Protocole d'entente et subvention au fonctionnement à intervenir avec la Guilde des artistes de la région de Drummondville inc.

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et subvention au fonctionnement à intervenir avec la Guilde des artistes de la région de Drummondville inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention au fonctionnement de 5 000 $ non assujettie aux taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT :

319/3/15 - Demande de reconnaissance d'une réserve naturelle pour le Boisé Marconi auprès du ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) et autorisation de signature

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville autorise monsieur Roger Leblanc, directeur du Service du développement durable et de l'environnement à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les documents relatifs à une demande de reconnaissance d'une réserve naturelle pour le Boisé Marconi auprès du ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

320/3/15 - Renouvellement de l'entente intervenue entre la Ville de Drummondville et Cogesaf relative à la convergence des données sur la qualité de l'eau pour les années 2015 à 2018

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Cogesaf pour le maintien du portail Web et la fourniture de données dans le cadre de la convergence des données sur la qualité de l'eau du bassin versant de la rivière Saint-François.

Le protocole d'entente est valide du 31 mars 2015 au 31 mars 2018 comprenant un versement annuel de 1 200 $ exonéré de taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DE L'INGÉNIERIE :

321/3/15 - Signature d'un acte de servitude à intervenir avec la cie 9065-5127 Québec inc. et Construction D. St-Onge inc. sur une partie des lots 5 079 721, 5 079 731 et 5 079 732 du cadastre du Québec

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de servitude à intervenir avec la cie 9065-5127 Québec inc. et Construction D. St-Onge inc. sur une partie des lots 5 079 721, 5 079 731 et 5 079 732 du cadastre du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

322/3/15 - Signature d'un acte de cession à intervenir avec la cie 9065-5127 Québec inc. des lots 5 082 623, 5 356 058, 5 356 059, 5 356 060, 5 355 991, 5 356 027, 4 988 507, 5 079 739, 5 356 028, 4 991 713 et 5 082 622 du cadastre du Québec (secteur Ferdinand)

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession à intervenir avec la cie 9065-5127 Québec inc. sur les lots 5 082 623, 5 356 058, 5 356 059, 5 356 060, 5 355 991, 5 356 027, 4 988 507, 5 079 739, 5 356 028, 4 991 713 et 5 082 622 du cadastre du Québec situés dans le secteur Ferdinand.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

323/3/15 - Signature d'un acte de vente à intervenir avec le Centre de la petite enfance sur une patte du lot 5 283 075 du cadastre du Québec

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente à intervenir avec le Centre de la petite enfance sur une patte du lot 5 283 075 du cadastre du Québec situé à l'angle des rues Morse et des Tours.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

324/3/15 - Présentation de la programmation TECQ 2014-2018

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2014 à 2018;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville :

- s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle;

- s'engage à être la seule responsable et à dégager le Canada et le Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2014-2018;
- approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire de la programmation de travaux jointe à la présente et de tous les autres documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- s'engage à atteindre le seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales fixé à 28 $ par habitant par année, soit un total de 140 $ par habitant pour l'ensemble des cinq années du programme;
- s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS :

325/3/15 - Mandat à messieurs Marc Proulx et Éric Landry en tant que signataires des demandes de permissions de voirie au ministère des Transports du Québec pour la Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville mandate messieurs Marc Proulx, directeur du Service des travaux publics et Éric Landry, surintendant au Service des travaux publics à signer toute demande de « permission de voirie » du ministère des Transports du Québec, concernant de futurs travaux ou aménagements que le Service des travaux publics pour la Ville de Drummondville aurait à y effectuer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DE L'URBANISME :

326/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 209 de la rue Saint-Damase

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter le pourcentage et la superficie maximale de plancher utilisés pour la fabrication sur place de produits alimentaires à titre d'usage accessoire à un usage commercial de vente au détail de la viande (5421) faisant partie de la classe d'usage C-2 (commerce local), et ce, sur le lot 3 756 579 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 209 de la rue Saint-Damase, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.32);

CONSIDÉRANT QU'actuellement, à l'intérieur du bâtiment visé par la demande, la superficie de fabrication de produits de viande est établie à environ cent soixante-cinq mètres carrés (165 m^2);

CONSIDÉRANT QUE cette superficie représente approximativement quatre-vingt-dix pour cent (90 %) de la superficie totale de l'établissement établie à cent quatre-vingt-cinq mètres carrés (185 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage actuel prescrit, pour un usage accessoire à un usage commercial de vente au détail de la viande (5421) faisant partie de la classe d'usage C-2 (commerce local) que la superficie de plancher maximale de l'espace utilisé pour fabriquer les produits alimentaires ne peut excéder soixante-cinq pour cent (65 %) de la superficie de plancher de l'établissement, sans toutefois être supérieure à cent mètres carrés (100 m^2) ce qui constitue des irrégularités respectives de vingt-cinq pour cent (25 %) et de soixante-cinq mètres carrés (65 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par la demanderesse pour justifier la demande sont les suivants :
- Une nouvelle compagnie Distribution GBL Inc. a été formée en octobre 2013 et un des propriétaires de l'entreprise possède plusieurs fermes d'élevage de bœuf Highland au Centre du Québec et dans les Cantons de l'Est. Il possède 1500 bœufs et sa vision est de 2 000 d'ici le printemps et son cheptel pourrait éventuellement atteindre 10 000 têtes.
- Nous faisons la transformation du bœuf Highland qui est de plus en plus connu des consommateurs, car c'est un bœuf très protéiné et moins gras et sans OGM ni hormones de croissance.
- Nous aurons une aire de vente au détail dans les prochaines semaines pour écouler les produits que nous fabriquons sur place.
- Nous prévoyons déménager d'ici quelques années dans le secteur industriel, car nous sommes déjà à l'étroit.

CONSIDÉRANT QUE le site visé par la demande est le siège social de la compagnie où l'ensemble de la transformation alimentaire des produits de la viande de l'entreprise s'effectue;

CONSIDÉRANT QU'il n'y a aucun abattage animal sur place;

CONSIDÉRANT QUE l'entreprise dispose d'un kiosque de vente au Marché Public de Drummondville ainsi que dans divers établissements d'épicerie et de restauration autant au Centre-du-Québec que dans les Cantons de l'Est;

CONSIDÉRANT QUE les requérants ont soumis, au soutien de la demande, un plan d'aménagement d'une aire de vente au détail à l'intérieur du bâtiment visé d'une superficie approximative de vingt-deux mètres carrés (22 m^2) représentant environ dix pour cent (10 %) de la superficie de plancher;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement de zonage causerait un préjudice sérieux à la requérante étant donné :
- la présence actuelle d'une aire de vente au Marché Public de Drummondville;
- que la réduction de la superficie nécessaire à la transformation sur place des produits de la viande occasionnerait une problématique d'espace et de volume de production pour répondre aux besoins de la clientèle des épiceries et des restaurateurs;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété compte tenu du caractère résidentiel et commercial du secteur ainsi que des antécédents commerciaux du site visé par la demande;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QU'il y aurait toutefois lieu d'exiger la présence d'une superficie minimale d'aire de vente au détail conditionnellement à l'acceptation de la demande;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de soixante-cinq pour cent (65 %) à quatre-vingt-douze pour cent (92 %) et de cent mètres carrés (100 m^2) à cent soixante-dix mètres carrés (170 m^2), la proportion et la superficie maximale de plancher utilisées pour la fabrication de produits alimentaires à titre d'usage accessoire à un usage commercial de vente au détail de la viande (5421) faisant partie de la classe d'usage C-2 (commerce local), **à la condition** de conserver une aire de vente au détail d'une superficie minimale de quinze mètres carrés (15 m^2), et ce, sur le lot 3 756 579 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 209 de la rue Saint-Damase.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

327/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 800 de la rue Faucher

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge avant secondaire minimale applicable au bâtiment principal existant composé d'un (1) étage et situé sur le lot 4 134 413 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 800 de la rue Faucher, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.33);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé par la demande de type unifamilial de structure isolée a été construit en 1963;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation préparé en vue de la vente de l'immeuble a permis de constater la non-conformité de la marge avant secondaire minimale applicable au bâtiment principal existant implanté à une distance de deux virgule vingt-neuf mètres (2,29 m) de la rue Pelletier;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur, la marge avant secondaire minimale applicable au bâtiment principal est établie à cinq virgule quatre mètres (5,4 m), ce qui constitue une irrégularité de trois virgule onze mètres (3,11 m);

CONSIDÉRANT QUE la marge avant minimale applicable à l'époque de la construction était établie à trois virgule soixante-six mètres (3,66 m);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé par la demande dispose d'une superficie de quatre cent cinquante-huit virgule neuf mètres carrés (458,9 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la marge avant du bâtiment visé par la demande est similaire au bâtiment voisin au sud-est implanté à une distance approximative de deux mètres (2 m) de la rue Pelletier;

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par le requérant pour justifier la demande est à l'effet que le déplacement du bâtiment représenterait un coût trop élevé;

CONSIDÉRANT QUE la longueur de la façade où la marge avant secondaire est dérogatoire est de douze virgule dix-neuf mètres (12,19 m) pour la façade du bâtiment donnant vers la rue Pelletier;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction de la marge avant secondaire respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de son existence depuis cinquante-deux (52) ans;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement relatif à la marge avant secondaire minimale a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu du projet de vente de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction du bâtiment principal semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de cinq virgule quatre mètres (5,4 m) à deux virgule vingt-neuf mètres (2,29 m) la marge avant secondaire minimale applicable au mur du bâtiment principal donnant vers la rue Pelletier, **à la condition** que le mur où la distance est dérogatoire n'excède pas douze virgule vingt-cinq mètres (12,25 m), et ce, pour un bâtiment principal existant composé d'un (1) étage et situé sur le lot 4 134 413 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 800 de la rue Faucher.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

328/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 1328-1332 de la rue Lalemant

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la distance minimale entre deux (2) entrées charretières existantes, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 082 847 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 1328-1332 de la rue Lalemant, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.34);

CONSIDÉRANT QUE les requérants désirent régulariser la présence d'une seconde entrée charretière d'une largeur approximative de trois mètres (3 m) aménagée en cour avant gauche à une distance de huit virgule quarante-sept mètres (8,47 m) de l'entrée charretière donnant accès à l'aire de stationnement située en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'on retrouve également une allée de circulation en cours avant et latérale droite d'une largeur d'environ trois virgule vingt-sept mètres (3,27 m) menant à une aire de stationnement localisée en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé par la demande est de type trifamilial (H-3) de structure isolée;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, la distance minimale entre deux (2) entrées charretières est établie à dix mètres (10 m) ce qui constitue une irrégularité d'un virgule cinquante-trois mètre (1,53 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :

- Nous avons acheté l'immeuble du 1328-1330-1332 de la rue Lalemant en janvier 2011 et peu de temps après nous nous sommes rendus, ma femme et moi à l'hôtel de ville avec des documents et des photos en main en prévision de faire une demande pour un 2e stationnement en cour avant pour notre locataire du logement au sous-sol alors très malade. On nous a alors dit qu'il n'y a pas de permis pour ce type de travaux et qu'il n'y a pas de problème, toutefois en 2014 j'ai reçu une lettre de la ville à la suite d'une plainte à l'effet que la présence de ma 2^{e} entrée est non conforme.
- Je vous demande donc d'accepter cette dérogation mineure étant donné qu'elle n'est que le résultat de mauvais voisinage et que verbalement vous nous aviez donné la permission et qu'elle a été réalisée en 2011.
- Jamais nous n'aurions fait cette entrée si nous avions eu des doutes sur sa légalité.

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve dans ce secteur d'autres cas similaires d'aménagement de deux (2) entrées charretières en cour avant aménagées à une distance inférieure à dix mètres (10 m), dont un sur le terrain voisin droit de celui visé par la demande;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, la plupart de ces aménagements auraient été réalisés conformément à la réglementation en vigueur au moment de la construction du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé par la demande dispose d'une largeur de quinze virgule vingt-quatre mètres (15,24 m) et d'une superficie de cinq cent soixante-quinze virgule neuf mètres carrés (575,9 m^2);

CONSIDÉRANT QU'on retrouve également la présence en cour arrière d'un garage privé isolé de cinquante-cinq mètres carrés (55 m^2) limitant les aires de stationnement disponibles;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée charretière visée par la demande dispose d'une largeur réduite établie à trois mètres (3 m);

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de l'entrée charretière visée par la demande a impliqué la coupe d'un arbre et la perte de superficie engazonnée en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE toutefois l'aménagement de l'aire de stationnement pour la locataire à proximité de l'accès au logement situé au sous-sol semble avoir été réalisé de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation du terrain, à la suite des travaux d'aménagement de la seconde entrée charretière, ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux aux requérants, compte tenu de la perte d'un stationnement très utile et des coûts associés aux travaux;

CONSIDÉRANT QUE de façon générale, il est toutefois souhaitable de préserver les espaces verts en cour avant au bénéfice de l'effet visuel d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'il y aurait donc lieu d'exiger la plantation de deux (2) arbres en cour avant afin d'atténuer l'impact de la dérogation demandée;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de dix mètres (10 m) à huit virgule quatre mètres (8,4 m) la distance minimale entre deux (2) entrées charretières existantes **à la condition** de planter au moins deux (2) arbres colonnaires en cour avant d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 082 847 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 1328-1332 de la rue Lalemant.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

329/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 544 du 5e Rang

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge avant secondaire minimale applicable au bâtiment principal existant composé d'un (1) étage et situé sur le lot 4 632 997 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 544 du 5e Rang, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.35);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé par la demande de type unifamilial de structure isolée a été construit en 1987;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'un certificat de localisation préparé en vue de la vente de l'immeuble a permis de constater la non-conformité de la marge avant secondaire minimale applicable au bâtiment principal existant implanté à une distance de cinq virgule huit mètres (5,8 m) du rang Saint-Patrice;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur, la marge avant secondaire minimale applicable au bâtiment principal est établie à huit virgule un mètres (8,1 m), ce qui constitue une irrégularité de deux virgule trois mètres (2,3 m);

CONSIDÉRANT QUE la marge avant minimale applicable à l'époque de la construction était établie à neuf virgule quatorze mètres (9,14 m);

CONSIDÉRANT QUE la norme du règlement de zonage de l'époque s'appliquait toutefois à tout mur donnant vers une voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé par la demande est situé en zone agricole et dispose d'une superficie de terrain importante établie à neuf mille cent soixante-six virgule cinq mètres carrés (9 166,5 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté à une distance de neuf virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (9,98 m) du 5e Rang conformément à la réglementation actuellement en vigueur;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment visé par la demande fait face à l'intersection des rangs 5 et Saint-Patrice;

CONSIDÉRANT QUE le coin arrière gauche du bâtiment est implanté à une distance approximative de douze mètres (12 m) du rang Saint-Patrice;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation touche donc le coin avant gauche du bâtiment ainsi qu'une partie du mur latéral gauche donnant vers le rang Saint-Patrice sur une longueur d'environ quatre virgule quatre mètres (4,4 m) par rapport à la longueur totale du mur établie à onze virgule quarante-deux mètres (11,42 m);

CONSIDÉRANT QUE la proportion du mur latéral gauche où la marge avant secondaire est dérogatoire est donc de trente-huit virgule cinq pour cent (38,5 %);

CONSIDÉRANT QUE le site visé par la demande est localisé en zone agricole où peu de nouvelles constructions peuvent se réaliser;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment ne semble pas nuire à la visibilité pour les utilisateurs du réseau routier à l'angle des rangs 5 et Saint-Patrice;

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par le requérant est à l'effet que le déplacement du bâtiment représenterait un coût trop élevé;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction de la marge avant secondaire respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de son existence depuis vingt-huit (28) ans;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement relatif à la marge avant secondaire minimale a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu du projet de vente de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction du bâtiment principal semblent avoir été effectués de bonne foi à l'époque;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de huit virgule un mètres (8,1 m) à cinq virgule huit mètres (5,8 m) la marge avant secondaire minimale applicable au mur avant secondaire du bâtiment principal donnant vers le rang Saint-Patrice, **à la condition** que le mur où la distance est dérogatoire n'excède pas cinq virgule cinq mètres (5,5 m) et ce, pour un bâtiment principal existant composé d'un (1) étage et situé sur le lot 4 632 997 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 544 du 5^{e} Rang.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

330/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1930 de la rue Daniel

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge latérale droite minimale applicable au bâtiment principal existant de type unifamilial (H-1) de structure isolée composé d'un étage et situé sur le lot 3 534 351 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1930 de la rue Daniel, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.36);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal de type unifamilial (H-1) de structure isolée a été construit sur le site visé par la demande en 1973;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'un certificat de localisation préparé en vue de la vente de l'immeuble a permis de constater la non-conformité de la marge latérale droite applicable au bâtiment principal existant implanté à une distance d'un virgule quatre-vingt-sept mètre (1,87 m) de la ligne latérale droite de terrain;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur la marge latérale droite minimale applicable au bâtiment principal est établie à deux mètres (2 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule treize mètre (0,13 m);

CONSIDÉRANT QU'à l'époque de la construction la marge latérale droite minimale était également établie à deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par le requérant pour justifier la demande est à l'effet que le déplacement du bâtiment principal représenterait un coût trop élevé;

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire est établie à huit virgule cinq mètres (8,5 m);

CONSIDÉRANT QU'on retrouve la présence d'une haie de cèdres d'une hauteur d'environ deux mètres (2 m) en cours latérale et arrière le long de la ligne latérale droite de terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de son existence depuis quarante-deux (42) ans;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction de la marge latérale droite respecte, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'application du règlement relatif à la marge latérale droite minimale a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu du projet de vente de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction du bâtiment principal semblent avoir été effectués de bonne foi à l'époque;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de deux mètres (2 m) à un virgule quatre-vingt-sept mètre (1,87 m) la marge latérale droite minimale, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas huit virgule six mètres (8,6 m), et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un étage et situé sur le lot 3 534 351 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1930 de la rue Daniel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

331/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 320 du boulevard Saint-Joseph

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de permettre en cour avant une structure à toit plat rigide au-dessus d'une terrasse et permettre un matériau de recouvrement de type multi couche sur une structure à toit plat rigide située au-dessus d'une terrasse, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 704 668 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 320 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.13);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite modifier l'architecture du bâtiment commercial existant afin de lui conférer la signature architecturale Bâton Rouge;

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre de ces transformations, le requérant souhaite construire une terrasse avec un toit rigide rattachée au bâtiment en cours avant et latérale droite;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage :
- les terrasses composées d'une structure et d'une toiture rigides sont autorisées seulement dans les cours latérales et arrière;
- seuls les matériaux de recouvrement de toiture de type bardeaux d'asphalte ou de cèdres, les parements métalliques prépeints et traités en usine, les tuiles d'ardoise, d'argile, de cuivre ou d'acier et les polyéthylènes (polymère) sont autorisés sur une toiture rigide construite au-dessus d'une terrasse;

CONSIDÉRANT QUE le projet implique la construction en cour avant d'une structure à toit plat rigide au-dessus d'une terrasse, ce qui est non conforme à la règlementation;

CONSIDÉRANT QUE le projet implique l'application d'un matériau de recouvrement de type multi couche sur une toiture rigide située au-dessus d'une terrasse localisée en cours avant et latérale droite, ce qui est non conforme à la règlementation;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :
- le toit rigide situé au-dessus de la terrasse fait partie intégrante du bâtiment et augmente la qualité du design global de celui-ci;
- l'installation d'un toit fixe éliminera la nécessité d'installer un système de toit temporaire en toile ou en tout autre matériau fait de textile;
- les toiles risquent de perdre leur coloration au soleil;
- nous éliminerons la vue d'une structure métallique en hiver;
- les lignes horizontales et contemporaines du toit viendront envelopper le coin du bâtiment et intègreront la terrasse à même le restaurant;
- le bâtiment semblera moins élevé en ayant deux (2) niveaux de toit;
- un toit permanent offrira une protection accrue face aux intempéries tout en maximisant les jours d'utilisation de la terrasse;

CONSIDÉRANT QUE la demande a comme objectif de prolonger la période estivale propice pour accueillir des clients à l'extérieur de l'établissement de restauration;

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'une période importante pour les exploitants d'un établissement de restauration qui souhaitent être moins influencés par les conditions météorologiques variables en début et en fin de saison estivale;

CONSIDÉRANT QU'il est primordial pour ce genre d'établissement de profiter d'aménagements extérieurs permettant de bénéficier davantage de la saison estivale;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse située en cours avant et latérale droite s'intègre harmonieusement au bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant étant donné que la présence de la terrasse à toit plat rigide en cours avant et latérale droite permet d'animer le bâtiment et d'éviter la monotonie de l'architecture;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation projetée du terrain par l'immeuble visé par la demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de la qualité des matériaux employés;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de permettre en cour avant une structure à toit plat rigide au-dessus d'une terrasse et permettre un matériau de recouvrement de type multicouche sur une structure à toit plat rigide située au-dessus d'une terrasse en cours avant et latérale droite, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 704 668 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 320 du boulevard Saint-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

332/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1965 de la rue Fradet

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la hauteur maximale du bâtiment principal et la différence maximale de hauteur entre le bâtiment à construire et le bâtiment voisin existant ayant la hauteur la plus basse dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée de deux (2) étages avec garage privé attenant qui sera située sur le lot 3 533 059 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1965 de la rue Fradet, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.14);

CONSIDÉRANT QUE le projet des requérants est de construire une résidence unifamiliale isolée de deux (2) étages avec garage privé attenant d'une hauteur de sept virgule soixante-cinq mètres (7,65 m);

CONSIDÉRANT QUE les requérants ont soumis en janvier 2014 une demande de dérogation mineure visant à augmenter la hauteur maximale et réduire la marge avant minimale du bâtiment principal projeté;

CONSIDÉRANT QUE cette demande a été acceptée par le conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE ce projet pouvait donc profiter d'une dérogation quant à la hauteur maximale avec une hauteur à mi-pignon établie à 7,01 mètres;

CONSIDÉRANT QUE les requérants soumettent une nouvelle demande étant donné que leur dessinateur a indiqué sur ses plans de construction une mauvaise mesure en ce qui concerne la hauteur du bâtiment principal projeté;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur soumise dans le cadre de la première demande était de sept virgule zéro un mètres (7,01 m) et que la nouvelle hauteur est dans les faits de sept virgule soixante-cinq mètres (7,65 m);

CONSIDÉRANT QUE la hauteur réelle du bâtiment principal projeté est la même que celle du bâtiment présenté dans le cadre de la première demande et que seule la cote de hauteur est modifiée;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé par la demande serait implanté entre deux (2) résidences unifamiliales isolées existantes, soit :
- la résidence située au 1955 de la rue Fradet composée de deux (2) étages (en partie arrière) et d'une hauteur de quatre virgule quatre-vingt-douze mètres (4,92 m);
- la résidence située au 1975 de la rue Fradet composée de deux (2) étages (en partie latérale droite) et d'une hauteur de cinq virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (5,98 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage :
- lorsque des bâtiments principaux sont érigés sur des terrains adjacents, la hauteur du bâtiment à construire doit correspondre à la moyenne des hauteurs des bâtiments principaux déjà érigés sur les terrains adjacents, soit pour le présent dossier, une hauteur maximale de six mètres (6 m), ce qui constitue une irrégularité d'un virgule soixante-cinq mètre (1,65 m);
- la différence maximale de hauteur entre le bâtiment à construire et le bâtiment voisin existant ayant la hauteur la plus basse est de deux mètres (2 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule soixante-treize mètre (0,73 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par les requérants pour justifier la demande sont à l'effet :
- qu'il y a obligation de construire une résidence de deux (2) étages compte tenu de l'espace constructible réduit;
- que la résidence démolie sur le terrain visé possédait deux (2) étages;
- que le plan initial a été modifié afin de mieux intégrer la résidence projetée malgré une perte d'espace habitable;
- que la hauteur de la résidence projetée s'apparente avec celle à droite située au 1975 de la rue Fradet;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif de la réglementation en matière de hauteur est d'assurer une harmonie en terme de gabarit avec les habitations voisines;

CONSIDÉRANT QUE les requérants ont modifié leur projet initial afin de s'approcher de la hauteur maximale permise;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé attenant à la résidence projetée sera localisé du côté gauche, soit du côté de la résidence possédant la plus faible hauteur;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit des résidences que l'on retrouve dans le secteur est très varié;

CONSIDÉRANT QUE l'architecture proposée pour la résidence visée respecte les caractéristiques et le langage architectural du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement risque de causer un préjudice sérieux aux requérants compte tenu de la difficulté à construire une habitation de deux (2) étages sur un terrain de faible superficie et réduit par la présence d'un talus à l'arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement risque également de causer un préjudice sérieux aux requérants compte tenu du bâtiment de faible hauteur que l'on retrouve sur l'un des terrains voisins;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet objet :

- d'augmenter de six mètres (6 m) à sept virgule huit mètres (7,8 m) la hauteur maximale du bâtiment principal projeté;
- d'augmenter de deux mètres (2 m) à deux virgule quatre-vingt-neuf mètres (2,89 m) la différence maximale de hauteur entre le bâtiment à construire et le bâtiment voisin existant ayant la hauteur la plus basse;

et ce, sur le lot 3 533 059 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1965 de la rue Fradet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

333/3/15 - Dépôt du procès-verbal (18.02.15) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 18 février 2015 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

334/3/15 - Acceptation des travaux de démolition du bâtiment (incluant les constructions accessoires) situé au 4560 du boulevard Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition du bâtiment (incluant les constructions accessoires) situé au 4560 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.28);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment (incluant les constructions accessoires) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir le bâtiment principal et les constructions accessoires;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment et les constructions accessoires visés ne présentent pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QU'un projet de construction est prévu sur ce terrain;

CONSIDÉRANT QUE dans l'éventualité où le projet de construction ne serait pas réalisé, le terrain visé par les démolitions serait engazonné au plus tard dans les douze (12) mois suivant la date d'émission du permis de démolition;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition d'un bâtiment (incluant les constructions accessoires) (comme mentionné ci-dessus) situé au 4560 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

335/3/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 2645 du boulevard Lemire – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 2645 du boulevard Lemire, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.29);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent à remplacer certaines fenêtres du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres du module arrière du bâtiment sont remplacées par des fenêtres de type « fixe avec certaines sections ouvrantes (auvent) » dont les encadrements sont de couleur verte;

CONSIDÉRANT QUE le modèle et la couleur proposés pour les fenêtres s'harmonisent avec les autres fenêtres du bâtiment ainsi qu'avec l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'intervention s'effectue dans le respect du style architectural du bâtiment et de celui du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 2645 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

336/3/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 75, 13e Avenue – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 75 de la 13e Avenue, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.30);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Damase, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie d'environ cent vingt et un mètres carrés (121 m^2) ayant deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment a un toit à quatre (4) versants d'une hauteur maximale de sept virgule quatre-vingt-seize mètres (7,96 m);

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorise une harmonisation avec celui du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la façade du bâtiment, donnant vers la rue Saint-Damase, est animée d'un retrait (perron protégé par un toit), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
pour les façades principale, avant secondaire et latérale gauche
- de la brique de couleur beige-gris;
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur beige;

pour le mur arrière
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur beige;

pour la toiture (incluant le toit protégeant le perron)
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE des moulures de couleur harmonisée avec celles se retrouvant sur le bâtiment sont installées aux pourtours des ouvertures et sur les coins des murs;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles et s'harmonisent ensemble et avec ceux que l'on retrouve dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par son architecture (matériaux, fenestration, gabarit et style), le bâtiment s'intègrera bien au milieu dans lequel il se retrouve;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière d'une largeur maximale de sept virgule cinq mètres (7,5 m) est aménagée à l'extrémité gauche de la ligne de terrain donnant sur la rue Saint-Damase ainsi que d'une largeur maximale de cinq mètres (5 m) à l'extrémité droite de la ligne de terrain donnant sur la 13^{e} Avenue;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres en cour avant (rue Saint-Damase) et un (1) arbre en cour avant secondaire (13^{e} Avenue) sont plantés;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m);

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) qui sera situé au 75 de la 13^{e} Avenue, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

337/3/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'immeuble qui sera situé au 2020 du boulevard Jean-De Brébeuf – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'immeuble qui sera situé au 2020 du boulevard Jean-De Brébeuf, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.31);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./ boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un nouveau bâtiment commercial et à aménager le site;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté à l'intersection des boulevards Jean-De Brébeuf et Lemire, soit à environ onze virgule soixante-six mètres (11,66 m) de la ligne de terrain bordant l'emprise du boulevard Jean-De Brébeuf et à environ neuf virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (9,98 m) de la ligne de terrain bordant la piste cyclable aux abords du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti sur les boulevards Jean-De Brébeuf et Lemire;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une bonne visibilité à partir desdits boulevards;

Bâtiment

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment a une superficie approximative de deux cent trente-sept mètres carrés (237 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le toit du bâtiment est de type « plat »;

CONSIDÉRANT QUE les diverses façades sont animées par des modulations de matériaux et/ou par de la fenestration;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs sont :
<u>pour la façade principale (façade donnant vers le boulevard Jean-De Brébeuf) (excluant la porte ouvrant sur un axe horizontal de type « garage »)</u>
- du verre et du verre tympan sur au moins trente-trois pour cent (33 %) de la surface du mur;
- de la brique d'argile de couleur rouge sur au moins vingt-cinq pour cent (25 %) de la surface du mur;
- du clin métallique de couleurs gris blanc et gris pâle posé à l'horizontale sur au moins vingt-sept pour cent (27 %) de la surface du mur;
- des panneaux métalliques stylisés de couleur gris foncé pour des bandeaux verticaux sur au moins quinze pour cent (15 %) de la surface du mur;

<u>pour la façade avant secondaire (façade donnant vers le boulevard Lemire) (excluant la porte ouvrant sur un axe horizontal de type « garage »)</u>
- de la brique d'argile de couleur rouge sur au moins cinquante pour cent (50 %) de la surface du mur;
- du clin métallique de couleur gris-bleu et gris pâle posé à l'horizontale sur au moins vingt-huit pour cent (28 %) de la surface du mur;
- du verre ou du verre tympan sur au moins douze pour cent (12 %) de la surface du mur;
- des panneaux métalliques stylisés de couleur gris foncé pour des bandeaux verticaux sur au moins dix pour cent (10 %) de la surface du mur;

<u>pour les murs latéral gauche et arrière</u>
- de la brique d'argile de couleur rouge sur environ cinquante pour cent de la surface des murs;
- du clin métallique de couleurs gris blanc et gris pâle posé à l'horizontale sur environ cinquante pour cent (50 %) de la surface des murs;

CONSIDÉRANT QUE la variation des matériaux permet de limiter la longueur des murs et d'animer ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une entrée principale localisée à l'extrémité droite de la façade donnant vers le boulevard Jean-De Brébeuf et de quelques entrées secondaires localisées sur les façades latérale gauche et avant secondaire donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE le module de l'entrée principale est souligné par un traitement architectural particulier et distinctif composé d'une bonne fenestration, d'une marquise et d'un mur accent, le tout aménagé à l'intersection des façades donnant vers les boulevards Jean-De Brébeuf et Lemire ce qui permet de bien marquer l'entrée et de bien diriger la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE la marquise de type « toit plat » et le mur accent marquant l'entrée principale du bâtiment sont composés de panneaux métalliques stylisés de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est aménagé de jeux de matériaux et d'une fenestration abondante (fenestration abondante sur les murs donnant sur les voies de circulation), ce qui bonifie le traitement architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une porte ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » de couleur grise est aménagée à l'extrémité gauche de la façade donnant vers le boulevard Jean-De Brébeuf et une autre de mêmes modèle et couleur à l'extrémité droite de la façade donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE les appareils mécaniques sur le toit sont dissimulés par des écrans dont le matériau et la couleur s'harmonisent avec ceux se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux se retrouvant sur le bâtiment permettent une intégration harmonieuse avec l'environnement dans lequel ce dernier s'implante et s'harmonisent bien entre eux et avec ceux se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé est sobre et de qualité;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural du bâtiment permet à ce dernier de dégager une image de marque et de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes détachées du bâtiment seront enlevées du site;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière d'une largeur d'environ sept virgule neuf mètres (7,9 m) est aménagée à l'extrémité gauche de la ligne de terrain donnant sur le boulevard Jean-De Brébeuf et une d'une largeur approximative de sept virgule soixante-deux mètres (7,62 m) à l'extrémité droite de la ligne de terrain donnant sur le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE cinq (5) cases de stationnement positionnées en angle sont aménagées en cour avant donnant vers le boulevard Jean-De Brébeuf, deux (2) cases positionnées parallèlement à la ligne de terrain donnant vers le boulevard Lemire et six (6) cases en angle aux abords de la ligne arrière de terrain;

CONSIDÉRANT QU'une allée de circulation à sens unique est aménagée au pourtour du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des aires de stationnement est sécuritaire et limite les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur d'au moins un mètre (1 m) dans laquelle au moins quatre (4) arbres sont plantés est réalisée en cour avant donnant vers le boulevard Jean-De Brébeuf;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) tronçons d'arbustes d'une longueur d'au moins six mètres (6 m) et d'une hauteur d'au moins zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à la plantation sont plantés entre lesdits arbres;

CONSIDÉRANT QUE l'emprise du boulevard Jean-De Brébeuf à une largeur approximative de quatre virgule six mètres (4,6 m) et qu'elle est engazonnée par le requérant;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur d'au moins un mètre (1 m) dans laquelle au moins cinq (5) arbres sont plantés est réalisée en cour avant donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) tronçons d'arbustes d'une longueur d'au moins six mètres (6 m) et d'une hauteur d'au moins zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à la plantation sont plantés entre lesdits arbres;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère d'une superficie d'au moins trente-deux mètres carrés (32 m²) composée d'au moins douze (12) arbustes et/ou plantes florales d'une hauteur maximale de zéro virgule sept mètre (0,7 m) est réalisée à l'intersection des boulevards Jean-De Brébeuf et Lemire;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de protection existants localisés à l'intersection des boulevards Jean-De Brébeuf et Lemire sont enlevés;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une superficie d'au moins quarante mètres carrés (40 m²) et dans laquelle au moins un arbre est planté est réalisée à la droite de l'entrée charretière donnant sur le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur d'au moins un mètre (1 m) est réalisée aux abords des lignes arrière et latérale gauche de terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres sont plantés dans la partie avant de la bande gazonnée bordant la ligne latérale gauche de terrain;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m);

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) pour l'immeuble qui sera situé au 2020 du boulevard Jean-De Brébeuf, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

338/3/15 - Dépôt du procès-verbal (04.03.15) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 4 mars 2015 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

339/3/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé aux 2555-2561 de la rue de l'Étoffe – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé aux 2555-2561 de la rue de l'Étoffe, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Faubourg Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de deux cent trente-six mètres carrés (236 m^2) ayant deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du futur cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (matériaux, fenêtre en saillie, balcons et toit), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de toit de type « trois (3) versants » sont réalisés sur la partie avant de la toiture de type « à quatre (4) versants », soit au-dessus des balcons, ce qui permet de bonifier l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour la façade principale</u>
- principalement de la brique de couleur grise sur environ quarante et un pour cent (41 %) de la surface du mur;
- du bloc architectural de béton de couleur gris-blanc sur environ trente-sept pour cent (37 %) de la surface du mur;
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune sur environ vingt-deux pour cent (22 %) de la surface du mur;

<u>pour les murs latéraux</u>
- principalement de la brique de couleur grise sur environ soixante-cinq pour cent (65 %) de la surface du mur;
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune sur environ trente-cinq pour cent (35 %) de la surface du mur;

<u>pour le mur arrière</u>
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles et s'harmonisent ensemble, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE de par son architecture (matériaux, fenestration, gabarit et style), le bâtiment s'intègrera bien au milieu dans lequel il se retrouve;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE les portes donnant sur la façade principale du bâtiment sont de type « à battant » ayant une bonne surface vitrée;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière mitoyenne est aménagée à l'extrémité droite de la cour avant du terrain donnant vers la rue de l'Étoffe, ce qui permet de bien desservir le site;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) qui sera situé aux 2555-2561 de la rue de l'Étoffe, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

340/3/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1455 de la rue du Satin – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1455 de la rue du Satin, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Faubourg Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent deux mètres carrés (102 m^2) ayant deux (2) étages avec garage privé attenant;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du futur cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est de facture contemporaine;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits, parapet), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « toit plat »;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale et les murs latéraux du bâtiment sont animés par des marquises et des éléments architecturaux, ce qui permet de bonifier l'architecture de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour la façade principale (rue du Satin) et le mur avant secondaire (avenue Camille-Dreyfus)</u>

- de la brique-pierre de couleur grise;
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;
- de l'enduit d'acrylique de couleur blanche pour l'arche aux abords de l'entrée principale et celui sur le mur avant secondaire et de couleur noire pour les marquises;

<u>pour les murs latéral droit et arrière</u>

- principalement du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;
- de l'enduit d'acrylique de couleur noire;
- de la brique-pierre de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles et s'harmonisent ensemble, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE de par son architecture (matériaux, fenestration, gabarit et style), le bâtiment s'intègre bien au milieu dans lequel il se retrouve;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière est aménagée à l'extrémité droite du terrain donnant vers la rue du Satin, permettant ainsi de bien desservir le site;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) qui sera situé au 1455 de la rue du Satin, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

341/3/15 - Acceptation des travaux de modification à l'architecture du bâtiment situé au 320 du boulevard Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de modification à l'architecture du bâtiment situé au 320 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de modification à l'architecture de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QU'un projet de rénovation extérieure du bâtiment a été accepté par le conseil municipal (résolution numéro 125/2/15);

CONSIDÉRANT QUE les modifications au projet initial concernent l'ajout d'une terrasse et d'une marquise au-dessus de cette dernière;

CONSIDÉRANT QU'une terrasse au sol est réalisée en cour avant du terrain, soit à droite de l'entrée principale du bâtiment aux abords de ladite façade donnant vers le boulevard Saint-Joseph ainsi qu'aux abords du mur latéral droit;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse est ceinturée d'un garde-corps composé de verre trempé et de boîtes à fleurs composées de bois teint ou peint de couleur brune;

CONSIDÉRANT QU'un mur-écran ajouré composé de bois teint ou peint de couleur brune est aménagé dans la partie arrière de la section de terrasse aménagée aux abords du mur latéral droit du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une marquise de type « toit plat » dont la face avant est composée d'acier de couleur gris foncé est aménagée au-dessus de l'ensemble de la terrasse;

CONSIDÉRANT QUE ladite marquise est soutenue par des colonnes métalliques de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du style architectural rénové du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de modification à l'architecture du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 320 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

342/3/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 1000 de la rue Cormier – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 1000 de la rue Cormier, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- remplacer le revêtement métallique de la façade principale du bâtiment;
- ajouter une porte d'accès sur la façade principale du bâtiment;
- modifier la couleur les encadrements des portes et fenêtres de la façade principale du bâtiment;
- ajouter des auvents au-dessus des fenêtres de la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement métallique de couleur verte de la façade principale du bâtiment est remplacé par un revêtement de clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;

CONSIDÉRANT QU'une porte d'accès grandement fenêtrée dont l'encadrement est de couleur brune est aménagée dans la partie centrale de la façade principale du bâtiment donnant vers la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QU'une marquise de type « toit plat » dont la face avant est composée d'un revêtement métallique de couleur brune est aménagée au-dessus de la nouvelle porte d'accès localisée dans la partie centrale de la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une marquise de type « toit plat » dont la face avant est composée d'un revêtement métallique de couleur brune est aménagée au-dessus de la porte d'accès existante à l'extrémité gauche de la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la couleur des encadrements des portes et fenêtres de la façade principale du bâtiment est modifiée pour être de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE des auvents métalliques de couleur brune sont aménagés au-dessus des fenêtres de la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé permet de bien marquer la nouvelle entrée localisée dans la partie centrale de la façade principale du bâtiment et de bien diriger la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 1000 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

343/3/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 333 de la rue Janelle – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 333 de la rue Janelle, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.08);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./ abords du boulevard Saint-Joseph et rue Janelle, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment principal d'une superficie approximative d'un virgule soixante-douze mètre carré (1,72 m^2) sur la façade avant secondaire donnant vers la rue Foster;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée est composée de lettres détachées lumineuses d'une épaisseur d'environ treize centimètres (13 cm) et de lettres découpées non lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur la façade avant secondaire donnant vers la rue Foster est située au centre de la section du mur composée d'un revêtement métallique de couleur gris foncé, soit au-dessus de la porte d'accès du local;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont le blanc pour la face avant des lettres lumineuses et le boîtier de ces dernières et le vert pour les lettres découpées;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment et n'est pas prédominante sur ce dernier ainsi que dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son traitement, son type de matériaux utilisés et sa couleur, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment et dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 333 de la rue Janelle, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

344/3/15 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 1405 du boulevard René-Lévesque – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 1405 du boulevard René-Lévesque, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.09)

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager un muret aux abords de la partie arrière de la ligne latérale droite de terrain;

CONSIDÉRANT QUE le muret a une longueur d'environ cinquante-deux mètres (52 m) et une hauteur approximative d'un virgule cinq mètre (1,5 m)(hauteur variable);

CONSIDÉRANT QUE le muret est composé de blocs de béton dont la face avant est ornementée de motif;

CONSIDÉRANT QUE la section de terrain aux abords de la partie supérieure dudit muret est engazonnée;

CONSIDÉRANT QUE lors du projet d'agrandissement du bâtiment principal, au moins cinq (5) arbres devraient être plantés sur le terrain, soit près de la ligne latérale droite en partie arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les cinq (5) arbres seront plantés près du muret proposé;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) pour l'immeuble situé au 1405 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

345/3/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1841 du boulevard Lemire – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1841 du boulevard Lemire, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.10);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de trois mètres carrés (3 m²) sur la façade orientée vers la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est apposée sur le mur au-dessus de l'entrée principale du local, soit centrée avec cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée est composée de lettres découpées d'une épaisseur minimale de deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm) lesquelles sont apposées sur des tiges de même couleur que le mur (beige) d'une épaisseur d'environ un virgule vingt-sept centimètre (1,27 cm);

CONSIDÉRANT QUE les lettres sont réalisées en deux (2) épaisseurs superposées l'une sur l'autre et que le contour du dessus est biseauté;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc pour la partie du fond des lettres, le bleu pour la partie du dessus de ces dernières et l'or pour le contour biseauté;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection, soit des cols de cygne existants sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment et n'est pas prédominante sur ce dernier ainsi que dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa forme, son type de matériau utilisé et ses couleurs, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les enseignes existantes sur la même façade du bâtiment ainsi que celles se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 1841 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

346/3/15 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment accessoire situé au 917 du boulevard Foucault – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment accessoire situé au 917 du boulevard Foucault, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.11);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Foucault, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de bâtiment accessoire sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire (garage privé isolé) d'une superficie approximative de quarante-sept mètres carrés (47 m^2) et d'une hauteur maximale de cinq virgule quatre mètres (5,4 m) à partir du sol jusqu'au faîte;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est implanté en cour arrière du terrain soit à droite du bâtiment principal à l'arrière de l'abri d'auto;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) portes ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » sont aménagées sur ledit bâtiment, soit une sur la façade avant et une sur la façade arrière ainsi qu'une porte d'accès sur le mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement des murs est du clin de fibre de bois pressé de couleur blanche ou brune et que celui de la toiture est du bardeau d'asphalte de couleur brune tel que les couleurs existantes sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la toiture du bâtiment accessoire (garage privé isolé) est de type « à deux (2) versants » s'inspirant de la toiture du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'une marquise composée de bardeaux d'asphalte de couleur foncée est aménagée au-dessus des deux (2) portes ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » et de la porte d'accès;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural du garage privé isolé (matériaux, couleurs et style) s'apparente à celui du bâtiment principal (résidence);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, cette construction, de par ses matériaux et son style, s'harmonise avec le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (comme mentionné ci-dessus) situé au 917 du boulevard Foucault, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

347/3/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2215 de la rue Canadien – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2215 de la rue Canadien, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.12);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Canadien et abords de l'autoroute Jean-Lesage, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un nouveau bâtiment industriel;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté aux abords de la rue Canadien, soit à environ vingt mètres (20 m) de la ligne avant de terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti sur la rue Canadien;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une bonne visibilité à partir de la rue Canadien et de l'autoroute Jean-Lesage;

Bâtiment

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment a une superficie approximative de cinq mille huit mètres carrés (5 008 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le toit du bâtiment est de type « plat »;

CONSIDÉRANT QUE les diverses façades sont animées par des modulations de matériaux et par de la fenestration;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs sont :

<u>pour la façade principale</u>

- principalement du bloc architectural de béton à face lisse de couleur grise;
- des panneaux métalliques stylisés de couleur grise pour la partie bureaux localisée à l'extrémité gauche de la façade principale et l'arche localisée dans la partie supérieure sur environ trois quarts (3/4) de la longueur de la façade;

- des panneaux métalliques stylisés de couleur bleu foncé pour le bandeau localisé dans la partie supérieure des fenêtres, soit la section sous l'arche faisant environ les trois quarts (3/4) de la longueur de la façade ainsi que la section bureaux localisée à l'extrémité gauche de ladite façade;

pour les murs latéraux

- principalement de l'acier corrugué de couleur grise sur environ cinq mètres (5 m) de haut pour la partie supérieure des murs;
- du bloc architectural de béton à face lisse de couleur grise sur au moins deux virgule sept mètres (2,7 m) de haut pour la partie inférieure des murs et pour une section de la partie avant desdits murs;
- des panneaux métalliques stylisés de couleur grise pour une section de la partie avant des murs;
- des panneaux métalliques stylisés de couleur bleu foncé pour les bandeaux localisés dans la partie supérieure des fenêtres sur le mur latéral droit et dans la section supérieure des fenêtres de la partie bureaux du mur latéral gauche ainsi que pour la face avant de la marquise ayant environ cinquante-huit mètres (58 m) de longueur;

pour le mur arrière

- principalement de l'acier corrugué de couleur grise sur environ trois quarts (3/4) de la longueur du mur (section usine);
- du bloc architectural de béton à face lisse de couleur grise pour environ l'ensemble de la surface du mur de la section bureaux localisée à l'extrémité droite du mur (mur en retrait);
- des panneaux métalliques stylisés de couleur grise pour la partie supérieure des fenêtres de la partie bureaux;
- des panneaux métalliques stylisés de couleur bleu foncé pour la face avant des marquises aux abords de la section bureaux;

CONSIDÉRANT QUE la partie avant des murs latéraux, soit une longueur d'environ douze virgule huit mètres (12,8 m), ainsi que le mur arrière de la partie bureaux, ont le même traitement architectural que la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la variation des matériaux permet de limiter la longueur des murs et d'animer ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une entrée principale sur la façade donnant vers la rue Canadien et de quelques entrées secondaires localisées sur les diverses façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le module de l'entrée principale est souligné par un traitement architectural particulier et distinctif composé d'une bonne fenestration, ce qui permet de bien marquer l'entrée et de bien diriger la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est aménagé de jeux de matériaux, d'avancées et/ou de retraits et d'une fenestration abondante, ce qui bonifie le traitement architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une aire de chargement et de déchargement est aménagée en retrait d'environ sept virgule six mètres (7,6 m) dans la partie arrière du mur latéral gauche du bâtiment et que des portes ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » sont prévues à même ce retrait;

CONSIDÉRANT QUE les appareils mécaniques sur le toit sont dissimulés par des écrans dont les matériaux et la couleur s'harmonisent avec ceux se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux se retrouvant sur le bâtiment permettent une intégration harmonieuse avec l'environnement dans lequel ce dernier s'implante et s'harmonisent bien entre eux et avec ceux se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé est sobre et de qualité;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural du bâtiment permet à ce dernier de dégager une image de marque et de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de terrain est le même que celui prévu à la résolution du conseil municipal #1581/11/14.

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2215 de la rue Canadien, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

348/3/15 - Demande d'exclusion formulée à la CPTAQ par la Ville de Drummondville pour l'entreprise industrielle Groupe Soucy inc. (5450 rue Saint-Roch)

CONSIDÉRANT QU'une demande de modification au plan d'urbanisme ayant pour objet d'agrandir le périmètre urbain et l'affectation industrielle de prestige (I1) à même une partie de l'affectation agricole (AG) ainsi qu'au règlement de zonage ayant pour objet d'autoriser l'agrandissement de la zone industrielle I-302 à même une partie des zones agricoles A-5101 et A-5102 afin de permettre un projet d'expansion des activités industrielles du Groupe Soucy sur une superficie de terrain de trente-deux virgule quatre hectares (32,4 ha), et formée lots 4 433 092, 4 433 097, 4 433 101 et 4 433 106 (à être subdivisés) du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le projet du demandeur consiste à permettre l'expansion des activités industrielles du Groupe Soucy à même un espace de terrain situé en zone agricole d'une superficie de trente-deux virgule quatre hectares (32,4 ha);

CONSIDÉRANT QUE le site industriel du Groupe Soucy implanté en bordure de la rue Saint-Roch est actuellement adossé à la limite du périmètre urbain et également à la zone agricole permanente;

CONSIDÉRANT QU'une demande provenant de l'entreprise Groupe Soucy au 5450 de la rue Saint-Roch a été acheminée à la Ville de Drummondville à l'effet que la portion de terrain visée soit exclue de la zone agricole permanente;

CONSIDÉRANT QUE les lots visés par la demande sont actuellement situés à l'intérieur de la zone agricole A-5101 et A-5102;

CONSIDÉRANT QUE le projet nécessite une modification :

- au plan d'urbanisme afin d'agrandir l'affectation industrielle de prestige (I1) à même une partie de l'affectation agricole (AG);
- au règlement de zonage afin entre autres :
  - d'agrandir la zone industrielle I-302 à même une partie des zones agricoles A-5101 et A-5102;
  - d'autoriser l'usage « Autres industries de produits en caoutchouc (2219) » faisant partie de la classe d'usages I-4 (industrie lourde);
  - de permettre l'usage accessoire de « Piste d'essai » sans bâtiment principal;
  - de permettre une construction accessoire de type « Tests d'usure (en rotation) » sans bâtiment principal;
  - de permettre l'entreposage extérieur sur un terrain sans bâtiment principal;
  - de permettre l'installation d'une clôture d'une hauteur de six virgule un mètres (6,1 m) afin de ceinturer l'aire d'entreposage extérieur projetée ce qui constitue une irrégularité de trois virgule six mètres (3,6 m) par rapport à la norme actuelle qui est établie à deux virgule cinq mètres (2,5 m);
  - de permettre de l'entreposage extérieur d'une hauteur de cinq mètres (5 m) ce qui constitue une irrégularité de deux virgule cinq mètres (2,5 m) par rapport à la norme actuelle établie à deux virgule cinq mètres (2,5 m);

- de permettre l'utilisation de mailles de chaîne galvanisée ou recouverte de vinyle pour la clôture d'une hauteur de six virgule un mètres (6,1 m), car ce type de matériau est prohibé en cour avant et en cour avant secondaire pour tous les usages industriels;

CONSIDÉRANT QUE selon les requérants, le projet d'expansion des activités industrielles du Groupe Soucy est actuellement nécessaire :
- afin de répondre aux besoins inhérents à l'augmentation constante des contrats pour les divisions spécialisées des marchés agricole et militaire;
- pour permettre la construction d'une nouvelle usine afin de séparer les productions agricole et militaire actuellement regroupées à l'intérieur d'un même bâtiment;
- compte tenu du manque d'espace pour les besoins de stationnement en fonction de l'augmentation constante du nombre d'employés;
- afin de répondre à la croissance importante des besoins de l'entreposage extérieur présentement effectué à l'intérieur des aires de stationnement prévues pour les employés;
- pour aménager une zone de tests extérieurs pour les chenilles en caoutchouc;

CONSIDÉRANT QUE selon les plans soumis au soutien de la demande, les besoins d'expansion du Groupe Soucy visent à permettre, entre autres :
- la construction d'une future usine d'une superficie d'environ sept mille mètres carrés (7 000 m^2);
- la construction d'un futur bâtiment de tests d'usure d'une superficie d'environ seize mille mètres carrés (16 000 m^2)
- l'aménagement d'un carrousel à ciel ouvert d'un diamètre de cent vingt mètres (120 m) afin d'y effectuer des tests d'usure de chenilles sur différentes surfaces soit du sable, du gravier et de l'asphalte;
- l'aménagement d'une zone d'entreposage extérieur d'une superficie d'environ dix-neuf mille mètres carrés (19 000 m^2) délimitée par une clôture d'une hauteur de six virgule un mètres (6,1 m);
- de régulariser la présence en zone agricole d'une piste d'essai en sable d'une longueur d'environ huit cent cinquante mètres (850 m) et couvrant une superficie de terrain d'environ soixante-deux mille cinq cents mètres carrés (62 500 m^2);
- de régulariser la présence en zone agricole d'une butte d'essai en sable d'une superficie d'environ dix mille mètres carrés (10 000 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 14.09.44);

CONSIDÉRANT QUE le 20 octobre 2014 le conseil a adopté la résolution 1509/10/14 demandant à la municipalité régionale de comté de Drummond d'appuyer la demande visant à soustraire de la zone agricole une partie des lots 4 433 092, 4 433 097, 4 433 101 et 4 433 106 (à être subdivisés) du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond sur une superficie de terrain d'environ trente-quatre hectares (34 ha) et d'appuyer en parallèle la demande de modification au plan d'urbanisme ayant pour objet d'agrandir le périmètre urbain et l'affectation industrielle de prestige (I1) à même une partie de l'affectation agricole (AG) ainsi qu'au règlement de zonage ayant pour objet, entre autres, d'autoriser l'agrandissement de la zone industrielle I-302 à même une partie des zones agricoles A-5101 et A-5102 afin de permettre un projet d'expansion des activités industrielles du Groupe Soucy situées au 5450 de la rue Saint-Roch, et ce, sur un terrain formé des lots 4 433 092, 4 433 097 4 433 101 et 4 433 106 (à être subdivisés) du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond;

CONSIDÉRANT QUE le 10 décembre 2014 la municipalité régionale de Comté de Drummond a adopté la résolution MRC10917/12/14 stipulant que la MRC appuie la demande d'exclusion de la zone agricole à être présentée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec visant à permettre la réalisation d'un projet d'expansion industrielle sur une superficie approximative de 32,4 hectares comprise à même des parties de lots 4 433 092, 4 433 097, 4 433 101 et 4 433 106 de la circonscription foncière de Drummond, puisque cette demande est conforme aux orientations contenues au schéma d'aménagement, au document complémentaire et aux mesures du règlement de contrôle intérimaire ainsi qu'aux orientations gouvernementales relatives à la protection du territoire et des activités agricoles.

CONSIDÉRANT QUE le site visé par la demande d'une superficie de trente-deux virgule quatre hectares (32,4 ha) est caractérisé par la présence :
- des terres en culture d'une superficie d'environ six hectares (6 ha);
- d'un boisé composé majoritairement de feuillus d'une superficie d'environ vingt-six hectares (26 ha);

CONSIDÉRANT QU'on retrouverait également la présence d'un cours d'eau, soit la branche no 3 de la rivière aux Vaches, à proximité de l'aire d'entreposage extérieur projetée et traversant également en partie le site de la piste d'essai;

CONSIDÉRANT QUE le potentiel agricole du lot visé par la demande est de classe 4 FM sur près de quatre-vingts pour cent (80 %) du site ce qui traduit des facteurs limitatifs graves qui restreignent la gamme de cultures attribuables à des sols peu fertiles affectés par des sécheresses du sol et dotés d'une faible capacité de rétention de l'eau;

CONSIDÉRANT QU'il a été démontré que la demande vise à satisfaire les besoins d'expansion des activités industrielles des secteurs agricoles et de la défense du Groupe Soucy implantées en bordure de la rue Saint-Roch et adossées à la limite du périmètre urbain municipal et à la zone agricole permanente;

CONSIDÉRANT QUE la configuration actuelle des terrains du Groupe Soucy semble causer un préjudice sérieux à la croissance de l'entreprise selon le requérant et qu'il serait préjudiciable à l'entreprise de suggérer la relocalisation sur un autre terrain industriel situé dans le périmètre urbain;

CONSIDÉRANT QU'il existe peu de terrains dans le périmètre urbain susceptible de répondre aux besoins du Groupe Soucy;

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'un projet industriel d'envergure susceptible de contribuer de façon importante au développement économique de la Ville de Drummondville et de la MRC de Drummond pour les prochaines années;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville reconnait l'importance de la protection du territoire et des activités agricoles, mais juge, en parallèle, que le périmètre d'urbanisation devrait à l'occasion être modifié afin de tenir compte des projets d'expansion d'entreprises industrielles, notamment lorsque celles-ci y sont adjacentes;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d'une exclusion de la zone agricole permanente du lot visé par la demande sur les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants semblent nulles;

CONSIDÉRANT QUE la poursuite des activités agricoles sur les exploitations voisines ne sera pas remise en cause compte tenu de la nature industrielle de la vocation anticipée du terrain visé par la demande;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de l'exploitation agricole de ce secteur de la Ville ne sera pas affectée par la soustraction de ce lot malgré sa superficie atteignant trente-deux virgule quatre hectares (32,4 ha);

CONSIDÉRANT QUE la présence de la zone agricole ne devrait pas avoir pour effet d'entraver le développement économique des entreprises industrielles du secteur et l'expansion de leur site;

CONSIDÉRANT QU'un document joint à la présente résolution pour en faire partie intégrante intitulé «Ville de Drummondville Demande d'exclusion adressée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec préparée par Madame Josiane Roy et Monsieur Mario Bessette pour Monsieur Gilles Soucy du Groupe Soucy, 5450 de la rue Saint-Roch, février 2015 » fait état des justifications à fournir dans le cadre d'une telle demande selon l'article 62 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*;

CONSIDÉRANT QUE devant un avis favorable de la municipalité régionale de comté, la Ville prévoit entreprendre des procédures d'amendement à ses règlements de plan d'urbanisme et de règlement de zonage afin de conférer des possibilités d'utilisation industrielle au terrain visé par la demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) l'exclusion d'une superficie de terrain de trente-deux virgule quatre hectares (32,4 ha), et formée lots 4 433 092, 4 433 097, 4 433 101 et 4 433 106 (à être subdivisés) du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond afin de permettre un projet d'expansion des activités industrielles du Groupe Soucy au 5450 de la rue Saint-Roch, et ce, sur les terrains formés des lots 4 433 140 et 4 433 142 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÈGLEMENTS :

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 4576, 4581, 4606 et 4607

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no 4576 décrétant des travaux relatifs à la desserte en aqueduc et en égouts du secteur du boulevard Patrick et nécessitant un emprunt de 360 200 $ à cette fin.

- règlement no 4581 décrétant des travaux d'infrastructures et d'acquisition de terrains pour la construction de la phase I du parc industriel du secteur Saint-Nicéphore et nécessitant un emprunt de 8 387 000 $ à cette fin.

- règlement no 4606 prévoyant l'achat de machineries et nécessitant un emprunt n'excédant pas 903 516 $.

- règlement no 4607 décrétant des travaux relatifs aux infrastructures municipales pour l'année 2015 et nécessitant un emprunt de 7 437 600 $.

349/3/15 - Avis de motion du règlement no 4559 modifiant le règlement no 3500 afin d'ajouter une nouvelle catégorie de permis spécial de stationnement sur rue pour les rues Dunkin, Belcourt, Prince et Du Moulin

La conseillère Isabelle Marquis donne avis de motion du règlement no 4559 modifiant le règlement no 3500 afin d'ajouter une nouvelle catégorie de permis spécial de stationnement sur rue pour les rues Dunkin, Belcourt, Prince et Du Moulin.

350/3/15 - Dispense de lecture du règlement no 4559 modifiant le règlement no 3500 afin d'ajouter une nouvelle catégorie de permis spécial de stationnement sur rue pour les rues Dunkin, Belcourt, Prince et Du Moulin

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4559 modifiant le règlement no 3500 afin d'ajouter une nouvelle catégorie de permis spécial de stationnement sur rue pour les rues Dunkin, Belcourt, Prince et Du Moulin;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

351/3/15 - Avis de motion du règlement no 4526 – Permis et certificats no 4303

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 4526 amendant le règlement de permis et certificats No 4303 dans le but :

- de soustraire de l'obligation d'être desservis par le service d'égout, les terrains destinés à être construits, et ce, pour la zone communautaire P-646.

La zone communautaire P-646 inclut des terrains situés en bordure et à l'est de la rue Montplaisir entre l'arrière lot des terrains donnant vers la rue du Richelieu et la limite nord-ouest des lots 4 396 117 et 4 396 118.

352/3/15 - Dispense de lecture du règlement no 4526 – Permis et certificats no 4303

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4526, amendant le règlement de permis et certificats No 4303 dans le but :

- de soustraire de l'obligation d'être desservis par le service d'égout, les terrains destinés à être construits, et ce, pour la zone communautaire P-646.

La zone communautaire P-646 inclut des terrains situés en bordure et à l'est de la rue Montplaisir entre l'arrière lot des terrains donnant vers la rue du Richelieu et la limite nord-ouest des lots 4 396 117 et 4 396 118;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

353/3/15 - Adoption du projet de règlement no 4526 – Permis et certificats no 4303

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,
appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4526, amendant le règlement de permis et certificats No 4303 dans le but :

- de soustraire de l'obligation d'être desservis par le service d'égout, les terrains destinés à être construits, et ce, pour la zone communautaire P-646.

La zone communautaire P-646 inclut des terrains situés en bordure et à l'est de la rue Montplaisir entre l'arrière lot des terrains donnant vers la rue du Richelieu et la limite nord-ouest des lots 4 396 117 et 4 396 118,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

354/3/15 - Avis de motion du règlement no 4608 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4608 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone d'habitation H-5304-1, par contingentement, en plus des usages actuellement permis, l'usage « vente au détail d'équipements de plomberie, de chauffage, de ventilation, de climatisation et de foyer (5220), faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local), et ce, selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-5304-1 inclut des terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Pierre entre le rang Watkins et la limite du territoire de la ville de Drummondville.

355/3/15 - Dispense de lecture du règlement no 4608 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4608, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone d'habitation H-5304-1, par contingentement, en plus des usages actuellement permis, l'usage « vente au détail d'équipements de plomberie, de chauffage, de ventilation, de climatisation et de foyer (5220), faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local), et ce, selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-5304-1 inclut des terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Pierre entre le rang Watkins et la limite du territoire de la ville de Drummondville;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

356/3/15 - Adoption du projet de règlement no 4608 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4608, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone d'habitation H-5304-1, par contingentement, en plus des usages actuellement permis, l'usage « vente au détail d'équipements de plomberie, de chauffage, de ventilation, de climatisation et de foyer (5220), faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local), et ce, selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-5304-1 inclut des terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Pierre entre le rang Watkins et la limite du territoire de la ville de Drummondville,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

357/3/15 - Avis de motion du règlement no 4610 – Zonage no 4300

La conseillère Isabelle Marquis donne avis de motion du règlement no 4610 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'augmenter la superficie maximale pour les enseignes publicitaires installées sur les façades des abribus appartenant à la Commission de transport de Drummondville;
- d'ajouter des normes relatives aux enseignes informatives sur un lieu public (parc, plage publique, etc.).

Les zones visées sont l'ensemble du territoire.

358/3/15 - Dispense de lecture du règlement no 4610 – Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4610, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'augmenter la superficie maximale pour les enseignes publicitaires installées sur les façades des abribus appartenant à la Commission de transport de Drummondville;
- d'ajouter des normes relatives aux enseignes informatives sur un lieu public (parc, plage publique, etc.).

Les zones visées sont l'ensemble du territoire;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

359/3/15 - Adoption du projet de règlement no 4610 – Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,
appuyée par le conseiller Alain Martel,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4610, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'augmenter la superficie maximale pour les enseignes publicitaires installées sur les façades des abribus appartenant à la Commission de transport de Drummondville;
- d'ajouter des normes relatives aux enseignes informatives sur un lieu public (parc, plage publique, etc.).

Les zones visées sont l'ensemble du territoire,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

360/3/15 - Avis de motion du règlement no 4611 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4611 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser les usages « 6611 - Service de construction résidentielle (entrepreneur général », « 6612 - Service de construction non résidentielle industrielle » et « 6613 - Service de constructions non résidentielle, commerciale et institutionnelle (entrepreneur général) » dans la zone industrielle I-370;
- de limiter ces usages à un seul bâtiment dans la zone;

La zone industrielle I-370 est délimitée approximativement par les lots donnant sur le boulevard Lemire, et ce, entre les rues du Fraisier et Sigouin.

361/3/15 - Dispense de lecture du règlement no 4611 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4611, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser les usages « 6611 - Service de construction résidentielle (entrepreneur général », « 6612 - Service de construction non résidentielle industrielle » et « 6613 - Service de constructions non résidentielle, commerciale et institutionnelle (entrepreneur général) » dans la zone industrielle I-370;
- de limiter ces usages à un seul bâtiment dans la zone;

La zone industrielle I-370 est délimitée approximativement par les lots donnant sur le boulevard Lemire, et ce, entre les rues du Fraisier et Sigouin;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

362/3/15 - Adoption du projet de règlement no 4611 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4611, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser les usages « 6611 - Service de construction résidentielle (entrepreneur général », « 6612 - Service de construction non résidentielle industrielle » et « 6613 - Service de constructions non résidentielle, commerciale et institutionnelle (entrepreneur général) » dans la zone industrielle I-370;
- de limiter ces usages à un seul bâtiment dans la zone;

La zone industrielle I-370 est délimitée approximativement par les lots donnant sur le boulevard Lemire, et ce, entre les rues du Fraisier et Sigouin,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

363/3/15 - Avis de motion du règlement no 4612 – Zonage no 4300

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 4612 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser dans la zone rurale R-9220, les bâtiments principaux et les constructions accessoires en bordure d'un chemin privé.

La zone rurale est délimitée approximativement par la rivière Saint-François, la rue du Repos, l'arrière-lot des terrains donnant sur le chemin Hemming sur une distance d'environ 150 mètres vers l'ouest à partir de la rue Aurèle.

364/3/15 - Dispense de lecture du règlement no 4612 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4612, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser dans la zone rurale R-9220, les bâtiments principaux et les constructions accessoires en bordure d'un chemin privé.

La zone rurale est délimitée approximativement par la rivière Saint-François, la rue du Repos, l'arrière-lot des terrains donnant sur le chemin Hemming sur une distance d'environ 150 mètres vers l'ouest à partir de la rue Aurèle;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

365/3/15 - Adoption du projet de règlement no 4612 - Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,
appuyée par le conseiller Yves Grondin,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4612, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser dans la zone rurale R-9220, les bâtiments principaux et les constructions accessoires en bordure d'un chemin privé.

La zone rurale est délimitée approximativement par la rivière Saint-François, la rue du Repos, l'arrière-lot des terrains donnant sur le chemin Hemming sur une distance d'environ 150 mètres vers l'ouest à partir de la rue Aurèle,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

366/3/15 - Avis de motion du règlement no 4614 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4614 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- de restreindre les terrasses d'utilisation saisonnière en cour latérale ou arrière pour certains usages commerciaux de restaurants et de bars faisant partie des classes C-2 (local) et C-4 (artériel léger) à proximité de terrains occupés par un bâtiment résidentiel situé à l'intérieur d'une zone d'habitation ;

Les zones visées sont l'ensemble des zones où l'on autorise et où l'on retrouve des usages commerciaux de restaurants et de bars faisant partie des classes C-2 (local) et C-4 (artériel léger) sur l'ensemble du territoire de la Ville de Drummondville.

367/3/15 - Dispense de lecture du règlement no 4614 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4614, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- de restreindre les terrasses d'utilisation saisonnière en cour latérale ou arrière pour certains usages commerciaux de restaurants et de bars faisant partie des classes C-2 (local) et C-4 (artériel léger) à proximité de terrains occupés par un bâtiment résidentiel situé à l'intérieur d'une zone d'habitation ;

Les zones visées sont l'ensemble des zones où l'on autorise et où l'on retrouve des usages commerciaux de restaurants et de bars faisant partie des classes C-2 (local) et C-4 (artériel léger) sur l'ensemble du territoire de la Ville de Drummondville;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

368/3/15 - Adoption du projet de règlement no 4614 – Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,
appuyée par le conseiller Yves Grondin,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4614, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- de restreindre les terrasses d'utilisation saisonnière en cour latérale ou arrière pour certains usages commerciaux de restaurants et de bars faisant partie des classes C-2 (local) et C-4 (artériel léger) à proximité de terrains occupés par un bâtiment résidentiel situé à l'intérieur d'une zone d'habitation ;

Les zones visées sont l'ensemble des zones où l'on autorise et où l'on retrouve des usages commerciaux de restaurants et de bars faisant partie des classes C-2 (local) et C-4 (artériel léger) sur l'ensemble du territoire de la Ville de Drummondville,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

369/3/15 - Avis de motion d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 2550 du boulevard Mercure

Le conseiller Vincent Chouinard donne avis de motion d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « Atelier d'ébénisterie » faisant partie de la classe d'usages I-3 (industrie semi-lourde) au 2550 du boulevard Mercure, selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-1160, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, inclut des terrains situés de part et d'autre du boulevard Mercure, approximativement entre les rues Jules et Sylvio.

370/3/15 - Dispense de lecture d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 2550 du boulevard Mercure

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « Atelier d'ébénisterie » faisant partie de la classe d'usages I-3 (industrie semi-lourde) au 2550 du boulevard Mercure, selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-1160, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, inclut des terrains situés de part et d'autre du boulevard Mercure, approximativement entre les rues Jules et Sylvio;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

371/3/15 - Adoption d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 2550 du boulevard Mercure

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1° QUE le projet de résolution amendant le règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « Atelier d'ébénisterie » faisant partie de la classe d'usages I-3 (industrie semi-lourde) au 2550 du boulevard Mercure, selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-1160, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, inclut des terrains situés de part et d'autre du boulevard Mercure, approximativement entre les rues Jules et Sylvio,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

372/3/15 - Avis de motion d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 930 de la rue Montplaisir

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- d'autoriser la construction d'une habitation unifamiliale et ses constructions accessoires au 930 de la rue Montplaisir, selon certaines conditions;

La zone communautaire P-646 inclut des terrains situés en bordure et à l'est de la rue Montplaisir entre l'arrière lot des terrains donnant vers la rue du Richelieu et la limite nord-ouest des lots 4 396 117 et 4 396 118.

373/3/15 - Dispense de lecture d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 930 de la rue Montplaisir

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- d'autoriser la construction d'une habitation unifamiliale et ses constructions accessoires au 930 de la rue Montplaisir, selon certaines conditions;

La zone communautaire P-646 inclut des terrains situés en bordure et à l'est de la rue Montplaisir entre l'arrière lot des terrains donnant vers la rue du Richelieu et la limite nord-ouest des lots 4 396 117 et 4 396 118;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

374/3/15 - Adoption d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 930 de la rue Montplaisir

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,
appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,
et résolu :

1° QUE le projet de résolution amendant le règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- d'autoriser la construction d'une habitation unifamiliale et ses constructions accessoires au 930 de la rue Montplaisir, selon certaines conditions;

  La zone communautaire P-646 inclut des terrains situés en bordure et à l'est de la rue Montplaisir entre l'arrière lot des terrains donnant vers la rue du Richelieu et la limite nord-ouest des lots 4 396 117 et 4 396 118,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

375/3/15 - Adoption du second projet de règlement no 4604-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,
et résolu:

1⁰ QUE le second projet de règlement no 4604-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone agricole A-5601, en plus des usages actuellement permis, l'usage sous restriction de type chenil selon certaines conditions d'éloignement des habitations voisines.

La zone agricole A-5601 comprend, de façon approximative, les propriétés situées entre le boulevard Saint-Joseph et le prolongement de l'axe de la rue Michel, et ce, à partir de la route Caya jusqu'à la limite du territoire de la municipalité de l'Avenir,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

376/3/15 - Adoption du second projet de règlement no 4605-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,
appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu:

1⁰ QUE le second projet de règlement no 4605-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de permettre, par contingentement, à l'intérieur de la zone d'habitation H-475 pour une habitation trifamiliale (H-3) de structure isolée :
  - un usage commercial de type « salon de coiffure » faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local) à titre d'usage accessoire selon certaines conditions;
  - de modifier certaines exigences relatives au nombre de logements par terrain maximal et au nombre minimal de cases de stationnement selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-475 est délimitée, de façon approximative, entre la rue Gosselin et l'arrière des propriétés situées du côté est de l'axe de la rue Hébert et du boulevard Saint-Joseph, et ce, à partir de l'avenue des Tilleuls jusqu'au boulevard Garon,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

377/3/15 - Adoption du second projet de règlement no 4609-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,
appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 4609-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C-449 à même une partie de la zone d'habitation H-450 de manière à y inclure certains terrains situés du côté nord de la rue des Cèdres entre le boulevard Saint-Joseph et la rue des Mélèzes.

Le périmètre de la zone commerciale C-449 comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph, et ce, à partir de la rue de Boucherville jusqu'à l'avenue des Lilas.

Le périmètre de la zone d'habitation H-450 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Maisonneuve de même que les propriétés situées de part et d'autre des rues des Cèdres et des Sorbiers, et ce, à partir de l'arrière des propriétés situées du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph jusqu'à la rue Lefebvre,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

378/3/15 - Adoption du règlement no 4587 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Paul-Le Jeune et nécessitant un emprunt de 115 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4587 a été donné (réf: 196/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4587 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Paul-Le Jeune et nécessitant un emprunt de 115 000 $.

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4587, et ce, de 9 heures à 19 heures le 30 mars 2015.

379/3/15 - Adoption du règlement no 4588 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur l'avenue Camille-Dreyfus et les rues du Satin, du Denier, de la Navette et de la Filature et nécessitant un emprunt de 667 000 $ à cette fin

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4588 a été donné (réf: 198/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4588 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur l'avenue Camille-Dreyfus et les rues du Satin, du Denier, de la Navette et de la Filature et nécessitant un emprunt de 667 000 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4588, et ce, de 9 heures à 19 heures les 30 et 31 mars 2015.

380/3/15 - Adoption du règlement no 4589 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue de l'Étoffe et nécessitant un emprunt de 152 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4589 a été donné (réf: 200/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4589 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue de l'Étoffe et nécessitant un emprunt de 152 000 $.

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4589, et ce, de 9 heures à 19 heures le 30 mars 2015.

381/3/15 - Adoption du règlement no 4590 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Alfred-Pellan et nécessitant un emprunt de 84 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4590 a été donné (réf: 202/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4590 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Alfred-Pellan et nécessitant un emprunt de 84 000 $.

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4590, et ce, de 9 heures à 19 heures le 30 mars 2015.

382/3/15 - Adoption du règlement no 4591 décrétant des travaux de pavage et d'éclairage sur la rue Michel-Rose et nécessitant un emprunt de 41 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4591 a été donné (réf: 204/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4591 décrétant des travaux de pavage et éclairage sur la rue Michel-Rose et nécessitant un emprunt de 41 000 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4591, et ce, de 9 heures à 19 heures le 30 mars 2015.

383/3/15 - Adoption du règlement no 4592 décrétant des travaux de pavage et d'éclairage sur les rues de la Caille, des Trembles, de la Pintade et des Sables et nécessitant un emprunt de 134 000 $ à cette fin

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4592 a été donné (réf: 206/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4592 décrétant des travaux de pavage et d'éclairage sur les rues de la Caille, des Trembles, de la Pintade et des Sables et nécessitant un emprunt de 134 000 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4592, et ce, de 9 heures à 19 heures le 31 mars 2015.

384/3/15 - Adoption du règlement no 4595 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues Félicien-Bourbeau et Harry-Haworth et nécessitant un emprunt de 125 000 $ à cette fin

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4595 a été donné (réf: 212/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4595 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues Félicien-Bourbeau et Harry-Haworth et nécessitant un emprunt de 125 000 $ à cette fin.

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4595, et ce, de 9 heures à 19 heures le 31 mars 2015.

385/3/15 - Adoption du règlement no 4596 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Faubourg et nécessitant un emprunt de 99 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4596 a été donné (réf: 214/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4596 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Faubourg et nécessitant un emprunt de 99 000 $.

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4596, et ce, de 9 heures à 19 heures le 1er avril 2015.

386/3/15 - Adoption du règlement no 4597 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Mûrier et nécessitant un emprunt de 237 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4597 a été donné (réf: 216/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4597 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Mûrier et nécessitant un emprunt de 237 000 $.

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4597, et ce, de 9 heures à 19 heures le 1er avril 2015.

387/3/15 - Adoption du règlement no 4598 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur les rues Ferdinand, Paquette, Hector-Ledoux et Ovila-Légaré et nécessitant un emprunt de 361 000 $ à cette fin

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4598 a été donné (réf: 218/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4598 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur les rues Ferdinand, Paquette, Hector-Ledoux et Ovila-Légaré et nécessitant un emprunt de 361 000 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4598, et ce, de 9 heures à 19 heures le 1er avril 2015.

388/3/15 - Adoption du règlement no 4599 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur l'avenue du Vigneron et nécessitant un emprunt de 820 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4599 a été donné (réf: 220/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4599 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur l'avenue du Vigneron et nécessitant un emprunt de 820 000 $.

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4599, et ce, de 9 heures à 19 heures les 1er et 2 avril 2015.

389/3/15 - Adoption du règlement no 4600 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue du Sémillon et nécessitant un emprunt de 158 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4600 a été donné (réf: 222/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4600 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue du Sémillon et nécessitant un emprunt de 158 000 $.

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4600, et ce, de 9 heures à 19 heures les 1er et 2 avril 2015.

390/3/15 - Adoption du règlement no 4601 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Chenin et nécessitant un emprunt de 185 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4601 a été donné (réf: 224/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4601 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue du Chenin et nécessitant un emprunt de 185 000 $.

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4601, et ce, de 9 heures à 19 heures le 2 avril 2015.

391/3/15 - Adoption du règlement no 4602 décrétant des travaux de pavage et bordures sur les rues de la Marsanne et du Grenache et nécessitant un emprunt de 166 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4602 a été donné (réf: 226/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4602 décrétant des travaux de pavage et bordures sur les rues de la Marsanne et du Grenache et nécessitant un emprunt de 166 000 $.

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4602, et ce, de 9 heures à 19 heures le 2 avril 2015.

392/3/15 - Adoption du règlement no 4603 décrétant des travaux de pavage et bordures sur les rues du Pinot, du Tokay, du Riesling et du Sylvaner et nécessitant un emprunt de 335 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4603 a été donné (réf: 228/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4603 décrétant des travaux de pavage et bordures sur les rues du Pinot, du Tokay, du Riesling et du Sylvaner et nécessitant un emprunt de 335 000 $.

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 4603, et ce, de 9 heures à 19 heures le 2 avril 2015.

Information des membres du conseil

Condoléances

Monsieur le maire, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- Messieurs Roger Jacques, retraité au Service des travaux publics et François Beaulieu, directeur général adjoint de Commerce Drummond et à toute la famille à l'occasion du décès de madame Thérèse Carrière Jacques, respectivement mère et belle-mère.

- Mesdames Denise Paquin, retraitée de la Ville de Drummondville et Véronique Paquin Bonneau, secrétaire au Service de l'urbanisme et à toute la famille à l'occasion du décès de madame Bernadette Danis, respectivement mère et grand-mère.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Prochaine assemblée du conseil

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 30 mars 2015.

393/3/15 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 21 h.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) MÉLANIE OUELLET,
Greffière.

(Signé) ALEXANDRE CUSSON,
Maire.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

30 MARS 2015

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 30 mars 2015, à compter de 19 h 30 ***sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

- Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Module affaires juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications

- Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

394/3/15 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller John Husk, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

395/3/15 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 16 mars 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 16 mars 2015 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres de remerciements provenant de différents organismes.

DIRECTION GÉNÉRALE :

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 24 mars 2015.

396/3/15 - Modification de la résolution no 12/1/14 de façon à désigner également les conseillers Pierre Levasseur et William Morales comme célébrants à l'occasion des célébrations de mariage ou d'union civile

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville modifie la résolution no 12/1/14 de façon à désigner également les conseillers Pierre Levasseur et William Morales comme célébrants à l'occasion des célébrations de mariage ou d'union civile.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES FINANCES :

Rapport du trésorier – Activités électorales pour l'année 2014

Conformément à l'article 513 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, le trésorier d'élection dépose le compte rendu des activités électorales de l'année 2014.

Les membres du conseil en prennent connaissance et copie est déposée aux archives de la Ville.

397/3/15 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 16 mars au 30 mars 2015, lesquels comptes totalisent la somme de 5 280 093,34 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

398/3/15 - Signature d'une entente à intervenir avec le Centre Normand Léveillé inc.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec le Centre Normand Léveillé inc. relativement à l'octroi d'une subvention pour l'année 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

399/3/15 - Délégation du conseiller John Husk au Forum sur le développement durable dans les collectivités qui se tiendra à Sherbrooke le 8 mai 2015

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville délègue le conseiller John Husk au Forum sur le développement durable dans les collectivités qui se tiendra à Sherbrooke le 8 mai 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

400/3/15 - Délégation de la conseillère Isabelle Marquis au sein du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation pour une période de 3 ans

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville délègue la conseillère Isabelle Marquis au sein du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation pour une période de 3 ans.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

401/3/15 - Modification de la résolution no 1624/11/13 de façon à remplacer le nom du comité par « comité de participation citoyenne et ville intelligente » et de nommer les conseillers Yves Grondin, président, William Morales, vice-président et la conseillère Cathy Bernier à titre de membre

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville modifie la résolution no 1624/11/13 de façon à remplacer le nom du comité par « comité de participation citoyenne et ville intelligente » et de nommer les conseillers Yves Grondin, président, William Morales, vice-président et la conseillère Cathy Bernier à titre de membre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

402/3/15 - Approbation des critères de sélection – Service de location d'une salle de réception avec service de traiteur pour la tenue de la soirée de Noël des employés municipaux pour les années 2015 à 2018 (Soumission no DR15-INV-044)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels concernant le service de location d'une salle de réception avec service de traiteur pour la tenue de la soirée de Noël des employés municipaux pour les années 2015 à 2018, et ce, selon le tableau suivant :

CRITÈRES	***Pondération***
ÉTAPE 1	
1. Respect des budgets	/25
2. Appréciation des salles proposées pour le cocktail et la soirée	/30
3. Qualité, originalité, variété et présentation du buffet proposé	/30
4. Qualité du vin offert et service de bar	/15
POINTAGE FINAL	**/100**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

403/3/15 - Nomination du chef de l'approvisionnement afin de procéder aux évaluations de rendement des soumissionnaires à l'égard des contrats octroyés

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le chef de l'approvisionnement est désigné afin de procéder aux évaluations de rendement des soumissionnaires à l'égard des contrats octroyés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

404/3/15 - Fourniture, livraison et installation d'ameublement de bureau (Soumission no DR15-INV-032 – Ouverture 18.03.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de la compagnie Mégaburo inc. au montant de 36 319,69 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

405/3/15 - Rejet des soumissions - Fourniture et livraison de quatre (4) camionnettes (Soumission no DR15-PUB-009 - Ouverture 18.03.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la seule soumission reçue de la compagnie P.E. Boisvert auto ltée soit rejetée en raison de sa non-conformité et de retourner en appel d'offres.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

406/3/15- Fourniture et livraison d'une niveleuse de 6 roues motrices (Soumission no DR15-PUB-011 – Ouverture 18.03.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie Équipements Sigma inc. au montant de 384 936,30 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

407/3/15 - Services professionnels - Fourniture de mobilier urbain pour le parc Woodyatt (Soumission no DR15-INV-008)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la soumission de la compagnie Tessier Récréo-Parc inc. au montant de 54 230,26 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

408/3/15 - Lignage des terrains sportifs (Soumission no DR15-INV-012 – Ouverture 20.03.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la soumission de la compagnie Aménagement N.P. au montant de 40 855,22 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

409/3/15 - Tonte de pelouse des propriétés municipales pour le secteur Ouest (Soumission no DR15-INV-037 – Ouverture 20.03.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la soumission de la compagnie Pelou-Tech inc. au montant de 56 973,10 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

410/3/15 - Services professionnels - Exécution du programme de rinçage unidirectionnel du réseau d'aqueduc (Soumission no DR15-PUB-013)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie Aqua data inc. au montant de 317 616.42 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES :

411/3/15 - Dépôt de la liste d'embauche d'employés surnuméraire, stagiaire et étudiant

Monsieur le maire dépose la liste d'embauche suivante conformément à la résolution no 343/3/14 :

Employée surnuméraire :

- Secrétaire : Madame Marie-Josée Bernier (BAC en traduction).

Stagiaire :

- Technicien en génie civil au Service de l'ingénierie : Monsieur Jimmy Aubin.

Étudiant :

- Coordonnateur équipe d'animation au Service des communications : Monsieur Victor Sanfaçon.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

412/3/15 - Signature d'une entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux cols blancs de la Ville de Drummondville (CSN) et le Syndicat des employés municipaux cols bleus de la Ville de Drummondville (SCFP) relative à l'harmonisation des postes de préposé(e)s à l'information et aux requêtes

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le directeur général et le directeur du Service des ressources humaines à signer la lettre d'entente « Préposée à l'information et aux requêtes » avec les syndicats cols bleus et cols blancs.

QUE la Ville de Drummondville autorise le changement d'échelon de l'employée no 206 d'un échelon 340 à un échelon 370.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

413/3/15 - Adoption de la politique antifavoritisme

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mette fin à la politique antinépotisme (résolution no 439/5/96) et adopte la politique antifavoritisme, selon la proposition ci-jointe.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

414/3/15 - Révision des règles d'approbation de la politique sur le développement des compétences des employés municipaux

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville adopte la politique ci-jointe, en remplacement de la Politique sur le développement des compétences des employés municipaux qui a été adoptée par le conseil municipal le 2 février 2009 (résolution no 133/2/09).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

415/3/15 - Embauche de monsieur Alexandre Désorcy au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Alexandre Désorcy au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera à déterminer par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

416/3/15 - Embauche de monsieur Pierre-Luc Simard au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Pierre-Luc Simard au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera à déterminer par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

417/3/15 - Embauche de monsieur Yanick Forest-Yargeau au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Yanick Forest-Yargeau au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera à déterminer par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

418/3/15 - Embauche de monsieur Pierre-Luc Malenfant au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Pierre-Luc Malenfant au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera à déterminer par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

419/3/15 - Embauche de monsieur Émile Boutin-Zummo au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Émile Boutin-Zummo au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera à déterminer par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

420/3/15 - Embauche de monsieur Vincent Boucher au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Vincent Boucher au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera à déterminer par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

421/3/15 - Embauche de monsieur François Pothier à titre de directeur général adjoint – gestion du territoire et directeur du Service de l'ingénierie

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller John Husk, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur François Pothier à titre de directeur général adjoint – gestion du territoire et directeur du Service de l'ingénierie, le tout selon les conditions de travail du personnel cadre et de soutien, incluant une période probatoire de six (6) mois et deux (2) semaines de vacances pour l'année 2015. L'entrée en fonction sera déterminée par le directeur général et son salaire correspond à la catégorie « F » de la classe hors cadre de niveau 2.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

422/3/15 - Embauche de madame Scyntia de Simone au poste permanent de coordonnatrice – division permis/inspections/programmes

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de madame Scyntia de Simone à titre de coordonnatrice – division permis/inspections/programmes, le tout selon les conditions de travail du personnel cadre et de soutien, incluant une période probatoire de six (6) mois et deux (2) semaines de vacances pour l'année 2015. L'entrée en fonction sera déterminée par le directeur du service et son salaire correspond à la catégorie « F » de la classe no 8 de l'échelle salariale du personnel cadre et de soutien.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

GREFFE ET SERVICES JURIDIQUES :

423/3/15 - Mandat à la firme d'avocats Deveau Gagné Lefebvre Tremblay et Associés sencrl pour représenter la Ville de Drummondville dans le dossier 405-17-001963-151

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme d'avocats Deveau Gagné Lefebvre Tremblay et Associés sencrl pour représenter la Ville de Drummondville dans le dossier 405-17-001963-151.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

424/3/15 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec la compagnie 9065-5127 Québec inc. concernant le prolongement du développement domiciliaire le Plateau St-Nicolas

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller William Morales, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec la compagnie 9065-5127 Québec inc. pour le prolongement du développement domiciliaire le Plateau St-Nicolas, le tout conditionnel à l'acceptation provisoire des travaux du collecteur Marconi.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

425/3/15 - Mandat aux Services exp inc. – Prolongement du développement domiciliaire le Plateau St-Nicolas (génie)

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Services exp inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux pour le prolongement du développement domiciliaire le Plateau St-Nicolas, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée; et qu'elle s'engage à entretenir le bassin de rétention des eaux pluviales et à tenir un registre d'exploitation et d'entretien.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

426/3/15 - Mandat aux Services exp inc. – Prolongement du développement domiciliaire le Plateau St-Nicolas (laboratoires)

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Services exp inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de raccordement du service d'égout sanitaire pour le prolongement du développement domiciliaire le Plateau St-Nicolas, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

427/3/15 - Signature d'une entente de règlement hors cour dans le dossier 405-17-001960-157

CONSIDÉRANT QU'un jugement a été rendu vers le 16 mai 2014 dans le dossier 405-17-001960-157;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville a apporté les corrections pour rétablir les comptes de taxes tels qu'ils figuraient avant que des changements soient apportés en 2011 pour valoir jusqu'en 2009;

CONSIDÉRANT QUE les parties ont découvert vers le 29 septembre 2014 que la base d'évaluation pour les bâtiments des demandeurs était différente de celle existante en 1964, année de rôle se rapprochant le plus de 1961, année où fut adopté le règlement no 489;

CONSIDÉRANT QUE les mêmes demandeurs ont déposé récemment une requête en mandamus afin que de nouvelles corrections soient apportées par la Ville;

CONSIDÉRANT QU'après étude et pour des considérations d'ordre pratique, il y a lieu de corriger cette situation, et ce, à compter de l'année 2009;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville approuve une proposition d'entente contenue dans la lettre ci-jointe du directeur des Services juridiques du 5 mars 2015 et autorise ce dernier ou tout avocat de ses services à signer au nom de la Ville tout procédure nécessaire visant à concrétiser cette entente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

428/3/15 - Signature d'une entente de règlement hors cour dans le dossier 405-17-001816-144

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville règle hors cour le dossier de Cour supérieure no 405-17-001816-144, et ce, selon les termes d'une déclaration de règlement hors cour et d'une lettre supplémentaire adressée le 16 mars 2015 au procureur des défendeurs autres que la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

429/3/15 - Mandat à Me Paul Wayland de l'étude Dufresne, Hébert, Comeau inc. afin de représenter la Ville de Drummondville dans le dossier no SAI-Q-207585-1503 du Tribunal administratif du Québec

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier , et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Paul Wayland de l'étude Dufresne, Hébert, Comeau inc. afin de représenter la Ville de Drummondville dans le dossier no SAI-Q-207585-1503 du Tribunal administratif du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

TRANSPORT EN COMMUN / STATIONNEMENT / MESURES D'URGENCE / DÉVELOPPEMENT SOCIAL :

430/3/15 - Dépôt du rapport des réalisations 2014 et du plan d'action 2015 de la Politique d'accessibilité universelle (PAU)

Le conseiller Alain Martel dépose le rapport des réalisations 2014 et du plan d'action 2015 de la Politique d'accessibilité universelle (PAU).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

431/3/15 - Subvention de 1500 $ - École Aux Quatre-Vents pour le projet spécial de boîte à lire

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1500 $ à l'école Aux Quatre-Vents pour le projet spécial de boîte à lire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

432/3/15 - Acceptation de l'offre d'achat présentée par Hydro-Québec pour une partie du lot 4 351 847 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond (camp Kounak) et autorisation de signature

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville accepte l'offre d'achat présentée par Hydro-Québec pour une partie du lot 4 351 847 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit le camp Kounak.

Le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE :

SERVICE DES LOISIRS :

433/3/15 - Signature d'un contrat de location de plateaux sportifs à intervenir avec Baseball Drummond pour l'utilisation de terrains de balle pour la saison estivale du 1er mai au 30 septembre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location de plateaux sportifs à intervenir avec Baseball Drummond pour l'utilisation de terrains de balle pour la saison estivale du 1er mai au 30 septembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

434/3/15 - Autorisation au comité organisateur – Tenue d'une marche dans les rues de la Ville dans le cadre de la 9e édition de la marche de l'Alzheimer qui se tiendra le 31 mai 2015

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur à tenir une marche dans les rues de la Ville dans le cadre de la 9e édition de la marche de l'Alzheimer qui se tiendra le dimanche 31 mai 2015 à compter de 10h, le tout selon un trajet approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Yves Grondin se retire pour la présentation du dossier suivant :

435/3/15 - Autorisation à la Paroisse St-François d'Assise - Tenue d'un rassemblement à la place St-Frédéric ainsi qu'un feu de foyer dans le cadre d'une Vigile pascale le 4 avril 2015 et fermeture de rue

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Paroisse St-François d'Assise à tenir un rassemblement à la place St-Frédéric ainsi qu'un feu de foyer dans le cadre d'une Vigile pascale le samedi 4 avril 2015 de 19 h 45 à 20 h 15, le tout selon les normes du Service de sécurité incendie et la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville autorise la fermeture de la rue Brock entre les rues Girouard et Marchand pour la tenue de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Yves Grondin reprend son siège.

436/3/15 - Autorisation aux écoles Notre-Dame-du-Rosaire et Sainte-Marie - Tenue d'un mini-marathon au parc Milette et sur la piste d'athlétisme Claude-Béland le 17 juin 2015 et fermeture de rue

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les écoles Notre-Dame-du-Rosaire et Sainte-Marie à tenir un mini-marathon au parc Milette et sur la piste d'athlétisme Claude-Béland le mercredi 17 juin 2015 de 9 h à 12 h, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville autorise la fermeture de la rue St-Damase à l'intersection des 18e et 19e Avenues ainsi que le prêt de matériel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

437/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec Judo Drummondville pour la location d'un plateau sportif au Centre multisport, saison 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec Judo Drummondville pour la location d'un plateau sportif au Centre multisport, saison 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

438/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec le Drummondville Olympique pour la location d'espaces de bureaux au Centre multisport du 1er janvier au 31 décembre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec le Drummondville Olympique pour la location d'espaces de bureaux au Centre multisport du 1er janvier au 31 décembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

439/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec le Club de tumbling et trampoline de Drummondville pour la location d'un plateau sportif au Centre multisport, saison 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec le Club de tumbling et trampoline de Drummondville pour la location d'un plateau sportif au Centre multisport, saison 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

440/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec le Club de soccer juvénile de Drummondville pour la location de plateaux sportifs pour la saison estivale 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec le Club de soccer juvénile de Drummondville pour la location de plateaux sportifs pour la saison estivale 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

441/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec le Club de patinage de vitesse de Drummondville pour l'utilisation d'espaces de bureaux et de rangement à l'Olympia Yvan Cournoyer du 1er janvier au 31 décembre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec le Club de patinage de vitesse de Drummondville pour l'utilisation d'espaces de bureaux et de rangement à l'Olympia Yvan Cournoyer du 1er janvier au 31 décembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

442/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec le Club de patinage de vitesse de Drummondville pour l'utilisation de plateaux sportifs à l'Olympia Yvan Cournoyer du 1er janvier au 31 décembre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec le Club de patinage de vitesse de Drummondville pour l'utilisation de plateaux sportifs à l'Olympia Yvan Cournoyer du 1er janvier au 31 décembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

443/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec l'Association de hockey mineur de Drummondville pour l'utilisation d'espaces de bureaux et de rangement aux arénas du Centre Marcel Dionne et de l'Olympia Yvan Cournoyer du 1er janvier au 31 décembre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec l'Association de hockey mineur de Drummondville pour l'utilisation d'espaces de bureaux et de rangement aux arénas du Centre Marcel Dionne et de l'Olympia Yvan Cournoyer du 1er janvier au 31 décembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

444/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec l'Association de hockey mineur de Drummondville pour l'utilisation des plateaux sportifs aux arénas du Centre Marcel Dionne, de l'Olympia Yvan Cournoyer et de Saint-Cyrille du 1er janvier au 31 décembre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec l'Association de hockey mineur de Drummondville pour l'utilisation des plateaux sportifs aux arénas du Centre Marcel Dionne, de l'Olympia Yvan Cournoyer et de Saint-Cyrille du 1er janvier au 31 décembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

445/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec le Club de tennis de table Intersport de Drummondville pour la location d'un plateau sportif au Centre multisport, saison 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec le Club de tennis de table Intersport de Drummondville pour la location d'un plateau sportif au Centre multisport, saison 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

446/3/15 - Prêt et livraison de matériel à l'école Jean-Raimbault pour la tenue de la cérémonie de collation des grades du 8 au 15 juin 2015

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le prêt et la livraison de matériel à l'école Jean-Raimbault pour la tenue de la cérémonie de collation des grades du lundi 8 juin au lundi 15 juin 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

447/3/15 - Autorisation au Club de patinage artistique élites sur glace Drummond-Saint-Cyrille – Utilisation du Centre Marcel Dionne gratuitement pour le spectacle de fin d'année le 18 avril 2015

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de patinage artistique élites sur glace Drummond-Saint-Cyrille à utiliser le Centre Marcel Dionne gratuitement pour le spectacle de fin d'année qui se tiendra le samedi 18 avril 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

448/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec le Club de patinage artistique élites sur glace Drummond-Saint-Cyrille – Utilisation des espaces de bureaux et de rangement à l'Olympia Yvan Cournoyer du 1er janvier au 31 décembre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec le Club de patinage artistique élites sur glace Drummond-Saint-Cyrille pour l'utilisation des espaces de bureaux et de rangement à l'Olympia Yvan Cournoyer du 1er janvier au 31 décembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

449/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec le Club de patinage artistique élites sur glace Drummond-Saint-Cyrille – Location de plateaux sportifs à l'Olympia Yvan Cournoyer et à l'aréna de Saint-Cyrille du 1er janvier au 31 décembre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec le Club de patinage artistique élites sur glace Drummond-Saint-Cyrille pour la location de plateaux sportifs à l'Olympia Yvan Cournoyer et à l'aréna de Saint-Cyrille du 1er janvier au 31 décembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

450/3/15 - Autorisation au Club optimiste St-Charles-de-Drummond inc. en collaboration avec la Ville de Drummondville – Tenue de l'activité « Opération nettoyage » au Centre communautaire Sintra St-Charles les 2 et 3 mai 2015

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club optimiste St-Charles-de-Drummond inc. à tenir l'activité « Opération nettoyage » au Centre communautaire Sintra St-Charles les 2 et 3 mai 2015, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

451/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec le Club de gymnastique les Djinn de Drummondville pour l'utilisation d'un plateau sportif au Centre multisport du 1er janvier au 31 décembre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec le Club de gymnastique les Djinn de Drummondville pour l'utilisation d'un plateau sportif au Centre multisport du 1er janvier au 31 décembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

452/3/15 - Autorisation à l'école Jeanne-Mance – Tenue de l'activité JM Courir aux parcs Sainte-Thérèse et Bellevue le jeudi 14 mai 2015

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'école Jeanne-Mance à tenir l'activité JM Courir aux parcs Sainte-Thérèse et Bellevue le jeudi 14 mai 2015 de 10 h à 16 h, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

453/3/15 - Signature d'un contrat de service à intervenir avec le Drummondville Olympique pour la gestion du Centre multisport, de la carte d'accès-loisirs, des fiches d'inscription, de l'entretien ménager, de l'entretien léger et de la surveillance du Centre multisport et du Complexe Marchand du 1er janvier au 31 décembre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de service à intervenir avec le Drummondville Olympique pour la gestion du Centre multisport, de la carte d'accès-loisirs, des fiches d'inscription, de l'entretien ménager, de l'entretien léger et de la surveillance du Centre multisport et du Complexe Marchand du 1er janvier au 31 décembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

454/3/15 - Signature d'une entente à intervenir avec le Drummondville Olympique pour subvention au fonctionnement de type général pour l'année 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec le Drummondville Olympique. Ladite entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention de 91 500 $ plus l'I.P.C. de 1,4 % pour le fonctionnement de type général.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

455/3/15 - Inscription d'une équipe de la Ville de Drummondville composée d'employés(es) et d'élus(es) municipaux à la course Deschênes-toi qui se déroulera le dimanche 17 mai 2015

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville inscrive une équipe composée d'employés(es) et d'élus(es) municipaux à la course Deschênes-toi qui se déroulera le dimanche 17 mai 2015. Les frais ne couvrent qu'un seul parcours.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

456/3/15 - Inscription au montant de 1 000 $ d'une équipe de la Ville de Drummondville au Relais pour la vie de la Société canadienne du cancer, édition 2015

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville inscrive pour un montant de 1 000 $ une équipe de la Ville de Drummondville au Relais pour la vie de la Société canadienne du cancer, édition 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

457/3/15 - Signature d'un protocole de services à intervenir avec Baseball Drummond pour l'animation, la gestion et l'entretien des terrains de balle et du stade Jacques-Desautels pour la saison estivale du 1er mai au 30 septembre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de services à intervenir avec Baseball Drummond pour l'animation, la gestion et l'entretien des terrains de balle et du stade Jacques-Desautels pour la saison estivale du 1er mai au 30 septembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

458/3/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec le Club de B.M.X. Drummond pour l'utilisation d'un plateau sportif du 1er mai au 30 septembre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec le Club de B.M.X. Drummond pour l'utilisation d'un plateau sportif du 1er mai au 30 septembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES ARTS, CULTURE ET IMMIGRATION :

459/3/15 - Signature d'une entente pour subvention au fonctionnement à intervenir avec l'Orchestre symphonique de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente pour subvention au fonctionnement à intervenir avec l'Orchestre symphonique de Drummondville. Ladite entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention de 70 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

460/3/15 - Signature d'une entente à intervenir avec l'Association citoyenne de Drummondville et ses jumelées (ACDJ) pour subvention au fonctionnement, année 2015

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec l'Association citoyenne de Drummondville et ses jumelées (ACDJ) pour subvention au fonctionnement, année 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

461/3/15 - Signature d'une entente à intervenir avec la Société de généalogie de Drummondville pour reconnaissance et hébergement

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec la Société de généalogie de Drummondville pour reconnaissance et hébergement. Ladite entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention de 500 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

462/3/15 - Subvention de 3 000 $ - Projet de résidence d'artiste Drummondville / Alsace

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 3 000 $ pour le projet de résidence d'artiste Drummondville / Alsace à titre de subvention 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

463/3/15 - Subvention de 1 200 $ - Symphonie des Jeunes de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 200 $ à la Symphonie des Jeunes de Drummondville à titre de subvention 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

464/3/15 - Autorisation à l'Office des personnes handicapées du Québec - Utilisation de la place Saint-Frédéric pour la tenue d'un spectacle musical dans le cadre de la Semaine des personnes handicapées le jeudi 4 juin 2015

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Office des personnes handicapées du Québec à utiliser la place Saint-Frédéric pour la tenue d'un spectacle musical dans le cadre de la Semaine québécoise des personnes handicapées le jeudi 4 juin 2015 à midi, remis au lendemain en cas de pluie, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT :

465/3/15 - Demande auprès de la MRC de Drummond en vue d'autoriser des travaux de mise en valeur et de stabilisation des rives du cours d'eau Cacouna, phase 1 de la Vitrine industrielle

CONSIDÉRANT QUE le cours d'eau Cacouna est sous la compétence de la MRC de Drummond;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de mise en valeur et de stabilisation des rives du cours d'eau Cacouna sont une exigence du Ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) dans l'émission d'un certificat d'autorisation pour la phase 1 de la Vitrine industrielle de l'Autoroute 55;

CONSIDÉRANT QUE les travaux envisagés ont été évalués par le Service du développement durable de la Ville et porte sur deux zones de travail totalisant 516 mètres de rives;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux seront défrayés à même le règlement d'emprunt lié aux infrastructures de services de la Vitrine industrielle de l'Autoroute 55 – phase 1;

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville formule une demande auprès de la MRC de Drummond en vue d'autoriser des travaux d'intervention dans le cours d'eau Cacouna en lien avec la phase 1 de la Vitrine industrielle de l'Autoroute 55;

La Ville de Drummondville s'engage à acquitter, sur réception, toutes les factures que pourrait émettre la MRC suite aux procédures engagées ou complétées dans ce dossier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

466/3/15 - Demande de certificat d'autorisation - article 22 au Ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), Vitrine industrielle 55 – phase 1, travaux de mise en valeur cours d'eau Cacouna, engagement et autorisation de signature

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville s'engage d'ici le 28 août 2015 à déposer une demande de certificat d'autorisation – article 22 – au MDDELCC pour des travaux de stabilisation des rives du cours d'eau Cacouna en lien avec la réalisation de la phase 1 de la Vitrine industrielle de l'autoroute 55.

La Ville s'engage aussi à déposer au MDDELCC, un plan de relocalisation des espèces susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables.

La Ville de Drummondville autorise monsieur Roger Leblanc, directeur du Service du développement durable à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville ladite demande de certificat d'autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DE L'INGÉNIERIE :

467/3/15 - Autorisation à la firme d'ingénieurs WSP à soumettre une demande d'autorisation au Ministère du développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement concernant les travaux de bouclage d'aqueduc sur les rues Gilles-Ally et St-Félix

CONSIDÉRANT QUE la firme WSP a été mandatée par la ville pour effectuer les plans et devis des travaux ainsi que la surveillance de projet de bouclage d'aqueduc des rues Gilles-Ally et St-Félix;

CONSIDÉRANT QU'une demande de certificat d'autorisation au MDDELCC est nécessaire en vertu de l'article 32 de la *Loi sur la Qualité de l'Environnement* (LQE);

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la firme WSP à soumettre une demande d'autorisation au MDDELCC en vertu de l'article 32 de la *Loi sur la Qualité de l'Environnement* (LQE) et à présenter tout engagement en lien avec cette demande;

QUE le conseil s'engage à transmettre au Ministère, au plus tard soixante (60) jours après la fin des travaux, une attestation signée par l'ingénieur quant à la conformité des travaux avec l'autorisation accordée par le MDDELCC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

468/3/15 - Fin de l'entente intermunicipale intervenue entre les municipalités de Saint-Cyrille-de-Wendover et Saint-Charles-de-Drummond le 8 octobre 1998, ainsi qu'à l'addenda de ladite entente en date du 20 août 2010, relativement à la fourniture de services en faveur de la Municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover pour le traitement des eaux usées de la Fromagerie Lemaire

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville mette fin à l'entente intermunicipale intervenue entre les municipalités de Saint-Cyrille-de-Wendover et Saint-Charles-de-Drummond le 8 octobre 1998, ainsi qu'à l'addenda de ladite entente en date du 20 août 2010, relativement à la fourniture de services en faveur de la Municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover pour le traitement des eaux usées de la Fromagerie Lemaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

469/3/15 - Signature d'une nouvelle entente industrielle à intervenir avec Les Volailles Martel inc. relativement aux rejets des eaux usées et à l'utilisation des ouvrages d'assainissement

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une nouvelle entente industrielle à intervenir avec Les Volailles Martel inc. relativement aux rejets des eaux usées et à l'utilisation des ouvrages d'assainissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

470/3/15 - Adoption du plan d'action 2015-2018 pour l'élimination des raccordements inversés dans les réseaux de collecte d'eaux usées municipales

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville adopte le plan d'action 2015-2018 pour l'élimination des raccordements inversés dans les réseaux de collecte d'eaux usées municipales.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS :

SERVICE DE L'URBANISME :

471/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 465-567 de la rue Saint-Omer

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge latérale minimale du garage privé attenant et le total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal, d'augmenter le pourcentage de la longueur du mur du garage privé attenant empiétant dans la cour arrière par rapport à la longueur du mur du bâtiment principal auquel il est rattaché et d'autoriser qu'un garage privé soit attenant à un abri d'auto attenant au bâtiment principal sans que l'un des murs latéraux du garage privé et de l'abri d'auto soit commun en totalité, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 132 769 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 465-467 de la rue Saint-Omer, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.15);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite ajouter un garage privé attenant en utilisant et en conservant une partie de l'abri d'auto existant;

CONSIDÉRANT QUE, selon les motifs évoqués par le requérant :
- la demande actuelle a déjà été déposée et acceptée en 1995;
- les règlements ayant changé depuis, l'obtention de dérogations mineures est maintenant nécessaire à la réalisation du projet;
- l'apparence extérieure de la résidence actuelle sera améliorée par ces travaux;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage pour la zone où est situé l'immeuble visé par la demande (zone d'habitation H-327) :
- la marge latérale minimale applicable au garage privé attenant projeté est de trois mètres (3 m);
- le total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal est de quatre virgule cinq mètres (4,5 m);
- le pourcentage de la longueur du mur du garage privé attenant empiétant dans la cour arrière doit être d'un maximum de vingt-cinq pour cent (25 %) de la longueur du mur latéral du bâtiment principal auquel il est rattaché;

CONSIDÉRANT QU'un garage peut être attenant à l'abri d'auto pourvu que l'un des murs latéraux du garage et de l'abri d'auto soit commun en totalité;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du plan projet d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre pour le garage privé attenant projeté et de l'abri d'auto attenant :
- la marge latérale minimale applicable au garage privé attenant projeté est établie à un virgule quatre-vingt-cinq mètre (1,85 m), ce qui constitue une irrégularité d'un virgule quinze mètre (1,15 m);
- le total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal est de quatre virgule zéro sept mètres (4,07 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule quarante-trois mètre (0,43 m);

- le pourcentage de la longueur du mur du garage privé attenant empiétant dans la cour arrière est établi à trente-neuf virgule un pour cent (39,1 %) de la longueur du mur latéral du bâtiment principal auquel il est rattaché, ce qui constitue une irrégularité de quatorze virgule un pour cent (14,1 %);

CONSIDÉRANT QUE l'abri d'auto et le garage privé sont situés l'un derrière l'autre;

CONSIDÉRANT QUE la façade avant du bâtiment principal n'est pas parallèle à la rue Saint-Omer et que cette implantation implique que le garage soit localisé plus près de la ligne latérale de terrain;

CONSIDÉRANT QUE les cours latérales offrent peu d'espace pour permettre un scénario d'implantation différent de celui présenté;

CONSIDÉRANT QUE des projets semblables ont été acceptés dernièrement;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'un garage privé attenant et d'un abri d'auto ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété en raison de la présence actuelle d'un abri d'auto;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- de réduire de trois mètres (3 m) à un virgule quatre-vingts mètre (1,80 m) la marge latérale gauche minimale applicable au garage privé attenant **à la condition** que la longueur du mur du garage privé attenant projeté où la marge est dérogatoire soit d'une longueur maximale de dix mètres (10 m);
- de réduire de quatre virgule cinq mètres (4,5 m) à quatre mètres (4 m) le total des marges latérales minimales applicable au bâtiment principal;
- d'augmenter de vingt-cinq pour cent (25 %) à quarante pour cent (40 %) le pourcentage de la longueur du mur du garage privé attenant empiétant dans la cour arrière qui excède la longueur du mur latéral du bâtiment principal auquel il se rattache **à la condition** que la longueur du mur du garage privé attenant projeté empiétant dans la cour arrière soit d'une longueur maximale de quatre virgule cinq mètres (4,5 m);
- d'autoriser la présence d'un abri d'auto et d'un garage privé sans que ceux-ci aient un mur latéral totalement en commun;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 132 769 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 465 et 467 de la rue Saint-Omer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

472/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 809-811 de la rue Savard

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la distance minimale du garage privé isolé par rapport à la ligne arrière de terrain et situé sur le lot 4 134 713 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 809 et 811 de la rue Savard, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.16);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment bifamilial existant de structure isolée a été construit en 1948;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé isolé visé par la demande a par la suite été construit en 1987;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'un certificat de localisation préparé en vue de la vente de l'immeuble a permis de constater la non-conformité de la distance entre le garage privé isolé et la ligne arrière de terrain qui est de zéro virgule quatre-vingt-un mètre (0,81 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur, la distance minimale entre le garage privé isolé et la ligne arrière de terrain est établie à un mètre (1 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule dix-neuf mètre (0,19 m);

CONSIDÉRANT QU'à l'époque de la construction, la distance minimale entre le garage privé isolé et une ligne de terrain était établie à un mètre (1 m) :

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur arrière du garage privé isolé où la distance est dérogatoire est de six virgule quatre-vingt-deux mètres (6,82 m);

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par le garage privé isolé concerné par la demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de son existence depuis vingt-huit (28) ans;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction de la distance entre un garage privé isolé et la ligne arrière de terrain respecte, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'application du règlement relatif à la réduction de la distance entre un garage privé isolé et la ligne arrière de terrain a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu du projet de vente de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QU'un permis a été émis relativement à la construction du garage;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction du garage privé isolé semblent avoir été effectués de bonne foi à l'époque;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire d'un mètre (1 m) à zéro virgule quatre-vingt-un mètre (0,81 m) la distance minimale entre le garage privé isolé et la ligne arrière de terrain, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas six virgule quatre-vingt-deux mètres (6,82 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 134 713 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 809-811 de la rue Savard.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

473/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 127 de la 12e Avenue

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge latérale gauche minimale, la marge arrière minimale et le ratio d'espace bâti/terrain maximal applicable au bâtiment commercial existant de structure isolée et situé sur le lot 3 084 267 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 127 de la 12e Avenue, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment commercial de structure isolée visé par la demande a été construit en 1950;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment a par la suite été agrandi en 1968, et ce, du côté gauche et du côté droit;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'un certificat de localisation préparé en vue de la vente de l'immeuble a permis de constater la non-conformité :
- de la marge latérale gauche du bâtiment principal existant implanté à une distance de zéro mètre (0 m) de la ligne latérale gauche de terrain;
- de la marge arrière du bâtiment principal implanté à une distance de zéro virgule dix-huit mètre (0,18 m) de la ligne arrière de terrain;
- du ratio de l'espace bâti/terrain du bâtiment principal qui est de soixante-cinq virgule six pour cent (65,6 %);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur :
- la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal est établie à deux mètres (2 m), ce qui constitue une irrégularité de deux mètres (2 m);
- la marge arrière applicable au bâtiment principal est établie à neuf mètres (9 m), ce qui constitue une irrégularité de huit virgule quatre-vingt-deux mètres (8,82 m);
- le ratio de l'espace bâti/terrain maximal applicable au bâtiment principal est établi à trente pour cent (30 %), ce qui constitue une irrégularité de trente-cinq virgule six pour cent (35,6 %);

CONSIDÉRANT QU à l'époque de la construction :
- la marge latérale minimale était établie à zéro virgule neuf mètre (0,9 m);
- la marge arrière minimale était établie à zéro virgule neuf mètre (0,9 m);
- le ratio de l'espace bâti/terrain maximal était établi à cinquante pour cent (50 %);

CONSIDÉRANT QUE la longueur des murs où les marges sont dérogatoires est de :
- treize virgule soixante-six mètres (13,66 m) pour le mur latéral gauche;
- cinq virgule quarante-deux mètres (5,42 m) pour le mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, étant donné que l'agrandissement existe depuis quarante-sept (47) ans;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction des marges latérale gauche et arrière, ainsi que du ratio de l'espace bâti/terrain respecte, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'application du règlement relatif à la marge latérale gauche et à la marge arrière minimales, ainsi qu'au ratio de l'espace bâti/terrain a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante, compte tenu du projet de vente de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QU'un permis a été émis relativement à la construction du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction du bâtiment principal semblent avoir été effectués de bonne foi à l'époque;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- de réduire de deux mètres (2 m) à zéro mètre (0 m) la marge latérale gauche minimale, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas treize virgule soixante-six mètres (13,66 m);
- de réduire de neuf mètres (9 m) à zéro virgule dix-huit mètre (0,18 m) la marge arrière minimale, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas cinq virgule quarante-deux mètres (5,42 m);
- d'augmenter de trente pour cent (30 %) à soixante-cinq virgule six pour cent (65,6 %) le ratio de l'espace bâti/terrain maximal;

et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un étage et situé sur le lot 3 084 267 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 127 de la 12e Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

474/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 123-125 de la 12e Avenue

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la distance minimale du garage privé isolé par rapport aux lignes latérale droite et arrière de terrain applicable au bâtiment bifamilial existant de structure isolée et situé sur le lot 3 084 266 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 123-125 de la 12e avenue, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment bifamilial existant de structure isolée a été construit en 1964;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé isolé visé par la demande a par la suite été construit en 1978;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'un certificat de localisation préparé en vue de la vente de l'immeuble a permis de constater la non-conformité :

- de la distance entre le garage privé isolé et la ligne latérale droite de terrain qui est de zéro mètre (0 m);
- de la distance entre le garage privé isolé et la ligne arrière de terrain qui est de zéro virgule vingt-cinq mètre (0,25 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur :

- la distance minimale entre le garage privé isolé et la ligne latérale droite de terrain est établie à un mètre (1 m), ce qui constitue une irrégularité d'un mètre (1 m);
- la distance minimale entre le garage privé isolé et la ligne arrière de terrain est établie à un mètre (1 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule soixante-quinze mètre (0,75 m);

CONSIDÉRANT QU à l'époque de la construction, la distance minimale entre le garage privé isolé et une ligne de terrain était établie à zéro virgule cinq mètre (0,5 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur des murs du garage privé isolé où les distances sont dérogatoires est de :

- huit virgule soixante-treize mètres (8,73 m) pour le mur latéral droit;
- six virgule quarante-sept mètres (6,47 m) pour le mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de l'existence du garage privé isolé depuis trente-sept (37) ans;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction de la distance entre un garage privé isolé et les lignes de terrain latérale droite et arrière respecte, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'application du règlement relatif à la réduction de la distance entre un garage privé isolé et les lignes de terrain latérale droite et arrière a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante, compte tenu du projet de vente de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QU'un permis a été émis relativement à la construction du garage privé isolé;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction du garage privé isolé semblent avoir été effectués de bonne foi à l'époque;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire :

- d'un mètre (1 m) à zéro mètre (0 m) la distance minimale entre le garage privé isolé et la ligne droite de terrain, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas huit virgule soixante-treize mètres (8,73 m);
- d'un mètre (1 m) à zéro virgule vingt-cinq mètre (0,25 m) la distance minimale entre le garage privé isolé et la ligne arrière de terrain, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas six virgule quarante-sept mètres (6,47 m);

et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un étage et situé sur le lot 3 084 266 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 123-125 de la 12^{e} Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

475/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 125 du boulevard Saint-Joseph

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter le nombre d'enseignes rattachées au bâtiment principal, et ce, pour l'immeuble formé du lot 4 133 208 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 125 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.19);

CONSIDÉRANT QU'un nouveau bâtiment d'un (1) étage d'une superficie de huit cent vingt-six mètres carrés (826 m^{2}) est présentement en construction afin d'accueillir le restaurant St-Hubert;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment actuel sera démoli lorsque le bâtiment en construction sera prêt à opérer;

CONSIDÉRANT QUE le projet a été analysé une première fois au comité consultatif d'urbanisme lors de la séance du 27 août 2014 (résolution no 14.08.44);

CONSIDÉRANT QUE lors de cette séance, il avait été convenu de revoir le projet pour l'ensemble des enseignes rattachées au bâtiment, incluant l'enseigne directionnelle « repas à emporter »;

CONSIDÉRANT QU'une enseigne directionnelle est limitée à une superficie de 0,3 mètre carré;

CONSIDÉRANT QUE cette enseigne directionnelle est considérée comme une enseigne rattachée au bâtiment en raison de sa superficie qui est de 0,74 mètre carré;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, le nombre maximal d'enseignes rattachées au bâtiment est limité à deux (2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du projet déposé, le requérant souhaite installer trois (3) enseignes rattachées au bâtiment, ce qui est non conforme à la règlementation;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont que l'enseigne supplémentaire est en fait l'enseigne directionnelle murale annonçant « repas à emporter » qui dépasse la norme permise pour la superficie maximale des enseignes directionnelles compte tenu de l'importance de préserver la cohésion sur le site où la circulation des automobilistes doit être fluide et sécuritaire et de bien diriger les clients qui viennent chercher un repas directement au comptoir;

CONSIDÉRANT QUE, selon le règlement de zonage, la superficie totale maximale des enseignes rattachées au bâtiment est de neuf virgule soixante-trois mètres carrés (9,63 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la superficie totale des trois (3) enseignes rattachées au bâtiment en incluant l'enseigne « repas à emporter » est de neuf virgule soixante-deux mètres carrés (9,62 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la superficie totale autorisée est respectée, mais que cette superficie est répartie sur trois (3) enseignes plutôt que deux (2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne « repas à emporter » présente une signature légère, soit un fond blanc avec un contour des lettres de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les deux autres enseignes rattachées sont identiques et annoncent le restaurant « St-Hubert Poulet et Côtes Levées »;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement semble causer un préjudice sérieux au requérant en ce qui concerne l'orientation des visiteurs sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de deux (2) à trois (3) le nombre d'enseignes rattachées au bâtiment, **à la condition** de limiter la superficie d'affichage totale à un maximum de neuf virgule soixante-trois mètres carrés (9,63 m^2), et ce, pour l'immeuble formé du lot 4 133 208 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 125 du boulevard Saint-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

476/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 900 du rang Watkins

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la superficie maximale, la hauteur maximale, la longueur maximale des murs, la largeur maximale et la superficie d'un garage privé isolé projeté ainsi que la hauteur maximale des portes, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 101 013 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 900 du rang Watkins, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.15);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite procéder à la construction d'un garage privé isolé, d'une superficie de deux cent vingt-deux virgule quatre-vingt-dix-sept mètres carrés (222,97 m^2), destiné à être utilisé à des fins domestique, industrielle et agricole;

CONSIDÉRANT QUE la superficie du terrain visé est de cent quatre-vingt-trois mille sept cent vingt-sept virgule huit mètres carrés (183 727,8 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage :
- la superficie maximale d'un garage privé isolé est de soixante mètres carrés (60 m^2);
- la hauteur maximale d'un garage privé isolé est de sept mètres (7 m), sans excéder de plus de dix pour cent (10 %) la hauteur du bâtiment principal, lorsque le garage est implanté sur un terrain de mille cinq cents mètres carrés (1500 m^2) et plus;
- la longueur maximale des murs d'un garage privé isolé est de douze mètres (12 m);
- la largeur maximale d'un garage privé isolé est de dix mètres (10 m);
- la hauteur maximale des portes d'un garage privé isolé est de trois mètres (3 m);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite procéder à la construction d'un garage privé isolé :
- d'une superficie de deux cent vingt-deux virgule quatre-vingt-dix-sept mètres carrés (222,97 m^2), ce qui représente une irrégularité de cent soixante-deux virgule quatre-vingt-dix-sept mètres carrés (162,97 m^2);
- d'une hauteur de sept virgule quatre-vingt-treize mètres (7,93 m), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule quatre-vingt-treize mètre (0,93 m);
- d'une longueur des murs de douze virgule dix-neuf mètres (12,19 m) et dix-huit virgule vingt-neuf mètres (18,29 m), ce qui représente une irrégularité respective de zéro virgule dix-neuf mètre (0,19 m) et six virgule vingt-neuf mètres (6,29 m);
- d'une largeur de douze virgule dix-neuf mètres (12,19 m), ce qui représente une irrégularité de deux virgule dix-neuf mètres (2,19 m);
- avec deux (2) portes de garage d'une hauteur de quatre virgule vingt-sept mètres (4,27 m), ce qui représente une irrégularité d'un virgule vingt-sept mètre (1,27 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :
- le garage projeté sera utilisé à parts égales à des fins domestique, industrielle et agricole;
- la section domestique servira pour l'entreposage d'un bateau, VTT, motoneiges, etc.;
- la section industrielle servira pour l'entreposage d'un tracteur pour remorque et l'entretien de ma flotte de camions;
- mes véhicules associés à la compagnie de transport sont cinq (5) tracteurs pour remorque, trois (3) remorques et deux (2) camions 10 roues;
- la section agricole servira pour l'entreposage des tracteurs agricoles;
- la superficie proposée est minimale en vertu de mes besoins, mais j'accepte de réduire la superficie du garage compte tenu du contexte règlementaire;
- le bâtiment aura une architecture qui rappelle un bâtiment agricole;
- l'entretien des véhicules s'effectue actuellement à l'extérieur impliquant du bruit ce qui sera corrigé avec la construction du nouveau garage;
- l'étable existante n'est pas adaptée pour l'entreposage de véhicules compte tenu de son aménagement intérieur (enclos) et la hauteur du plafond (2,5 m);
- je souhaite éventuellement utiliser l'étable pour élever des animaux;
- le hangar existant sert à entreposer les équipements agricoles et le bois de chauffage;
- étant donné que la propriété visée est de grande superficie, une quantité plus grande d'équipements d'entretien est nécessaire;

- mes voisins ont signé une lettre attestant qu'ils sont en accord avec le projet de construction du garage;
- mon objectif n'est pas d'agrandir l'entreprise commerciale, mais de continuer tel que présentement sans être à la merci de la température et de pouvoir ranger mes biens adéquatement;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est localisé principalement à l'intérieur de la zone agricole A-5303, à l'intérieur de laquelle sont autorisées les classes d'usages H-1 (unifamiliale), A-1 (culture du sol), A-2 (élevage) et A-3 (foresterie et sylviculture);

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve actuellement sur le terrain visé, la résidence du requérant, l'entreprise Transport Francis Blanchard qui est dérogatoire, mais protégée par droit acquis, une étable et un hangar;

CONSIDÉRANT QUE l'excédent de la terre est présentement loué et utilisé à des fins de culture;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé par la demande est localisé en zone agricole selon la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec;

CONSIDÉRANT QU'un droit pour une utilisation commerciale d'une superficie de vingt mille mètres carrés (20 000 m^2) a été reconnu en septembre 2009 par la Commission de protection du territoire agricole du Québec;

CONSIDÉRANT QUE l'étable est localisée à l'extérieur de ce périmètre de vingt mille mètres carrés (20 000 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'objectif du règlement est d'assurer l'intégration harmonieuse des proportions des bâtiments accessoires;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions du garage privé isolé visé sont proportionnelles avec celles du terrain sur lequel il est destiné;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé isolé visé sera localisé en retrait par rapport au bâtiment principal (résidence);

CONSIDÉRANT QUE le requérant propose que les façades du garage privé isolé visé soient recouvertes de clin de bois et que le revêtement de la toiture soit un parement métallique prépeint et traité en usine en harmonie avec le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu de l'utilisation multiple de la propriété, soit résidentielle, industrielle et agricole;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de :

- soixante mètres carrés (60 m^2) à deux cent vingt-cinq mètres carrés (225 m^2) la superficie maximale d'un garage privé isolé projeté;
- sept mètres (7 m) à huit mètres (8 m) la hauteur maximale d'un garage privé isolé projeté;
- douze mètres (12 m) à douze virgule cinq mètres (12,5 m) et à dix-huit virgule cinq mètres (18,5 m) la longueur maximale des murs d'un garage privé isolé projeté;

- dix mètres (10 m) à douze virgule cinq mètres (12,5 m) la largeur maximale d'un garage privé isolé projeté;
- trois mètres (3 m) à quatre virgule trois mètres (4,3 m) la hauteur maximale des deux (2) portes de garage d'un garage privé isolé projeté;

à la condition :

- que les façades du garage privé isolé visé soient recouvertes d'un clin de bois en harmonie avec le bâtiment principal;
- que le revêtement de toiture du garage privé isolé soit un parement métallique prépeint et traité en usine en harmonie avec le bâtiment principal;
- que le garage privé isolé visé soit localisé à une distance minimale de soixante mètres (60 m) de l'emprise du rang Watkins;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 101 013 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 900 du rang Watkins.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

477/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 190 de la rue Fleury

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la superficie et la hauteur maximales d'un garage privé isolé projeté et réduire la distance minimale entre un garage privé isolé projeté et le bâtiment principal, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 921 323 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 190 de la rue Fleury, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.16);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite procéder à la démolition d'un garage privé isolé existant d'une superficie de trente-six virgule deux mètres carrés (36,2 m^2) et construire au même endroit un nouveau garage privé isolé d'une superficie de quatre-vingt-quatre virgule soixante-douze mètres carrés (84,72 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la superficie du terrain visé est de mille neuf cent trente-quatre virgule six mètres carrés (1934,6 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage :

- la superficie maximale d'un garage privé isolé est de soixante mètres carrés (60 m^2);
- la hauteur maximale d'un garage privé isolé est de sept mètres (7 m), sans excéder de plus de dix pour cent (10 %) la hauteur du bâtiment principal, lorsque le garage est implanté sur un terrain de mille cinq cents mètres carrés (1500 m^2) et plus;
- la distance minimale entre un garage privé isolé et un bâtiment principal est de trois mètres (3 m);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite procéder à la construction d'un garage privé isolé :

- d'une superficie de quatre-vingt-quatre virgule soixante-douze mètres carrés (84,72 m^2), ce qui représente une irrégularité de vingt-quatre virgule soixante-douze mètres carrés (24,72 m^2);
- d'une hauteur de sept virgule quarante-deux mètres (7,42 m), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule quarante-deux mètre (0,42 m);
- situé à une distance de deux mètres (2 m) du bâtiment principal, ce qui représente une irrégularité d'un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :

- le garage privé isolé existant est en mauvais état et trop petit pour y loger mes véhicules et autres outils;
- la hauteur du garage projeté dépasse légèrement la norme prescrite étant donné que je souhaite que la pente de toit s'harmonise avec celle du bâtiment principal;
- l'espace disponible pour la construction du nouveau garage est restreint compte tenu de la présence du puits en cour avant;

- le garage projeté est bien équilibré et s'intègre bien en proportion et en masse avec le bâtiment principal;
- étant donné que la propriété visée est de grande superficie, une quantité plus grande d'équipements d'entretien est nécessaire;
- la remise sera démolie et je ne prévois pas en construire une nouvelle;
- plusieurs voisins ont des garages d'une superficie similaire ou plus grande que celle proposée;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif du règlement est d'assurer l'intégration harmonieuse des proportions des bâtiments accessoires par rapport au bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la superficie du garage privé isolé visé (quatre-vingt-quatre virgule soixante-douze mètres carrés (84,72 m^2)), représente environ soixante-seize virgule quatre pour cent (76,4 %) de la superficie du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions du garage privé isolé visé sont proportionnelles avec celles du bâtiment principal et du terrain sur lequel il est destiné;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé isolé visé sera localisé en retrait par rapport au bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le requérant propose que les façades du garage privé isolé visé soient recouvertes de clin de vinyle de couleur blanche et que le revêtement de toiture soit un parement métallique prépeint et traité en usine de couleur rouge, soit le même matériau et la même couleur que le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, le terrain visé peut accueillir une remise d'une superficie maximale de vingt-cinq mètres carrés (25 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu de son souhait de concentrer ses équipements et véhicules au sein d'un seul bâtiment accessoire;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'augmenter de soixante mètres carrés (60 m^2) à quatre-vingt-six mètres carrés (86 m^2) la superficie maximale d'un garage privé isolé projeté;
- d'augmenter de sept mètres (7 m) à sept virgule six mètres (7,6 m) la hauteur maximale d'un garage privé isolé;
- de réduire de trois mètres (3 m) à deux mètres (2 m) la distance minimale entre un garage privé isolé et le bâtiment principal;

à la condition :

- que la remise existante d'une superficie d'environ cinq mètres carrés (5 m^2) soit démolie;
- qu'aucune remise ne soit construite ou implantée sur le terrain visé;
- que la largeur du garage privé isolé visé n'excède pas sept virgule cinq mètres (7,5 m);
- que les façades du garage privé isolé visé soient recouvertes d'un clin de vinyle de la même couleur que le bâtiment principal;
- que le revêtement de toiture du garage privé isolé soit un parement métallique prépeint et traité en usine de la même couleur que le bâtiment principal;

- que le garage privé isolé visé soit localisé à une distance minimale de quinze mètres (15 m) de l'emprise de la rue Fleury;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 921 323 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 190 de la rue Fleury.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

478/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1390 de la rue Beaulac

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge latérale droite minimale applicable au bâtiment principal existant, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 352 047 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1390 de la rue Beaulac, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.17);

CONSIDÉRANT QUE la section du bâtiment principal concernée par la présente demande a été construite avec permis en août 2001;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a déclaré sur sa demande de permis que le projet consistait à construire un solarium trois (3) saisons (véranda) sur l'emplacement de la galerie existante;

CONSIDÉRANT QUE dans les faits, le requérant a construit une pièce habitable à l'année, ce qui modifie la distance minimale à respecter avec la limite latérale de terrain;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel et celui applicable au moment de la demande de permis, la distance minimale entre un solarium trois (3) saisons (véranda) et une limite latérale de terrain est d'un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel et celui applicable au moment de la demande de permis, la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal est de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en janvier 2015 par un arpenteur-géomètre pour la vente de l'immeuble et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à un virgule cinq mètre (1,5 m) la marge latérale droite du bâtiment principal existant, dont la section concernée possède un (1) étage, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule cinq mètre (0,5 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente cinq virgule zéro neuf mètres (5,09 m), soit trente-cinq pour cent (35 %) du mur latéral droit;

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par le requérant pour justifier la demande est à l'effet qu'au moment de la construction, il ne savait pas que la distance minimale à respecter entre sa construction et la limite de terrain était variable selon son utilisation;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire de l'immeuble situé au 1380 de la rue Beaulac, soit à droite de la propriété visée, a déposé une lettre attestant que la présence du bâtiment à un virgule cinq mètre (1,5 m) de sa limite de terrain ne lui causait aucun préjudice;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu des coûts importants pour rendre conforme le bâtiment et compte tenu du contexte de mise en vente du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de deux mètres (2 m) à un virgule cinq mètre (1,5 m) la marge latérale droite minimale du bâtiment principal existant dont la section concernée possède un (1) étage, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas représente cinq virgule zéro neuf mètres (5,09 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 352 047 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1390 de la rue Beaulac.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

479/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 917 du boulevard Foucault

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la distance minimale entre le bâtiment principal existant et le garage privé isolé projeté, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 350 160 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 917 du boulevard Foucault, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.18);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite ajouter un garage privé isolé dans la cour arrière de sa résidence;

CONSIDÉRANT QUE la remise attenante à l'abri d'auto sera démolie afin de la remplacer par le garage privé isolé;

CONSIDÉRANT QUE le garage se situera à l'arrière de l'abri d'auto et qu'il sera peu visible de la voie de circulation, soit le boulevard Foucault;

CONSIDÉRANT QUE la résidence est entourée de bâtiments commerciaux, soit la station-service Pétro-T/dépanneur Foucault et le commerce de La Ferme des Voltigeurs;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, la distance minimale entre le bâtiment principal et le garage privé isolé est établie à trois mètres (3 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du plan projet d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre pour l'implantation du garage privé isolé, la distance entre le bâtiment principal et le garage privé isolé est établie à deux virgule treize mètres (2,13 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule quatre-vingt-sept mètre (0,87 m);

CONSIDÉRANT QUE, selon les motifs évoqués par le requérant :

- la demande initiale, soit de construire le garage à la suite de l'abri d'auto, a été modifiée afin de se rapprocher de la norme;
- l'emplacement proposé permet de répondre aux besoins du requérant et de se rapprocher de la norme du règlement;

- l'emplacement proposé permet de limiter l'accumulation de neige entre l'abri d'auto et le garage;

CONSIDÉRANT QUE le respect de la norme actuelle n'empêche pas le requérant de réaliser son projet en raison de l'espace disponible dans la cour arrière et qu'en ce sens il n'est pas démontré que le règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande, si elle était acceptée, pourrait porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les arguments évoqués par le requérant ne justifient pas adéquatement la demande;

CONSIDÉRANT QUE la demande ne respecte pas en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de trois mètres (3 m) à deux virgule treize mètres (2,13 m) la distance entre le bâtiment principal et le garage privé isolé, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 350 160 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 917 du boulevard Foucault.

Monsieur le maire demande le vote.

Votent ***POUR***	Vote ***CONTRE***
Mme Annick Bellavance	M. Pierre Levasseur
Mme Cathy Bernier	
M. Vincent Chouinard	
M. Yves Grondin	
M. John Husk	
Mme Catherine Lassonde	
M. Roberto Léveillée	
Mme Isabelle Marquis	
M. Alain Martel	
M. William Morales	
M. Daniel Pelletier	

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

480/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2215 de la rue Canadien

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge avant minimale applicable à un bâtiment principal projeté et situé sur le lot 4 101 306 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2215 de la rue Canadien, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.19);

CONSIDÉRANT QUE les fondations du bâtiment industriel projeté ont été coulées à l'automne 2014;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'un certificat de localisation préparé par un arpenteur-géomètre en janvier 2015 a permis de constater la non-conformité de la marge avant minimale réelle qui est établie à dix-neuf virgule cinquante-neuf mètres (19,59 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur, la marge avant minimale est établie à vingt virgule zéro quatre mètres (20,04 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule quarante-cinq mètre (0,45 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur du bâtiment principal où la marge avant est dérogatoire est de soixante-quinze virgule vingt-trois mètres (75,23 m) pour le mur avant;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de la faible différence par rapport à la norme en vigueur;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction de la marge avant respecte, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'application du règlement relatif à la réduction de la marge avant a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de la réalisation des fondations;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QU'un permis a été émis relativement à la réalisation des fondations;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de réalisation des fondations semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de vingt virgule zéro quatre mètres (20,04 m) à dix-neuf virgule cinquante-neuf mètres (19,59 m) la marge avant minimale applicable au bâtiment principal, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas soixante-quinze virgule vingt-trois mètres (75,23 m), et ce, pour le bâtiment principal projeté situé sur le lot 4 101 306 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2215 de la rue Canadien.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

481/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2250 de la rue Saint-Denis

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire le total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal dans le cadre de la construction d'un garage privé intégré, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 102 730 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2250 de la rue Saint-Denis, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.20);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite ajouter un garage privé intégré, soit avec une pièce habitable au-dessus de celui-ci qui sera reliée à la résidence actuelle;

CONSIDÉRANT QUE, selon les motifs évoqués par le requérant :
- le garage privé isolé existant sera démoli afin de construire le nouveau garage privé isolé;
- cette démolition permettra d'agrandir la cour arrière et d'y aménager des jeux pour les enfants;
- l'ajout d'une pièce habitable au-dessus du garage permettra à la résidence de posséder trois (3) chambres au même niveau;
- l'apparence extérieure de la résidence actuelle ressemblera à plusieurs résidences du secteur ayant des garages privés intégrés;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage pour la zone où est situé l'immeuble visé par la demande (zone d'habitation H-782), le total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal est établi à cinq mètres (5 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du plan projet d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre pour le garage privé intégré, le total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal est de trois virgule quarante et un mètres (3,41 m), ce qui constitue une irrégularité d'un virgule cinquante-neuf mètre (1,59 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur gauche du bâtiment principal est de neuf virgule cinquante-sept mètres (9,57 m);

CONSIDÉRANT QUE la résidence voisine (2270 rue Saint-Denis) possède un mur aveugle du côté où l'agrandissement sera réalisé, ce qui ne causera pas d'impact sur celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE des résidences semblables possédant des garages privés intégrés sont situées à proximité de la propriété visée, ce qui assurera son intégration dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'un garage privé intégré ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation du projet n'aurait pas pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur doit de propriété, d'autant plus que le propriétaire voisin (2270 rue Saint-Denis) a été consulté et est en accord avec le projet de construction d'un garage privé intégré;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de cinq mètres (5 m) à trois virgule deux mètres (3,2 m) le total des marges latérales minimales applicable au bâtiment principal **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède par neuf virgule cinquante-sept mètres (9,57 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 102 730 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2250 de la rue Saint-Denis.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

482/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 175 côte de la Réserve

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la superficie maximale d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage existante, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 285 373 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 175 côte de la Réserve, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.21);

CONSIDÉRANT QUE le requérant désire aménager un logement au sous-sol d'une superficie de soixante-quatorze virgule sept mètres carrés (74,7 m^2) à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée composée d'un (1) étage d'une superficie d'implantation au sol établie à deux cent quatre mètres carrés (204 m^2) et construite en 2009;

CONSIDÉRANT QUE le 19 janvier 2015, le conseil a adopté un avis de motion et un projet de résolution dans le but de modifier les dispositions relatives aux logements dans les sous-sols aménagés à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur en considérant les procédures entreprises le 19 janvier dernier :
- la superficie minimale d'implantation d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire est établie à cent vingt mètres carrés (120 m^2);
- la superficie maximale d'un logement au sous-sol aménagé à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée est établie à soixante mètres carrés (60 m^2) ce qui constitue une irrégularité de quatorze virgule sept mètres carrés (14,7 m^2);
- la porte donnant accès au logement du sous-sol ne doit pas être aménagée sur la façade principale du bâtiment. Elle doit être située à au moins quarante pour cent (40 %) de la profondeur du bâtiment et ne doit pas donner vers une voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée existante conçue en 2009 pour être dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire respecte donc la superficie minimale d'implantation établie à cent vingt mètres carrés (120 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu des dispositions du règlement de zonage en vigueur antérieurement au 19 janvier 2015 la superficie maximale d'un logement au sous-sol aménagé à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée était établie à soixante pour cent (60 %) de la superficie d'implantation au sol du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le logement au sous-sol projeté atteint trente-six virgule sept pour cent (36,7 %) de la superficie d'implantation au sol de l'habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée projetée et respecte donc les dispositions du règlement de zonage antérieures au 19 janvier 2015;

CONSIDÉRANT QUE la porte d'accès au sous-sol est existante depuis la construction du bâtiment principal et a été aménagée en retrait de la façade avant secondaire donnant vers cours du Roseau;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :
- la résidence unifamiliale de structure isolée a été construite en 2009 et il était prévu d'y aménager un logement au sous-sol en conformité avec les dispositions du règlement de zonage alors en vigueur;
- depuis, le logement n'a pu être réalisé par le requérant faute de temps libre;
- il désire tout de même construire le logement devenu non conforme à la suite des modifications à la réglementation;
- il ne peut réduire la superficie du logement compte tenu de la position d'un mur porteur et d'une fenêtre qui procurera beaucoup de luminosité au loyer;

CONSIDÉRANT QUE la présence du logement au sous-sol est peu apparente étant donné que l'entrée du logement est aménagée en retrait de la façade avant secondaire donnant vers le cours du Roseau;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a démontré :
- que la planification du projet a été débutée avant le début des procédures de modification au règlement de zonage débutées le 19 janvier dernier;
- qu'un permis avait été obtenu en 2009 afin de construire un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage conformément aux dispositions du règlement de zonage alors en vigueur;
- qu'il était impossible de modifier la configuration intérieure et la superficie du logement au sous-sol projeté en 2009;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à l'augmentation de la superficie maximale d'un logement au sous-sol projeté à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage respecte, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE toutefois l'application du règlement relatif à l'aménagement d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée aurait pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, étant donné que le projet de construction a été élaboré avant le début des procédures de modification au règlement de zonage débutées le 19 janvier dernier et que celui-ci ne peut modifier la configuration intérieure du logement compte tenu de la présence d'un mur porteur et d'une fenêtre qui ne peuvent être déplacés;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation projetée du terrain par l'immeuble concerné ne devrait pas avoir pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, étant donné que la présence du logement au sous-sol est peu apparente;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de soixante mètres carrés (60 m^2) à soixante-dix-sept mètres carrés (77 m^2) la superficie maximale du logement au sous-sol à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage existante, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 285 373 du cadastre officiel du Québec, de la circonscription foncière de Drummond, soit au 175 côte de la Réserve.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

483/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 75 de la rue du Mûrier

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la superficie minimale d'implantation au sol d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage projetée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire et de permettre que la porte donnant accès au logement du sous-sol donne vers une voie de circulation, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 932 609 du cadastre officiel du Québec, de la circonscription foncière de Drummond, soit au 75 de la rue du Mûrier, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.22);

CONSIDÉRANT QUE le requérant désire construire une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée composée d'un (1) étage d'une superficie d'implantation au sol établie à quatre-vingt-dix-neuf virgule quatre mètres carrés (99,4 m^2) pourvue d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire d'une superficie de cinquante-neuf virgule six mètres carrés (59,6 m^2) et dont la porte d'accès du logement au sous-sol donne vers la rue du Mûrier;

CONSIDÉRANT QUE le 19 janvier 2015, le conseil a adopté un avis de motion et un projet de résolution dans le but de modifier les dispositions relatives aux logements dans les sous-sols aménagés à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur en considérant les procédures entreprises le 19 janvier dernier :

- la superficie minimale d'implantation d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire est établie à cent vingt mètres carrés (120 m^2) ce qui constitue une irrégularité de vingt virgule six mètres carrés (20,6 m^2);
- la superficie maximale d'un logement au sous-sol aménagé à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée est établie à soixante mètres carrés (60 m^2);
- la porte donnant accès au logement du sous-sol ne doit pas être aménagée sur la façade principale du bâtiment. Elle doit être située à au moins quarante pour cent (40 %) de la profondeur du bâtiment et ne doit pas donner vers une voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le logement projeté respecte toutefois la superficie maximale d'un logement au sous-sol aménagé à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée établie à soixante mètres carrés (60 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu des dispositions du règlement en vigueur antérieurement au 19 janvier 2015 la superficie maximale d'un logement au sous-sol aménagé à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée était établie à soixante pour cent (60 %) de la superficie d'implantation au sol du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le logement au sous-sol projeté atteint soixante pour cent (60 %) de la superficie d'implantation au sol de l'habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée projetée et respecte également les dispositions du règlement de zonage antérieures au 19 janvier 2015;

CONSIDÉRANT QUE la porte d'accès au sous-sol est aménagée en retrait de la façade principale à plus de quarante pour cent (40 %) de la profondeur du bâtiment conformément aux exigences du règlement de zonage présentement applicable, mais qu'elle donne vers la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :

- le client a été rencontré en décembre 2014 pour un projet de résidence unifamiliale disposant d'un logement avec revenus au sous-sol;
- en octobre 2014, le plan de construction avait été modifié en fonction des exigences du règlement de zonage en vigueur à ce moment;
- le contrat de construction a été signé le 7 janvier 2015;
- le client a été informé des nouvelles exigences du règlement de zonage le 19 janvier 2015;
- il est impossible pour le client de modifier son plan pour être conforme aux nouvelles exigences du règlement de zonage, car son financement a été accepté avant le début des procédures de modification au règlement de zonage et en fonction du prix fixé au contrat avec les Habitations G. Lemaire;

CONSIDÉRANT QUE la présence du logement au sous-sol est peu apparente étant donné que l'entrée du logement est aménagée en retrait de la façade principale dans la partie arrière du mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a démontré :

- que la planification du projet a commencé avant le début des procédures de modification au règlement de zonage débutées le 19 janvier dernier;
- que le client avait obtenu son financement hypothécaire au moment où il a été avisé que des nouvelles dispositions relatives à l'aménagement des logements aux sous-sols aménagés à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée s'appliquaient;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction de la superficie minimale d'implantation au sol de l'habitation unifamiliale (H-1) projetée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire et à l'autorisation que la porte donnant accès au logement du sous-sol donne vers une voie de circulation respecte, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'application du règlement relatif à l'aménagement d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée aurait pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, étant donné que le projet de construction a été élaboré avant le début des procédures de modification au règlement de zonage débutées le 19 janvier dernier et que le client avait obtenu son financement hypothécaire lorsqu'il a été avisé des modifications règlementaires en cours de procédures;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation projetée du terrain par l'immeuble concerné ne devait pas avoir pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, étant donné que la présence du logement au sous-sol est peu apparente;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- de réduire de cent vingt mètres carrés (120 m^2) à quatre-vingt-dix-sept mètres carrés (97 m^2) la superficie minimale d'implantation d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage projetée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire;
- de permettre que la porte donnant accès au logement du sous-sol donne vers une voie de circulation;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 932 609 du cadastre officiel du Québec, de la circonscription foncière de Drummond, soit au 75 de la rue du Mûrier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

484/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 380 de la rue du Mûrier

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la superficie minimale d'implantation au sol d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage projetée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire et d'augmenter la superficie maximale du logement au sous-sol projeté, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 068 820 du cadastre officiel du Québec, de la circonscription foncière de Drummond, soit au 380 de la rue du Mûrier, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.23);

CONSIDÉRANT QUE le requérant désire construire une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée composée d'un (1) étage d'une superficie d'implantation au sol établie à cent un virgule deux mètres carrés (101,2 m^2) et pourvue d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire d'une superficie de soixante virgule six mètres carrés (60,6 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le 19 janvier 2015, le conseil a adopté un avis de motion et un projet de résolution dans le but de modifier les dispositions relatives aux logements dans les sous-sols aménagés à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur en considérant les procédures entreprises le 19 janvier dernier :

- la superficie minimale d'implantation d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire est établie à cent vingt mètres carrés (120 m^2) ce qui constitue une irrégularité de dix-huit virgule huit mètres carrés (18,8 m^2);

- la superficie maximale d'un logement au sous-sol aménagé à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée est établie à soixante mètres carrés (60 m^2) ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule six mètre carré (0,6 m^2);
- la porte donnant accès au logement du sous-sol ne doit pas être aménagée sur la façade principale du bâtiment. Elle doit être située à au moins quarante pour cent (40 %) de la profondeur du bâtiment et ne doit pas donner vers une voie de circulation;

CONSIDÉRANT QU'en vertu des dispositions du règlement en vigueur antérieurement au 19 janvier 2015 la superficie maximale d'un logement au sous-sol aménagé à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée était établie à soixante pour cent (60 %) de la superficie d'implantation au sol du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le logement au sous-sol projeté atteint cinquante-neuf virgule neuf pour cent (59,9 %) de la superficie d'implantation au sol de l'habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée projetée et respecte donc les dispositions du règlement de zonage antérieures au 19 janvier 2015;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :
- le projet de construction de la résidence unifamiliale dotée d'un logement au sous-sol est en préparation depuis deux (2) mois avec le client en fonction des dispositions antérieures du règlement de zonage;
- le client devait signer son hypothèque le 4 février 2015 soit la journée même que nous avons été avisés par la Ville des procédures de modification au règlement de zonage relativement à l'aménagement des logements au sous-sol à titre d'usage accessoire à une résidence unifamiliale de structure isolée;
- nous croyons que le client devrait bénéficier des dispositions antérieures du règlement relativement à l'aménagement d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire à une résidence unifamiliale compte tenu de l'avancement de son projet;
- Construction Grantham 2007 inc. s'engage à respecter le nouveau règlement pour tous les prochains projets similaires;

CONSIDÉRANT QUE la présence du logement au sous-sol est peu apparente étant donné que l'entrée du logement est aménagée en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a démontré :
- que la planification du projet a commencé avant le début des procédures de modification au règlement de zonage débutées le 19 janvier dernier;
- que le client en était à l'étape de signer son hypothèque au moment où il a été avisé que de nouvelles dispositions relatives à l'aménagement des logements aux sous-sols aménagés à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée s'appliquaient;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction de la superficie minimale d'implantation au sol de l'habitation unifamiliale (H-1) projetée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire et d'augmentation de la superficie maximale du logement au sous-sol projeté respecte, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE toutefois l'application du règlement relatif à l'aménagement d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée aurait pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, étant donné que le projet de construction a été élaboré avant le début des procédures de modification au règlement de zonage débutées le 19 janvier dernier et que le client en était rendu à l'étape de la signature de son hypothèque lorsqu'il a été avisé des modifications règlementaires en cours de procédures;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation projetée du terrain par l'immeuble concerné ne devait pas avoir pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, étant donné que la présence du logement au sous-sol est peu apparente;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- de réduire de cent vingt mètres carrés (120 m^2) à cent mètres carrés (100 m^2) la superficie minimale d'implantation d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage projetée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire;
- d'augmenter de soixante mètres carrés (60 m^2) à soixante-trois mètres carrés (63 m^2) la superficie maximale du logement au sous-sol projeté;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 068 820 du cadastre officiel du Québec, de la circonscription foncière de Drummond, soit au 380 de la rue du Mûrier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

485/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 595 rue du Riesling

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la superficie minimale d'implantation au sol d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage projetée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire et d'augmenter la superficie maximale du logement au sous-sol projeté, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 003 557 du cadastre officiel du Québec, de la circonscription foncière de Drummond, soit au 595 de la rue du Riesling, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.24);

CONSIDÉRANT QUE le requérant désire construire une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée composée d'un (1) étage d'une superficie d'implantation au sol établie à cent huit virgule deux mètres carrés (108,2 m^2) et pourvue d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire d'une superficie de soixante-quatre virgule cinq mètres carrés (64,5 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le 19 janvier 2015, le conseil a adopté un avis de motion et un projet de résolution dans le but de modifier les dispositions relatives aux logements dans les sous-sols aménagés à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur en considérant les procédures entreprises le 19 janvier dernier :

- la superficie minimale d'implantation d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire est établie à cent vingt mètres carrés (120 m^2) ce qui constitue une irrégularité de onze virgule huit mètres carrés (11,8 m^2);
- la superficie maximale d'un logement au sous-sol aménagé à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée est établie à soixante mètres carrés (60 m^2) ce qui constitue une irrégularité de quatre virgule cinq mètres carrés (4,5 m^2);
- la porte donnant accès au logement du sous-sol ne doit pas être aménagée sur la façade principale du bâtiment. Elle doit être située à au moins quarante pour cent (40 %) de la profondeur du bâtiment et ne doit pas donner vers une voie de circulation;

CONSIDÉRANT QU'en vertu des dispositions du règlement en vigueur antérieurement au 19 janvier 2015 la superficie maximale d'un logement au sous-sol aménagé à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée était établie à soixante pour cent (60 %) de la superficie d'implantation au sol du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le logement au sous-sol projeté atteint cinquante-neuf virgule sept pour cent (59,7 %) de la superficie d'implantation au sol de l'habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée projetée et respecte donc les dispositions du règlement de zonage antérieures au 19 janvier 2015;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :
- deux (2) baux ont été signés le 3 janvier 2015 pour les logements projetés de type 6 ½ et 3 ½;
- les deux (2) locataires ont résilié leurs baux avec leurs propriétaires actuels et leur déménagement est prévu le 1er juillet 2015;
- le requérant n'aurait pas procédé à l'acquisition du terrain d'angle il y a six (6) mois si la nouvelle réglementation avait été en vigueur à ce moment;
- les locataires ont démontré un intérêt pour l'achat de l'immeuble d'ici un (1) à deux (2) ans;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par la future locataire du logement de type 6 ½ projeté sont à l'effet que :
- le bail a été signé le 3 janvier dernier avec une promesse d'achat de la résidence unifamiliale projetée;
- ce projet est en cours depuis le mois de juillet 2014 et advenant le refus de la demande celle-ci et ses deux (2) enfants se retrouveraient sans logement pour le 1er juillet prochain;
- il s'agit d'un projet d'achat de la résidence unifamiliale projetée qui a nécessité beaucoup de planification
- elle aimerait éviter de déménager sa famille une nouvelle fois avant d'acquérir une résidence;

CONSIDÉRANT QUE la présence du logement au sous-sol est peu apparente étant donné que l'entrée du logement est aménagée en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a démontré que la signature des deux (2) baux a commencé avant le début des procédures de modification au règlement de zonage débutées le 19 janvier dernier;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction de la superficie minimale d'implantation au sol de l'habitation unifamiliale (H-1) projetée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire et d'augmentation de la superficie maximale du logement au sous-sol projeté respecte, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE toutefois l'application du règlement relatif à l'aménagement d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée aurait pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, étant donné que le projet de construction a été élaboré avant le début des procédures de modification au règlement de zonage débutées le 19 janvier dernier et que cela empêcherait la construction de la résidence projetée;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation projetée du terrain par l'immeuble concerné ne devait pas avoir pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, étant donné que la présence du logement au sous-sol est peu apparente;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :
- de réduire de cent vingt mètres carrés (120 m^2) à cent cinq mètres carrés (105 m^2) la superficie minimale d'implantation d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage projetée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire;
- d'augmenter de soixante mètres carrés (60 m^2) à soixante-six mètres carrés (66 m^2) la superficie maximale du logement au sous-sol projeté;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 003 557 du cadastre officiel du Québec, de la circonscription foncière de Drummond, soit au 595 de la rue du Riesling.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

486/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 825 du boulevard Patrick

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la superficie maximale d'un logement au sous-sol projeté à titre d'usage accessoire d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage projetée et de permettre que la porte donnant accès au logement du sous-sol donne vers une voie de circulation, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 558 632 du cadastre officiel du Québec, de la circonscription foncière de Drummond, soit au 825 du boulevard Patrick, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.25);

CONSIDÉRANT QUE le requérant désire construire une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée composée d'un (1) étage d'une superficie d'implantation au sol établie à cent cinquante-trois virgule cinq mètres carrés (153,5 m^2) pourvue d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire d'une superficie de quatre-vingt-cinq virgule huit mètres carrés (85,8 m^2) et dont la porte d'accès du logement au sous-sol donne vers le boulevard Patrick;

CONSIDÉRANT QUE le 19 janvier 2015, le conseil a adopté un avis de motion et un projet de résolution dans le but de modifier les dispositions relatives aux logements dans les sous-sols aménagés à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur, en considérant les procédures entreprises le 19 janvier dernier :

- la superficie minimale d'implantation d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire est établie à cent vingt mètres carrés (120 m^2);
- la superficie maximale d'un logement au sous-sol aménagé à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée est établie à soixante mètres carrés (60 m^2) ce qui constitue une irrégularité de vingt-cinq virgule huit mètres carrés (25,8 m^2);
- la porte donnant accès au logement du sous-sol ne doit pas être aménagée sur la façade principale du bâtiment. Elle doit être située à au moins quarante pour cent (40 %) de la profondeur du bâtiment et ne doit pas donner vers une voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée projetée dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire respecte la superficie minimale d'implantation établie à cent vingt mètres carrés (120 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu des dispositions du règlement de zonage en vigueur antérieurement au 19 janvier 2015 la superficie maximale d'un logement au sous-sol aménagé à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée était établie à soixante pour cent (60 %) de la superficie d'implantation au sol du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le logement au sous-sol projeté atteint cinquante-cinq virgule neuf pour cent (55,9 %) de la superficie d'implantation au sol de l'habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée projetée et respecte donc les dispositions du règlement de zonage antérieures au 19 janvier 2015;

CONSIDÉRANT QUE la porte d'accès au sous-sol est aménagée en retrait de la façade principale à plus de quarante pour cent (40 %) de la profondeur du bâtiment conformément aux exigences du règlement de zonage présentement applicables mais qu'elle donne vers la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :

- le terrain a été acquis en octobre 2013 en fonction d'y construire une résidence unifamiliale isolée dotée d'un logement au sous-sol pour sa mère sans toutefois être considéré comme un logement de type intergénérations;
- le requérant est venu à plusieurs reprises valider son plan de construction en fonction des normes applicables;

- toutefois, il doit attendre la présence des services d'aqueduc et d'égouts en bordure du boulevard Patrick et une demande en ce sens a été produite en avril 2014 et acceptée par les services techniques de la Ville en juin 2014;
- les plans de maisons ont été finalisés fin juin 2014 et un permis pour défricher le terrain a été obtenu;
- sa sœur a acheté sa maison au 820 du boulevard Patrick tandis que sa mère a vendu la sienne;
- le 11 novembre 2014 il a reçu une lettre de la Ville lui indiquant que les travaux seraient reportés au printemps 2015;
- il aurait été prêt à construire à l'été 2014 si les services avaient été présents en bordure de sa propriété donnant vers le boulevard Patrick;
- le logement était prévu à ce moment conformément aux dispositions du règlement de zonage de l'époque;

CONSIDÉRANT QUE la présence du logement au sous-sol est peu apparente étant donné que l'entrée du logement est aménagée en retrait de la façade principale dans la partie arrière du mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a démontré :
- que la planification du projet a été débutée avant le début des procédures de modification au règlement de zonage débutées le 19 janvier dernier;
- qu'il est en attente de la présence des services d'aqueduc et d'égouts en bordure du boulevard Patrick depuis l'été 2014 afin de réaliser son plan de construction d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage dotée d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire conforme au règlement de zonage applicable à l'époque;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à l'augmentation de la superficie maximale d'un logement au sous-sol projeté à titre d'usage accessoire d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage projetée et de permettre que la porte donnant accès au logement du sous-sol donne vers une voie de circulation respecte, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE toutefois l'application du règlement relatif à l'aménagement d'un logement au sous-sol à titre d'usage accessoire à une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée aurait pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, étant donné que le projet de construction a été élaboré avant le début des procédures de modification au règlement de zonage débutées le 19 janvier dernier et que celui-ci est en attente de la présence des services d'aqueduc et d'égouts en bordure du boulevard Patrick depuis l'été 2014;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation projetée du terrain par l'immeuble concerné ne devait pas avoir pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, étant donné que la présence du logement au sous-sol est peu apparente;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :
- d'augmenter de soixante mètres carrés (60 m^2) à quatre-vingt-huit mètres carrés (88 m^2) la superficie maximale du logement au sous-sol projeté à titre d'usage accessoire d'une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée d'un (1) étage projetée;
- de permettre que la porte donnant accès au logement du sous-sol donne vers une voie de circulation;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 558 632 du cadastre officiel du Québec, de la circonscription foncière de Drummond, soit au 825 du boulevard Patrick.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

487/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 41 de la 13e Avenue

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter le pourcentage maximal total d'occupation des bâtiments accessoires existants et situés sur le lot 3 084 748 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 41 de la 13e Avenue, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.26);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal, l'abri d'auto et la remise attenante au bâtiment principal ont été construits en 1963;

CONSIDÉRANT QUE la remise attenante au bâtiment principal a été agrandie du double en 1979;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé isolé a été construit en 1985;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'un certificat de localisation préparé en vue de la vente de l'immeuble a permis de constater la non-conformité du pourcentage maximal total d'occupation des bâtiments accessoires existants établie à treize virgule quatre-vingt-trois pour cent (13,83 %);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur, le pourcentage maximal total d'occupation des bâtiments accessoires existants est établi à dix pour cent (10 %) de la superficie totale du terrain, ce qui constitue une irrégularité de trois virgule quatre-vingt-trois pour cent (3,83 %);

CONSIDÉRANT QU'à l'époque de la construction du garage privé isolé, le bâtiment accessoire qui a fait dépasser la norme établissait un maximum de soixante mètres carrés (60 m^2) pour le total de superficie de l'ensemble des bâtiments accessoires;

CONSIDÉRANT QUE le total de superficie d'occupation des bâtiments accessoires existants est de soixante-quatre virgule vingt-trois mètres carrés (64,23 m^2), ce qui constitue une différence de quatre virgule vingt-trois mètres carrés (4,23 m^2) avec la norme en vigueur à l'époque;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, étant donné que le garage privé isolé existe depuis trente (30) ans;

CONSIDÉRANT QUE la demande d'augmentation du pourcentage maximal total d'occupation des bâtiments accessoires existants respecte, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'application du règlement relatif au pourcentage maximal total d'occupation des bâtiments accessoires existants a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante, compte tenu du projet de vente de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QU'un permis a été émis relativement à la construction du garage, bâtiment accessoire qui a fait dépasser la superficie totale des bâtiments accessoires;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction du bâtiment principal semblent avoir été effectués de bonne foi à l'époque;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de dix pour cent (10 %) à treize virgule quatre-vingt-trois pour cent (13,83 %) le pourcentage maximal total d'occupation des bâtiments accessoires existants, et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un étage et situé sur le lot 3 084 748 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 41 de la 13e Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

488/3/15 - Dérogation mineure – Lot à être formé sur la rue Brousseau

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire l'angle formé par l'intersection de la ligne latérale de lot et la ligne de la voie de circulation, et ce, pour un lot à être formé sur la rue Brousseau dans le cadre du plan concept d'aménagement du Boisé Laurentien, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.44);

CONSIDÉRANT QUE le promoteur fait la demande avant la conception finale du lotissement afin d'adapter son lotissement à la décision finale;

CONSIDÉRANT QUE la demande ne s'applique qu'à un seul lot;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de lotissement, les lignes latérales de lot ne doivent pas créer un angle inférieur à soixante-quinze degrés (75º) avec la ligne de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le plan soumis par le promoteur indique un angle de quarante-huit degrés (48º), ce qui constitue une irrégularité de vingt-sept degrés (27º);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :

- la raison de notre demande est due au fait que dans notre conception, nous avons dû dévier le prolongement de la rue Brousseau vers l'est, peu après le positionnement du poste de pompage sanitaire existant (situé au centre de la rue).
- cette déviation est nécessaire pour rejoindre le nouveau tracé de rue qui tient compte du fait que le prolongement de la rue Poulin ne se fera jamais et en tenant compte de la présence du fossé à l'extrémité est du projet qui implique la conservation d'une bande de protection riveraine de 10 mètres de part et d'autre dudit fossé;
- c'est cette déviation de courte distance qui a pour conséquence d'amener une portion de la ligne avant d'un lot non perpendiculaire par rapport à la ligne latérale de lot;
- en obtenant la dérogation, cela amène la création de terrains homogènes et harmonieux entre eux. Nous obtiendrons tout l'effet contraire en traitant le morcellement de cet îlot en respectant entièrement cette disposition du lotissement;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif du règlement est de favoriser la création de terrains qui sont perpendiculaires par rapport à la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'une situation particulière en raison de la présence de la station de pompage et d'une courbe dans la rue Brousseau;

CONSIDÉRANT QUE le plan soumis, où l'angle de la ligne latérale de lot par rapport à la ligne de la voie de circulation conforme à la norme actuelle, démontre clairement que l'application de celle-ci crée un terrain ayant une configuration non souhaitable;

CONSIDÉRANT QUE le plan du terrain soumis où l'angle dérogatoire est de quarante-huit degrés (48º) assure une utilisation optimale du terrain par les futurs occupants ainsi qu'une configuration plus intéressante pour les lots adjacents au lot dérogatoire;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de lotissement;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu du souhait de créer un terrain ayant une configuration optimale aux éventuels acheteurs;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de lotissement ayant pour objet de réduire de soixante-quinze degrés (75°) à quarante-cinq degrés (45°) l'angle formé par l'intersection de la ligne latérale de lot et la ligne de la voie de circulation, et ce, pour un lot à être formé sur la rue Brousseau dans le cadre du plan concept d'aménagement du Boisé Laurentien.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

489/3/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2020 du boulevard Jean-De Brébeuf

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet :

- de réduire la longueur des côtés d'un triangle de visibilité et permettre la présence de deux (2) cases de stationnement partiellement à l'intérieur de celui-ci;
- de réduire la largeur minimale de l'aire d'isolement située entre l'aire de stationnement et la ligne avant de terrain;
- de réduire la largeur minimale de l'aire d'isolement située entre le bâtiment principal et toute allée de circulation;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 101 110 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2020 du boulevard Jean-De Brébeuf, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.37);

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve actuellement sur le terrain visé, et ce, depuis environ quinze (15) ans, une entreprise de service de travaux spécialisés en signalisation;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'amendement et de dérogation mineure a été soumise en avril 2013 afin de régulariser la présence de cette entreprise commerciale à cette adresse;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a accepté cette demande et qu'en date d'aujourd'hui, les usages « service de travaux spécialisés en signalisation » et « service de location d'outils et d'équipements » sont autorisés sur le site visé selon certaines conditions;

CONSIDÉRANT QUE les non-conformités applicables au bâtiment principal projeté et relatives à la hauteur maximale et à la marge avant maximale ont été régularisées ainsi que celles relatives à la porte ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » donnant vers le boulevard Jean-De Brébeuf et à l'entrée charretière donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE le requérant soumet une nouvelle demande afin que soit autorisé les ajustements règlementaires relatifs à la modification de l'aménagement de terrain afin de faciliter la circulation sur le site;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a demandé à la Ville si celle-ci souhaitait vendre une section de l'emprise du boulevard Jean-De Brébeuf d'une largeur de cinq virgule quatre mètres (5,4 m) et d'une superficie de cent soixante-huit virgule cinq mètres carrés (168,5 m^2) afin de faciliter la circulation sur son terrain;

CONSIDÉRANT QUE cette requête a été soumise au Service des travaux publics qui a jugé qu'il n'était pas souhaitable de procéder à cette vente compte tenu de l'intérêt d'avoir un alignement de l'emprise advenant des travaux d'infrastructure et afin de pouvoir conserver une marge de manœuvre advenant l'élargissement de la voie carrossable;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage pour la zone où est situé l'immeuble visé par la demande (zone commerciale C-749) :
- le stationnement de véhicules commerciaux est interdit en cour avant;
- tout terrain d'angle doit être pourvu d'un triangle de visibilité exempt de tout obstacle d'une hauteur supérieure à zéro virgule sept mètre (0,7 m) et des côtés d'une longueur minimale de huit mètres (8 m);
- la largeur minimale de l'aire d'isolement située entre l'aire de stationnement et la ligne avant de terrain est de deux mètres (2 m);
- la largeur minimale de l'aire d'isolement située entre le bâtiment principal et toute allée de circulation est d'un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QU'un nouveau plan projet d'implantation préparé par un architecte dans le cadre du projet de construction, a permis d'établir ou de démontrer :
- que deux (2) cases de stationnement empiètent d'environ un mètre (1 m) à l'intérieur du triangle de visibilité, ce qui est non conforme à la règlementation;
- que les deux (2) côtés du triangle de visibilité possèdent environ sept mètres (7 m), ce qui représente une irrégularité d'environ un mètre (1 m);
- que la largeur de l'aire d'isolement située entre l'aire de stationnement et les lignes avant de terrain est d'un mètre (1 m), ce qui représente une irrégularité d'un mètre (1 m);
- que la largeur de l'aire d'isolement située entre le bâtiment principal et toute allée de circulation est de zéro mètre (0 m), ce qui représente une irrégularité d'un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :

Triangle de visibilité
- le léger déplacement du triangle de visibilité permet un dégagement d'environ cinq virgule trois mètres (5,3 m) entre le coin du bâtiment et la case de stationnement à proximité, ce qui permet de faciliter la circulation des véhicules;
- la présence de la piste cyclable le long du boulevard Lemire et la distance d'environ quatre virgule six mètres (4,6 m) entre la limite avant du terrain visé et le trottoir permettent d'assurer la sécurité de cette intersection;

Aire d'isolement située entre l'aire de stationnement et les lignes avant de terrain
- étant donné que le terrain possède une petite superficie, il est important d'avoir un minimum de cinq mètres (5 m) d'allée de circulation afin de pouvoir réaliser toutes les manœuvres nécessaires;
- l'emprise du boulevard Jean-De Brébeuf sera engazonnée jusqu'au trottoir, permettant d'avoir une surface gazonnée d'une largeur significative;

Aire d'isolement située entre le bâtiment principal et toute allée de circulation
- il est difficile d'aménager une aire d'isolement au pourtour du bâtiment étant donné que l'espace pour la circulation des véhicules est restreinte;

Général
- l'entreprise possède un deuxième site à Wickham;
- l'entreprise a augmenté ses activités d'environ vingt-cinq pour cent (25 %) depuis trois (3) ans;
- le nombre d'employés est passé de trente-cinq (35) à cinquante-cinq (55);
- les opérations lourdes de l'entreprise ont été déplacées sur le site de Wickham;
- l'entreprise possède présentement vingt-huit (28) véhicules commerciaux;
- les véhicules commerciaux de débordement seront stationnés uniquement à l'arrière du bâtiment;
- plusieurs véhicules commerciaux se retrouvent actuellement stationnés un peu partout sur le site, mais cette situation est attribuable au fait que les espaces de stationnement ne sont pas bien définis;
- la compagnie évolue rapidement et le site visé deviendra principalement un centre administratif;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur d'au moins un mètre (1 m) dans laquelle au moins quatre (4) arbres sont plantés est réalisée en cour avant donnant vers le boulevard Jean-De Brébeuf;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) tronçons d'arbustes, d'une longueur d'au moins six mètres (6 m) et d'une hauteur d'au moins zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à la plantation, sont plantés entre lesdits arbres;

CONSIDÉRANT QUE l'emprise du boulevard Jean-De Brébeuf a une largeur approximative de quatre virgule six mètres (4,6 m) et qu'elle est engazonnée par le requérant;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur d'au moins un mètre (1 m) dans laquelle au moins cinq (5) arbres sont plantés est réalisée en cour avant donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) tronçons d'arbustes, d'une longueur d'au moins six mètres (6 m) et d'une hauteur d'au moins zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à la plantation, sont plantés entre lesdits arbres;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère d'une superficie d'au moins trente-deux mètres carrés (32 m²) composée d'au moins douze (12) arbustes et/ou plantes florales est réalisée à l'intersection des boulevards Jean-De Brébeuf et Lemire;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une superficie d'au moins quarante mètres carrés (40 m²) et dans laquelle au moins un arbre est planté est réalisée à la droite de l'entrée charretière donnant sur le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur d'au moins un mètre (1 m) est réalisée aux abords des lignes arrière et latérale gauche de terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres sont plantés dans la partie avant de la bande gazonnée bordant la ligne latérale gauche de terrain;

CONSIDÉRANT QUE le secteur visé est assujetti au règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale;

Dérogations mineures

CONSIDÉRANT QUE le comité recommande d'accepter les non-conformités en lien avec la modification de l'aménagement de terrain étant donné que ces modifications n'auront pas pour effet d'augmenter le nombre de véhicules pouvant y être stationnés et n'affecteront pas la sécurité des usagers de la route;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, étant donné que le terrain visé est de faible superficie et que la circulation sur le site est problématique;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation projetée du terrain ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de permettre :

- que deux (2) cases de stationnement empiètent sur une distance maximale d'un virgule deux mètre (1,2 m) à l'intérieur du triangle de visibilité;
- que les deux (2) côtés du triangle de visibilité possèdent un minimum de six virgule sept mètres (6,7 m);
- que la largeur minimale de l'aire d'isolement situé entre l'aire de stationnement et les lignes avant de terrain soit de un mètre (1 m);
- que la largeur minimale de l'aire d'isolement située entre le bâtiment principal et toute allée de circulation soit de zéro mètre (0 m);

à la condition :
- qu'une bande gazonnée d'une largeur minimale d'un mètre (1 m) dans laquelle au moins quatre (4) arbres sont plantés soit réalisée en cour avant donnant vers le boulevard Jean-De Brébeuf;
- qu'un minimum de trois (3) tronçons d'arbustes, d'une longueur minimale de six mètres (6 m) et d'une hauteur minimale de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à la plantation, soient plantés entre lesdits arbres;
- que l'emprise du boulevard Jean-De Brébeuf, d'une largeur approximative de quatre virgule six mètres (4,6 m), soit engazonnée par le requérant;
- qu'une bande gazonnée, d'une largeur minimale d'un mètre (1 m) dans laquelle un minimum de cinq (5) arbres est planté, soit réalisée en cour avant donnant vers le boulevard Lemire;
- qu'un minimum de quatre (4) tronçons d'arbustes d'une longueur minimale de six mètres (6 m) et d'une hauteur minimale de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à la plantation soient plantés entre lesdits arbres;
- qu'une bande paysagère d'une superficie minimale de trente-deux mètres carrés (32 m²) composée d'un minimum de douze (12) arbustes et/ou plantes florales soit réalisée à l'intersection des boulevards Jean-De Brébeuf et Lemire;
- qu'une bande gazonnée d'une superficie minimale de quarante mètres carrés (40 m²) et dans laquelle un minimum d'un arbre est planté soit réalisée à la droite de l'entrée charretière donnant sur le boulevard Lemire;
- qu'une bande gazonnée d'une largeur minimale d'un mètre (1 m) soit réalisée aux abords des lignes arrière et latérale gauche de terrain;
- qu'un minimum de deux (2) arbres soit planté dans la partie avant de la bande gazonnée bordant la ligne latérale gauche de terrain;
- que les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) à la plantation, mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m);

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 101 110 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2020 du boulevard Jean-De Brébeuf.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

490/3/15 - Dépôt du procès-verbal (18.03.15) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 18 mars 2015 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

491/3/15 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment situé au 2915 du boulevard Lemire – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment situé au 2915 du boulevard Lemire, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.31);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- agrandir le bâtiment dans la partie arrière de la section existante à deux (2) étages;
- rénover les autres parties du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un projet d'agrandissement, de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain a été accepté par le conseil municipal (résolution numéro 1176/8/14);

CONSIDÉRANT QUE le projet d'aménagement de terrain a été modifié et accepté par le conseil municipal (résolution numéro 1635/11/14);

CONSIDÉRANT QUE les modifications au projet initial concernent l'agrandissement et la rénovation extérieure et que le projet d'aménagement de terrain n'est pas modifié;

Agrandissement

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est agrandi d'une superficie d'environ soixante-sept mètres carrés (67 m²) dans la partie arrière de la section existante à deux (2) étages localisée aux abords de la rue Ferdinand;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de la partie agrandie est similaire à celle de la section à deux (2) étages à laquelle elle s'annexe;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement est réalisé dans le même axe que le mur avant secondaire donnant vers la rue Ferdinand et en décroché d'environ deux virgule soixante-quatorze mètres (2,74 m) du mur arrière de la section à un étage;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout volumétrique permet d'obtenir un gabarit intéressant pour la section à deux (2) étages existante et est en harmonisation avec l'ensemble du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de l'agrandissement est de type « à deux (2) versants » et que celle-ci s'intègre bien à celle de la partie existante;

CONSIDÉRANT QU'une fenêtre en saillie est réalisée dans la partie supérieure du mur avant secondaire donnant vers la rue Ferdinand et qu'un mur en pignon est réalisé à même la toiture au-dessus de ladite fenêtre en saillie, ce qui permet de briser la linéarité du mur et de la toiture ainsi que d'animer ces derniers;

CONSIDÉRANT QU'un perron est aménagé sur le mur arrière de la partie agrandie et qu'un toit de type « à un versant » est réalisé au-dessus de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE des colonnes d'aluminium de couleur blanche soutiennent le toit dudit perron et qu'un garde-corps composé d'aluminium de couleur blanche ceinture ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs de la partie agrandie est du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur bleu gris et que la section aux pourtours de la fenêtre en saillie est de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE des moulures de couleur blanche sont aménagées aux pourtours des ouvertures et sur le coin des murs de la partie agrandie;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est du bardeau d'asphalte de couleur gris noir tel que celui de la partie existante du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres de la partie agrandie sont de type « à battant » et les encadrements sont de couleur blanche telle que celles de la partie existante du bâtiment (suite à la rénovation);

CONSIDÉRANT QUE la porte localisée sur le mur arrière est de couleur blanche ayant une bonne surface vitrée;

CONSIDÉRANT QUE les soffites et fascias au pourtour du toit de l'agrandissement sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent avec ceux se retrouvant sur la partie existante du bâtiment rénovée et ceux existants sur les bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux d'agrandissement s'effectuent dans le respect du bâtiment et du milieu environnant;

Rénovation extérieure du bâtiment

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs est remplacé par du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur bleu gris;

CONSIDÉRANT QU'une insertion de clin de couleur blanche est réalisée dans le mur en pignon de la façade avant secondaire donnant vers la rue Ferdinand;

CONSIDÉRANT QUE des moulures de couleur blanche sont aménagées aux pourtours des ouvertures et sur le coin des murs;

CONSIDÉRANT QUE la marquise protégeant l'entrée localisée à l'extrémité gauche de la façade principale donnant vers le boulevard Lemire est refaite de type à trois (3) versants et que le revêtement de toit est du bardeau d'asphalte de couleur gris noir;

CONSIDÉRANT QUE ladite marquise est soutenue par des colonnes d'aluminium de couleur blanche et qu'un garde-corps composé d'aluminium de couleur blanche ceinture le perron donnant accès à l'entrée;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des fenêtres de la partie existante ainsi que les poutres soutenant le toit du perron localisé à l'extrémité droite de la façade principale donnant vers le boulevard Lemire sont modifiés ou repeints;

CONSIDÉRANT QUE les colonnes soutenant le toit du perron localisé à l'extrémité droite de la façade donnant vers le boulevard Lemire sont remplacées par des colonnes d'aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps ceinturant ledit perron localisé à l'extrémité droite de la façade donnant vers le boulevard Lemire sont remplacés par des garde-corps d'aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE l'escalier extérieur localisé sur la façade avant secondaire donnant vers la rue Ferdinand est enlevé;

CONSIDÉRANT QUE les auvents localisés au-dessus des fenêtres sont enlevés;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettant d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 2915 du boulevard Lemire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

492/3/15 - Acceptation des travaux de modification à l'architecture du bâtiment et d'aménagement de terrain (ajout de marquises pour les terrasses) pour l'établissement situé au 195 de la rue Lindsay – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de modification à l'architecture du bâtiment et d'aménagement de terrain (ajout de marquises pour les terrasses) pour l'établissement situé au 195 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.32);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de modification à l'architecture du bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- modifier en partie la terrasse aménagée au sol en cour avant du terrain;
- réaliser une marquise sur la terrasse existante en cour avant du terrain;
- ajouter une marquise sur la terrasse existante sur une partie de la toiture de type « toit plat » du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement métallique de la toiture est repeint de couleur noire ainsi que les éléments d'ornementation;

Modification de la terrasse

CONSIDÉRANT QUE la terrasse localisée dans la partie droite de la cour avant du terrain donnant vers la rue Lindsay est rehaussée sur une largeur d'environ onze mètres (11 m);

CONSIDÉRANT QUE le niveau de plancher de la partie avant de la terrasse varie d'environ zéro virgule six mètre (0,6 m) pour la partie gauche à environ un virgule cinq mètre (1,5 m) pour la partie droite, le tout à partir du sol adjacent;

Ajout de marquises

CONSIDÉRANT QU'une marquise de type « toit plat » d'une largeur d'environ onze mètres (11 m) par une profondeur approximative de sept virgule cinq mètres (7,5 m) est aménagée sur la partie droite de la terrasse rehaussée et qu'elle est annexée au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le toit de la marquise est composé de poutres stylisées de bois teints de couleur naturelle et que son revêtement de toit est de l'acier imitant la tôle à baguette de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE la structure du toit de la marquise est soutenue par des colonnes métalliques stylisées de couleur noire;

CONSIDÉRANT QU'un garde-corps stylisé composé d'aluminium de couleur noire est aménagé au pourtour de la marquise;

CONSIDÉRANT QUE des panneaux amovibles composés de toile de couleur noire et de sections transparentes sont aménagés aux pourtours de ladite marquise;

CONSIDÉRANT QU'une marquise est aménagée sur la terrasse existante sur la toiture de type « toit plat » du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la marquise réalisée au-dessus de ladite terrasse est de type « à quatre (4) versants » et est composée d'une toile de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE la marquise couvrant la terrasse est soutenue par des colonnes métalliques de couleur noire et qu'un garde-corps composé d'aluminium de couleur noire ceinture la partie avant et le côté gauche de cette dernière;

CONSIDÉRANT QU'un muret d'une hauteur d'au plus un virgule deux mètre (1,2 m) et composé de caissons peint de couleur noire est aménagé sur les côtés droit et arrière de la terrasse sur le toit;

CONSIDÉRANT QUE des panneaux amovibles composés de toile de couleur noire et de sections transparentes sont aménagés aux pourtours de cette terrasse;

CONSIDÉRANT QUE la couleur et les matériaux proposés s'harmonisent bien entre eux et avec ceux de la partie existante du bâtiment ainsi qu'avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise des travaux de modification à l'architecture du bâtiment et d'aménagement de terrain (ajout de marquises pour les terrasses) (comme mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 195 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

493/3/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 154 de la rue Lindsay – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 154 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.33);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- rénover les diverses façade du bâtiment;
- réaménager des terrasses et des aménagements paysagers en cours latérale gauche, avant donnant vers la rue Lindsay et avant secondaire donnant vers la rue Cockburn;

Rénovation extérieure du bâtiment

CONSIDÉRANT QU'un revêtement de clin métallique stylisé imitant le bois de couleur brune est aménagé dans la partie supérieure des façades principales donnant vers la rue Lindsay et avant secondaire donnant vers la rue Cockburn;

CONSIDÉRANT QUE certaines sections du revêtement de clin se prolongent dans la partie inférieure desdites façades avant et avant secondaire;

CONSIDÉRANT QUE le clin est installé à la verticale;

CONSIDÉRANT QUE des panneaux stylisés imitant le bois de couleur blanche dans lesquels un motif composé de ronds perforés est réalisé sont apposés à l'avant des sections de blocs de verre existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE ces panneaux sont espacés des murs, permettent le passage de la lumière de l'intérieur du bâtiment et créent des éléments architecturaux d'ambiance sur les façades donnant vers les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE des panneaux d'acier corrugué de couleur noire sont apposés sur le revêtement d'enduit d'acrylique entre les sections de fenêtres de l'étage des façades avant donnant vers la rue Lindsay et avant secondaire donnant vers la rue Cockburn,

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de ces panneaux d'acier corrugué de couleur noire permet d'obtenir un effet de bandeaux fenêtrés;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) portes grandement fenêtrées ouvrant sur un axe horizontal et dont les encadrements sont de couleur noire sont aménagées sur le mur latéral gauche afin de donner accès à la terrasse localisée dans ladite cour;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QU'une terrasse est existante en cour avant donnant vers la rue Lindsay et que cette dernière est ceinturée par un garde-corps métallique stylisé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) boîtes à fleurs composées de bois peint ou teint de couleur naturelle sont apposées sur ladite terrasse;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère composée d'au moins onze (11) arbustes et/ou plantes florales est aménagée à gauche de l'entrée principale existante et en angle à l'intersection des rues Lindsay et Cockburn;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) boîtes à fleurs composées de bois peint ou teint de couleur naturelle sont apposées aux abords de l'entrée principale existante à l'intersection des rues Lindsay et Cockburn;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère composée d'au moins trente-six (36) arbustes et/ou plantes florales est réalisée à l'extrémité gauche de la façade avant secondaire donnant vers la rue Cockburn;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère composée d'au moins cinq (5) arbustes et/ou plantes florales est réalisée à gauche de la terrasse existante en cour avant secondaire donnant vers la rue Cockburn;

CONSIDÉRANT QUE le garde-corps ceinturant la terrasse existante en cour avant secondaire donnant vers la rue Cockburn est remplacé par un garde-corps métallique stylisé de couleur noire de même modèle que celui ceinturant la terrasse existante en cour avant donnant vers la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) boîtes à fleurs composées de bois peint ou teint de couleur naturelle sont aménagées aux pourtours de la terrasse existante en cour avant secondaire donnant vers la rue Cockburn;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère composée d'au moins seize (16) arbustes et/ou plantes florales est réalisée à l'extrémité droite de la façade avant secondaire donnant vers la rue Cockburn;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) boîtes à fleurs composées de bois peint ou teint de couleur naturelle sont aménagées aux abords du garde-corps métallique stylisé de couleur noire existant dans la partie avant de la terrasse située en cour latérale gauche du terrain;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère composée d'au moins treize (13) arbustes et/ou plantes florales est réalisée aux abords du garde-corps ceinturant la partie avant de la terrasse située en cour latérale gauche du terrain;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère composée d'au moins un arbre et au moins huit (8) arbustes et/ou plantes florales est réalisée aux abords de la partie centrale gauche de la terrasse existante en cour latérale gauche du terrain;

CONSIDÉRANT QU'un mur-écran stylisé composé de bois peint ou teint de couleur naturelle et d'une hauteur d'au plus un virgule huit mètre (1,8 m) est aménagé sur le côté gauche et arrière de la terrasse située en cour latérale gauche du terrain;

CONSIDÉRANT QU'une pergola (marquise) composée de bois peint ou teint de couleur naturelle est aménagée dans la partie arrière de la terrasse existante en cour latérale gauche du terrain;

CONSIDÉRANT QU'un revêtement métallique est apposé sur le dessus de ladite pergola (marquise);

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère composée d'au moins trois (3) arbres et au moins vingt-et-un (21) arbustes et/ou plantes florales est réalisée en abord de la partie arrière de la terrasse existante en cour latérale gauche du terrain;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère composée d'au moins six (6) arbres et au moins vingt-sept (27) arbustes et/ou plantes florales est réalisée en abords de la ligne latérale gauche de terrain, soit la section aux abords de l'aire de stationnement du terrain adjacent;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) bandes paysagères composées d'au moins quatre (4) arbustes sont aménagées aux abords de l'enclos à déchets;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager proposé permet de bonifier l'image du site;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) à la plantation mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m);

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) au 154 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

494/3/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 132 de la rue Lindsay – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 132 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.34);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment ayant une superficie approximative zéro virgule quatre-vingt-quatorze mètre carré (0,94 m^2) sur la façade principale du bâtiment donnant vers la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres détachées et d'un module (logo) d'une épaisseur d'environ sept virgule soixante-deux centimètres (7,62 cm) ainsi que d'une plaque murale rectangulaire d'une épaisseur approximative de zéro virgule soixante-quatre centimètre (0,64 cm) sur laquelle un message est apposé;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est apposée sur la section composée de panneaux de composite imitant le bois localisée au-dessus de la vitrine du commerce, soit centrée sous la fenêtre de l'étage;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne (incluant celles des boîtiers des lettres) sont, entre autres, le blanc et le vert et que la plaque murale est transparente;

CONSIDÉRANT QUE les lettres détachées et le module (logo) sont rétroéclairés formant un halo aux pourtours de ces derniers et que la plaque murale sur laquelle un message est apposé est non lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et sa localisation, l'enseigne utilise bien l'espace disponible aux fins d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son type et son traitement, ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante sur le bâtiment ainsi que dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par ses couleurs, son type et ses matériaux, l'enseigne s'harmonise bien avec celle existante sur le bâtiment et celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa composition, son type et son traitement), l'affichage proposé s'inscrit globalement en continuité avec celui souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 132 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

495/3/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (sur auvent) et d'une enseigne détachée du bâtiment situé au 126 de la rue Brock – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (sur auvent) et d'une enseigne détachée du bâtiment situé au 126 de la rue Brock, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.35);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachée et détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- apposer une enseigne (message) sur l'auvent existant au-dessus de l'entrée principale du commerce laquelle est orientée vers la rue Brock;
- remplacer le message sur la plaque d'affichage de l'enseigne détachée du bâtiment;

Enseigne rattachée au bâtiment

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est réalisée sur la face avant de l'auvent;

CONSIDÉRANT QUE le message de l'enseigne est réalisé avec une calligraphie stylisée;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne (message) sont, entre autres, le noir et le rouge;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs proposées pour le message, soit le noir et le rouge, sont en harmonie avec celles de l'auvent qui est composé d'une toile de couleur beige ainsi qu'avec les couleurs se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par sa forme et ses couleurs, l'enseigne sur auvent s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment et dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par son traitement, l'enseigne n'est pas prédominante sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et son traitement, utilise bien l'espace disponible;

Enseigne détachée

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne détachée est existante et qu'elle est composée d'une plaque d'affichage suspendue à un fer ornemental lequel est rattaché à un poteau stylisé;

CONSIDÉRANT QUE la plaque servant d'affichage de l'enseigne détachée est de forme ovale et a une superficie maximale de zéro virgule quarante-six mètre carré (0,46 m^2) et que la hauteur de l'enseigne est de trois virgule vingt-cinq mètres (3,25 m);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le noir pour le poteau et le fer ornemental, le beige pour la plaque d'affichage et le noir et le rouge pour le message;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est implantée en cour avant, soit dans l'alignement de l'enseigne projetante existante sur le bâtiment (Nettoyeur Robichaud);

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne ne rendent pas celle-ci prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est existant à la base de l'enseigne sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques des enseignes rattachée et détachée (leur composition, leur type et leur traitement), l'affichage proposé s'inscrit globalement en continuité avec celui souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type des enseignes proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre du secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'enseignes rattachée (sur auvent) et détachée du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 126 de la rue Brock, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

496/3/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 545 du boulevard Lemire – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 545 du boulevard Lemire, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.36);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de trois virgule dix mètres carrés (3,10 m²) sur la façade principale donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée est composée de lettres découpées non lumineuses d'une épaisseur d'environ zéro virgule trente-deux centimètre (0,32 cm) et espacées du mur d'environ deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur la façade principale donnant vers le boulevard Lemire est située à l'extrémité gauche de ladite façade soit au centre de la section du mur composée d'un revêtement métallique de couleur gris foncé de la partie supérieure du mur;

CONSIDÉRANT QUE la couleur de l'enseigne est le gris pâle;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment et n'est pas prédominante sur ce dernier ainsi que dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son traitement, son type de matériau utilisé et sa couleur, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 545 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

497/3/15 - Refus des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1040 de la rue Hains – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1040 de la rue Hains, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.37);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A/rue Hains et abords du boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de deux virgule zéro un mètres carrés (2,01 m^2) sur la façade principale du bâtiment donnant vers la rue Hains;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée d'un module « Z » et de lettres détachées « ZORBAS » d'une épaisseur d'environ onze virgule quarante-trois centimètres (11,43 cm) ainsi que de lettres découpées « RESTAURANT » d'une épaisseur approximative d'un virgule quatre-vingt-onze centimètre (1,91 cm);

CONSIDÉRANT QUE le module « Z » et les lettres détachées « ZORBAS » sont lumineux ainsi que le pourtour des ceux-ci et que les lettres découpées sont non lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu pour le module « Z » et les lettres détachées « ZORBAS », le blanc pour le pourtour de ces derniers ainsi que le rouge pour les lettres découpées « RESTAURANT »;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est localisée sur la façade principale donnant vers la rue Hains, soit à l'extrémité gauche du bandeau situé dans la partie supérieure de ladite façade;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée, de par sa localisation crée un déséquilibre visuel sur le bâtiment, ne permet pas de bien marquer l'accès au commerce et n'utilise pas bien l'espace disponible sur le bâtiment pour l'affichage;

CONSIDÉRANT QUE de par son traitement architectural, l'enseigne est prédominante sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne ne s'harmonise pas bien avec celles récemment acceptées dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 1040 de la rue Hains, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à son emplacement, à son traitement architectural et sa prédominance sur le bâtiment et dans le paysage urbain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÈGLEMENTS :

498/3/15 - Avis de motion du règlement no 4613 modifiant le règlement no 3500 afin de modifier les articles 331 et 331.1 concernant les herbes et broussailles prévus au Titre VII – de l'Environnement, chapitre 6 – Nuisance, section II – Nuisances à la personne et à la propriété

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4613 modifiant le règlement no 3500 afin de modifier les articles 331 et 331.1 concernant les herbes et broussailles prévus au Titre VII – *de l'Environnement,* chapitre 6 – *Nuisance,* section II – *Nuisances à la personne et à la propriété*.

499/3/15 - Dispense de lecture du règlement no 4613 modifiant le règlement no 3500 afin de modifier les articles 331 et 331.1 concernant les herbes et broussailles prévus au Titre VII – de l'Environnement, chapitre 6 – Nuisance, section II – Nuisances à la personne et à la propriété

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4613 modifiant le règlement no 3500 afin de modifier les articles 331 et 331.1 concernant les herbes et broussailles prévus au Titre VII – *de l'Environnement,* chapitre 6 – *Nuisance,* section II – *Nuisances à la personne et à la propriété*;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

500/3/15 - Avis de motion d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 720 du boulevard René-Lévesque

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion d'une résolution amendant le règlement de projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- de permettre, dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment principal, l'ensemble des usages commerciaux faisant partie la classe d'usages C-3 (bureau) et de réduire les exigences relatives au rapport minimal d'espace bâti/terrain, selon certaines conditions, au 720 du boulevard René-Lévesque.

La zone commerciale C-407, à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande, comprend de façon approximative, les propriétés adjacentes au côté sud du boulevard René-Lévesque, et ce, entre le boulevard des Pins et la rue Saint-Amant.

501/3/15 - Dispense de lecture d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 720 du boulevard René-Lévesque

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie d'une résolution amendant le règlement de projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- de permettre, dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment principal, l'ensemble des usages commerciaux faisant partie la classe d'usages C-3 (bureau) et de réduire les exigences relatives au rapport minimal d'espace bâti/terrain, selon certaines conditions, au 720 du boulevard René-Lévesque.

La zone commerciale C-407, à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande, comprend de façon approximative, les propriétés adjacentes au côté sud du boulevard René-Lévesque, et ce, entre le boulevard des Pins et la rue Saint-Amant;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

502/3/15 - Adoption d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 720 du boulevard René-Lévesque

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,
appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu :

1° QUE le projet de résolution amendant le règlement de projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- de permettre, dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment principal, l'ensemble des usages commerciaux faisant partie la classe d'usages C-3 (bureau) et de réduire les exigences relatives au rapport minimal d'espace bâti/terrain, selon certaines conditions, au 720 du boulevard René-Lévesque.

La zone commerciale C-407, à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande, comprend de façon approximative, les propriétés adjacentes au côté sud du boulevard René-Lévesque, et ce, entre le boulevard des Pins et la rue Saint-Amant,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

503/3/15 - Adoption du second projet de règlement no 4608-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,
appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 4608-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone d'habitation H-5304-1, par contingentement, en plus des usages actuellement permis, l'usage « vente au détail d'équipements de plomberie, de chauffage, de ventilation, de climatisation et de foyer (5220), faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local), et ce, selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-5304-1 inclut des terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Pierre entre le rang Watkins et la limite du territoire de la ville de Drummondville,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

504/3/15 - Adoption du second projet de règlement no 4611-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par la conseillère Annick Bellavance,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 4611-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser les usages « 6611 - Service de construction résidentielle (entrepreneur général », « 6612 - Service de construction non résidentielle industrielle » et « 6613 - Service de constructions non résidentielle, commerciale et institutionnelle (entrepreneur général) » dans la zone industrielle I-370;
- de limiter ces usages à un seul bâtiment dans la zone;

La zone industrielle I-370 est délimitée approximativement par les lots donnant sur le boulevard Lemire, et ce, entre les rues du Fraisier et Sigouin,

soit et est adopté;

2^{o} QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

505/3/15 - Adoption du second projet de règlement no 4612-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,
appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 4612-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser dans la zone rurale R-9220, les bâtiments principaux et les constructions accessoires en bordure d'un chemin privé.

La zone rurale est délimitée approximativement par la rivière Saint-François, la rue du Repos, l'arrière-lot des terrains donnant sur le chemin Hemming sur une distance d'environ 150 mètres vers l'ouest à partir de la rue Aurèle,

soit et est adopté;

2^{o} QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

506/3/15 - Adoption du second projet de règlement no 4614-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de règlement no 4614-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de restreindre les terrasses d'utilisation saisonnière en cour latérale ou arrière pour certains usages commerciaux de restaurants et de bars faisant partie des classes C-2 (local) et C-4 (artériel léger) à proximité de terrains occupés par un bâtiment résidentiel situé à l'intérieur d'une zone d'habitation ;

Les zones visées sont l'ensemble des zones où l'on autorise et où l'on retrouve des usages commerciaux de restaurants et de bars faisant partie des classes C-2 (local) et C-4 (artériel léger) sur l'ensemble du territoire de la Ville de Drummondville,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

507/3/15 - Adoption du second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 2550 du boulevard Mercure

Il est proposé par le conseiller William Morales,
appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « Atelier d'ébénisterie » faisant partie de la classe d'usages I-3 (industrie semi-lourde) au 2550 du boulevard Mercure, selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-1160, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, inclut des terrains situés de part et d'autre du boulevard Mercure, approximativement entre les rues Jules et Sylvio,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de résolution puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

508/3/15 - Adoption du second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 930 de la rue Montplaisir

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,
appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,
et résolu:

1^{0} QUE le second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser la construction d'une habitation unifamiliale et ses constructions accessoires au 930 de la rue Montplaisir, selon certaines conditions;

La zone communautaire P-646 inclut des terrains situés en bordure et à l'est de la rue Montplaisir entre l'arrière lot des terrains donnant vers la rue du Richelieu et la limite nord-ouest des lots 4 396 117 et 4 396 118,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de résolution puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

509/3/15 - Adoption du règlement no 4604-1 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4604-1 a été donné (réf: 230/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4604-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone agricole A-5601, en plus des usages actuellement permis, l'usage sous restriction de type chenil selon certaines conditions d'éloignement des habitations voisines.

La zone agricole A-5601 comprend, de façon approximative, les propriétés situées entre le boulevard Saint-Joseph et le prolongement de l'axe de la rue Michel, et ce, à partir de la route Caya jusqu'à la limite du territoire de la municipalité de l'Avenir.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

510/3/15 - Adoption du règlement no 4605-1 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4605-1 a été donné (réf: 233/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4605-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de permettre, par contingentement, à l'intérieur de la zone d'habitation H-475 pour une habitation trifamiliale (H-3) de structure isolée :
  - un usage commercial de type « salon de coiffure » faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local) à titre d'usage accessoire selon certaines conditions;
  - de modifier certaines exigences relatives au nombre de logements par terrain maximal et au nombre minimal de cases de stationnement selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-475 est délimitée, de façon approximative, entre la rue Gosselin et l'arrière des propriétés situées du côté est de l'axe de la rue Hébert et du boulevard Saint-Joseph, et ce, à partir de l'avenue des Tilleuls jusqu'au boulevard Garon.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

511/3/15 - Adoption du règlement no 4609-1 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4609-1 a été donné (réf: 236/2/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4609-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C-449 à même une partie de la zone d'habitation H-450 de manière à y inclure certains terrains situés du côté nord de la rue des Cèdres entre le boulevard Saint-Joseph et la rue des Mélèzes.

Le périmètre de la zone commerciale C-449 comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph, et ce, à partir de la rue de Boucherville jusqu'à l'avenue des Lilas.

Le périmètre de la zone d'habitation H-450 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Maisonneuve de même que les propriétés situées de part et d'autre des rues des Cèdres et des Sorbiers, et ce, à partir de l'arrière des propriétés situées du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph jusqu'à la rue Lefebvre.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

512/3/15 - Adoption du règlement no 4610 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4610 a été donné (réf: 357/3/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4610 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'augmenter la superficie maximale pour les enseignes publicitaires installées sur les façades des abribus appartenant à la Commission de transport de Drummondville;
- d'ajouter des normes relatives aux enseignes informatives sur un lieu public (parc, plage publique, etc.).

Les zones visées sont l'ensemble du territoire.

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Consultation sur l'élimination des déchets ultimes (M. Pierre Levasseur)

Le conseiller Pierre Levasseur fait un résumé du mandat de la consultation sur l'élimination des déchets ultimes octroyé à l'entreprise Grisvert.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Prochaine assemblée du conseil

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 20 avril 2015.

513/3/15 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 17.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) MÉLANIE OUELLET,
Greffière.

(Signé) ALEXANDRE CUSSON,
Maire.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

7 AVRIL 2015

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 7 avril 2015 à 13 h 45, ***sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson***; cette séance en étant une EXTRAORDINAIRE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS :

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance (absence motivée)
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

- Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Benoit Carignan, directeur du Service de la trésorerie et trésorier
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications

- Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

514/4/15 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

515/4/15 - Services professionnels – Construction d'une bibliothèque municipale (Soumission no DR15-PUB-017)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie WSP Canada inc. au montant de 475 881,53 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

516/4/15 - Travaux de réfection et construction de trottoirs et bordures de béton de ciment (Soumission no DR15-PUB-019 – Ouverture 26.03.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de la compagnie Lambert et Grenier inc. au montant de 354 560,48 $ (taxes incluses) incluant une provision pour imprévus de 15 000 $ soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

517/4/15 - Mandat au Groupe FBE Bernard Expert – Prolongement du service d'aqueduc au 7720 du boulevard Saint-Joseph

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe FBE Bernard Expert aux fins d'assurer la surveillance des travaux pour le prolongement du service d'aqueduc au 7720 du boulevard Saint-Joseph, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

518/4/15 - Appui au projet de « statut de zone touristique » au centre-ville

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville appuie le projet de « statut de zone touristique » au centre-ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Période de questions

519/4/15 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 14 h.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) MÉLANIE OUELLET,
Greffière.

(Signé) ALEXANDRE CUSSON,
Maire.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

20 AVRIL 2015

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 20 avril 2015, à compter de 19 h 30 ***sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

- Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications

- Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

520/4/15 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

521/4/15 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 30 mars 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 30 mars 2015 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

522/4/15 - Adoption du procès-verbal - Séance extraordinaire du 7 avril 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 7 avril 2015 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception d'une lettre

- ;d'une confirmation de subvention du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (programme de redistribution aux municipalités de redevance pour l'élimination de matières résiduelles)

ainsi que des lettres de remerciements provenant de différents organismes.

DIRECTION GÉNÉRALE :

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 15 avril 2015.

523/4/15 - 523/4/15 - Signature de 2 actes de servitudes à intervenir avec CONAX IMMOBILIER LTÉE (« Conax ») et la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (« CN ») relatives à une desserte par voie ferrée de la nouvelle usine de Soprema

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante greffière, soient et sont, par la présente, autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville (la « Ville ») deux (2) actes de servitudes de passage, d'aménagement et d'utilisation, aux termes desquels la Ville constitue des servitudes réelles et perpétuelles sur les lots 4102327, 4102348, 4104414 et 4811002 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Drummond, lui appartenant, et dont les assiettes de ces servitudes sont décrites aux projets d'actes préparés à cet effet, en faveur du lot 5518499 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Drummond, appartenant à Conax Immobilier Ltée, de sorte que Conax y aménage une voie ferrée permettant de raccorder la voie ferrée aménagée sur son immeuble précité à la desserte ferroviaire opérée par le CN qui est présentement aménagée sur le lot 4811002 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Drummond.

Ces servitudes sont consenties à titre gratuit et moyennant les autres conditions stipulées aux projets d'actes préparés à cet effet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

524/4/15 - Subvention de 2 500 $ - Association des clubs d'entrepreneurs étudiants du Québec à titre de partenariat 2015 pour le 23e colloque annuel national

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 500 $ à l'Association des clubs d'entrepreneurs étudiants du Québec à titre de partenariat 2015 pour le 23e colloque annuel national.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

525/4/15 - Délégation de monsieur Sylvain Martineau à titre de représentant de la Ville au conseil d'administration de Réseau aquatique

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville délègue monsieur Sylvain Martineau à titre de représentant de la Ville au conseil d'administration de Réseau aquatique.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES FINANCES :

526/4/15 - Emprunt de 360 000 $ au fonds de roulement pour des acquisitions d'équipements et de matériels dans le parc Woodyatt, ainsi que pour compléter le déplacement de la ligne électrique

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 360 000 $ à son fonds de roulement pour des acquisitions d'équipements et de matériels dans le parc Woodyatt, ainsi que pour compléter le déplacement de la ligne électrique, le tout tel qu'énuméré au tableau joint à la présente résolution.

Cet emprunt sera remboursable comme suit:

2016	36 000 $
2017	36 000 $
2018	36 000 $
2019	36 000 $
2020	36 000 $
2021	36 000 $
2022	36 000 $
2023	36 000 $
2024	36 000 $
2025	36 000 $

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

527/4/15 - Délégation du conseiller Yves Grondin au colloque de l'Association des communicateurs municipaux du Québec 2015 qui se tiendra à Baie-Saint-Paul du 13 au 15 mai 2015

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville délègue le conseiller Yves Grondin au colloque de l'Association des communicateurs municipaux du Québec 2015 qui se tiendra à Baie-Saint-Paul du 13 au 15 mai 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

528/4/15 - Fourniture et livraison de commutateurs et de bornes d'accès sans fil

(Soumission no DR15-INV-041 – Ouverture 27.03.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie Lunik intelligence technologique inc. au montant total de 37 884,25 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

529/4/15 - Services professionnels – Étude de circulation – Projet Rive-Nord (Soumission no DR15-INV-036)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie Cima + au montant de 61 626,60 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

530/4/15 - Travaux de construction des infrastructures – Parc industriel secteur Saint-Nicéphore (Phase 1) (Soumission no DR15-PUB-006 - Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de la compagnie Excavation Mc B.M. inc. au montant de 6 846 119,97 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme, le tout conditionnel à l'obtention du certificat d'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et à l'obtention du règlement d'emprunt.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

531/4/15 - Fourniture et livraison de fibre de cèdre pour aires de jeux (Soumission no DR15-INV-042 – Ouverture 08.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de la compagnie Équipements récréatifs Jambette inc. au montant de 32 193,00 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

532/4/15 - Travaux d'aménagement paysager à la place Frederick-George-Heriot (Soumission no DR15-INV-043 – Ouverture 08.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie Paysagement et déneigement M.L. inc. au montant de 53 977,57 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

533/4/15 - Fourniture de mélange bitumineux (Soumission no DR15-PUB-003 – Ouverture 08.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que les soumissions retenues, étant les plus basses soumissions reçues conformes suivantes :

section 1 : Sintra inc. (région Centre du Québec) au montant maximum de 126 472,50 $ (taxes incluses)
section 2 : Asphalte Drummond inc. au montant maximum de 143 028,90 $ (taxes incluses)
section 3 : Asphalte Drummond inc. au montant maximum de 380 279,81 $ (taxes incluses)

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller William Morales se retire pour la présentation du dossier suivant :

534/4/15 - Service d'entretien ménager des Ateliers municipaux et à la Bibliothèque Côme-Saint-Germain (Soumission no DR15-PUB-004 – Ouverture 02.03.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la soumission de la compagnie GSF Canada inc. au montant avant les indexations de 333 052,68 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller William Morales reprend son siège.

535/4/15 - Travaux de réfection de petites sections de trottoirs et de bordures de béton de ciment (Soumission no DR15-PUB-012 – Ouverture 08.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la soumission de la compagnie B.M.Q. inc. au montant de 190 473,33 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES :

536/4/15 - Dépôt de la liste d'embauche de brigadiers scolaires substituts et fin d'emploi de l'employé no 1558

Monsieur le maire dépose la liste des embauches suivantes conformément à la résolution no 343/3/14 et fin d'emploi de l'employé no 1558.

Brigadiers scolaires substituts :

- Madame Line Gauthier (DES) et monsieur Gaétan Fabi (DES).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

537/4/15 - Abolition du Service de l'informatique et création de la division de l'informatique sous la direction du Service des finances

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la Ville de Drummondville abolisse le Service de l'informatique et procède à la création de la division de l'informatique sous la direction du Service des finances.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

538/4/15 - Abolition du poste de « directeur informatique »

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville abolisse le poste de « directeur informatique ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

539/4/15 - Création du poste cadre de « chef de division informatique » et nomination de monsieur Éric Côté à ce poste

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville crée le poste cadre de « chef de division informatique » et procède à la nomination de monsieur Éric Côté à ce poste, aux conditions suivantes :

- Salaire : Classe 4, échelon E;
- Autres conditions : Conformes aux conditions de travail applicables au personnel cadre et de soutien;
- Le tout sujet à une période probatoire de six (6) mois consécutifs;
- Entrée en poste : À déterminer par le directeur du service concerné.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

540/4/15 - Abolition du poste « d'analyste programmeur »

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville abolisse le poste cadre « d'analyste programmeur ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

541/4/15 - Ouverture d'un poste syndiqué cols blancs de « technicien en soutien informatique »

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'ouverture du poste syndiqué cols blancs de « technicien en soutien informatique » et autorise l'affichage selon la classe salariale 520 de la convention collective applicable au personnel col blanc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

542/4/15 - Abolition du poste cadre « d'adjoint à la direction générale »

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville abolisse le poste cadre « d'adjoint à la direction générale ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

543/4/15 - Création du poste cadre de « conseiller aux projets spéciaux » sous la supervision du directeur général adjoint – Gestion du territoire et nomination de monsieur Philippe Champagne Mercure à ce poste

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville crée le poste cadre de « conseiller aux projets spéciaux » sous la supervision du directeur général adjoint – Gestion du territoire et nomme monsieur Philippe Champagne Mercure au poste de conseiller aux projets spéciaux aux conditions suivantes :

- Salaire : Classe 6, échelon A;
- Autres conditions : Conformes aux conditions de travail applicables au personnel cadre et de soutien;
- Le tout sujet à une période probatoire de six (6) mois consécutifs;
- Entrée en poste : À déterminer par le directeur général adjoint gestion du territoire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

544/4/15 - Approbation des critères de pondération - Appel d'offres de « Services professionnels – Diagnostic et élaboration d'un plan d'action du module Services à la population »

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels concernant le « Services de diagnostic et élaboration d'un plan d'action du module Services à la population », et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Numéro d'appel d'offre :**

Titre : Services de diagnostic et élaboration d'un plan d'action du module « Services à la population »

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
La firme			
Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires	15		
Compétence de l'équipe proposée			
Expérience du chargé de projet	30		
Composition et expérience de l'équipe proposée	25		
Méthodologie			
Compréhension du mandat, des enjeux, et de la méthodologie	30		
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			
PARTIE 2			
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		Fournisseur A	
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)			

Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 Prix	
Rang et adjudicataire	
_____ (Signature) _____ (date)	_____ (EN LETTRES MOULÉES) _____ (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

545/4/15 - Embauche de monsieur Jonathan Guilbault au poste permanent d'archiviste au Service du greffe

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Jonathan Guilbault au poste permanent d'archiviste au Service du greffe :

- Salaire : Classe 520, échelon 0-1 an;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs;
- Entrée en poste : À déterminer par la greffière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

546/4/15 - Embauche de monsieur Guillaume Thériault au poste permanent de technicien en génie civil au Service de l'ingénierie

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Guillaume Thériault au poste permanent de technicien en génie civil au Service de l'ingénierie :

- Salaire : Classe 550, échelon 0-1 an;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs;
- Entrée en poste : À déterminer par le directeur du service concerné.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

547/4/15 - Nomination de monsieur Gaétan Léveillé au poste permanent d'ouvrier au Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Gaétan Léveillé au poste permanent d'ouvrier au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 280, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

548/4/15 - Nomination de monsieur Marco Roy au poste permanent de journalier à la signalisation au Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Marco Roy au poste permanent de journalier à la signalisation au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 250, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

549/4/15 - Embauche de monsieur Steven Kezar au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Steven Kezar au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera à déterminer par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

550/4/15 - Fin d'emploi de l'employé no 628

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la signature du règlement de fin d'emploi de l'employé no 628.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

551/4/15 - Signature d'une lettre d'entente concernant le projet pilote sur l'attribution des uniformes au Service de sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la signature d'une lettre d'entente concernant le projet pilote sur l'attribution des uniformes au Service de sécurité incendie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

552/4/15 - Embauche de madame Caroline Cloutier au poste permanent d'agente aux nouveaux médias au Service des communications

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de madame Caroline Cloutier au poste permanent d'agente aux nouveaux médias au Service des communications :

- Salaire : Classe 520, échelon 0-1 an;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs;
- Entrée en poste : À déterminer par le directeur du service concerné.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

GREFFE ET SERVICES JURIDIQUES :

553/4/15 - Mandat aux Laboratoires de la Montérégie aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour le prolongement du service d'aqueduc au 7720 du boulevard Saint-Joseph, le tout aux frais du promoteur

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville mandate les Laboratoires de la Montérégie aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour le prolongement du service d'aqueduc au 7720 du boulevard Saint-Joseph, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

554/4/15 - Signature d'un acte de mainlevée d'hypothèque sur les lots 5 185 530, 5 185 532 et 5 185 549 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond (Domaine Le Vigneron)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de mainlevée d'hypothèque sur les lots 5 185 530, 5 185 532 et 5 185 549 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond situé dans le Domaine Le Vigneron.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

TRANSPORT EN COMMUN / STATIONNEMENT / MESURES D'URGENCE / DÉVELOPPEMENT SOCIAL :

555/4/15 - Signature d'un protocole d'entente et subvention au fonctionnement à intervenir avec la Fondation de la Tablée populaire pour les années 2015 à 2017

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et subvention au fonctionnement à intervenir avec la Fondation de la Tablée populaire. Ladite entente est valable pour les années 2015 à 2017 et comprend une subvention totale de 120 000 $ qui sera versée de la façon suivante :

- 30 000 $ en 2015;
- 40 000 $ en 2016;
- 50 000 $ en 2017.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

556/4/15 - Mise en place d'un point d'embarquement de taxibus à titre de projet pilote dans le stationnement de l'immeuble abritant les commerces de Bain-Dépôt, La Jonquille, Antonio Moreau et Omer de Serre

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville mette en place un point d'embarquement de taxibus à titre de projet pilote dans le stationnement de l'immeuble abritant les commerces de Bain-Dépôt, La Jonquille, Antonio Moreau et Omer de Serre. De plus, elle autorise le remplacement de l'annexe « A » de la convention de transport en taxi collectif (contrat).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

557/4/15 - Subvention de 500 $ - 10e édition de la Coopérative jeunesse (CJS) Escouade-Ados

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ pour la 10e édition de la Coopérative jeunesse (CJS) Escouade-Ados.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE :

SERVICE DES LOISIRS :

558/4/15 - Autorisation au comité organisateur – Tenue de la « Fête de la musique » à la place St-Frédéric le dimanche 21 juin 2015 et fermeture de rues et de stationnements

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur à tenir la « Fête de la musique » à la place St-Frédéric le dimanche 21 juin 2015 de 14 h à 21 h, l'installation de foyers et la fermeture des rues Marchand et Cockburn entre Lindsay et Heriot, des rues Heriot, Brock entre Marchand et Loring, des rues du Pont et Bellevue pour circulation locale seulement le dimanche de 5 h à minuit, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

La Ville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

559/4/15 - Signature d'un bail de location à intervenir avec B-2D, Bateau-dragon Drummond inc. pour l'utilisation du parc Poirier incluant le chalet, la descente de bateaux et le quai du 1er mai au 30 septembre 2015

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location à intervenir avec B-2D, Bateau dragon Drummond inc. pour l'utilisation du parc Poirier incluant le chalet, la descente de bateaux et le quai du 1er mai au 30 septembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

560/4/15 - Autorisation au Club de soccer les Dragons de Drummondville – Tenue d'un tournoi sur le site Grande-Allée les 23 et 24 mai 2015

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de soccer les Dragons de Drummondville à tenir un tournoi sur le site Grande-Allée les 23 et 24 mai 2015, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

561/4/15 - Autorisation au Club de soccer les Dragons de Drummondville – Tenue d'un tournoi de fin de saison les 15 et 16 août 2015 et utilisation de la piscine située au parc Central-Boisbriand sur les heures d'ouverture

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de soccer les Dragons de Drummondville à tenir un tournoi de fin de saison les 15 et 16 août 2015 et autorise l'utilisation de la piscine située au parc Central-Boisbriand sur les heures d'ouverture, soit de 8 h à 16 h 30, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

562/4/15 - Autorisation au Club de soccer les Dragons de Drummondville – Tenue d'un tournoi provincial les 3, 4 et 5 juillet 2015 au parc Central-Boisbriand, au complexe Marchand et terrain naturel du Cégep, parcs Saint-Jean-Baptiste et Côté, Collège Saint-Bernard et au terrain de la Poudrière ainsi qu'un accès gratuit à la piscine du parc Central-Boisbriand pour les participants

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de soccer les Dragons de Drummondville à tenir un tournoi provincial les 3, 4 et 5 juillet 2015 au parc Central-Boisbriand, au complexe Marchand et terrain naturel du Cégep, parcs Saint-Jean-Baptiste et Côté, Collège Saint-Bernard et au terrain de la Poudrière ainsi qu'un accès gratuit à la piscine du parc Central-Boisbriand pour les participants, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

563/4/15 - Autorisation au Centre communautaire Drummondville-Sud – Tenue d'une activité dans le cadre de la Fête nationale qui aura lieu le mercredi 24 juin 2015 et autorisation de fermeture de rue

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Drummondville-Sud à tenir une activité dans le cadre des événements de la Fête nationale qui aura lieu le mercredi 24 juin 2015 ainsi qu'un feu de joie et la fermeture de la rue Saint-Aimé entre la 107^{e} et la 108^{e} Avenue, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

La Ville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

564/5/15 - Autorisation au Centre communautaire Drummondville-Sud – Tenue d'une fête de fin d'année qui aura lieu le mardi 23 juin 2015 et fermeture de rue

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Drummondville-Sud à tenir une fête de fin d'année qui aura lieu le mardi 23 juin 2015, la fermeture de la rue Saint-Aimé entre la 107^{e} et la 108^{e} Avenue ainsi que le prêt et la livraison du matériel demandé, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

565/4/15 - Autorisation au Centre communautaire Drummondville-Sud – Tenue d'une vente de garage le samedi 30 mai 2015 et fermeture de rue

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Drummondville-Sud à tenir une vente de garage le samedi 30 mai 2015 de 4 h à 16 h, la fermeture de la rue Saint-Aimé entre la 107e et la 108e Avenue ainsi que le prêt et la livraison du matériel demandé, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

566/4/15 - Autorisation à la Chambre de commerce et d'industrie Drummond - Tenue d'une activité « Cyclo-tour » dans les rues de la ville dans le cadre de la 55e édition du Tournoi de golf le mercredi 3 juin 2015

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Chambre de commerce et d'industrie Drummond à tenir une activité « Cyclo-tour » dans les rues de la ville dans le cadre de la 55e édition du Tournoi de golf le mercredi 3 juin 2015 de 13 h 30 à 16 h, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

567/4/15 - Autorisation au Club de natation Les Requins – Tenue d'un festival de natation à l'Aqua-complexe les 1er, 2 et 3 mai 2015

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de natation Les Requins à tenir un festival de natation à l'Aqua-complexe les 1er, 2 et 3 mai 2015, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

568/4/15 - Prêt d'équipement pour la tenue de la 7ième édition du Gala communautaire qui aura lieu sur le site de l'église Saint-Pierre et Paul le jeudi 21 mai 2015

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le prêt d'équipement pour la tenue de la 7ième édition du Gala communautaire qui aura lieu sur le site de l'église Saint-Pierre et Paul le jeudi 21 mai 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

569/4/15 - Subvention de 500 $ - Centre communautaire Saint-Joachim-de-Courval pour leur 10e anniversaire de fondation

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ au Centre communautaire Saint-Joachim-de-Courval pour leur 10e anniversaire de fondation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

570/4/15 - Signature d'une entente de subvention au fonctionnement à intervenir avec le Tournoi de pêche sportive familiale de Drummondville pour l'année 2015

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente de subvention au fonctionnement à intervenir avec le Tournoi de pêche sportive familiale de Drummondville pour l'année 2015 au montant de 6 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

571/4/15 - Signature d'un protocole de services à intervenir avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour l'entretien des parcs Lucien-Couture, Milette, Celanese, Ste-Marie, Messier et Claude-Béland ainsi que la servitude de passage localisée à l'extrémité de la rue St-Eusèbe entre la 17e et la 18e Avenue du 1er mai au 31 octobre 2015

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de services à intervenir avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour l'entretien des parcs Lucien-Couture, Milette, Celanese (terrain de balle), Ste-Marie et Messier (terrain de balle et parc), Claude-Béland (terrain de soccer) ainsi que la servitude de passage localisée à l'extrémité de la rue St-Eusèbe entre la 17e et la 18e Avenue du 1er mai au 31 octobre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

572/4/15 - Signature d'un contrat de location d'un local avec des espaces de rangement et des services sanitaires dans le Pavillon Gilles Soucy ainsi que des services sanitaires dans le Pavillon Jean Coutu à intervenir avec le Centre communautaire Sintra St-Charles pour l'année 2015

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location d'un local avec des espaces de rangement et des services sanitaires dans le Pavillon Gilles Soucy ainsi que des services sanitaires dans le Pavillon Jean Coutu à intervenir avec le Centre communautaire Sintra St-Charles pour l'année 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

573/4/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour la location d'un local de services pour les participants de sport, activités extérieures, espaces de rangement ainsi que des services sanitaires du 1er janvier au 31 décembre 2015

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour la location d'un local de services pour les participants de sport, activités extérieures, espaces de rangement ainsi que des services sanitaires du 1er janvier au 31 décembre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

574/4/14 - Signature d'une entente à intervenir avec le Centre communautaire de loisirs Claude-Nault pour l'animation du parc de planches à roulettes au parc Boisbriand du 10 mai au 11 octobre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec le Centre communautaire de loisirs Claude-Nault pour l'animation du parc de planches à roulettes au parc Boisbriand du 10 mai au 11 octobre 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

575/4/15 - Protocole d'entente avec Triomax de Drummondville pour une subvention au fonctionnement pour l'année 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Triomax de Drummondville pour une subvention au fonctionnement pour l'année 2015.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention de 10 000 $ non-assujetti aux taxes et un maximum de 12 000 $ en services.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

576/4/15 - Subvention de 560 $ - 8e édition du tournoi de hockey des entreprises

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 560 $ aux employés municipaux qui participent à la 8e édition du tournoi de hockey des entreprises, et ce, à titre de subvention 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES ARTS, CULTURE ET IMMIGRATION :

577/4/15 - Autorisation au comité organisateur – Tenue de la 4e édition de l'activité « Urbanités, l'art dans la ville » le 23 mai 2015 à la Place Saint-Frédéric et fermeture de rues

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur à tenir la 4e édition de l'activité « Urbanités, l'art dans la ville » le samedi 23 mai 2015 de 13 h à 17 h à la Place Saint-Frédéric, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville autorise la fermeture de la rue Girouard et de la rue Heriot entre les rues Marchand et Du Pont.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

578/4/15 - Signature d'une entente à intervenir avec BiblioPresto.ca et désignation de monsieur Martin Dubé, chef de division bibliothèque à titre de signataire

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la signature d'une entente à intervenir avec BiblioPresto.ca et désigne monsieur Martin Dubé, chef de division bibliothèque à titre de signataire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

579/4/15 - Signature d'une entente à intervenir avec la Coopérative de solidarité artistique – AXART pour une subvention spécifique (maximum de 16 530 $)

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec la Coopérative de solidarité artistique – AXART pour un montant maximum de 16 530 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

580/4/15 - Signature d'une entente de subvention au fonctionnement à intervenir avec le Mondial des cultures de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente de subvention au fonctionnement à intervenir avec le Mondial des cultures de Drummondville.

Ladite entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention de 350 000 $ non assujettie aux taxes et 103 000 $ en services.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT :

SERVICE DE L'INGÉNIERIE :

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS :

SERVICE DE L'URBANISME :

581/4/15 - Vente des lots 5 557 604 et 5 557 605 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond à Roger Dubois inc. et la cie 9209-4291 Québec inc. (excédent d'emprise de la rue Cormier)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente des lots 5 557 604 et 5 557 605 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond à Roger Dubois inc. et la cie 9209-4291 Québec inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

582/4/15 - Vente du lot 5 376 864 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond à monsieur Yvon Blais (portion de la 117e Avenue entre la rue Bégin et le boulevard Mercure)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente du lot 5 376 864 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond à monsieur Yvon Blais. La présente autorise également la signature de l'établissement de servitudes sur les lots 3 533 700 et 5 376 863 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

583/4/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 195 de la rue Lindsay

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la saillie d'une marquise en cour avant, d'autoriser une structure et une toiture rigides au-dessus d'une terrasse située en cour avant et de diminuer la distance entre les éléments décoratifs de la toiture de la terrasse et la ligne avant, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 425 547 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 195 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.38);

CONSIDÉRANT QUE le projet du requérant consiste à réaménager la terrasse actuelle de l'établissement de restauration en cour avant :

- en installant une marquise ayant une saillie de huit virgule zéro huit mètres (8,08 m) dans la cour avant;
- en ajoutant une structure et une toiture rigides au-dessus de la terrasse située en cour avant;
- en ajoutant des éléments décoratifs sur la toiture à une distance de zéro virgule un mètre (0,1 m) de la ligne avant de terrain;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuellement en vigueur :

- la saillie maximale d'une marquise est de deux mètres (2 m), ce qui constitue une irrégularité de six virgule zéro huit mètres (6,08 m);
- une structure et une toiture rigides au-dessus d'une terrasse sont autorisées dans les cours latérales et arrière seulement;
- les éléments décoratifs situés sur une toiture doivent être situés à une distance minimale de zéro virgule trois mètre (0,3 m) de la ligne avant, ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule deux mètre (0,2 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :

- il désire également pouvoir surplomber cette terrasse d'une pergola en bois couverte de panneaux rigides afin de protéger les clients du soleil et des intempéries;
- bien que les structures rigides soient interdites en cour avant, le client n'a d'autres options que de procéder ainsi, puisqu'il ne dispose pas de superficie de terrain constructible en marge latérale;

CONSIDÉRANT QUE le site visé par la demande ne dispose d'aucun espace en cour latérale compte tenu de l'implantation du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la cour arrière n'est pas propice à l'aménagement d'une terrasse pour cet établissement de restauration;

CONSIDÉRANT QUE le site visé par la demande dispose d'une importante cour avant compte tenu du recul du bâtiment par rapport aux établissements commerciaux voisins;

CONSIDÉRANT QUE la demande a comme objectif de prolonger la période estivale propice pour accueillir des clients à l'extérieur de l'établissement de restauration;

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'une période importante pour les exploitants d'un établissement de restauration qui souhaitent être moins influencés par les conditions météorologiques variables;

CONSIDÉRANT QUE le projet a été modifié par rapport à la présentation du projet accepté au mois de mai 2014 (résolution no 14.05.42);

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'apparence de la terrasse est sensiblement la même que le plan accepté;

CONSIDÉRANT QUE les modifications demandées sont reliées à un problème de structure;

CONSIDÉRANT QUE le projet du requérant permettra de bonifier l'animation de cette partie du centre-ville en période estivale;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu de l'absence de cours latérales;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation projetée du terrain par l'immeuble visé par la demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu du recul du bâtiment par rapport à la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'augmenter la saillie maximale d'une marquise de deux mètres (2 m) à huit virgule deux mètres (8,2 m);
- d'autoriser une structure et une toiture rigides au-dessus d'une terrasse située dans une cour avant à la condition que la superficie maximale n'excède pas quatre-vingts mètres carrés (80 m^2);
- de diminuer de zéro virgule trois mètre (0,3 m) à zéro mètre (0 m) de la ligne avant la distance minimale des éléments décoratifs situés sur une toiture;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 425 547 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 195 de la rue Lindsay.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

584/4/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 154 de la rue Lindsay

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser une terrasse fermée sur plus de deux (2) côtés ainsi que la présence d'une pergola en cour avant et à l'intérieur du triangle de visibilité, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 425 483 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 154 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.39);

CONSIDÉRANT QUE le projet du requérant consiste à modifier l'apparence extérieure du bâtiment et d'y réaménager la terrasse afin d'y accueillir un restaurant;

Terrasse extérieure

CONSIDÉRANT QUE la terrasse située dans la cour latérale gauche sera entourée d'un mur-écran d'une hauteur d'environ un virgule quatre-vingt-trois mètre (1,83 m) et des murs du bâtiment principal sur trois (3) côtés de celle-ci;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur, une terrasse ne peut être fermée sur plus de 2 côtés, que ce soit par un mur de plus de 1,2 mètre de haut ou par un bâtiment principal situé au pourtour de la terrasse;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande reliée à l'aménagement de la terrasse sont à l'effet que :
- notre objectif est de créer pour notre clientèle, sur cette portion de terrasse, une ambiance extérieure chaleureuse et intime;
- le fait d'ouvrir sur le stationnement arrière, bruyant et insignifiant, réduirait de beaucoup nos chances d'atteindre ces objectifs désirés;

CONSIDÉRANT QU'une terrasse est très importante pour la clientèle estivale des restaurants;

CONSIDÉRANT QUE les murs-écrans sont en bois de cèdre teint ou peint de couleur naturelle et qu'ils permettront d'assurer une quiétude pour la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement proposé de la terrasse assurera tout de même une présence sur la rue Lindsay puisqu'elle sera visible de cette voie de circulation;

Pergola en cour avant

CONSIDÉRANT QUE le plan proposé pour l'aménagement extérieur inclut l'installation d'une pergola à l'avant de l'entrée principale, soit dans la cour avant;

CONSIDÉRANT QUE la pergola proposée est d'une hauteur d'environ deux virgule six mètres (2,6 m);

CONSIDÉRANT QUE la pergola se situe dans le triangle de visibilité;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur :
- les pergolas sont autorisées uniquement en cours latérale et arrière;
- aucun obstacle d'une hauteur supérieur à zéro virgule sept mètres (0,7 m) n'est autorisé à l'intérieur du triangle de visibilité;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande reliée à la pergola sont à l'effet que :
- une structure ajourée en bois, à notre entrée principale, viendra uniformiser l'ambiance des deux (2) terrasses adjacentes;
- la présence de la pergola permettra de créer un portique extérieur invitant;

CONSIDÉRANT QUE la présence de la pergola à l'intérieur du triangle de visibilité, malgré la structure ajourée proposée, pourrait nuire à la vue des automobilistes circulant à cette intersection;

CONSIDÉRANT QUE, de plus, cet élément s'intègre peu aux autres modifications proposées sur le bâtiment;

Conclusion

CONSIDÉRANT QUE le projet présenté permettra d'assurer l'animation de ce bâtiment ainsi que de cette partie du centre-ville;

CONSIDÉRANT QU'il est primordial pour ce genre d'établissement de profiter d'aménagements extérieurs permettant de bénéficier davantage de la saison estivale;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, la pergola située en cour avant et dans le triangle de visibilité ne permet pas d'assurer une visibilité optimale assurant la sécurité des usagers de cette intersection;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant en ce qui concerne l'aménagement de la terrasse;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'application du règlement n'a pas pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant en ce qui concerne l'installation de la pergola en cour avant puisque celui-ci peut marquer l'entrée au restaurant par un autre moyen;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation projetée du terrain par la terrasse visée par la demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de l'aménagement suggéré;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville:

- **accepte** une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d' autoriser une terrasse fermée sur plus de deux (2) côtés, **à la condition** que la palissade soit d'une hauteur maximale de deux mètres (2 m) et que la longueur maximale de la palissade et du mur du bâtiment fermant la terrasse sur une hauteur de plus d'un virgule deux mètre (1,2 m) n'excède pas quarante-deux mètres (42 m) ;
- **refuse** la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à autoriser une pergola située dans une cour avant et d'une hauteur supérieure à zéro virgule sept mètre (0,7 m) à l'intérieur du triangle de visibilité;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 425 483 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 154 de la rue Lindsay.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

585/4/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2170 du boulevard Mercure

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire les marges avant, avant secondaire et arrière minimales applicables au bâtiment principal commercial existant de structure isolée composé d'un étage et situé sur le lot 3 534 556 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2170 du boulevard Mercure, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.40);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal de structure isolée a été construit sur le site visé par la demande en 1956;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment s'est agrandi :

- vers l'arrière en 1976;
- vers l'avant en 1979;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'un certificat de localisation préparé en vue du financement de l'immeuble a permis de constater la non-conformité :

- de la marge avant qui est établie à cinq virgule zéro trois mètres (5,03 m);
- de la marge avant secondaire qui est établie à zéro virgule un mètre (0,1 m) pour le coin gauche;
- de la marge arrière qui est établie à zéro virgule quatre-vingt-quinze mètre (0,95 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur :
- la marge avant maximale applicable au bâtiment principal est de quatre virgule quatre mètres (4,4 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule soixante-trois mètre (0,63 m);
- la marge avant secondaire minimale applicable au bâtiment principal est de trois virgule six mètres (3,6 m), ce qui constitue une irrégularité de trois virgule cinq mètres (3,5 m);
- la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal est de neuf mètres (9 m), ce qui constitue une irrégularité de huit virgule zéro cinq mètres (8,05 m);

CONSIDÉRANT QU'à l'époque de la construction :
- la marge avant minimale était établie à six virgule un mètres (6,1 m);
- la marge avant secondaire minimale était établie à deux virgule quarante-quatre mètres (2,44 m);
- la marge arrière minimale était établie à quatre virgule cinquante-sept mètres (4,57 m);

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par le requérant pour justifier la demande est à l'effet que le déplacement du bâtiment principal représenterait un coût trop élevé;

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire est établie à :
- douze virgule six mètres (12,6 m) pour la marge avant;
- dix virgule dix-huit mètres (10,18 m) pour la marge arrière;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation relative à la marge avant secondaire ne s'applique que pour l'extrémité droite de la façade avant secondaire;

CONSIDÉRANT QUE la superficie du bâtiment principal empiétant dans la marge avant secondaire est d'environ vingt-huit virgule sept mètres carrés (28,7 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de son existence depuis cinquante-neuf (59) ans;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction des marges avant, avant secondaire et arrière respecte, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'application du règlement relatif aux marges avant, avant secondaire et arrière a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu du projet de refinancement de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction du bâtiment principal semblent avoir été effectués de bonne foi à l'époque;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :
- d'augmenter de quatre virgule quatre mètres (4,4 m) à cinq virgule zéro trois mètres (5,03 m) la marge avant maximale, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas douze virgule six mètres (12,6 m);
- de diminuer de trois virgule six mètres (3,6 m) à zéro virgule un mètre (0,1 m) la marge avant secondaire minimale, **à la condition** que la superficie du bâtiment principal empiétant dans la marge avant secondaire n'excède pas trente-cinq mètres carrés (35 m^2);
- de diminuer de neuf mètres (9 m) à zéro virgule quatre-vingt-quinze mètre (0,95 m) la marge arrière minimale, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas dix virgule dix-huit mètres (10,18 m);

et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un étage et situé sur le lot 3 534 556 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2170 du boulevard Mercure.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

586/4/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1055 de la 1ère Allée

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter le pourcentage maximal total d'occupation des bâtiments accessoires existants et situés sur le lot 3 897 799 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1055 de la 1re Allée, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.41);

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire du bâtiment a fait une demande de permis pour la construction d'un garage privé isolé au mois de juin 2014;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a alors été informé que le garage dépassait la norme du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant avait alors modifié le plan du garage demandé, soit en enlevant la portion en contrebas du côté droit du garage projeté afin de se conformer à la norme en vigueur et ainsi obtenir son permis;

CONSIDÉRANT QUE lors de l'inspection des travaux réalisés, il a été constaté que le garage n'avait pas été construit selon le plan accepté pour l'émission du permis, et que de plus, une nouvelle remise avait été installée sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments accessoires présentent les superficies suivantes :

Abri d'auto existant	39,02 m^2	
Garage privé isolé conforme Partie agrandie non conforme	34,75 m^2 6,69 m^2	Total de 41,44 m^2
Remise neuve	8,92 m^2	
TOTAL des bâtiments accessoires	**89,38 m^2**	

CONSIDÉRANT QUE le total de la superficie des bâtiments accessoires représente quatre-vingt-neuf virgule trente-huit mètres carrés (89,38 m^2), soit onze virgule quatre-vingt-quinze pour cent (11,95 %) de la superficie totale du terrain visé;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur, le total maximal de l'occupation des bâtiments accessoires existants est établi à dix pour cent (10 %) de la superficie totale du terrain, soit un total de soixante-quatorze virgule soixante-dix-neuf mètres carrés (74,79 m^2), ce qui constitue une irrégularité d'un virgule quatre-vingt-quinze pour cent (1,95 %), soit une superficie de quatorze virgule cinquante-neuf mètres carrés (14,59 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les justifications du requérant :

- Suite à l'obtention d'un permis pour la construction d'un garage 17'X22' (grandeur insuffisante), je voulais faire la demande pour une dérogation mineure pour l'agrandissement du garage de 6'X12' du côté droit. À cause du froid qui se pointait et du 700 $ à débourser, j'ai opté pour l'agrandissement avant la dérogation, chose que je n'aurais pas dû faire. Je m'en excuse!
- La dérogation est mineure donc j'ose espérer que l'impact de mon geste le sera aussi, merci à l'avance…

- Pour bâtir mon garage « avec permis », je devais démolir une remise existante, chose que j'ai faite. Manque d'espace de rangement, j'ai dû installer une autre remise dans l'autre coin du terrain pour pouvoir ranger mes choses pendant la démolition de la remise existante et la construction du garage. J'inclus cette remise dans la dérogation mineure espérant pouvoir la conserver, mais ma priorité est l'annexe 6'X12' du garage, encore merci!
- Après avoir parlé aux quatre (4) voisins les plus proches de mon terrain. Sans aucune objection de leur part. Deux (2) voisins ne savaient même pas que j'avais bâti un garage, encore moins l'avoir agrandi;
- Suite à votre compréhension, j'espère de tout cœur une réponse positive, merci!

CONSIDÉRANT QUE la bonne foi du requérant doit être évaluée dans le cadre d'une demande de dérogation mineure;

CONSIDÉRANT QUE dans le cas visé, le requérant connaissait les normes et qu'il a tout de même réalisé les travaux selon son plan initial;

CONSIDÉRANT QUE, de plus, il a ajouté une remise qui n'était pas indiquée au permis;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement relatif au pourcentage maximal total d'occupation des bâtiments accessoires existants n'a pas pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de dix pour cent (10 %) à onze virgule quatre-vingt-quinze pour cent (11,95 %) le pourcentage maximal total d'occupation des bâtiments accessoires existants, et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un étage et situé sur le lot 3 897 799 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1055 de la 1re Allée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

587/4/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 482 de la rue Chassé

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire le total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal dans le cadre de l'agrandissement de la résidence, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 135 463 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 482 de la rue Chassé; a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.42);

CONSIDÉRANT QU'au mois de juin 2014, le requérant a demandé un permis pour la rénovation et l'agrandissement du portique situé sur le côté latéral droit de la résidence principale;

CONSIDÉRANT QUE le permis mentionnait que le portique ne pourrait jamais servir de pièce habitable ni de véranda trois saisons;

CONSIDÉRANT QUE lors de la visite de l'inspecteur au mois de novembre, un système de chauffage ainsi que des meubles avaient été installés dans le portique, ce qui en fait une pièce habitable;

CONSIDÉRANT QUE, selon les motifs évoqués par le requérant :

- À la suite de la remise du permis dont j'ai pris connaissance, j'ai entrepris la réparation du tambour (portique). Lorsque j'ai vu écrit le mot « isolée », en toute bonne foi, nous avons procédé tel que lu à la construction;
- J'étais certain d'être dans les règles. Après vérification des travaux, cela n'a pas été accepté, tel fut ma surprise;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage pour la zone où est situé l'immeuble visé par la demande (zone d'habitation H-512), le total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal est établi à cinq mètres (5 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu d'un certificat de localisation préparé par un arpenteur-géomètre pour le bâtiment principal, le total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal est de quatre virgule vingt-neuf mètres (4,29 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule soixante et onze mètre (0,71 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur droit du bâtiment principal excédant le corps du bâtiment principal est de quatre virgule seize mètres (4,16 m);

CONSIDÉRANT QUE l'emplacement du portique actuel est le même que le précédent, mais que les dimensions sont légèrement différentes;

CONSIDÉRANT QUE le portique d'origine avait une largeur d'un virgule quatre-vingt-trois mètre (1,83 m) et une profondeur de trois virgule quatre-vingt-seize mètres (3,96 m) comparativement au nouveau qui a une largeur d'un virgule quatre-vingt-dix-huit mètre (1,98 m) et une profondeur de quatre virgule seize mètres (4,16 m);

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la transformation du portique en pièce habitable ne modifie pas l'apparence extérieure du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la transformation du portique en pièce habitable ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE malgré les notes indiquées au permis de construction, le requérant semble avoir exécuté les travaux de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de cinq mètres (5 m) à quatre virgule vingt-neuf mètres (4,29 m) le total des marges latérales minimales applicable au bâtiment principal **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède par quatre virgule seize mètres (4,16 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 135 463 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 482 de la rue Chassé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

588/4/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2825 de la rue Thérèse-Casgrain

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser une façade principale ne donnant pas sur une voie de circulation (cour latérale), de diminuer la distance de l'aire d'entreposage d'une ligne avant et d'autoriser un écran ajouré au pourtour de celle-ci, ainsi qu'autoriser un mur-écran en cour avant secondaire, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 632 166 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2825 de la rue Thérèse-Casgrain, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.03.43);

CONSIDÉRANT QUE le requérant a soumis un plan d'implantation pour son projet de construction d'un centre de distribution pour les quincailleries CANAC pour une partie du Québec;

CONSIDÉRANT QUE la superficie du terrain visé est de cinquante-huit mille vingt-quatre virgule neuf mètres carrés (58 024,9 m^2);

Façade principale

CONSIDÉRANT QUE la façade principale sera orientée vers le stationnement des employés et qu'ainsi, elle donnera vers la cour latérale;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, la façade comportant l'accès principal au bâtiment doit donner vers une voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE la façade donnant vers la rue Thérèse-Casgrain dessert essentiellement les camions en raison de la présence des aires de chargement;

CONSIDÉRANT QUE, de plus, la façade orientée vers l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier est très animée;

CONSIDÉRANT QUE la configuration du bâtiment fait en sorte que l'entrée des employés, soit l'emplacement de l'entrée principale, ne peut être localisée à un autre endroit;

Aire d'entreposage et écran opaque

CONSIDÉRANT QU'une aire d'entreposage des remorques sera située le long de la rue Thérèse-Casgrain;

CONSIDÉRANT QUE le plan du projet indique que l'aire d'entreposage est située à une distance de quatre mètres (4 m) de la ligne avant de terrain;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuellement en vigueur, la distance minimale d'une aire d'entreposage d'une ligne avant de terrain est de dix mètres (10 m), ce qui constitue une irrégularité de six mètres (6 m);

CONSIDÉRANT QUE, de plus, l'aire d'entreposage est ceinturée par un écran composé d'un arbre feuillu aux huit mètres (8 m) linéaires et qu'un tronçon composé d'une haie de cèdres d'une hauteur minimale d'un virgule cinq mètre (1,5 m) à la plantation et d'une longueur minimale de six mètres (6 m) est plantée entre chaque arbre;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuellement en vigueur, toute aire d'entreposage doit être camouflée par un écran opaque la rendant non visible d'une voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'écran proposé ne sera pas complètement opaque;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande relative à l'aire d'entreposage des remorques sont à l'effet que :
- le terrain disponible est compris entre la rue projetée Thérèse-Casgrain et l'Autoroute 55. Le fonctionnement intérieur de l'entrepôt exige une profondeur minimale ne pouvant être réduite.
- de même, l'aire de chargement/déchargement doit offrir une largeur permettant de répondre aux manœuvres exigées par les camions remorques. En prenant en compte ces données et les marges exigées, l'implantation actuelle est maximisée.
- tel qu'entendu dans les échanges avec la ville de Drummondville, les aires de chargement du côté de l'Autoroute 55 ne sont pas souhaitables. De plus, cette option aurait exigé une diminution de la taille du bâtiment afin de planifier des aires de circulations supplémentaires.

CONSIDÉRANT QUE l'objectif de camouflage de l'aire d'entreposage est tout de même atteint;

Mur-écran

CONSIDÉRANT QU'un mur-écran localisé sur la façade donnant vers l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier est prévu;

CONSIDÉRANT QUE ce mur-écran est d'une hauteur de dix-neuf virgule quatre mètres (19,4 m) et d'une longueur de quatre-vingt-sept virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (87,98 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuellement en vigueur, les murs-écrans de ces dimensions ne sont pas autorisés;

CONSIDÉRANT QUE ce mur-écran est ancré à la façade du bâtiment par une structure et qu'ainsi il assure une animation du bâtiment pour les usagers de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande relative à l'aire d'entreposage des remorques sont à l'effet que :
- le mur-écran présenté le long de l'Autoroute 55 se situe dans la marge de recul exigée. Cet écran autoportant est complètement dissocié de la structure du bâtiment principal;
- sa présence a pour but d'atténuer la longitude du centre de distribution. Cet écran vient aussi unifier la partie annexe (secteur employés) au secteur entrepôt.
- de plus, sa distance par rapport au bâtiment principal permet de modifier la perception de la hauteur, réduisant ainsi l'échelle par rapport à l'automobile le long de l'autoroute 55.
- de la même manière que les arbres adjacents, le rythme régulier de la structure d'acier apparente contribue à rompre l'horizontalité du bâtiment. Les persiennes ajourées et aléatoires rappellent le feuillage et l'aspect naturel des arbres.

Conclusion

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu de la configuration du terrain et des éléments proposés pour diminuer les dérogations;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'autoriser une façade principale ne donnant pas sur une voie de circulation (cour latérale gauche);
- de diminuer de dix mètres (10 m) à quatre mètres (4 m) la distance de l'aire d'entreposage d'une ligne avant **à la condition** que l'aire d'entreposage n'excède pas quatre mille cent mètres carrés (4100 m^2);
- d'autoriser un écran ajouré camouflant l'aire d'entreposage sur trois (3) côtés **à la condition** que l'écran soit composé d'un minimum d'un arbre feuillu planté aux huit mètres linéaires (8 m.l.) et de tronçons de haies de cèdres d'une hauteur minimale d'un virgule cinq mètre (1,5 m) à la plantation et d'une longueur minimale de six mètres (6 m) entre lesdits arbres;
- d'autoriser un mur-écran en cour avant secondaire **à la condition** que ledit mur soit d'une hauteur maximale de vingt mètres (20 m) et d'une longueur maximale de quatre-vingt-dix mètres (90 m);

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 632 166 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2825 de la rue Thérèse-Casgrain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

589/4/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 530 de la rue Saint-Amant

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la saillie maximale d'une marquise et de réduire la distance minimale d'une terrasse au sol projetée par rapport à une ligne latérale gauche de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 495 327 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 530 de la rue Saint-Amant, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.17);

CONSIDÉRANT QUE le projet du requérant consiste à aménager :
- une marquise d'une superficie de cent quarante-neuf mètres carrés (149 m^2) devant l'entrée principale de l'hôtel projeté donnant vers la rue Saint-Amant;
- une terrasse d'une superficie de deux cent quatre-vingt-deux mètres carrés (282 m^2) en cour avant et latérale gauche du restaurant de l'hôtel projeté;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuellement en vigueur :
- la saillie maximale d'une marquise en cour avant est établie à deux mètres (2 m);
- la distance minimale d'une terrasse en cour latérale est établie à un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction des plans soumis au soutien de la demande :
- la saillie de la marquise atteint onze virgule cinquante-deux mètres (11,52 m) ce qui constitue une irrégularité de neuf virgule cinquante-deux mètres (9,52 m);
- la distance de la terrasse est nulle (0 m) ce qui constitue une irrégularité d'un virgule cinq mètre (1,5 m);

Marquise

CONSIDÉRANT QUE la marquise projetée serait implantée dans la portion droite du mur de la façade principale de l'établissement hôtelier donnant vers la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QUE la marquise projetée serait utilisée à des fins de débarcadère pour accueillir la clientèle de l'établissement hôtelier;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions de la marquise projetée sont établies à douze virgule deux mètres (12,2 m) de largeur et de profondeur sont nécessaires pour couvrir l'allée de circulation adjacente à l'aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de la marquise projetée atteindrait quatre virgule cinquante-neuf mètres (4,59 m) soit la hauteur du rez-de-chaussée de l'hôtel;

CONSIDÉRANT QUE la marquise projetée contribue à rehausser les caractéristiques architecturales du bâtiment de onze (11) étages projeté;

CONSIDÉRANT QUE la marquise projetée serait implantée à environ vingt mètres (20 m) de l'emprise de la rue Saint-Amant ce qui la rendrait peu prédominante dans le paysage urbain;

Terrasse projetée

CONSIDÉRANT QUE la terrasse projetée serait implantée en cour avant dans la moitié gauche de la façade principale de l'établissement hôtelier donnant vers la rue Saint-Amant et en cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse projetée dispose des dimensions de :
- cinq virgule neuf mètres (5,9 m) de profondeur et trente-deux virgule deux mètres (32,2 m) de largeur pour la section donnant vers la rue Saint-Amant;
- cinq virgule trente-quatre mètres (5,34 m) de profondeur et vingt-trois virgule onze mètres (23,11 m) de largeur pour la section en cour latérale gauche;
- deux virgule sept mètres (2,7 m) de profondeur et de treize mètres (13 m) de largeur pour la section faisant face à la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse projetée est nécessaire pour répondre aux besoins associés à la venue de l'établissement de restauration Le Cosmos;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse projetée est implantée à une distance nulle (0 m) de la ligne latérale gauche de terrain adjacente à la propriété du Centrexpo Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la portion de terrasse projetée en cour latérale gauche est adjacente à une allée de circulation menant aux aires de chargement/déchargement du Centrexpo Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse projetée est toutefois implantée à une distance d'environ vingt-cinq mètres (25 m) de la zone d'habitation la plus rapprochée en bordure de la rue Saint-Amant ainsi que de l'emprise de la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QU'une bande boisée d'environ douze virgule cinq mètres (12,5 m) a toutefois été conservée en cour latérale gauche pour isoler les propriétés du Centrexpo Drummondville et de l'établissement hôtelier projeté des habitations voisines en bordure de la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que la terrasse et la marquise sont des équipements accessoires nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement hôtelier et du restaurant adjacent projetés;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation projetée du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété compte tenu :
- des importantes distances d'éloignement autant de l'emprise de la rue Saint-Amant que des propriétés résidentielles adjacentes;
- des importants aménagements paysagers projetés autant en bordure de la rue Saint-Amant ainsi qu'en cour latérale gauche de la propriété du Centrexpo Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'augmenter de deux mètres (2 m) à douze mètres (12 m) la saillie maximale d'une marquise en cour avant;
- de diminuer d'un virgule cinq mètre (1,5 m) à zéro mètre (0 m) la distance minimale de la terrasse au sol de la ligne latérale gauche de terrain;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 495 327 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 530 de la rue Saint-Amant.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

590/4/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1100 du boulevard Saint-Joseph

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la distance minimale d'une terrasse projetée par rapport à une ligne avant de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 426 682 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1100 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.20);

CONSIDÉRANT QUE le projet du requérant consiste à aménager une terrasse de cinquante (50) places assises en cour avant donnant vers le boulevard Saint-Joseph et avant secondaire donnant vers l'avenue des Lilas;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse projetée est requise pour les besoins associés à l'implantation à Drummondville du commerce Les Chocolats Favoris et qui occupera un nouveau local d'une superficie de deux cent dix-neuf mètres carrés (219 m^2) aménagé à même une partie de l'ancien local qui était auparavant occupé par le commerce de fruits et de légumes Le Végétarien;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de la terrasse projetée implique également le réaménagement de l'allée de circulation et la localisation de l'entrée charretière adjacente à l'avenue des Lilas;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuellement en vigueur la distance minimale d'une terrasse en cour avant est établie à trois mètres (3 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, la distance minimale de la terrasse projetée localisée en cour avant-secondaire donnant vers l'avenue des Lilas est établie à deux virgule trois mètres (2,3 m) ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule sept mètre (0,7 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :
- notre nouveau locataire, Les Chocolats Favoris nécessite une terrasse permettant au moins quarante-quatre (44) places assises pour que son concept fonctionne;
- nous demandons donc de permettre une profondeur de terrasse excédant de zéro virgule sept mètre (0,7 m) la norme pour nous permettre d'atteindre le nombre minimal de places assises requises;
- cette demande s'applique à la portion de la terrasse à la rue des Lilas seulement et tous les autres aspects de la demande sont conformes;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse visée par la demande dispose d'une superficie totale d'environ cent vingt et un mètres carrés (121 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la terrasse projetée dispose des dimensions de :
- de deux virgule sept mètres (2,7 m) de profondeur et de treize mètres (13 m) de largeur pour la section faisant face à l'avenue des Lilas;
- de quatre virgule huit mètres (4,8 m) de profondeur et de vingt virgule cinq mètres (20,5 m) de profondeur pour la section faisant face au boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE la bande gazonnée actuelle en bordure de l'avenue des Lilas d'une largeur d'environ un mètre (1 m) conserverait sa configuration actuelle;

CONSIDÉRANT QUE la section de terrain faisant face à l'avenue des Lilas où la partie de la terrasse projetée visée par la demande serait aménagée est actuellement asphaltée;

CONSIDÉRANT QU'on retrouve actuellement une porte de sortie des employés sur la section de mur où la partie de la terrasse projetée donnant vers l'avenue des Lilas est projetée;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du commerce et l'aménagement de la terrasse projetée impliquent :
- le démantèlement de la porte, du balcon, des escaliers et du garde-corps existants ainsi que de deux (2) fenêtres;
- l'agrandissement des ouvertures actuelles;
- l'installation de trois (3) nouvelles portes vitrées ainsi que d'une fenêtre en haut des ouvertures agrandies;
- l'ajout de nouvelles moulures au bandeau d'acrylique existant et la modification de la couleur d'une section du bandeau d'acrylique de beige à blanc;
- l'ajout d'une enseigne rattachée au coin avant gauche du bâtiment et d'un auvent de couleur brune en haut de la porte projetée dans la partie centrale du mur avant donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'accès principal au local du commerce Le Végétarien était auparavant situé sur le coin avant droit du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'aménagement de la terrasse permet de créer de nouveaux accès au bâtiment sur le coin avant gauche du bâtiment et dans la partie centrale du mur avant donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'aménagement de la terrasse et les rénovations qui seront effectuées sur le bâtiment principal ont pour effet d'améliorer le traitement visuel du coin avant gauche du bâtiment donnant vers l'intersection de l'avenue des Lilas et du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu du nombre de places assises requises pour les besoins associés à l'implantation du commerce Les Chocolats Favoris à Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation projetée du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété étant donné que le projet de rénovation extérieure du bâtiment principal et d'aménagement de la terrasse projetée améliore le traitement visuel des façades du bâtiment principal à proximité de l'intersection de l'avenue des Lilas et du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de trois mètres (3 m) à deux mètres (2 m) la distance minimale d'une terrasse par rapport à une ligne avant de terrain **à la condition**, que la largeur de la terrasse projetée où la distance est dérogatoire par rapport à la ligne avant de terrain n'excède pas quinze mètres (15 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 426 682 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1100 du boulevard Saint-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

591/4/15 - Dépôt du procès-verbal (10.04.15) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 avril 2015 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

592/4/15 - Autoriser des travaux de démolition d'un bâtiment accessoire et d'agrandissement et de rénovation extérieure d'un bâtiment principal situé au 1830 du boulevard Saint-Charles – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition d'un bâtiment accessoire et d'agrandissement et de rénovation extérieure d'un bâtiment principal situé au 1830 du boulevard Saint-Charles, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.04)

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Charles, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment accessoire, d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- démolir un bâtiment accessoire;
- agrandir et rénover le bâtiment principal;

Démolition

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est localisé à l'arrière du bâtiment principal et que la démolition de ce dernier est nécessaire pour permettre l'agrandissement du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire ne présente pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

Agrandissement du bâtiment principal

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est agrandi d'une superficie approximative de trois cent soixante-douze mètres carrés (372 m²) pour une superficie totale d'environ cinq cent quatre-vingts mètres carrés (580 m²);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement est réalisé dans la partie arrière dudit bâtiment, soit dans le prolongement des murs latéraux;

CONSIDÉRANT QUE la partie agrandie est légèrement plus haute que la partie existante et que le toit est de type « à deux (2) versants » tel que la partie existante;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs et de la toiture de l'agrandissement est de l'acier de couleur gris pâle;

CONSIDÉRANT QU'une porte ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » de couleur gris foncé est aménagée sur le mur latéral gauche de l'agrandissement ainsi que deux (2) sur le mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE les autres portes sont de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé pour l'agrandissement est similaire à la partie existante (après la rénovation extérieure);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'ajout volumétrique (hauteur, nombre d'étages et toiture) s'harmonise de façon générale à la partie existante du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux et les couleurs proposés pour la partie agrandie du bâtiment s'harmonisent avec ceux se retrouvant sur la partie existante du bâtiment principal (après la rénovation);

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'agrandissement du bâtiment s'effectuent dans le respect du style architectural de l'ensemble du bâtiment principal et du cadre bâti du milieu environnant;

Rénovation extérieure du bâtiment principal

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur d'acier des murs et de la toiture du bâtiment est repeint de couleur gris pâle tel que celui de la partie agrandie;

CONSIDÉRANT QUE les portes ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » sont repeintes de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE les autres portes sont repeintes de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs proposées s'harmonisent ensemble et ne rendent pas le bâtiment prédominant dans l'environnement ;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux de rénovation extérieure du bâtiment s'effectuent dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition d'un bâtiment accessoire et d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment principal (comme mentionné ci-dessus) situé au 1830 du boulevard Saint-Charles, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

593/4/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'immeuble qui sera situé au 510 de la rue Berol – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'immeuble qui sera situé au 510 de la rue Berol, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie d'environ quatre cents mètres carrés (400 m^2) ayant trois (3) étages et à aménager le site;

Implantation

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté à l'intersection des rues Berol et Saint-Jean, soit à environ un virgule quatre-vingt-trois mètre (1,83 m) de la rue Berol et à environ zéro virgule quatre-vingt-onze mètre (0,91 m) de la rue Saint-Jean;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une bonne visibilité à partir des voies de circulation (rues Berol et Saint-Jean) et permet de fermer le cadre bâti sur les rues;

Architecture

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des diverses façades sont :
- de la brique d'argile de couleur rouge-brun pour les 2e et 3e étages;
- de la brique d'argile de couleur brune pour le rez-de-chaussée et quelques sections réalisées à la verticale;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de brique en soldat et/ou en boutisse sont réalisés sur les diverses façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la toiture du bâtiment est de type « plat » avec des jeux de parapet, ce qui permet de bien animer cette dernière;

CONSIDÉRANT QU'une moulure stylisée de couleur brune est aménagée au pourtour du toit;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment donnant vers les rues Berol et Saint-Jean sont animées par des modulations (avancées et/ou retraits), ce qui limite la linéarité de ces dernières;

CONSIDÉRANT QU'une entrée principale est aménagée à l'extrémité droite de la façade avant secondaire donnant vers la rue Berol ainsi qu'une autre aux abords de la partie centrale de la façade principale donnant vers la rue Saint-Jean;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale donnant vers la rue Berol est protégée par une marquise de type « toit plat » dont les fascias et soffites sont de couleur noire et soutenue par une colonne métallique de couleur noire dont la base est composée de briques de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale donnant vers la rue Saint-Jean est protégée par une marquise de type « toit plat » dont les fascias et soffites sont de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE ces constructions (entrées principales et marquises) servent d'élément signal, rendent les entrées du bâtiment facilement identifiables et contribuent à animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE des balcons et perrons sont réalisés sur les façades avant secondaire donnant vers la rue Berol et arrière orientée vers l'aire de stationnement du site;

CONSIDÉRANT QUE les balcons du troisième (3e) étage sont protégés par des marquises de type « toit plat » dont les fascias et soffites sont de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les marquises et les planchers desdits balcons et perrons sont soutenus par des colonnes d'aluminium de couleur noire d'une dimension approximative de quinze centimètres (15 cm) par quinze centimètres (15 cm);

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps des balcons sont en aluminium de couleur noire dont la main-courante a une épaisseur minimale de sept virgule cinq centimètres (7,5 cm) et les barreaux d'un virgule neuf centimètre (1,9 cm);

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres du bâtiment sont de type « à battant et/ou fixe » imitant la guillotine avec du carrelage dans la partie supérieure;

CONSIDÉRANT QUE les jeux de matériaux et de volumes (en hauteur et en profondeur) tels que les modulations dans les revêtements et les parapets permettent de mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment et d'obtenir un style particulier et distinctif, le tout dans le respect d'une harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE les diverses façades sont pourvues d'une bonne fenestration dont les encadrements sont de couleur blanche, ce qui anime bien ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux du bâtiment s'harmonisent bien entre eux et avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments du secteur;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural particulier et distinctif du bâtiment permet de dégager une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE les appareils mécaniques sont dissimulés par un écran dont la couleur et les matériaux sont harmonisés à ceux du bâtiment;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière d'une largeur maximale de six mètres (6 m) est aménagée sur la rue Berol;

CONSIDÉRANT QU'une aire de stationnement ayant au moins sept (7) cases est réalisée en cour latérale gauche du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de l'aire de stationnement est sécuritaire et limite les conflits de circulation sur les rues;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres sont plantés en cour avant secondaire donnant vers la rue Berol et au moins trois (3) en cour avant donnant vers la rue Saint-Jean;

CONSIDÉRANT QU'au moins un arbre conifère est planté aux abords de la ligne latérale gauche de terrain, soit près de l'aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m);

CONSIDÉRANT QUE les espaces résiduels sont engazonnés;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) pour l'immeuble qui sera situé au 510 de la rue Berol, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

594/4/15 - Acceptation des travaux d'agrandissement, modification à l'architecture du bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 530 de la rue Saint-Amant – P.I.I.A

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement, de modification à l'architecture et d'aménagement de terrain pour l'immeuble qui est situé au 530 de la rue Saint-Amant, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./secteur à vocation communautaire et d'utilité publique, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement, de modification à l'architecture et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QU'un projet de construction d'un nouveau bâtiment a été accepté par le conseil municipal (sans l'aménagement de terrain et l'affichage) (résolution numéro 425/3/14);

CONSIDÉRANT QUE les modifications au projet initial concernent l'agrandissement du bâtiment, la modification du nombre d'étages et de la hauteur du bâtiment ainsi que quelques modifications du traitement architecturales du bâtiment et l'aménagement de terrain (sans la plantation);

Agrandissement du bâtiment

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est agrandi d'une superficie d'environ deux cent soixante-dix-sept mètres carrés (277 m²) pour une superficie totale approximative de neuf cent soixante-dix-neuf mètres carrés (979 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement est réalisé à l'extrémité gauche de la section (hôtel) existante, soit dans le prolongement des murs avant et arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement est à un étage d'une hauteur approximative de cinq virgule cinq mètres (5,5 m);

CONSIDÉRANT QUE le toit de l'agrandissement est de type « plat »;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale donnant vers la rue Saint-Amant ainsi que le mur latéral gauche de l'agrandissement sont grandement fenêtrés;

CONSIDÉRANT QU'un bandeau composé de panneaux métalliques stylisés de couleur gris foncé est aménagé dans la partie supérieure de la façade principale et du mur latéral gauche de l'agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE des panneaux métalliques stylisés de couleur gris foncé sont aménagés à l'intersection des façades principale et latérale gauche de l'agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE le mur arrière de l'agrandissement (mur orienté vers le boulevard des Pins) est aménagé de deux (2) modèles de revêtement métallique de couleur gris foncé (AD-300 et AD-150) posés en alternance et de façon aléatoire;

CONSIDÉRANT QUE des moulures sont aménagées à la verticale et à l'horizontale à même lesdits revêtements métalliques du mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé pour l'agrandissement est similaire à la partie existante modifiée de l'hôtel;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux proposés pour la partie agrandie du bâtiment s'harmonisent avec ceux se retrouvant sur la partie existante du bâtiment (hôtel) ainsi qu'avec le Centrexpo Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'agrandissement du bâtiment s'effectuent dans le respect du style architectural de l'ensemble du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

Modification à l'architecture (hôtel)

CONSIDÉRANT QU'un étage supplémentaire (total de onze (11) étages) est réalisé en rapport au projet initial de construction du nouveau bâtiment accepté par le conseil municipal (résolution numéro 425/3/14);

CONSIDÉRANT QUE la hauteur du bâtiment de onze (11) étages est d'environ quarante mètres (40 m);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale et les murs latéraux du bâtiment sont grandement fenêtrés tels que dans le projet de construction accepté par le conseil municipal (résolution numéro 425/3/14);

CONSIDÉRANT QUE des insertions de verre tympan de couleur blanche sont aménagées à l'horizontale entre les sections de verre des étages des diverses façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE des insertions de verre tympan de couleur gris foncé sont aménagées à la verticale entre certaines sections de verre de la façade principale et des murs latéraux du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les extrémités du mur arrière (mur orienté vers le boulevard des Pins) sont grandement fenêtrées;

CONSIDÉRANT QUE des sections de verre sont aménagées dans la partie centrale dudit mur arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le mur arrière du bâtiment (mur orienté vers le boulevard des Pins) est aménagé de deux (2) modèles de revêtement métallique de couleur gris foncé (AD-300 et AD-150) posés en alternance et de façon aléatoire;

CONSIDÉRANT QUE des moulures sont aménagées à la verticale et à l'horizontale à même lesdits revêtements métalliques du mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE des panneaux de verre tympan de couleur blanche posés à la verticale sont aménagés aux extrémités de la section du mur arrière composé de revêtements métalliques de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QU'un bandeau composé de panneaux de verre tympan de couleur blanche est aménagé dans la partie supérieure du dixième étage (10^{e} étage) ainsi que dans la partie supérieure du rez-de-chaussée des diverses façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le fascia au pourtour du toit plat du bâtiment est composé d'un revêtement métallique de type « AD-300 » de couleur gris pâle;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est aménagée à l'extrémité droite de la façade principale donnant vers la rue Saint-Amant et qu'elle est protégée par une marquise de type « toit plat » et protégeant l'espace débarcadère;

CONSIDÉRANT QUE le fascia de cette dernière est composé de panneaux métalliques stylisés de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE des poteaux de soutient posés à la verticale et en angle sont aménagés dans la partie avant de ladite marquise;

CONSIDÉRANT QUE cette construction (marquise) sert d'élément signal, rend l'entrée principale du bâtiment facilement identifiable et contribue à animer la façade principale donnant vers la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QU'une entrée secondaire est aménagée dans un retrait aux abords du mur arrière et qu'elle est protégée par une marquise de type « toit plat »;

CONSIDÉRANT QUE le fascia de ladite marquise est composé d'un revêtement métallique de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE les appareils mécaniques sont localisés à l'intérieure du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent ensemble, ne rendent pas le bâtiment prédominant dans le cadre bâti environnant et assurent une bonne continuité avec ce que l'on retrouve dans le secteur (incluant l'agrandissement);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural du bâtiment principal permet à ce dernier de dégager une image de marque et de qualité supérieure (incluant l'agrandissement);

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QU'une aire de stationnement est aménagée en cour avant du terrain donnant vers la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QUE l'accès à ladite aire de stationnement se fait par les deux (2) entrées charretières du site du Centrexpo Drummondville donnant sur la rue Saint-Amant, soit aux deux (2) extrémités de la ligne avant de terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est composée d'environ quatre-vingt-sept (87) cases et que les autres cases seront sur le site du Centrexpo Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur d'environ quatre mètres (4 m) ceinture ladite aire de stationnement localisée en cour avant du terrain donnant vers la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une superficie d'environ quatre-vingt-un mètres carrés (81 m²) est aménagée à gauche de l'entrée charretière située à l'extrémité droite de la ligne avant de terrain donnant vers la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une superficie d'environ trente-cinq mètres carrés (35 m²) est aménagée à droite de l'entrée charretière située à l'extrémité gauche de la ligne avant de terrain donnant vers la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur d'au moins deux mètres (2 m) par une longueur d'environ quatre-vingts mètres (80 m) est aménagée dans la partie centrale de l'aire de stationnement située en cour avant donnant vers la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QUE des îlots gazonnés sont aménagés aux extrémités de ladite bande gazonnée située dans la partie centrale de l'aire de stationnement et donnant vers la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QU'un enclos à déchets composé de clins de couleur beige est aménagé en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE des îlots gazonnés sont aménagés aux abords des accès à ladite aire de stationnement localisée en cour avant donnant vers la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QUE la plantation sur le site, la terrasse (restaurant) et l'affichage seront soumis à une séance ultérieure;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement du bâtiment, de modification à l'architecture et d'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) pour l'immeuble qui sera situé au 530 de la rue Saint-Amant, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

595/4/15 - Acceptation des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment et d'une enseigne détachée du bâtiment pour l'immeuble situé au 3100 de la rue Kunz – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment et d'une enseigne détachée du bâtiment pour l'immeuble situé au 3100 de la rue Kunz, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone aux abords de l'autoroute Jean-Lesage, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment et d'enseigne détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes rattachées au bâtiment et une enseigne détachée de type « muret »;

Enseignes rattachées

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes rattachées au bâtiment ont le même traitement architectural et que seule la superficie diffère;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne apposée sur la façade donnant vers l'autoroute Jean-Lesage a une superficie approximative de vingt-trois virgule un mètres carrés (23,1 m²) et que celle apposée sur la façade donnant vers la rue Kunz a une superficie approximative de sept virgule vingt-cinq mètres carrés (7,25 m²);

CONSIDÉRANT QUE chacune des enseignes est apposée à l'extrémité gauche des façades, soit dans la partie supérieure desdits murs;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes sont constituées de lettres détachées, d'un module (mammouth) et d'une bande horizontale, le tout lumineux;

CONSIDÉRANT QUE les lettres détachées, le module (mammouth) et la bande horizontale ont une épaisseur approximative de dix centimètres (10 cm);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des deux (2) enseignes sont, entre autres, le bleu, le gris et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE le boîtier de chacune des lettres et de la bande horizontale est de couleur bleue et celui du module (mammouth) de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE de par leurs dimensions et leurs localisations, les enseignes utilisent bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leur type et leur traitement, ne masquent pas la visibilité des établissements voisins et ne sont pas prédominantes dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par leur couleur, leur type, leurs matériaux et leur éclairage, les enseignes s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

Enseigne détachée (muret)

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne détachée du bâtiment de type « muret » a une superficie approximative de cinq virgule quatre-vingts mètres carrés (5,80 m²), une hauteur d'environ deux mètres (2 m) et une largeur approximative de trois mètres (3 m);

CONSIDÉRANT QUE le muret est de forme rectangulaire dont une des extrémités est arrondie;

CONSIDÉRANT QUE le muret est composé de béton d'une épaisseur d'environ quarante-cinq virgule sept centimètres (45,7 cm) sur lequel un bandeau d'aluminium d'une épaisseur approximative de sept virgule soixante-deux centimètres (7,62 cm) est apposé dans sa partie supérieure et que des lettres détachées, une bande horizontale ainsi qu'un module (mammouth) d'une épaisseur d'environ dix centimètres (10 cm) sont apposés sur ledit bandeau d'aluminium;

CONSIDÉRANT QUE des rainures à l'horizontale et à la verticale sont réalisées dans le béton du muret et que l'adresse civique est gravée dans ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les lettres détachées sont rétroéclairées;

CONSIDÉRANT QU'une partie du module (mammouth) est rétroéclairée, qu'une autre est lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sur muret sont, entre autres, le gris pour le béton, le blanc pour le bandeau d'aluminium et le gris foncé et le blanc pour les lettres détachées, la bande horizontale et le module (mammouth);

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est localisée dans la cour avant du terrain, soit à gauche de l'entrée charretière donnant sur la rue Kunz;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne sur muret permet une bonne visibilité de cette dernière à partir de la voie de circulation, sans que celle-ci soit prédominante sur le terrain et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne détachée du bâtiment ne nuit pas à la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne détachée du bâtiment, de par ses couleurs et son traitement, s'harmonise avec le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation, son traitement et son éclairage, l'enseigne détachée ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'une superficie approximative de trois mètres carrés (3 m^2) et composé d'au moins vingt (20) arbustes et/ou plantes florales est réalisé à la base de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment et d'une enseigne détachée (comme mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 3100 de la rue Kunz, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

596/4/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 50 de la rue Dunkin (local 102) – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 50 de la rue Dunkin (local 102), a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de trois virgule soixante-neuf mètres carrés (3,69 m^2) sur la façade avant du bâtiment donnant vers la rue Dunkin;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée d'une plaque murale d'aluminium de forme rectangulaire non lumineuse d'une épaisseur d'environ cinq centimètres (5 cm) dont les coins sont arrondis et sur laquelle est apposée des lettres détachées d'une épaisseur d'environ cinq centimètres (5 cm) et des modules (rayons) d'une épaisseur d'au plus dix centimètres (10 cm);

CONSIDÉRANT QUE les lettres détachées sont espacées de la plaque murale d'environ cinq centimètres (5 cm);

CONSIDÉRANT QUE les lettres détachées sont rétroéclairées formant un halo aux pourtours de ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les modules (rayons) sont lumineux;

CONSIDÉRANT QUE la plaque murale est apposée au-dessus des briques posées en soldat aménagées dans la partie supérieure de la vitrine du rez-de-chaussée, et ce, à l'extrémité droite de la façade avant donnant vers la rue Dunkin;

CONSIDÉRANT QUE la plaque murale est apposée à environ vingt centimètres (20 cm) au-dessus de la vitrine du rez-de-chaussée au-dessous de l'allège des vitrines de l'étage au-dessus;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le gris (aluminium brossé) pour la plaque murale, le bleu pour les lettres détachées et le jaune pour les modules (rayons);

CONSIDÉRANT QUE le boîtier des lettres détachées et des modules (rayons) est de couleur bleue;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et sa localisation, l'enseigne utilise bien l'espace disponible aux fins d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son type et son traitement, ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante sur le bâtiment ainsi que dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par ses couleurs, son type et ses matériaux, l'enseigne s'harmonise bien avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa composition, son type et son traitement), l'affichage proposé s'inscrit globalement en continuité avec celui souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 50 de la rue Dunkin (local 102), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

597/4/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 1100 du boulevard Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 1100 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- modifier le traitement architectural d'une partie du bandeau localisée dans la partie supérieure des façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et l'avenue des Lilas;
- repeindre le revêtement du bandeau localisé dans la partie supérieure des murs du bâtiment ainsi que celui du revêtement de toit du campanile et de certaines de ses composantes;
- modifier certaines ouvertures sur les façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et l'avenue des Lilas;

- aménager un auvent au-dessus de l'entrée réalisée sur la façade donnant vers le boulevard Saint-Joseph;
- déplacer l'entrée charretière localisée aux abords du boulevard Saint-Joseph et donnant sur l'avenue des Lilas et enlever certaines cases de stationnement;
- aménager une terrasse à l'avant des façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et l'avenue des Lilas;

Rénovation extérieure du bâtiment

CONSIDÉRANT QU'une partie du bandeau composé d'enduit d'acrylique localisé dans la partie supérieure des façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et l'avenue des Lilas est modifié par le rehaussement de celui-ci, l'ajout d'une moulure stylisée dans la partie supérieure et des jeux de caisson sur sa face avant;

CONSIDÉRANT QUE le parapet d'une partie dudit bandeau est rehaussé d'environ zéro virgule six mètre (0,6 m), et ce, sur environ quatorze mètres (14 m) de longueur sur la façade principale donnant vers le boulevard Saint-Joseph et approximativement de neuf virgule huit mètres (9,8 m) de longueur sur la façade avant secondaire donnant vers l'avenue des Lilas;

CONSIDÉRANT QUE le parapet de la section du bandeau aménagé dans la partie supérieure du mur en angle situé à l'intersection des façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et l'avenue des Lilas est modifié de forme courbe et rehaussé d'environ un virgule cinq mètre (1,5 m) de hauteur;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'enduit d'acrylique de la face avant du bandeau modifié est de couleur crème ainsi que la moulure stylisée aménagée dans la partie supérieure de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE la face avant des autres sections du bandeau des diverses façades est repeinte de couleur crème légèrement plus foncé;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement métallique imitant la tôle à baguette de couleur verte du campanile est repeint de couleur noire (incluant les brise-glaces, le soffite et le fascia);

CONSIDÉRANT QUE la vitrine localisée sur le mur en angle situé à l'intersection des façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et l'avenue des Lilas est enlevée et l'ouverture modifiée par l'aménagement d'une porte grandement vitrée, d'une imposte et d'un verre latéral et dont les encadrements sont de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE la vitrine localisée à l'extrémité gauche de la façade principale donnant vers le boulevard Saint-Joseph est remplacée par une vitrine ayant des meneaux à l'horizontale et à la verticale dont les dimensions de l'ouverture sont légèrement modifiées et dont les encadrements sont de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE la vitrine localisée à l'extrémité droite de la façade principale donnant vers le boulevard Saint-Joseph est enlevée et l'ouverture modifiée par l'aménagement de portes grandement vitrées et d'une imposte dont les encadrements sont de couleur grise;

CONSIDÉRANT QU'un auvent de couleur noire est aménagé au-dessus de ladite entrée, soit sur le bandeau composé d'enduit d'acrylique;

CONSIDÉRANT QUE le perron donnant accès à la porte localisée à l'extrémité droite de la façade avant secondaire donnant vers l'avenue des lilas est enlevé;

CONSIDÉRANT QUE la porte localisée à l'extrémité droite de la façade donnant vers l'avenue des Lilas est enlevée et l'ouverture modifiée par l'aménagement d'une porte grandement vitrée et d'une imposte dont les encadrements sont de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé permet de bien marquer les entrées principales du bâtiment et de bien diriger la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera vu à une séance ultérieure;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE l'entrée charretière existante aux abords du boulevard Saint-Joseph et donnant accès à l'avenue des Lilas est légèrement déplacée vers le boulevard Saint-Joseph pour l'aménagement d'une terrasse aux abords des façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et l'avenue des Lilas;

CONSIDÉRANT QUE ladite entrée charretière a une largeur d'environ sept mètres (7 m);

CONSIDÉRANT QU'environ cinq (5) cases de stationnement sont enlevées en cour avant donnant vers le boulevard Saint-Joseph, soit celles dans l'axe de la nouvelle allée d'accès de l'aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QU'une terrasse est aménagée aux abords des façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et l'avenue des Lilas;

CONSIDÉRANT QUE ladite terrasse a une longueur approximative de vingt mètres (20 m) par une profondeur d'environ quatre virgule huit mètres (4,8 m) pour la section donnant vers le boulevard Saint-Joseph et une longueur d'environ treize mètres (13 m) par une profondeur d'au plus deux virgule six mètres (2,6 m) pour la section donnant vers l'avenue des Lilas;

CONSIDÉRANT QUE le plancher de la terrasse est ajusté aux divers niveaux du sol et que le pourtour du plancher de cette dernière est fermé par un revêtement de clin imitant le bois de couleur grise;

CONSIDÉRANT QU'un garde-corps métallique stylisé de couleur noire ceinture le pourtour de ladite terrasse et que des luminaires sont aménagés sur cette dernière pour créer un éclairage d'ambiance;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère d'environ vingt (20) arbustes et/ou plantes florales est réalisée à l'avant de la section de la terrasse donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'aménagement de la terrasse s'effectuent dans le respect du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) pour l'immeuble situé au 1100 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

598/4/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé aux 1108-1144 du boulevard Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé aux 1108-1144 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à repeindre le revêtement de toit des campaniles et de certaines de leurs composantes;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement métallique imitant la tôle à baguette de couleur verte des campaniles est repeint de couleur noire (incluant les brise-glaces, le soffite et le fascia de ces derniers);

CONSIDÉRANT QUE la couleur proposée s'harmonise avec celles se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé aux 1108-1144 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

599/4/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 545A du boulevard Lemire – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 545A du boulevard Lemire, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.11);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de deux virgule vingt-et-un mètres carrés (2,21 m^2) sur la façade principale donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée est composée de lettres découpées et d'un module (plombier), le tout non lumineux d'une épaisseur d'environ deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm) et espacés du mur d'environ un virgule vingt-sept centimètre (1,27 cm)

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur la façade principale donnant vers le boulevard Lemire est située à l'extrémité gauche de ladite façade soit au centre de la section du mur composée d'un revêtement métallique de couleur gris foncé de la partie supérieure du mur;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le rouge pour les lettres découpées et diverses couleurs pour le module (plombier) ;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment et n'est pas prédominante sur ce dernier ainsi que dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son traitement, son type de matériau utilisé et ses couleurs, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec l'enseigne localisée sur la même façade du bâtiment ainsi qu'avec les autres enseignes se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 545A du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

600/4/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 545B du boulevard Lemire – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 545B du boulevard Lemire, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.12);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de zéro virgule quatre-vingt-six mètre carré (0,86 m²) sur la façade principale donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée est composée de lettres découpées et d'un module (voiture), le tout non lumineux d'une épaisseur d'environ deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm) et espacés du mur d'environ un virgule vingt-sept centimètre (1,27 cm)

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur la façade principale donnant vers le boulevard Lemire est située à l'extrémité droite de ladite façade soit au centre de la section de revêtement métallique de couleur gris foncé et à gauche de la moulure de la partie supérieure du mur;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu pour les lettres découpées et le jaune, le gris et le noir pour le module (voiture);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment et n'est pas prédominante sur ce dernier ainsi que dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son traitement, son type de matériau utilisé et sa couleur, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec l'enseigne localisée sur la même façade ainsi qu'avec les autres enseignes se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 545B du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

601/4/15 - Autoriser des travaux d'agrandissement du bâtiment pour l'aménagement d'un logement intergénérationnel à même une résidence située au 3440 du chemin Hemming – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement du bâtiment pour l'aménagement d'un logement intergénérationnel à même une résidence située au 3440 du chemin Hemming, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.13);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est implanté à l'intersection du chemin Hemming et de la rue Godendard;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé par la demande est actuellement composé d'un logement principal et d'un garage privé intégré localisé à l'extrémité droite de la façade donnant vers le chemin Hemming et que la porte ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » est localisée sur la façade donnant vers la rue Godendard;

CONSIDÉRANT QUE le logement intergénérationnel sera occupé par une personne ayant un lien de parenté avec le propriétaire;

CONSIDÉRANT QUE le logement intergénérationnel a une superficie approximative de quatre-vingt-neuf mètres carrés (89 m^2) pour une superficie totale de bâtiment d'environ trois cent douze mètres carrés (312 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le logement intergénérationnel est aménagé à l'extrémité droite de la façade donnant vers la rue Godendard, soit à droite du garage;

CONSIDÉRANT QUE le logement intergénérationnel est aménagé en avancé d'environ six virgule cinq mètres (6,5 m) en rapport à la façade du garage donnant vers la rue Godendard;

CONSIDÉRANT QUE la partie agrandie est d'un étage et que la hauteur de celle-ci est similaire à celle du garage privé intégré;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de la partie agrandie est de type « à deux (2) versants » similaire à celle du garage privé intégré;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs pour la partie intergénérationnelle est de la brique-pierre de couleur gris-beige pour la partie inférieure des murs et du clin de bois de couleur brune pour les autres parties tels que les revêtements de la partie existante du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de toit et de la marquise d'entrée du logement intergénérationnel est du bardeau d'asphalte de couleur brune tel que celui de la partie existante du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont de type « à battant et fixe » dont les encadrements sont de couleur beige et avec du carrelage tel que les fenêtres de la partie existante du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du logement intergénérationnel est aménagée sur la façade avant secondaire donnant vers la rue Godendard et que cette dernière est protégée par une marquise de type à deux (2) versants soutenue par des colonnes d'aluminium de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE le soffite et le fascia du logement intergénérationnel sont de couleur beige tels que ceux de la partie existante;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural du logement intergénérationnel s'inspire de celui du corps principal du bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant sur les autres bâtiments localisés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment modifié (toiture, hauteur et nombre d'étages) s'intègre à celui des bâtiments situés dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par ses matériaux et ses couleurs, le bâtiment modifié s'intègre bien à son environnement;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et d'aménagement d'un logement intergénérationnel (comme mentionné ci-dessus) situé au 3440 du chemin Hemming, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du Service d'urbanisme – Construction

Le conseiller Yves Grondin résume la situation de l'habitation pour les mois de janvier, février et mars 2015 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2014.

RÈGLEMENTS :

602/4/15 - Avis de motion du règlement no 4619 abrogeant le règlement no 4571 relatif à l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2015

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4619 abrogeant le règlement no 4571 relatif à l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2015.

603/4/15 - Dispense de lecture du règlement no 4619 abrogeant le règlement no 4571 relatif à l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2015

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4619 abrogeant le règlement no 4571 relatif à l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2015;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

604/4/15 - Avis de motion du règlement no 4620 prévoyant une modification au règlement no 3500 afin de rendre conforme la tarification applicable pour la célébration de mariages civils et d'unions civiles

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 4620 prévoyant une modification au règlement no 3500 afin de rendre conforme la tarification applicable pour la célébration de mariages civils et d'unions civiles.

605/4/15 - Dispense de lecture du règlement no 4620 prévoyant une modification au règlement no 3500 afin de rendre conforme la tarification applicable pour la célébration de mariages civils et d'unions civiles

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4620 prévoyant une modification au règlement no 3500 afin de rendre conforme la tarification applicable pour la célébration de mariages civils et d'unions civiles;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

606/4/15 - Avis de motion du règlement no 4621 décrétant des travaux relatifs à la construction d'une patinoire réfrigérée extérieure et nécessitant un emprunt de 2 150 311,98 $ à cette fin

Le conseiller Vincent Chouinard donne avis de motion du règlement no 4621 décrétant des travaux relatifs à la construction d'une patinoire réfrigérée extérieure et nécessitant un emprunt de 2 150 311,98 $ à cette fin.

607/4/15 - Dispense de lecture du règlement no 4621 décrétant des travaux relatifs à la construction d'une patinoire réfrigérée extérieure et nécessitant un emprunt de 2 150 311,98 $ à cette fin

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4621 décrétant des travaux relatifs à la construction d'une patinoire réfrigérée extérieure et nécessitant un emprunt de 2 150 311,98 $ à cette fin;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

608/4/15 - Avis de motion du règlement no 4617 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4617 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser les usages « 6611 - Service de construction résidentielle (entrepreneur général) », « 6612 - Service de construction non résidentielle industrielle (entrepreneur général) » et « 6613 - Service de construction non résidentielle commerciale et institutionnelle (entrepreneur général) » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction) à l'intérieur de la zone industrielle I-336.

  La zone industrielle I-336 est délimitée approximativement par l'arrière-lot des terrains situés de chaque côté de la rue Cormier, et ce, entre la rivière Saint-Germain, la rue Haggerty (pour le côté sud-ouest de la rue Cormier) et une limite située à environ 115 mètres au sud-est de la rue Janelle (pour le côté nord-est de la rue Cormier).

609/4/15 - Dispense de lecture du règlement no 4617 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4617, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser les usages « 6611 - Service de construction résidentielle (entrepreneur général) », « 6612 - Service de construction non résidentielle industrielle (entrepreneur général) » et « 6613 - Service de construction non résidentielle commerciale et institutionnelle (entrepreneur général) » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction) à l'intérieur de la zone industrielle I-336.

La zone industrielle I-336 est délimitée approximativement par l'arrière-lot des terrains situés de chaque côté de la rue Cormier, et ce, entre la rivière Saint-Germain, la rue Haggerty (pour le côté sud-ouest de la rue Cormier) et une limite située à environ 115 mètres au sud-est de la rue Janelle (pour le côté nord-est de la rue Cormier);

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

610/4/15 - Adoption du projet de règlement no 4617 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4617, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser les usages « 6611 - Service de construction résidentielle (entrepreneur général) », « 6612 - Service de construction non résidentielle industrielle (entrepreneur général) » et « 6613 - Service de construction non résidentielle commerciale et institutionnelle (entrepreneur général) » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction) à l'intérieur de la zone industrielle I-336.

La zone industrielle I-336 est délimitée approximativement par l'arrière-lot des terrains situés de chaque côté de la rue Cormier, et ce, entre la rivière Saint-Germain, la rue Haggerty (pour le côté sud-ouest de la rue Cormier) et une limite située à environ 115 mètres au sud-est de la rue Janelle (pour le côté nord-est de la rue Cormier),

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

611/4/15 - Avis de motion du règlement no 4618 – Construction no 4302

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 4618 amendant le règlement de construction no 4302 dans le but :

- d'ajouter des normes relatives aux escaliers menant à la toiture principale des bâtiments de plus de six (6) étages.

612/4/15 - Dispense de lecture du règlement no 4618 – Construction no 4302

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4618, amendant le règlement de construction no 4302 dans le but :

- d'ajouter des normes relatives aux escaliers menant à la toiture principale des bâtiments de plus de six (6) étages;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

613/4/15 - Adoption du projet de règlement no 4618 – Construction no 4302

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 4618, amendant le règlement de construction no 4302 dans le but :

- d'ajouter des normes relatives aux escaliers menant à la toiture principale des bâtiments de plus de six (6) étages,

soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

614/4/15 - Avis de motion d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 510 de la rue Bérol

Le conseiller Alain Martel donne avis de motion d'une résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser la construction d'une habitation multifamiliale (H-6) de 3 étages comprenant 14 logements et de modifier les dispositions relatives à la mixité, au nombre de logements, à la densité, à la distance d'une remise par rapport au bâtiment et au nombre minimal de cases de stationnement, le tout selon certaines conditions, et ce, sur les lots 3 426 734 et 3 426 735, soit au 510 de la rue Berol.

La zone commerciale C-0056 visée par la demande est délimitée approximativement par les lignes arrière des lots situés de part et d'autre de la rue Saint-Jean, et ce, entre la rue des Corsetières et le boulevard Saint-Joseph.

615/4/15 - Dispense de lecture d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 510 de la rue Bérol

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie de la résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser la construction d'une habitation multifamiliale (H-6) de 3 étages comprenant 14 logements et de modifier les dispositions relatives à la mixité, au nombre de logements, à la densité, à la distance d'une remise par rapport au bâtiment et au nombre minimal de cases de stationnement, le tout selon certaines conditions, et ce, sur les lots 3 426 734 et 3 426 735, soit au 510 de la rue Berol.

La zone commerciale C-0056 visée par la demande est délimitée approximativement par les lignes arrière des lots situés de part et d'autre de la rue Saint-Jean, et ce, entre la rue des Corsetières et le boulevard Saint-Joseph;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

616/4/15 - Adoption d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 510 de la rue Bérol

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,
appuyée par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1° QUE le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser la construction d'une habitation multifamiliale (H-6) de 3 étages comprenant 14 logements et de modifier les dispositions relatives à la mixité, au nombre de logements, à la densité, à la distance d'une remise par rapport au bâtiment et au nombre minimal de cases de stationnement, le tout selon certaines conditions, et ce, sur les lots 3 426 734 et 3 426 735, soit au 510 de la rue Berol.

La zone commerciale C-0056 visée par la demande est délimitée approximativement par les lignes arrière des lots situés de part et d'autre de la rue Saint-Jean, et ce, entre la rue des Corsetières et le boulevard Saint-Joseph,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

617/4/15 - Avis de motion d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 4606 du boulevard Saint-Joseph

Le conseiller Vincent Chouinard donne avis de motion d'une résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « 3978 - Atelier d'artisan de fabrication d'enseignes » faisant partie de la classe d'usages I-3 (industrie semi-lourde) et de spécifier des conditions d'aménagement de terrain au 4606 du boulevard Saint-Joseph.

La zone commerciale C-1226 est délimitée approximativement par l'arrière des terrains donnant du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph, et ce, d'une distance d'environ 130 mètres vers le nord-ouest à partir de la 3e Allée et d'environ 125 mètres vers le sud-est à partir de la 8e Allée.

618/4/15 - Dispense de lecture d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 4606 du boulevard Saint-Joseph

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie de la résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « 3978 - Atelier d'artisan de fabrication d'enseignes » faisant partie de la classe d'usages I-3 (industrie semi-lourde) et de spécifier des conditions d'aménagement de terrain au 4606 du boulevard Saint-Joseph.

La zone commerciale C-1226 est délimitée approximativement par l'arrière des terrains donnant du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph, et ce, d'une distance d'environ 130 mètres vers le nord-ouest à partir de la 3e Allée et d'environ 125 mètres vers le sud-est à partir de la 8e Allée;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

619/4/15 - Adoption d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 4606 du boulevard Saint-Joseph

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,
appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,
et résolu :

1° QUE le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « 3978 - Atelier d'artisan de fabrication d'enseignes » faisant partie de la classe d'usages I-3 (industrie semi-lourde) et de spécifier des conditions d'aménagement de terrain au 4606 du boulevard Saint-Joseph.

La zone commerciale C-1226 est délimitée approximativement par l'arrière des terrains donnant du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph, et ce, d'une distance d'environ 130 mètres vers le nord-ouest à partir de la 3e Allée et d'environ 125 mètres vers le sud-est à partir de la 8e Allée,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

620/4/15 - Adoption du second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 720 du boulevard René-Lévesque

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,
appuyé par la conseillère Cathy Bernier,
et résolu:

1° QUE le second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- de permettre, dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment principal, l'ensemble des usages commerciaux faisant partie la classe d'usages C-3 (bureau) et de réduire les exigences relatives au rapport minimal d'espace bâti/terrain, selon certaines conditions, au 720 du boulevard René-Lévesque.

La zone commerciale C-407, à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande, comprend de façon approximative, les propriétés adjacentes au côté sud du boulevard René-Lévesque, et ce, entre le boulevard des Pins et la rue Saint-Amant,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

621/4/15 - Adoption du règlement no 4608-1 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4608-1 a été donné (réf: 354/3/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4608-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone d'habitation H-5304-1, par contingentement, en plus des usages actuellement permis, l'usage « vente au détail d'équipements de plomberie, de chauffage, de ventilation, de climatisation et de foyer (5220), faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local), et ce, selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-5304-1 inclut des terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Pierre entre le rang Watkins et la limite du territoire de la ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

622/4/15 - Adoption du règlement no 4611-1 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4611-1 a été donné (réf: 360/3/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4611-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser les usages « 6611 - Service de construction résidentielle (entrepreneur général », « 6612 - Service de construction non résidentielle industrielle » et « 6613 - Service de constructions non résidentielle, commerciale et institutionnelle (entrepreneur général) » dans la zone industrielle I-370;
- de limiter ces usages à un seul bâtiment dans la zone;

La zone industrielle I-370 est délimitée approximativement par les lots donnant sur le boulevard Lemire, et ce, entre les rues du Fraisier et Sigouin.

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIM

623/4/15 - Adoption du règlement no 4614-1 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4614-1 a été donné (réf: 366/3/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4614-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de restreindre les terrasses d'utilisation saisonnière en cour latérale ou arrière pour certains usages commerciaux de restaurants et de bars faisant partie des classes C-2 (local) et C-4 (artériel léger) à proximité de terrains occupés par un bâtiment résidentiel situé à l'intérieur d'une zone d'habitation ;

Les zones visées sont l'ensemble des zones où l'on autorise et où l'on retrouve des usages commerciaux de restaurants et de bars faisant partie des classes C-2 (local) et C-4 (artériel léger) sur l'ensemble du territoire de la Ville de Drummondville,

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

624/4/15 - Adoption de la résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 2550 du boulevard Mercure

Vu qu'au moment où l'avis de motion de la résolution no 369/3/15 a été donné, dispense de la lecture de la résolution a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de résolution, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé de la résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « Atelier d'ébénisterie » faisant partie de la classe d'usages I-3 (industrie semi-lourde) au 2550 du boulevard Mercure, selon certaines conditions.

La zone d'habitation H-1160, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, inclut des terrains situés de part et d'autre du boulevard Mercure, approximativement entre les rues Jules et Sylvio.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

625/4/15 - Adoption du règlement no 4613 modifiant le règlement no 3500 afin de modifier les articles 331 et 331.1 concernant les herbes et broussailles prévus au Titre VII – de l'Environnement, chapitre 6 – Nuisance, section II – Nuisances à la personne et à la propriété

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4613 a été donné (réf: 498/3/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4613 modifiant le règlement no 3500 afin de modifier les articles 331 et 331.1 concernant les herbes et broussailles prévus au Titre VII – *de l'Environnement,* chapitre 6 – *Nuisance,* section II – *Nuisances à la personne et à la propriété*.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Mission Villes intelligentes (M. Alexandre Cusson)

Monsieur le maire mentionne qu'il participera à la mission européenne qui aura lieu du 3 au 8 mai 2015.

A.Q.U. Le C.C.U. et l'acceptabilité sociale : défi ou déni? (M. Yves Grondin)

Le conseiller Yves Grondin invite la population à participer au congrès qui aura lieu samedi prochain.

Remerciements pour les consultations publiques (M. Alexandre Cusson)

Monsieur le maire remercie la population qui a participé aux deux consultations sur les déchets ultimes. Des remerciements sont également adressés au conseiller Pierre Levasseur.

Jour de la Terre (M. John Husk)

Le conseiller John Husk souligne l'événement qui aura lieu le 22 avril prochain et invite la population à utiliser leur vélo.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Prochaine assemblée du conseil

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 4 mai 2015.

626/4/15 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 35.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) MÉLANIE OUELLET,
Greffière.

(Signé) ALEXANDRE CUSSON,
Maire.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

4 MAI 2015

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 4 mai 2015, à compter de 19 h 30 ***sous la présidence de monsieur le maire suppléant Roberto Léveillée***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
John Husk
Catherine Lassonde
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

- Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Module services à la population
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Module affaires juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Benoit Carignan, directeur et trésorier, Module administratif
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications

- Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

SONT ABSENTS :

- Messieurs les conseillers :

Yves Grondin
Pierre Levasseur

- Monsieur le maire :

Alexandre Cusson

Monsieur le maire suppléant déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

627/5/15 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

628/5/15 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 20 avril 2015

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire tenue 20 avril 2015 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

– ;d'un avis confirmant le deuxième versement de la subvention pour le transport adapté 2015 par le Ministère des Transports

ainsi que des lettres de remerciements provenant de différents organismes.

DIRECTION GÉNÉRALE :

629/5/15 - Rapport du comité exécutif spécial de la Ville de Drummondville

La conseillère Annick Bellavance dépose le rapport de la réunion du comité spécial de la Ville de Drummondville tenue le 24 avril 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

630/5/15 - Autorisation aux commerçants de la rue Lindsay à tenir une vente trottoir du 17 au 21 juin 2015

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les commerçants de la rue Lindsay à tenir une vente trottoir du 17 au 21 juin 2015, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES FINANCES :

631/5/15 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 30 mars au 4 mai 2015, lesquels totalisent la somme de 8 956 609,12 $

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

632/5/15 - Délégation de la conseillère Cathy Bernier et du conseiller Alain Martel au 27e colloque annuel de Carrefour action municipale et famille du 7 au 9 mai 2015 à Montmagny

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville délègue la conseillère Cathy Bernier et le conseiller Alain Martel au 27e colloque annuel de Carrefour action municipale et famille du 7 au 9 mai 2015 à Montmagny.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

633/5/15 - Services professionnels – Contrôle de matériaux par un laboratoire – Travaux de pavage, bordures de secteur et réfection de trottoirs et de bordures 2015 (Soumission no DR15-PUB-045)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie *Les Services EXP* au montant total de 69 306,93 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

634/5/15 - Fourniture et installation d'éclairage public 2015 (Soumission DR15-PUB-022 – Ouverture 23.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de *Systèmes Urbains inc.* au montant de 113 248,93 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

635/5/15 - Fourniture et installation de modules au parc Bellevue (Soumission no DR15-PUB-015 – Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de *Tessier Récréo-Parc inc*. au montant de 6 127,02 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

636/5/15 - Fourniture et installation de modules au parc Carré Celanese (Soumission no DR15-PUB-015 – Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de *Équipements récréatifs Jambette inc.* au montant de 11 133,77 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

637/5/15 - Fourniture et installation de modules au parc Cartier (Soumission no DR15-PUB-015 – Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel , et résolu que la soumission de *Tessier Récréo-Parc inc.* au montant total de 6 127,02 $ (taxes incluses) soit retenue, ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

638/5/15 - Fourniture et installation de modules au parc des Bénévoles (Soumission no DR15-PUB-015 – Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de *Tessier Récréo-Parc inc.* au montant total de 6 127,02 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

639/5/15 - Fourniture et installation de modules au parc des Récollets (Soumission no DR15-PUB-015 – Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que la soumission de *Équipements récréatifs Jambette inc*. au montant total de 36 000,56 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

640/5/15 - Fourniture et installation de modules au parc Donat Marcotte (Soumission no DR15-PUB-015 – Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la soumission de *Tessier Récréo-Parc inc.* au montant total de 6 127,02 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

641/5/15 - Fourniture et installation de modules au parc du Trèfle rouge (Soumission no DR15-PUB-015 – Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la soumission de *Équipements récréatifs Jambette inc.* au montant total de 33 657,09 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

642/5/15 - Fourniture et installation de modules au parc Haut-Bois (Soumission no DR15-PUB-015 – Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de *Techsport inc.* au montant total de 31 621,64 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

643/5/15 - Fourniture et installation de modules au parc Jardin du Bruant Chanteur (Soumission no DR15-PUB-015 – Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la soumission de *Ateliers Go-Élan inc.* au montant total de 32 928,04 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

644/5/15 - Fourniture et installation de modules au parc Lauzon (Soumission no DR15-PUB-015 – Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la soumission de *Tessier Récréo-Parc inc.* au montant total de 6 127,02 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

645/5/15 - Fourniture et installation de modules au parc Roland Tessier (Soumission no DR15-PUB-015 – Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la soumission de Équipements récréatifs Jambette inc. au montant total de 9 332,52 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

646/5/15 - Fourniture et installation de modules au parc Sainte-Thérèse (Soumission no DR15-PUB-015 – Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de *Tessier Récréo-Parc inc.* au montant total de 12 873,75 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

647/5/15 - Fourniture et installation de modules au parc Valmont-Pitre (Soumission no DR15-PUB-015 – Ouverture 07.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de *Tessier Récréo-Parc inc.* au montant total de 5 416,47 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

648/5/15 - Fourniture et livraison de luminaires DEL pour le boulevard St-Joseph (Soumission DR15-INV-040 – Ouverture 22.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de *Empire Franklin inc.* au montant total de 36 217,49 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

649/5/15 - Fourniture et livraison d'un tracteur multifonction avec un convoyeur à glace et une souffleuse frontale (Soumission DR15-INV-039 – Ouverture 22.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de *SMC Lapalme inc.* au montant total de 87 475,28 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

650/5/15 - Fourniture et plantation d'arbres pour l'année 2015 (Soumission DR15-INV-046 – Ouverture 23.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de *Marc-André Paysagiste inc.* au montant total de 47 356,36 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

651/5/15 - Travaux de réfection de rues 2015 (Soumission DR15-PUB-016 – Ouverture 27.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la soumission de *R. Guilbeault Construction inc.* au montant total de 4 702 025,81 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

652/5/15 - Fourniture et livraison d'une camionnette (Soumission DR15-INV-015 – Ouverture 24.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que la soumission de *Tradition Ford inc.* au montant total de 37 992,34 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

653/5/15 - Fourniture de pierre concassée (Soumission DR15-INV-034 – Ouverture 23.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que les soumissions suivantes soient retenues, étant les plus basses soumissions reçues conformes.

Secteur 1 : *Sintra inc.* au montant total de 14 337,38 $ (taxes incluses)
Secteur 2 : *Carrière P.C.M. inc.* au montant total de 14 486,85 $ (taxes incluses)
Secteur 3 : *Sintra inc.* au montant total de 47 680,13 $ (taxes incluses)

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

654/5/15 - Fourniture et livraison de matériel informatique (Soumission no DR15-INV-050)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la soumission de *Groupe Info plus* au montant total de 41 085,91 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES :

655/5/15 - Dépôt de la liste d'embauches d'employés surnuméraires et d'étudiants

Monsieur le maire suppléant dépose la liste d'embauches d'employés surnuméraires et d'étudiants conformément à la résolution 343/3/14.

Surnuméraires :

- Journaliers : monsieur Dave Déragon (DES), monsieur Anthony Laforce (DES) et monsieur Tommy Rondeau (DEP en horticulture et jardinerie).

Étudiants :

- Patrouilleur de parc : Laurence Trudel;
- Patrouille verte : Samuel Girard, Joanie Lachapelle, Andréa Parenteau, Nicolas Therrien.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

656/5/15 - Nomination de madame Nathalie Brideau au poste permanent de préposé au service à la clientèle à temps partiel au Service des arts, de la culture et de l'immigration

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de madame Nathalie Brideau au poste permanent de préposé au service à la clientèle à temps partiel au Service des arts, de la culture et de l'immigration :

- Salaire : Classe 280, échelon 4-5 ans;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

657/5/15 - Nomination de madame Marisol Daigle au poste permanent de préposé à l'information et aux requêtes au Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de madame Marisol Daigle au poste permanent de préposé à l'information et aux requêtes au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 370, échelon 5 ans et +;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

658/5/15 - Nomination de monsieur Salvator Ntamahungiro au poste de préposé à la réglementation aux Services à la population

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Salvator Ntamahungiro au poste de préposé à la réglementation aux Services à la population :

- Salaire : Classe 310, échelon 0-1 an;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Entrée en poste à déterminer par le directeur du service concerné;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

GREFFE ET SERVICES JURIDIQUES :

659/5/15 - Libération du fonds de garantie en responsabilité civile primaire suppléant du regroupement agglomération II pour la période du 31 décembre 2007 au 31 décembre 2008

CONSIDÉRANT que la municipalité de Drummondville est titulaire d'une police d'assurance émise par l'assureur Lloyds sous le numéro DL0093-93 et que celle-ci couvre la période du 31 décembre 2007 au 31 décembre 2008.

CONSIDÉRANT que cette police est sujette à une franchise individuelle de même qu'à un fonds de garantie en assurance responsabilité civile primaire.

CONSIDÉRANT qu'un fonds de garantie d'une valeur de 250 000 $ fût mis en place afin de garantir ce fonds de garantie en responsabilité civile primaire et que la municipalité de Drummondville y a investi une quote-part de 75 000,00 $ représentant 30 % de la valeur totale du fonds.

CONSIDÉRANT que la convention relative à la gestion des fonds de garanties prévoit ce qui suit au titre de la libération des fonds.

5. LIBÉRATION DES FONDS

Les fonds de garantie sont maintenus en opération jusqu'à épuisement des sommes par remboursement du coût des règlements des sinistres qui lui sont imputables ou jusqu'à ce que toutes les réclamations rapportées soient complètement réglées ou que la prescription soit acquise ou ait été reconnue comme telle par un tribunal pour toutes les réclamations couvertes par les polices émises pour la période visée.

Sur attestation conjointe de l'Assureur et des villes assurées à l'effet qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par les polices émises pour la période visée, le reliquat des fonds est libéré et retourné aux municipalités assurées, à chacune selon sa quote-part, accompagné de la comptabilité détaillée du compte ainsi que la liste de tous les remboursements effectués.

CONSIDÉRANT que l'ensemble des réclamations déclarées à l'assureur Lloyds touchant ladite police et ledit fonds de garantie en responsabilité civile primaire ont été traitées et fermées par l'assureur.

CONSIDÉRANT que la municipalité de Drummondville confirme qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par la police d'assurance émise par l'assureur Lloyds pour la période du 31 décembre 2007 au 31 décembre 2008 pour laquelle des coûts liés au paiement des réclamations pourraient être engagés.

CONSIDÉRANT que la municipalité de Drummondville demande que le reliquat de 236 538.90 $ dudit fonds de garantie en responsabilité civile primaire soit libéré conformément à l'article 5 de la convention précitée.

CONSIDÉRANT qu'il est entendu que la libération des fonds met un terme aux obligations de l'assureur, à quelque titre que ce soit, exception faite de toute réclamation susceptible de mettre en œuvre la garantie offerte en excédant dudit fonds de garantie en responsabilité civile primaire.

CONSIDÉRANT que la municipalité de Drummondville s'engage cependant à donner avis à l'assureur de tous faits et circonstances susceptibles de donner lieu à une réclamation de même que de toute réclamation, quelle qu'en soit l'importance, qui pourrait être recevable aux termes de la police émise pour la période du 31 décembre 2007 au 31 décembre 2008.

CONSIDÉRANT que l'assureur Lloyds pourra alors enquêter ou intervenir selon ce qu'il estimera à propos.

CONSIDÉRANT que la municipalité de Drummondville s'engage à retourner, en partie ou en totalité, le montant qu'il lui sera ristourné dudit fonds de garantie si jamais une réclamation se déclare dans le futur et que celle-ci engage le fonds de garantie en responsabilité civile primaire pour la période du 31 décembre 2007 au 31 décembre 2008.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Alain Martel :

D'OBTENIR de l'assureur Lloyds une lettre confirmant qu'il autorise l'Union des municipalités du Québec, en tant que mandataire du regroupement Agglomération II, à libérer le fonds de garantie en responsabilité civile primaire pour la période du 31 décembre 2007 au 31 décembre 2008.

D'AUTORISER l'Union des municipalités du Québec à procéder aux versements du reliquat dudit fonds de garantie aux membres du regroupement Agglomération II dans les mêmes proportions que ceux-ci y ont contribué lors de sa constitution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

660/5/15 - Signature d'une entente de règlement hors cour dans le dossier (405-22-004321-142)

CONSIDÉRANT QUE la Ville est poursuivie pour des dommages dans le dossier judiciaire 405-22-004321-142;

CONSIDÉRANT QUE la compagnie d'assurance demanderesse est disposée à régler ce dossier moyennant réception d'un montant de 2 250,00 $ en capital, intérêts et frais;

CONSIDÉRANT QUE la Ville est disposée à accepter de régler ainsi ce dossier, sans admission de responsabilité et dans le seul but d'éviter les frais d'un procès contesté;

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville émette à la demanderesse un

chèque au montant total convenu de 2 250,00 $ et autorise le directeur des services juridiques ou tout avocat de ces services à signer au nom de la Ville toute procédure nécessaire visant à régler hors cour le dossier judiciaire 405-22-004321-142 pour la somme totale de 2 250 $ en capital, intérêt et frais, le tout sans admission de responsabilité et moyennant quittance pour la totalité de la réclamation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

TRANSPORT EN COMMUN / STATIONNEMENT / MESURES D'URGENCE / DÉVELOPPEMENT SOCIAL :

661/5/15 - Modification à l'annexe « C » du règlement N^{o} 1847 et ses amendements relatifs au Service de transport en commun

CONSIDÉRANT QUE la Ville peut fixer, par résolution, les modifications d'horaire relatives au Service de transport en commun;

Il est résolu d'adopter l'annexe « C », telle que déposée, laquelle fait partie intégrante de la présente résolution.

QUE la copie certifiée conforme de la résolution soit publiée dans un journal et affichée dans chaque véhicule du transport en commun au plus tard le 31 mai 2015.

QUE l'entrée en vigueur du nouvel horaire soit fixée au 2 juillet 2015.

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville adopte la modification de l'annexe « C », telle que proposée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE :

662/5/15 - Subvention au montant de 600 $ pour déléguer deux représentantes du Service de sécurité incendie aux Jeux mondiaux policiers pompiers qui se dérouleront du 25 juin au 3 juillet 2015

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une subvention au montant de 600 $ pour déléguer deux représentantes du Service de sécurité incendie aux Jeux mondiaux policiers pompiers qui se dérouleront du 25 juin au 3 juillet 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES LOISIRS :

663/5/15 - Résolution autorisant la signature d'un contrat de service à intervenir avec Réseau aquatique Drummondville pour l'animation et l'opération des piscines extérieures et de la surveillance de la plage municipale pour la saison estivale 2015

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer un contrat de service à intervenir avec Réseau aquatique Drummondville pour l'animation et l'opération des piscines extérieures et de la surveillance de la plage municipale pour la saison estivale 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

664/5/15 - Résolution autorisant le Centre Communautaire Sintra St-Charles à tenir l'activité « Bénédiction de moto » qui aura lieu le 23 mai 2015 dans le stationnement du Centre communautaire Sintra St-Charles, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Communautaire Sintra St-Charles à tenir l'activité « Bénédiction de moto » qui aura lieu le 23 mai 2015 dans le stationnement du Centre communautaire Sintra St-Charles, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

665/5/15 - Signature d'un protocole de services pour la gestion l'Écosport à intervenir avec le Centre communautaire Sintra St-Charles pour l'année 2015

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer un protocole de services pour la gestion de l'Écosport à intervenir avec le Centre communautaire Sintra St-Charles.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention de 22 120 $ plus taxes applicables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

666/5/15 - Signature d'un contrat de location à intervenir avec le Club de patinage artistique élites sur glace Drummond – Saint-Cyrille pour l'utilisation de plateaux sportifs de l'Olympia Yvan-Cournoyer du 25 juin au 28 août 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer un contrat de location à intervenir avec le Club de patinage artistique élites sur glace Drummond – Saint-Cyrille pour l'utilisation de plateaux sportifs de l'Olympia Yvan Cournoyer du 25 juin au 28 août 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

667/5/15 - Autorisation au Centre communautaire Pierre-Lemaire à tenir une Fête de quartier le 13 juin 2015 (subvention de 1 000 $)

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Pierre-Lemaire à tenir une Fête de quartier le 13 juin 2015 et d'obtenir le prêt et la livraison du matériel, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville de Drummondville octroie une subvention de 1 000 $ pour la tenue de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

668/5/15 - Autorisation au Centre communautaire St-Pierre à tenir la 43e édition du Festival de l'Épi le 6 août 2015 (subvention de 1 000 $)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire St-Pierre à tenir la 43e édition du Festival de l'Épi le 6 août 2015, ainsi que le prêt et la livraison du matériel demandé et la sollicitation d'un permis auprès de la Régie des alcools, courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville de Drummondville octroie une subvention de 1 000 $ pour la tenue de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

669/5/15 - Autorisation au Centre communautaire Drummondville-Sud à tenir une Fête de quartier le 8 août 2015 (subvention de 1 000 $)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Drummondville-Sud à tenir une Fête de quartier le 8 août 2015 ainsi que le prêt et la livraison du matériel demandé, un feu de joie selon les recommandations du service de la prévention des incendies et la fermeture de rue, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville de Drummondville octroie une subvention de 1 000 $ pour la tenue de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

670/5/15 - Autorisation au Centre communautaire St-Jean-Baptiste à tenir l'activité « Fête de quartier St-Georges » le 6 juin 2015 au parc St-Georges

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire St-Jean-Baptiste à tenir l'activité « Fête de quartier St-Georges » le 6 juin 2015 au parc St-Georges ainsi que le prêt et la livraison du prêt demandé, un feu d'artifice et un feu de camp selon les normes du Service de sécurité incendie, un trajet en calèche et la fermeture de rue, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville de Drummondville octroie une subvention de 1 000 $ pour la tenue de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

672/5/15 - Autorisation au Centre communautaire Saint-Joachim à tenir une Fête de quartier le 12 septembre 2015 au Centre communautaire Saint-Joachim et dans la Forêt Drummond (subvention de 1 000$)

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Saint-Joachim à tenir une Fête de quartier le 12 septembre 2015 sur le site du centre communautaire et dans la Forêt Drummond pour le volet course à pied ainsi que le prêt et la livraison du matériel demandé et la sollicitation d'un permis auprès de la Régie des alcools, courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville de Drummondville octroie une subvention de 1 000 $ pour la tenue de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

673/5/15 - Autorisation au Centre communautaire Sintra St-Charles à tenir une Fête de quartier les 12 et 13 juin 2015 au parc Rosaire-Smith (subvention de 1 000$)

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Sintra St-Charles à tenir une Fête de quartier les 12 et 13 juin 2015 au parc Rosaire-Smith ainsi que le prêt et la livraison du matériel demandé et la sollicitation d'un permis auprès de la Régie des alcools, courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville de Drummondville octroie une subvention de 1 000 $ pour la tenue de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

674/5/15 - Autorisation au Centre communautaire Claude-Nault à tenir l'activité « St-Nicéphore en fête » le 20 juin 2015 au parc Boisbriand (subvention de 1 000$)

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Claude-Nault à tenir l'activité « St-Nicéphore en fête » le 20 juin 2015 au parc Boisbriand ainsi que le prêt et la livraison du matériel demandé et l'utilisation de la piscine du parc sans frais, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville de Drummondville octroie une subvention de 1 000 $ pour la tenue de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

675/5/15 - Autorisation au Comité de fête de quartier du district 4 à tenir une Fête de quartier sous le thème de la moisson le 7 septembre 2015 au parc Ste-Thérèse (subvention de 1 000$)

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Comité de fête de quartier du district 4 à tenir une Fête de quartier sous le thème de la moisson le 7 septembre 2015 au parc Ste-Thérèse ainsi que le prêt et la livraison du matériel demandé et la sollicitation d'un permis auprès de la Régie des alcools, courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville de Drummondville octroie une subvention de 1 000 $ pour la tenue de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

676/5/15 - Autorisation au Club d'Astronomie de Drummondville à tenir une activité d'observation astronomique au parc de la Paix le 9 mai 2015

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club d'Astronomie de Drummondville à tenir une activité d'observation astronomique au parc de la Paix le 9 mai 2015 de 15 h à 23 h et de prolonger l'heure de fermeture jusqu'à minuit si la température et l'affluence leur sont favorables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

677/5/15 - Autorisation à l'Église de Pentecôte – tenue d'une vente de garage le 13 juin 2015 au 190, rue St-Damase

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Église de Pentecôte à tenir une vente de garage le 13 juin 2015 au 190, rue St-Damase.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES ARTS, CULTURE ET IMMIGRATION :

678/5/15 - Signature d'une entente de subvention au fonctionnement à intervenir avec le Festival de la poutine de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer une entente de subvention au fonctionnement à intervenir avec le Festival de la poutine de Drummondville pour l'année 2015 (50 000 $ en subvention et 50 000 $ en services).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

679/5/15 - Subvention au montant de 300 $ pour soutien au fonctionnement - La chorale Les Voix du chœur

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une subvention au montant de 300 $ pour le soutien au fonctionnement de la chorale *Les Voix du chœur*.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT :

SERVICE DE L'INGÉNIERIE :

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS :

680/5/15 - Autorisation de la demande d'interdiction de stationnement sur la rue Janelle (des deux côtés) entre la rue Cormier et le boulevard Saint-Joseph

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la demande d'interdiction de stationnement sur la rue Janelle (des deux côtés) entre la rue Cormier et le boulevard Saint-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

681/5/15 - Autorisation de la prolongation d'une année au contrat DR12-PUB-019 « Déneigement et épandage d'abrasifs – secteur Centre-ville 2012-2015 » avec l'entreprise Lagacé Transport inc.

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la prolongation d'une année au contrat DR12-PUB-019 « Déneigement et épandage d'abrasifs – secteur Centre-ville 2012-2015 » avec l'entreprise Lagacé Transport inc., tel que prévu au cahier des charges, soit pour l'hiver 2015-2016.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DE L'URBANISME :

682/5/15 - Acte de vente du lot 4 457 825 à la Place Le Hameau inc. (terrain de l'aéroport – 4789, boul. Allard)

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer l'acte de vente du lot 4 457 825 à la Place Le Hameau inc. (terrain de l'aéroport – 4789, boul. Allard).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

683/5/15 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 1830 du boulevard Saint-Charles

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'abroger l'application d'un pourcentage maximal d'extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis impliquant un agrandissement horizontal afin de permettre un projet d'agrandissement du bâtiment principal, et ce, à l'intérieur de la zone industrielle I-601 pour l'immeuble situé sur le lot 4 351 030 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond soit au 1830 du boulevard Saint-Charles, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.14);

CONSIDÉRANT QUE le site visé par la demande est occupé par l'entreprise de peinture de pièces et de véhicules lourds Peintec dont le projet consiste à agrandir le bâtiment principal et à démolir un bâtiment accessoire;

CONSIDÉRANT QUE l'usage de l'entreprise est un usage sous restriction de type « 5599.2 Vente au détail et réparation d'autobus » associé à la classe d'usage commerciale de type C-5 (artériel lourd) actuellement protégé par droits acquis à l'intérieur de la zone industrielle I 601;

CONSIDÉRANT QUE les usages actuellement permis à l'intérieur de la zone industrielle I-601 font partie des classes d'usages C-7 (commerce lié à la construction), C-8 (commerce de vente en gros), I-2 (industrie légère) et I-3 (industrie semi-lourde);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment actuel dispose d'une superficie de deux cent huit virgule un mètres carrés (208,1 m2);

CONSIDÉRANT QUE le projet du requérant consiste à agrandir vers l'arrière le bâtiment principal existant d'une superficie de trois cent soixante et onze virgule six mètres carrés (371,6 m2) afin d'augmenter la superficie totale du bâtiment à cinq cent soixante-dix-neuf virgule sept mètres carrés (579,7 m2);

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage présentement en vigueur stipule que l'extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis impliquant un agrandissement horizontal et/ou vertical du bâtiment ou l'ajout d'un bâtiment est autorisé pour un maximum de vingt pour cent (20 %) de la superficie d'implantation du bâtiment principal, à raison d'une seule extension. Aux fins d'application du présent paragraphe, tout agrandissement ou ajout d'un bâtiment effectué à partir du 27 mai 1987 doit être considéré comme une extension;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage présentement en vigueur autoriserait, pour le site visé par la demande, un agrandissement d'une superficie maximale de quarante et un virgule six mètres carrés (41,6 m2);

CONSIDÉRANT QUE le projet d'agrandissement du requérant totalise trois cent soixante et onze virgule six mètres carrés (371,6 m2) ce qui constitue une irrégularité de trois cent trente mètres carrés (330 m2);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :

- Nous désirons augmenter la superficie de nos locaux pour des besoins opérationnels en croissance continue. L'augmentation de la demande pour nos services nous amène face à certaines problématiques que voici :
- nous ne pouvons répondre à la demande croissante dû à la limite d'espace. Nos contrats sont alors redirigés vers St-Hyacinthe. En augmentant notre superficie, nous conserverons nos contrats chez Peintec;
- les véhicules s'accumulent en attente dans les cours ce qui occasionne certaines problématiques de gestion de l'espace;
- En augmentant notre superficie, nous créons de l'emploi et mettons fin aux véhicules en attente;
- L'endroit est propice à l'agrandissement vu son emplacement et le rafraîchissement de la devanture par le fait même refléterait l'innovation de notre entreprise en croissance;

CONSIDÉRANT QUE le projet du requérant implique également une rénovation extérieure du bâtiment existant soit de peinturer les murs existants en gris pâle et les portes de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE l'entreprise est située à l'extrémité sans issue du boulevard Saint-Charles faisant également face au boulevard de l'Université (Route 122);

CONSIDÉRANT QUE le site visé par la demande dispose d'une superficie de terrain établie à quatre mille neuf cent trois virgule quatre mètres carrés (4 903,4 m2), d'une profondeur de cent quarante mètres (140 m) et est adossé à l'emprise de la voie ferrée;

CONSIDÉRANT QUE la superficie totale du bâtiment principal à la suite de la réalisation de l'agrandissement représenterait un espace bâti/terrain de onze virgule huit pour cent (11,8 %) alors que ce ratio est généralement fixé à un minimum de dix pour cent (10 %) pour les usages autorisés en zone industrielle;

CONSIDÉRANT QUE les activités commerciales lourdes de l'entreprise sont compatibles avec le caractère industriel du secteur;

CONSIDÉRANT QU'il serait peu souhaitable que cet usage sous restriction lié à la peinture de pièces et de véhicules lourds puisse s'implanter en zone commerciale;

CONSIDÉRANT QUE la résidence unifamiliale voisine est également la propriété du requérant;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement et la rénovation extérieure du bâtiment permettraient d'améliorer son intégration avec les entreprises industrielles du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété compte tenu du caractère industriel du secteur et que l'habitation unifamiliale voisine appartient et est occupée par le requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de l'impossibilité d'agrandir le bâtiment pour répondre aux besoins de son entreprise;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel ,et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'abroger l'application d'un pourcentage maximal d'extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis impliquant un agrandissement horizontal afin de permettre un projet d'agrandissement du bâtiment principal aux conditions suivantes :

- que l'agrandissement soit réalisé en cour arrière dans le prolongement des murs latéraux existants;
- que la superficie de l'agrandissement soit limitée à quatre cents mètres carrés (400 m2);
- que le bâtiment principal existant soit peinturé de la même couleur que l'agrandissement projeté soit de couleur gris pâle pour les murs et de couleur gris foncé pour les portes;

et ce, à l'intérieur de la zone industrielle I-601 pour l'immeuble situé sur le lot 4 351 030 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond soit au 1830 du boulevard Saint-Charles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

684/5/15 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 4657 du boulevard Allard

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la hauteur maximale du bâtiment principal et d'augmenter la différence maximale de hauteur entre le bâtiment principal visé par la demande et le bâtiment principal voisin dans le cadre d'un projet d'agrandissement ainsi que d'abroger l'application d'un pourcentage maximal d'extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis, d'augmenter la superficie maximale totale de deux (2) garages et d'augmenter la longueur maximale des murs d'un garage, et ce, dans le cadre d'un projet d'agrandissement du garage privé intégré, et ce, sur le lot 3 897 065 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 4657 du boulevard Allard, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.15);

CONSIDÉRANT QUE le projet du requérant consiste à agrandir la résidence unifamiliale de structure isolée de deux (2) étages ainsi que le garage privé intégré et la pièce habitable au-dessus de celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment visé par la demande serait réalisé en cour latérale droite et en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment principal implique le rehaussement de la hauteur de la toiture existante qui dispose actuellement d'une hauteur de six virgule trente-trois mètres (6,33 m);

CONSIDÉRANT QU'on retrouve actuellement sur le site visé par la demande la présence de deux (2) bâtiments accessoires de type « garages privés » soit un intégré au bâtiment principal et un isolé;

CONSIDÉRANT QUE ceux-ci sont implantés sur un terrain d'une superficie de deux mille deux cent quatre-vingt-quatorze virgule huit mètres carrés (2 294,8 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la présence de deux (2) garages privés est actuellement protégée par droits acquis étant donné que le règlement actuel permet ce type d'implantation uniquement pour les terrains de trois mille mètres carrés (3 000 m^2) et plus;

CONSIDÉRANT QUE selon les plans d'agrandissement du bâtiment principal fournis au soutien de la demande :

- la hauteur du bâtiment projeté atteindrait sept virgule cinquante-quatre mètres (7,54 m);
- la différence de hauteur avec le bâtiment voisin droit atteindrait trois virgule soixante-quatre mètres (3,64 m);
- le garage privé intégré disposerait d'une superficie de soixante-neuf mètres carrés (69 m^2) à la suite d'un agrandissement de dix-neuf mètres carrés (19 m^2);
- la superficie totale des garages privés atteindrait cent trente-six mètres carrés (136 m^2);
- la longueur maximale des murs du garage privé intégré atteindrait quinze mètres (15 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel :

- lorsque des bâtiments principaux sont érigés sur des terrains adjacents, la hauteur du bâtiment à construire doit correspondre à la moyenne des hauteurs des bâtiments principaux déjà érigés sur les terrains adjacents, plus ou moins dix pour cent (10 %), soit une hauteur maximale de quatre virgule soixante-treize mètres (4,73 m), ce qui constitue une irrégularité de deux virgule quatre-vingt-un mètres (2,81 m);

- la différence maximale de hauteur entre le bâtiment principal visé par la demande et le bâtiment voisin existant ayant la hauteur la plus basse, est fixée à deux (2) mètres ce qui constitue une irrégularité d'un virgule soixante-quatre mètre (1,64 m);
- l'extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis impliquant un agrandissement horizontal et/ou vertical du bâtiment où l'ajout d'un bâtiment est autorisé pour un maximum de vingt pour cent (20 %) de la superficie d'implantation du bâtiment principal, à raison d'une seule extension. Aux fins d'application du présent paragraphe, tout agrandissement ou ajout d'un bâtiment effectué à partir du 27 mai 1987 doit être considéré comme une extension;
- le règlement de zonage présentement en vigueur autoriserait, pour le site visé par la demande, un agrandissement d'une superficie maximale de dix mètres carrés (10 m^2) ce qui constitue une irrégularité de neuf mètres carrés (9 m^2);
- la superficie maximale de deux (2) garages privés est établie à cent vingt-cinq mètres carrés (125 m^2) ce qui constitue une irrégularité de onze mètres carrés (11 m^2);
- la longueur maximale des murs d'un garage privé est établie à douze mètres (12 m) ce qui constitue une irrégularité de trois mètres (3 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :

Hauteur du bâtiment principal :

- Le projet proposé a une hauteur d'environ 7,5 m à mi-pignon. Les besoins du client nous obligent à agrandir la résidence. Nous avons agrandi du côté droit et à l'arrière, la configuration intérieure de la résidence ne nous permettait pas d'agrandir à l'avant et la configuration du site ne nous permettait pas d'agrandir à gauche. Le résultat est que nous avons une résidence relativement profonde ce qui augmente la hauteur du toit. Les goûts du client nous ont amenés vers le style proposé qui exige des pentes de toit relativement fortes. Nous avons travaillé avec des pentes 14 dans 12 pour les toits perpendiculaires à la rue et une pente 8 dans 12 pour le toit principal parallèle à la rue. Considérant le style du bâtiment, nous ne pouvons réduire la hauteur du bâtiment.

- Le voisin de gauche est implanté loin de sa ligne de lot latérale droite et loin de la rue ce qui est la même situation de notre côté donc les résidences sont loin l'une de l'autre. De plus, la végétation abondante et la haute haie entre les 2 bâtiments nous permettent de croire que l'influence négative d'une résidence plus haute n'aura pas d'effet le voisin de droite.
- Le voisin de droite est également séparé par une haie de grande hauteur. Sa hauteur ne respecte pas le minimum au règlement. Autre point à considérer, les bâtiments constituants les 2 voisins de droite sont d'anciens chalets, ce qui selon nous est appelé à disparaitre. En effet le développement du boulevard Allard passera surement par l'achat des 2 voisins pour constituer un seul lot à construire.
- Les nouvelles résidences à l'arrière de notre projet, qui vienne d'être construites sont de gros gabarits. De nombreuses nouvelles résidences, que ce soit de nouvelles constructions ou des rénovations, ont un gros gabarit par rapport aux autres bâtiments du boulevard Allard. Voir les photos ci-jointes.
- Nous croyons que le développement déjà bien amorcé du boulevard Allard se poursuivra et que les petites résidences de type chalet à l'époque laisseront leur place à des résidences plus cossues. Le projet soumis s'inscrit très bien dans la continuité des dernières résidences implantées dans ce secteur, que ce soit le 4650, 4674, 4684, 4686 boulevard Allard. C'est pourquoi la dérogation devrait être acceptée.

Agrandissement du garage privé intégré

- Nous avons la nécessité d'avoir plus de rangement dans la maison, car le garage arrière est occupé par deux autres autos de collection;
- Le garage est étroit avec les équipements pour le terrassement et les autos. L'équipement de terrassement sera dans cet espace disponible;
- L'agrandissement évite une implantation de remise;
- Nous avons besoin de plus d'espace habitable au niveau supérieur pour les chambres à coucher. Le garage a été fermé selon les mêmes dimensions que la chambre des maîtres agrandie, et ce, pour des raisons d'isolation et de structure ainsi l'espace en dessous de la chambre sera complètement chauffé.
- L'impact visuel de l'agrandissement du garage est faible étant donné que celui-ci se réalise en cour arrière.

CONSIDÉRANT QUE la hauteur du bâtiment principal actuel de six virgule trente-trois mètres (6,33 m) serait rehaussé d'un virgule vingt et un mètre (1,21 m) à la suite de la réalisation du projet d'agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur du bâtiment principal actuel excède d'un virgule six mètre (1,6 m) la hauteur maximale établie par le règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur du bâtiment voisin droit est établie à trois virgule neuf mètres (3,9 m) et celle du bâtiment voisin gauche à quatre virgule sept mètres (4,7 m);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du côté latéral droit et à l'arrière a pour effet d'augmenter la hauteur de la toiture dotée d'une pente 8/12;

CONSIDÉRANT QUE selon le requérant, il est impossible de configurer l'agrandissement autrement ou de réduire davantage les pentes de la toiture projetée;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal est implanté à environ dix-sept mètres (17 m) de l'emprise du boulevard Allard;

CONSIDÉRANT QU'on retrouve, sur le site visé par la demande, la présence de nombreux végétaux et des haies de cèdres d'une hauteur d'environ trois mètres (3 m) le long des lignes latérales gauche et droite de terrain;

CONSIDÉRANT QU'à la suite de l'agrandissement projeté le bâtiment visé par la demande serait situé à une distance d'environ onze mètres (11 m) du bâtiment voisin droit et trente-sept mètres (37 m) du bâtiment voisin gauche;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif de la réglementation en matière de hauteur est d'assurer, de façon générale, une harmonie entre les habitations voisines;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, les deux (2) bâtiments voisins droits sont d'anciens chalets disposant d'une faible hauteur et d'un petit gabarit d'implantation au sol;

CONSIDÉRANT QU'on retrouve plusieurs bâtiments de fort gabarit et disposant d'une hauteur importante dans le secteur visé par la demande;

CONSIDÉRANT QU'on retrouve également d'autres cas de grands écarts de hauteur entre deux (2) bâtiments principaux voisins dans le secteur visé par la demande;

CONSIDÉRANT QUE le secteur du boulevard Allard a été témoin, au courant des dernières années, de changement au niveau de sa typologie résidentielle à la suite de l'implantation de nouvelles résidences haut de gamme;

Agrandissement du garage privé intégré

CONSIDÉRANT QUE la présence de deux (2) garages privés sur un terrain d'une superficie inférieure à trois mille mètres carrés (3 000 m^2) était autorisée à l'époque du règlement de zonage de Saint-Nicéphore;

CONSIDÉRANT QUE la superficie du garage privé intégré établie à soixante-neuf mètres carrés (69 m^2) serait conforme à la superficie maximale établie à soixante-dix mètres carrés (70 m^2) par le règlement de zonage actuel en l'absence d'un garage détaché;

CONSIDÉRANT QUE le requérant désire pouvoir disposer d'un garage privé intégré de la même dimension que les pièces habitables qui seront aménagées au-dessus de celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé intégré existant dispose d'une largeur de quatre virgule vingt-sept mètres (4,27 m);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement projeté du garage privé intégré visé par la demande devrait avoir peu d'impact visuel compte tenu de son intégration au corps principal de l'habitation unifamiliale;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du garage privé intégré remplace le besoin d'une remise pour le requérant;

CONSIDÉRANT QUE selon le requérant, l'agrandissement du garage privé intégré est entre autres nécessaire pour y entreposer des équipements de jardinage étant

donné que le garage détaché est principalement utilisé pour y entreposer des voitures de collection;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage tant au niveau de la hauteur du bâtiment principal que de l'agrandissement du garage privé intégré;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété étant donné que le rehaussement de la toiture permet une meilleure intégration de l'agrandissement et que l'agrandissement vers l'arrière du garage privé intégré serait peu apparent visuellement;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de la faible hauteur des bâtiments voisins et de son besoin d'agrandir le garage privé intégré au bâtiment principal selon les mêmes dimensions que les pièces habitables au-dessus de celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter :

- de quatre virgule soixante-treize mètres (4,73 m) à sept virgule soixante-cinq mètres (7,65 m) la hauteur maximale du bâtiment principal;
- de deux mètres (2 m) à trois virgule soixante-quinze mètres (3,75 m) la différence maximale de hauteur avec le bâtiment voisin droit;
- d'abroger l'application d'un pourcentage maximal d'extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis impliquant un agrandissement horizontal afin de permettre un projet d'agrandissement du garage privé intégré aux conditions suivantes :
    - que l'agrandissement soit réalisé vers la cour arrière dans le prolongement des murs latéraux du garage privé intégré existant;
    - que la superficie totale du garage privé intégré soit limitée à soixante-dix mètres carrés (70 m^2);
- de cent vingt-cinq mètres carrés (125 m^2) à cent trente-sept mètres carrés (137 m^2) la superficie totale des garages privés;
- de douze mètres (12 m) à quinze virgule deux mètres (15,2 m) la longueur maximale des murs du garage privé intégré;

et ce, dans le cadre d'un projet d'agrandissement du bâtiment principal sur le lot 3 897 065 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 4657 du boulevard Allard.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

685/5/15 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 1035 de la rue Victorin

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser l'implantation d'un deuxième (2^e) garage sur un même terrain, d'en augmenter sa superficie maximale et réduire la distance minimale entre celui-ci et les limites arrière et latérale de terrain, et ce, sur le terrain formé du lot 4 352 719 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1035 de la rue Victorin , a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.16);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite obtenir l'autorisation de construire sur une dalle de béton existante située en cour arrière, un garage privé isolé d'une superficie

de soixante-six virgule neuf mètres carrés (66,9 m^2) et d'une hauteur de six virgule trente-cinq mètres (6,35 m);

CONSIDÉRANT QUE le requérant dispose d'une propriété d'une superficie de deux mille un virgule huit mètres carrés (2001,8 m^2);

CONSIDÉRANT QUE ladite propriété est occupée par une habitation de type unifamilial de structure isolée dotée d'un garage privé attenant d'une superficie de cinquante-cinq virgule cinquante-deux mètres carrés (55,52 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage :

- un seul garage privé est autorisé pour un terrain de moins de trois mille mètres carrés (3000 m^2);
- la superficie maximale pour un garage privé isolé est établie à soixante mètres carrés (60 m^2);
- la distance minimale entre un garage privé isolé et une limite de terrain est de trois mètres (3 m) lorsque la hauteur du garage privé est de plus de cinq virgule cinq mètres (5,5 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du projet déposé :

- le garage privé isolé projeté représente le deuxième (2^e) garage à être implanté sur le terrain visé, ce qui est non conforme à la règlementation;
- la superficie du garage privé isolé projeté est de soixante-six virgule neuf mètres carrés (66,9 m^2), ce qui représente une irrégularité de six virgule neuf mètres carrés (6,9 m^2);
- la distance entre le garage privé isolé projeté et les limites arrière et latérale de terrain est respectivement de zéro virgule quatre-vingt-quinze mètre (0,95 m) et un virgule zéro huit mètre (1,08 m), ce qui représente une irrégularité respective de deux virgule zéro-cinq mètres (2,05 m) et un virgule quatre-vingt-douze mètre (1,92 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :

- nous avons obtenu en 2006 un permis de construction permettant la construction de la résidence, du garage privé attenant et un garage privé isolé de la même superficie que le garage visé par la présente demande, et ce, conformément en tout point au règlement applicable à l'époque (règlement numéro 512 de la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond);
- tous les bâtiments ont été construits peu de temps après, à l'exception du garage privé isolé que seule la dalle de béton a été coulée à ce moment (2006);
- la dalle de béton déjà construite inclut un drain central, l'alimentation électrique ainsi qu'un plan de construction pour un montant total déjà investi d'environ douze mille dollars (12 000 $);
- nous ne voulons pas perdre cet investissement qui donne une valeur additionnelle à la propriété;
- le garage privé isolé visé est en retrait par rapport à la résidence et une haie de cèdres d'une hauteur d'environ trois virgule cinq mètres (3,5 m) localisée le long des limites arrière et latérale de terrain dissimule celui-ci à partir des propriétés adjacentes;
- le garage privé isolé visé sera construit avec les mêmes matériaux (clin de bois) et couleurs de revêtement que la résidence ainsi qu'avec les mêmes moulures d'embellissement;
- le garage détaché projeté permettrait d'entreposer divers biens;

CONSIDÉRANT QUE la règlementation applicable dans la municipalité Saint-Charles-de-Drummond au moment de l'émission du permis initial (2006) permettait la possibilité de construire deux (2) garages sur un même terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif du règlement est d'assurer l'intégration harmonieuse des proportions des bâtiments accessoires par rapport au bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la superficie du garage privé isolé projeté représente quarante-six virgule cinq pour cent (46,5 %) de la superficie du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la superficie totale du garage privé isolé projeté et du garage privé attenant existant représente quatre-vingt-cinq pour cent (85 %) de la superficie du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions du garage privé attenant existant et du garage privé isolé projeté sont proportionnelles avec celles du bâtiment principal et du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé isolé projeté sera en retrait d'environ cinq mètres (5 m) par rapport au garage privé attenant et d'environ vingt-cinq mètres (25 m) par rapport à l'emprise de la rue Victorin;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété étant donné que le garage privé isolé projeté sera dissimulé par une haie de cèdres existante d'une hauteur de trois virgule cinq mètres (3,5 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu du montant déjà dépensé jusqu'à maintenant et dans le contexte du règlement antérieur;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'augmenter d'un (1) à deux (2) le nombre maximal de garages privés sur un terrain de moins de trois mille mètres carrés (3000 m^2);
- augmenter de soixante mètres carrés (60 m^2) à soixante-huit mètres carrés (68 m^2) la superficie maximale du garage privé isolé projeté;
- réduire de trois mètres (3 m) à zéro virgule quatre-vingt-quinze mètre (0,95 m) la distance minimale entre le garage privé isolé projeté et la limite arrière de terrain;
- réduire de trois mètres (3 m) à un virgule zéro huit mètre (1,08 m) la distance minimale entre le garage privé isolé projeté et la limite latérale de terrain;

à la condition que la superficie totale des garages privés n'excède pas cent vingt-quatre mètres carrés (124 m^2), que la hauteur du garage privé isolé projeté n'excède pas six virgule cinq mètres (6,5 m) et que le garage privé isolé projeté soit construit avec les mêmes matériaux (clin de bois) et couleurs de revêtement que la résidence ainsi qu'avec les mêmes moulures d'embellissement, et ce, sur le terrain formé du lot 4 352 719 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1035 de la rue Victorin.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

686/5/15 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 3100 de la rue Kunz

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la distance maximale entre une enseigne détachée projetée sur muret et le bâtiment principal, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 518 499 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond soit au 3100 de la rue Kunz, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.18);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite installer, dans le cadre d'un projet de construction d'une usine de fabrication de panneaux isolants de polyisocyanurate, une enseigne détachée sur muret près de l'entrée donnant vers la rue Kunz;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, la distance maximale entre une enseigne détachée sur muret et le bâtiment principal est fixée à cent mètres (100 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du projet déposé, la nouvelle enseigne détachée sur muret sera implantée à environ deux cent soixante-douze mètres (272 m) du bâtiment principal, ce qui représente une irrégularité de cent soixante-douze mètres (172 m);

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par le requérant pour justifier la demande est l'importance de bien marquer l'accès au site étant donné que le bâtiment principal est difficilement visible à partir de la rue Kunz;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne projetée est caractérisée par une superficie de cinq virgule huit mètres carrés (5,8 m^2), une hauteur d'un virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (1,98 m), une largeur de zéro virgule quarante-six mètre (0,46 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne visée par la demande respecte l'ensemble des dispositions du règlement de zonage à l'exception de l'objet de la présente demande;

CONSIDÉRANT QU'il est souhaitable d'exiger à la base de l'enseigne détachée projetée, un aménagement paysager d'une superficie d'au moins trois mètres carrés (3 m^2) et composé d'au moins vingt (20) arbustes et/ou plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure respecte les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation du terrain par l'enseigne projetée détachée sur muret ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de la dimension du terrain et de la localisation du bâtiment principal à environ deux cent soixante-quinze mètres (275 m) de l'emprise de rue;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de cent mètres (100 m) à deux cent soixante-quinze mètres (275 m) la distance maximale entre une enseigne détachée sur muret et le bâtiment principal, **aux conditions suivantes** :

- prévoir à la base de l'enseigne détachée, un aménagement paysager d'au moins trois mètres carrés (3 m^2) et composé d'au moins vingt (20) arbustes et/ou plantes florales;
- que la superficie de l'enseigne détachée n'excède pas cinq virgule huit mètres carrés (5,8 m^2);
- que la hauteur de l'enseigne détachée n'excède pas deux mètres (2 m);

et ce, sur le terrain formé du lot 5 518 499 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond soit au 3100 de la rue Kunz.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

687/5/15 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 1136-1138 de la rue Daniel

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la hauteur maximale du bâtiment principal projeté et d'augmenter la différence maximale de hauteur entre le bâtiment à construire et le bâtiment voisin existant ayant la hauteur la plus basse dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation trifamiliale (H-3) de structure isolée composée de deux (2) étages située sur le lot 3 083 559 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 1136-1138 de la rue Daniel, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.19);

CONSIDÉRANT QUE le projet du requérant consiste à :

- démolir le bâtiment trifamilial de structure isolée actuel devenu inutilisable à la suite d'un incendie survenu en février 2014 et doté d'un toit plat;
- reconstruire un immeuble trifamilial de structure isolée composé de deux (2) étages et doté d'une toiture à quatre (4) versants;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur du bâtiment projeté atteint sept virgule trente-sept mètres (7,37 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé par la demande serait implanté entre deux (2) bâtiments principaux existants soit :
- une habitation unifamiliale isolée d'un (1) étage disposant d'une hauteur de quatre virgule quatre-vingt-huit mètres (4,88 m) au 1124 de la rue Daniel;
- une habitation bifamiliale isolée de deux (2) étages disposant d'une hauteur de sept virgule douze mètres (7,12 m) au 1142 de la rue Daniel;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel :
- lorsque des bâtiments principaux sont érigés sur des terrains adjacents, la hauteur du bâtiment à construire doit correspondre à la moyenne des hauteurs des bâtiments principaux déjà érigés sur les terrains adjacents, plus ou moins dix pour cent (10 %), soit une hauteur maximale de six virgule six mètres (6,6 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule soixante-dix-sept mètre (0,77 m);
- la différence maximale de hauteur entre le bâtiment à construire et le bâtiment existant ayant la hauteur la plus basse est fixée à 2 mètres, ce qui constitue une irrégularité de deux virgule quarante-neuf mètres (2,49 m);

CONSIDÉRANT QUE l'objectif de la réglementation en matière de hauteur est d'assurer, de façon générale, une harmonie entre les habitations voisines, particulièrement lorsqu'on retrouve une habitation de deux (2) étages adjacente à une habitation d'un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'écart entre le bâtiment projeté et le bâtiment voisin droit est atténué étant donné que celui-ci est implanté à une distance latérale d'environ quatorze virgule quatre mètres (14,4 m) du bâtiment trifamilial (H-3) existant du site visé par la demande;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment voisin droit est également implanté en retrait à environ onze mètres (11 m) de l'emprise de la rue Daniel contrairement au bâtiment trifamilial (H-3) projeté qui serait implanté à environ cinq mètres (5 m) de l'emprise de la rue Daniel;

CONSIDÉRANT QUE le plan de construction du bâtiment projeté démontre que celui-ci serait constitué d'une toiture à quatre (4) versants composée de pentes de 4/12 en façade et à l'arrière et de 6/12 sur les côtés;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a modifié son plan afin de réduire la pente de toiture à quatre (4) versants initialement composée de pentes de 6/12 en façade et à l'arrière et de 8/12 sur les côtés latéraux;

CONSIDÉRANT QU'il serait difficile pour le requérant de modifier davantage son bâtiment projeté afin de construire un bâtiment trifamilial moins haut disposant d'un logement au sous-sol;

CONSIDÉRANT QUE le plan soumis par le requérant démontre que l'ajout d'une toiture à quatre (4) versants munie d'une pente 4/12 et 6/12 serait esthétique et non prédominante dans le cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QU'un toit avec une telle pente est peu visible de la rue pour un immeuble de deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve, sur cette partie de la rue Daniel, d'autres habitations disposant de deux (2) étages et d'une toiture en pente dont la hauteur s'harmonise avec la hauteur du bâtiment visé;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété étant donné que le projet s'harmonise avec la hauteur d'autres bâtiments principaux sur la rue Daniel;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de l'impossibilité de construire à une hauteur inférieure un bâtiment trifamilial doté de trois (3) logements sur trois (3) niveaux de plancher distincts;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter :

- de six virgule six mètres (6,6 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale applicable au bâtiment principal projeté;
- de deux mètres (2 m) à deux virgule soixante-neuf mètres (2,69 m) la différence maximale de hauteur entre le bâtiment à construire et le bâtiment voisin existant ayant la hauteur la plus basse;

et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation trifamiliale (H-3) de structure isolée composée de deux (2) étages située sur le lot 3 083 559 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 1136-1138 de la rue Daniel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

688/5/15 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 67 de la rue Deblois

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la hauteur maximale du bâtiment principal dans le cadre d'un projet de construction d'un garage privé intégré, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 896 036 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 67 de la rue Deblois, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.21);

CONSIDÉRANT QUE la requérante souhaite procéder à la construction d'un garage privé intégré d'une hauteur de six virgule cinquante-huit mètres (6,58 m) sur un terrain d'une superficie de six cent treize virgule deux mètres carrés (613,2 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé par la demande est implanté entre deux (2) résidences unifamiliales isolées, soit :

- la résidence située au 65 de la rue Deblois composée d'un (1) étage d'une hauteur de quatre virgule quatre-vingt-huit mètres (4,88 m) et qui est implantée à une distance d'environ trois virgule quarante-quatre mètres (3,44 m) du garage privé intégré projeté;
- la résidence située au 69 de la rue Deblois composée d'un (1) étage, d'une hauteur de cinq virgule zéro huit mètres (5,08 m) et qui est implantée à une distance d'environ sept virgule trente-trois mètres (7,33 m) de la résidence visée;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, lorsque des bâtiments principaux sont érigés sur des terrains adjacents, la hauteur du bâtiment à construire doit correspondre à la moyenne des hauteurs des bâtiments principaux déjà érigés sur les terrains adjacents, soit pour le présent dossier, une hauteur maximale de cinq virgule quarante-huit mètres (5,48 m), ce qui constitue une irrégularité d'un virgule un mètre (1,1 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par la requérante pour justifier la demande sont à l'effet que :

- la résidence construite en 2006 comporte une seule chambre;
- nous avons maintenant un enfant de huit (8) mois;
- il est beaucoup plus dispendieux de déménager que d'agrandir notre résidence;
- nous ne souhaitons pas aménager la chambre de notre enfant au sous-sol;

- la meilleure solution pour nous est de construire un garage avec une chambre au-dessus;
- nous avons demandé à l'architecte de minimiser au maximum la hauteur de la section agrandie tout en permettant une pente minimale de la toiture pour éviter des problèmes d'accumulation de neige;
- les voisins sont en accord avec le projet;
- nous aimons beaucoup notre résidence et le quartier;
- notre enfant pourra se rendre à l'école à pied;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif de la réglementation en matière de hauteur est d'assurer, de façon générale, une harmonie avec les habitations voisines;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de la résidence projetée respecte le gabarit des résidences que l'on retrouve dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE la section agrandie qui ne respecte pas la règlementation relative à la hauteur représente que trente-huit pour cent (38 %) de la largeur totale du bâtiment visé incluant le garage privé intégré projeté;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement risque de causer un préjudice sérieux à la requérante, compte tenu des besoins en espace et des coûts associés à une relocalisation;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de la faible différence de hauteur entre le bâtiment visé agrandi et leurs bâtiments et qu'ils sont en accord avec le projet de construction;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de cinq virgule quarante-huit mètres (5,48 m) à six virgule sept mètres (6,7 m) la hauteur maximale du bâtiment principal dans le cadre d'un projet de construction d'un garage privé intégré, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 896 036 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 67 de la rue Deblois.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

689/5/15 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 2745 du chemin Hemming

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la longueur maximale des murs d'un garage privé intégré dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale de structure isolée, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 352 543 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2745 du chemin Hemming, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.22);

CONSIDÉRANT QUE le projet du requérant consiste à construire une habitation unifamiliale de structure isolée d'une superficie d'implantation au sol de deux cent soixante-douze mètres carrés (272 m^2) dotée d'un garage intégré d'une superficie de quatre-vingt-onze mètres carrés (91 m^2) sur un terrain disposant d'une superficie de cinq mille deux cent dix-huit virgule deux mètres carrés (5 218,2 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuellement en vigueur la longueur maximale de chacun des murs est fixée à douze mètres (12 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction des plans soumis par le requérant la longueur de deux (2) des murs du garage privé intégré atteint douze virgule huit mètres carrés (12,8 m^2) ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule huit mètres carrés (0,8 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :

- la problématique particulière de l'implantation de la résidence et du garage projetés est liée à la configuration étroite du terrain en bordure de la rivière Saint-François;
- la résidence et le garage privé intégré ont été configurés en longueur pour permettre leur implantation en bordure de la rivière
- les plans ne peuvent être modifiés en vue de pouvoir réaliser la construction le plus rapidement possible;

CONSIDÉRANT QUE la résidence projetée dispose d'un gabarit imposant et serait implantée en bordure de la rivière où le terrain du requérant dispose d'une largeur d'environ vingt-deux virgule quatre-vingt-un mètres (22,81 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal ainsi que le garage privé intégré ont été configurés en conséquence;

CONSIDÉRANT QUE la disposition du règlement de zonage visée par la demande s'applique autant aux garages privés isolés, attenants ou intégrés;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif du règlement de zonage est d'éviter les longueurs de murs trop importantes pour ce type de bâtiment accessoire;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, on retrouve la présence de pièces habitables au-dessus du garage ce qui permet une meilleure intégration au corps principal de la résidence;

CONSIDÉRANT QUE la norme cause un préjudice sérieux au requérant étant donné que la largeur du garage est requise pour l'aménagement d'un garage triple;

CONSIDÉRANT QUE la superficie du garage privé intégré projetée de quatre-vingt-onze mètres carrés (91 m^2) est inférieure à la superficie maximale autorisée établie à cent mètres carrés (100 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'application de la norme aurait pour effet de réduire la superficie du garage privé intégré à quatre-vingt-sept mètres carrés (87 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de la configuration du terrain et de l'implantation du bâtiment projeté en bordure de la rivière;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation projetée du terrain par l'immeuble concerné ne devrait pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété étant donné qu'il s'agit d'un bâtiment accessoire physiquement intégré aux pièces habitables du bâtiment principal et qu'on dénote la présence d'une haie de cèdres le long de la ligne latérale commune avec la propriété voisine gauche limitant les percées visuelles;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de douze mètres (12 m) à douze treize mètres (13 m) la longueur maximale des

murs d'un garage privé intégré dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale de structure isolée, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 352 543 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2745 du chemin Hemming.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

690/5/15 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 1410 de la rue du Repos

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal existant, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 351 797 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1410 de la rue du Repos, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.23);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal a été construit en 1975 et agrandi en 1998;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal est de six mètres (6 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé par un arpenteur-géomètre en février 2015 pour la vente de l'immeuble et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat de localisation établit à zéro virgule quatre-vingt-cinq mètres (0,85 m) la marge arrière du bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de cinq virgule quinze mètres (5,15 m);

CONSIDÉRANT QUE la distance minimale de zéro virgule quatre-vingt-cinq mètre (0,85 m) se situe vis-à-vis le coin nord du bâtiment principal projeté et que celle-ci augmente progressivement, étant donné que l'implantation du bâtiment projeté est à angle par rapport à la ligne arrière de terrain;

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur du bâtiment où la distance est non conforme est de vingt-deux virgule soixante-cinq mètres (22,65 m);

CONSIDÉRANT QUE la norme applicable au moment de la construction était de six mètres (6 m);

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'une situation existante depuis dix-sept ans (17 ans);

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par le bâtiment ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, étant donné les coûts de déplacement pour corriger la situation;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de six mètres (6 m) à zéro virgule quatre-vingt-cinq mètres (0,85 m) la marge arrière minimale du bâtiment principal existant, **à la condition** que le minimum de zéro virgule quatre-vingt-cinq mètres (0,85 m) s'applique uniquement pour le coin nord du bâtiment principal projeté, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 351 797 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1410 de la rue du Repos.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

691/5/15 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 117 de la 8e Avenue

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal et le total des marges latérales minimales applicable au bâtiment principal et un garage privé intégré projeté, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 084 409 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 117 de la 8e Avenue, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.24);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite procéder à la démolition du garage privé isolé et d'une partie du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE suite à ces travaux de démolition, le requérant souhaite agrandir le bâtiment principal et construire un garage privé intégré;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal est de neuf mètres (9 m) et le total des marges latérales minimales applicable au bâtiment principal et un garage privé intégré est de cinq mètres (5 m);

CONSIDÉRANT QU'un plan d'implantation a été préparé par un arpenteur-géomètre en février 2015 et que celui-ci soulève deux (2) irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit plan d'implantation établit à deux virgule vingt-neuf mètres (2,29 m) la marge arrière du bâtiment principal dans le cadre du projet d'agrandissement, ce qui représente une irrégularité de six virgule soixante et onze mètres (6,71 m);

CONSIDÉRANT QUE ledit plan d'implantation établit à trois virgule soixante-quatre mètres (3,64 m) le total des marges latérales applicable au bâtiment principal et un garage privé intégré projeté, ce qui représente une irrégularité d'un virgule trente-six mètres (1,36 m);

CONSIDÉRANT QUE la marge arrière du bâtiment principal existant de deux virgule vingt-neuf mètres (2,29 m) est dérogatoire mais protégée par droit acquis;

CONSIDÉRANT QUE le mur arrière du bâtiment principal n'est pas parfaitement parallèle avec la limite arrière de terrain;

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'agrandissement du bâtiment principal se réaliseront en prolongent le mur arrière du bâtiment principal qui se rapprochera de la limite arrière de terrain jusqu'à une distance de deux virgule vingt-neuf mètres (2,29 m) de celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

- la largeur du garage privé intégré est minimale pour être fonctionnelle;
- le projet implique la démolition d'un garage privé isolé situé tout près de la limite latérale gauche de terrain;
- le revêtement extérieur et les ouvertures du bâtiment principal seront changés;
- l'aménagement paysager global sera modifié et amélioré;

- le projet implique globalement une amélioration significative de la propriété;

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur arrière de la section agrandie du bâtiment principal où la distance est non conforme est de trois virgule quatre-vingt-un mètres (3,81 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur latéral droit du bâtiment principal où la distance est non conforme est de douze virgule huit mètres (12,8 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur latéral gauche du garage privé intégré projeté où la distance est non conforme est de six virgule sept mètres (6,7 m);

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble du projet permettra d'améliorer l'architecture du bâtiment et l'aménagement paysager;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle et projetée du terrain par le bâtiment principal et le garage privé intégré projeté ne semble pas et ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété étant donné que la section existante est construite depuis 1930 et que la section agrandie sera dissimulée à l'arrière par un écran végétal existant;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant étant donné que le projet permet d'améliorer globalement la propriété;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- de réduire de neuf mètres (9 m) à deux virgule deux mètres (2,2 m) la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal dans le cadre d'un projet d'agrandissement;
- de réduire de cinq mètres (5 m) à trois virgule cinq mètres (3,5 m) le total des marges latérales minimales applicable au bâtiment principal existant et un garage privé intégré projeté;

à la condition :

- que la longueur du mur arrière de la section agrandie du bâtiment principal où la distance est non conforme n'excède pas trois virgule neuf mètres (3,9 m);
- que la longueur du mur latéral droit du bâtiment principal où la distance est non conforme n'excède pas douze virgule neuf mètres (12,9 m);
- que la longueur du mur latéral gauche du garage privé intégré projeté où la distance est non conforme n'excède pas six virgule huit mètres (6,8 m);
- que le garage privé isolé existant soit démoli;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 084 409 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 117 de la 8e Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

692/5/15 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 4770 de la rue Boisclair

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la hauteur maximale du bâtiment principal projeté, et ce, dans le cadre d'un projet d'agrandissement, d'ajout d'une pièce habitable au-dessus du garage existant et de rehaussement de la toiture d'une habitation unifamiliale de structure isolée sur le lot 4 434 213 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 4770 de la rue Boisclair, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.25);

CONSIDÉRANT QUE le projet du requérant consiste, en plus d'un agrandissement en cour arrière, à rehausser la pente de la toiture existante et ajouter une pièce habitable au-dessus du garage existant attenant au bâtiment principal composé d'un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE la toiture existante est dotée d'une pente d'environ 4/12 et la hauteur du bâtiment actuel est établie à quatre virgule quarante-six mètres (4,46 m);

CONSIDÉRANT QUE le rehaussement de la pente projeté à 8/12 augmenterait la hauteur à cinq virgule deux mètres (5,2 m);

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'une pièce habitable au-dessus du garage aurait pour effet d'augmenter la hauteur maximale du bâtiment principal à six virgule cinquante-trois mètres (6,53 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé par la demande est implanté entre deux (2) bâtiments principaux existants :
- soit la propriété voisine droite dotée occupée par une habitation unifamiliale isolée d'un (1) étage disposant d'une hauteur de quatre virgule cinquante-neuf mètres (4,59 m) au 4750 de la rue Boisclair;
- soit la propriété voisine gauche occupée par une habitation unifamiliale isolée d'un (1) étage disposant d'une hauteur de quatre virgule quatre-vingt-huit mètres (4,88 m) au 4780 de la rue Daniel;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, lorsque des bâtiments principaux sont érigés sur des terrains adjacents, la hauteur du bâtiment à construire doit correspondre à la moyenne des hauteurs des bâtiments principaux déjà érigés sur les terrains adjacents, plus ou moins dix pour cent (10 %), soit une hauteur maximale de cinq virgule vingt et un mètres (5,21 m), ce qui constitue une irrégularité d'un virgule trente-deux mètre (1,32 m);

CONSIDÉRANT QUE l'objectif de la réglementation en matière de hauteur est d'assurer, de façon générale, une harmonie entre les habitations voisines;

CONSIDÉRANT QUE le rehaussement de la toiture existante à une hauteur de cinq virgule deux mètres (5,2 m) est conforme à la hauteur maximale établie à cinq virgule vingt et un mètres (5,21 m);

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'une pièce habitable au-dessus du garage existant dont la hauteur atteindrait six virgule cinquante-trois mètres (6,53 m) serait réalisé du côté gauche soit du côté où se situe le bâtiment voisin le plus haut atteignant une hauteur de quatre virgule quatre-vingt-huit mètres (4,88 m);

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage prescrit également que la différence maximale de hauteur entre le bâtiment visé par la demande et le bâtiment existant ayant la hauteur la plus basse, soit le voisin droit, est fixée à 2 mètres;

CONSIDÉRANT QUE la différence de hauteur entre le bâtiment visé par la demande et le bâtiment voisin le plus bas, soit le bâtiment voisin droit, est établie à un virgule quatre-vingt-quatorze mètre (1,94 m);

CONSIDÉRANT QUE toutefois, la hauteur de la section de toiture adjacente au voisin droit est établie à cinq virgule deux mètres (5,2 m) ce qui constitue une différence de hauteur de zéro virgule soixante et un mètre (0,61 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé par la demande est également implanté à une distance d'environ onze mètres (11 m) du bâtiment voisin gauche;

CONSIDÉRANT QUE le rehaussement de la toiture projeté permet une meilleure intégration de la pièce habitable projetée au-dessus du garage attenant existant;

CONSIDÉRANT QUE le plan soumis par le requérant démontre que le rehaussement de la toiture dotée d'une pente 8/12 serait esthétique et non prédominante dans le cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QU'on retrouve face au site visé par la demande un autre bâtiment unifamilial d'un (1) étage doté d'une pièce habitable au-dessus d'un garage;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété étant donné que le rehaussement de la toiture permet une meilleure intégration de la pièce habitable projetée au-dessus du garage existant;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de l'impossibilité d'ajouter une pièce habitable au-dessus du garage existant;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter :

- de cinq virgule vingt et un mètres (5,21 m) à six virgule soixante-cinq mètres (6,65 m) la hauteur maximale applicable au bâtiment principal projeté;
- de deux mètres (2 m) à deux virgule zéro six mètres (2,06 m) la différence maximale de hauteur entre le bâtiment à construire et le bâtiment voisin existant ayant la hauteur la plus basse;

et ce, dans le cadre d'un projet d'agrandissement, d'ajout d'une pièce habitable au-dessus du garage existant et de rehaussement de la toiture d'une habitation unifamiliale de structure isolée sur le lot 4 434 213 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 4770 de la rue Boisclair.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

693/5/15 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 1160 de la rue Armand

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge avant minimale applicable au bâtiment principal existant composé d'un (1) étage et situé sur le lot 4 350 166 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1160 de la rue Armand, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.26);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé par la demande de type commercial a été construit en 1973;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation préparé en vue de la vente de l'immeuble a permis de constater la non-conformité de la marge avant minimale applicable au bâtiment principal existant implanté à une distance de cinq virgule soixante-huit mètres (5,68 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur, la marge avant minimale applicable au bâtiment principal est établie à cinq virgule huit mètres (5,8 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule douze mètre (0,12 m);

CONSIDÉRANT QUE la marge avant minimale applicable à l'époque de la construction était établie à six mètres (6 m);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé par la demande dispose d'une superficie de huit cent trois virgule un mètres carrés (803,1 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la marge avant du bâtiment visé par la demande est similaire à celle des bâtiments voisins;

CONSIDÉRANT QUE le site visé par la demande bénéficie du même zonage commercial que les propriétés adjacentes au boulevard Foucault;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé par la demande semble actuellement vacant, mais était auparavant utilisé à des fins de gymnase pour des cours de formation athlétique;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble de la cour avant est actuellement asphalté;

CONSIDÉRANT QUE la longueur de la façade où la marge avant est dérogatoire est de douze virgule dix-neuf mètres (12,19 m);

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction de la marge avant respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de son existence depuis quarante-deux (42) ans;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement relatif à la marge avant secondaire minimale a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu du projet de vente de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QU'une résolution relative à une demande de dérogation mineure peut être accompagnée de toute condition ayant pour effet d'atténuer l'impact de ladite dérogation;

CONSIDÉRANT QU'il y aurait donc lieu de prévoir certaines conditions d'aménagement de bandes gazonnées et de plantation d'arbres en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de cinq virgule huit mètres (5,8 m) à cinq virgule soixante-huit mètres (5,68 m) la marge avant minimale applicable au bâtiment principal, **aux conditions suivantes :**

- que le mur où la distance est dérogatoire n'excède pas douze virgule vingt-cinq mètres (12,25 m);
- qu'un aménagement paysager permanent composé d'un engazonnement et délimité par des bordures soit réalisé en cour avant à partir du coin gauche du bâtiment principal d'une largeur minimale de deux mètres (2 m) et sur une profondeur minimale de cinq mètres (5 m) à partir de la ligne avant de terrain adjacente à la rue Armand et d'y planter au moins un (1) arbre d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation;
- qu'un aménagement paysager permanent composé d'un engazonnement, d'arbustes ou de fleurs (vivaces ou annuelles) et délimité par des bordures soit réalisé en façade du bâtiment principal d'une largeur approximative de dix mètres (10 m) et sur une profondeur minimale de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à partir du mur avant du bâtiment;

à cette fin, un plan démontrant la localisation et la composition de l'aménagement paysager est requis, et ceci, aux fins d'acceptation finale qui est <u>conditionnelle</u> à la présente demande de dérogation mineure;

et ce, pour un bâtiment principal existant composé d'un (1) étage et situé sur le lot 4 350 166 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1160 de la rue Armand.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

694/5/15 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 410 de la rue Notre-Dame

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire les distances minimales entre les murs et les limites latérale et arrière de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 082 995 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 410 de la rue Notre-Dame, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.27);

CONSIDÉRANT QUE le site visé par la demande est occupé par une résidence unifamiliale isolée composée d'un étage et construite en 1938;

CONSIDÉRANT QUE la demande vise à régulariser l'implantation du garage privé isolé qui est existant depuis 1969;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuellement en vigueur la distance minimale entre le mur d'un garage privé isolé et une ligne de terrain est d'un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation préparé en octobre 2014 a permis de constater les non-conformités des distances :

- de zéro virgule quarante et un mètre (0,41 m) entre le mur du garage privé isolé et la ligne latérale gauche de terrain, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule cinquante-neuf mètre (0,59 m);
- de zéro virgule soixante-deux mètre (0,62 m) entre le mur du garage privé isolé et la ligne arrière de terrain, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule trente-huit mètre (0,38 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que le déplacement du bâtiment représenterait un coût trop élevé;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé isolé est existant depuis plus de quarante-six (46) ans;

CONSIDÉRANT QUE la distance minimale d'un garage privé isolé des lignes latérales et arrière de terrain était établie à zéro virgule quatre-vingt-onze mètre (0,91 m) à l'époque de la construction;

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'une demande afin de régulariser l'implantation actuelle du garage privé isolé et les titres du propriétaire actuel;

CONSIDÉRANT QUE les longueurs des murs du garage privé isolé où les distances par rapport aux lignes latérale et arrière de terrain sont dérogatoires représentent :

- quatre virgule neuf mètres (4,9 m) pour le mur adjacent à la ligne latérale droite de terrain;
- six virgule soixante-seize mètres (6,76 m) pour le mur adjacent à la ligne arrière de terrain;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé par la demande est construit sur une dalle de béton et que le revêtement extérieur des murs ainsi que de la toiture est composé de revêtement métallique;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété étant donné qu'il s'agit d'une situation existante depuis quarante-six (46) ans

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de l'impossibilité de déplacer le bâtiment accessoire et de régulariser ses titres de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux semblent avoir été effectués de bonne foi à l'époque de la construction du garage privé isolé;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire :

- d'un mètre (1 m) à zéro virgule quarante et un mètre (0,41 m) la distance minimale entre le mur du garage privé isolé existant et la ligne latérale gauche de terrain, **à la condition** que le mur où la distance est dérogatoire n'excède pas une longueur de cinq mètres (5 m);
- d'un mètre (1 m) à zéro virgule soixante-deux mètre (0,62 m) la distance minimale entre le mur du garage privé isolé existant et la ligne arrière de terrain, **à la condition** que le mur où la distance est dérogatoire n'excède pas une longueur de six virgule quatre-vingt-cinq mètres (6,85 m);

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 082 995 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 410 de la rue Notre-Dame.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

695/5/15 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 4996 du boulevard Allard

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser qu'un garage privé isolé possède un deuxième (2^{e}) étage, que l'on retrouve au deuxième (2^{e}) étage de ce même garage une marquise, une porte de service, une porte patio et deux (2) balcons et de réduire la distance minimale entre ce garage privé isolé et la limite latérale gauche de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le terrain formé du lot 3 922 298 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond soit au 4996 du boulevard Allard, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.28);

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve présentement sur le terrain visé d'une superficie de trois mille six cent quarante-neuf mètres carrés (3649 m^{2}), deux (2) habitations unifamiliales et un garage privé attenant;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal (résidence principale) a été construit en 1980 ainsi qu'un garage privé isolé;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé isolé d'une superficie de trente-deux virgule vingt-deux mètres carrés (32,22 m^{2}) a été transformé en 1985 par l'ancien propriétaire de l'habitation unifamiliale (maisonnette);

CONSIDÉRANT QUE le garage privé attenant a été construit avec permis par les requérants en 2011 dans le cadre d'un projet de rénovation de la résidence principale;

CONSIDÉRANT QUE les requérants sont maintenant dans l'obligation de transformer l'un des bâtiments unifamiliaux (maisonnette) en garage privé isolé étant donné que l'on ne peut avoir deux (2) bâtiments principaux sur un même terrain et que la maisonnette n'est pas protégée par droits acquis;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage :

- toute construction accessoire ne doit comporter qu'un seul étage et ne peut, en aucun cas, servir d'habitation;
- une marquise peut être aménagée sur la façade avant d'un garage privé isolé à la condition, entre autres, qu'elle couvre un accès au garage;
- les portes extérieures sont interdites au deuxième (2^{e}) étage d'un garage privé isolé;

- les balcons ne sont pas autorisés pour un garage privé isolé;
- la distance minimale à respecter entre un garage privé isolé d'une hauteur de plus de cinq virgule cinq mètres (5,5 m) et une limite de terrain est de trois mètres (3 m);

CONSIDÉRANT QUE le projet de transformation implique les non-conformités suivantes :

- augmenter d'un (1) à deux (2) le nombre maximal d'étages d'un garage privé isolé;
- autoriser une marquise sur la façade latérale droite d'un garage privé isolé;
- autoriser une porte de service et une porte patio au deuxième (2^{e}) étage d'un garage privé isolé;
- autoriser deux (2) balcons au deuxième (2^{e}) étage d'un garage privé isolé;
- réduire de trois mètres (3 m) à deux virgule trente-cinq mètres (2,35 m) la distance minimale entre un garage privé isolé et la limite latérale gauche de terrain;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par les requérants pour justifier la demande sont :

- au moment de l'achat de la propriété en 1994, il existait déjà sur le terrain deux (2) résidences;
- il est très couteux de déplacer le bâtiment à transformer pour respecter la limite latérale de terrain;
- une porte de garage d'une largeur conforme à la règlementation sera installée sur la façade latérale droite du bâtiment transformé;
- la cuisine sera entièrement démantelée;
- il est impossible de transformer le bâtiment visé de manière à se conformer en tout point aux dispositions du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le projet de transformation de la maisonnette en garage privé isolé permettra, entre autres, de régulariser une non-conformité majeure, soit celle relative au fait que l'on retrouve sur le terrain visé deux (2) bâtiments principaux;

CONSIDÉRANT QUE dans la cadre de la transformation, les requérants vont procéder à l'installation, sur la façade latérale droite, d'une porte de garage d'une largeur minimale de deux virgule quinze mètres (2,15 m) ainsi qu'une porte de service;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation du terrain par le garage privé isolé ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure respecte les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de la difficulté, dans le cadre de la transformation, de respecter l'ensemble des dispositions du règlement de zonage compte tenu de la structure actuelle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'augmenter d'un (1) à deux (2) le nombre maximal d'étages d'un garage privé isolé;
- d'autoriser une marquise sur la façade latérale droite d'un garage privé isolé;
- d'autoriser une porte de service et une porte patio au deuxième (2^{e}) étage d'un garage privé isolé;
- d'autoriser deux (2) balcons au deuxième (2^{e}) étage d'un garage privé isolé;
- de réduire de trois mètres (3 m) à deux virgule trois mètres (2,3 m) la distance minimale entre un garage privé isolé et la limite latérale gauche de terrain;

aux conditions suivantes :

- qu'une porte de garage d'une largeur minimale de deux virgule quinze mètres (2,15 m) soit installée sur le garage privé isolé;
- que la cuisine soit entièrement démantelée;

- que le garage privé isolé soit destiné principalement au stationnement intérieur de véhicules;

et ce, pour l'immeuble situé sur le terrain formé du lot 3 922 298 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond soit au 4996 du boulevard Allard.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

696/5/15 Dépôt du procès-verbal (22.04.15) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 22 avril 2015 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

697/5/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment au 2530-2536, rue de l'Étoffe – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé aux 2530-2536 de la rue de l'Étoffe;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.34);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Faubourg Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de deux cent cinquante-six mètres carrés (256 m^2) ayant deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du futur cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits, matériaux, balcons et toit), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de pignons sont réalisés dans la partie avant de la toiture de type « à quatre (4) versants », ce qui permet de bonifier l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour la façade principale</u>

- du bloc architectural de béton de couleur gris pâle pour la partie inférieure du mur sur environ trente pour cent (30 %) de la surface du mur;
- de la brique de couleur grise sur environ vingt pour cent (20 %) de la surface du mur;
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur gris pâle sur environ cinquante pour cent (50 %) de la surface du mur;

<u>pour les murs latéraux droit et gauche</u>

- de la brique de couleur grise sur environ soixante-dix pour cent (70 %) de la surface du mur;
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur gris pâle sur environ trente pour cent (30 %) de la surface du mur;

<u>pour le mur arrière</u>

- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur gris pâle;

<u>pour la toiture</u>

- du bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles et s'harmonisent ensemble, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE de par son architecture (matériaux, fenestration, gabarit et style), le bâtiment s'intègrera bien au milieu dans lequel il se retrouve;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE les portes donnant sur la façade principale du bâtiment sont de type « à battant » ayant une bonne surface vitrée;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière est aménagée à l'extrémité gauche (entrée seulement) et une autre à l'extrémité droite (sortie seulement) de la cour avant du terrain donnant vers la rue de l'Étoffe, ce qui permet de bien desservir le site;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) qui sera situé aux 2530-2536 de la rue de l'Étoffe, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

698/5/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain au 2825, rue Thérèse-Casgrain – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'immeuble qui est situé au 2825 de la rue Thérèse-Casgrain;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.35);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur PIIA/abords de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment (entrepôt) et à aménager le site;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté aux abords de la rue Thérèse-Casgrain et de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier, soit près d'une bretelle de sortie de la Route 139;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti à proximité de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier et de la rue Thérèse-Casgrain;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une bonne visibilité à partir des voies de circulation;

Bâtiment

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment a une superficie approximative de trente-deux mille mètres carrés (32 000 m2) ayant une hauteur approximative de douze mètres (12 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est en grande partie un entrepôt auquel s'ajoute une partie « bureaux » à l'extrémité gauche, soit aux abords de l'autoroute Joseph-

Armand-Bombardier et une « réception » près de la partie centrale du mur donnant vers la rue Thérèse-Casgrain;

CONSIDÉRANT QUE la partie « bureaux » a une hauteur d'environ onze mètres (11 m) et que celui de la réception a une hauteur approximative de cinq mètres (5 m);

CONSIDÉRANT QU'un agrandissement futur d'une superficie approximative de quatorze mille mètres carrés (14 000 m2) est prévu à droite du bâtiment, soit dans le prolongement des murs donnant vers la rue Thérèse-Casgrain et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier;

CONSIDÉRANT QUE le toit du bâtiment est de type «plat».

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté à environ quarante-huit mètres (48 m) de la limite avant de terrain donnant vers la rue Thérèse-Casgrain et à environ onze mètres (11 m) de la limite de terrain donnant vers l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier;

CONSIDÉRANT QUE l'architecture du bâtiment est de facture contemporaine et certaines parties des diverses façades sont aminées par des modulations de matériaux et de fenestration;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs sont :
pour la partie « entrepôt »
- principalement des panneaux métalliques architecturaux de couleur blanc brillant;
- des panneaux métalliques architecturaux de couleur blanc-gris;
- des panneaux métalliques architecturaux de couleur bleue pour quelques insertions à l'extrémité droite du mur donnant vers la rue Thérèse-Casgrain;

pour la partie « bureaux »
pour la façade orientée vers la bretelle de sortie de la Route 139
- principalement des panneaux de verre et de verre tympan avec quelques insertions d'encadrements de couleur orange;
- du bloc architectural de béton à face meulée de couleur gris foncé pour l'extrémité droite du mur;

pour le mur donnant vers la rue Thérèse-Casgrain
- principalement du bloc architectural de béton à face meulée de couleur gris foncé;
- des panneaux de verre et de verre tympan avec quelques insertions d'encadrements de couleur bleue aménagés à la verticale;

pour la façade orientée vers l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier
- des panneaux de verre et de verre tympan avec quelques insertions d'encadrements de couleur orange;

pour la partie « réception »
pour les trois (3) façades
- principalement du bloc architectural de béton à face meulée de couleur gris foncé;
- des panneaux métalliques de couleur bleue aux abords de la fenestration;

CONSIDÉRANT QUE des marquises de type « toit plat » dont la face avant est composée de panneaux métalliques de couleur bleue sont aménagées sur les façades de la partie « bureaux » orientées vers la bretelle de sortie de la Route 139 et de l'autoroute Joseph-Armand-bombardier;

CONSIDÉRANT QUE la marquise localisée à l'extrémité droite de la façade orientée vers la bretelle de sortie de la Route 139 de la partie « bureaux » protège la porte d'accès et marque cette dernière ce qui permet de bien diriger les usagers;

CONSIDÉRANT QU'une marquise de type « toit plat » dont la face avant est composée de panneaux métalliques de couleur orange est aménagée sur la façade de la partie « réception » donnant vers la rue Thérèse-Casgrain, soit aux abords de la porte d'accès;

CONSIDÉRANT QUE ladite marquise permet de marquer l'entrée et de bien diriger les usagers;

CONSIDÉRANT QU'un mur ornemental ajouré (mur écran) et composé d'une structure métallique de couleur grise et de panneaux de type « treillis » de couleur bleue est aménagé à l'extrémité droite de la façade orientée vers l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier.

CONSIDÉRANT QUE ledit mur ornemental (mur écran) est d'une hauteur d'environ dix-neuf virgule quatre mètres (19,4 m) et d'une longueur d'environ quatre-vingt-huit mètres (88 m);

CONSIDÉRANT QUE des fenêtres aménagées à l'horizontale et de façon aléatoire sont réalisées à l'extrémité gauche de la façade orientée vers l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier, dans la partie gauche de la façade donnant vers la rue Thérèse-Casgrain (sur environ la moitié de la longueur du mur) et sur les deux (2) autres façades soit dans la partie supérieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements desdites fenêtres sont de couleur orange;

CONSIDÉRANT QUE des aires de chargement et de déchargement sont aménagées sur la façade donnant vers la rue Thérèse-Casgrain;

CONSIDÉRANT QUE des portes ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » de couleur blanche sont prévues sur ladite façade;

CONSIDÉRANT QU'un espace est aménagé en cour latérale droite, et ce, pour le chargement et de déchargement de produits particuliers;

CONSIDÉRANT QUE cet espace a une superficie approximative de trois cent trente mètres carrés (330 m2);

CONSIDÉRANT QU'un toit de type « plat » couvre cet espace de chargement et de déchargement et qu'un mur-écran est aménagé sur deux (2) côtés et qu'il est composé d'un revêtement métallique de couleur blanc-gris;

CONSIDÉRANT QUE les appareils mécaniques sur le toit sont dissimulés par des écrans dont les matériaux et la couleur (blanc-gris) s'harmonisent avec ceux du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux se retrouvant sur le bâtiment permettent une intégration harmonieuse avec l'environnement dans lequel ce dernier s'implante et s'harmonisent bien entre eux et avec ceux se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé est sobre;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural du bâtiment permet à ce dernier de dégager une image de marque et de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE deux (2) entrées charretières d'une largeur maximale respective de quinze mètres (15 m) sont aménagées aux extrémités de la ligne avant de terrain donnant sur la rue Thérère-Casgrain;

CONSIDÉRANT QU'une aire d'entreposage pour les remorques est réalisée à l'extrémité gauche du terrain, soit aux abords de la rue Thérèse-Casgrain;

CONSIDÉRANT QUE ladite aire d'entreposage pour les remorques est située à une distance de quatre mètres (4 m) de la ligne avant de terrain;

CONSIDÉRANT QUE, de plus, l'aire d'entreposage est ceinturée par un écran composé de vingt-six (26) arbres feuillus et qu'un tronçon composé d'une haie de cèdres d'une hauteur minimale d'un virgule cinq mètre (1,5 m) et d'une longueur minimale de six mètres (6 m) à la plantation est aménagée entre chaque arbre;

CONSIDÉRANT QU'une aire de stationnement aménagée d'environ cent quarante-six (146) cases est réalisée en cour latérale gauche de terrain et qu'une bande gazonnée d'une largeur d'environ dix-neuf mètres (19 m) la sépare de l'aire d'entreposage des remorques;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) îlots gazonnés dans lesquels au moins deux (2) arbres sont plantés ainsi que trois (3) dans lesquels au moins un arbre est planté sont réalisés à même l'aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres sont plantés aux abords de la façade de la partie « bureaux » orientée vers la bretelle de sortie de la Route 139;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère d'une superficie minimale de cinquante-trois mètres carrés (53 m2) composée d'au moins soixante-dix (70) arbustes et/ou plantes florales est réalisée le long des façades de la partie « bureaux » orientées vers la bretelle de sortie de la Route 139 et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinquante-cinq (55) arbres aménagés par groupe de trois (3) sont plantés dans la cour avant donnant vers l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier;

CONSIDÉRANT QU'il est souhaitable que l'aménagement du sol soit réalisé avec des sections de talus, et ce, de façon aléatoire et discontinue afin de briser la linéarité et la longueur du mur orienté vers l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier;

CONSIDÉRANT QU'il est souhaitable qu'au moins douze (12) arbres conifères soient plantés à l'extrémité gauche de la cour avant donnant vers l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier soit sur une longueur d'environ cent trente-six mètres (136 m) afin de dissimuler les murs écrans de l'espace déchargement et déchargement localisé aux abords du mur latéral droit du bâtiment (incluant les talus);

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur d'au moins deux mètres (2 m) dans laquelle au moins trente-cinq (35) arbres sont plantés est réalisée aux abords de la rue Thérèse-Casgrain;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m);

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment et d'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) pour l'immeuble qui sera situé au 2825 de la rue Thérèse-Casgrain, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale aux conditions mentionnées ci-haut. De plus, un plan d'aménagement de terrain démontrant les modifications exigées doit être déposé à la Ville avant que tout permis de construction ne soit émis.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

699/5/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 1745, boul. Lemire – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 1745 du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.36);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent à remplacer le revêtement extérieur des murs du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs du bâtiment (clin de vinyle) est remplacé par un clin de fibre de bois pressé de couleur gris pâle;

CONSIDÉRANT QUE les moulures sont de couleur ivoire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs s'harmonisent entre elles ainsi qu'avec celles des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'intervention s'effectue dans le respect du style architectural du bâtiment et de celui du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 1745 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

700/5/15 - Acceptation des travaux d'agrandissement du garage attenant situé au 745, rue Saint-Pierre – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement du garage privé attenant au bâtiment principal situé au 745 de la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.37);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de garage privé attenant à un bâtiment principal sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent principalement à agrandir le garage privé attenant au bâtiment principal à même l'abri d'auto existant d'une superficie approximative de vingt-six mètres carrés (26 m²) pour une superficie totale approximative du garage privé attenant de soixante-cinq mètres carrés (65 m²);

CONSIDÉRANT QUE la façade où est localisé le garage privé attenant est orientée vers la rue Valois;

CONSIDÉRANT QU'un abri d'auto est existant à la gauche de la section du garage privé attenant et que l'agrandissement se fait à même celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de l'abri d'auto est conservée telle quelle et que le mur latéral gauche du garage privé attenant est enlevé pour permettre l'agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de brique du mur latéral gauche du garage privé attenant est conservé et utilisé comme revêtement extérieur de la façade avant de la nouvelle section de garage orientée vers la rue Valois;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs latéral gauche et arrière de la nouvelle section de garage privé attenant est du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur beige ou brune;

CONSIDÉRANT QUE des moulures de couleur harmonisée sont aménagées sur le coin des murs et aux pourtours des ouvertures de la nouvelle section de garage privé attenant;

CONSIDÉRANT QUE les portes ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » de la section existante et de la section agrandie sont de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE la porte donnant accès au garage privé attenant est remplacée par une porte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'ajout volumétrique (hauteur, nombre d'étages et toiture) s'harmonise de façon générale à celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant sur la partie existante du bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'agrandissement du garage privé attenant au bâtiment principal s'effectuent dans le respect du style architectural de l'ensemble du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement du garage privé attenant au bâtiment principal situé au 745 de la rue Saint-Pierre, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

701/5/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 2640, boul. Lemire – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 2640 du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.38);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent à remplacer le revêtement extérieur des murs du bâtiment et certaines fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs du bâtiment est remplacé par un clin de vinyle de couleur beige pâle;

CONSIDÉRANT QUE les moulures de couleur harmonisée sont aménagées aux pourtours des ouvertures et sur le coin des murs;

CONSIDÉRANT QUE certaines fenêtres sont remplacées par des fenêtres de modèle similaire et dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs s'harmonisent entre elles ainsi qu'avec celles des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du style architectural du bâtiment et de celui du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme

mentionné ci-dessus) situé au 2640 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

702/5/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 2644, boul. Lemire – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 2644 du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.39);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent à remplacer le revêtement extérieur des murs du bâtiment et réaliser une marquise au-dessus de l'entrée principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs du bâtiment est remplacé par un clin de vinyle de couleur beige pâle;

CONSIDÉRANT QUE les moulures de couleur harmonisée sont aménagées sur le coin des murs;

CONSIDÉRANT QU'une marquise de type « à deux (2) versants » est réalisée au-dessus de l'entrée principale du bâtiment et qu'elle est soutenue par des colonnes d'aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la face avant de ladite marquise est du clin de vinyle de couleur beige pâle et celui du toit du bardeau d'asphalte de couleur brune tel que le revêtement de la toiture du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs s'harmonisent entre elles ainsi qu'avec celles des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du style architectural du bâtiment et de celui du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 2644 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

703/5/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et nouveaux bâtiments accessoires situés au 2125, rue Saint-Pierre – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et de construction de bâtiments accessoires situés au 2125 de la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.40);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et de constructions de bâtiments accessoires sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- remplacer le revêtement de clin de vinyle des insertions des diverses façades du bâtiment et changer certaines fenêtres de la façade principale;
- aménager un bâtiment accessoire attenant de type « abri d'auto » en prolongeant le toit du corps principal du bâtiment en cour latérale droite du terrain;
- construire un bâtiment accessoire isolé de type « garage privé » en cour arrière de terrain;

Rénovation extérieure et construction d'un abri d'auto

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de clin de vinyle localisé dans les parties supérieures et /ou inférieures des ouvertures des diverses façades du bâtiment est remplacé par un clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur gris pâle;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres de la façade principale sont remplacées par des fenêtres de type « à battant » dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QU'un abri d'auto est réalisé dans le prolongement de la toiture du corps principal du bâtiment en cour latérale droite du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'abri d'auto est réalisé en retrait d'environ six mètres (6 m) mesurés à partir de la façade principale du bâtiment donnant vers la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE l'abri d'auto a une largeur d'environ quatre virgule six mètres (4,6 m) par une profondeur d'environ six virgule quatre mètres (6,4 m);

CONSIDÉRANT QUE le soffite et le fascia de l'abri d'auto sont de couleur blanche et que le toit de ce dernier est soutenu par des colonnes d'aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de toit de l'abri d'auto est du bardeau d'asphalte de couleur foncé tel que celui du toit du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés pour la rénovation extérieure du bâtiment et l'ajout de l'abri d'auto s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

Construction d'un garage privé détaché

CONSIDÉRANT QU'un garage privé isolé est implanté en cour arrière du terrain, soit à environ neuf mètres (9 m) de l'abri d'auto;

CONSIDÉRANT QUE ledit garage a une superficie approximative de cinquante-neuf mètres carrés (59 m²) et une hauteur d'environ trois virgule quatre-vingt-seize mètres (3,96 m) au faîte;

CONSIDÉRANT QUE le toit de ce dernier est de type « à deux (2) versants » avec une faible pente, le tout similaire au toit du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de toit du garage privé isolé est du bardeau d'asphalte de couleur similaire à celui du toit du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs est du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur beige avec des insertions de clin de même type de couleur gris pâle;

CONSIDÉRANT QUE des moulures de couleur harmonisée sont aménagées sur le coin des murs et aux pourtours des ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE les portes et les encadrements des fenêtres sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QU'une porte ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » de couleur blanche est aménagée sur les façades avant et arrière du garage privé isolé;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural du garage privé détaché (matériaux, couleurs et style) s'apparente à celui du bâtiment principal (résidence);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, cette construction, de par ses matériaux et son style, s'harmonise avec le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment principal, de construction d'un nouveau bâtiment accessoire attenant (abri d'auto) et d'un bâtiment accessoire isolé (garage privé) (comme mentionné ci-dessus) situés au 2125 de la rue Saint-Pierre, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

704/5/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 104, rue Marchand – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 104 de la rue Marchand;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.41);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à rénover certaines parties de la façade principale du bâtiment donnant vers la rue Marchand;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures du rez-de-chaussée de la façade principale du bâtiment donnant vers la rue Marchand sont modifiées et qu'une entrée principale est aménagée dans un retrait (alcôve) à l'extrémité droite de ladite façade et qu'une porte de type « accordéon » est aménagée sur une grande partie du mur du rez-de-chaussée;

CONSIDÉRANT QUE la porte de l'entrée principale est aménagée d'un verre latéral et qu'elle est grandement fenêtrée;

CONSIDÉRANT QUE la porte de type « accordéon est grandement fenêtrée et que les encadrements de cette dernière ainsi que ceux de la porte de l'entrée principale sont de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements de la porte donnant accès aux logements sont repeints de couleur noire ainsi que les garde-corps métalliques des balcons aux étages de la façade principale du bâtiment donnant vers la rue Marchand;

CONSIDÉRANT QU'un bandeau composé d'un revêtement d'enduit d'acrylique de couleur gris pierre dans lequel des rainures horizontales et verticales sont réalisées est aménagé dans la partie supérieure du mur du rez-de-chaussée donnant vers la rue Marchand;

CONSIDÉRANT QUE des colonnes composées d'un revêtement d'enduit d'acrylique de couleur gris charbon et réalisées en avancé sont aménagées de chaque côté de

l'entrée principale du local ainsi qu'à l'extrémité gauche de la façade, soit aux abords de la porte de type « accordéon »;

CONSIDÉRANT QU'une moulure de couleur gris pierre est aménagée dans la partie supérieure de chaque colonne;

CONSIDÉRANT QU'un revêtement extérieur de clin de bois teint de couleur brune est apposé sur les murs de l'alcôve de l'entrée principale du local;

CONSIDÉRANT QU'une marquise ajourée stylisée composée de lattes de bois teint de couleur brune est aménagée au-dessus de l'entrée principale du local ainsi qu'au-dessus de la porte de type "accordéon", et ce, sur toute sa longueur;

CONSIDÉRANT QUE la modification de l'entrée principale permet de bien marquer celle-ci et de bien diriger la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux existant sur le bâtiment et ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect de ce dernier et du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera présenté à une séance ultérieure;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 104 de la rue Marchand, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

705/5/15 - Acceptation des travaux de modification à l'aménagement de terrain au 333-395, rue Janelle – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de modification à l'aménagement de terrain pour l'immeuble situé aux 333-395 de la rue Janelle;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.42);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de modification à l'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QU'un projet de démolition partielle, d'agrandissement, de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain a été accepté par le conseil municipal (résolution numéro 1172/7/12);

CONSIDÉRANT QUE les modifications concernent l'aménagement d'une partie de l'aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE la partie de l'aire de stationnement modifiée est celle localisée dans la partie avant gauche du terrain donnant vers la rue Janelle;

CONSIDÉRANT QU'environ cinquante-trois (53) cases sont aménagées principalement en cour latérale gauche, soit dans la partie avant de ladite cour;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur d'environ deux virgule cinq mètres (2,5 m) et dans laquelle au moins trois (3) arbres sont plantés est réalisée aux abords de la ligne avant bordant la rue Janelle;

CONSIDÉRANT QUE des tronçons de haie d'une hauteur minimale de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) et d'une longueur d'au moins six mètres (6 m) sont plantés entre les trois (3) arbres localisés dans la bande gazonnée réalisée aux abords de la ligne avant gauche de terrain bordant la rue Janelle;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur d'au moins un mètre (1 m) est réalisée aux abords de la partie avant de la ligne latérale gauche de terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) îlots gazonnés dans lesquels au moins un arbre est planté sont aménagés aux extrémités des rangées de cases de stationnement situées aux abords de la ligne latérale gauche de terrain ainsi qu'aux extrémités de la rangée centrale de cases de stationnement (total de quatre (4) arbres);

CONSIDÉRANT QU'un îlot gazonné d'une longueur minimale de trente mètres (30 m) et d'une largeur minimale d'un mètre (1 m) dans lequel au moins six (6) arbres sont plantés ceinture le pourtour de la rangée de cases de stationnement localisées à gauche de l'allée de circulation menant à l'aire de stationnement arrière;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m);

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de la section de stationnement modifiée est sécuritaire et limite les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de modification à l'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 333-395 de la rue Janelle, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

706/5/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 320, boul. Saint-Joseph - P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 320 du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.43);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./ boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie d'environ un virgule trente-huit mètre carré (1,38 m²) sur la façade principale donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée est composée de lettres détachées lumineuses d'une épaisseur maximale de dix-huit centimètres (18 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur la façade principale donnant vers le boulevard Saint-Joseph est située sur le module de l'entrée principale, soit centrée dans la partie supérieure;

CONSIDÉRANT QUE la couleur de l'enseigne est le rouge ainsi que celle du boîtier des lettres;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment et n'est pas prédominante sur ce dernier ainsi que dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa forme, son type de matériaux utilisés et sa couleur, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 320 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

707/5/15 - Acceptation des travaux de modification d'une enseigne détachée au 200, boul. Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de modification à l'enseigne détachée du bâtiment situé au 200 du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.44);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de modification d'une enseigne détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à modifier une enseigne détachée du bâtiment laquelle est existante en cour avant donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne détachée du bâtiment a une superficie approximative de cinq virgule onze mètres carrés (5,11 m2), une largeur d'environ deux virgule seize mètres (2,16 m) et une hauteur d'environ six virgule dix mètres (6,10 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est modifiée par le remplacement des faces d'affichage ayant une superficie approximative d'un virgule quatre-vingt-deux mètres carrés (1,82 m2) de la partie supérieure et de forme ronde;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de la partie modifiée de l'enseigne sont, entre autres, le noir pour les faces d'affichage et le boîtier et le rouge et le blanc pour le message;

CONSIDÉRANT QUE seul le message est lumineux;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs s'harmonisent bien avec les autres couleurs de l'enseigne et avec celles se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE les modifications de l'enseigne détachée ne rendent pas celle-ci prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est existant à la base de l'enseigne et que ce dernier est conservé;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise des travaux de modification à l'enseigne détachée du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 200 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

708/5/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 144, rue Lindsay – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 144 de la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.45);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment ayant une superficie approximative d'un virgule trente-neuf mètre carré (1,39 m2) sur la façade principale du bâtiment donnant vers la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres découpées et d'un module stylisé découpé d'une épaisseur d'environ deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est apposée sur le mur donnant vers la rue Lindsay, soit centrée entre les fenêtres de l'étage à au plus cinq virgule vingt-cinq mètres (5,25 m) du niveau du sol;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc et le beige;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par réflexion (cols de cygne);

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et sa localisation, l'enseigne utilise bien l'espace disponible aux fins d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son type et son traitement, ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante sur le bâtiment ainsi que dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par ses couleurs, son type et ses matériaux, l'enseigne s'harmonise bien avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa composition, son type et son traitement), l'affichage proposé s'inscrit globalement en continuité avec celui souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 144 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

709/5/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 439, rue Saint-Pierre – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 439 de la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.46);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment ayant une superficie approximative d'un virgule soixante-dix-neuf mètre carré (1,79 m2) sur la façade latérale gauche du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée d'un module découpé stylisé d'une épaisseur d'au moins zéro virgule soixante-quatre centimètre (0,64 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est apposée sur la façade latérale gauche du bâtiment, soit dans sa partie avant;

CONSIDÉRANT QUE la couleur de l'enseigne est le gris aluminium;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par réflexion (col de cygne);

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et sa localisation, l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son type et son traitement, ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante sur le bâtiment ainsi que dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par sa couleur, son type et ses matériaux, l'enseigne s'harmonise bien avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 439 de la rue Saint-Pierre, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

710/5/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 4522, boul. Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 4522 du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.47);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de trois virgule vingt-neuf mètres carrés (3,29 m2) sur la façade avant du bâtiment donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée d'une plaque murale de forme rectangulaire dont les extrémités sont arrondies et dont une partie du message déborde dans les parties supérieure et inférieure;

CONSIDÉRANT QUE la plaque murale a une épaisseur d'au moins deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm) et qu'une partie du message est réalisée en surélévation d'une épaisseur d'au moins deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm) sur cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est installée sur la façade principale du bâtiment donnant vers le boulevard Saint-Joseph, soit centrée sur le bandeau d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu pour le fond d'affichage et le jaune et le blanc pour le message ainsi que diverses couleurs en complément;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment, de par sa forme, ses types de matériaux utilisés et ses couleurs, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes existantes dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et son traitement, n'est pas prédominante sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation et ses dimensions, l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 4522 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

711/5/15- Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment situé au 2425, avenue Camille-Dreyfus – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2425 de l'avenue Camille-Dreyfus;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.48);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Faubourg Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent deux virgule cinq mètres carrés (102,5 m2) ayant deux (2) étages avec garage privé attenant;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du futur cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits, marquise), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « à quatre (4) versants » avec des jeux de pignon dans sans partie avant ce qui permet d'animer cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
pour la façade principale
- principalement de la brique-pierre de couleur grise;
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;

pour le mur latéral droit
- principalement du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;
- de la brique-pierre de couleur grise;

pour les murs latéral gauche et arrière
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles et s'harmonisent ensemble, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE de par son architecture (matériaux, fenestration, gabarit et style), le bâtiment s'intègre bien au milieu dans lequel il se retrouve;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière est aménagée à l'extrémité droite du terrain donnant vers l'avenue Camille-Dreyfus, permettant ainsi de bien desservir le site;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2425 de l'avenue Camille-Dreyfus, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

712/5/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure, d'installation d'une enseigne rattachée et de modification de l'enseigne détachée pour le bâtiment situé au 1250, boul. Lemire – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de modification à l'enseigne détachée du bâtiment et d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment situé au 1250 du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.49);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de modification d'enseigne détachée du bâtiment et d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- modifier une enseigne détachée du bâtiment laquelle est existante en cour avant donnant vers le boulevard Lemire, soit près de l'intersection dudit boulevard et de la rue Cardin;
- installer deux (2) enseignes (principale et secondaire) sur la façade principale du bâtiment donnant vers le boulevard Lemire;

Modification de l'enseigne détachée

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne détachée du bâtiment a une superficie approximative de six mètres carrés (6 m2), une largeur d'environ deux virgule quatre mètres (2,4 m) et une hauteur d'environ cinq virgule six mètres (5,6 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est modifiée par le remplacement des faces d'affichage, l'ajout d'une moulure dans sa partie supérieure et l'ajout d'un recouvrement d'aluminium sur la base de béton au sol;

CONSIDÉRANT QUE la moulure aménagée dans la partie supérieure a une hauteur approximative de quinze centimètres (15 cm) et qu'elle est de couleur bleue tel que la couleur du poteau de soutien existant;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des fascias sont, entre autres, le bleu, le rouge, le blanc et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs s'harmonisent bien entre elles et avec celles des composantes de l'enseigne (structure) ainsi qu'avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le fond des faces d'affichage et les messages sont lumineux;

CONSIDÉRANT QUE de par ses couleurs l'enseigne sur poteau n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est existant à la base de l'enseigne et que ce dernier est conservé;

Enseignes rattachées

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (enseignes principale et secondaire) ont une superficie d'environ un virgule quatre-vingt-six mètre carré (1,86 m²) et une superficie d'environ un virgule quarante-neuf mètre carré (1,49 m²) pour une superficie totale de trois virgule trente-cinq mètres carrés (3,35 m²);

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes sont composées d'une plaque murale non lumineuse de forme rectangulaire d'une épaisseur d'environ cinq centimètres (5 cm) sur laquelle un message est réalisé en surélévation d'une épaisseur d'au moins un virgule vingt-sept centimètre (1,27 cm);

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) plaques murales sont espacées l'une de l'autre d'au moins deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm) et qu'elles sont apposées l'une sous l'autre au centre de la face avant du pignon de toit au-dessus de l'entrée principale du commerce donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs d'une des enseignes sont, entre autres, le bleu, le blanc et le rouge et pour l'autre le rouge, le blanc et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes rattachées au bâtiment, de par leur forme, leur type de matériaux utilisés et leurs couleurs, s'intègrent bien au bâtiment et s'harmonisent avec les autres enseignes existantes dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes, de par leur superficie et leur traitement, ne sont pas prédominantes sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par leur localisation et leur dimension, les deux (2) enseignes utilisent bien l'espace disponible sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise des travaux de modification à l'enseigne détachée du bâtiment et d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 1250 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÈGLEMENTS :

713/5/15 - Avis de motion du règlement no 4622 modifiant le règlement no 3500 afin d'autoriser les camions de cuisine

La conseillère Isabelle Marquis donne avis de motion du règlement no 4622 modifiant le règlement no 3500 afin d'autoriser les camions de cuisine.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

714/5/15 - Dispense de lecture du règlement no 4622 modifiant le règlement no 3500 afin d'autoriser les camions de cuisine

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4622 relatif à la modification du règlement no 3500 afin d'autoriser les camions de cuisine dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

715/5/15 - Avis de motion du règlement 4561 modifiant le règlement de zonage afin d'autoriser les drapeaux publicitaires sur socle (beach flags) et les oriflammes selon certaines conditions

Le conseiller Alain Martel donne avis de motion du règlement no 4561 modifiant le règlement de zonage 4300 dans le but :

- d'autoriser les drapeaux publicitaires sur socle (beach flags) sur l'ensemble du territoire ainsi que les oriflammes pour les usages commerciaux situés en bordure des boulevards et des autoroutes, et de prévoir pour ces types d'affichage des normes relatives à l'implantation, aux dimensions, au nombre et aux matériaux.

Les zones visées pour les drapeaux publicitaires sur socle sont toutes les zones commerciales sur l'ensemble du territoire.
Les zones visées pour les oriflammes sont toutes les zones commerciales où l'affichage de type B et C est autorisé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

716/5/15 - Dispense de lecture du règlement no 4561 modifiant le règlement de zonage afin d'autoriser les drapeaux publicitaires sur socle (beach flags) et les oriflammes selon certaines conditions

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4561 modifiant le règlement de zonage 4300 dans le but :

- d'autoriser les drapeaux publicitaires sur socle (beach flags) sur l'ensemble du territoire ainsi que les oriflammes pour les usages commerciaux situés en bordure des boulevards et des autoroutes, et de prévoir pour ces types d'affichage des normes relatives à l'implantation, aux dimensions, au nombre et aux matériaux.

Les zones visées pour les drapeaux publicitaires sur socle sont toutes les zones commerciales sur l'ensemble du territoire.
Les zones visées pour les oriflammes sont toutes les zones commerciales où l'affichage de type B et C est autorisé.

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

717/5/15 - Adoption du projet de règlement 4561 – Zonage 4300

Il est proposé par le conseiller Alain Martel
appuyé par la conseillère Cathy Bernier

et résolu :

QUE le projet de règlement No 4561 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser les drapeaux publicitaires sur socle (beach flags) sur l'ensemble du territoire ainsi que les oriflammes pour les usages commerciaux situés en bordure des boulevards et des autoroutes, et de prévoir pour ces types d'affichage des normes relatives à l'implantation, aux dimensions, au nombre et aux matériaux.

Les zones visées pour les drapeaux publicitaires sur socle sont toutes les zones commerciales sur l'ensemble du territoire.
Les zones visées pour les oriflammes sont toutes les zones commerciales où l'affichage de type B et C est autorisé.

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

718/5/15 - Avis de motion du règlement 4616 modifiant le règlement de zonage 4300 (place Kubota)

Le conseiller Alain Martel donne avis de motion du règlement no 4616 modifiant le règlement de zonage 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone industrielle I-303, par contingentement, en plus des usages actuellement permis, l'usage spécifiquement créé « Vente au détail, service de location, de réparation et d'entretien de chariots élévateurs et d'empileurs de conteneurs » faisant partie des usages autorisés sous restriction, et ce, selon certaines conditions.

La zone industrielle I-303 inclut, de façon approximative, des terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Roch et de la place Kubota, entre les boulevards Saint-Joseph Ouest et Lemire Ouest.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

719/5/15 - Dispense de lecture du règlement no 4616 modifiant le règlement de zonage 4300 (place Kubota)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4616 modifiant le règlement de zonage 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone industrielle I-303, par contingentement, en plus des usages actuellement permis, l'usage spécifiquement créé « Vente au détail, service de location, de réparation et d'entretien de chariots élévateurs et d'empileurs de conteneurs » faisant partie des usages autorisés sous restriction, et ce, selon certaines conditions.

La zone industrielle I-303 inclut, de façon approximative, des terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Roch et de la place Kubota, entre les boulevards Saint-Joseph Ouest et Lemire Ouest.

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

720/5/15 - Adoption du projet de règlement 4616 – Zonage 4300

Il est proposé par le conseiller Alain Martel
appuyé par la conseillère Isabelle Marquis

et résolu :

QUE le projet de règlement No 4616 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

• d'autoriser à l'intérieur de la zone industrielle I-303, par contingentement, en plus des usages actuellement permis, l'usage spécifiquement créé « Vente au détail, service de location, de réparation et d'entretien de chariots élévateurs et d'empileurs de conteneurs » faisant partie des usages autorisés sous restriction, et ce, selon certaines conditions.

La zone industrielle I-303 inclut, de façon approximative, des terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Roch et de la place Kubota, entre les boulevards Saint-Joseph Ouest et Lemire Ouest.

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

721/5/15 - Résolution abrogeant la résolution no 1227/7/14 visant à autoriser l'implantation d'un nouveau commerce spécialisé dans la vente et la réparation de véhicules lourds au 5705, place Kubota

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'abrogation de la résolution **no 1227/7/14** visant à autoriser l'implantation d'un nouveau commerce spécialisé dans la vente et la réparation de véhicules lourds au 5705, place Kubota.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

722/5/15 - Avis de motion du projet de résolution relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser un commerce de vente et de réparation de motos au 1722 du boulevard Saint-Charles

La conseillère Catherine Lassonde donne avis de motion du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- d'autoriser les usages « 5594 - Vente au détail de motocyclettes, de motoneiges et de leurs accessoires » et « 6431 – Service de réparation de véhicules légers motorisés (motocyclette, motoneige, véhicule tout terrain) » faisant partie de la classe d'usages C-5 (Commerce artériel lourd) et de spécifier des conditions d'aménagement de terrain au 1722 du boulevard Saint-Charles, soit à l'intérieur de la zone industrielle I-601.

La zone industrielle I-601 est délimitée approximativement par le 3e Rang, le boulevard de l'Université, une limite située à une distance d'environ 400 mètres au sud-est de la rue Lambert et la voie ferrée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

723/5/15 - Dispense de lecture du projet de résolution relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser un commerce de vente et de réparation de motos au 1722 du boulevard Saint-Charles

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- d'autoriser les usages « 5594 - Vente au détail de motocyclettes, de motoneiges et de leurs accessoires » et « 6431 – Service de réparation de véhicules légers motorisés (motocyclette, motoneige, véhicule tout terrain) » faisant partie de la classe d'usages C-5 (Commerce artériel lourd) et de spécifier des conditions d'aménagement de terrain au 1722 du boulevard Saint-Charles, soit à l'intérieur de la zone industrielle I-601.

La zone industrielle I-601 est délimitée approximativement par le 3e Rang, le boulevard de l'Université, une limite située à une distance d'environ 400 mètres au sud-est de la rue Lambert et la voie ferrée.

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

724/5/15 - Adoption projet de résolution relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser un commerce de vente et de réparation de motos au 1722 du boulevard Saint-Charles

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde
appuyée par le conseiller Alain Martel

et résolu :

QUE le second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

• d'autoriser les usages « 5594 - Vente au détail de motocyclettes, de motoneiges et de leurs accessoires » et « 6431 – Service de réparation de véhicules légers motorisés (motocyclette, motoneige, véhicule tout terrain) » faisant partie de la classe d'usages C-5 (Commerce artériel lourd) et de spécifier des conditions d'aménagement de terrain au 1722 du boulevard Saint-Charles, soit à l'intérieur de la zone industrielle I-601.

La zone industrielle I-601 est délimitée approximativement par le 3e Rang, le boulevard de l'Université, une limite située à une distance d'environ 400 mètres au sud-est de la rue Lambert et la voie ferrée;

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de résolution peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

725/5/15 - Adoption du second projet de règlement no 4617-1 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Alain Martel
appuyé par le conseiller Daniel Pelletier

et résolu:

QUE le second projet de règlement No 4617-1 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

· d'autoriser les usages « 6611 - Service de construction résidentielle (entrepreneur général) », « 6612 - Service de construction non résidentielle industrielle (entrepreneur général) » et « 6613 - Service de construction non résidentielle commerciale et institutionnelle (entrepreneur général) » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction) à l'intérieur de la zone industrielle I-336.

La zone industrielle I-336 est délimitée approximativement par l'arrière-lot des terrains situés de chaque côté de la rue Cormier, et ce, entre la rivière Saint-Germain, la rue Haggerty (pour le côté sud-ouest de la rue Cormier) et une limite située à environ 115 mètres au sud-est de la rue Janelle (pour le côté nord-est de la rue Cormier).

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

726/5/15 - Adoption du second projet de règlement relatif aux projets PPCMOI afin d'autoriser la construction d'un bâtiment de 14 logements répartis sur 3 étages au 510 de la rue Bérol

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde
appuyée par la conseillère Isabelle Marquis

et résolu:

QUE le second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- d'autoriser la construction d'une habitation multifamiliale (H-6) de 3 étages comprenant 14 logements et de modifier les dispositions relatives à la mixité, au nombre de logements, à la densité, à la distance d'une remise par rapport au bâtiment et au nombre minimal de cases de stationnement, le tout selon certaines conditions, et ce, sur les lots 3 426 734 et 3 426 735, soit au 510 de la rue Berol.

La zone commerciale C-0056 visée par la demande est délimitée approximativement par les lignes arrière des lots situés de part et d'autre de la rue Saint-Jean, et ce, entre la rue des Corsetières et le boulevard Saint-Joseph;

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de résolution peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

727/5/15 - Adoption du second projet de résolution relatif aux projets PPCMOI - 4606 du boulevard Saint-Joseph

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard
appuyé par le conseiller Daniel Pelletier

et résolu:

QUE le second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « 3978 - Atelier d'artisan de fabrication d'enseignes » faisant partie de la classe d'usages I-3 (industrie semi-lourde) et de spécifier des conditions d'aménagement de terrain au 4606 du boulevard Saint-Joseph.

La zone commerciale C-1226 est délimitée approximativement par l'arrière des terrains donnant du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph, et ce, d'une distance d'environ 130 mètres vers le nord-ouest à partir de la 3^{e} Allée et d'environ 125 mètres vers le sud-est à partir de la 8^{e} Allée;

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de résolution peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

728/5/15 - Adoption de la résolution relative aux projets PPCMOI – 720 du boulevard René-Lévesque

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier
appuyée par le conseiller Daniel Pelletier

et résolu:

QUE la résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- de permettre, dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment principal, l'ensemble des usages commerciaux faisant partie la classe d'usages C-3 (bureau) et de réduire les exigences relatives au rapport minimal d'espace bâti/terrain, selon certaines conditions, au 720 du boulevard René-Lévesque.

La zone commerciale C-407, à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande, comprend de façon approximative, les propriétés adjacentes au côté sud du boulevard René-Lévesque, et ce, entre le boulevard des Pins et la rue Saint-Amant;

soit et est adoptée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

729/5/15 - Adoption de la résolution relative aux projets PPCMOI – 930, rue Montplaisir

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde
appuyée par le conseiller Alain Martel

et résolu:

QUE la résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

• d'autoriser la construction d'une habitation unifamiliale et ses constructions accessoires au 930 de la rue Montplaisir, selon certaines conditions;

La zone communautaire P-646 inclut des terrains situés en bordure et à l'est de la rue Montplaisir entre l'arrière lot des terrains donnant vers la rue du Richelieu et la limite nord-ouest des lots 4 396 117 et 4 396 118.

soit et est adoptée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

730/5/15 - Adoption du règlement no 4618 – Construction no 4302

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4618 a été donné (réf: 611/4/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4618, amendant le règlement de construction no 4302 dans le but :

- d'ajouter des normes relatives aux escaliers menant à la toiture principale des bâtiments de plus de six (6) étages.

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller John Husk, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

731/5/15 - Adoption du règlement no 4612-1 – Zonage 4300

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde
appuyée par la conseillère Isabelle Marquis

et résolu:

QUE le règlement No 4612-1 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

• d'autoriser dans la zone rurale R-9220, les bâtiments principaux et les constructions accessoires en bordure d'un chemin privé.

La zone rurale est délimitée approximativement par la rivière Saint-François, la rue du Repos, l'arrière-lot des terrains donnant sur le chemin Hemming sur une distance d'environ 150 mètres vers l'ouest à partir de la rue Aurèle;
soit et est adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

732/5/15 - Adoption du règlement no 4526 - Permis et certificats no 4303

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde
appuyée par le conseiller Alain Martel
et résolu:

QUE le règlement No 4526 amendant le règlement de permis et certificats No 4303 dans le but :

• de soustraire de l'obligation d'être desservis par le service d'égout, les terrains destinés à être construits, et ce, pour la zone communautaire P-646.

La zone communautaire P-646 inclut des terrains situés en bordure et à l'est de la rue Montplaisir entre l'arrière lot des terrains donnant vers la rue du Richelieu et la limite nord-ouest des lots 4 396 117 et 4 396 118;

soit et est adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

733/5/15 - Adoption du règlement no 4619 abrogeant le règlement no 4571 relatif à l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2015

Lecture est donnée du règlement no 4619 abrogeant le règlement no 4571 relatif à l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2015.

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

734/5/15 - Adoption du règlement no 4620 prévoyant une modification au règlement no 3500 afin de rendre conforme la tarification applicable pour la célébration de mariages civils et d'unions civiles

Lecture est donnée du règlement no 4620 prévoyant une modification au règlement no 3500 afin de rendre conforme la tarification applicable pour la célébration de mariages civils et d'unions civiles.

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

735/5/15 - Adoption du règlement no 4621 décrétant des travaux relatifs à la construction d'une patinoire réfrigérée extérieure et nécessitant un emprunt de 2 150 311,98 $

Lecture est donnée du règlement no 4621 décrétant des travaux relatifs à la construction d'une patinoire réfrigérée extérieure et nécessitant un emprunt de 2 150 311,98 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

- Le conseiller Alain Martel invite la population à la marche de l'espoir au profit de la Société canadienne de la sclérose en plaques le 24 mai prochain.

- Le conseiller Alain Martel félicite les deux récipiendaires du prix Hommage bénévolat-Québec soit Yan Grisé (animation jeunesse) et le Centre d'action bénévole.

- La conseillère Cathy Bernier invite la population à venir célébrer la Journée champêtre du 9 mai 2015 au parc Sainte-Thérèse.

- Le conseiller Vincent Chouinard félicite le club de natation *Les Requins* pour leur 3e position au Championnat provincial de natation par équipe.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Prochaine assemblée du conseil

Monsieur le maire suppléant informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 19 mai 2015.

736/5/15 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 00.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) MÉLANIE OUELLET,
Greffière.

(Signé) ROBERTO LÉVEILLÉE
Maire suppléant.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

19 MAI 2015

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 19 mai 2015, à compter de 19 h 30 ***sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

- Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet

- Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

737/5/15 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

738/5/15 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 4 mai 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 4 mai 2015 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- d'un avis de versement d'aide financière par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- d'un avis confirmant une subvention découlant du Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local par le Ministre des Transports;

ainsi que d'une lettre de remerciements provenant d'un organisme.

DIRECTION GÉNÉRALE :

739/5/15 - Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 12 mai 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

740/5/15 - Maintien de la mission de participation citoyenne des jeunes des Forum jeunesse

CONSIDÉRANT QUE le 22 avril 2015 le gouvernement du Québec a annoncé l'abolition des Forums jeunesse du Québec en date du 30 juin 2015 ;

CONSIDÉRANT QUE la mission du Forum jeunesse Centre-du-Québec est la suivante :

- Favoriser la participation citoyenne des jeunes de 12-35 ans ;
- Gérer le Fonds régional d'investissement jeunesse ;
- Concerter les partenaires jeunesse de la région ;
- Mobiliser et représenter les jeunes de la région ;

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'administration du Forum jeunesse Centre-du-Québec est composé à 100 % de jeunes de moins de 35 ans suivant le principe du « par et pour les jeunes » ;

CONSIDÉRANT QUE les jeunes leaders siégeant au Forum jeunesse Centre-du-Québec ainsi que l'agent de participation citoyenne y travaillant possèdent une expertise importante en matière de participation citoyenne des jeunes ;

CONSIDÉRANT QUE les jeunes de 18 à 35 ans composent 20 % de la population du Québec, mais seulement 9 % des élus municipaux ;

CONSIDÉRANT QUE la relève est un enjeu important dans le monde municipal ;

Il est proposé par le conseiller John Husk et appuyé par le conseiller William Morales et unanimement résolu que la Ville de Drummondville demande au gouvernement du Québec le maintien de la mission de participation citoyenne des jeunes du Forum jeunesse Centre-du-Québec ainsi que les fonds qui y sont attachés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES FINANCES :

741/5/15 - Contrôle des matériaux par un laboratoire – Travaux de réfection de rues 2015
(Soumission no DR15-INV-047 – Ouverture 12.05.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de la compagnie LVM au montant total de 61 701,33 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

742/5/15 - Travaux de pavage et bordures de secteur pour l'année 2015
(Soumission no DR15-PUB-020 - Ouverture 30.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie Sintra inc. au montant de 3 485 446,95 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme, le tout conditionnellement à l'approbation de différents règlements d'emprunt par le Ministère des Affaires municipales et Occupation du Territoire (MAMOT).

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

743/5/15 - Fourniture et livraison de quatre (4) serveurs et des accessoires
(Soumission no DR15-INV-045 – Ouverture 07.05.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la soumission de la compagnie Groupe info Plus au montant total de 52 308,06 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

744/5/15 - Service de location d'une salle de réception avec service de traiteur pour la tenue de la soirée de Noël des employés municipaux 2015-2018
(Soumission no DR15-INV-044 – Ouverture 24.04.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que la soumission de la compagnie Centrexpo-Cogeco au montant de 71 916,85 $ (taxes incluses et avant les indexations annuelles) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

745/5/15 - Fourniture et livraison d'un véhicule de type VUS intermédiaire (Soumission no DR15-INV-052 – Ouverture 08.05.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de la compagnie Tradition Ford Ltée au montant total de 40 485 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

746/5/15 - Fourniture et livraison de deux (2) véhicules de type VUS multisegment (Soumission no DR15-INV-053 – Ouverture 08.05.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la soumission de la compagnie Garage Montplaisir Ltée au montant total de 55 703,09 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

747/5/15 - Fourniture et programmation d'équipements de radiocommunication (Soumission no DR15-PUB-023 – Ouverture 06.05.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie Centre de téléphonie mobile Ltée au montant total de 97 303,34 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

748/5/15 - Disposition de mobiliers usagés de la Ville au profit d'organismes culturels, sportifs ou communautaires (Soumission no DR15-DIS-003)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville dispose des ensembles de mobiliers de bureau usagés de la Ville en les offrant à la Ressourcerie Transition, et ce, après avoir offert ce mobilier à l'ensemble des services de la Ville de Drummondville pour combler les besoins internes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

749/5/15 - Approbation des critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels – Services techniques – Refonte du site internet de la Ville (Soumission no DR15-INV-056)

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels « Services techniques – Refonte du site internet de la Ville », et ce, selon le tableau suivant :

CRITÈRES		Pondération
1.	**Respect des spécifications**	
1.1	Compréhension des besoins et proposition de solutions adaptées	/25
1.2	Possibilités d'évolution et choix de la plateforme	/20
2.	**Méthodologie**	
2.1	Échéancier cohérent avec la date de livraison souhaitée	/15
2.2	Qualité et détail de l'offre de service	/5
3.	**Compétence et expertise de la firme**	
3.1	Expertise de l'équipe	/10
3.2	Mandats et expérience similaires	/5
4.	**Respect du budget**	/20
POINTAGE FINAL		/100

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES :

750/5/15 - Nomination de monsieur Marco Roy au poste permanent d'ouvrier au Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Marco Roy au poste permanent d'ouvrier au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 280, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conforme à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

751/5/15 - Embauche de monsieur Patrick Forget au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Patrick Forget au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera à déterminer par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

GREFFE ET SERVICES JURIDIQUES :

752/5/15 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec la compagnie 9260-0204 Québec inc. concernant le prolongement du développement domiciliaire Les Jardins St-Laurent

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec la compagnie 9260-0204 Québec inc. pour le prolongement du développement domiciliaire Les Jardins St-Laurent.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

753/5/15 - Mandat aux Services exp inc. – Prolongement du développement domiciliaire Les Jardins St-Laurent (génie)

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Services exp inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux pour le prolongement du développement domiciliaire Les Jardins St-Laurent, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée; et qu'elle s'engage à entretenir le bassin de rétention des eaux pluviales et à tenir un registre d'exploitation et d'entretien.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

754/5/15 - Mandat aux Services exp inc. – Prolongement du développement domiciliaire Les Jardins St-Laurent (laboratoires)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Services exp inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement du développement domiciliaire Les Jardins St-Laurent, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

755/5/15 - Signature d'un addenda à la convention d'achat des plans relatifs à la construction du campus de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un addenda à la convention d'achat des plans relatifs à la construction du campus de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

756/5/15 - Acceptation de l'offre d'achat à intervenir avec monsieur Eugène Laplante pour l'immeuble situé au 2627 du boulevard Mercure

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'offre d'achat à intervenir avec monsieur Eugène Laplante pour l'immeuble situé au 2627 du boulevard Mercure.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

TRANSPORT EN COMMUN / STATIONNEMENT / MESURES D'URGENCE / DÉVELOPPEMENT SOCIAL :

SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE :

SERVICE DES LOISIRS :

757/5/15 - Attestation des travaux de rehaussement des glissières existantes pour la piste cyclable du pont de la Traverse

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville atteste les travaux de rehaussement des glissières existantes pour la piste cyclable du pont de la Traverse.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

758/5/15 - Autorisation au Centre communautaire St-Joachim – Tenue de la Fête nationale le mardi 23 juin 2015 ainsi qu'un feu de joie, feux d'artifice et fermeture de rue

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire St-Joachim à tenir la Fête nationale le mardi 23 juin 2015 ainsi qu'un feu de joie, feux d'artifice et fermeture de la rue Principale, le tout sur approbation du Service de sécurité incendie et selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

La Ville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

759/5/15 - Autorisation à la Résidence l'Ermitage – Tenue d'une fête de rue sur le site du 540 de la rue Berol dans le cadre des festivités de la St-Jean-Baptiste le mercredi 24 juin 2015

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Résidence l'Ermitage à tenir une fête de rue sur le site du 540 de la rue Berol dans le cadre des festivités de la St-Jean-Baptiste le mercredi 24 juin 2015 et fermeture de la rue Berol de la rue Saint-Jean jusqu'au cul-de-sac de 9 h à 14 h, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

La Ville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

760/5/15 - Autorisation à la Société Alzheimer Centre-du-Québec – Tenue d'un bazar au profit de la fondation le samedi 6 juin 2015 sur le site du 540 de la rue Berol (résidences l'Ermitage) et fermeture de rue

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société Alzheimer Centre-du-Québec à tenir un bazar au profit de la fondation le samedi 6 juin 2015 sur le site du 540 de la rue Berol (résidences l'Ermitage) et fermeture de la rue Berol de la rue Saint-Jean jusqu'au cul-de-sac de 7 h à 15 h, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

761/5/15 - Autorisation à Siemens Canada Limitée – Installation d'un chapiteau les 9 et 10 juin 2015 sur le site du 1500 de la rue Janelle

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Siemens Canada Limitée à procéder à l'installation d'un chapiteau les 9 et 10 juin 2015 sur le site du 1500 de la rue Janelle, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

762/5/15 - Autorisation au Tour CIBC Charles-Bruneau – Tenue d'une cérémonie d'arrivée à la place St-Frédéric le mardi 7 juillet 2015 et autorisation de fermeture de rue

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Tour CIBC Charles-Bruneau à tenir une cérémonie d'arrivée à la place St-Frédéric le mardi 7 juillet 2015 et autorisation de fermeture de la rue Girouard à compter de 3 h jusqu'à 6 h 30.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

763/5/15 - Autorisation à Vélocité Drummondville – Tenue de l'activité Tour du silence le mercredi 20 mai 2015

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Vélocité Drummondville à tenir l'activité Tour du silence le mercredi 20 mai 2015 de 18 h 30 à 20 h, le tout selon un trajet autorisé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

764/5/15 - Autorisation aux commerçants de la rue Heriot – Tenue d'une vente trottoir du 9 au 19 juillet 2015 et fermeture de rue

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les commerçants de la rue Heriot à tenir une vente trottoir du 9 au 19 juillet 2015 et la fermeture de la Heriot entre les rues Marchand et Loring pour la tenue de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

765/5/15 - Prêt d'équipement pour la Soirée toges et mortiers qui se tiendra le mercredi 20 mai 2015 à l'école secondaire Marie-Rivier

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le prêt d'équipement pour la Soirée toges et mortiers qui se tiendra le mercredi 20 mai 2015 à l'école secondaire Marie-Rivier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

766/5/15 - Prêt d'équipement à l'école Jeanne-Mance pour la période estivale du 1er mai au 1er novembre 2015

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le prêt d'estrades à l'école Jeanne-Mance pour la période estivale du 1er mai au 1er novembre 2015 afin de permettre aux gens d'assister aux différentes parties de hockey offertes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

767/5/15 - Subvention de 15 000 $ - Programme de bourses aux jeunes athlètes en sport amateur

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 15 000 $ dans le cadre du programme de bourses aux jeunes athlètes en sport amateur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

768/5/15 - Subvention de 1 500 $ - Comité des citoyens du quartier St-Joseph

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ au comité des citoyens du quartier St-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

769/5/15 - Signature d'une entente à intervenir avec la Maison de quartier de Drummondville inc. pour subvention au fonctionnement

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec la Maison de quartier de Drummondville inc. pour une subvention au fonctionnement. Ladite entente est valide pour l'année 2015 et comprend le versement d'une subvention de 15 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

770/5/15 - Nomination de monsieur Pierre Ferland, récipiendaire du prix Dollard-Morin

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par la conseillère Cathy Bernier, et résolu que la Ville de Drummondville nomme monsieur Pierre Ferland, récipiendaire du prix Dollard-Morin.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES ARTS, CULTURE ET IMMIGRATION :

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT :

771/5/15 - Appui à la démarche Par notre PROPRE énergie

CONSIDÉRANT que l'utilisation du pétrole représente 38 % de l'énergie consommée au Québec malgré l'importante part de l'hydroélectricité (40 %);

CONSIDÉRANT que l'importation de pétrole entraîne une fuite de capitaux de l'ordre de dix à vingt milliards de dollars, somme qui rapporterait davantage si elle était investie ici au Québec;

CONSIDÉRANT que l'utilisation du pétrole affecte la santé publique et contribue à l'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, responsables des changements climatiques;

CONSIDÉRANT que les dépenses des ménages pour le transport privé ont récemment dépassé celles pour l'alimentation;

CONSIDÉRANT que la mise en œuvre d'une stratégie visant la réduction de la consommation de pétrole apporterait de nouvelles et grandes opportunités pour le développement des territoires du Québec, tout en étant bénéfique pour l'économie, l'environnement et la santé publique;

CONSIDÉRANT que le Québec dispose de ressources considérables en matière d'économie d'énergie, d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables;

CONSIDÉRANT que la mise en œuvre de la démarche Par notre PROPRE énergie a jusqu'ici permis :

- la formation de trois tables thématiques régionales sur la réduction de la consommation de pétrole réunissant des acteurs clés du Centre-du-Québec, et de trois comités de travail pour l'élaboration de projets prioritaires;
- la réalisation d'un portrait et diagnostic de la dépendance au pétrole au Centre-du-Québec qui identifie les principaux facteurs responsables de la dépendance au pétrole, permet de dégager les principaux enjeux énergétiques locaux et de pointer les axes d'intervention prioritaires;
- l'élaboration d'un plan d'action régional qui présente les principales interventions à réaliser pour amorcer la réduction de la consommation de pétrole;
- la planification et l'amorce d'actions concrètes pour notre région, dont une activité de sensibilisation et de mobilisation sur les retombées d'une diminution de la consommation de pétrole;
- la mise en valeur des initiatives pour démontrer leur faisabilité et les bénéfices qui en découlent, entre autres, par la Vitrine web des initiatives du Québec sans pétrole.

CONSIDÉRANT que les tables thématiques régionales sur la réduction de la consommation de pétrole au Centre-du-Québec sont actives depuis 2013 grâce au soutien du Gouvernement du Québec mais aussi des parties prenantes régionales et locales;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu ce qui suit :

- QUE le conseil de la Ville de Drummondville fait part de son appui à la démarche Par notre PROPRE énergie;
- QUE la Ville de Drummondville demande au Gouvernement du Québec de soutenir adéquatement le déploiement durable d'une telle démarche, autant par un engagement moral et politique fort, mais également par un soutien financier à la hauteur des moyens que requiert la mise en œuvre de cette nécessaire transition énergétique.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

772/5/15 - Appui à la mission Pro-Consigne Québec

CONSIDÉRANT que la consigne est le seul système permettant de recycler 100 % de la matière récupérée (verre, plastique et aluminium);

CONSIDÉRANT que grâce à un tri à la source par le consommateur, la consigne contribue à hausser la qualité et la valeur des matières récupérées ;

CONSIDÉRANT que la consigne permet d'atteindre des taux de récupération inégalés, soit de 98 % pour les contenants à remplissage multiple de bière et de 76 % pour les contenants à remplissage unique (bière et boissons gazeuses);

CONSIDÉRANT que le système de consignation ne coûte rien aux contribuables, aux municipalités ou à l'État québécois, car ce sont les principes de pollueur-payeur et de responsabilité élargie des producteurs qui sous-tendent la pérennité du système ;

CONSIDÉRANT que la consigne assure le maintien de plusieurs centaines d'emplois de qualité au Québec dans les secteurs de la production, de la distribution, du traitement, de la récupération et de la fabrication des contenants ;

CONSIDÉRANT que la consigne représente un outil permettant de soutenir financièrement des organismes communautaires et des personnes dans le besoin ;

CONSIDÉRANT que les systèmes de consigne et de collecte sélective sont complémentaires et doivent fonctionner en synergie, si l'on veut récupérer le plus de matières possible ;

CONSIDÉRANT que plusieurs entreprises et organismes travaillent présentement pour abolir le système public de consignation au Québec;

CONSIDÉRANT que le maintien, la bonification et l'élargissement de la consigne pourraient résulter, entre autres, en des économies pour les municipalités ;

CONSIDÉRANT que Pro-Consigne Québec regroupe plus de 90 organismes environnementaux, entreprises privées, associations, syndicats et municipalités qui ont à cœur le maintien et la bonification des systèmes de consigne publique et privée au Québec ;

CONSIDÉRANT que Pro-Consigne Québec a pour mission de détourner de l'élimination le plus grand nombre de contenants qui soit et contribuer à hausser la qualité des matières recyclables récupérées en maintenant et en améliorant le système de consignation actuel ;

CONSIDÉRANT qu'afin de contribuer à la réalisation de sa mission, Pro-Consigne Québec fait la promotion d'actions et de mesures concrètes, notamment:

- L'augmentation des montants de consignation sur certains types de contenants;
- L'élargissement de la consigne à d'autres types de contenants ou de boissons;
- L'évaluation de la pertinence d'implanter différents types de consignes en fonction des contenants mis en marché;
- L'amélioration de l'information, de la sensibilisation et de l'éducation face à l'importance du système de la consignation des contenants au Québec;
- L'évaluation des systèmes de retour des contenants consignés afin d'en faciliter leur utilisation.

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller William Morales et résolu que la Ville de Drummondville appuie la mission de Pro-Consigne Québec et devienne ainsi membre du projet et qu'une copie certifiée de ladite résolution soit transmise par les autorités de la Ville au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques ainsi qu'au député de Drummond-Bois-Francs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DE L'INGÉNIERIE :

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS :

SERVICE DE L'URBANISME :

773/5/15 - Signature d'un contrat d'acquisition des lots 3 920 900, 3 920 902, 3 920 904, 3 920 905 et 3 920 909 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond adjugé à la Ville de Drummondville pour non-paiement de taxes

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat d'acquisition des lots 3 920 900, 3 920 902, 3 920 904, 3 920 905 et 3 920 909 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond adjugé à la Ville de Drummondville pour non-paiement de taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

774/5/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 3100 de la rue Kunz

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de permettre la toile à titre de matériaux utilisés pour deux (2) enseignes rattachées au bâtiment principal, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 518 499 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond soit au 3100 de la rue Kunz, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.28);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite installer, dans le cadre du projet de construction d'une usine de fabrication de panneaux isolants de polyisocyanurate, entre autres, deux (2) enseignes rattachées dont le fascia sera formé de toile;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, la toile de fait pas partie des matériaux autorisés pour une enseigne rattachée;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du projet déposé, deux (2) enseignes rattachées, soit une donnant vers l'autoroute Jean-Lesage et une deuxième (2^{e}) donnant vers la rue Kunz seront installées sur le bâtiment en utilisant la toile à titre de matériau utilisé sur le fascia des enseignes;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet :

- il n'existe pas de plastique assez grand pour avoir qu'une seule face uniforme pour fabriquer la partie « Mammouth » du projet d'enseigne Soprema;
- pour les enseignes de grand format, il est fortement recommandé d'utiliser des toiles, car en utilisant le plastique on se retrouve avec des joints qui risquent de travailler avec les années et laisser voir une ouverture qui sera amplifiée le soir;
- il est fortement recommandé d'utiliser une toile flexible au vent, contrairement au plastique qui peut casser ou bouger au niveau des joints;
- nous ne voulons pas revivre les mêmes inconvénients qu'apporte l'enseigne rattachée au bâtiment situé au 1688 de la rue Jean-Berchmans-Michaud (usine Soprema);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne visée par la demande respecte les autres dispositions du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure respecte les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu des inconvénients reliés à l'utilisation du plastique pour les enseignes de grande dimension;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Annick Bellavance, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de permettre la toile à titre de matériau utilisé pour deux (2) enseignes rattachées au bâtiment principal, et ce, sur le terrain formé du lot 5 518 499 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond soit au 3100 de la rue Kunz.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

775/5/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 320 du boulevard Saint-Joseph

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la distance maximale entre une enseigne principale et une enseigne secondaire rattachées au bâtiment et autoriser une enseigne rattachée principale apposée sur le dessus d'une marquise, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 704 668 du cadastre officiel du Québec de la circonscription de Drummond, soit au 320 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.21);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite installer sur la façade de son bâtiment commercial deux (2) enseignes rattachées soit l'enseigne principale « BÂTON ROUGE » d'une superficie de quatre virgule soixante et un mètres carrés (4,61 m^2) et l'enseigne secondaire « BR » d'une superficie d'un virgule trente-neuf mètre carré (1,39 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes rattachées à la façade principale du bâtiment principal font face au boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne principale « BÂTON ROUGE » est apposée sur le dessus de la marquise;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne secondaire « BR » est localisée sur le mur du bâtiment, sur le module de l'entrée principale et centrée dans la partie supérieure de celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE la distance entre l'enseigne principale et l'enseigne secondaire atteint six virgule neuf mètres (6,9 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage :
- la distance maximale entre une enseigne principale et une enseigne secondaire est établie à un virgule cinq mètre (1,5 m), ce qui constitue une irrégularité de cinq virgule quatre mètres (5,4 m);
- une enseigne rattachée au bâtiment doit être posée à plat sur un mur du bâtiment, sur les faces d'une marquise ou sur les faces d'un auvent;
- une enseigne rattachée au bâtiment ne doit pas dépasser les limites de la marquise sur laquelle elle est installée;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :
- les superficies respectives des deux (2) enseignes et la superficie totale de celles-ci respectent les dispositions du règlement de zonage;
- le projet d'enseignes proposé permet de bonifier l'image globale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les principes de la réglementation sont d'obtenir une meilleure intégration des enseignes au bâtiment principal auquel elles sont rattachées et de limiter globalement l'impact de l'affichage dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des normes d'affichage a pour objectif d'améliorer globalement le paysage urbain du boulevard Saint-Joseph et de la ville de Drummondville;

Distance maximale entre les deux (2) enseignes rattachées

CONSIDÉRANT QUE le fait que l'enseigne secondaire soit constituée que de deux (2) lettres et d'une superficie de seulement un virgule trente-neuf mètre carré (1,39 m^2) a pour effet de rendre celle-ci moins prédominante sur le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE la distance entre l'enseigne principale et l'enseigne secondaire est en lien avec le langage architectural du bâtiment sans toutefois augmenter la prédominance de l'affichage rattaché au bâtiment dans le paysage urbain;

Enseigne rattachée principale apposée sur le dessus d'une marquise

CONSIDÉRANT QUE l'installation de l'enseigne excédant les limites de la marquise n'a pas pour effet de la rendre prédominante sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE, de par ses dimensions et sa localisation, l'enseigne utilise bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne « BÂTON ROUGE » possède une épaisseur de zéro virgule zéro-huit mètre (0,08 m) ce qui contribue à rendre celle-ci moins prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage en matière d'affichage pour cette partie du territoire de la ville;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, étant donné que le projet soumis s'inscrit dans le contexte de la nouvelle signature architecturale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter d'un virgule cinq mètre (1,5 m) à sept mètres (7 m) la distance maximale entre une enseigne principale et une enseigne secondaire rattachée au bâtiment et autoriser une enseigne rattachée principale apposée sur le dessus d'une marquise aux conditions suivantes :

- que l'enseigne « BÂTON ROUGE » possède une épaisseur maximale de zéro virgule zéro-huit mètre (0,08 m);
- qu'aucune enseigne sur socle, sur muret ou sur poteau ne soit autorisée sur le terrain, et ce nonobstant toute autre disposition inconciliable du règlement de zonage;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 704 668 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 320 du boulevard Saint-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

776/5/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 375 rue de la Taïga

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal projeté, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 457 416 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 375 de la rue de la Taïga, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.51);

CONSIDÉRANT QUE le terrain loti possède une ligne arrière brisée et de forme irrégulière;

CONSIDÉRANT QUE la forme de la ligne arrière est due à la configuration des lots donnant sur le boulevard Patrick qui étaient existants lors du lotissement relatif au projet domiciliaire de la rue de la Taïga;

CONSIDÉRANT QUE lors de l'acceptation du plan concept d'aménagement pour la rue de la Taïga, il n'y avait pas de possibilité de réaliser un lot ayant une configuration différente sans affecter les autres lots présents sur la rue de la Taïga;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal projeté est de neuf mètres (9 m);

CONSIDÉRANT QU'un plan d'implantation préparé en janvier 2015 par un arpenteur-géomètre soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit plan établit à sept mètres (7 m) la marge arrière projetée lors de l'implantation d'un nouveau bâtiment, ce qui représente une irrégularité de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QUE le scénario soumis propose une implantation établie aux distances minimales des marges fixées par le règlement de zonage (sauf pour la marge arrière);

CONSIDÉRANT QUE la résidence qui sera construite pourrait être plus petite que celle proposée sur le plan d'implantation;

CONSIDÉRANT QUE seule une portion de la cour arrière, soit une longueur maximale de dix virgule quarante-deux mètres (10,42 m) de la ligne arrière, sera affectée par la diminution de la marge arrière;

CONSIDÉRANT QUE le requérant fait une demande avant de recevoir une offre d'achat pour ce terrain afin d'éviter des délais supplémentaires pour l'acheteur lors de la construction;

CONSIDÉRANT QUE la résidence qui sera construite respectera les marges minimales indiquées au plan d'implantation projeté;

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par le requérant pour justifier la demande est à l'effet que la forme du lot actuel limite considérablement la superficie d'un bâtiment qui pourrait être implanté sur celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de la forme irrégulière du lot;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain ne portera pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de neuf mètres (9 m) à sept mètres (7 m) la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal projeté, **à la condition** que la longueur de la ligne arrière où la marge arrière est dérogatoire n'excède pas dix virgule cinq mètres (10,5 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 457 416 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 375 de la rue de la Taïga.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

777/5/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1205 du boulevard Saint-Charles

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge avant minimale et la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal existant et de diminuer la distance entre le garage privé isolé et la ligne latérale gauche de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 350 699 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1205 du boulevard Saint-Charles, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.52);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal existant de structure isolée et composé d'un abri d'auto a été construit, avec permis, sur le site visé par la demande en 1974;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé isolé a été construit en 2001;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'un certificat de localisation préparé au mois de mars 2015 en vue de la vente de l'immeuble a permis de constater la non-conformité :
- de la marge avant qui est établie à six virgule quarante-deux mètres (6,42 m);
- de la marge latérale gauche qui est établie à un virgule zéro un mètre (1,01 m);
- de la distance entre le garage privé isolé et la ligne latérale gauche qui est établie à zéro virgule quarante-deux mètre (0,42 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur :
- la marge avant minimale applicable au bâtiment principal est de huit virgule quatorze mètres (8,14 m), ce qui constitue une irrégularité d'un virgule soixante-douze mètre (1,72 m);
- la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal est de deux mètres (2 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule quatre-vingt-dix-neuf mètres (0,99 m);
- la distance minimale entre un garage privé isolé et une ligne de terrain est de un mètre (1 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule cinquante-huit mètres (0,58 m);

CONSIDÉRANT QU'à l'époque de la construction :
- la marge avant minimale était établie à sept virgule soixante-deux mètres (7,62 m);
- la marge latérale gauche minimale était établie à un virgule vingt-deux mètre (1,22 m);
- la distance minimale entre un garage privé isolé et une ligne latérale de terrain était établie à zéro virgule soixante-quinze mètre (0,75 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire est de :
- dix virgule trente-deux mètres (10,32 m) pour la marge avant applicable au bâtiment principal;
- dix virgule quarante-deux mètres (10,42 m) pour la marge latérale gauche applicable au bâtiment principal;
- huit virgule zéro un mètres (8,01 m) pour le mur du garage privé isolé où la distance avec la ligne latérale gauche de terrain est dérogatoire;

CONSIDÉRANT QUE les motifs suivants ont été invoqués par la requérante pour justifier la demande sont à l'effet que :
- le déplacement du bâtiment principal représenterait un coût trop élevé;
- la propriétaire a mentionné que la distance du garage de la ligne latérale gauche de terrain a été mesurée en fonction de la clôture présente sur le terrain;
- lors de la réalisation du certificat de localisation, il a été constaté que la clôture n'a pas été implantée sur la ligne de terrain et qu'elle empiète de plusieurs centimètres sur le terrain voisin;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de l'existence de la résidence principale depuis quarante et un ans (41) ans et du garage depuis quatorze (14) ans;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, le garage est très visible de la voie de circulation (boulevard Saint-Charles) et qu'il serait pertinent de prévoir une condition afin d'atténuer l'impact de la dérogation;

CONSIDÉRANT QUE le comité juge opportun de fixer comme condition des travaux de rafraichissement de peinture sur la toiture;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction des marges avant et latérale gauche ainsi que de la distance entre le garage privé isolé et la ligne de terrain respectent, en général, les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, l'application du règlement relatif aux marges avant et latérale gauche ainsi qu'à l'implantation du garage privé isolé a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu du projet de vente de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction du bâtiment principal semblent avoir été effectués de bonne foi à l'époque;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de :

- diminuer de huit virgule quatorze mètres (8,14 m) à six virgule quarante-deux mètres (6,42 m) la marge avant minimale, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas dix virgule trente-deux mètres (10,32 m);
- diminuer de deux mètres (2 m) à un virgule zéro un mètre (1,01 m) la marge latérale gauche minimale, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas dix virgule quarante-deux mètres (10,42 m);
- diminuer de un mètre (1 m) à zéro virgule quarante-deux mètre (0,42 m) la distance minimale entre un garage privé isolé et une ligne latérale gauche de terrain, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas huit virgule zéro un mètres (8,01 m) et que des travaux de rafraichissement de peinture soient réalisés sur le toit dudit garage privé isolé;

et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un étage et situé sur le lot 4 350 699 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1205 du boulevard Saint-Charles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

778/5/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 932-936 du boulevard Mercure

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la distance de l'abri d'auto de la ligne latérale droite de terrain et la distance de l'escalier emmuré de la ligne latérale gauche de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 426 456 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 932-936 du boulevard Mercure, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.50);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal a été construit, avec permis, en 1952 et que celui-ci a été agrandi, avec permis, en 1979;

CONSIDÉRANT QUE l'abri d'auto a été ajouté, avec permis, en 1971;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel :
- la distance minimale entre un abri d'auto et une ligne latérale de terrain est de deux mètres (2 m);
- la distance minimale entre un escalier emmuré et une ligne latérale de terrain est d'un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en septembre 2005 par un arpenteur-géomètre et que celui-ci soulève deux (2) irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à :
- zéro virgule quatre mètre (0,4 m) la distance entre l'abri d'auto et la ligne latérale droite de terrain, ce qui représente une irrégularité d'un virgule six mètre (1,6 m);
- zéro virgule soixante-treize mètre (0,73 m) la distance entre l'escalier emmuré et la ligne latérale gauche de terrain, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule soixante-dix-sept mètre (0,77 m);

CONSIDÉRANT QUE :
- la profondeur de l'abri d'auto où la distance est dérogatoire est de huit virgule quinze mètres (8,15 m);
- la longueur du mur de l'escalier emmuré où la distance est dérogatoire est de cinq virgule vingt-neuf mètres (5,29 m);

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont été faits par le grand-père du demandeur;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu des coûts importants pour rendre conforme le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire :
- de deux mètres (2 m) à zéro virgule quatre mètre (0,4 m) la distance entre l'abri d'auto et la ligne latérale droite de terrain, **à la condition** que la profondeur de l'abri d'auto où la distance est dérogatoire n'excède pas huit virgule quinze mètres (8,15 m);
- d'un virgule cinq mètres (1,5 m) à zéro virgule soixante-treize mètre (0,73 m) la distance entre l'escalier emmuré et la ligne latérale gauche de terrain, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas cinq virgule vingt-neuf mètres (5,29 m);

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 426 456 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 932-936 du boulevard Mercure.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

779/5/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 555 du boulevard de l'Université

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser une façade principale ne donnant pas sur une voie de circulation (cour arrière) et d'augmenter la distance maximale entre les cases de stationnement pour personnes handicapées et l'entrée au bâtiment principal, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 494 483 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 555 du boulevard l'Université, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.04.53);

CONSIDÉRANT QUE le requérant a soumis un plan d'implantation pour le projet de construction d'un campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières;

CONSIDÉRANT QUE la superficie du terrain visé est de cent seize mille quatre cent soixante-neuf virgule huit mètres carrés (116 469,8 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les accès aux pavillons du campus universitaire seront assurés par la présence de rues privées;

Façade principale

CONSIDÉRANT QUE la façade principale sera orientée vers le stationnement des étudiants et du personnel et qu'ainsi, elle donnera vers la cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, la façade comportant l'accès principal au bâtiment doit donner vers une voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE la façade donnant vers le boulevard de l'Université ne comporte pas d'entrée principale au bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE, de plus, la façade orientée vers le boulevard de l'Université sera tout de même animée par la présence importante de fenêtres sur ce côté du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la configuration du bâtiment de même que l'emplacement de l'aire de stationnement font en sorte que l'entrée principale du bâtiment ne peut être localisée à un autre endroit;

Cases de stationnement pour personnes handicapées

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est située de façon à bien desservir le nouveau bâtiment ainsi que ceux prévus dans les prochaines années lors de l'expansion des activités de l'UQTR sur le campus de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le plan du projet indique que les cases de stationnement pour personnes handicapées sont situées à une distance de quarante-et-un mètres (41 m) d'une entrée accessible;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuellement en vigueur, la distance maximale des cases de stationnement pour personnes handicapées est de quinze mètres (15 m), ce qui constitue une irrégularité de vingt-six mètres (26 m);

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement a été aménagée de façon à ne pas être visible du boulevard de l'Université;

CONSIDÉRANT QUE les places les plus rapprochées de l'entrée principale seront celles réservées aux personnes handicapées;

CONSIDÉRANT QU'un chemin d'accès sera situé entre le stationnement et le bâtiment en construction, ce qui éloigne l'aire de stationnement de l'entrée principale;

CONSIDÉRANT QUE, toutefois, les membres du comité consultatif d'urbanisme souhaitent qu'une validation soit menée afin que les places de stationnement se situent plutôt le long du chemin d'accès réduisant ainsi la distance à parcourir pour la personne à mobilité réduite;

Conclusion

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété en raison de l'éloignement de ceux-ci par rapport aux bâtiments du campus;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu du concept élaboré pour le campus et l'emplacement du bâtiment en construction ainsi que ceux lors de l'expansion du campus;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'autoriser une façade principale ne donnant pas sur une voie de circulation (cour arrière);
- d'augmenter de quinze mètres (15 m) à quarante et un mètres (41 m) la distance maximale entre les cases de stationnement pour personnes handicapées et une entrée accessible au bâtiment;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 494 483 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 555 du boulevard de l'Université.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

780/5/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 472 de la rue Lessard

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge avant secondaire minimale applicable au bâtiment principal existant composé d'un (1) étage et situé sur le lot 3 898 386 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 472 de la rue Lessard, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.02.38);

CONSIDÉRANT QUE la demande a pour but de régulariser l'implantation d'un bâtiment principal unifamilial de structure isolée;

CONSIDÉRANT QUE la construction du bâtiment a débuté en 2013 à la suite d'un incendie ayant détruit l'ancienne résidence du requérant sur le site visé par la demande;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'un certificat de localisation a permis de constater la non-conformité de la marge avant secondaire minimale applicable au bâtiment principal existant implanté à une distance de six virgule vingt-trois mètres (6,23 m) de la rue Traversy;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur, la marge avant secondaire minimale applicable au bâtiment principal est établie à six virgule soixante-quinze mètres (6,75 m) ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule cinquante-deux mètre (0,52 m);

CONSIDÉRANT QUE lors de la demande de permis, le requérant avait soumis un plan projet d'implantation au soutien de la demande conforme au règlement de zonage actuel qui prévoyait la construction de la résidence unifamiliale à une distance minimale de six virgule quatre-vingt-six mètres (6,86 m) de la rue Traversy;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet :
- que l'implantation du bâtiment projeté a été modifiée avant de débuter la construction des fondations afin d'augmenter le dégagement latéral gauche nécessaire pour que le requérant soit en mesure de circuler avec son chariot élévateur lors des travaux de finition de revêtement extérieur;
- qu'il s'agit d'une erreur involontaire de la part du requérant;
- que pour le voisinage, l'implantation actuelle du bâtiment visé par la demande constitue tout de même une amélioration importante par rapport à l'ancienne résidence;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment incendié était auparavant implanté à une distance de quatre virgule douze mètres (4,12 m) de la rue Traversy;

CONSIDÉRANT QUE la modification de l'implantation du bâtiment visé est principalement attribuable à trois (3) éléments :
- l'augmentation de la marge latérale gauche minimale actuellement à un virgule quatre-vingt-quatre mètre (1,84 m) pour le coin avant gauche et à environ deux virgule quinze mètres (2,15 m) pour le coin arrière gauche et initialement établie à un virgule soixante-trois mètres (1,63 m);
- la modification de l'alignement actuellement parallèle à la rue Lessard où se situe la façade principale du bâtiment et initialement parallèle à la ligne latérale gauche de terrain où se situe le mur latéral gauche;
- l'augmentation de la largeur du bâtiment actuellement de dix-neuf virgule six mètres (19,6 m) et initialement établie à dix-neuf virgule quarante-neuf mètres (19,49 m);

CONSIDÉRANT QUE l'implantation actuelle du bâtiment constitue tout de même une amélioration de deux virgule onze mètres (2,11 m) par rapport à l'implantation du bâtiment incendié;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation revêt un caractère mineur compte tenu du faible écart entre l'implantation du bâtiment et la norme minimale applicable;

CONSIDÉRANT QUE la demande relative à la réduction de la marge avant secondaire minimale respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de l'amélioration de l'implantation actuelle du bâtiment principal par rapport à l'implantation antérieure du bâtiment incendié;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement relatif à la marge avant secondaire minimale a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de l'impossibilité de modifier l'implantation actuelle du bâtiment principal autre qu'en procédant à sa démolition;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction du bâtiment principal semblent avoir été effectués de bonne foi par le requérant;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de six virgule soixante-quinze mètres (6,75 m) à six virgule vingt-trois mètres (6,23 m) la marge avant secondaire minimale applicable au mur du bâtiment principal donnant vers la rue Traversy, **à la condition** que le mur où la distance est dérogatoire n'excède pas douze virgule trente-cinq mètres (12,35 m), et ce, pour un bâtiment principal existant composé d'un (1) étage et situé sur le lot 3 898 386 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 472 de la rue Lessard.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

781/5/15 - Dépôt du procès-verbal (06.05.15) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 6 mai 2015 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

782/5/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2520 de l'avenue Camille-Dreyfus – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2520 de l'avenue Camille-Dreyfus, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Faubourg Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie d'environ cent cinq mètres carrés (105 m^2) ayant un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorise une harmonisation avec celui du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale est animée par des modulations (avancées et/ou retraits), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « à quatre (4) versants » avec des jeux de pignon dans sa partie avant;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour la façade principale et le mur latéral droit</u>
- de la brique-pierre de couleur grise;
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;

<u>pour les murs latéral gauche et arrière</u>
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles et s'harmonisent ensemble, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE de par son architecture (matériaux, fenestration, gabarit et style), le bâtiment s'intègrera bien au milieu dans lequel il se retrouve;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière est aménagée à l'extrémité droite de la ligne avant de terrain donnant sur l'avenue Camille-Dreyfus;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2520 de l'avenue Camille-Dreyfus, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

783/5/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2600 de l'avenue Camille-Dreyfus – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2600 de l'avenue Camille-Dreyfus, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Faubourg Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie d'environ cent dix-huit mètres carrés (118 m^2) ayant un (1) étage avec garage attenant;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorise une harmonisation avec celui du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale est animée par des modulations (avancées et/ou retraits), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « à quatre (4) versants » avec des jeux de pignon dans sa partie avant;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour la façade principale</u>
- de la brique de couleur gris foncé;
- du bloc architectural de béton de couleur gris pâle;
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;

<u>pour le mur latéral droit</u>
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur gris pâle;
- de la brique de couleur gris foncé pour le garage privé attenant;
- du bloc architectural de béton de couleur gris pâle pour le mur du garage privé attenant et la partie inférieure avant du mur du corps principal du bâtiment;

<u>pour le mur latéral gauche</u>
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur gris pâle;
- du bloc architectural de béton de couleur gris pâle pour la partie inférieure avant du mur du corps principal du bâtiment;

<u>pour le mur arrière</u>
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur gris pâle;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles et s'harmonisent ensemble, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE de par son architecture (matériaux, fenestration, gabarit et style), le bâtiment s'intègrera bien au milieu dans lequel il se retrouve;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière est aménagée à l'extrémité gauche de la ligne avant de terrain donnant sur l'avenue Camille-Dreyfus, soit à l'avant du garage privé attenant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2600 de l'avenue Camille-Dreyfus, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

784/5/15 - Refus des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2430 de l'avenue Camille-Dreyfus – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2430 de l'avenue Camille-Dreyfus, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Faubourg Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie d'environ cent onze mètres carrés (111 m^2) ayant un (1) étage avec garage attenant;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorise une harmonisation avec celui du cadre bâti environnant (marge de recul avant);

CONSIDÉRANT QUE la portion de l'avenue Camille-Dreyfus où s'implante le nouveau bâtiment est principalement aménagée de bâtiments de type « à deux (2) étages » de facture contemporaine;

CONSIDÉRANT QUE certains des bâtiments déjà implantés dans ladite portion de l'avenue Camille-Dreyfus ont un toit de type « plat » ou de type « à quatre (4) versants » ayant une faible pente;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment à construire n'est pas de facture contemporaine;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale est animée par des modulations (avancées et/ou retraits), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la toiture du bâtiment à construire est de type « à quatre (4) versants » avec des jeux de pignon dans sa partie avant;

CONSIDÉRANT QUE la toiture du bâtiment a une forte pente (12/12) et que le bâtiment implanté sur le terrain adjacent à gauche a une toiture de type « plat »;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
pour la façade principale
- de la brique-pierre de couleur beige-gris;

pour la façade latérale droite
- principalement du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;
- de la brique-pierre de couleur beige-gris;

pour les murs latéral gauche et arrière;
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;

pour la toiture
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles et s'harmonisent ensemble, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière est aménagée à l'extrémité droite de la ligne avant de terrain donnant sur l'avenue Camille-Dreyfus;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) ne respecte pas le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE de par son architecture (gabarit et style), le bâtiment ne s'intègrera pas bien au milieu dans lequel il se retrouve;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 2430 de l'avenue Camille-Dreyfus, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au traitement architectural proposé qui ne respecte pas le milieu environnant dont les bâtiments implantés sont de facture contemporaine ainsi que par son gabarit (hauteur, nombre d'étages et dimensions).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

785/5/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 320 du boulevard St-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 320 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.07);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie d'environ quatre virgule quarante-et-un mètres carrés (4,41 m²) sur la façade principale donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée est composée de lettres détachées lumineuses d'une épaisseur maximale de sept virgule soixante-deux centimètres (7,62 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur la façade principale donnant vers le boulevard Saint-Joseph est située au-dessus de la marquise, soit à l'extrémité droite dans sa partie avant;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne excède d'environ treize centimètres (13 cm) la partie supérieure de la marquise;

CONSIDÉRANT QUE la couleur rouge est utilisée pour les lettres de même que pour le boîtier de celles-ci;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment et n'est pas prédominante sur ce dernier ainsi que dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa forme, son type de matériaux utilisés et sa couleur, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec l'autre enseigne existante sur le bâtiment et les autres enseignes se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 320 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

786/5/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 2101 du boulevard Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 2101 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- restaurer une partie du revêtement extérieur de brique des murs et remplacer certaines briques à quelques endroits sur les diverses façades du bâtiment;
- apposer un nouveau revêtement extérieur de brique sur la partie avant des murs latéral gauche et arrière du bâtiment;
- repeindre le revêtement métallique des murs latéral gauche et arrière du bâtiment pour les sections où celui-ci n'est pas remplacé;
- repeindre les encadrements ainsi que les moulures de carrelage des fenêtres ainsi qu'une des portes du bâtiment et remplacer certaines fenêtres et portes;
- modifier une section d'ouverture sur la façade avant secondaire donnant vers la rue Saint-Jean;
- refaire la moulure ornementale localisée au-dessus des ouvertures des façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et la rue Saint-Jean;
- remplacer le solin au pourtour du toit plat du bâtiment;
- aménager la cour avant du terrain donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

Rénovation extérieure du bâtiment

CONSIDÉRANT QUE les jeux de briques formant des losanges localisés dans la partie supérieure des façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et la rue Saint-Jean sont conservés;

CONSIDÉRANT QUE la pierre ornementale localisée dans la partie supérieure de la façade principale donnant vers le boulevard Saint-Joseph est conservée;

CONSIDÉRANT QU'une grande partie du revêtement extérieur de brique des murs du bâtiment est restauré et que les joints sont refaits;

CONSIDÉRANT QUE certaines insertions de nouvelles briques de couleur brune harmonisée à celles existantes sont réalisées aux abords des ouvertures sur les façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et la rue Saint-Jean;

CONSIDÉRANT QU'une section de revêtement de brique de couleurs harmonisées d'une largeur d'au moins un virgule huit mètre (1,8 m) est réalisée sur la partie avant des murs latéral gauche et arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement métallique des murs latéral gauche et arrière du bâtiment est repeint de couleur brun foncé;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des fenêtres ainsi que les moulures de carrelage sont repeints de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les portes existantes sur les façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et la rue Saint-Jean sont remplacées par des portes de couleur noire ayant une bonne surface vitrée et du carrelage;

CONSIDÉRANT QU'une des portes localisées sur la façade donnant vers la rue Saint-Jean est enlevée et l'ouverture modifiée pour recevoir une fenêtre;

CONSIDÉRANT QUE la moulure ornementale localisée au-dessus des ouvertures des façades donnant vers le boulevard Saint-Joseph et la rue Saint-Jean est refaite en aluminium de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE le solin au pourtour du toit plat du bâtiment est remplacé par un solin métallique de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE la porte localisée sur le mur latéral gauche du bâtiment est repeinte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé permet de bien marquer les entrées principales du bâtiment et de bien diriger la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect de son traitement architectural d'origine et du cadre bâti du milieu environnant;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement ainsi que l'entrée charretière donnant vers le boulevard Saint-Joseph ne sont pas modifiées;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère composée d'au moins un arbre et au moins quatorze (14) arbustes et/ou plantes florales est aménagée en cour avant du terrain donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'arbre planté a un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m);

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager proposé permet de bonifier l'image de la cour avant donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) pour l'immeuble situé au 2101 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

787/5/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 1220 de la rue Cormier – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1220 de la rue Cormier, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent à réaliser une toiture de type « à deux (2) versants » sur la section de bâtiment aménagé d'un toit plat;

CONSIDÉRANT QUE l'autre section de bâtiment est aménagée d'un toit de type « à deux (2) versants » et que la section de toit à modifier sera réalisée avec une pente similaire et dont le revêtement est composé de bardeau d'asphalte de couleur brune similaire à celui existant sur l'autre section;

CONSIDÉRANT QUE le soffite et le fascia au pourtour de la section de toit modifiée sont de couleur blanche telle que l'autre section de toit;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'intervention respecte l'architecture du bâtiment et le cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé 1220 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

788/5/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé aux 740-742 du boulevard Saint-Charles – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 740-742 du boulevard Saint-Charles, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Charles, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent à remplacer certaines composantes constituant les éléments de saillie localisés en façade principale du bâtiment (perron et galerie);

CONSIDÉRANT QUE le plancher des éléments de saillie (perron et galerie) localisés sur la façade principale du bâtiment donnant vers le boulevard Saint-Charles est refait en conservant des dimensions similaires;

CONSIDÉRANT QUE le plancher du perron et de la galerie sont légèrement prolongés vers la gauche pour dégager les fenêtres aux abords de ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps desdits éléments de saillie sont remplacés par des garde-corps d'aluminium de couleur blanche dont la main-courante a une épaisseur minimale de sept virgule cinq centimètres (7,5 cm) et des barreaux d'un virgule neuf centimètre (1,9 cm) (incluant ceux des escaliers);

CONSIDÉRANT QUE les colonnes supportant le toit et le plancher desdits éléments de saillie sont remplacées par des colonnes d'aluminium de couleur blanche d'une dimension approximative de quinze centimètres (15 cm) par quinze centimètres (15 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'équerre supportant le toit protégeant la galerie est remplacée par une équerre de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les soffites et le pourtour des planchers sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé aux 740-742 du boulevard Saint-Charles, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

789/5/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée et de modification à l'architecture du bâtiment situé au 154 de la rue Lindsay – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de modification à l'architecture du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé 154 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de modification à l'architecture de bâtiment et d'installation d'enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à modifier l'architecture du bâtiment et à installer une enseigne rattachée au bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un projet de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain a été accepté par le conseil municipal (résolution numéro 584/4/15);

CONSIDÉRANT QUE la modification au projet initial concerne le traitement architectural des panneaux ornementaux stylisés apposés à l'avant des sections de blocs de verre existantes sur le bâtiment ainsi que le panneau stylisé de même type apposé dans la partie supérieure du mur en angle donnant vers l'intersection des rues Lindsay et Cockburn;

Modification à l'architecture

CONSIDÉRANT QUE des panneaux ornementaux stylisés sont apposés à l'avant des sections de blocs de verre des murs du bâtiment ainsi que dans la partie supérieure du mur en angle localisé à l'intersection des rues Lindsay et Cockburn;

CONSIDÉRANT QUE lesdits panneaux ont une épaisseur d'environ quinze centimètres (15 cm) et créent des éléments architecturaux d'ambiance sur les façades donnant vers les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE lesdits panneaux sont composés de lattes métalliques de couleur noire de différente longueur et épaisseur posées à l'horizontale;

CONSIDÉRANT QUE la couleur et le matériau proposés s'harmonisent avec ceux se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

Enseigne rattachée

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment a une superficie approximative de trois virgule soixante-douze mètres carrés (3,72 m^2) et qu'elle est apposée sur le mur en angle donnant vers l'intersection des rues Lindsay et Cockburn;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée d'une plaque murale composée de bois de forme rectangulaire sur laquelle des lettres métalliques découpées sont apposées et d'un cadre métallique aménagé sur son pourtour;

CONSIDÉRANT QUE la plaque murale a une épaisseur d'environ deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm), les lettres découpées une épaisseur d'environ trois virgule quatre-vingt-un centimètres (3,81 cm) et espacées de la plaque d'environ un virgule vingt-sept centimètre (1,27 cm);

CONSIDÉRANT QUE la plaque murale est apposée à l'intérieur d'un encadrement métallique d'une épaisseur d'environ vingt-neuf centimètres (29 cm);

CONSIDÉRANT QU'un système d'éclairage discret est apposé à l'arrière des lettres découpées;

CONSIDÉRANT QUE la moitié gauche de l'enseigne est apposée sur le panneau ornemental stylisé localisé sur le mur au-dessus des portes d'accès et la moitié droite sur le mur;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est localisée sous les fenêtres de l'étage;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bois naturel pour la plaque murale et le noir pour les lettres découpées et l'encadrement au pourtour de la plaque;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et sa localisation, l'enseigne utilise bien l'espace disponible aux fins d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son type et son traitement, ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante sur le bâtiment ainsi que dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par ses couleurs, son type et ses matériaux, l'enseigne s'harmonise bien avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa composition, son type et son traitement), l'affichage proposé s'inscrit globalement en continuité avec celui souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de modification à l'architecture du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 154 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

790/5/15 - Acceptation des travaux de modification à l'architecture du bâtiment situé au 5250 de la rue Saint-Roch Sud – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de modification à l'architecture du bâtiment situé au 5250 de la rue Saint-Roch Sud, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.12);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Roch Sud et abords de l'autoroute Jean-Lesage, et que, par conséquent, tous les travaux de modification à l'architecture de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à ajouter un escalier dans la partie avant du mur latéral droit du bâtiment ainsi qu'une porte afin d'améliorer la sécurité du bâtiment en cas d'incendie;

CONSIDÉRANT QU'un escalier composé de métal de couleur grise est aménagé dans la partie avant du mur latéral droit du bâtiment, soit près des quais de chargement et déchargement;

CONSIDÉRANT QUE l'escalier est orienté vers l'avant;

CONSIDÉRANT QU'une porte de couleur blanc-gris est aménagée pour donner accès audit escalier;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont peu d'impact sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux s'harmonisent avec ceux existants sur le bâtiment et ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention s'effectue dans le respect du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de modification à l'architecture du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 5250 de la rue Saint-Roch Sud, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale et aux conditions ci-haut énumérées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

791/5/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1100 du boulevard Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1100 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.13);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie d'environ trois mètres carrés (3 m²) sur le mur en angle orienté vers l'avenue des Lilas;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée est composée d'un module de forme ronde dont le pourtour est ondulé, de lettres détachées et de lettres perforées apposées sur ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le module de forme ronde a une épaisseur d'environ dix centimètres (10 cm), les lettres détachées une épaisseur d'environ sept virgule soixante-deux centimètres (7,62 cm) (FAVORIS) et que les lettres perforées sont ressorties d'environ zéro virgule quarante-huit centimètre (0,48 cm) (COMPLICE DEPUIS 1979) et d'un virgule quatre-vingt-onze centimètre (1,91 cm) (CHOCOLAT);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée est localisée sur le bandeau aménagé dans la partie supérieure du mur en angle donnant vers l'avenue des Lilas et centrée dans l'espace;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, l'orange pour le module de forme ronde et le blanc pour le message;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment et n'est pas prédominante sur ce dernier ainsi que dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa forme, son type de matériaux utilisés et ses couleurs, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 1100 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

792/5/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment et de modification à l'architecture du bâtiment situé au 1045 du boulevard René-Lévesque – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de modification à l'architecture du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1045 du boulevard René-Lévesque, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.14);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de modification à l'architecture du bâtiment et d'installation d'enseigne rattachée à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à repeindre une section du revêtement d'enduit d'acrylique et à apposer une enseigne rattachée sur ladite section repeinte;

Modification à l'architecture

CONSIDÉRANT QU'une section de revêtement d'enduit d'acrylique de forme rectangulaire d'une superficie d'au plus neuf virgule sept mètres carrés (9,7 m²) prévue à des fins d'affichage est repeinte sur la partie centrale de la face avant du module aménagé d'un parapet de la façade latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE la couleur de la section à repeindre est le jaune et la couleur existante du revêtement d'enduit d'acrylique de la face avant du module aménagé d'un parapet est le beige;

CONSIDÉRANT QUE la superficie de revêtement d'enduit d'acrylique à repeindre à des fins d'affichage n'est pas prédominante sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'intervention s'effectue dans le respect du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

Enseigne rattachée

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée a une superficie d'environ quatre virgule soixante-quatorze mètres carrés (4,74 m²) et qu'elle est apposée sur la façade latérale droite dans la partie centrale de la section de revêtement d'enduit d'acrylique repeinte de couleur jaune;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée de lettres détachées et d'un module (feuille d'érable), le tout lumineux, d'une épaisseur d'au plus treize centimètres (13 cm);

CONSIDÉRANT QUE la couleur des lettres et du module (feuille d'érable) ainsi que de leur boîtier est le rouge;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment et n'est pas prédominante sur ce dernier ainsi que dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa forme, son type de matériaux utilisés et sa couleur, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de modification à l'architecture du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 1045 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

793/5/15 - Acceptation des travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment situé au 185 de la rue Heriot – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment situé au 185 de la rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.15);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes projetantes stylisées constituées d'un matériau imitant le bois et ayant le même traitement architectural;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne donnant vers la rue Heriot a une superficie d'environ zéro virgule quatre-vingt-quinze mètre carré (0,95 m²) et celle donnant vers la rue Cockburn a une superficie approximative de zéro virgule soixante-huit mètre carré (0,68 m²);

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes sont installées sur le bandeau de bois localisé au-dessus des vitrines du commerce, soit près de l'entrée principale pour celle donnant vers la rue Heriot et près de la partie centrale du commerce pour celle donnant vers la rue Cockburn;

CONSIDÉRANT QUE le support des deux (2) enseignes est constitué de métal (fer forgé) de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des enseignes sont, entre autres, le blanc et le vert;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont éclairées par projection (col de cygne);

CONSIDÉRANT QUE de par leurs dimensions et leur localisation, les enseignes utilisent bien l'espace disponible aux fins d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leur type et leur traitement, ne masquent pas la visibilité des établissements voisins et ne sont pas prédominantes sur le bâtiment ainsi que dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par leurs couleurs, leur type et leurs matériaux, les enseignes s'harmonisent bien avec celles se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques des enseignes (leur composition, leur type et leur traitement), l'affichage proposé s'inscrit globalement en continuité avec celui souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller William Morales, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 185 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

794/5/15 - Refus des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1250 du boulevard Lemire – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1250 du boulevard Lemire, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.16);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'installation d'enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- remplacer le revêtement de clin d'aluminium du mur pignon de la façade principale donnant vers le boulevard Lemire;
- installer une enseigne rattachée au bâtiment dans la partie centrale du mur pignon de la façade principale du bâtiment donnant vers le boulevard Lemire;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des diverses façades du bâtiment est du clin d'aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de clin d'aluminium de la section du mur pignon de la façade principale donnant vers le boulevard Lemire est remplacé par un revêtement de clin d'aluminium de couleur bleue;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé par le remplacement du revêtement de clin de couleur blanche pour un revêtement de clin de couleur bleue sur le mur pignon ne permet pas de préserver les caractéristiques d'origine du bâtiment et d'assurer l'intégration de ce dernier dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'intervention ne s'effectue pas dans le respect du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant;

Enseigne rattachée

CONSIDÉRANT QU'un projet d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment et de modification d'une enseigne détachée a été accepté par le conseil municipal (résolution numéro 712/5/15);

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes rattachées (Vitro plus/Ziebart) étaient apposées sur la face avant du mur pignon de la façade principale du bâtiment donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE la modification au projet accepté par le conseil municipal (résolution numéro 712/5/15) concerne le traitement architectural de l'enseigne « Vitro plus »;

CONSIDÉRANT QUE le projet de remplacer le revêtement extérieur de clin d'aluminium de couleur blanche par un revêtement extérieur de clin d'aluminium de couleur bleue demande un ajustement du traitement architectural de l'enseigne rattachée « Vitro plus » (clin de couleur bleue et enseigne dont la face avant est de couleur bleue (enseigne rattachée acceptée dans la résolution no 712/5/15));

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle enseigne proposée a une superficie approximative d'un virgule quatre-vingt-six mètre carré (1,86 m²) et une épaisseur d'environ cinq centimètres (5 cm) sur laquelle un message est réalisé en surélévation d'une épaisseur d'au moins un virgule vingt-sept centimètre (1,27 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme rectangulaire et que deux (2) de ses coins sont arrondis et ses extrémités sont en angle;

CONSIDÉRANT QUE la longueur des deux (2) enseignes rattachées (Vitro plus/Ziebart) est la même, soit environ deux virgule quatre mètres (2,4 m);

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) plaques murales sont espacées l'une de l'autre d'au moins deux virgule cinquante-quatre centimètres (2,54 cm);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc pour la face avant et le bleu et le rouge pour le message;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est apposée au-dessus de celle de « Ziebart » sur la face avant du mur pignon de la façade principale donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE la couleur proposée pour la face avant de l'enseigne, soit le blanc, rend celle-ci prédominante sur le mur pignon de couleur bleue;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment, de par sa forme et son type de matériaux utilisés, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes existantes dans le secteur (à l'exception de la couleur proposée pour la face avant, soit le blanc);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et son traitement, n'est pas prédominante sur le bâtiment et dans le paysage urbain (à l'exception de la couleur proposée pour la face avant, soit le blanc);

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation et sa dimension, l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment, mais par contre la couleur proposée rend celle-ci prédominante;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 1250 du boulevard Lemire, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à la couleur proposée pour le mur pignon, soit le bleue, qui ne permet pas de préserver les caractéristiques d'origine du bâtiment et d'assurer l'intégration de ce dernier dans le paysage urbain et ne s'effectue pas dans le respect du bâtiment et du cadre bâti du milieu environnant ainsi que la couleur proposée pour l'enseigne rattachée, soit le blanc, qui rend celle-ci prédominante sur le bâtiment et dans l'environnement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

795/5/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 975 de la rue du Chardonnay – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 975 de la rue du Chardonnay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est approuvé en vertu du règlement de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* et que tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie d'environ deux virgule quarante-six mètres carrés (2,46 m^2) sur la façade avant du bâtiment donnant vers la rue du Chardonnay;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée d'une plaque murale de forme ronde d'une épaisseur d'environ un virgule quatre-vingt-onze centimètre (1,91 cm), dont le traitement architectural rappelle un gouvernail;

CONSIDÉRANT QU'une vitre de forme ronde d'une épaisseur d'environ zéro virgule quatre-vingt-quinze centimètre (0,95 cm) est apposée dans la partie centrale de l'enseigne rappelant la forme d'un hublot;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est installée sur la façade avant du bâtiment donnant vers la rue du Chardonnay, soit sur la section de mur composée d'un revêtement de clin à gauche de l'entrée principale, et ce, centrée sur ladite section;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le brun imitant le bois, le bleu et diverses couleurs d'accent;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment, de par sa forme, ses types de matériaux utilisés et ses couleurs, s'intègre bien au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et son traitement, n'est pas prédominante sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation et ses dimensions, l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 975 de la rue du Chardonnay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

796/5/15 - Acceptation des travaux de modification de l'enseigne détachée du bâtiment situé au 511 de la rue Lindsay – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de modification à l'enseigne détachée du bâtiment situé au 511 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de modification d'une enseigne détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à modifier une enseigne détachée du bâtiment laquelle est existante en cour avant donnant vers la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne détachée du bâtiment a une superficie approximative de deux virgule six mètres carrés (2,6 m^2), une largeur d'environ un virgule quatre mètre (1,4 m) et une hauteur d'environ trois virgule quatre-vingt-seize mètres (3,96 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est modifiée par le remplacement des faces d'affichage et la restauration de la structure;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des faces d'affichage sont, entre autres, le gris et le noir pour les fonds et des couleurs variées pour le message;

CONSIDÉRANT QUE la section des faces d'affichage de couleur grise est lumineuse et celle de couleur noire opaque et que seul le message est lumineux sur cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la structure de l'enseigne est repeinte de couleur brun foncé;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant sur le bâtiment et dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE les modifications de l'enseigne détachée ne rendent pas celle-ci prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne détachée s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'environ trois mètres carrés (3 m²) composé d'environ vingt (20) arbustes et/ou plantes florales est réalisé à la base de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne détachée modifiée (sa composition, son type et son traitement), l'affichage proposé s'inscrit globalement en continuité avec celui souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE les modifications proposées pour l'enseigne détachée contribuent positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorisent le développement de l'identité propre du secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise des travaux de modification à l'enseigne détachée du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 511 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

797/5/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1040 de la rue Hains – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1040 de la rue Hains, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.19);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./ rue Hains et abords du boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie d'environ trois virgule quarante-et-un mètres carrés (3,41 m²) sur la façade principale donnant vers la rue Hains;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée est composée d'une plaque ornementale perforée avec soulignement au pourtour et d'une structure tubulaire sur lesquelles un module découpé composé des lettres (ZORBAS) ainsi que des lettres détachées (RESTAURANT) sont apposés;

CONSIDÉRANT QUE la plaque ornementale perforée a une épaisseur d'environ cinq centimètres (5 cm) et le module découpé et les lettres détachées une épaisseur d'au plus onze virgule cinq centimètres (11,5 cm);

CONSIDÉRANT QUE le module est apposé sur la plaque ornementale perforée et qu'il déborde légèrement de celle-ci aux extrémités;

CONSIDÉRANT QUE la structure tubulaire est aménagée dans la partie inférieure de la plaque ornementale perforée et que les lettres détachées sont apposées sur ladite structure tubulaire, et ce, en formant un arc tel que la structure tubulaire;

CONSIDÉRANT QUE le module découpé ainsi que les lettres détachées sont lumineux;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur la façade principale donnant vers la rue Hains est située à gauche de l'entrée principale, soit sur le bandeau aménagé dans la partie supérieure du mur, et ce, centrée sur ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont le gris pour la plaque ornementale perforée et la structure tubulaire, le bleu et le blanc pour le module découpé et le rouge pour les lettres détachées (incluant le boîtier des lettres détachées);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment et n'est pas prédominante sur ce dernier ainsi que dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa forme, son type de matériaux utilisés et ses couleurs, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 1040 de la rue Hains, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

798/5/15 - Acceptation des travaux de démolition et de reconstruction du bâtiment accessoire situé au 785 du boulevard Saint-Charles – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition d'un bâtiment accessoire et de construction d'un bâtiment accessoire situé au 785 du boulevard Saint-Charles, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.20);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Charles, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition et de construction de bâtiment accessoire sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir un bâtiment accessoire et construire un nouveau bâtiment accessoire (garage privé isolé);

Démolition

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est localisé à l'arrière du bâtiment principal, soit près de la ligne latérale droite de terrain à environ trente mètres (30 m) de la ligne avant de terrain ;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire ne présente pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

Construction d'un bâtiment accessoire

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire (garage privé isolé) est implanté en cour arrière du terrain, soit aux abords de la ligne latérale droite de terrain à environ trente mètres (30 m) de la ligne avant de terrain;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment a une superficie d'environ quarante-deux mètres carrés (42 m²) et une hauteur approximative de quatre virgule quarante-et-un mètres (4,41 m) du sol au faîte;

CONSIDÉRANT QUE le toit du bâtiment accessoire est de type « à deux (2) versants »;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs est du clin de fibre de bois pressé, de fibre de ciment ou de bois de couleur gris pâle;

CONSIDÉRANT QUE des moulures sont aménagées aux pourtours des ouvertures et sur le coin des murs;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de la toiture est de l'acier peint de couleur grise;

CONSIDÉRANT QU'une porte ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » de couleur blanche est aménagée sur la façade principale du bâtiment accessoire ainsi que sur le mur latéral gauche de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les autres portes sont de couleur blanche avec une section vitrée;

CONSIDÉRANT QUE le soffite et le fascia au pourtour du toit sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux et les couleurs proposés s'harmonisent avec ceux se retrouvant sur le bâtiment principal et ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural du garage privé isolé (matériaux, couleurs et style) s'apparente à celui du bâtiment principal (résidence);

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition d'un bâtiment accessoire et de construction d'un bâtiment accessoire (comme mentionné ci-dessus) situé au 785 du boulevard Saint-Charles, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÈGLEMENTS :

799/5/15 - Avis de motion du règlement no 4615 modifiant le règlement no 4499 relatif au traitement des élus municipaux

La conseillère Annick Bellavance donne avis de motion du règlement no 4615 modifiant le règlement no 4499 relatif au traitement des élus municipaux.

800/5/15 - Dispense de lecture du règlement no 4615 modifiant le règlement no 4499 relatif au traitement des élus municipaux

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4615 modifiant le règlement no 4499 relatif au traitement des élus municipaux;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

801/5/15 - Avis de motion du règlement no 4623 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4623 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser dans la zone d'habitation H-1234, les bâtiments principaux et les constructions accessoires non adjacents à une voie de circulation mais dont le terrain existant lors de l'entrée en vigueur du présent règlement est situé à une distance maximale de 85 mètres d'une voie de circulation publique.

La zone d'habitation H-1234 est délimitée approximativement par l'arrière-lot des terrains donnant de chaque côté du boulevard Allard, et ce, entre les rues de l'Alizé et Sutherland.

802/5/15 - Dispense de lecture du règlement no 4623 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4623, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser dans la zone d'habitation H-1234, les bâtiments principaux et les constructions accessoires non adjacents à une voie de circulation mais dont le terrain existant lors de l'entrée en vigueur du présent règlement est situé à une distance maximale de 85 mètres d'une voie de circulation publique.

La zone d'habitation H-1234 est délimitée approximativement par l'arrière-lot des terrains donnant de chaque côté du boulevard Allard, et ce, entre les rues de l'Alizé et Sutherland;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

803/5/15 - Adoption du projet de règlement no 4623 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin
appuyé par le conseiller Alain Martel
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 4623, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser dans la zone d'habitation H-1234, les bâtiments principaux et les constructions accessoires non adjacents à une voie de circulation mais dont le terrain existant lors de l'entrée en vigueur du présent règlement est situé à une distance maximale de 85 mètres d'une voie de circulation publique.

La zone d'habitation H-1234 est délimitée approximativement par l'arrière-lot des terrains donnant de chaque côté du boulevard Allard, et ce, entre les rues de l'Alizé et Sutherland,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

804/5/15 - Avis de motion du règlement no 4624 – Zonage no 4300

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 4624 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone rurale R-9225, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone rurale R-9225 inclut des terrains situés de part et d'autre du chemin Hemming entre les rues du Toiseur et du Contremaître.

805/5/15 - Dispense de lecture du règlement no 4624 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4624, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone rurale R-9225, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone rurale R-9225 inclut des terrains situés de part et d'autre du chemin Hemming entre les rues du Toiseur et du Contremaître;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

806/5/15 - Adoption du projet de règlement no 4624 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur
appuyé par la conseillère Catherine Lassonde
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4624, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone rurale R-9225, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone rurale R-9225 inclut des terrains situés de part et d'autre du chemin Hemming entre les rues du Toiseur et du Contremaître,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

807/5/15 - Avis de motion du règlement no 4626 – Zonage no 4300

la conseillère Cathy Bernier donne avis de motion du règlement no 4626 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser, à l'intérieur de la zone d'habitation H-432, selon certaines conditions d'implantation, la classe d'usages H-8 (habitation collective) et de réduire les exigences relatives au nombre minimal de cases de stationnement à fournir, le tout dans le cadre d'un projet d'agrandissement d'un usage de type H-6 (habitation multifamiliale) de plus de 150 logements.

La zone d'habitation H-432 est située, de façon approximative, de part et d'autre du boulevard René-Lévesque, et ce, à partir de la rue Rose-Ellis jusqu'au boulevard des Pins.

808/5/15 - Dispense de lecture du règlement no 4626 – Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4626, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser, à l'intérieur de la zone d'habitation H-432, selon certaines conditions d'implantation, la classe d'usages H-8 (habitation collective) et de réduire les exigences relatives au nombre minimal de cases de stationnement à fournir, le tout dans le cadre d'un projet d'agrandissement d'un usage de type H-6 (habitation multifamiliale) de plus de 150 logements.

La zone d'habitation H-432 est située, de façon approximative, de part et d'autre du boulevard René-Lévesque, et ce, à partir de la rue Rose-Ellis jusqu'au boulevard des Pins;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

809/5/15 - Adoption du projet de règlement no 4626 – Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier
appuyée par le conseiller Alain Martel
et résolu:

1^{0} QUE le projet de règlement no 4626, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser, à l'intérieur de la zone d'habitation H-432, selon certaines conditions d'implantation, la classe d'usages H-8 (habitation collective) et de réduire les exigences relatives au nombre minimal de cases de stationnement à fournir, le tout dans le cadre d'un projet d'agrandissement d'un usage de type H-6 (habitation multifamiliale) de plus de 150 logements.

La zone d'habitation H-432 est située, de façon approximative, de part et d'autre du boulevard René-Lévesque, et ce, à partir de la rue Rose-Ellis jusqu'au boulevard des Pins,

soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

810/5/15 - Avis de motion d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 2895A du boulevard Mercure

Le conseiller Vincent Chouinard donne avis de motion d'une résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « Service de traitement de pelouse et d'extermination » au 2895A du boulevard Mercure, selon certaines conditions.

La zone rurale R-9503 où l'on retrouve l'adresse concernée inclut des terrains situés de part et d'autre du boulevard Mercure, approximativement entre les rues Brown et du Cordeau.

811/5/15 - Dispense de lecture d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 2895A du boulevard Mercure

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie de la résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « Service de traitement de pelouse et d'extermination » au 2895A du boulevard Mercure, selon certaines conditions.

La zone rurale R-9503 où l'on retrouve l'adresse concernée inclut des terrains situés de part et d'autre du boulevard Mercure, approximativement entre les rues Brown et du Cordeau;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

812/5/15 - Adoption d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 2895A du boulevard Mercure

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard
appuyée par le conseiller Yves Grondin
et résolu :

1° QUE le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « Service de traitement de pelouse et d'extermination » au 2895A du boulevard Mercure, selon certaines conditions.

La zone rurale R-9503 où l'on retrouve l'adresse concernée inclut des terrains situés de part et d'autre du boulevard Mercure, approximativement entre les rues Brown et du Cordeau,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

813/5/15 - Adoption du second projet de règlement no 4616-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier
appuyée par le conseiller Alain Martel
et résolu:

1° QUE le second projet de règlement no 4616-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser à l'intérieur de la zone industrielle I-303, par contingentement, en plus des usages actuellement permis, l'usage spécifiquement créé « Vente au détail, service de location, de réparation et d'entretien de chariots élévateurs et d'empileurs de conteneurs » faisant partie des usages autorisés sous restriction, et ce, selon certaines conditions.

La zone industrielle I-303 inclut, de façon approximative, des terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Roch et de la place Kubota, entre les boulevards Saint-Joseph Ouest et Lemire Ouest,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

814/5/15 - Adoption du second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 1722 du boulevard Saint-Charles

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur
appuyé par la conseillère Catherine Lassonde
et résolu:

1° QUE le second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser les usages « 5594 - Vente au détail de motocyclettes, de motoneiges et de leurs accessoires » et « 6431 – Service de réparation de véhicules légers motorisés (motocyclette, motoneige, véhicule tout terrain) » faisant partie de la classe d'usages C-5 (Commerce artériel lourd) et de spécifier des conditions d'aménagement de terrain au 1722 du boulevard Saint-Charles, soit à l'intérieur de la zone industrielle I-601.

La zone industrielle I-601 est délimitée approximativement par le 3e Rang, le boulevard de l'Université, une limite située à une distance d'environ 400 mètres au sud-est de la rue Lambert et la voie ferrée,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

815/5/15 - Adoption du règlement no 4561 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4561 a été donné (réf: 715/5/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4561 modifiant le règlement de zonage 4300 dans le but :

- d'autoriser les drapeaux publicitaires sur socle (beach flags) sur l'ensemble du territoire ainsi que les oriflammes pour les usages commerciaux situés en bordure des boulevards et des autoroutes, et de prévoir pour ces types d'affichage des normes relatives à l'implantation, aux dimensions, au nombre et aux matériaux.

Les zones visées pour les drapeaux publicitaires sur socle sont toutes les zones commerciales sur l'ensemble du territoire.
Les zones visées pour les oriflammes sont toutes les zones commerciales où l'affichage de type B et C est autorisé.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

816/5/15 - Adoption du règlement no 4617-1 – Zonage no 4300

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4617-1 a été donné (réf: 608/4/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4617-1 modifiant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser les usages « 6611 - Service de construction résidentielle (entrepreneur général) », « 6612 - Service de construction non résidentielle industrielle (entrepreneur général) » et « 6613 - Service de construction non résidentielle commerciale et institutionnelle (entrepreneur général) » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction) à l'intérieur de la zone industrielle I-336.

La zone industrielle I-336 est délimitée approximativement par l'arrière-lot des terrains situés de chaque côté de la rue Cormier, et ce, entre la rivière Saint-Germain, la rue Haggerty (pour le côté sud-ouest de la rue Cormier) et une limite située à environ 115 mètres au sud-est de la rue Janelle (pour le côté nord-est de la rue Cormier).

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

817/5/15 - Adoption de la résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 510 de la rue Bérol

Vu qu'au moment où l'avis de motion de la résolution no 614/4/15 a été donné, dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé de la résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser la construction d'une habitation multifamiliale (H-6) de 3 étages comprenant 14 logements et de modifier les dispositions relatives à la mixité, au nombre de logements, à la densité, à la distance d'une remise par rapport au bâtiment et au nombre minimal de cases de stationnement, le tout selon certaines conditions, et ce, sur les lots 3 426 734 et 3 426 735, soit au 510 de la rue Berol.

La zone commerciale C-0056 visée par la demande est délimitée approximativement par les lignes arrière des lots situés de part et d'autre de la rue Saint-Jean, et ce, entre la rue des Corsetières et le boulevard Saint-Joseph.

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

818/5/15 - Adoption de la résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 4606 du boulevard Saint-Joseph

Vu qu'au moment où l'avis de motion de la résolution no 617/4/15 a été donné, dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé de la résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « 3978 - Atelier d'artisan de fabrication d'enseignes » faisant partie de la classe d'usages I-3 (industrie semi-lourde) et de spécifier des conditions d'aménagement de terrain au 4606 du boulevard Saint-Joseph.

La zone commerciale C-1226 est délimitée approximativement par l'arrière des terrains donnant du côté nord-est du boulevard Saint-Joseph, et ce, d'une distance d'environ 130 mètres vers le nord-ouest à partir de la 3^{e} Allée et d'environ 125 mètres vers le sud-est à partir de la 8^{e} Allée.

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

819/5/15 - Adoption du règlement no 4622 modifiant le règlement no 3500 afin d'autoriser les camions de cuisine

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4622 a été donné (réf: 713/5/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 4622 modifiant le règlement no 3500 afin d'autoriser les camions de cuisine.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Monsieur le maire, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- Madame Danielle Dufresne, directrice du Service des arts, de la culture et de l'immigration et à toute la famille à l'occasion du décès de son père, monsieur Émilien Dufresne.

Prix carrefour action municipale et famille (Mme Cathy Bernier)

La conseillère Cathy Bernier mentionne que la Ville de Drummondville a reçu un prix à l'occasion du 27^{e} colloque annuel du Carrefour action municipale et famille pour l'aménagement du parc Milette.

Course Deschênes-toi (M. Roberto Léveillée)

Le conseiller Roberto Léveillée félicite les organisateurs, bénévoles, participants ainsi que les travaux publics pour le travail effectué à l'occasion de la course Deschênes-toi et mentionne que 8556 personnes ont participé.

Félicitations à monsieur François Lévesque, récipiendaire du prix Dollard-Morin (M. Vincent Chouinard)

Le conseiller Vincent Chouinard félicite monsieur François Lévesque pour l'obtention du prix Dollard-Morin.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Prochaine assemblée du conseil

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 1er juin 2015.

820/5/15 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 15.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) MÉLANIE OUELLET,
Greffière.

(Signé) ALEXANDRE CUSSON,
Maire.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

1er JUIN 2015

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 1er juin 2015, à compter de 19 h 30 ***sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

- Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Benoit Carignan, directeur et trésorier, Module administratif
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications
M. Patrice Furlan, chef division urbanisme

- Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

821/6/15 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

822/6/15 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 19 mai 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 19 mai 2015 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception d'une lettre du Ministère des Transports concernant le programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec 2010-2013; ainsi que des lettres de remerciements provenant de différents organismes.

DIRECTION GÉNÉRALE :

823/6/15 - Nomination d'un maire suppléant

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que monsieur Daniel Pelletier, conseiller, soit nommé maire suppléant.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 26 mai 2015.

824/6/15 - Subvention spéciale de 60 000 $ - Centre communautaire Pierre-Lemaire

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 60 000 $ au Centre communautaire Pierre-Lemaire afin de contribuer à l'acquisition du terrain voisin du centre (lot 4 433 628). Cette subvention est accompagnée d'un droit de premier refus en faveur de la Ville advenant la vente dudit terrain par le centre communautaire. Dans ce cas, le prix de vente en faveur de la Ville tiendra compte de ladite somme versée à titre de subvention.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

825/6/15 - Cautionnement de la Ville pour un emprunt de 110 000 $ consenti par la Caisse Desjardins de Drummondville au Centre communautaire Pierre-Lemaire (CCPL)

CONSIDÉRANT QUE le Centre communautaire Pierre-Lemaire désire obtenir un prêt d'une institution financière au montant de 110 000 $ remboursable sur 15 ans pour l'acquisition d'un terrain;

CONSIDÉRANT QUE cette institution financière exige que la Ville de Drummondville se rende caution de cette obligation;

EN CONSÉQUENCE, Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution en faveur du Centre communautaire Pierre-Lemaire d'un montant de 110 000 $ pour 15 ans selon les termes et conditions mentionnés dans le projet de convention de cautionnement joint à la présente résolution pour en faire partie intégrante sous l'annexe « A ».

Il est également résolu que la Ville de Drummondville demande au ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire l'autorisation de se rendre caution de cette obligation.

Monsieur le maire demande le vote.

Votent ***POUR***	Vote ***CONTRE***
M. Vincent Chouinard	M. Pierre Levasseur
M. Yves Grondin	
M. John Husk	
Mme Catherine Lassonde	
M. Roberto Léveillée	
Mme Isabelle Marquis	
M. Alain Martel	
M. William Morales	
M. Daniel Pelletier	

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

SERVICE DES FINANCES :

826/6/15 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 4 mai au 1er juin 2015, lesquels comptes totalisent la somme de 9 091 326,32 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Dépôt des états financiers 2014

Monsieur le maire fait lecture d'un communiqué qui résume les grandes lignes du rapport financier préparé par la firme de comptables agréés Raymond Chabot Grant Thornton et qui démontre un surplus de 2 833 753 $ pour l'année financière 2014.

Rapport du trésorier au 31 mars 2015

Monsieur le maire commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 31 mars 2015.

827/6/15 - Radiation de comptes

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville radie des comptes divers pour un montant de 8 417,67 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

828/6/15 - Emprunt de 664 500 $ au fonds de roulement pour différents projets prévus au PTI 2015

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 664 500 $ à son fonds de roulement pour différents projets prévus au PTI 2015, le tout tel qu'énuméré au tableau joint à la présente résolution.

Cet emprunt sera remboursable comme suit:

2016	66 450 $
2017	66 450 $
2018	66 450 $
2019	66 450 $
2020	66 450 $
2021	66 450 $
2022	66 450 $
2023	66 450 $
2024	66 450 $
2025	66 450 $

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

829/6/15 - Confirmation au ministère des Transports du Québec que les travaux sur les routes admissibles au Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local ont été exécutés sur lesdites routes conformément aux exigences

ATTENDU QUE le ministère des Transports a versé une compensation de 29 033 $ pour l'entretien du réseau routier local pour l'année civile 2014;

ATTENDU QUE les compensations distribuées à la municipalité visent l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts, situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la municipalité;

ATTENDU QUE la présente résolution est accompagnée de l'annexe A identifiant les interventions réalisées par la municipalité sur les routes susmentionnées;

ATTENDU QU'un vérificateur externe présentera dans les délais signifiés pour le dépôt de la reddition des comptes l'annexe B ou un rapport spécial de vérification externe dûment complété.

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville informe le ministère des Transports de l'utilisation des compensations visant l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts, situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la municipalité, conformément aux objectifs du Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

830/6/15 - Demande de subvention à Développement économique Canada pour la réfection et l'agrandissement de l'aéroport régional de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville demande une subvention à Développement économique Canada pour la réfection et l'agrandissement de l'aéroport régional de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

831/6/15 - Modification de la résolution no 11/1/15 de façon à déléguer le conseiller John Husk en remplacement du maire, monsieur Alexandre Cusson au congrès annuel et salon professionnel 2015 de la FCM qui se tiendra du 5 au 8 juin 2015 à Edmonton

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville modifie la résolution no 11/1/15 de façon à déléguer le conseiller John Husk en remplacement du maire, monsieur Alexandre Cusson au congrès annuel et salon professionnel 2015 de la FCM qui se tiendra du 5 au 8 juin 2015 à Edmonton.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

832/6/15

- Fourniture et livraison de matériel de signalisation (Soumission no DR15-INV-013 – Ouverture 22.05.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que les soumissions reçues conformes pour chacune des catégories suivantes soient retenues :

Catégorie 1 : Signoplus div. de Spectralite au montant maximum de 6 630,90 $ (taxes incluses);

Catégorie 2 : Martech signalisation inc. au montant maximum de 4 265,57 $ (taxes incluses);

Catégorie 3 : Martech signalisation inc. au montant maximum de 23 800,40 $ (taxes incluses).

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

833/6/15

- Fourniture et livraison d'un camion avec plateforme (Soumission no DR15-INV-054 - Ouverture 27.05.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la soumission de la compagnie Tradition Ford (ventes) Ltée au montant total de 59 208,68 $ soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

834/6/15

- Services professionnels - Service de diagnostic et d'élaboration d'un plan d'action du module « Service à la population » (Soumission no DR15-INV-051 – Ouverture 26.05.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la soumission de la compagnie Mallette S.E.N.C.R.L. au montant de 34 377,53 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES :

835/6/15 - Dépôt de la liste d'embauche d'employés surnuméraires et étudiants

Monsieur le maire dépose la liste d'embauches suivantes conformément à la résolution no 343/3/14.

Surnuméraires :

- Mécanicien-soudeur : Jean-Simon Fréchette-Prince (DEP en mécanique d'engins de chantier);
- Opérateur de piscines publiques et de relève : Igor Bartula (AEC en techniques de gestion des eaux);
- Secrétaire : Nancy Carroll (DEC en technique de bureautique).

Étudiants :

- Opérateur de piscines publiques et de relève : Isabelle Tardif-Bernier;
- Patrouilleur de parc : Jérémy Beaulieu Marcoux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

836/6/15 - Nomination de monsieur Jean-Sébastien Ouellette au poste permanent de journalier au Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Jean-Sébastien Ouellette au poste permanent de journalier au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 280, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

837/6/15 - Embauche de monsieur Jean-Sébastien Tremblay au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Jean-Sébastien Tremblay au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera à déterminer par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

838/6/15 - Embauche de madame Caroline Ledoux au poste permanent de technicienne à la paie au Service des ressources humaines

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de madame Caroline Ledoux au poste permanent de technicienne à la paie au Service des ressources humaines :

- Salaire : Classe 520, échelon 1-2 ans;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs;
- Entrée en poste : À déterminer par le directeur du service concerné.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

GREFFE ET SERVICES JURIDIQUES :

TRANSPORT EN COMMUN / STATIONNEMENT / MESURES D'URGENCE / DÉVELOPPEMENT SOCIAL :

SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE :

SERVICE DES LOISIRS :

839/6/15 - Autorisation au Centre communautaire Pierre-Lemaire – Tenue d'une méga vente de garage le samedi 6 juin 2015 sur le site du centre communautaire

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Pierre-Lemaire à tenir une méga vente de garage dans le stationnement du centre communautaire et sur le terrain adjacent le samedi 6 juin 2015 de 7 h à 17 h, remis au lendemain en cas de pluie, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

840/6/15 - Autorisation aux écoles St-Pierre, St-Louis et St-Pie-X – Tenue d'un triathlon des écoles le jeudi 11 juin 2015 sur le site de l'école St-Pie-X ainsi que la Maison des arts Desjardins et fermeture de rue

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les écoles St-Pierre, St-Louis et St-Pie-X à tenir le triathlon des écoles sur les terrains de l'école St-Pie-X et de la Maison des arts Desjardins du côté de la piscine le jeudi 11 juin 2015 de 8 h 30 à 12 h, remis au lendemain en cas de pluie; ainsi que la fermeture de la rue Cockburn à l'intersection des rues Pelletier et Ringuet, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

841/6/15 - Autorisation au comité social de la Villa Robert-Boisvert – Tenue d'une fête estivale le mercredi 17 juin 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité social de la Villa Robert-Boisvert à tenir une fête estivale le mercredi 17 juin 2015 de 12 h à 16 h sur le site du 455 de la rue Lessard ainsi que le prêt de matériel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

842/6/15 - Autorisation au comité organisateur des citoyens du quartier – Tenue d'une fête de quartier du Boisé Marconi, prêt de matériel, fermeture de rue, utilisation de structures gonflables et appareil de cuisson le samedi 22 août 2015

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur des citoyens du quartier à tenir une fête de quartier du Boisé Marconi au parc des Découvertes, le prêt de matériel, la fermeture de la rue Lapalme entre les rues Bell et Volta, l'utilisation de structures gonflables et appareil de cuisson le samedi 22 août 2015 de 10 h à 15 h, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

843/6/15 - Autorisation aux Emballages Mitchel-Lincoln Ltée – Installation d'un chapiteau dans le stationnement de leur usine située sur la rue Rocheleau le samedi 13 juin 2015

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Emballages Mitchel-Lincoln Ltée à procéder à l'installation d'un chapiteau dans le stationnement de leur usine située sur la rue Rocheleau à l'occasion de leur 50e anniversaire le samedi 13 juin 2015 et autorisation de stationnement sur la rue Rocheleau pour la tenue de cette activité, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

844/6/15 - Autorisation à la Fondation René-Verrier – Tenue de la Divine soirée blanche le jeudi 18 juin 2015 et fermeture de rue

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation René-Verrier à tenir la Divine soirée blanche le jeudi 18 juin 2015 de 17 h à 00 h 30 et fermeture de la rue Lindsay entre les rues Bérard et Marchand de 17 h à 18 h 15, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

845/6/15 - Autorisation du trajet du défilé du Mondial des Cultures et fermeture de rues

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le trajet du défilé du Mondial des Cultures et la fermeture des rues, le tout selon l'option dont le plan est joint en annexe.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

846/6/15 - Prolongement du service du transport en commun pour la période du 27 au 29 juin 2015, fermeture de rues et de stationnements dans le cadre des festivités de la Commémoration du 200e

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le prolongement du service du transport en commun pour la période du 27 au 29 juin 2015, fermetures de rues au centre-ville et de stationnements (Heriot (P-2), Raoul-Couture (P-3), Louis-G. Vigneault (P-4), Saint-Frédéric (P-5), Place du centre (P-6), de la Murale (P-27), de l'église Anglicane (P-29)) dans le cadre des festivités de la Commémoration du 200e et utilisation de la peinture et autocollants semi-permanents par la Corporation du 200e afin de délimiter un périmètre indiquant l'endroit où l'histoire de la Ville de Drummondville a commencé.

La Ville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

847/6/15 - Subvention de 500 $ - Centre communautaire et de loisirs Claude-Nault dans le cadre de leur 10e anniversaire de fondation

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ au Centre communautaire et de loisirs Claude-Nault dans le cadre de leur 10e anniversaire de fondation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

848/6/15 - Subvention de 3100 $ - Centre d'action bénévole Drummond

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 3100 $ au Centre d'action bénévole Drummond, à titre de subvention 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DES ARTS, CULTURE ET IMMIGRATION :

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT :

SERVICE DE L'INGÉNIERIE :

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS :

849/6/15 - Adoption de l'évaluation de rendement insatisfaisant du fournisseur dans l'exécution du contrat no DR12-PUB-035 pour la tonte de gazon des propriétés municipales, secteur Ouest pour les saisons 2013, 2014 et 2015

Il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que la Ville de Drummondville adopte l'évaluation de rendement insatisfaisant du fournisseur Entretien paysager Pierre Fréchette dans l'exécution du contrat no DR12-PUB-035 pour la tonte de gazon des propriétés municipales, secteur Ouest pour les saisons 2013, 2014 et 2015.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DE L'URBANISME :

850/6/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2095 de la rue Chopin

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal existant, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 101 402 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2095 de la rue Chopin, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.22);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal a été construit en 2004;

CONSIDÉRANT QUE la section du bâtiment principal concernée par la présente demande a été construite en 2008 par l'ancien propriétaire;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a procédé à l'achat de la propriété visée en 2011;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal est de neuf mètres (9 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé par un arpenteur-géomètre en juin 2011 pour la vente de l'immeuble et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat de localisation établit à huit virgule soixante-trois mètres (8,63 m) la marge arrière du bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule trente-sept mètres (0,37 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur du bâtiment où la distance est non conforme est de trois virgule soixante-deux mètres (3,62 m), soit quarante-cinq pour cent (45 %) de la longueur du mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE le permis de construction émis en août 2008 fait mention de la construction d'une verrière trois (3) saisons;

CONSIDÉRANT QUE les normes applicables à une verrière trois (3) saisons sont différentes de celles applicables au bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'en 2008, une verrière trois (3) saisons respectait les normes applicables;

CONSIDÉRANT QUE la section concernée a été transformée en partie habitable à l'année par l'ancien propriétaire entre 2008 et 2011;

CONSIDÉRANT QUE la section du bâtiment principal visée par la présente demande est soutenue par des pieux;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par le bâtiment ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, étant donné les coûts de démolition pour corriger la situation;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de neuf mètres (9 m) à huit virgule soixante-trois mètres (8,63 m) la marge arrière minimale du bâtiment principal existant, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas trois virgule soixante-deux mètres (3,62 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 101 402 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2095 de la rue Chopin.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

851/6/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 410 de la rue Fleury

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la marge avant maximale applicable au bâtiment principal existant composé d'un (1) étage situé sur le lot 3 921 372 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 410 de la rue Fleury, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.23);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal a été construit avec permis en 2013;

CONSIDÉRANT QUE la marge avant indiquée au permis de construction est de neuf virgule soixante-quinze mètres (9,75 m);

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre des travaux de construction, le requérant a décidé d'éloigner la résidence afin de préserver un arbre mature;

CONSIDÉRANT QUE suite aux travaux de construction, le requérant a été dans l'obligation d'abattre ce même arbre compte tenu de sa proximité avec la résidence et des risques d'endommager la fondation et la toiture;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage pour la zone où est situé l'immeuble visé par la demande (zone rurale R-9106), la marge avant maximale applicable au bâtiment principal est établie à neuf virgule quatre-vingt-trois mètres (9,83 m), et ce, en fonction de l'application du calcul des dimensions de la marge avant lorsqu'un bâtiment principal est érigé sur au moins un des terrains adjacents;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en mars 2015 par un arpenteur-géomètre et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat de localisation établit à onze virgule cinquante-cinq mètres (11,55 m) la marge avant du bâtiment principal existant d'un (1) étage, ce qui représente une irrégularité d'un virgule soixante-douze mètre (1,72 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la marge avant maximale est dérogatoire est de onze virgule dix-sept mètres (11,17 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment adjacent situé au 450 de la rue Fleury est situé à une distance d'environ quarante mètres (40 m) du bâtiment principal visé;

CONSIDÉRANT QU'un boisé sépare les deux (2) bâtiments;

CONSIDÉRANT QU'il est souhaitable, toutefois, d'exiger en cour avant la plantation d'un arbre d'un diamètre minimal de zéro virgule zéro cinq mètre (0,05 m) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) au-dessus du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu des coûts relatifs au déplacement du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction du bâtiment principal visé ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Vincent Chouinard, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de neuf virgule quatre-vingt-trois mètres (9,83 m) à onze virgule cinquante-cinq mètres (11,55 m) la marge avant maximale du bâtiment principal existant, **à la condition** que la longueur du mur où la marge avant est dérogatoire n'excède pas onze virgule dix-sept mètres (11,17 m) et de planter en cour avant un arbre d'un diamètre minimal de zéro virgule zéro cinq mètre (0,05 m) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) au-dessus du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation, et ce, pour un bâtiment principal existant composé d'un (1) étage situé sur le lot 3 921 372 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 410 de la rue Fleury.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

852/6/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 4998 du boulevard Allard

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser deux (2) garages privés sur un terrain d'une superficie de moins de trois-mille mètres carrés (3000 m^2), et ce, sur le terrain formé du lot 3 922 293 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 4998 du boulevard Allard, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.24);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite obtenir l'autorisation de remplacer le garage privé isolé existant d'une superficie de quarante-quatre virgule soixante-cinq mètres carrés (44,65 m^2) par un nouveau garage privé isolé de la même dimension et de la même superficie;

CONSIDÉRANT QUE le requérant dispose d'un terrain d'une superficie de mille six cent quatre-vingts mètres carrés (1680 m^2);

CONSIDÉRANT QU'outre le garage privé isolé, ledit terrain est occupé par une habitation de type unifamilial de structure isolée dotée d'un garage privé attenant d'une superficie de cinquante-deux virgule soixante-deux mètres carrés (52,62 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, un seul garage privé est autorisé pour un terrain d'une superficie de moins de trois mille mètres carrés (3000 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le remplacement du garage privé isolé existant est non conforme à la règlementation étant donné que celui-ci représente le deuxième (2^e) garage à être implanté sur le terrain visé;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé isolé existant est dérogatoire, mais protégé par droit acquis;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :

- nous avons acheté la propriété en 2004 et on retrouvait déjà à ce moment deux (2) garages privés;
- le garage privé visé a été construit en 1987 sur une dalle de béton;
- le garage privé visé a été inspecté par un entrepreneur qui a constaté de sérieux problèmes de structure compte tenu de la pourriture des pièces maitresses;
- le garage privé visé a été construit avec des matériaux de faible qualité et sa rénovation implique des coûts importants;
- la pente de la toiture du garage privé visé ne s'harmonise pas avec la pente de la toiture de la résidence;
- il est essentiel pour nous de posséder deux (2) garages compte tenu de nos besoins en espace et du fait que nous n'avons pas de sous-sol;
- le garage privé visé permettra l'entreposage du bateau, tracteur à pelouse, souffleur à neige, kayaks et environ dix (10) cordes de bois;
- nous ne voulons pas construire de remise sur notre terrain;

CONSIDÉRANT QUE les garages privés isolés respectent les dispositions prévues au règlement de zonage relatives à l'implantation, les dimensions et la superficie;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif du règlement est d'assurer l'intégration harmonieuse des proportions des bâtiments accessoires par rapport au bâtiment principal et par rapport aux terrains sur lesquels on les retrouve;

CONSIDÉRANT QUE la superficie du garage privé isolé projeté représente environ trente-six pour cent (36 %) de la superficie du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la superficie totale du garage privé isolé projeté et du garage privé attenant existant représente environ quatre-vingts pour cent (80 %) de la superficie du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions du garage privé attenant existant et du garage privé isolé projeté sont proportionnelles avec celles du bâtiment principal et du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé isolé projeté sera situé à environ trente-cinq mètres (35 m) de l'emprise du boulevard Allard;

CONSIDÉRANT QUE le garage privé isolé sera partiellement masqué par le bâtiment principal et par la présence de quelques arbres matures;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété étant donné que le garage privé isolé projeté sera de même volume et sera situé au même endroit que celui existant depuis 1987;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu des besoins en espace du fait que la résidence ne comporte pas de sous-sol;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter d'un (1) à deux (2) le nombre maximal de garages privés sur un terrain de moins de trois mille mètres carrés (3000 m^2), **à la condition** que la superficie totale des garages privés n'excède pas quatre-vingt-dix-huit mètres carrés (98 m^2), que la hauteur du garage privé isolé projeté n'excède pas six mètres (6 m) et qu'aucune remise ne soit construite sur le terrain, et ce, sur le terrain formé du lot 3 922 293 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 4998 du boulevard Allard.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

853/6/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 895 du chemin Hemming

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser une terrasse et un pavillon-jardin au-dessus d'un abri à bateau situé à l'intérieur de la bande de protection riveraine, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 351 669 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 895 du chemin Hemming, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.25);

CONSIDÉRANT QUE les requérants sont propriétaires d'un terrain où l'on retrouve un abri à bateau au-dessus duquel on retrouvait un abri;

CONSIDÉRANT QUE, du fait qu'il se situe dans la bande de protection riveraine, l'abri était dérogatoire mais protégé par droits acquis;

CONSIDÉRANT QUE les requérants ont obtenu en mai 2013 un permis afin de rénover l'abri à bateau existant depuis 1975 et démolir l'abri triangulaire situé au-dessus de l'abri à bateau;

CONSIDÉRANT QUE l'abri à bateau visé est localisé à l'intérieur de la bande de protection riveraine conformément à la règlementation;

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre des travaux de rénovation, les requérants ont décidé d'aménager sans permis une terrasse ainsi qu'un pavillon-jardin sur le dessus de l'abri à bateau situé à l'intérieur de la bande de protection riveraine;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, les terrasses et les pavillons-jardin ne sont pas autorisés au-dessus d'un abri à bateau situé à l'intérieur de la bande de protection riveraine;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par les requérants pour justifier la demande sont à l'effet que :
- nous avons agi de bonne foi en demandant un permis pour la démolition de l'abri situé au deuxième (2e) étage et la rénovation de l'abri à bateau avant le début des travaux;
- ayant de jeunes enfants, nous avons ajouté une rampe autour de la plateforme pour la rendre sécuritaire;
- les travaux de rénovation étaient absolument nécessaires étant donné que l'ancienne structure était en ruine et générait de la rouille et des matériaux dans la berge;
- la rénovation de l'abri embellit l'image de la propriété;
- la rénovation de l'abri a engendré des coûts substantiels et irrécupérables;
- je (Guillaume Lanoie) suis en fauteuil roulant et la plateforme est l'unique moyen pour moi non pas d'accéder, mais du moins de m'approcher de la rivière;
- il n'y a jamais eu de chaises, de table, de BBQ et aucun autre mobilier sur la plateforme et il n'est pas dans notre intention d'en installer;
- nous souhaitons que vous permettiez à une personne handicapée de jouir du paysage, de permettre à un père de famille de s'acquitter de son rôle de protection et de ne pas pénaliser d'honnêtes citoyens qui contribuent à améliorer l'image de la ville et la qualité des berges;

CONSIDÉRANT QU'il aurait été possible pour les requérants de rénover également l'abri triangulaire situé au deuxième (2e) étage de l'abri à bateau, ce qui aurait eu pour effet de rendre le bâtiment plus prédominant dans le paysage comparativement au projet réalisé;

CONSIDÉRANT QUE les travaux réalisés ont pour effet d'améliorer considérablement l'image du site à partir de la rivière Saint-François;

CONSIDÉRANT QUE la plateforme permet d'améliorer la qualité de vie des résidents;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu des coûts de démolition et de l'importance de conserver la terrasse et le pavillon-jardin pour le bien-être des occupants;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'autoriser une terrasse et un pavillon-jardin au-dessus d'un abri à bateau situé à l'intérieur de la bande de protection riveraine, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 351 669 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 895 du chemin Hemming.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

854/6/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 5250 de la rue Saint-Roch Sud

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser en cour avant un escalier extérieur menant à l'étage, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 432 731 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 5250 de la rue Saint-Roch Sud, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.26);

CONSIDÉRANT QUE le requérant doit procéder à la construction d'un escalier extérieur en acier galvanisé menant au deuxième (2e) étage afin de se conformer aux dispositions du code de sécurité;

CONSIDÉRANT QU'une deuxième (2e) issue est nécessaire pour la section administrative du bâtiment située au deuxième (2e) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'escalier visé sera situé en cour avant et plus particulièrement le long du mur latéral droit de la partie administrative;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, les escaliers extérieurs autres que ceux donnant accès au rez-de-chaussée ou au sous-sol sont interdits en cour avant;

CONSIDÉRANT QU'en vertu d'un plan préparé par un architecte, le nouvel escalier est situé en cour avant, ce qui est non conforme à la règlementation;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :
- il est impossible d'installer cet escalier à l'intérieur compte tenu de la localisation des équipements industriels et de l'entrée électrique;
- un escalier similaire est déjà présent sur le mur latéral gauche des bureaux, soit à l'opposé de l'endroit proposé;
- l'endroit proposé est le seul disponible compte tenu de l'ensemble des éléments;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de l'obligation d'installer un nouvel escalier et que l'endroit proposé est le seul disponible pour accueillir celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation du terrain par le nouvel escalier ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'autoriser en cour avant un escalier extérieur en acier galvanisé menant à l'étage, **à la condition** que cet escalier soit situé le long du mur latéral droit du bâtiment abritant la partie administrative, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 432 731 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 5250 de la rue Saint-Roch Sud.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

855/6/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 5070 de la rue Martine

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge avant secondaire applicable au bâtiment principal dans le cadre d'un projet d'agrandissement, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 433 862 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 5070 de la rue Martine, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.27);

CONSIDÉRANT QUE les requérants souhaitent procéder à l'agrandissement de la résidence principale de quatre virgule neuf mètres (4,9 m) de largeur pour y ajouter deux (2) chambres;

CONSIDÉRANT QUE cet ajout sera d'une superficie au sol de trente-huit virgule neuf mètres carrés (38,9 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage, la marge avant secondaire applicable à un bâtiment principal est de cinq virgule quarante-neuf mètres (5,49 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du plan d'implantation projeté préparé par les requérants, la marge avant secondaire du bâtiment principal est de deux virgule quatre-vingt-quinze mètres (2,95 m), ce qui représente une irrégularité de deux virgule cinquante-quatre mètre (2,54 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire est de sept virgule quatre-vingt-treize mètres (7,93 m);

CONSIDÉRANT QUE le projet d'agrandissement s'intègre à l'architecture du bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE la portion de la rue Gisèle située entre la rue Martine et le boulevard Saint-Joseph Ouest possède une emprise d'une largeur de vingt mètres (20 m), dont environ sept virgule sept mètres (7,7 m) entre la chaussée et la limite du terrain visé;

CONSIDÉRANT QUE l'emprise de rue rétrécit de l'autre côté de la rue Martine;

CONSIDÉRANT QUE l'emprise de sept virgule sept mètres (7,7 m) s'ajoute à la marge avant secondaire projetée de deux virgule quatre-vingt-quinze mètres (2,95 m) pour un total d'environ dix virgule soixante-cinq mètres (10,65 m);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement projeté a pour effet de se rapprocher de l'alignement des bâtiments situés le long de la rue Gisèle;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment principal en cour avant secondaire ne risque pas de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu des besoins en espace habitable et compte tenu de l'impact de la largeur d'emprise de rue Gisèle entre la rue Martine et le boulevard Saint-Joseph Ouest;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de cinq virgule quarante-neuf mètres (5,49 m) à deux virgule huit mètres (2,8 m) la marge avant secondaire applicable au bâtiment principal dans le cadre d'un projet d'agrandissement, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas huit mètres (8 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 433 862 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 5070 de la rue Martine.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

856/6/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 400 de la rue Rose-Ellis

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la distance minimale entre une enseigne détachée sur muret et la limite de l'emprise d'une voie de circulation, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 704 644 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 400 de la rue Rose-Ellis, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.29);

CONSIDÉRANT QU'en mai 2014, lors d'une analyse des enseignes existantes rattachées et détachées pour certains types d'habitations multifamiliales et collectives, une modification du règlement de zonage a été adoptée pour modifier les dispositions relatives à l'identification de ces types d'habitation;

CONSIDÉRANT QUE cette modification a permis de rendre conformes les enseignes existantes sur le territoire pour certains types d'habitations multifamiliales et collectives tout en conservant le caractère restrictif de la règlementation pour ce type de bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE seule l'enseigne détachée sur muret installée à la Résidence Jazz devait faire l'objet d'une dérogation mineure en ce qui concerne la distance entre celle-ci et la limite de l'emprise de la rue Rose-Ellis;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la nouvelle règlementation, toute partie d'une enseigne incluant sa structure doit respecter une distance minimale d'un virgule cinq mètre (1,5 m) de l'emprise d'une voie de circulation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en décembre 2008 par un arpenteur-géomètre et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat de localisation établit à environ un mètre (1 m) la distance entre l'enseigne détachée sur muret et la limite de l'emprise de la rue Rose-Ellis, ce qui représente une irrégularité d'environ zéro virgule cinq mètre (0,5 m);

CONSIDÉRANT QUE seul le muret recouvert de briques situé à proximité de l'emprise de la rue Rose-Ellis est concerné par la non-conformité;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne visée est entièrement située à l'extérieur du triangle de visibilité;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne visée est située à environ sept virgule cinq mètres (7,5 m) de la chaussée du boulevard René-Lévesque compte tenu de la présence, à l'intérieur de l'emprise, d'une piste cyclable et d'un trottoir;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'enseigne visée ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu des coûts relatifs au déplacement de l'enseigne sur muret;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'installation de l'enseigne semblent avoir été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire d'un virgule cinq mètre (1,5 m) à zéro virgule huit mètre (0,8 m) la distance minimale entre une enseigne détachée sur muret et la limite de l'emprise de la rue Rose-Ellis, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 704 644 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 400 de la rue Rose-Ellis.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

857/6/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 165-167 de la rue Albert-Dumouchel

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la hauteur minimale en nombre d'étages pour un bâtiment principal de type bifamilial (H-2) de structure isolée projeté composé d'un (1) étage sur le lot 5 199 729 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 165-167 de la rue Albert-Dumouchel, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.54);

CONSIDÉRANT QUE le site visé par la demande est localisé à l'intérieur du projet domiciliaire « Renaissance »;

CONSIDÉRANT QUE la zone où se situe le site visé par la demande permet les habitations bifamiliales (H-2) ainsi que les habitations multifamiliales (H-4) de quatre (4) logements de structure isolée composées d'un minimum de deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE la requérante a soumis, au soutien de la demande, un plan de construction d'un bâtiment bifamilial (H-2) dont chacun des deux (2) logements dispose :

- d'une superficie de plancher au rez-de-chaussée de cent soixante-dix-sept mètres carrés (177 m^2);
- d'une superficie au deuxième (2^e) étage de quarante-neuf virgule huit mètres carrés (49,8 m^2);

Nombre d'étages du bâtiment projeté

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur pour la zone concernée:

- la hauteur minimale en nombre d'étages pour des habitations bifamiliales (H-2) est établie à deux (2);
- une habitation bifamiliale est un bâtiment comprenant deux (2) unités de logement situées l'une au-dessus de l'autre, en tout ou en partie;
- une habitation bifamiliale avec les unités juxtaposées est autorisée;
- un niveau de plancher est considéré comme un étage lorsque la hauteur sous le plafond est d'au moins deux virgule un mètres (2,1 m) et représente plus de cinquante pour cent (50 %) de la superficie de plancher du rez-de-chaussée;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé par la demande ne respecte donc pas le nombre minimal de deux (2) étages exigé pour une habitation bifamiliale (H-2) de structure isolée avec des unités juxtaposées, compte tenu de la superficie de plancher des logements du deuxième (2e) étage représente vingt-huit pour cent (28 %) de la superficie totale du rez-de-chaussée, ce qui constitue une irrégularité d'un (1) étage;

Hauteur en mètres du bâtiment projeté

CONSIDÉRANT QUE le modèle de construction projeté par la requérante dispose d'une hauteur à mi-pignon de six virgule vingt-sept mètres (6,27 m) et d'un gabarit similaire aux bâtiments actuellement implantés sur la rue Albert-Dumouchel;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur du bâtiment projeté respecte les hauteurs minimale et maximale établies respectivement à quatre virgule cinq mètres (4,5 m) et à douze virgule cinq mètres (12,5 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment n'est toutefois pas soumis au calcul de la moyenne des hauteurs compte tenu de l'absence de construction sur le terrain voisin gauche et de la présence d'une voie de circulation du côté droit;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des bâtiments construits les plus rapprochés du site visé par la demande est de huit virgule un mètres (8,1 m) pour le second voisin gauche de type multifamilial (H-4) de quatre (4) logements et sept virgule cinquante-deux mètres (7,52 m) pour le voisin droit de type bifamilial (H-2) situé de l'autre côté de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des bâtiments construits les plus rapprochés est donc supérieure d'un virgule quatre-vingt-trois mètre (1,83 m) du côté gauche et un virgule zéro cinq mètre (1,05 m) du côté droit;

CONSIDÉRANT QUE selon les dispositions du règlement de zonage présentement en vigueur relatives à la moyenne des hauteurs, le bâtiment projeté d'une hauteur de six virgule vingt-sept mètres (6,27 m) aurait donc pour effet d'imposer une hauteur maximale de sept virgule neuf mètres (7,9 m) pour le terrain voisin gauche afin d'assurer une transition avec le second bâtiment voisin actuellement construit d'une hauteur de huit virgule un mètres (8,1 m);

CONSIDÉRANT QUE la requérante a mentionné son intention de construire un bâtiment multifamilial (H-4) de quatre (4) logements d'une hauteur maximale de sept virgule quatre-vingt-deux mètres (7,82 m) respectant ainsi la hauteur maximale prévue au règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la pente de toiture du bâtiment visé par la demande sera réduite à 7/12 alors que celle du bâtiment voisin gauche sera augmentée à 9/12 afin d'assurer une transition harmonieuse des hauteurs;

Apparence extérieure du bâtiment projeté

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment bifamilial (H-2) projeté disposerait d'un (1) garage attenant de chaque côté. Le revêtement extérieur serait, quant à lui, composé d'environ vingt-cinq pour cent (25 %) de maçonnerie et d'environ soixante-quinze pour cent (75 %) d'enduit d'acrylique dans la partie supérieure des murs du rez-de-chaussée ainsi que d'un revêtement métallique pour les murs du deuxième (2e) étage similaire à d'autres bâtiments multifamiliaux de quatre (4) logements dont celui construit aux 205 à 211 de la rue Albert-Dumouchel;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment bifamilial (H-2) projeté disposerait d'une superficie d'implantation au sol d'environ trois cent cinquante-cinq mètres carrés (355 m^2) et serait implanté sur un terrain d'une superficie de mille deux cent quatre-vingt-sept virgule un mètres carrés (1 287,1 m^2) équivalant à vingt-huit pour cent (28 %) d'espace bâti/terrain;

Justification de la requérante

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par la requérante pour justifier la demande sont à l'effet que le modèle de construction proposé répond aux besoins de ses clients et est esthétiquement semblable aux habitations bifamiliales (H-2) et multifamiliales (H-4) actuellement construites sur la rue Albert-Dumouchel;

Conclusion

CONSIDÉRANT QUE compte tenu de la hauteur du bâtiment projeté qui a été rehaussée de zéro virgule quatre-vingt-trois mètre (0,83 m) par rapport au précédent modèle proposé en varia au mois de février celui-ci devrait s'harmoniser avec la hauteur des bâtiments voisins;

CONSIDÉRANT QUE, de plus, la requérante a démontré que le projet visé par la demande ne devrait pas avoir pour effet d'entraîner une dérogation supplémentaire lors de la construction du bâtiment voisin gauche;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante compte tenu de la nécessité de s'adapter aux besoins du marché;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de deux (2) à un (1) le nombre minimal d'étages d'un bâtiment principal **à la condition** que la superficie de plancher des logements du deuxième (2e) étage représente au moins vingt pour cent (20 %) de la superficie totale du rez-de-chaussée, et ce, pour un bâtiment principal de type bifamilial (H-2) de structure isolée projeté composé d'un (1) étage sur le lot 5 199 729 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 165-167 de la rue Albert-Dumouchel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

858/6/15 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 5145 de la rue Olivier

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la hauteur maximale, et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée avec garage intégré d'un (1) étage qui sera située sur le lot 4 433 873 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 5145 de la rue Olivier, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.57);

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite procéder à la construction d'une résidence unifamiliale isolée avec garage privé intégré d'une hauteur de six virgule quatorze mètres (6,14 m) sur un terrain d'une superficie de six cent cinquante et un virgule quatre mètres carrés (651,4 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé par la demande serait implanté entre deux (2) résidences unifamiliales isolées existantes, soit :
- la résidence située au 5115 de la rue Olivier composée d'un (1) étage, d'une hauteur de trois virgule neuf mètres (3,9 m) et implantée à une distance d'environ trente-quatre virgule soixante-quinze mètres (34,75 m) de la résidence visée;
- la propriété du 5165 de la rue Olivier composée d'un (1) étage, d'une hauteur de quatre virgule zéro huit mètres (4,08 m) et implantée à une distance de neuf mètres (9 m) de la résidence visée;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel :
- lorsque des bâtiments principaux sont érigés sur des terrains adjacents, la hauteur du bâtiment à construire doit correspondre à la moyenne des hauteurs des bâtiments principaux déjà érigés sur les terrains adjacents sans être inférieure à quatre virgule cinq mètres (4,5 m), soit pour le présent dossier, une hauteur maximale de quatre virgule cinq mètres (4,5 m), ce qui constitue une irrégularité d'un virgule soixante-quatre mètre (1,64 m);
- la différence maximale de hauteur entre le bâtiment projeté et le bâtiment voisin le plus bas est établie à deux mètres (2 m), ce qui constitue une irrégularité de zéro virgule vingt-quatre mètre (0,24 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont à l'effet que :
- les résidences adjacentes sont localisées à une bonne distance du bâtiment principal projeté;
- la faible pente des résidences voisines a pour effet de réduire considérablement la hauteur permise;

Hauteur du bâtiment

CONSIDÉRANT QUE l'objectif de la réglementation en matière de hauteur est d'assurer, de façon générale, une harmonie entre les habitations voisines;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment projeté possède le même nombre d'étages que les résidences voisines;

CONSIDÉRANT QUE la faible hauteur des habitations voisines impose au requérant une réduction importante de la hauteur déterminée par le calcul de la moyenne des hauteurs des bâtiments voisins;

CONSIDÉRANT QUE la réduction de la pente de la toiture aurait pour effet de créer une disproportion avec la hauteur des murs, étant donné qu'il s'agit d'un bâtiment d'un (1) étage et doté d'une grande superficie de plancher;

CONSIDÉRANT QUE la différence de hauteur avec les bâtiments voisins composés d'un (1) étage sera visuellement peu apparente, compte tenu de leur éloignement;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement risque de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu de la difficulté de construire, conformément à la règlementation actuellement en vigueur, une résidence d'un (1) étage sur le terrain visé compte tenu de la faible hauteur des résidences adjacentes;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu de la distance séparant ceux-ci de la résidence projetée;

CONSIDÉRANT QUE la zone n'est soumise à aucune contrainte pour des motifs de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE les personnes intéressées ont eu l'occasion de se faire entendre par le conseil;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter :

- de quatre virgule cinq mètres (4,5 m) à six virgule trois mètres (6,3 m) la hauteur maximale du bâtiment principal projeté;
- de deux mètres (2 m) à deux virgule quatre mètres (2,4 m) la différence maximale de hauteur entre le bâtiment projeté et le bâtiment voisin le plus bas;

et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée composée d'un (1) étage avec garage privé intégré qui sera située sur le lot 4 433 873 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 5145 de la rue Olivier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

859/6/15 - Dépôt du procès-verbal (25.05.15) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 25 mai 2015 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

860/6/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2580 de l'avenue Camille-Dreyfus – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2580 de l'avenue Camille-Dreyfus, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.35);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Faubourg Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie d'environ cent mètres carrés (100 m^2) ayant un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorise une harmonisation avec celui du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale est animée par des modulations (avancées et/ou retraits), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « à quatre (4) versants » avec des jeux de pignons dans sa partie avant;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour la façade principale</u>
- de la brique-pierre de couleur grise;
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;

<u>pour les murs latéraux et arrière</u>
- du clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur brune;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles et s'harmonisent ensemble, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE de par son architecture (matériaux, fenestration, gabarit et style), le bâtiment s'intègrera bien au milieu dans lequel il se retrouve;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière est aménagée à l'extrémité droite de la ligne avant de terrain donnant sur l'avenue Camille-Dreyfus;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2580 de l'avenue Camille-Dreyfus, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

861/6/15 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé aux 1001-1015 du boulevard Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé aux 1001-1015 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.36);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à réaliser des bandes paysagères et des trottoirs composés de pavé imbriqué;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées sont réalisées en cour avant du terrain donnant vers le boulevard Saint-Joseph dans lesquelles sont plantés au moins trois (3) arbres et au moins six (6) arbustes et/ou plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE des trottoirs composés de pavé imbriqué ou de béton sont aménagés dans ladite cour avant donnant vers le boulevard Saint-Joseph ainsi qu'aux abords de la ligne latérale droite de terrain, soit le long du mur du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur d'au moins un mètre (1 m) est réalisée aux abords de la partie arrière de la ligne latérale droite de terrain, soit la section donnant vers la rue Saint-Henri et qu'au moins quatre (4) arbres sont plantés dans ladite bande gazonnée;

CONSIDÉRANT QU'un espace gazonné est existant aux abords de la ligne latérale droite de terrain, soit près de la rue Saint-Henri et que ce dernier est conservé;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) entrées charretières donnant sur la rue Saint-Henri ne sont pas modifiées et que la bande gazonnée aux abords de ladite rue est conservée;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres sont plantés dans ladite bande gazonnée localisée aux abords de la ligne de terrain bordant la rue Saint-Henri;

CONSIDÉRANT QUE les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de terrain proposé permet de bonifier l'image du site;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) pour l'immeuble situé aux 1001-1015 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

862/6/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne détachée du bâtiment situé au 300 du boulevard Saint-Joseph Ouest – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne détachée du bâtiment situé au 300 du boulevard Saint-Joseph Ouest, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.37);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne détachée du bâtiment de type « muret » d'une superficie approximative de cinq virgule cinquante-neuf mètres carrés (5,59 m²), une hauteur d'environ trois virgule zéro quatre mètres (3,04 m) et une largeur approximative de deux virgule huit mètres (2,8 m);

CONSIDÉRANT QUE le muret de forme rectangulaire est composé d'un module d'aluminium d'une épaisseur d'environ zéro virgule quatre mètre (0,4 m) sur lequel un bandeau d'aluminium d'une épaisseur d'environ zéro virgule cinq mètre (0,5 m) est apposé dans sa partie supérieure, ainsi qu'un module (Bulldog) d'une épaisseur d'environ zéro virgule six mètre (0,6 m) apposé dans la partie supérieure droite;

CONSIDÉRANT QUE les faces avant du muret sont opaques et que seuls les messages (Mack et Drummondville) ainsi que le module (Bulldog) sont lumineux;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne de type « muret » sont, entre autres, le gris, le noir et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est localisée dans la cour avant du terrain donnant vers le boulevard Saint-Joseph Ouest, soit près de l'extrémité droite au même emplacement que celle remplacée;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne sur muret permet une bonne visibilité de cette dernière à partir de la voie de circulation, sans que celle-ci soit prédominante sur le terrain et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne détachée du bâtiment ne nuit pas à la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne détachée du bâtiment, de par ses couleurs et son traitement, s'harmonise avec le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne sur muret (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation et son traitement, l'enseigne détachée ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est existant à la base de l'enseigne et que ce dernier est conservé;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne détachée du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 300 du boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

863/6/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé aux 156-164 de la rue Cockburn – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé aux 156-164 de la rue Cockburn, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.38);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent à enlever les lucarnes et remplacer le revêtement de la toiture;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment a été construit vers les années mille huit cent quatre-vingt (1880) à des fins industrielles et qu'il a été converti en habitation vers les années mille neuf cent trente (1930);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment a perdu ses caractéristiques architecturales d'origine et qu'il a peu de valeur patrimoniale ou architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) lucarnes localisées sur la pente avant de la toiture sont enlevées ainsi que celle localisée sur la pente arrière;

CONSIDÉRANT QUE les lucarnes localisées sur la pente avant de la toiture n'ont pas la même dimension et qu'elles n'ont pas un traitement architectural d'ordre particulier se rattachant à l'architecture d'ensemble du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les lucarnes sont des ajouts qui ne sont pas d'origine et qu'elles n'ont pas de valeur patrimoniale étant donné l'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est remplacé par un revêtement de bardeaux d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du style architectural du bâtiment et de celui du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé aux 156-164 de la rue Cockburn, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

864/6/15 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé aux 165-167 de la rue Albert-Dumouchel – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé aux 165-167 de la rue Albert-Dumouchel, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.39);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Albert-Dumouchel, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel de structure « juxtaposée » d'une superficie d'environ trois cent cinquante-cinq mètres carrés (355 m^2) ayant un (1) étage d'une hauteur d'environ six virgule trois mètres (6,3 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté à l'intersection des rues Albert-Dumouchel et Hugh-Campagna;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural proposé est similaire à certains des bâtiments déjà implantés dans le secteur;

CONSIDÉRANT QU'un garage privé attenant est aménagé à chaque extrémité du bâtiment, soit légèrement en avancé en rapport à la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorise une harmonisation avec celui du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale est animée par des modulations (avancées et/ou retraits), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « à quatre (4) versants » avec une section mansarde dans la partie centrale de la pente avant de la toiture;

CONSIDÉRANT QUE la section de toiture des garages privés attenants est de type « à quatre (4) versants »;

CONSIDÉRANT QU'une tourelle est réalisée sur les murs latéral gauche et avant secondaire donnant vers la rue Hugh-Campagna;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les diverses façades</u>
- de la brique-pierre de couleur gris-beige pour la partie inférieure des murs, soit sur une hauteur d'environ un mètre (1 m);
- de l'enduit d'acrylique de couleur beige pour les autres sections des murs;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur brune pour l'ensemble du corps principal du bâtiment et pour les garages privés attenants;
- de l'acier imitant la tôle à baguette de couleur brune pour la section mansarde aménagée dans la partie centrale de la pente avant du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE des coins français composés d'un revêtement d'enduit d'acrylique de couleur beige sont réalisés sur les coins des murs et sur les colonnes;

CONSIDÉRANT QUE des moulures et clefs de voute sont réalisées aux pourtours des ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE les entrées principales localisées sur la façade donnant vers la rue Albert-Dumouchel sont protégées par une marquise réalisée dans le prolongement du toit du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont de type « à battant et/ou fixe » dont les encadrements sont de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE lesdites fenêtres sont aménagées d'une imposte et qu'elles sont composées en partie de carrelage;

CONSIDÉRANT QUE les portes sont de couleur brune ayant une bonne surface vitrée;

CONSIDÉRANT QUE les portes ouvrant sur un axe horizontal de type « garage » sont de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le garde-corps ceinturant les balconnières localisées dans la partie centrale de la façade principale du bâtiment donnant vers la rue Albert-Dumouchel est en aluminium de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE les soffites et les fascias sont de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles et s'harmonisent ensemble, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE de par son architecture (matériaux, fenestration, gabarit et style), le bâtiment s'intègrera bien au milieu dans lequel il se retrouve;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière est aménagée à chaque extrémité de la cour avant de terrain donnant vers la rue Albert-Dumouchel, soit à l'avant des garages privés attenants;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (comme mentionné ci-dessus) qui sera situé aux 165-167 de la rue Albert-Dumouchel, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

865/6/15 - Acceptation des travaux de démolition du bâtiment (incluant les constructions accessoires) situé aux 335-341 de la rue Lindsay – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition du bâtiment (incluant les constructions accessoires) situé aux 335-341 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.40);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment (incluant les constructions accessoires) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir le bâtiment principal et les constructions accessoires;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment et les constructions accessoires visés ne présentent pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera annexé au terrain adjacent et qu'un projet de construction d'un bâtiment à vocation communautaire (bibliothèque) est prévu sur le site;

CONSIDÉRANT QUE dans l'éventualité où le projet de construction du bâtiment à vocation communautaire ne serait pas effectué, le terrain visé par les démolitions serait engazonné au plus tard dans les douze (12) mois suivant l'émission du permis de démolition;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition d'un bâtiment (incluant les constructions accessoires (comme mentionné ci-dessus) situé aux 335-341 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

866/6/15 - Acceptation des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment situé au 4522 du boulevard Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment situé au 4522 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.41);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes rattachées au bâtiment ayant le même traitement architectural et une superficie différente, soit une installée sur la façade principale donnant vers le boulevard Saint-Joseph d'une superficie d'environ trois virgule deux mètres carrés (3,2 m²) et une installée sur la façade avant secondaire donnant vers la rue des Jumelles d'une superficie d'environ un virgule sept mètres carrés (1,7 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes ont le même traitement architectural et sont constituées de lettres détachées lumineuses d'une épaisseur maximale de douze virgule sept centimètres (12,7 cm) de couleurs blanche et jaune lesquelles sont apposées sur un module découpé dont la face avant est opaque d'une épaisseur maximale de sept virgule soixante-deux centimètres (7,62 cm) de couleur verte;

CONSIDÉRANT QU'un espace d'environ trois virgule quatre-vingt-un centimètres (3,81 cm) est laissé à l'arrière de l'enseigne et qu'un halo de couleur verte éclaire le pourtour de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur la façade principale donnant vers le boulevard Saint-Joseph est aménagée sur le bandeau d'affichage existant à l'avant du local, soit centrée sur ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne localisée sur la façade avant secondaire donnant vers la rue des Jumelles est aménagée au-dessus de la fenêtre composée de deux (2) sections du rez-de-chaussée, soit centrée au-dessus de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE de par leurs dimensions et leurs localisations, les enseignes utilisent bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leur type et leur traitement, ne masquent pas la visibilité des établissements voisins et ne sont pas prédominantes sur le bâtiment ainsi que dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par leurs couleurs, leur type, leurs matériaux et leur éclairage, les enseignes s'harmonisent bien avec celles se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 4522 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

867/6/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 751 de la rue Saint-Pierre – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 751 de la rue Saint-Pierre, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.42);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent à remplacer le revêtement extérieur des murs de l'étage du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de clin de vinyle de couleur blanche des murs de l'étage du bâtiment est remplacé par un revêtement de clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE des moulures sont aménagées aux pourtours des ouvertures et sur le coin des murs;

CONSIDÉRANT QUE la couleur proposée s'harmonise avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'intervention s'effectue dans le respect du style architectural du bâtiment et de celui du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 751 de la rue Saint-Pierre, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

868/6/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 1975 du boulevard Jean-De Brébeuf – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 1975 du boulevard Jean-De Brébeuf, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.43);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise dans le PIIA d'insertion, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent à réaliser une marquise au-dessus du perron existant sur la façade principale du bâtiment donnant vers le boulevard Jean-De Brébeuf;

CONSIDÉRANT QU'une marquise de type « à deux (2) versants » est réalisée au-dessus du perron localisé sur la façade principale du bâtiment et que cette dernière est de même dimension que le perron;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de toit de ladite marquise est du bardeau d'asphalte de couleur brune tel que celui de la toiture du corps principal du bâtiment et celui de la face avant du clin de vinyle de couleur blanche tel que le clin existant sur la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE la marquise est soutenue par des colonnes d'aluminium d'environ treize centimètres (13 cm) par treize centimètres (13 cm) de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent avec l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du style architectural du bâtiment et de celui du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 1975 du boulevard Jean-de Brébeuf, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

869/6/15 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 1680 du boulevard Saint-Joseph – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 1680 du boulevard Saint-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.44);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites des secteurs P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph et centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à réaménager l'aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est existante et que la configuration de celle-ci n'est pas modifiée;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) entrées charretières donnant sur le boulevard Saint-Joseph sont conservées ainsi que celle donnant sur la sur Marchand;

CONSIDÉRANT QUE le pavage de bitume est refait ainsi que les bordures;

CONSIDÉRANT QUE les bandes gazonnées ceinturant le site sont conservées ainsi que les arbres matures existants et la haie localisée aux abords de la ligne latérale gauche de terrain donnant vers le site de la sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres sont plantés dans les bandes gazonnées aux abords des deux (2) entrées charretières existantes sur le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'au moins un arbre et trois (3) arbustes sont plantés dans la bande gazonnée aux abords du mur latéral gauche du bâtiment donnant vers le site de la sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère d'une longueur d'environ quarante mètres (40 m) composée d'au moins trente-quatre (34) arbustes est réalisée dans la section d'aire de stationnement donnant vers le boulevard Saint-Joseph, soit dans la partie centrale de ladite section;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres sont plantés dans la bande gazonnée aux abords de l'entrée charretière donnant sur la rue Marchand et au moins trois (3) aux abords de la partie arrière de la section de l'aire de stationnement accessible à partir de ladite entrée charretière;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres sont plantés dans la bande gazonnée aux abords de la partie avant de la ligne de terrain orientée vers le terrain résidentiel donnant vers la rue Corriveau, soit aux abords de la rue Marchand;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère composée d'au moins douze (12) arbustes est réalisée aux abords de la façade avant secondaire donnant vers la rue Marchand, soit près de la section d'aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) pour l'immeuble situé au 1680 du boulevard Saint-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

870/6/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour les bâtiments principal et accessoire situés aux 572-578 de la rue Brock – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour les bâtiments principal et accessoire situés aux 572-578 de la rue Brock, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.45);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiments principal et accessoire sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent principalement à :

- remplacer les fenêtres du bâtiment principal;
- refaire les joints de maçonnerie des murs du bâtiment principal;
- remplacer le revêtement extérieur des murs de l'annexe localisée sur le mur avant secondaire du bâtiment principal donnant vers la rue Heriot ainsi que celui des murs du bâtiment accessoire (garage privé isolé);
- remplacer les éléments constituant les perrons localisés sur l'annexe du mur avant secondaire du bâtiment principal donnant vers la rue Heriot;
- remplacer une fenêtre pour une porte coulissante de type « porte-patio » et aménager un balcon à l'étage de l'annexe localisée sur le mur avant secondaire du bâtiment principal donnant vers la rue Heriot;

Rénovation extérieure du bâtiment principal

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres du bâtiment principal sont remplacées par des fenêtres de type « à guillotine » dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les joints de maçonnerie des murs du bâtiment principal sont refaits de même couleur que ceux existants;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs de l'annexe localisée sur le mur avant secondaire du bâtiment principal donnant vers la rue Heriot est remplacé par du revêtement de clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur beige-jaune;

CONSIDÉRANT QUE des moulures de couleur harmonisée sont aménagées aux pourtours des ouvertures et sur le coin des murs de ladite annexe;

CONSIDÉRANT QUE le plancher des perrons de l'annexe localisée sur le mur avant secondaire du bâtiment principal donnant vers la rue Heriot est refait en conservant les mêmes dimensions;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps de ces derniers sont remplacés par des garde-corps d'aluminium de couleur blanche dont la main-courante a une épaisseur minimale de sept virgule cinq centimètres (7,5 cm) et des barreaux d'un virgule neuf centimètre (1,9 cm);

CONSIDÉRANT QUE les colonnes soutenant le toit protégeant lesdits perrons sont remplacées par des colonnes d'aluminium de couleur blanche d'une dimension approximative de quinze centimètres (15 cm) par quinze centimètres (15 cm);

CONSIDÉRANT QUE la fenêtre coulissante de l'étage de l'annexe localisée sur le mur avant secondaire du bâtiment principal est remplacée par une porte coulissante de type « porte-patio » dont l'encadrement est de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QU'un balcon d'environ un virgule cinq mètre (1,5 m) de profondeur par deux virgule quatre mètres (2,4 m) de largeur est aménagé à même le toit couvrant les perrons localisés sur l'annexe du mur avant secondaire dudit bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le garde-corps ceinturant ledit balcon est composé d'aluminium de couleur blanche dont la main-courante a une épaisseur minimale de sept virgule cinq centimètres (7,5 cm) et des barreaux d'un virgule neuf centimètre (1,9 cm);

Rénovation extérieure du garage privé isolé

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs du garage privé isolé localisé en cour avant secondaire donnant vers la rue Heriot est remplacé par un revêtement de clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment de couleur beige-jaune;

CONSIDÉRANT QUE des moulures de couleur harmonisée sont aménagées aux pourtours des ouvertures et sur le coin des murs;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés pour les bâtiments principal et accessoire (garage privé isolé) s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale desdits bâtiments, tout en s'effectuant dans le respect de ces derniers et du cadre bâti du milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure des bâtiments principal et accessoire (garage privé isolé) (comme mentionné ci-dessus) situés aux 572-578 de la rue Brock, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

871/6/15 - Acceptation des travaux d'agrandissement du bâtiment, d'aménagement d'un logement intergénérationnel à même une résidence et de rénovation extérieure du bâtiment situé au 205 de la rue Lionel-Groulx – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement du bâtiment, d'aménagement d'un logement intergénérationnel à même une résidence et de rénovation extérieure du bâtiment situé 205 de la rue Lionel-Groulx, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.46);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé par la demande est actuellement composé d'un logement principal et d'un garage privé intégré;

Agrandissement et aménagement d'un logement intergénérationnel

CONSIDÉRANT QUE le logement intergénérationnel sera occupé par une personne ayant un lien de parenté avec la propriétaire;

CONSIDÉRANT QUE le logement intergénérationnel est aménagé dans un agrandissement d'une superficie maximale de quatre-vingt-dix mètres carrés (90 m²) réalisé en cour latérale droite du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement pour l'ajout du logement intergénérationnel est réalisé dans le prolongement de la façade principale donnant vers la rue Lionel-Groulx;

CONSIDÉRANT QUE le mur arrière de l'agrandissement est réalisé dans un axe similaire à celui du mur arrière de la partie existante du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la section de toiture de la partie agrandie pour le logement intergénérationnel est de type « à deux (2) versants » telle que la partie existante du bâtiment et que la pente est similaire à cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la partie agrandie est d'un étage et que la hauteur de celle-ci est légèrement plus basse que celle de la partie existante du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs pour la partie intergénérationnelle sont :

<u>pour la façade principale</u>
- de la pierre de couleur gris-beige soit celles récupérées de la cheminée qui sera démantelée;
- du bardeau de cèdre de couleur blanc-gris;

<u>pour les murs latéral droit et arrière</u>
- du clin de bois de couleur blanc-gris;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur rouge brique;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont de type « à auvent et/ou fixe » dont les encadrements sont de couleur brune;

CONSIDÉRANT QU'un accès au logement intergénérationnel est aménagé sur un mur, en retrait (alcôve) réalisé sur la façade principale du bâtiment;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de pierre de couleur gris-beige de la façade principale du bâtiment est conservé et que le clin de bois de la partie existante du bâtiment est remplacé par du bardeau de cèdre de couleur blanc-gris pour la façade principale et du clin de bois de couleur blanc-gris pour les autres murs;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de bardeaux d'asphalte de couleur rouge brique de la toiture de la partie existante du bâtiment est conservé;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent ensemble (incluant ceux de la section intergénérationnelle) ainsi qu'avec ceux se retrouvant sur les autres bâtiments localisés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment modifié par l'ajout du logement intergénérationnel (toiture, hauteur et nombre d'étages) s'intègre à celui des bâtiments situés dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement, d'aménagement d'un logement intergénérationnel et de rénovation extérieure du bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 205 de la rue Lionel-Groulx, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

872/6/15 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment accessoire pour l'immeuble situé au 2610 de la rue de l'Étoffe – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment accessoire pour l'immeuble situé au 2610 de la rue de l'Étoffe, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.47);

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Faubourg Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de bâtiment accessoire sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire (garage privé isolé) d'une superficie approximative de vingt-et-un mètres carrés (21 m^2) et d'une hauteur maximale de quatre virgule quatre-vingt-huit mètres (4,88 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est implanté en cour arrière du terrain soit dans la partie droite de cette cour;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur pour les murs est un clin de fibre de bois pressé de couleur brune et que celui de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur brune tel que les revêtements existants sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la toiture du bâtiment accessoire (garage privé isolé) est de type à quatre (4) versants s'inspirant de la toiture du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural du garage privé isolé (matériaux, couleurs et style) s'apparente à celui du bâtiment principal (multilogements);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, de par ses matériaux et son style, cette construction s'harmonise avec le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller William Morales, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (comme mentionné ci-dessus) pour l'immeuble situé au 2610 de la rue de l'Étoffe, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

873/6/15 - Acceptation des travaux d'abattage d'arbres au 11 du carré Celanese – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'abattage d'arbres au 11 du carré Celanese, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.48);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./carré Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux d'abattage d'arbres sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à abattre six (6) arbres;

CONSIDÉRANT QUE le terrain où les arbres doivent être abattus s'insère dans un secteur résidentiel ayant douze (12) terrains dont les bâtiments implantés sur ces derniers sont à valeur patrimoniale élevée;

CONSIDÉRANT QUE les six (6) arbres à abattre ont des faiblesses et/ou sont malades;

CONSIDÉRANT QU'un des arbres à abattre est localisé en cour avant, un en cour avant secondaire et les quatre (4) autres dans un massif composé de plusieurs arbres localisé en cour latérale droite de terrain;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) arbres (érables) seront plantés sur le terrain, soit un en cour avant, un en cour avant secondaire et l'autre dans une des cours du terrain;

CONSIDÉRANT QUE tous les nouveaux arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'abattage de six (6) arbres (comme mentionné ci-dessus) au 11 du carré Celanese, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

874/6/15 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 207 de la rue Lindsay – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 207 de la rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.49);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne projetante stylisée constituée d'un matériau imitant le bois et ayant une superficie approximative de zéro virgule cinquante mètre carré (0,50 m²);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée d'un panneau central dont les coins sont stylisés d'une épaisseur d'au moins un virgule vingt-sept centimètre (1,27 cm) et de deux (2) panneaux extérieurs légèrement plus petits et ayant le même profil d'une épaisseur d'au moins zéro virgule soixante-quatre centimètre (0,64 cm);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée au même emplacement que celle à remplacer, soit à gauche de la façade principale donnant vers la rue Lindsay sur le fer ornemental apposé sur la colonne du balcon;

CONSIDÉRANT QUE le fer ornemental soutenant l'enseigne projetante est stylisé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le noir et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection (col de cygne);

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et sa localisation, l'enseigne utilise bien l'espace disponible aux fins d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son type et son traitement, ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante sur le bâtiment ainsi que dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par ses couleurs, son type et ses matériaux, l'enseigne s'harmonise bien avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa composition, son type et son traitement), l'affichage proposé s'inscrit globalement en continuité avec celui souhaité pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde, appuyée par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé au 207 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

875/6/15 - Acceptation des travaux d'installation de cinq (5) enseignes rattachées au bâtiment situé aux 530-550 de la rue Saint-Amant – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de cinq (5) enseignes rattachées au bâtiment situé aux 530-550 de la rue Saint-Amant, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.50);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Amant, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer cinq (5) enseignes rattachées au bâtiment, soit quatre (4) sur la façade donnant vers la rue Saint-Amant et une sur la façade orientée vers le boulevard René-Lévesque et l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes apposées sur la façade principale donnant vers la rue Saint-Amant ont une superficie de :
- vingt-six virgule cinquante-deux mètres carrés (26,52 m^2) pour l'enseigne « TIMES »;
- dix virgule trente-sept mètres carrés (10,37 m^2) pour l'enseigne « GRAND HÔTEL TIMES »;
- sept virgule zéro quatre mètres carrés (7,04 m^2) pour l'enseigne « COSMOS » localisée dans la partie supérieure du bâtiment;
- cinq virgule soixante-sept mètres carrés (5,67 m^2) pour l'enseigne « COSMOS » apposée à l'extrémité gauche du rez-de-chaussée de la façade;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne « HÔTEL » apposée sur la façade latérale gauche orientée vers le boulevard René-Lévesque et l'autoroute Jean-Lesage a une superficie de vingt-huit virgule cinquante-deux mètres carrés (28,52 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les cinq (5) enseignes ont une épaisseur maximale de douze virgule sept centimètres (12,7 cm) et qu'elles sont composées de lettres détachées lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne « GRAND HÔTEL TIMES » a une calligraphie stylisée;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne « TIMES » est localisée dans la partie centrale de l'étage supérieur de la façade principale donnant vers la rue Saint-Amant et l'enseigne « HÔTEL » est localisée au même étage, soit dans la partie centrale de la façade orientée vers le boulevard René-Lévesque et l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne « GRAND HÔTEL TIMES » est localisée sur la face avant de la marquise aménagée aux abords de l'entrée principale de l'hôtel donnant vers la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne « COSMOS » ayant une superficie d'au plus cinq virgule soixante-sept mètres carrés (5,67 m^2) est localisée aux abords de la partie centrale du bandeau aménagé en façade de la section restaurant du rez-de-chaussée et l'autre enseigne « COSMOS » est localisée à l'extrémité gauche du bandeau séparant l'étage supérieur des autres étages, soit les deux (2) apposées sur la façade principale donnant vers la rue Saint-Amant;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des enseignes « TIMES, HÔTEL, GRAND HÔTEL TIMES et COSMOS (celle localisée aux abords de l'étage supérieur) sont principalement, le rouge ainsi que le blanc pour l'enseigne « COSMOS » localisée à l'extrémité gauche du rez-de-chaussée;

CONSIDÉRANT QUE le boîtier des lettres est de même couleur que ces dernières, soit rouge pour les lettres de couleur rouge et blanc pour les lettres de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE de par leurs dimensions et leurs localisations, les cinq (5) enseignes utilisent bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE les cinq (5) enseignes, de par leurs types et leurs traitements, ne masquent pas la visibilité des établissements voisins et ne sont pas prédominantes sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par leurs couleurs, leurs types, leurs matériaux et leurs éclairages, les cinq (5) enseignes s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de cinq (5) enseignes rattachées au bâtiment (comme mentionné ci-dessus) situé aux 530-550 de la rue Saint-Amant, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

876/6/15 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'établissement situé aux 1565-1585 du boulevard Lemire – P.I.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'établissement situé aux 1565-1585 du boulevard Lemire, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 15.05.51);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent principalement à :

- teindre le revêtement de brique d'argile de la façade principale et de la partie avant du mur latéral droit du bâtiment;
- réaliser des insertions de clin métallique imitant le clin de bois sur la façade principale du bâtiment;
- installer un nouveau revêtement de brique sur la façade avant secondaire donnant vers la rue Raphaël-Nolet et réaliser des insertions de revêtement métallique imitant le clin de bois;
- apposer un nouveau revêtement métallique imitant le clin de bois sur les sections des murs latéral droit et arrière composées de blocs de béton;
- remplacer certaines ouvertures sur la façade principale et aménager de nouvelles ouvertures sur la façade avant secondaire donnant vers la rue Raphaël-Nolet;
- restaurer les portes et fenêtres des murs latéral droit et arrière du bâtiment;
- aménager une marquise et/ou un parapet au-dessus des entrées de la façade principale du bâtiment donnant vers le boulevard Lemire et aménager une nouvelle entrée ayant le même traitement architectural sur la façade avant secondaire donnant vers la rue Raphaël-Nolet;
- remplacer le fascia au pourtour du toit plat du bâtiment;
- aménager des écrans aux pourtours des appareils mécaniques sur le toit du bâtiment;
- réaménager le site;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de brique d'argile de la façade principale donnant vers le boulevard Lemire ainsi que celui existant dans la partie avant du mur latéral droit est teint de couleur gris foncé par système de pulvérisation;

CONSIDÉRANT QUE des insertions de revêtement métallique imitant le clin de bois de couleur grise sont réalisées dans les parties supérieure et inférieure des fenêtres de la façade principale donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'un module composé d'un revêtement métallique imitant le clin de bois de couleur brune est aménagé à chaque entrée de la façade principale donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'un parapet est réalisé à l'entrée localisée à l'extrémité gauche de la façade principale;

CONSIDÉRANT QU'une marquise de type « toit plat » dont la face avant est composée d'un revêtement métallique de couleur noire est aménagée au-dessus de chaque entrée de la façade principale du bâtiment donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) vitrines localisées de chaque côté de l'entrée existante à l'extrémité gauche de la façade principale donnant vers le boulevard Lemire sont remplacées par des vitrines légèrement plus grandes et dont les encadrements sont de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures localisées sur la façade avant secondaire donnant vers la rue Raphaël-Nolet sont modifiées et remplacées en fonction du nouveau traitement architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) vitrines dont les encadrements sont de couleur grise sont aménagées sur la façade avant secondaire donnant vers la rue Raphaël-Nolet;

CONSIDÉRANT QU'un revêtement de brique de même format que celui existant de couleur gris foncé est apposé sur la façade avant secondaire donnant vers la rue Raphaël-Nolet, soit sur au moins cinquante-cinq pour cent (55 %) de la surface du mur;

CONSIDÉRANT QU'un revêtement métallique imitant le clin de bois de couleur grise est apposé aux abords des fenêtres de la façade avant secondaire donnant vers la rue Raphaël-Nolet;

CONSIDÉRANT QU'une nouvelle porte d'accès au bâtiment est aménagée aux abords de la partie centrale de la façade avant secondaire donnant vers la rue Raphaël-Nolet;

CONSIDÉRANT QU'un module composé d'un revêtement métallique imitant le clin de bois de couleur brune est aménagé au pourtour de la nouvelle porte d'accès de la façade avant secondaire donnant vers la rue Raphaël-Nolet;

CONSIDÉRANT QU'un parapet est réalisé au-dessus de ladite entrée;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural des entrées permet de bien marquer ces dernières et de bien diriger la clientèle;

CONSIDÉRANT QU'un revêtement métallique imitant le clin de bois de couleur grise est apposé sur les sections de blocs de béton des murs latéral droit et arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures (portes et fenêtres) localisées sur les murs latéral droit et arrière du bâtiment sont restaurées et repeintes de couleur harmonisée aux nouvelles couleurs du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le fascia au pourtour du toit plat est remplacé par un fascia de couleur gris foncé de mêmes modèle et dimension que celui existant;

CONSIDÉRANT QUE les appareils mécaniques sur le toit sont dissimulés par un écran dont le matériau et la couleur sont harmonisés à celles bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux proposés s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect de ce dernier et du cadre bâti du milieu environnant;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE l'entrée charretière localisée à l'extrémité droite de la ligne avant de terrain bordant le boulevard Lemire est réduite à environ sept virgule soixante-deux mètres (7,62 m) et que celles localisées à l'extrémité gauche des lignes avant (boulevard Lemire) et l'extrémité droite de la ligne avant (Raphaël-Nolet) de terrain sont enlevées;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) entrées charretières d'une largeur d'environ sept virgule soixante-deux mètres (7,62 m) sont aménagées sur la rue Raphaël-Nolet, soit une dans la partie centrale de la ligne avant de terrain et l'autre à l'extrémité gauche;

CONSIDÉRANT QU'environ six (6) cases de stationnement sont aménagées en cour avant du terrain donnant vers le boulevard Lemire, soit parallèlement audit boulevard;

CONSIDÉRANT QU'une aire de stationnement aménagée d'environ trente-six (36) cases de stationnement est réalisée en cour avant secondaire donnant vers la rue Raphaël-Nolet;

CONSIDÉRANT QUE la clôture métallique de couleur verte localisée près de la ligne avant donnant vers la rue Raphaël-Nolet et la ligne arrière de terrain est enlevée;

CONSIDÉRANT QU'un enclos à déchets composé de bois peint ou teint de couleur harmonisée à celles du bâtiment est aménagé en cour arrière du terrain, soit dans la partie arrière de la cour aux abords de la ligne latérale droite de terrain (partie éloignée de la rue Raphaël-Nolet);

CONSIDÉRANT QU'une haie est aménagée aux abords de l'enclos;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur variant de deux mètres (2 m) à trois virgule cinq mètres (3,5 m) et dans laquelle au moins sept (7) arbres et entre lesquels au moins quatre (4) tronçons d'arbustes d'une hauteur d'au moins zéro virgule cinq mètre (0,5 m) et d'une longueur d'au moins six mètres (6 m) à la plantation sont plantés est aménagée aux abords de la ligne avant de terrain bordant le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur variant de deux mètres (2 m) à trois virgule cinq mètres (3,5 m) et dans laquelle au moins huit (8) arbres et entre lesquels au moins cinq (5) tronçons d'arbustes d'une hauteur d'au moins zéro virgule cinq mètre (0,5 m) et d'une longueur d'au moins six mètres (6 m) à la plantation sont plantés est aménagée aux abords de la ligne avant de terrain bordant la rue Raphaël-Nolet;

CONSIDÉRANT QUE des îlots engazonnés sont aménagés de chaque côté des entrée charretières donnant sur la rue Raphaël-Nolet ainsi qu'à la gauche de l'entrée charretière donnant sur le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) îlots dans lesquels au moins un arbre est planté dans chacun sont réalisés dans la section d'aire de stationnement située aux abords de la façade avant secondaire donnant vers la rue Raphaël-Nolet;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) bandes gazonnées d'une largeur d'environ quatre mètres (4 m) sont réalisées aux abords du mur avant secondaire donnant vers la rue Raphaël-Nolet, soit sur toute la longueur du mur;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère d'une superficie d'environ dix mètres carrés (10 m^2) et composée d'au moins dix (10) arbustes et/ou plantes florales d'une hauteur maximale de zéro virgule sept mètre (0,7 m) est réalisée à l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Raphaël-Nolet;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres conifères et un arbre feuillu sont plantés dans la bande gazonnée existante aux abords de la ligne arrière de terrain, soit dans la section aux abords du terrain commercial adjacent;

CONSIDÉRANT QU'une zone tampon composée d'au moins trois (3) arbres conifères et quatre (4) arbres feuillus est aménagée aux abords des lignes arrière et latérale droite de terrain, soit dans la section aux abords des terrains résidentiels;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres feuillus et conifères sont plantés aux abords de la ligne latérale droite de terrain, soit dans la partie avant de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres plantés ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m);

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager proposé permet de bonifier l'image du site;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller William Morales, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain (comme mentionné ci-dessus) situé aux 1565-1585 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÈGLEMENTS :

877/6/15 - Avis de motion du règlement no 4632 décrétant des travaux relatifs à la construction d'une partie du stationnement de la nouvelle bibliothèque et du chemin d'accès ouest et nécessitant un emprunt de 550 719,75 $ à cette fin

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4632 décrétant des travaux relatifs à la construction d'une partie du stationnement de la nouvelle bibliothèque et du chemin d'accès ouest et nécessitant un emprunt de 550 719,75 $ à cette fin.

878/6/15 - Dispense de lecture du règlement no 4632 décrétant des travaux relatifs à la construction d'une partie du stationnement de la nouvelle bibliothèque et du chemin d'accès ouest et nécessitant un emprunt de 550 719,75 $ à cette fin

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4632 décrétant des travaux relatifs à la construction d'une partie du stationnement de la nouvelle bibliothèque et du chemin d'accès ouest et nécessitant un emprunt de 550 719,75 $ à cette fin;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

879/6/15 - Avis de motion du règlement no 4633 décrétant l'augmentation du fonds de roulement à même son excédent de fonctionnement non affecté

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 4633 décrétant l'augmentation du fonds de roulement à même son excédent de fonctionnement non affecté.

880/6/15 - Dispense de lecture du règlement no 4633 décrétant l'augmentation du fonds de roulement à même son excédent de fonctionnement non affecté

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Isabelle Marquis, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4633 décrétant l'augmentation du fonds de roulement à même son excédent de fonctionnement non affecté;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

881/6/15 - Avis de motion du règlement no 4627 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4627 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'apporter des ajustements à certaines dispositions intégrées au règlement de zonage en lien avec le texte.

882/6/15 - Dispense de lecture du règlement no 4627 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4627, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'apporter des ajustements à certaines dispositions intégrées au règlement de zonage en lien avec le texte;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

883/6/15 - Adoption du projet de règlement no 4627 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,
appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4627, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'apporter des ajustements à certaines dispositions intégrées au règlement de zonage en lien avec le texte,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

884/6/15 - Avis de motion du règlement no 4629 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4629 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- de créer la zone d'habitation H-1173-1 à même une partie des zones d'habitation H-1173 et H-1174 afin d'y autoriser, selon certaines conditions de camouflage, les appareils de climatisation sur la façade principale.

Les zones d'habitation H-1174 et H-1173 sont délimitées approximativement par les terrains donnant du côté sud-est de l'avenue du Vigneron, entre les rues du Pinot et du Grenache.

885/6/15 - Dispense de lecture du règlement no 4629 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller John Husk, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4629, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- de créer la zone d'habitation H-1173-1 à même une partie des zones d'habitation H-1173 et H-1174 afin d'y autoriser, selon certaines conditions de camouflage, les appareils de climatisation sur la façade principale.

Les zones d'habitation H-1174 et H-1173 sont délimitées approximativement par les terrains donnant du côté sud-est de l'avenue du Vigneron, entre les rues du Pinot et du Grenache;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

886/6/15 - Adoption du projet de règlement no 4629 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller John Husk,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4629, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- de créer la zone d'habitation H-1173-1 à même une partie des zones d'habitation H-1173 et H-1174 afin d'y autoriser, selon certaines conditions de camouflage, les appareils de climatisation sur la façade principale.

Les zones d'habitation H-1174 et H-1173 sont délimitées approximativement par les terrains donnant du côté sud-est de l'avenue du Vigneron, entre les rues du Pinot et du Grenache,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

Monsieur le maire demande le vote.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
M. Vincent Chouinard	M. Pierre Levasseur
M. Yves Grondin	M. Roberto Léveillée
M. John Husk	M. Alain Martel
Mme Catherine Lassonde	Mme Isabelle Marquis
M. Daniel Pelletier	M. William Morales
M. Alexandre Cusson	

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

887/6/15 - Avis de motion du règlement no 4630 – Zonage no 4300

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 4630 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone d'habitation H-437, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone d'habitation H-437 est délimitée par la rue Antonio-Barrette et le chemin du Golf et par l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Chauveau et Comtois.

888/6/15 - Dispense de lecture du règlement no 4630 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 4630 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone d'habitation H-437, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone d'habitation H-437 est délimitée par la rue Antonio-Barrette et le chemin du Golf et par l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Chauveau et Comtois;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

889/6/15 - Adoption du projet de règlement no 4630 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 4630, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone d'habitation H-437, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone d'habitation H-437 est délimitée par la rue Antonio-Barrette et le chemin du Golf et par l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Chauveau et Comtois,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

890/6/15 - Avis de motion d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 715 de la rue St-Pierre

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion d'une résolution amendant le règlement de projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- de permettre, dans le cadre d'un projet de rénovation du bâtiment principal existant, l'implantation d'un commerce de vente au détail de meubles et de jouets pour enfants, selon certaines conditions, et ce, au 715 de la rue Saint-Pierre.

La zone commerciale C-331 et la zone d'habitation H-365 à l'intérieur desquelles se trouve le site visé par la demande comprennent, de façon approximative, les propriétés situées entre les rues Cormier et Pinard, et ce, à partir de la rue Birtz jusqu'à la rue Saint-Pierre.

891/6/15 - Dispense de lecture d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 715 de la rue St-Pierre

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie d'une résolution amendant le règlement de projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- de permettre, dans le cadre d'un projet de rénovation du bâtiment principal existant, l'implantation d'un commerce de vente au détail de meubles et de jouets pour enfants, selon certaines conditions, et ce, au 715 de la rue Saint-Pierre.

La zone commerciale C-331 et la zone d'habitation H-365 à l'intérieur desquelles se trouve le site visé par la demande comprennent, de façon approximative, les propriétés situées entre les rues Cormier et Pinard, et ce, à partir de la rue Birtz jusqu'à la rue Saint-Pierre;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

892/6/15 - Adoption d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 715 de la rue St-Pierre

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1° QUE le projet de résolution amendant le règlement de projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- de permettre, dans le cadre d'un projet de rénovation du bâtiment principal existant, l'implantation d'un commerce de vente au détail de meubles et de jouets pour enfants, selon certaines conditions, et ce, au 715 de la rue Saint-Pierre.

La zone commerciale C-331 et la zone d'habitation H-365 à l'intérieur desquelles se trouve le site visé par la demande comprennent, de façon approximative, les propriétés situées entre les rues Cormier et Pinard, et ce, à partir de la rue Birtz jusqu'à la rue Saint-Pierre,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

893/6/15 - Avis de motion d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 8000 du boulevard St-Joseph

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion d'une résolution amendant le règlement de projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- de permettre un logement accessoire à une habitation unifamiliale isolée, selon certaines conditions, au 8000 du boulevard Saint-Joseph.

La zone rurale R-9417 est délimitée approximativement par la limite arrière des lots donnant du côté nord-ouest de la rue des Trembles et du côté sud-ouest de la rue de la Caille, par le boulevard Saint-Joseph, la rue du Lac-Gendron et la rue du Faisan et par la limite arrière des lots donnant du côté nord de la rue du Lac-Bouffard, du côté sud-est de la rue des Sables et du côté nord-est de la rue de la Pintade.

894/6/15 - Dispense de lecture d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 8000 du boulevard St-Joseph

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Daniel Pelletier, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie d'une résolution amendant le règlement de projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- de permettre un logement accessoire à une habitation unifamiliale isolée, selon certaines conditions, au 8000 du boulevard Saint-Joseph.

La zone rurale R-9417 est délimitée approximativement par la limite arrière des lots donnant du côté nord-ouest de la rue des Trembles et du côté sud-ouest de la rue de la Caille, par le boulevard Saint-Joseph, la rue du Lac-Gendron et la rue du Faisan et par la limite arrière des lots donnant du côté nord de la rue du Lac-Bouffard, du côté sud-est de la rue des Sables et du côté nord-est de la rue de la Pintade;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

895/6/15 - Adoption d'un projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 8000 du boulevard St-Joseph

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,
et résolu :

1° QUE le projet de résolution amendant le règlement de projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- de permettre un logement accessoire à une habitation unifamiliale isolée, selon certaines conditions, au 8000 du boulevard Saint-Joseph.

La zone rurale R-9417 est délimitée approximativement par la limite arrière des lots donnant du côté nord-ouest de la rue des Trembles et du côté sud-ouest de la rue de la Caille, par le boulevard Saint-Joseph, la rue du Lac-Gendron et la rue du Faisan et par la limite arrière des lots donnant du côté nord de la rue du Lac-Bouffard, du côté sud-est de la rue des Sables et du côté nord-est de la rue de la Pintade,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

896/6/15 - Adoption du second projet de règlement no 4623-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,
et résolu:

1° QUE le second projet de règlement no 4623-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser dans la zone d'habitation H-1234, les bâtiments principaux et les constructions accessoires non adjacents à une voie de circulation mais dont le terrain existant lors de l'entrée en vigueur du présent règlement est situé à une distance maximale de 85 mètres d'une voie de circulation publique.

La zone d'habitation H-1234 est délimitée approximativement par l'arrière-lot des terrains donnant de chaque côté du boulevard Allard, et ce, entre les rues de l'Alizé et Sutherland,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

897/6/15 - Adoption du second projet de règlement no 4624-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu:

1° QUE le second projet de règlement no 4624-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone rurale R-9225, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone rurale R-9225 inclut des terrains situés de part et d'autre du chemin Hemming entre les rues du Toiseur et du Contremaître,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

898/6/15 - Adoption du second projet de règlement no 4626-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,
et résolu:

1° QUE le second projet de règlement no 4626-1, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser, à l'intérieur de la zone d'habitation H-432, selon certaines conditions d'implantation, la classe d'usages H-8 (habitation collective) et de réduire les exigences relatives au nombre minimal de cases de stationnement à fournir, le tout dans le cadre d'un projet d'agrandissement d'un usage de type H-6 (habitation multifamiliale) de plus de 150 logements.

La zone d'habitation H-432 est située, de façon approximative, de part et d'autre du boulevard René-Lévesque, et ce, à partir de la rue Rose-Ellis jusqu'au boulevard des Pins,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

899/6/15 - Adoption du second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 2895A du boulevard Mercure

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,
appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,
et résolu:

1° QUE le second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « Service de traitement de pelouse et d'extermination » au 2895A du boulevard Mercure, selon certaines conditions.

La zone rurale R-9503 où l'on retrouve l'adresse concernée inclut des terrains situés de part et d'autre du boulevard Mercure, approximativement entre les rues Brown et du Cordeau,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

900/6/15 - Adoption de la résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 en ce qui a trait à l'immeuble situé au 1722 du boulevard Saint-Charles

Vu qu'au moment où l'avis de motion de la résolution no 722/5/15 a été donné, dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé de la résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser les usages « 5594 - Vente au détail de motocyclettes, de motoneiges et de leurs accessoires » et « 6431 – Service de réparation de véhicules légers motorisés (motocyclette, motoneige, véhicule tout terrain) » faisant partie de la classe d'usages C-5 (Commerce artériel lourd) et de spécifier des conditions d'aménagement de terrain au 1722 du boulevard Saint-Charles, soit à l'intérieur de la zone industrielle I-601.

La zone industrielle I-601 est délimitée approximativement par le 3e Rang, le boulevard de l'Université, une limite située à une distance d'environ 400 mètres au sud-est de la rue Lambert et la voie ferrée.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Catherine Lassonde, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

2e versement des taxes pour le 10 juin prochain (M. Roberto Léveillée)

Le conseiller Roberto Léveillée informe les contribuables que le 2e versement de taxes vient à échéance le 10 juin prochain.

Assises de l'UMQ (M. Yves Grondin)

Le conseiller Yves Grondin fait un résumé des Assises de l'UMQ.

Semaine québécoise des personnes handicapées (M. Alain Martel)

Le conseiller Alain Martel invite la population à participer au spectacle de Martin Deschamps le jeudi 4 juin à midi à la place Saint-Frédéric.

Boîte à lire (M. William Morales)

Le conseiller William Morales invite la population à utiliser la boîte à lire au coin des rues de la Commune et Saint-Laurent et mentionne qu'il s'agit d'un projet pilote pour la Ville de Drummondville.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Prochaine assemblée du conseil

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 15 juin 2015.

901/6/15 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis, appuyée par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 10.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) MÉLANIE OUELLET,
Greffière.

(Signé) ALEXANDRE CUSSON,
Maire.

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 15 juin 2015, à compter de 19 h 30, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Daniel Pelletier
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Catherine Lassonde
Isabelle Marquis
John Husk
William Morales
Alain Martel
Yves Grondin
Annick Bellavance

Sont également présent :

M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet.
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications.
M. Denis Jauron, directeur du Service de l'urbanisme.
Me Mélanie Ouellet, greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

0902/06/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0903/06/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil tenue le 1er juin 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 15 juin 2015 et que tout semble conforme,

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Correspondance

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres de remerciements provenant des organismes suivants:

- Club Optimiste St-Charles-de-Drummond inc.;
- Société canadienne de la sclérose en plaques.

0904/06/15 Dépôt du procès-verbal du comité exécutif du 10 juin 2015

le conseiller Pierre Levasseur dépose le procès-verbal de la réunion du comité exécutif tenue le 10 juin 2015 aux archives de la Ville.

0905/06/15 Fourniture et livraison en préachat d'un refroidisseur pour la patinoire réfrigérée (Soumission no DR15-PUB-046) Entreprises Carrier Canada au montant de 121 298,63 $ (taxes incluses), le tout conditionnel à l'approbation du règlement d'emprunt par le MAMOT

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la soumission de la compagnie Entreprises Carrier Canada au montant de 121 298,63 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme, le tout conditionnel à l'approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire (MAMOT).

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0906/06/15 Résolution autorisant l'annulation de soldes résiduaires de règlements auprès du ministère des Affaires Municipales et Occupation du territoire (MAMOT)

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a entièrement réalisé l'objet des règlements dont la liste apparaît à l'annexe, selon ce qui y était prévu;

ATTENDU QU'une partie de ces règlements a été financée de façon permanente;

ATTENDU QU'il existe pour chacun de ces règlements un solde non contracté du montant de l'emprunt approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire et qui ne peut être utilisé à d'autres fins;

ATTENDU QUE le financement de ces soldes n'est pas requis et que ces soldes ne devraient plus apparaître dans les registres du Ministère;

ATTENDU QU'il y a lieu, à cette fin, de modifier les règlements d'emprunt identifiés à l'annexe pour ajuster les montants de la dépense et de l'emprunt et, s'il y a lieu, approprier une subvention ou une somme provenant du fonds général de la municipalité.

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'annulation de soldes résiduaires auprès du ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire (MAMOT).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0907/06/15 Disposition de machineries et autre matériel par vente aux enchères (Soumission no DR15-DIS-004).

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à envoyer les items décrits dans la liste jointe à la présente résolution à une entreprise spécialisée dans la vente aux enchères pour en générer un revenu approximatif de 46 150$.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0908/06/15 Services techniques - Refonte du site internet de la Ville (Soumission no DR15-INV-056)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la soumission de la compagnie Oktane design inc. au montant total de 33 883,13 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0909/06/15 Délégation des conseillers Yves Grondin, Roberto Léveillée et Alain Martel au 28e Colloque annuel de la Fondation Rues principales le mercredi 23 septembre 2015.

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville délègue les conseillers Yves Grondin, Roberto Léveillée et Alain Martel au 28e Colloque annuel de la Fondation Rues principales qui se tiendra à Québec le mercredi 23 septembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0910/06/15 Acceptation des comptes.

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 2 juin au 15 juin 2015, lesquels comptes totalisent la somme de 10 557 656,39 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0911/06/15 Résolution autorisant le partage des sommes récupérées sur l'assurance de l'ancien courtier (AGA) et de l'ancien assureur (SSQ Groupe financier) entre les différents groupes d'assurés.

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville partage entre les différents groupes d'assurés les sommes récupérées sur l'assurance de l'ancien courtier (AGA) et de l'ancien assureur (SSQ Groupe financier).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0912/06/15 Résolution autorisant l'application de mesure disciplinaire à l'employé no 602.

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville impose une suspension sans solde de cinq (5) jours à l'employé no 602. Les dates demeurent à être déterminées par le directeur du Service concerné.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Daniel Pelletier se retire pour la présentation du dossier suivant.

0913/06/15 Nomination de madame Marie-Ève Pelletier au poste permanent d'agente aux comptes payables au Service des finances

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de madame Marie-Ève Pelletier au poste permanent d'agente aux comptes payables au Service des finances:

- Salaire : Classe 460, échelon 4-5 (article no 15.06);
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Daniel Pelletier reprend son siège.

0914/06/15 Résolution autorisant l'affichage du poste syndiqué cols blancs de préposé permanent à temps partiel au Service à la population

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'affichage du poste de préposé aux conditions suivantes:

- Service: Service à la population;
- Classe : 280;
- Statut: Permanent à temps partiel;
- 19,5 heures par semaine (21 heures à compter du 31 août 2015) ;
- Probation: trois (3) mois.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0915/06/15 Nomination de monsieur Gabriel Arteau au poste cadre permanent de chef de division de l'approvisionnement

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Gabriel Arteau au poste cadre permanent de chef de division de l'approvisionnement :

- Salaire : catégorie « F », classe 4, des conditions de travail applicables au personnel cadre et au personnel de soutien, soit 74 240 $ annuellement;

- Conditions de travail : conformes aux Conditions de travail du personnel cadre et du personnel de soutien;

- Période probatoire : Six (6) mois;

- Entrée en fonction : Date à être fixée par le directeur du Service des finances et trésorier.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0916/06/15 Résolution modifiant la résolution no 836/6/15 de façon à procéder à la nomination de monsieur Steeve Boudreau au poste permanent de journalier à la place de monsieur Jean-Sébastien Ouellette

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'annulation de la nomination de monsieur Jean-Sébastien Ouellette au poste permanent de journalier au Service des travaux publics à cause d'une erreur de calcul d'ancienneté et procède à la nomination de monsieur Steeve Boudreau au poste permanent de journalier au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 250, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0917/06/15 Résolution autorisant la signature d'une entente de règlement hors cour dans le dossier no 405-17-001906-143

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,
et résolu que la Ville de Drummondville autorise la signature d'une entente de règlement hors cour dans le dossier no 405-17-001906-143.

Le directeur des Services juridiques de la Ville est par la présente autorisé à signer tout document donnant effet audit règlement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0918/06/15 Résolution autorisant la signature d'un acte de vente d'un terrain industriel concernant le lot 5 714 757 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond à la compagnie 9114-2729 Québec inc. (Maçonnerie Georges Hamel inc.).

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 9114-2729 Québec inc. (Georges Hamel inc.) le lot 5 714 757 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, d'une superficie de treize mille neuf cent vingt-deux virgule un mètres carrés (13 922,1 m^2), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Martin Paradis, arpenteur-géomètre en date du 8 mai 2015 (numéro de répertoire: A1941 - numéro de minute: 14 883), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 10,76 $ le mètre carré, soit cent quarante-neuf mille huit cent un dollars et quatre-vingts cents (149 801,80 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Sylvie Smith, notaire et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

Le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0919/06/15 Résolution autorisant la signature d'une entente de commandite de visibilité à intervenir avec le Service d'intervention d'urgence du Centre-du-Québec (SIUCQ)

CONSIDÉRANT QUE le véhicule multifonctionnel d'urgence est régulièrement appelé à servir les citoyens et les employés de la Ville;

CONSIDÉRANT QUE le SIUCQ a mis tous les efforts nécessaires et a pratiquement réussi à financer l'ensemble de ce projet par des commandites et des subventions;

CONSIDÉRANT QU'il sera pratiquement impossible pour le SIUCQ de trouver davantage de financement privé puisque le projet est déjà réalisé depuis 2011.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la signature d'une entente de commandite de visibilité avec le Service d'Intervention d'Urgence Centre-du-Québec en contrepartie de la résiliation de la créance.

Le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0920/06/15 Résolution autorisant le dépôt d'une demande d'aide financière au ministère des Transports du Québec dans le cadre du programme SOFIL pour l'année 2015.

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville dépose une demande d'aide financière au ministère des Transports du Québec, dans le cadre du programme d'aide SOFIL, pour les projets suivants:

- Acquisition d'un abribus;
- Acquisition d'un support à vélos sur autobus;
- Acquisition d'un support à vélos au sol;
- Acquisition de deux boîtes de perception pour autobus.

Si la subvention lui est accordée, la Ville s'engage à faire l'acquisition de ces équipements par paiement comptant.

Le directeur général adjoint, module Services à la population, est désigné pour faire le suivi de la demande d'aide financière, signer tout document s'y rattachant et procéder à la reddition des comptes.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0921/06/15 Résolution autorisant les commerçants du carrefour situé au 750 du boulevard René-Lévesque à tenir une vente trottoir du 3 au 19 juillet 2015.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise les commerçants du carrefour situé au 750 boulevard René-Lévesque à tenir une vente trottoir du 3 au 19 juillet 2015, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0922/06/15 Résolution autorisant la Fédération québécoise des sports cyclistes à circuler sur le territoire de la Ville le samedi 20 juin 2015 dans le cadre du Défi Tête la Première et subvention de 500 $.

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation québécoise des sports cyclistes à effectuer un passage à Drummondville, le samedi 20 juin 2015 vers 13 h 10 dans le cadre du Défi Tête la Première et octroie une somme de 500 $ pour l'achat de casques de vélo qui seront remis aux personnes présentes, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0923/06/15 Résolution autorisant le Club de Disc-Golf Drummondville à tenir le tournoi La Classique double au parc des Voltigeurs le samedi 20 juin 2015, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club Disc-Golf Drummondville à tenir le tournoi La Classique double au parc des Voltigeurs, le samedi 20 juin de 8 h à 18 h ainsi que le prêt d'équipements pour la tenue de l'événement, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0924/06/15 Résolution autorisant la tenue de la septième édition du Rendez-vous provincial des bateaux-dragons les 15 et 16 août 2015, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) à tenir une course de bateaux-dragons le samedi 15 août et le dimanche 16 août 2015 au parc nautique Sainte-Thérèse, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0926/06/15 Résolution autorisant la Chambre de commerce et d'industrie de Drummond (CCID) à tenir son Coquetel annuel de la rentrée sur les terrains du nouveau campus de l'UQTR le 15 septembre 2015.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Chambre de commerce et d'industrie de Drummond (CCID) à tenir son Coquetel annuel de la rentrée sur les terrains du nouveau campus de l'UQTR le 15 septembre 2015, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0927/06/15 Résolution autorisant la signature d'une entente de partenariat à intervenir avec la Société de Développement Commercial Quartier St-Joseph.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la signature d'une entente de partenariat à intervenir avec la Société de Développement Commercial Quartier St-Joseph et prévoyant une participation financière de la Ville de 11 500$ en 2015, 12 500$ en 2016 et 13 500$ en 2017.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0928/06/15 Subvention de 6 921,77$ au Centre communautaire Saint-Pierre.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 6 921,77$ au Centre communautaire Saint-Pierre à titre de subvention 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0929/06/15 la Ville de Drummondville autorise le dépôt d'une demande de subvention dans le cadre du programme d'infrastructure communautaire de Canada 150 afin de réaliser le projet de rénovation des vestiaires de la piscine du Centre.

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le dépôt d'une demande de subvention dans le cadre du programme d'infrastructure communautaire de Canada 150 afin de réaliser le projet de rénovation des vestiaires de la piscine du Centre.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0930/06/15 Résolution autorisant la signature d'une entente tripartite à intervenir avec le ministère de la Culture et des Communications du Québec et la MRC de Drummond.

ATTENDU les diverses ententes et plans d'action réalisés entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ) depuis 2011, et ce, en lien avec les orientations de la politique culturelle;

ATTENDU QUE le Ministère souhaite conclure, pour une période d'un (1) an couvrant l'année 2016, une nouvelle entente tripartite (Drummondville/MRC/MCC) en développement culturel;

ATTENDU QUE le Ministère a besoin d'une résolution des partenaires afin de confirmer auprès du Conseil du Trésor la disponibilité des montants prévus pour l'année 2016;

ATTENDU QUE les montants précis, les partenaires ainsi que le plan d'action qui en découlera seront précisés ultérieurement par une autre résolution.

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville :

- demande au Ministère de la Culture et des Communications de conclure une nouvelle entente de développement culturel tripartite 2016 impliquant la Ville de Drummondville

- Autorise et mandate le maire et la greffière à signer pour et au nom de la Ville tous les documents nécessaires ou utiles à l'accomplissement de la présente résolution, incluant le protocole d'entente à intervenir.

- Autorise et mandate la directrice du Service des arts, de la culture et de l'immigration à entreprendre, pour et au nom de la Ville, toutes les démarches découlant de cette résolution.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0931/06/15 Résolution autorisant le versement d'une subvention de 300 $ à l'Ensemble Vocal de Drummondville inc.

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 300 $ à l'Ensemble vocal de Drummondville inc. à titre de subvention 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0932/06/15 Résolution autorisant la signature du Chef de division – Bibliothèque municipale pour tous les documents à soumettre au ministère de la Culture, des Communications

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que le Chef de division - Bibliothèque municipale soit et est autorisé à signer tous les documents à soumettre au ministère de la Culture, des Communications concernant la bibliothèque municipale.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0933/06/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet d'augmenter la marge avant maximale dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée composée de deux (2) étages au 1650 du chemin Tourville

Attendu que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de quatorze virgule soixante-huit mètres (14,68 m) à cent quinze mètres (115 m) la marge avant maximale, le tout dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée composée de deux (2) étages qui sera située sur le lot 4 805 599 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1650 du chemin Tourville.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0934/06/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de régulariser l'implantation d'un garage privé isolé existant au 26 de la 16e Avenue

Attendu que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire :

- d'un mètre (1 m) à zéro virgule quarante-six mètre (0,46 m) la distance minimale du garage privé isolé par rapport à la ligne latérale gauche de terrain à la condition que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas sept virgule cinquante-cinq mètres (7,55 m);
- d'un mètre (1 m) à zéro virgule soixante-trois mètre (0,63 m) la distance minimale du garage privé isolé par rapport à la ligne arrière de terrain à la condition que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas quatre virgule quarante-cinq mètres (4,45 m);

et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un (1) étage situé sur le lot 3 083 049 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 26 de la 16e Avenue.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0935/06/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de régulariser l'implantation d'un garage privé isolé existant au 49 de la 15e Avenue

Attendu que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire :

- d'un mètre (1 m) à zéro virgule soixante-treize mètre (0,73 m) la distance minimale du garage privé isolé par rapport à la ligne latérale droite de terrain à la condition que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas sept virgule cinquante-cinq mètres (7,55 m);
- d'un mètre (1 m) à zéro virgule quarante-neuf mètre (0,49 m) la distance minimale du garage privé isolé par rapport à la ligne arrière de terrain à la condition que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas quatre virgule quarante-cinq mètres (4,45 m);

- de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à zéro virgule quarante-trois mètre (0,43 m) la distance minimale de l'extrémité du toit du garage privé isolé par rapport à la ligne latérale droite de terrain à la condition que la longueur de l'extrémité du toit où la distance est dérogatoire n'excède pas huit virgule un mètres (8,1 m);
- de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à zéro virgule trente-cinq mètre (0,35 m) la distance minimale de l'extrémité du toit du garage privé isolé par rapport à la ligne arrière de terrain à la condition que la longueur de l'extrémité du toit où la distance est dérogatoire n'excède pas cinq mètres (5 m);

et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un (1) étage situé sur le lot 3 084 787 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 49 de la 15e Avenue.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0936/06/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de permettre le remplacement d'une enseigne détachée de type muret en cour avant au 300 du boulevard Saint-Joseph Ouest

Attendu que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande ;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville :

- refuse la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à deux virgule cinquante-quatre mètres (2,54 m) la hauteur maximale de l'enseigne projetée;
- accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :
- d'augmenter de une (1) à deux (2) le nombre maximal d'enseignes détachées de type muret en cour avant;
- d'augmenter de neuf virgule quarante-cinq mètres carrés (9,45 m^2) à onze mètres carrés (11 m^2) la superficie maximale totale de deux (2) enseignes détachées de type muret;
- d'augmenter de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à trois mètres (3 m) la hauteur maximale de l'enseigne projetée uniquement pour la saillie du logo de la compagnie d'une superficie maximale de zéro virgule cinq mètre carré (0,5 m^2);

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 434 518 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 300 du boulevard Saint-Joseph Ouest.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0937/06/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de permettre l'installation d'un abri en forme de dôme composé de toile au 555 de la rue Rocheleau

Attendu que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande ;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au

règlement de zonage ayant pour objet :

- d'augmenter de six virgule sept mètres (6,7 m) à treize mètres (13 m) la hauteur maximale du bâtiment accessoire projeté;
- d'augmenter de trois cent quatre-vingt-quinze virgule quarante-quatre mètres carrés (395,44 m^2) à deux mille cinq cent vingt mètres carrés (2520 m^2) la superficie maximale d'un bâtiment accessoire projeté;
- de permettre la toile à titre de matériau utilisé comme revêtement extérieur des murs et de la toiture d'un bâtiment accessoire projeté;
- d'autoriser un bâtiment accessoire en forme de dôme;

à la condition que le bâtiment accessoire projeté en forme de dôme soit localisé à une distance minimale de cent quatre-vingts mètres (180 m) de l'emprise de la rue Rocheleau, que la bande boisée existante située en bordure de l'emprise de la rue Rocheleau d'une largeur d'environ trente mètres (30 m) soit conservée et que la toile constituant le dôme soit de couleur foncée, et ce, sur le terrain formé du lot 4 104 412 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond et situé au 555 de la rue Rocheleau.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0938/06/15 Résolution autorisant une dérogation qui aura pour effet d'augmenter le pourcentage maximal de revêtement métallique utilisé à titre de nouveau matériau de revêtement extérieur au 50 de la rue du Mistral

Attendu que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande ;

il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de dix pour cent (10 %) à :

- quarante pour cent (40 %) le pourcentage maximal de revêtement extérieur métallique de la façade latérale droite;
- vingt-deux pour cent (22 %) le pourcentage maximal de revêtement extérieur métallique de la façade latérale gauche;
- trente-neuf pour cent (39 %) le pourcentage maximal de revêtement extérieur métallique de la façade arrière;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 777 423 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 50 de la rue du Mistral.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0939/06/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de régulariser l'implantation d'un abri d'auto au 104 de la rue Boisvert. (DEMANDE DE MADAME YVETTE LEMIRE)

Attendu que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure au

règlement de zonage ayant pour objet de réduire de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à zéro virgule trente-trois mètre (0,33 m) la distance minimale entre l'abri d'auto (poteau) et la limite latérale droite de terrain et à zéro virgule vingt-cinq mètre (0,25 m) la distance minimale entre l'extrémité du toit de l'abri d'auto et la limite latérale droite de terrain, à la condition que la longueur de l'abri d'auto (extrémité du toit) n'excède pas neuf virgule sept mètres (9,7 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 134 382 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 104 de la rue Boisvert.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0940/06/15 Avis municipal relatif à demande d'amendement et d'exclusion de la zone agricole pour l'établissement situé au 210 du boulevard Lemire Ouest - C.P.T.A.Q.

ATTENDU QUE toute demande d'exclusion de la zone agricole doit transiter par la MRC de Drummond avant d'être adressée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ);

CONSIDÉRANT QU'une demande d'amendement ayant pour objet d'autoriser l'agrandissement de la zone industrielle I-303 à même une partie de la zone agricole A-5103 afin de permettre un projet d'agrandissement de terrain de l'entreprise Camions Freightliner et Sterling situé au 5770 de la place Kubota à même une partie de terrain appartenant à Rose Drummond au 210 du boulevard Lemire Ouest, et ce, sur le terrain formé du lot 4 433 139 (à être subdivisé) du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, a été présentée à la Ville de Drummondville et a été entérinée par le conseil municipal le 7 juillet 2014 (résolution numéro 1090/7/14);

CONSIDÉRANT QUE le conseil avait reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 14.06.29);

CONSIDÉRANT QUE toutefois ce projet avait pour effet de laisser une bande de terrain vacante ce qui aurait pu avoir pour effet de créer des impacts sur les possibilités d'utilisation de ce lot à des fins d'agriculture et d'augmenter les contraintes pour les activités agricoles du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet actuel de l'entreprise Rose Drummond du 210 boulevard Lemire Ouest consiste désormais à vendre une partie de terrain d'une superficie de quinze mille quatre cent trente et un virgule un mètres carrés (15 431,1 m^2) à l'entreprise Camions Freightliner et Sterling au 5770 de la Place Kubota à même une partie du lot 4 433 139 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond;

CONSIDÉRANT QUE l'augmentation de la superficie du terrain destiné à l'entreprise Camions Freightliner et Sterling a été justifiée par le dépôt d'un plan d'aménagement qui démontre les besoins de l'entreprise, soit le stationnement de véhicules lourds, de remorques, ainsi que l'agrandissement d'une aire de stationnement pour véhicules automobiles;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de l'espace de stationnement nécessite également un espace libre suffisant pour y effectuer les manœuvres des véhicules lourds et des remorques;

CONSIDÉRANT QU'UN espace de terrain à même un boisé existant serait conservé libre en prévision de la construction d'un nouveau bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé par la demande dispose désormais d'une profondeur de quatre-vingt-onze virgule quarante-trois mètres (91,43 m) par une largeur de cent soixante-neuf virgule cinquante-quatre mètres (169,54 m);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé par la demande rejoint la limite de l'exclusion accordée par la CPTAQ dans le dossier numéro 341661;
CONSIDÉRANT QUE la nouvelle configuration de terrain n'a donc plus l'effet

de créer une bande de terrain vacant à l'intérieur de la zone agricole qui serait susceptible de créer des contraintes pour les activités agricoles du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet de l'entreprise Rose Drummond Inc. nécessite une modification au règlement de zonage afin d'agrandir la zone industrielle I-303 à même une partie de la zone agricole A-5103;

CONSIDÉRANT QUE présentement les usages autorisés à l'intérieur de la zone industrielle I-303 sont:
- les classes d'usages C-8 (commerce de vente en gros) et I-2 (industrie légère);
- la classe d'usages P-4 (utilité publique lourde) pour les usages suivants seulement :
« réservoir d'eau (4833) » et « station de contrôle de la pression de l'eau (4834) »;
- les usages spécifiquement permis et contingentés à trois (3) établissements de « vente de véhicules lourds (excluant la vente d'autobus) (5999.1) », « service de location de véhicules lourds (6354.1) » et « service de réparation et d'entretien de véhicules lourds (excluant les autobus (6441) »;

CONSIDÉRANT QUE le terrain de Rose Drummond est situé à l'extérieur du périmètre urbain et à l'intérieur de la zone agricole provinciale contrairement au site de l'entreprise Camions Freightliner et Sterling qui est situé à l'intérieur du périmètre urbain;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par l'entreprise Camions Freightliner et Sterling pour justifier la demande sont à l'effet que :
- après avoir investi des sommes importantes pour l'agrandissement de notre bâtiment en 2012, nous avons vu une grande augmentation de la demande. Nous avons même récolté le prix du 2e plus gros vendeur de camions Freightliner au Québec;
- l'agrandissement de notre bâtisse a par contre empiété sur notre stationnement. Nous avons maintenant besoin d'un plus grand inventaire de camions lourds pour subvenir aux besoins de la clientèle. Nos clients ayant besoin de réparations sont eux aussi plus nombreux et ont besoin de suffisamment d'espace dans le stationnement lors de leurs visites, surtout avec les remorques;
- nous désirons donc faire l'achat du terrain situé à l'arrière de notre bâtisse pour y construire
un stationnement de camions lourds afin de faciliter l'accès à nos clients et ainsi offrir un meilleur service. Nous sommes optimistes que dans un avenir rapproché, nous pourrons créer une dizaine de nouveaux emplois;

CONSIDÉRANT QUE la SDED a émis une recommandation positive à l'égard de la demande;

CONSIDÉRANT QU'en 2012, le bâtiment principal de Camions Freightliner et Sterling a été agrandi de cinq cent soixante-huit mètres carrés (568 m^2) pour atteindre une superficie de deux mille trente-sept mètres carrés (2037 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement de 2012 a empiété à l'intérieur de l'aire de stationnement de l'entreprise;

CONSIDÉRANT QUE le requérant attribue également son besoin d'agrandissement compte tenu:
- des contraintes relatives à la configuration du terrain en pointe qui limitent l'utilisation de la cour arrière et des besoins importants associés aux activités de l'entreprise pour les manoeuvres des véhicules lourds et en espace de stationnement;
- que lors de l'achat de terrain en 1996 une bande de terrain supplémentaire lui avait été promise et que celle-ci a été vendue à une entreprise voisine par la suite;
- de la présence d'une importante conduite de gaz de zéro virgule vingt-sept mètre (0,27 m) de diamètre et son emprise de dix-huit mètres (18 m) limitant grandement l'utilisation de la cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'on retrouve, à l'intérieur du secteur visé par la demande, deux (2) autres entreprises de vente et de réparation de véhicules lourds;
CONSIDÉRANT QUE le requérant n'a pas été en mesure de s'entendre avec le

propriétaire de l'immeuble voisin pour l'achat d'une partie de terrain du 5750 de la place Kubota;

CONSIDÉRANT QUE la configuration du terrain cause un préjudice sérieux à la croissance de l'entreprise selon le requérant;

CONSIDÉRANT QUE la partie de terrain visée par la demande et appartenant à Rose Drummond inc. ne semble pas exploitée présentement à des fins agricoles ou sylvicoles;

CONSIDÉRANT QUE la présence de la zone agricole ne devrait pas avoir pour effet d'entraver le développement économique des entreprises industrielles du secteur et l'expansion de leur site;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle configuration du terrain à acquérir a été modifiée afin de réduire l'impact pour le potentiel agricole du secteur et des activités agricoles de la propriété résiduelle de Rose Drummond conformément aux orientations de la MRC lors du traitement de la demande initiale de 2014;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville demande à la Municipalité régionale de comté de Drummond d'appuyer la demande visant à soustraire une partie du lot 4 433 139 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond de la zone agricole soit d'une superficie de quinze mille quatre cent trente et un virgule un mètres carrés (15 431,1 m^2) et d'appuyer en parallèle la demande d'amendement au règlement de zonage ayant pour objet d'autoriser l'agrandissement de la zone industrielle I-303 à même une partie de la zone agricole A-5103 afin de permettre un projet d'agrandissement de terrain de l'entreprise Camions Freightliner et Sterling située au 5770 de la place Kubota à même une partie de terrain appartenant à Rose Drummond situé au 210 du boulevard Lemire Ouest, et ce, sur le terrain formé du lot 4 433 139 (à être subdivisé) du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0941/06/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 3 juin 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 3 juin 2015 aux archives de la Ville.

0942/06/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 5 juin 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 5 juin 2015 aux archives de la Ville.

0943/06/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'intégration et d'implantation architecturale - P.I.I.A

Attendu que les demandes suivantes répondent aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'intégration et d'implantation architecturale :

1.

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.06.04	5035 rue Mailhot	Maison intergénérations
15.06.05	433 rue Heriot	Rénovation extérieure du bâtiment
15.06.06	1102 boulevard Saint-Joseph	Enseigne rattachée
15.06.07	2400 boulevard Lemire	Nouveau bâtiment accessoire
15.06.08	511 rue Lindsay	Enseigne rattachée
15.06.10	1930-1934 boulevard Mercure	Enseigne rattachée (sur auvent)
15.06.11	4511 boulevard Saint-Joseph	Modification de l'enseigne détachée
15.06.12	2291-2295 rue Demers	Rénovation extérieure du bâtiment et aménagement de terrain
15.06.24	157 rue Heriot	Rénovation extérieure du bâtiment

2.

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.06.09	1575 rue Fradet	Démolition du bâtiment et construction d'un nouveau bâtiment

Le vote est demandé pour la demande susmentionnée :

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal approuve les demandes susmentionnées, et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations du comité consultatif de l'urbanisme du 3 et du 5 juin 2015.

Monsieur le maire demande le vote.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
Mme Annick Bellavance	M. John Husk
Mme Cathy Bernier	Mme Isabelle Marquis
M. Vincent Chouinard	M. William Morales
M. Yves Grondin	
Mme Catherine Lassonde	
M. Pierre Levasseur	
M. Roberto Léveillée	
M. Alain Martel	
M. Daniel Pelletier	

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

0944/06/15 **Résolution autorisant un plan concept d'aménagement (P.C.A.) dans le cadre d'un projet de développement domiciliaire situé sur les lots 4 100 983, 4 100 986, 4 100 989, 4 100 990, 4 618 469, 4 772 829, 4 885 181, 4 967 293, 4 967 294 et 5 134 485 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, et ce, pour le secteur situé au sud des rues Berlioz, Wagner, Vivaldi, du Chancelier et de la Commune jusqu'à l'emprise de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier**

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser un plan concept d'aménagement (P.C.A.) dans le cadre d'un projet de développement domiciliaire situé sur les lots 4 100 983, 4 100 986, 4 100 989, 4 100 990, 4 618 469, 4 772 829, 4 885 181, 4 967 293, 4 967 294 et 5 134 485 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, et ce, pour le secteur situé au sud des rues Berlioz, Wagner, Vivaldi, du Chancelier et de la Commune jusqu'à l'emprise de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Localisation

Le projet de développement domiciliaire du site visé par la demande est localisé de façon approximative, entre la rue de la Commune et l'autoroute Joseph-Armand-Bombarder (A-55), et ce, à partir de la voie ferrée du Canadien National jusqu'au prolongement de l'axe de la piste cyclable faisant partie de l'axe no 4 de la Route Verte.

Le site visé par la demande est accessible à partir du boulevard Lemire par les rues Saint-Damase, Saint-Laurent et Bertrand ainsi qu'à partir du boulevard Jean-De Brébeuf par la rue de la Commune.

Historique

Le projet à l'étude constitue la troisième version présentée. La première version présentée en décembre 2011 prévoyait la construction de six cent quarante-trois (643) habitations unifamiliales de structures isolées destinées à une clientèle de premiers acheteurs équivalent à une densité de dix virgule vingt-neuf logements à l'hectare (10,29 log./ha). Le projet aurait donc permis d'accueillir environ mille cinq cents (1500) nouveaux résidents.

La seconde version prévoyait quant à elle la construction de sept cent cinquante-deux (752) nouveaux logements, dont trente-huit (38) habitations multifamiliales de structures isolées totalisant cent soixante (160) logements pour un total de cent neuf (109) logements supplémentaires par rapport à la version initialement présentée.

Cadre d'aménagement et réglementaire

Le schéma d'aménagement de la Municipalité régionale de comté (MRC) de Drummond, prévoit, pour le secteur visé par la demande, l'obligation de :

- réaliser le développement avec la présence des services d'aqueduc et d'égouts;
- prévoir des mesures d'atténuation à l'intérieur d'une bande de deux cents mètres (200 m) située en bordure de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (55) afin d'éviter que l'autoroute existante soit une contrainte pour le développement adjacent (exemple : aménagement d'un mur coupe-son);
- respecter l'article 21 du règlement MRC-534 relatif à l'écoulement des cours d'eau.

Le plan d'urbanisme de la Ville de Drummondville prévoit, pour le secteur visé par la demande, une affectation résidentielle (R-1) de faible densité, soit de quinze à quarante logements à l'hectare (15 à 40 log./ha).

Analyse du projet déposé

La superficie du site à développer équivaut à soixante-deux virgule quarante-neuf hectares (62,49 ha) soit l'équivalent d'environ six cent vingt-cinq mille mètres carrés (625 000 m^2) et correspondant à approximativement deux mille mètres (2 000 m) dans l'axe nord-sud et quatre cents mètres (400 m) en direction est-ouest. La clientèle visée est essentiellement celle de premiers acheteurs, à l'image des développements adjacents sur les rues des grands compositeurs, des plateaux Saint-Denis et Saint-Nicolas de même que ceux de la phase 1 de La Seigneurie André Lemaire.

Projet résidentiel

Secteur de la Commune Sud

Répartition de l'occupation du sol

Usages	Superficie	Pourcentage
Superficie totale du secteur (m^2)	625 000 m^2	100 %
4 Parcs en milieu résidentiel (incluant le parc de l'école aux Quatre-Vents)	21 592 m^2	3,45 %
Sentiers piétons	3 334 m^2	0,5%
Sous-total des parcs	24 925 m^2	3,95 %
Bassin de rétention	32 002 m^2	5,12 %
Talus à des fins esthétique autoroute 55	15 038 m^2	2,4 %
Servitude d'Hydro-Québec	13 806 m^2	2,1 %
Zone tampon adjacente au C.N.	4 587 m^2	0,7 %
Sous-total des espaces verts	65 432,6 m^2	10,5%
Sous-total des parcs et espaces verts	90 357,4 m^2	14,45%

La superficie totale des parcs, en incluant les passages piétons, représente trois virgule quatre-vingt-quinze pour cent (3,95 %) de l'ensemble du site à développer.

Cette proportion augmente à quatorze virgule quarante-cinq pour cent (14,45 %) si l'on additionne la superficie des espaces verts à la superficie des parcs.

Ce total tient compte des espaces nécessaires à l'aménagement des cinq (5) bassins de rétention, d'un talus à des fins esthétiques d'une largeur approximative de six mètres (6 m) et de la présence d'une servitude d'une largeur de dix-huit mètres (18 m) en faveur d'Hydro-Québec à même les propriétés prévues en bordure de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier ainsi que d'une zone tampon d'une largeur de dix mètres (10 m) pour celles adjacentes à la voie ferrée du C.N.

Toutefois, pour être en mesure de comptabiliser les bassins de rétention à titre d'espaces verts, des aménagements paysagers devront y être réalisés.

Typologie résidentielle et produit d'habitation

Le projet prévoit la création de six cent soixante-cinq (665) terrains. Les promoteurs prévoient que selon le marché actuel de l'immobilier, la construction de cinq cent vingt-sept (527) habitations unifamiliales de structures isolées, quatre-vingt-six (86) habitations unifamiliales de structures jumelées et cinquante-deux (52) habitations multifamiliales (H-4) de quatre (4) à six (6) logements.

Le développement résidentiel projeté pourrait donc accueillir un nombre total de logements variant de huit cent vingt et un (821) à neuf cent vingt-cinq (925) logements.

En se basant sur les données de l'Institut de la statistique du Québec, le développement pourrait donc accueillir entre mille neuf cent treize (1913) et deux mille cent cinquante-cinq (2 155) résidents nouveaux résidents.

Le promoteur y prévoit des terrains d'environ dix-huit mètres (18 m) de largeur par trente mètres (30 m) de profondeur en moyenne. Toutefois, dans certains secteurs, la largeur minimale des terrains pourra atteindre quinze mètres (15 m).

La densité brute, soit le ratio entre le nombre de terrains et la superficie de l'ensemble du site visé, varierait entre treize virgule quatorze logements à l'hectare (13,14 log./ha) et quatorze virgule huit (14,8 log./ha) logements à l'hectare en fonction de type d'habitations multifamiliales qui seraient construites soit des habitations multifamiliales de quatre (4) logements ou de six (6) logements.

La proportion des habitations multifamiliales par rapport à l'ensemble des habitations unifamiliales de structures isolées ou jumelées projetées varierait donc de vingt-cinq pour cent (25 %) à trente-quatre pour cent (34 %).

Typologie résidentielle	Nombre / Proportion
Nombre de terrains	665
Unités d'habitation unifamiliales isolées	527
Unités d'habitation unifamiliales jumelées	86
Unités d'habitation multifamiliales (4 à 6 logements)	52
Résidents estimés	1913 à 2155
% multifamiliales	25 % à 34%

Aucun modèle de construction n'a été déposé au soutien de la demande par les promoteurs. Toutefois, leurs représentants ont exprimé le souhait de répéter le produit d'habitation retrouvé dans les secteurs environnants pour les rues du Faubourg, du Sénéchal, du Troubadour de même que des rues Vivaldi et Berlioz.

Pour ces secteurs, les exigences minimales du règlement de zonage en regard des superficies d'implantation au sol varient de soixante à soixante-quinze mètres carrés et à quatre-vingt-dix mètres carrés (60-75-90 m^2) lorsque le bâtiment dispose d'un (1) étage et de soixante mètres carrés (60 m^2) lorsque le bâtiment dispose de deux (2) étages.

Pour ce type de produit d'habitation et compte tenu de la clientèle visée, le vinyle est présentement autorisé sans restriction comme matériau de revêtement extérieur.

À l'instar d'autres développements résidentiels amorcés au courant des dernières années, il serait donc préférable de fixer des exigences minimales de variation de l'architecture et des modèles de construction afin d'éviter la répétition, par certains entrepreneurs, de constructions similaires sur une même rue.

Trame et aménagement de rues

La principale caractéristique du site à développer est d'être enclavée sur trois (3) côtés, soit par l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier à l'ouest, la voie ferrée du C.N. au nord ainsi que par l'ancienne emprise de la voie ferrée étant également le prolongement de l'axe de la piste cyclable (axe no 4 de la Route verte) au sud où l'on retrouve présentement la branche no 1 du cours d'eau Marconi.

Le développement projeté comporte cependant quatre (4) exutoires vers le boulevard Lemire, soit par le prolongement de l'axe des rues Saint-Damase, Saint-Laurent, Bertrand et de l'Intendant.

De plus, le prolongement de la rue de la Commune permet un accès au boulevard Jean-De Brébeuf pour les résidents du secteur à l'étude.

Selon le promoteur, l'école primaire « aux Quatre-Vents » constitue le point central au niveau de la planification du quartier et de son intégration urbaine.

La priorisation des quatre (4) sous-collectrices permet donc de répartir proportionnellement les entrées et sorties des résidents afin d'atteindre l'objectif d'une circulation fluide sur chacune d'elles en direction du boulevard Lemire et de réduire la pression sur l'axe de la rue Saint-Laurent. C'est elle qui subira l'achalandage supplémentaire associé à la présence de l'école et au transport des élèves.

Selon les données fournies par le promoteur, seulement vingt et un virgule six pour cent (21,6 %) des résidents du secteur seraient appelés à transiter par la rue Saint-Laurent. Sa conception permet de réduire les impacts de la circulation anticipée par l'école. On n'y retrouve que six (6) intersections entre l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier et la rue de la Commune, comparativement à sept (7) pour chacune des autres sous-collectrices qui composent le développement projeté. La rue Saint-Damase recueillerait trente-six virgule six pour cent (36,6 %) des déplacements, la rue Bertrand vingt-cinq virgule deux pour cent (25,2 %) et la rue de l'Intendant seize virgule six pour cent (16,6 %).

L'exclusion d'axes préférentiels de circulation en direction de l'école a donc permis d'élaborer une trame de rues locales favorisant la tranquillité. La trame de rue est constituée de boucles traditionnelles intégrées à de petits îlots de vingt (20) lots en moyenne permettant donc de créer un sentiment d'intimité généralement associé aux développements résidentiels recherchés par la clientèle visée.

Pour le secteur visé par la demande, aucun axe parmi le réseau de rues locales proposées ne favorise la circulation de transit par un accès direct vers l'école. Les tronçons de rues locales sont généralement courts et varient entre cinquante et trois cent cinquante mètres (50-350 m) de longueur, soit deux cent cinquante mètres (250 m) en moyenne. Selon le promoteur, la plus longue rue devrait mesurer quatre cent soixante-dix mètres (470 m), soit moins que les cinq cent vingt mètres (520 m) des rues Vivaldi-Chancelier et les six cent quarante mètres (640 m) de la rue du Troubadour.

Afin de bien desservir les résidents et de favoriser le transport actif, le promoteur a planifié l'intégration d'un vaste réseau de liens cyclistes et pédestres permettant d'accéder le plus directement possible au site de l'école.

Le réseau se déploie également grâce à la présence de parcs centraux et par l'aménagement de trottoirs pour protéger les principaux parcours sur rue que les élèves auront à effectuer.

Ce réseau combiné de sentiers piétons, de parcs et de trottoirs permet donc un accès fluide et sécuritaire à l'école, et ce, à partir de toutes les directions à l'intérieur du développement projeté.
Toutefois, la perte du parc de voisinage et de deux (2) sentiers piétons projetés sur le terrain propriété de Luc et Jean Guilbault met en péril le développement de ce concept d'accès fluide et sécuritaire pour les écoliers du secteur compte tenu de la position centrale de cette partie du développement projeté.
Le représentant des promoteurs se dit toutefois disposé à réintégrer les deux (2)

sentiers et à en prévoir un troisième 3e afin d'assurer le lien piéton vers l'école.

Deux (2) des quatre (4) artères sous-collectrices (Saint-Damase et Saint-Laurent) devraient bénéficier d'une emprise de dix-huit mètres (18 m) afin de permettre les aménagements de surface (trottoirs et piste cyclo-pédestre) proposés, tout en conservant une largeur de pavage de dix mètres (10 m) pour permettre le stationnement des véhicules sur rue sans nuire à la circulation des véhicules d'urgence et de service. Selon le plan projeté les sous-collectrices Bertrand et de l'Intendant bénéficieraient quant à elles d'une largeur de quinze mètres (15 m). Seule la rue Bertrand fait toutefois l'objet de l'aménagement d'un trottoir. Il serait donc nécessaire d'exiger une largeur minimale de dix-huit mètres (18 m) également pour les sous-collectrices Bertrand et de l'Intendant projetées.

Quant aux rues locales, celles-ci auront une largeur d'emprise de quinze mètres (15 m). La partie pavée sera réduite à neuf mètres (9 m), ce qui réduit d'autant les superficies imperméabilisées que la vitesse de circulation et contribue à décourager la circulation de transit, tout en conférant un aspect local à ces rues. Comme le débit de circulation sur les rues locales est moindre que ce qui est anticipé sur les sous-collectrices, il est tout de même possible d'y permettre le stationnement sur rue de chaque côté, sans entraver le passage des véhicules d'urgence et de service.

Chacune des sous-collectrices peut cependant être rejointe par le réseau de rues locales. Cette configuration est nécessaire pour être en mesure d'assurer une desserte alternative sécuritaire lors de situations d'urgence ou de travaux d'infrastructures nécessitant la fermeture de rue.

Le promoteur devra ajuster son plan afin de confirmer une largeur d'emprise minimale de dix-huit mètres (18 m) pour l'ensemble des sous-collectrices projetées, soit les rues Saint-Damase, Saint-Laurent, Bertrand et de l'Intendant pour l'ensemble de leur parcours jusqu'à la rue de la Commune.

Services d'utilité publique

Le concept d'aménagement prévoit l'implantation des services d'utilité publique (SUP) en arrière lot, tout comme les projets réalisés au courant des dernières années dans les secteurs adjacents. Dans ces secteurs, l'éclairage sur rue est réalisé par branchement souterrain.

La poursuite de la desserte actuelle évite la multiplication des poteaux sur rue. Toutefois, les besoins en alimentation du secteur à l'étude nécessitent la présence de lignes de distribution en avant-lot sur chacune des sous-collectrices projetées (Saint-Damase, Saint-Laurent, Bertrand et de l'Intendant).

Parcs et espaces verts

Le plan directeur des parcs et espaces verts révisé de 2010 propose trois (3) emplacements de parcs à l'intérieur du secteur correspondant à la demande.

Il permet également de constater une bonne desserte des secteurs environnants existants en parcs de quartier. Les parcs Boivin et Saint-Georges sont dotés d'équipements récréatifs et atteignent une superficie respective de dix mille mètres carrés (10 000 m^2) et vingt mille mètres carrés (20 000 m^2). Avec une superficie de vingt mille mètres carrés (20 000 m^2), le parc prévu à l'intérieur de la phase 1 de la Seigneurie André Lemaire peut également être considéré comme un parc de quartier. Le boisé qu'on y retrouve permettrait de lui conférer une vocation à caractère naturel. Toutefois, aucun des parcs de voisinage ou de quartier existants des secteurs environnants n'est en mesure de couvrir, par son rayon de desserte, le site visé par la demande.

Un parc de quartier dispose d'un rayon de mille mètres (1 000 m) de desserte pour une superficie variant de dix mille mètres carrés (10 000 m^2) à trente mille mètres carrés (30 000 m^2) et dessert approximativement mille deux cents (1 200) habitations.

Le parc de voisinage dispose quant à lui d'un rayon de desserte de quatre cents

mètres (400 m) pour une superficie variant de mille mètres carrés (1 000 m^2) à dix mille mètres carrés (10 000 m^2) et dessert approximativement trois cents (300) unités d'habitation.

Le plan déposé par le promoteur prévoit l'aménagement de quatre (4) parcs, dont deux (2) ayant une vocation de quartier en incluant l'école et deux (2) autres ayant une vocation de voisinage.

Usages Superficie (m^2)
Parc 1 (dont 1 178 m^2 acceptés au PAE de 2007 pour le secteur adjacent) 2 548
Parc 2 1 817
Parc 3 (adjacent à l'école aux Quatre-Vents) 2 574
Parc 4 14 653
Total 21 592 (3,5 %)

Les parcs 1 et 2 seraient aménagés à des fins de parcs de voisinage et ceux-ci totalisent une superficie totale de six mille trois cent cinquante mètres carrés (4 365 m^2). Ces deux (2) parcs sont dotés d'une localisation centrale et de deux (2) ouvertures sur rue chacun, ce qui devrait faciliter leur accès et permettre de desservir adéquatement les résidents du secteur.

En incluant le parc adjacent à l'école, la superficie des deux (2) parcs de quartier proposés atteindrait dix-sept mille deux cent vingt-sept mètres carrés (17 227 m^2). Ceux-ci permettront aux résidents d'accéder à divers équipements récréatifs. Leur localisation centrale et leur accessibilité permettent une aire de desserte couvrant l'ensemble des espaces prévus à des fins résidentielles.

En comptabilisant les superficies de parcs, des sentiers piétons, les espaces réservés aux bassins de rétention et un ilot central d'une rue sans issue, la superficie des parcs et espaces verts prévus atteint cinquante-six mille neuf cent vingt-huit mètres carrés (56 928 m^2), soit neuf virgule un pour cent (9,1 %) de l'ensemble du site à développer.

Étude environnementale

Au niveau environnemental, la demande actuelle s'inscrit dans un contexte de continuité des développements présentement entrepris dans le milieu environnant. Les études environnementales soumises par le promoteur avaient initialement été produites en vue de l'acceptation de l'ensemble du secteur entre la rue de la Commune et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier.

Le plan de développement du secteur ne tient donc compte de la présence d'aucun cours d'eau dans l'ensemble du projet. En effet, dès 2007, le Service du développement durable de la Ville de Drummondville concluait qu'il n'était pas essentiel de conserver les cours d'eau Tousignant et Guilbault, compte tenu de leur état dénaturé et de leur faible valeur écologique.

Il s'agit de trois (3) segments de cours d'eau de longueur variant de deux cent soixante-dix mètres (270 m) à quatre cent soixante-dix mètres (470 m) n'ayant aucun lien hydrologique avec le cours d'eau Marconi.

Les branches no 2 des cours d'eau Marconi et Biron sont également dans la même situation depuis la déviation de celui-ci le long de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier.

Le cours d'eau Marconi le long de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier et sa branche no 1 sont situés à l'extérieur du site visé par la demande ceux-ci sont respectivement localisés à l'intérieur de l'emprise de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier et à l'intérieur de l'emprise du prolongement de l'axe de la piste cyclable (axe no 4 de la Route verte). Le plan soumis par le promoteur n'a donc pas à tenir compte de la bande de protection riveraine du cours d'eau, car celle-ci se situe à l'extérieur du site visé par la demande.

En ce qui concerne les aires boisées existantes, le promoteur mentionne qu'elles

sont appelées à disparaître, compte tenu de la nécessité de rehausser le niveau naturel du sol afin d'être en mesure d'évacuer les eaux pluviales vers le cours d'eau Marconi de même que les eaux sanitaires vers le nord-est.

Des exigences relatives à la plantation sur les terrains privés, autour des bassins de rétention ainsi que le long des zones tampons permettront de compenser la perte du couvert forestier actuel dans le secteur.

Gestion des eaux pluviales

Le projet nécessite la création de cinq (5) bassins de rétention pour être en mesure de réguler le débit des eaux pluviales qui seront acheminées au cours d'eau Marconi conformément aux exigences de la Municipalité régionale de comté de Drummond.

Usages	**Superficie (m^2)**
Bassin 1	7 556
Bassin 2	5 626
Bassin 3	8 442
Bassin 4	4 488
Bassin 5	5 890
Total	32 002 (5,1 %)

Chaque bassin est situé en bordure de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier et est doté d'un (1) ou deux (2) accès pour le passage des conduits ainsi que pour permettre l'accès nécessaire à leur entretien.

À cet égard, des lettres du ministère du Développement durable de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) jointes aux études environnementales soumises par le promoteur mentionnaient que la disparition des cours d'eau Tousignant et Guilbault, compte tenu de leur état dénaturé et de leur faible valeur écologique, nécessiterait l'aménagement de marais filtrants jouant le rôle des bassins de rétention à titre de mesure compensatoire.

Le promoteur mentionne qu'il est impossible d'aménager un seul grand bassin tel que déjà exprimé par le Conseil étant donné le surdimensionnement des conduites et les coûts supplémentaires que cela représente pour ceux-ci.

L'analyse du plan concept d'aménagement démontre également que les bassins 1 et 2 seraient visibles de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier, compte tenu de la surélévation de celle-ci à leur hauteur.

Des aménagements paysagers tels que la plantation d'arbres et d'arbustes sont requis pour que la superficie du site soit comptabilisée comme espace vert.

Zones tampons

L'aménagement de deux (2) zones tampons est prévu afin de réduire les impacts pour le projet associé à la présence de deux (2) sources de contraintes, soit la voie ferrée du C.N. et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier.

La proposition d'aménagement concernant la voie ferrée se résume à augmenter la profondeur des terrains adjacents de dix mètres (10 m), soit de trente mètres (30 m) à quarante mètres (40 m).

L'aménagement d'un talus d'une hauteur minimale de un virgule cinq mètre (1,5 m), tel qu'existant à l'intérieur des développements résidentiels environnants, permet de réduire le bruit associé au passage des trains. Il semble toutefois impossible de dissimuler visuellement le passage des convois, compte tenu de la surélévation de la voie ferrée par rapport au terrain naturel adjacent.

Une étude acoustique avait également été réalisée en 2007 pour déterminer les

mesures d'atténuation adéquates afin de réduire le bruit associé à la fréquence, à la proximité et à la vitesse de la circulation véhiculaire en provenance de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier. Cette étude avait été réalisée en prévision du dépôt de la demande initiale qui prévoyait uniquement des habitations unifamiliales de structures isolées en bordure de l'autoroute 55.

Celle-ci préconisait donc la réalisation d'un talus d'une hauteur de trois virgule cinq mètres (3,5 m) afin de respecter la norme maximale de bruit établie à cinquante-cinq décibels (55 dB). Ce talus de quatorze mètres (14 m) de largeur s'étendait sur une distance de mille quatre cent cinquante mètres (1 450 m) à partir du prolongement de l'axe de la piste cyclable.

Toutefois, le représentant des promoteurs a soumis un avis technique de la firme WSP réalisé le 27 mars dernier et celui-ci établit la localisation précise de la ligne naturelle du cinquante-cinq décibels (55 dB) à l'intérieur de laquelle uniquement des habitations multifamiliales (H-4) de quatre (4) à six (6) logements sont projetées.

L'avis démontre donc que les habitations unifamiliales isolées projetées seraient uniquement situées à l'extérieur de la ligne naturelle du cinquante-cinq décibels (55 dB) uniquement en fonction de leur éloignement de l'autoroute 55.

L'avis technique de la firme WSP recommande toutefois qu'en l'absence de talus anti bruit les terrains situés entre la courbe isophone de cinquante-cinq décibels (55 dB) et l'autoroute ne doivent pas comprendre d'espace de divertissement extérieur et que les bâtiments à vocation résidentielle (de types multifamiliaux) soient suffisamment insonorisés afin de protéger les espaces intérieurs.

Ces bâtiments devront donc être insonorisés de façon à ce que le bruit soit limité à un niveau sonore maximal de trente-cinq décibels (35 dB) pour une chambre à coucher, quarante décibels (40 db) pour une salle de séjour une salle à manger et une salle de divertissement et quarante-cinq décibels (45 dB) pour une cuisine, une salle de bains, un vestibule ou un coin de débarras. L'étude acoustique de 2007 recommandait également l'utilisation d'un chauffage, d'une ventilation et d'une climatisation de sorte que les portes et fenêtres puissent demeurer fermées même en période estivale. L'utilisation de fenêtres à double vitrage sur la façade donnant vers l'autoroute 55 et les façades latérales était également recommandée. La composition minimale des fenêtres était la suivante : verre 6 mm, intercalaire 19 mm et verre 3 mm.

L'avis technique recommande également à certains endroits où la courbe isophone du cinquante-cinq décibels (55 dB) évaluée en 2007 est à une largeur de rue d'atteindre le terrain suivant, et que ce dernier comporte des espaces de divertissement extérieurs, il est recommandé que la construction de la première rangée de bâtiments (celle donnant directement sur l'autoroute) soit construite avant la rangée suivante afin de faire écran à la propagation du bruit.

À défaut d'aménager un talus coupe-son d'une hauteur minimale de trois virgule cinq mètres (3,5 m) et d'une largeur de quatorze mètres (14 m) le représentant des promoteurs propose donc l'aménagement d'un talus d'une hauteur minimale d'un virgule cinq mètre (1,5 m) de hauteur et d'une largeur de six mètres (6 m).

Le talus proposé aurait une valeur esthétique et longerait la ligne arrière de l'ensemble des propriétés multifamiliales projetées en bordure de l'autoroute 55, soit sur une distance d'environ deux mille cinq cent six mètres (2 506 m).

La présence du cours d'eau Marconi à l'intérieur de l'emprise de l'autoroute contribue à éloigner les terrains riverains à celle-ci de cinquante à soixante mètres (50-60 m) de la voie de circulation la plus rapprochée.

De plus, la présence sur certaines propriétés en bordure de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier, de la servitude en faveur d'Hydro-Québec, d'une largeur de dix-huit mètres (18 m) jumelée au talus projeté d'une largeur de six mètres (6 m) fait en sorte que certains terrains disposeraient d'une profondeur approximative de soixante à soixante-cinq mètres (60-65 m).

Les habitations unifamiliales projetées les plus rapprochées de la courbe isophone du cinquante-cinq décibels (55 dB) seraient donc situées à au moins cent dix à cent vingt mètres (110 à 120 m) de la voie de circulation la plus rapprochée de l'autoroute.

De la plantation d'arbres (conifères et feuillus) et d'arbustes à grand déploiement en quinconce devra être réalisée sur le côté du talus faisant face à l'autoroute 55, et ce, sur l'ensemble des terrains adjacents à l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier afin d'uniformiser l'image projetée par le développement domiciliaire et limiter les percées visuelles vers les cours arrières pour les utilisateurs du réseau autoroutier de cette partie du territoire de la Ville de Drummondville.

Conclusion

Le concept du plan directeur du développement du secteur au sud de la rue de la Commune soumis se rapproche des orientations proposées par le Plan d'aménagement d'ensemble et du Guide d'aménagement des nouveaux développements. De plus, la version soumise suggère une typologie résidentielle variée tout en assurant une certaine densité.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu :

QUE le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) du secteur « de la Commune Sud », conditionnellement à l'acceptation de certaines modifications ou conditions par le promoteur, à savoir :

- fixer des exigences minimales de variation de l'architecture et des modèles de construction afin d'éviter la répétition de constructions similaires sur une même rue;
- prévoir de la plantation d'arbres à même les terrains privés et les bassins de rétention afin de naturaliser ce type d'ouvrage et de compenser la perte de couvert forestier inhérent au rehaussement du terrain naturel à effectuer;
- réintégrer les deux (2) sentiers et en prévoir un troisième 3e afin d'assurer le lien piéton vers l'école sur le terrain propriété de Luc et Jean Guilbault;
- insonoriser adéquatement de façon à ce que le bruit à l'intérieur des bâtiments multifamiliaux situés à l'intérieur de la courbe isophone du cinquante-cinq décibels (55 dB) soit limité à un niveau sonore maximal de trente-cinq décibels (35 dB) pour une chambre à coucher, quarante décibels (40 db) pour une salle de séjour, une salle à manger et une salle de divertissement et quarante-cinq décibels (45 dB) pour une cuisine, une salle de bains, un vestibule ou un coin de débarras. Une attestation d'un professionnel dans ce domaine devra accompagner chacune des demandes de permis lors de la construction des bâtiments adossés à l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier;
- prévoir le recours à un chauffage, une ventilation et une climatisation de sorte que les portes et fenêtres puissent demeurer fermées même en période estivale ainsi que l'utilisation de fenêtres à double vitrage sur la façade donnant vers l'autoroute 55 et les façades latérales pour les bâtiments multifamiliaux situés à l'intérieur de la courbe isophone du cinquante-cinq décibels (55 dB);
- prohiber la présence de balcons en cours latérales et arrière pour les bâtiments multifamiliaux situés à l'intérieur de la courbe isophone du cinquante-cinq décibels (55 dB);
- prohiber tous les usages, bâtiments et constructions accessoires pouvant être utilisés à des fins récréatives en cours avant, latérales et arrière pour les bâtiments multifamiliaux situés à l'intérieur de la courbe isophone du cinquante-cinq décibels (55 dB);

- réaliser la construction de la première rangée de bâtiments multifamiliaux

(celle donnant directement sur l'autoroute) avant la rangée suivante d'habitations unifamiliales afin de faire écran à la propagation du bruit;
- effectuer l'aménagement d'un talus à des fins esthétique d'une hauteur minimale de un virgule cinq mètre (1,5 m) et d'une largeur minimale de six mètres (6 m) le long de la ligne arrière de l'ensemble des propriétés multifamiliales projetées en bordure de l'autoroute 55 soit sur une distance d'environ deux mille cinq cent six mètres (2 506 m), et ce, avant la construction des bâtiments multifamiliaux;
- effectuer de la plantation d'arbres (conifères et feuillus) et d'arbustes à grand déploiement en quinconce réalisée sur le côté du talus faisant face à l'autoroute 55, et ce, sur l'ensemble des terrains situés le long de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier;
- procéder à l'aménagement d'un talus d'une hauteur minimale de 1,5 mètre le long de la voie ferrée du C.N. afin de réduire le bruit provenant du passage des trains;
- prévoir une largeur d'emprise minimale de dix-huit mètres (18 m) pour l'ensemble des sous-collectrices projetées, soit les rues Saint-Damase, Saint-Laurent, Bertrand et de l'Intendant jusqu'à la rue de la Commune;
- prévoir l'aménagement de marais filtrants jouant le rôle des bassins de rétention à titre de mesure compensatoire à la perte des cours d'eau Tousignant et Guilbault.

Un plan d'arpentage de l'ensemble du développement devra également être déposé au soutien de la demande avant de procéder à la modification du règlement de zonage.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0945/06/15 Avis motion du règlement numéro 4625 modifiant le règlement no 3713 afin d'y inclure la politique de variations budgétaires comme partie intégrante du règlement.

Le conseiller Yves Grondin donne l'avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4625 ayant pour objet de modifier le règlement no 3713 afin d'y inclure la politique de variations budgétaires comme partie intégrante du règlement.

0946/06/15 Avis motion du règlement numéro 4638 modifiant le règlement no 3500 et ses amendements afin d'encadrer les empiètements sur les voies publiques

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4638 ayant pour objet de modifier le règlement no 3500 et ses amendements afin d'encadrer les empiétements sur les voies publiques

0947/06/15 Avis motion du règlement numéro 4628 - Zonage No 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4628 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage afin d'apporter des ajustements aux grilles des usages et des normes et au texte.

0948/06/15 Avis de motion du règlement No4631 - Zonage No 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement No 4631 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage afin d'autoriser l'usage « Service de construction résidentielle et non résidentielle » et d'augmenter la superficie maximale de l'usage « vente au détail de matériaux de construction » aux 705-845 de la rue Cormier.

0949/06/15 Avis motion du règlement numéro 4635 visant à autoriser un gymnase de type "Crossfit" au 640 de la rue Heriot

La conseillère Catherine Lassonde donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4635 ayant pour objet de visant à autoriser un gymnase de type "Crossfit" au 640 de la rue Heriot.

0950/06/15 Avis motion du règlement numéro 4637 - Zonage No 4300

le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement No 4637 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage afin d'autoriser la catégorie d'affichage "C" autoroute et également de permettre le transfert des superficies d'enseignes détachées, l'augmentation du nombre maximal d'enseignes par façade et la hauteur maximale des enseignes rattachées à l'intérieur de la zone communautaire et d'utilité publique P-442, et ce, afin d'autoriser le projet d'affichage de l'hôtel Times et du restaurant Cosmos.

0951/06/15 Adoption du projet de règlement no 4628 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le projet de règlement No 4628, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'apporter des ajustements à certaines dispositions intégrées au règlement de zonage en lien avec le plan de zonage, les grilles des usages et des normes et le texte,

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0952/06/15 Adoption du projet de règlement no 4631 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le projet de règlement No 4631 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser l'usage « Service de construction résidentielle et non

résidentielle » à titre d'usage accessoire à l'usage « Vente au détail de matériaux de construction » et augmenter la superficie maximale de l'usage « Vente au détail de matériaux de construction » à l'intérieur de la zone industrielle I-336-1, selon certaines conditions.

La zone industrielle I-336-1 comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté sud-ouest de l'intersection des rues Janelle et Cormier.

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0953/06/15 Adoption du projet de règlement no 4635 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le projet de règlement No 4635 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser l'usage « 7425 - gymnase et formation athlétique » faisant partie de la classe d'usages C-4 (artériel léger) à l'intérieur de la zone commerciale C-0028.

La zone commerciale C-0028 est délimitée approximativement par les rues Dunkin, Heriot et du Moulin, ainsi que par l'arrière-lot des terrains donnant du côté sud-ouest de la rue Belcourt,

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0954/06/15 Adoption du projet de règlement no 4637 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le projet de règlement No 4637 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- de modifier la catégorie d'affichage autorisée à l'intérieur de la zone communautaire et d'utilité publique P-442.

La zone communautaire et d'utilité publique P-442 est située, de façon approximative entre le boulevard des Pins et la rue Saint-Amant, et ce, à partir de l'arrière des propriétés situées du côté sud de l'axe sud de la terrasse des Promenades jusqu'à l'arrière des propriétés situées du côté nord de la rue Bousquet,

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi

sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0955/06/15 Adoption du second projet de règlement no 4629-1 - Zonage No 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller John Husk,

et résolu que le second projet de règlement No 4629-1, amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but:

- de créer la zone d'habitation H-1173-1 à même une partie des zones d'habitation H-1173 et H-1174 afin d'y autoriser, selon certaines conditions de camouflage, les appareils de climatisation sur la façade principale.

Monsieur le maire demande le vote.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
Mme Annick Bellavance	M. Pierre Levasseur
Mme Cathy Bernier	Mme Isabelle Marquis
M. Vincent Chouinard	M. Alain Martel
M. Yves Grondin	M. William Morales
M. John Husk	
Mme Catherine Lassonde	
M. Roberto Léveillée	
M. Daniel Pelletier	

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

0956/06/15 Adoption du second projet de règlement no 4630-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le second projet de règlement No 4630-1 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone d'habitation H-437, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant, dans le but d'en faire une maison intergénérations,

soit et est adopté;

QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. c.A.-19.1)

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0957/06/15 Adoption du second projet de résolution relatif aux projets PPCMOI en ce qui a trait à l'immeuble situé au 715 de la rue Saint-Pierre

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- de permettre, dans le cadre d'un projet de rénovation du bâtiment principal existant, l'implantation d'un commerce de vente au détail de meubles et de jouets pour enfants, selon certaines conditions,

soit et est adopté;

QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. c.A.-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0958/06/15 Adoption du second projet de résolution relatif aux projets PPCMOI en ce qui a trait à l'immeuble situé au 8000 du boulevard Saint-Joseph

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le second projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- de permettre un logement accessoire à une habitation unifamiliale isolée, selon certaines conditions, au 8000 du boulevard Saint-Joseph,

soit et est adopté;

QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0959/06/15 Adoption du règlement no 4615 modifiant le règlement no 4499 relatif au traitement des élus municipaux.

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4615 a été donné (réf: 800/5/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 4615 modifiant le règlement no 4499 relatif au traitement des élus municipaux.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que ce règlement soit adopté.

Votent ***POUR***	Vote ***CONTRE***
Mme Annick Bellavance	
Mme Cathy Bernier	
M. Vincent Chouinard	
M. Yves Grondin	

M. John Husk
Mme Catherine Lassonde
M. Pierre Levasseur
M. Roberto Léveillée
Mme Isabelle Marquis
M. Alain Martel
M. William Morales
M. Daniel Pelletier
M. Alexandre Cusson

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

Le vote est demandé et le maire vote pour également.

0960/06/15 Règlement no 4632 décrétant des travaux relatifs à la construction d'une partie du stationnement de la nouvelle bibliothèque et du chemin d'accès ouest et nécessitant un emprunt de 550 719,75 $.

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4632 a été donné (réf: 877/6/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 4632 décrétant des travaux relatifs à la construction d'une partie du stationnement de la nouvelle bibliothèque et du chemin d'accès ouest et nécessitant un emprunt de 550 719,75 $ à cette fin;

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0961/06/15 Adoption du règlement no 4633 décrétant l'augmentation du fonds de roulement à même son excédent de fonctionnement non affecté.

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4633 a été donné (réf: 879/6/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 4633 décrétant l'augmentation du fonds de roulement à même son excédent de fonctionnement non affecté.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0962/06/15 Adoption du règlement no 4616 - Zonage No 4300

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution **718/5/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le règlement No 4616-1 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but d'autoriser à l'intérieur de la zone industrielle I-303, par contingentement, en plus des usages actuellement permis, l'usage spécifiquement créé « Vente au détail, service de location, de réparation et d'entretien de chariots élévateurs et d'empileurs de conteneurs » faisant partie des usages autorisés sous restriction, et ce, selon certaines conditions.

La zone industrielle I-303 inclut, de façon approximative, des terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Roch et de la place Kubota, entre les boulevards Saint-Joseph Ouest et Lemire Ouest,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0963/06/15 Adoption du règlement no 4623-1 - Zonage no 4300

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution **801/5/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le règlement No 4623-1 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but d'autoriser dans la zone d'habitation H-1234, les bâtiments principaux et les constructions accessoires non adjacents à une voie de circulation mais dont le terrain existant lors de l'entrée en vigueur du présent règlement est situé à une distance maximale de 85 mètres d'une voie de circulation publique.

La zone d'habitation H-1234 est délimitée approximativement par l'arrière-lot des terrains donnant de chaque côté du boulevard Allard, et ce, entre les rues de l'Alizé et Sutherland,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0964/06/15 Adoption du règlement no 4624-1 - Zonage no 4300

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution **804/5/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le règlement No 4624-1 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone rurale R 9225, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone rurale R-9225 inclut des terrains situés de part et d'autre du chemin Hemming entre les rues du Toiseur et du Contremaître,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0965/06/15 Adoption du règlement no 4626-1 - Zonage no 4300

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution No **807/5/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le règlement No 4626-1 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but d'autoriser, à l'intérieur de la zone d'habitation H-432, selon certaines conditions d'implantation, la classe d'usages H-8 (habitation collective) et de réduire les exigences relatives au nombre minimal de cases de stationnement à fournir, le tout dans le cadre d'un projet d'agrandissement d'un usage de type H-6 (habitation multifamiliale) de plus de 150 logements.

La zone d'habitation H-432 est située, de façon approximative, de part et d'autre du boulevard René-Lévesque, et ce, à partir de la rue Rose-Ellis jusqu'au boulevard des Pins,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0966/06/15 Adoption du règlement no 4627 - Zonage no 4300

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution No **881/6/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le règlement No 4627 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but d'apporter des ajustements à certaines dispositions intégrées au règlement de zonage en lien avec le texte,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0967/06/15 **Adoption de la résolution modifiant le règlement relatif aux projets PPCMOI en ce qui a trait à l'immeuble situé au 2895A du boulevard Mercure**

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution No **810/5/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la résolution No **967/6/15** en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but d'autoriser l'usage « Service de traitement de pelouse et d'extermination » au 2895A du boulevard Mercure, selon certaines conditions.

La zone rurale R-9503 où l'on retrouve l'adresse concernée inclut des terrains situés de part et d'autre du boulevard Mercure, approximativement entre les rues Brown et du Cordeau,

soit et est adoptée.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

- Bilan de la visite chez ENERKEM (M. Pierre Levasseur)

Le conseiller Pierre Levasseur fait le bilan de sa visite à Edmonton du plus grand site d'enfouissement en Amérique du Nord.

- Les Arts et la Ville (Mme Annick Bellavance)

La conseillère Annick Bellavance donne un bref aperçu de sa participation au 28e colloque de Les Arts et la Ville qui s'est tenu à Moncton du 2 au 4 juin 2015.

- Rassemblement de voitures électriques (M. John Husk)

Le conseiller John Husk félicite les organisateurs du Rassemblement des voitures électriques (RAVE) qui s'est tenu la fin de semaine dernière.

Période de question concernant les affaires municipales de Drummondville

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et citoyens.

Prochaine assemblée du Conseil: 13 juillet 2015

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 13 juillet 2015.

0968/06/15 Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller John Husk, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 22.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Alexandre Cusson, maire

Me Mélanie Ouellet, greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 13 juillet 2015, à compter de 19 h 30, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Daniel Pelletier
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Catherine Lassonde
Isabelle Marquis
John Husk
Alain Martel
Yves Grondin
Annick Bellavance

Sont également présents :

M. Steven Watkins, directeur général adjoint, Module service à la population
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Benoit Carignan, directeur et trésorier, Module Administratif
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
Mélanie Ouellet, greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

RÉFLEXION

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

0969/07/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0970/07/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil tenue le 15 juin 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 15 juin 2015 et que tout semble conforme,

il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Correspondance

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- Ministère de la Sécurité publique concernant les travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1er décembre 2014 au 31 mars 2015 ;
- Centraide Centre-du-Québec demandant la confirmation de la personne responsable de la campagne 2015 ;
- Fondation Centre Normand-Léveillé concernant une demande d'appui pour son projet de rénovation des infrastructures sportives et récréatives ;

ainsi que des lettres de remerciements et de félicitations provenant de différents organismes.

0971/07/15 Dépôt du procès-verbal du comité exécutif du 7 juillet 2015

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le procès-verbal de la réunion du comité exécutif tenue le 7 juillet 2015 aux archives de la Ville.

0972/07/15 Disposition du tableau d'affichage et des lumières de buts anciennement installés sur la glace 1 de l'Olympia Yvan-Cournoyer (Soumission no DR15-DIS-005)

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller John Husk,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à disposer du tableau indicateur et des lumières de buts auprès d'un ferrailleur.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0973/07/15 Travaux de resurfaçage pour l'année 2015 (Soumission no DR15-PUB-021)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de la compagnie Sintra inc. (Région Centre-du-Québec) au montant de 283 022,46 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme, selon l'option no 2.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0974/07/15 **Travaux de construction d'une patinoire réfrigérée et d'un bâtiment de service**
(Soumission no DR15-PUB-026)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la soumission de la compagnie Les Constructions Allard inc., au montant de 1 894 295 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0975/07/15 **Fourniture et installation de luminaires sur le territoire de la ville**
(Soumission no DR15-PUB-027)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de la compagnie Électro Système P.L. inc. au montant de 131 837,87 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0976/07/15 **Fourniture de pierre concassée pour le rang Turcotte-Paquette**
(Soumission no DR15-INV-055)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la soumission de la compagnie Carrière P.C.M. inc. au montant total de 91 980 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0977/07/15 **Fourniture, livraison et installation de mobilier de bureau - Projet Place du Faubourg**
(Soumission no DR15-INV-057)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la soumission de Mégaburo inc. au montant de 36 286,82 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0978/07/15 **Travaux de réfection du mur du tumbling au centre multisport**
(Soumission no DR15-INV-058)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la soumission de la compagnie Construction Audet inc. au montant de 34 960 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0979/07/15 **Travaux de nettoyage et d'inspection télévisée par caméra conventionnelle de conduites et de regard d'égout sur diverses rues**
(Soumission no DR15-INV-059)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de la compagnie Can-Explore inc. au montant de 81 959,38 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0980/07/15 **Travaux d'insonorisation à la piscine du Centre**
(Soumission no DR15-INV-060)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la soumission de la compagnie Grondin Acoustique inc. au montant de 43 633,01 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue

conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0981/07/15 Travaux d'aménagement des bureaux - Projet Place du Faubourg (Soumission no DR15-INV-061)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la soumission de la compagnie Construction Bertrand Dionne inc. au montant de 84 999,41 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0982/07/15 Résolution autorisant la demande d'aide financière des Habitations SM Drummond

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que de la Ville de Drummondville s'engage financièrement pour octroyer une subvention au projet des Habitations S.M. Drummond, le financement sera défini en fonction de différentes possibilités prévues par la loi pour un montant maximum de 126 000 $.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0983/07/15 Dépôt des indicateurs de gestion au 31 décembre 2014

Le trésorier dépose les indicateurs de gestion au 31 décembre 2014, tel que requis par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

0984/07/15 Adjudication d'une émission d'obligations de 15 000 000 $ à la suite des demandes de soumissions publiques

ATTENDU QUE, conformément aux règlements d'emprunt numéros 4433, 4607, 4334, 4434, 4236, 4234, 4235, 4230, 4477, 4482, 4486, 4475, 4479, 4480, 4498 et 4485, la Ville de Drummondville souhaite émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a demandé, à cet égard, par l'entremise du système électronique « Service d'adjudication et de publication des résultats de titres d'emprunts émis aux fins du financement municipal », des soumissions pour la vente d'une émission d'obligations, datée du 28 juillet 2015, au montant de 15 000 000 $;

ATTENDU QU'à la suite de cette demande, la Ville de Drummondville a reçu les soumissions détaillées ci-dessous :

Nom du soumissionnaire	Prix offert	Montant	Taux	Échéance	Coût réel
Marchés mondiaux CIBC inc. RBC Dominion valeurs mobilières inc.	98,50700	846 000 $	1,30 %	2016	2,40480 %
		869 000 $	1,50 %	2017	
		892 000 $	1,70 %	2018	
		916 000 $	1,90 %	2019	
		11 477 000 $	2,10 %	2020	
Financière Banque Nationale inc.	98,34300	846 000 $	1,30 %	2016	2,44258 %
		869 000 $	1,50 %	2017	
		892 000 $	1,65 %	2018	
		916 000 $	1,90 %	2019	
		11 477 000 $	2,10 %	2020	
Valeurs mobilières Desjardins inc.	98,20200	846 000 $	1,30 %	2016	2,55642 %
		869 000 $	1,40 %	2017	
		892 000 $	1,60 %	2018	
		916 000 $	1,85 %	2019	
		11 477 000 $	2,20 %	2020	

ATTENDU QUE l'offre provenant du Syndicat dirigé par la firme de MARCHÉ MONDIAUX CIBC INC. s'est avérée la plus avantageuse.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que l'émission d'obligations au montant de 15 000 000 $ de la Ville de Drummondville soit adjugée à MARCHÉ MONDIAUX CIBC INC.;

QUE demande soit faite à ce(s) dernier(s) de mandater Services de dépôt et de compensation CDS inc. (CDS) pour l'inscription en compte de cette émission;

QUE le maire ou à défaut le maire suppléant et le trésorier ou à défaut l'assistant-trésorier soient et sont autorisés à signer les obligations couvertes par la présente émission, soit une obligation par échéance;

QUE CDS agisse au nom de ses adhérents comme agent d'inscription en compte, agent détenteur de l'obligation, agent payeur et responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents, le conseil autorise CDS à agir à titre d'agent financier authentificateur, tel que décrit dans le protocole d'entente signé entre le ministre des Affaires municipales du Québec et CDS;

QUE CDS procède au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l'obligation, à cet effet, le conseil autorise le trésorier ou l'assistant-trésorier à signer le document requis par le système bancaire canadien intitulé « Autorisation pour le plan de débits préautorisés destiné aux entreprises ».

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0985/07/15 Modification de certains règlements en conformité avec l'émission d'obligations

ATTENDU QUE, conformément aux règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux, la Ville de Drummondville souhaite émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance, pour un montant total de 15 000 000 $:

Règlements d'emprunt #	Pour un montant de $
4236	1 845 299 $
4433	1 000 000 $
4607	3 578 917 $
4234	541 274 $
4334	158 517 $
4235	576 775 $
4230	382 415 $
4434	262 566 $
4477	110 195 $
4482	17 995 $
4486	298 619 $
4475	60 240 $
4479	57 802 $
4480	243 154 $
4498	5 000 000 $
4485	149 119 $
4607	717 113 $

ATTENDU QUE, aux fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu :

QUE les règlements d'emprunt indiqués précédemment soient amendés, s'il y a lieu, afin qu'ils soient conformes à ce qui est stipulé ci-dessous, et ce, en ce qui a trait au montant d'obligations spécifié antérieurement en regard desdits règlements compris dans l'émission de 15 000 000 $;

QUE les obligations, soit une obligation par échéance, soient datées du 28 juillet 2015;

QUE ces obligations soient immatriculées au nom de Services de dépôt et de compensation CDS inc. (CDS) et soient déposées auprès de CDS;

QUE CDS agisse au nom de ses adhérents comme agent d'inscription en compte, agent détenteur de l'obligation, agent payeur et responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents, tel que décrit dans le protocole d'entente signé entre le ministre des Affaires municipales du Québec et CDS;

QUE CDS procède au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l'obligation, à cet effet, le conseil autorise le trésorier ou l'assistant-trésorier à signer le document requis par le système bancaire canadien intitulé « Autorisation pour le plan de débits préautorisés destinée aux entreprises »;
QUE pour effectuer les paiements aux adhérents par des transferts électroniques de fonds, CDS soit autorisée à faire des prélèvements directs, pour le paiement du principal et des intérêts, dans le compte de l'institution financière suivante :

CAISSE DESJARDINS DE DRUMMONDVILLE
50, RUE NOTRE-DAME, 2E ÉTAGE
DRUMMONDVILLE, QC J2C 2K3

QUE les intérêts soient payables semi annuellement, le 28 janvier et le 28 juillet de chaque année;

QUE les obligations ne soient pas rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., c. D-7);

QUE les obligations soient signées par le maire ou à défaut le maire suppléant le trésorier ou à défaut l'assistant-trésorier. La Ville de Drummondville, telle que

permis par la Loi, a mandaté CDS afin d'agir en tant qu'agent financier authentificateur et les obligations entreront en vigueur uniquement lorsqu'elles auront été authentifiées.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0986/07/15 Autorisation d'émission d'obligations pour un terme plus court

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu :

QUE pour réaliser l'emprunt au montant total de 15 000 000 $ effectué en vertu des règlements numéros 4433, 4607, 4334, 4434, 4236, 4234, 4235, 4230, 4477, 4482, 4486, 4475, 4479, 4480, 4498 et 4485, la Ville de Drummondville émette des obligations pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt, c'est à dire pour un terme de :

Tableau combiné terme de 5 ans - Financement No 19 - 5 000 000,00 $

Cinq (5) ans (à compter du 28 juillet 2015); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 2021 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements d'emprunt numéros 4433, 4607, 4334 et 4434, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie du solde dû sur l'emprunt.

Tableau combiné terme de 5 ans - Financement No 20 - 10 000 000,00 $

Cinq (5) ans (à compter du 28 juillet 2015); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 2021 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements d'emprunts numéros 4236, 4234, 4235, 4230, 4477, 4482, 4486, 4475, 4479, 4480, 4498, 4485 et 4607, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie du solde dû sur l'emprunt.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0987/07/15 Radiation des créances impayées à la Cour municipale

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que la Ville de Drummondville radie des créances impayées pour un montant de 74 688,79 $ à la cour municipale.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0988/07/15 Appropriation de 10 800 $ au fonds d'actions environnementales

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville prélève une somme de 10 800 $ au fonds d'actions environnementales pour le projet pilote d'optimisation de la gestion des matières résiduelles dans les manifestations populaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0989/07/15 Approbation des états financiers de l'Office municipal d'habitation de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville approuve les états financiers 2014 de l'Office municipal d'habitation de Drummondville (OMH).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0990/07/15 Délégation de messieurs Alexandre Cusson, maire, Alain Martel et Daniel Pelletier, conseillers, de la conseillère Catherine Lassonde et du conseiller Pierre Levasseur à titre de substitut au Tournoi de l'Omnium de golf des Jeux Nord-Américains Policiers-Pompiers Drummondville 2016 qui se tiendra le 19 août 2015 au Club de golf de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville délègue monsieur Alexandre Cusson, maire, messieurs Alain Martel, Daniel Pelletier, conseillers, madame Catherine Lassonde, conseillère et monsieur Pierre Levasseur, conseiller à titre de substitut au tournoi de l'Omnium de golf des Jeux Nord-Américains Policiers-Pompiers Drummondville 2016 qui se tiendra le mercredi 19 août 205 au Club de golf de Drummondville.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0991/07/15 Délégation de messieurs Alexandre Cusson, maire, John Husk, Pierre Levasseur et Roberto Léveillé, conseillers et de la conseillère Catherine Lassonde à titre de substitut au 22e Tournoi de golf de la MRC Drummond qui se tiendra le 20 août 2015 au Club de golf Le Drummond à Saint-Majorique-de-Grantham

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville délègue messieurs Alexandre Cusson, maire, John Husk, Pierre Levasseur, Roberto Léveillé conseillers et madame Catherine Lassonde, conseillère à titre de substitut au 22e tournoi de golf de la MRC Drummond qui se tiendra le jeudi 20 août 2015 au Club de golf Le Drummond à Saint-Majorique-de-Grantham.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0992/07/15 Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 16 juin au 13 juillet 2015, lesquels comptes

totalisent la somme de 9 582 225,77 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0993/07/15 Nomination de messieurs Paul-Anthony Picard, Pier-Paul Pelletier-Gamache, Sébastien Desroches aux postes de pompiers permanents

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de :

1- Paul-Anthony Picard au poste de pompier permanent au Service de sécurité incendie à l'échelon 0-1 an;

2- Pier-Paul Pelletier-Gamache au poste de pompier permanent au Service de sécurité incendie à l'échelon 0-1 an;

3- Sébastien Desroches au poste de pompier permanent au Service de sécurité incendie à l'échelon 3-4 ans.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0994/07/15 Résolution autorisation la signature des contrats de travail à intervenir avec les brigadiers scolaires

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le conseil autorise le directeur des ressources humaines à signer les contrats de travail des brigadiers scolaires permanents et des brigadiers scolaires substituts pour la période du 25 août 2015 au 23 juin 2016.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0995/07/15 Nomination de madame Odette Laprade au poste permanent de préposée au service à la clientèle au Service des arts, de la culture et de l'immigration

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le conseil procède à la nomination de madame Odette Laprade au poste permanent de préposée au service à la clientèle au Service des arts, de la culture et de l'immigration:

- Salaire : Classe 280, échelon 5 ans et +;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0996/07/15 Nomination de monsieur Sébastien Forcier au poste permanent de manoeuvre spécialisée au Service des travaux publics

Nomination de monsieur Sébastien Forcier au poste permanent de manoeuvre spécialisée au Service des travaux publics**.**
Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil procède à la nomination de monsieur Sébastien Forcier au poste permanent de manœuvre spécialisé au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 370, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0997/07/15 Dépôt de la liste d'embauche d'employés surnuméraires et étudiants

Le conseiller Alain Martel dépose la liste des embauches suivantes conformément à la résolution 343/3/14.

Surnuméraires :

- Journalier : Monsieur Alexis Vanasse (DES);

- Secrétaires : Madame Fabienne Elliott (Maîtrise en sciences de la gestion, option management) et madame Roxanne Germain (DEC en techniques de bureautique).

Étudiant :

- Travaux publics : Kéziah Perreault.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0998/07/15 Opinion du conseil en regard d'une demande d'exemption de taxes formulée auprès de la Commission municipale du Québec par la Maison de la famille Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'exemption de taxes formulée à la Commission municipale du Québec par la maison de la famille Drummond inc. pour l'immeuble situé au 152 de la rue St-Damase.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

0999/07/15 Résolution autorisant l'appui à une demande d'immunité conditionnelle pour les municipalités en regard des risques et des dommages causés par l'eau, le tout tel que proposé par l'Union des municipalité du Québec auprès du Gouvernement du Québec

CONSIDÉRANT QUE les sinistres et les réclamations reliés aux dommages causés par l'eau ne cessent de croître, selon les études et statistiques disponibles sur le sujet au Canada et au Québec;

CONSIDÉRANT QUE la situation du climat (hausse ou baisse des températures) provoque des précipitations que les infrastructures actuelles, leur conception, leur installation, ne peuvent contenir ou des situations auxquelles elles ne peuvent résister (froid intense, bris);

CONSIDÉRANT QUE les représentants de l'industrie de l'assurance réfléchissent à diverses solutions, notamment celle de hausser de façon considérable les primes d'assurances de dommages ou celle de cesser d'offrir de l'assurance pour ce genre de dommages;

CONSIDÉRANT QUE les autorités municipales doivent examiner leur façon de rendre les services et les citoyens doivent réfléchir à leurs habitudes de vie et de consommation, afin de prévenir et de réduire les risques ainsi que les dommages causés par l'eau;

CONSIDÉRANT QUE le comité national des délégués en assurances de dommages de l'Union des municipalités du Québec ainsi que le conseil d'administration de l'UMQ souhaitent demander au Gouvernement du Québec l'immunité conditionnelle des municipalités en matière de réclamations reliées aux dommages causés par l'eau;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante des présentes comme si récité au long;

QUE la Ville de Drummondville appuie par les présentes le projet d'immunité conditionnelle pour les municipalités en regard des risques et des dommages causés par l'eau, le tout tel que proposé par l'Union des municipalités du Québec auprès du Gouvernement du Québec.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1000/07/15 Appui au Centre Normand-Léveillé aux fins de bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le cadre du Programme de soutien aux installations sportives et récréatives - phase III

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville appuie le projet du Centre Normand-Léveillé pour la construction et la rénovation de ses installations aux fins que ce dernier puisse bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le cadre du Programme de soutien aux installations sportives et récréatives - phase III.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1001/07/15 Délégation des conseillers Vincent Chouinard et Roberto Léveillée au 16e colloque annuel de l'Association québécoise du loisir municipal qui se tiendra du 7 au 9 octobre 2015 à Gatineau

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville délègue les conseillers Vincent Chouinard et Roberto Léveillée au 16e colloque annuel de l'Association québécoise du loisir municipal qui se tiendra du 7 au 9 octobre 2015 à Gatineau.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1002/07/15 Délégation des conseillers Roberto Léveillée, Yves Grondin et Alain Martel au 28e colloque annuel de la Fondation Rues principales le 23 septembre 2015 à Québec

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville délègue les conseillers Roberto Léveillée, Yves Grondin et Alain Martel au 28e colloque annuel de la Fondation Rues principales qui se tiendra mercredi le 23 septembre 2015 à Québec.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1003/07/15 Délégation des conseillères Catherine Lassonde, Cathy Bernier et du conseiller Alain Martel au 27e colloque annuel du réseau québécois de Villes et villages en santé qui se tiendra du 16 au 18 septembre 2015 à Salaberry-de-Valleyfield

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville délègue les conseillères Catherine Lassonde, Cathy Bernier et le conseiller Alain Martel au 27e colloque annuel du réseau québécois de Villes et villages en santé qui se tiendra du 16 au 18 septembre 2015 à Salaberry-de-Valleyfield.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1004/07/15 Résolution autorisant la signature d'un acte de vente d'un terrain industriel concernant le lot 5 717 562 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond à la compagnie CVTECH inc.

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie CVTECH inc. le lot 5 717 562 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond, d'une superficie de cinq mille sept cent trente et un virgule trente-sept mètres carrés (5731,37 m^2), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Martin Paradis, arpenteur-géomètre en date du 12 mai 2015 (numéro de répertoire: A-5110 - numéro de minute: 14 892), annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 10,76 $ le mètre carré, soit soixante et un mille six cent soixante-neuf dollars et cinquante-huit cents (61 669,58 $), payable comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat

préparé par Me Annie Durocher, notaire et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

Le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1005/07/15 Signature d'un acte de servitude à intervenir avec monsieur André Bertrand sur une partie du lot 3 898 842 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de servitude à intervenir avec monsieur André Bertrand sur une partie du lot 3 898 842 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1006/07/15 Signature d'un acte de vente du lot 3 896 180 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond à intervenir avec monsieur Eugène Laplante

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente du lot 3 896 180 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond à intervenir avec monsieur Eugène Laplante.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1007/07/15 Dépôt d'un certificat relatif au règlement no 4632

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant:

- Règlement no 4632 décrétant des travaux relatifs à la construction d'une partie du stationnement de la nouvelle bibliothèque et du chemin d'accès ouest et nécessitant un emprunt de 550 719,75 $.

1008/07/15 Autorisation aux Services juridiques à entreprendre des procédures d'expropriation sur le lot 3 896 175 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond à défaut d'une entente de gré à gré avec la propriétaire

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Services juridiques à entreprendre des procédures d'expropriation sur le lot 3 896 175 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond à défaut d'une entente de gré à gré avec la propriétaire.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1009/07/15 Renouvellement de la convention avec Taxi Drummond inc. pour l'opération d'un service de taxi collectif (Taxibus)

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville procède au renouvellement de la convention intervenue avec la compagnie Taxi Drummond inc. pour l'opération d'un service de taxi collectif (Taxibus).

Le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1010/07/15 Renouvellement de l'entente du parc canin de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autoriser le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante greffière à signer pour et au nom de la Ville le renouvellement de l'entente de location de terrain avec l'Association des propriétaires de chiens de Drummondville.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1011/07/15 Autorisation à Gestion Autodrome Drummond inc. - Utilisation de feux d'artifices lors des événements du 20 juillet et 1er août 2015, et ce, jusqu'à 23 h

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise Gestion Autodrome Drummond inc. à utiliser des feux d'artifices lors des événements du 20 juillet et 1er août 2015, et ce, jusqu'à 23 h, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, le tout devra être conforme aux exigences du Service de sécurité incendie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1012/07/15 **Autorisant au Club Super Forme - Tenue d'activités d'entraînement de type Cross training au parc Woodyatt les 2, 9 et 16 août 2015**

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club Super Forme à organiser des séances d'entraînement extérieurs de type cross training au parc Woodyatt les 2, 9 et 16 août 2015 de 10 h à midi, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1013/07/15 **Subvention de 500 $ - Tour cycliste Frédérick Duguay**

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une subvention de 500 $ pour la tenue du Tour cycliste Frédérick Duguay.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1014/07/15 **Autorisation au comité Connecté sur le quartier - Offre d'une programmation sur la sécurité aquatique les mardis de 10 h 30 à 11 h 30 du 7 juillet au 11 août 2015 à la piscine Saint-Joseph**

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le comité Connecté sur le quartier soit autorisé à offrir une programmation sur la sécurité aquatique les mardis de 10 h 30 à 11 h 30 à compter du 7 juillet jusqu'au 11 août 2015 à la piscine Saint-Joseph.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1015/07/15 **Subvention au montant de 500 $ - Défi Spin 8**

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville accorde une subvention au montant de 500 $ pour la tenue du Défi Spin 8.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1016/07/15 **Subvention de 500$ - Association forestière du sud du Québec**

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à

l'Association forestière du sud du Québec pour le 70e congrès annuel, et ce, à titre de subvention 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1017/07/15 Autorisant au Drummondville Olympique - Tenue de compétitions et tournois sur les 3 glaces intérieures pour la saison débutant le 3 août 2015 jusqu'à la fin avril 2016

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise les organismes du Drummondville Olympique à tenir des compétitions et des tournois sur les trois glaces intérieures, soit l'Olympia, l'Olympique et le Centre Marcel Dionne pour la saison débutant le 3 août 2015 jusqu'à la fin avril 2016, et ce, de la façon suivante :

- ÉCOLE DE HOCKEY (DRUMMONDVILLE OLYMPIQUE)
  Première semaine du 3 au 7 août 2015 de 8 h à 17 h à l'Olympia;
  Deuxième semaine du 10 au 13 août 2015 de 8 h à 17 h à l'Olympia;

- CLUB DE PATINAGE DE VITESSE
  Samedi 24 octobre et 5 décembre 2015 de 6 h à 18 h à l'Olympique;

- ASSOCIATION DU HOCKEY MINEUR ET DRUMMONDVILLE OLYMPIQUE
  Tournoi Midget - 4 au 17 janvier 2016 à l'Olympia, l'Olympique et le Centre Marcel Dionne;
  Tournoi novice de Drummondville - 26 février au 4 mars 2016 à l'Olympia et l'Olympique;
  Festival novice Marcel Yvon - 5 et 6 mars 2016 à l'Olympia et l'Olympique;

- ASSOCIATION DE HOCKEY MINEUR
  Tournoi Pee-Wee Bantam - 26 au 31 janvier 2016 à l'Olympia et l'Olympique;
  Championnats régionaux - 29 mars au 3 avril 2016;

- CLUB DE PATINAGE ARTISTIQUE
  Spectacle de fin de saison - 16 au 23 avril 2016 au Centre Marcel Dionne.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1018/07/15 Autorisation à l'Office municipal d'Habitation de Drummondville - Tenue de soirées cinéma plein air ainsi que de pique-niques sur leur différents sites durant la période estivale

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Office municipal d'habitation de Drummondville à effectuer un prêt de matériel dans le cadre des activités de cinéma en plein air les 23 juillet, 6 et 20 août 2015 ainsi que pour les journées de pique-niques qui se dérouleront les 30 juin, 14 et 28 juillet et 12 août 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1019/07/15 Autorisation au Centre Normand-Léveillée - Tenue de l'événement Arbre conteur les 1er et 22 août ainsi que le 5 septembre 2015 dans le cadre des festivités du 200e de la Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Normand-Léveillé à tenir l'événement Arbre conteur les 1er et 22 août ainsi que le 5 septembre 2015 de 18 h à 22 h dans le cadre des festivités du 200e de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1020/07/15 Autorisation au Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville - Tenue d'une Fête de quartier du district no 6 le samedi 22 août 2015 au parc Boivin et subvention de 1000 $

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville à tenir une fête de quartier du district no 6 le samedi 22 août 2015 de 12 h à 17 h au parc Boivin et autorise la fermeture de la rue St-Denis entre les 25e et 27e Avenues, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

De plus, la Ville de Drummondville octroie une subvention de 1000 $ pour la tenue de cette activité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1021/07/15 Autorisation aux Centres communautaires du territoire Drummondvillois - Tenue d'une Journée de camps de jour dans le cadre des festivités du 200e de la Ville le mercredi 29 juillet 2015 au parc Woodyatt

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Centres communautaires du territoire Drummondvillois à tenir une journée de camps de jour dans le cadre des festivités du 200e de la Ville, le mercredi 29 juillet 2015 de 10 h à 15 h au parc Woodyatt.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1022/07/15 Autorisation de fermeture de certaines rues à compter du 7 août 2015, affichage et parcours en voiture à cheval dans le cadre de la Fête de quartier Saint-Joseph qui se tiendra le 8 août 2015 et subvention de 5 000 $

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial Quartier Saint-Joseph à l'occasion de la Fête de quartier Saint-Joseph qui aura

lieu le samedi 8 août 2015 à procéder :

- à l'affichage de panneaux de 5 pieds par 4 pieds à l'intersection du boulevard Saint-Joseph et de la rue Saint-Jean ainsi qu'à l'intersection des rues Saint-Damase et Saint-Marcel du 1er juillet au 12 août 2015;
- à la fermeture de la piste cyclable dans le parc Curé-Demers le 8 août 2015 de 6 h à 22 h;
- à la fermeture de la rue Saint-Albert entre les rues Saint-Jean et Saint-Damase, ainsi que de la rue Saint-Marcel entre les rues Saint-Jean et Saint-Damase le 7 août à 22 h au 9 août à 22 h;
- à des balades de voiture à cheval dans le quartier Saint-Joseph, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les activités populaires;
- à l'utilisation gratuite de la piscine St-Joseph le samedi 8 août 2015.

De plus, la Ville de Drummondville octroie une subvention de 5 000 $ pour la tenue de cette activité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1023/07/15 Autorisation au Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste - Demande de subvention gouvernementale afin de bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le cadre du Programme de soutien aux installations sportives et récréatives – phase III

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste à effectuer une demande de subvention gouvernementale afin de bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le cadre du Programme de soutien aux installations sportives et récréatives – phase III.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1024/07/15 Autorisant à Fondation Make-A-Wish - Fais un voeu Québec inc. (Rêve d'enfant) - Tenue d'un tournoi de balle donnée au profit du Défi Vélo 48 h le lundi 22 août 2015 au parc des Bénévoles

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation Make-A-Wish - Fais un voeu Québec inc. (Rêve d'enfant) à tenir un tournoi amical mixte de balle donnée au parc des Bénévoles le lundi 22 août 2015 de 8 h à 23 h afin d'effectuer une levée de fond au profit du Défi Vélo 48 h.

La Ville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1025/07/15 Autorisation à Calacs La Passerelle - Tenue d'une Journée d'action contre la violence sexuelle faite aux femmes le vendredi 18 septembre 2015 au parc Saint-Frédéric

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Calacs La Passerelle à tenir une journée d'action contre la violence sexuelle faite aux femmes, le vendredi 18 septembre 2015 de 12 h à 21 h au parc Saint-Frédéric.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1026/07/15 Autorisation de prêt de matériel aux Événements Cré-Action inc. - Tenue de l'activité défie le sentier! au sanctuaire de Saint-Majorique qui se tiendra les 23 et 24 octobre 2015

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu que la Ville de Drummondville autorise le prêt d'équipements aux Événements Cré-Action inc. pour la tenue de l'activité Défie le sentier! qui aura lieu le 23 octobre de 19 h à 22 h et le 24 octobre 2015 de 8 h à 13 h au sanctuaire de Saint-Majorique.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1027/07/15 Subvention de 1000 $ - 20e Salon des métiers d'art de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS)

Subvention de 1000 $ - 20e Salon des métiers d'art de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS).

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une subvention de 1 000$ à l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) pour le 20e salon des métiers d'art qui se tiendra au Cégep de Drummondville les 24 et 25 octobre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1028/07/15 Versement de subventions dans le cadre du Fonds de réserve inscrit dans l'entente de développement culturel intervenue entre la Ville de Drummondville et le ministère de la Culture et des Communications du Québec

Résolution autorisant le versement de subventions dans le cadre du Fonds de réserve inscrit dans l'entente de développement culturel intervenue entre la Ville de Drummondville et le ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le premier versement de 70 % des diverses subventions accordées en vertu de l'appel de projets culturels dans le cadre du Fonds de réserve inscrit dans l'entente de développement culturel signée entre la Ville de Drummondville et le ministère de la Culture et des

Communications du Québec pour l'année 2015 et le versement du 30 % restant sur dépôt du bilan final de chacun des promoteurs et ce, de la façon suivante :

Montant total alloué par projet:

- Corporation d'animation Duvernay- Théâtre de marionnettes : 2 000 $
- Maison Marie-Rivier - Stratégie promotionnelle les Productions ALFRED : 2 000 $
- Coopérative AXART – Livre à colorier, personnes en perte d'autonomie : 2 000 $
- Comité culturel église St-Joachim – spectacle musical nouveau créneau blues : 1 500 $
- La Symphonie des jeunes – Camp musical : 1 500 $
- François-Régis Fournier – Expo et conférence Architecture rationaliste 1900-1930 : 2 000 $
- Diana Ramirez – Immigr-ARTS – expositions et création collective : 1 500 $
- Les Productions One up! – Festival Rockaganza : Dossier rejeté

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1029/07/15 Renouvellement du contrat d'entretien à intervenir avec GOcité pour une période de 2 ans

ATTENDU QU'une entente intermunicipale est intervenue en 2012 entre les villes de Longueuil, Victoriaville, Saint-Eustache, Thetford Mines, Sherbrooke, Montréal (Arrondissement de Saint-Laurent), Drummondville, Trois-Rivières, Lévis, Granby, Repentigny et la MRC de Mékinac visant à demander des soumissions pour l'adjudication d'un contrat de services professionnels relatif à l'entretien, au support, à l'évolution technologique, au développement et la commercialisation du progiciel GOcité;

ATTENDU QUE la Ville de Sherbrooke a été désignée comme ville mandataire responsable d'effectuer la procédure d'appel d'offres au nom de toutes les villes relativement au mandat mentionné ci-haut pour une durée de trois ans avec une option de renouvellement de deux années supplémentaires;

ATTENDU QUE conformément à la Loi sur les cités et villes, un appel d'offres public portant le numéro 2015-005 a été réalisé par le Service des affaires juridiques de la Ville de Sherbrooke;

ATTENDU QUE le 15 octobre 2012, le conseil municipal, par sa résolution numéro C.M. 2012-8726-00, a adjugé, au nom de toutes les villes et de la MRC parties à l'entente municipale, le contrat à la firme Fujitsu (Conseil) Canada inc. pour une durée de trois ans;

ATTENDU QUE cette première période du contrat se termine le 15 octobre 2015;

ATTENDU QUE le montant total de la dépense pour les deux années supplémentaires est équivalent à 272 000 $, plus les taxes applicables, et que ce montant est réparti entre les Villes et la MRC selon les ratios indiqués au Tableau A : Répartition des coûts par Ville et MRC;

ATTENDU QUE le comité directeur GOcité tenu à Victoriaville le 30 avril 2015, a recommandé à l'unanimité la prolongation du contrat d'entretien, de support, d'évolution technologique et de développement du progiciel GOcité avec la firme Fujitsu (Conseil) Canada inc.;

ATTENDU QU'une résolution autorisant ladite prolongation provenant de toutes les villes et de la MRC doit être reçue par la Ville mandataire pour que son conseil municipal puisse autoriser la prolongation du contrat pour une durée supplémentaire de deux ans;

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Ville de Sherbrooke à prolonger le contrat d'entretien, de support, d'évolution technologique, de développement et de la commercialisation du progiciel GOcité conformément à l'article 4.3, section 1 du document d'appel d'offres 2012-005, pour la période débutant le 15 octobre 2015 et se terminant le 15 octobre 2017, pour un montant globale de 272 000 $ plus les taxes applicables, réparti selon le tableau A: Répartition des coûts par Ville et MRC joint en annexe de la présente résolution.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1030/07/15 Signature d'un addenda à l'entente intervenue avec le Canadien National relativement aux travaux d'aménagement du cours d'eau Marconi

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'enveloppe budgétaire supplémentaire du Canadien National relativement aux travaux d'aménagement du cours d'eau Marconi.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1031/07/15 Signature d'un protocole d'entente à intervenir avec le ministère des Transports relativement au partage des coûts pour l'élargissement du boulevard de l'Université et l'aménagement de la piste cyclable

CONSIDÉRANT les travaux d'élargissement du boulevard de l'Université et le souhait de la Ville d'y aménager une piste cyclable en bordure de la chaussée;

CONSIDÉRANT QUE le ministère des Transports procédera aux travaux de la piste cyclable entre la rue Collins et le boulevard Foucault et que la Ville consent à défrayer les coûts qui y seront associés. Un protocole d'entente sera signé à cet effet entre les deux parties;

CONSIDÉRANT QUE les travaux qui seront réalisés par la Ville pour le compte du Ministère, à partir du centre de l'intersection de la rue Collins jusqu'à environ 60 mètres à l'ouest (limite de juridiction du MTQ). Le ministère consent à défrayer les coûts qui seront associés à ces travaux;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des travaux du Ministère, celui-ci procédera à l'abandon de gestion du boulevard de l'Université à partir de la limite ouest jusqu'au boulevard Foucault.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la signature d'un protocole d'entente à intervenir avec le ministère des Transports relativement à l'élargissement du boulevard de l'Université et à l'aménagement de la piste cyclable.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1032/07/15 Signature d'un bail de location à intervenir avec monsieur Jean-Guy Ferland

pour la location d'espaces à bureaux au 336 de la rue Lindsay

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location à intervenir avec monsieur Jean-Guy Ferland pour la location d'espaces à bureaux au 336 de la rue Lindsay, et ce, pour une période de 2 ans.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1033/07/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'intégration et d'implantation architecturale - P.I.I.A.

Attendu que les demandes suivantes répondent aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'intégration et d'implantation architecturale :

Recommandation **CCU du 17 juin 2015** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.06.30	2590 avenue Camille-Dreyfus	Nouveau bâtiment.
15.06.31	1350-2358 rue de l'Écru	Nouveau bâtiment.
15.06.32	425 rue des Forges	Bâtiment accessoire (patinoire).
15.06.33	1735 boulevard Lemire	Rénovation extérieure du bâtiment.
15.06.34	357 rue Janelle	Enseigne rattachée.
15.06.35	3100 rue Kunz	Enseigne détachée.
15.06.36	805 rue Cormier	Enseigne rattachée.
15.06.37	228, rue Heriot, local 101	Modification à l'architecture du bâtiment et enseigne rattachée.

Recommandation **CCU du 3 juillet 2015** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.07.04	135 côte de la Réserve	Nouveau bâtiment.
15.07.05	715 rue Saint-Pierre	Démolition partielle, agrandissement et rénovation extérieure du bâtiment et aménagement de terrain.
15.07.06	505 boulevard Saint-Joseph Ouest	Nouveau bâtiment et aménagement de terrain.

15.07.07	940 boulevard Saint-Charles	Agrandissement et rénovation extérieure du bâtiment principal et accessoire.
15.07.08	1560 boulevard Mercure	Rénovation extérieure du bâtiment.
15.07.09	800 boulevard Foucault	Rénovation extérieure du bâtiment.
15.07.10	403-403A rue Saint-Claude	Rénovation extérieure du bâtiment.
15.07.11	4517 boulevard Saint-Joseph	Enseigne rattachée.
15.07.12	300 rue Cormier	Enseigne détachée.
15.07.13	3555 rue Power	Modification de l'enseigne détachée.
15.07.14	174 rue Saint-Damase	Enseigne rattachée.
15.07.15	1355 boulevard Saint-Joseph	Modification de l'aménagement de terrain.
15.07.16	416 rue Heriot	Démolition de bâtiments.
15.07.17	2020 rue Lamothe	Agrandissement du bâtiment et aménagement de terrain.

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le conseil municipal approuve les demandes susmentionnées, et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations du comité consultatif de l'urbanisme.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1034/07/15 Signature d'un acte de servitude d'égout pluvial à intervenir entre la Ville de Drummondville et les compagnies 9086-1576 Québec inc. et 9232-1025 Québec inc. relative aux lots 5 201 244, 5 201 245, 5 201 255, 5 201 256, 5 201 257, 5 201 258 et 5 201 259 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer un acte de servitude d'égout pluvial à intervenir entre la Ville de Drummondville et les compagnies 9086-1576 Québec inc. et 9232-1025 Québec inc. relatif aux lots 5 201 244, 5 201 245, 5 201 255, 5 201 256, 5 201 257, 5 201 258 et 5 201 259 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1035/07/15 Signature d'une entente promoteur pour l'installation d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts sur la rue du Chardonnay dans le Domaine Le Vigneron

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur pour l'installation d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts sur la rue du Chardonnay dans le Domaine du Vigneron.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1036/07/15 Signature d'une entente promoteur pour l'installation d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts pour le prolongement des rues Brousseau, Laurentien et Boisclair dans le développement Le Boisé Laurentien

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer une entente promoteur en vue de l'installation d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts pour le développement Le Boisé Laurentien pour le prolongement des rues Brousseau, Laurentien et Boisclair.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1037/07/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 17 juin 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité cons d'urbanisme tenue le 17 juin 2015 aux archives de la Ville.

1038/07/15 Mandat à la Firme Pluritec inc. Prolongement du développement domiciliaire Boisé Laurentien pour les rues Boisclair, Laurentien et Brousseau (génie)

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Pluritec inc. aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) et d'assurer la surveillance des travaux pour le prolongement du développement domiciliaire Boisé Laurentien, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques

(MDDELCC) qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée; et qu'elle s'engage à entretenir le bassin de rétention des eaux pluviales et à tenir un registre d'exploitation et d'entretien.

Également, la Ville atteste que le projet décrit dans les plans et devis est prévu dans un plan de gestion des débordements en cours d'élaboration et qui devra inclure un bilan des débits autorisés par le MDDELCC ainsi que ceux permis par la municipalité à l'intérieur du territoire visé par le plan de gestion des débordements.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1039/07/15 Mandat à la Firme LVM inc. Prolongement du développement domiciliaire Boisé Laurentien (laboratoires)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme LVM inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement du développement domiciliaire Boisé Laurentien, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1040/07/15 Mandat à la Firme Pluritec inc. Prolongement du développement domiciliaire Le Vigneron Phase 2B (génie surveillance)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Services exp inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement du développement domiciliaire Le Vigneron phase 2B, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1041/07/15 Mandat aux Services exp inc., Prolongement du développement domiciliaire Le Vigneron phase 2B (laboratoires)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Services exp inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement du développement domiciliaire Le Vigneron phase 2B, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1042/07/15 Mandat aux Services EXP inc. aux fins de présenter les plans et devis, projet domiciliaire le Vigneron phase 2B (génie plans et devis)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville mandate les Services EXP inc. aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour le prolongement du développement domiciliaire Le Vigneron phase 2B, et ce, aux frais du promoteur.

Également, la Ville atteste que le projet décrit dans les plans et devis est prévu dans un plan de gestion des débordements en cours d'élaboration et qui devra inclure un bilan des débits autorisés par le MDDELCC ainsi que ceux permis par la municipalité à l'intérieur du territoire visé par le plan de gestion des débordements.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée; et qu'elle s'engage à entretenir le bassin de rétention des eaux pluviales et à tenir un registre d'exploitation et d'entretien.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1043/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 2095 de la rue Cardin

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-03;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de vingt pour cent (20 %) à quarante-cinq pour cent (45 %) le pourcentage maximal d'agrandissement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis et d'autoriser une deuxième (2e) extension dans le cadre d'un projet de construction d'un garage privé isolé, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 103 138 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2095 de la rue Cardin.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1044/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 605 de la rue Collins

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-03;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à :

- réduire de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à zéro mètre (0 m) la distance minimale entre le garage privé attenant (mur) et la ligne latérale gauche de terrain, à la condition que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas douze virgule sept mètres (12,7 m);
- réduire de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à zéro mètre (0 m) la distance minimale entre l'extrémité du toit du garage privé attenant et la ligne latérale gauche de terrain, à la condition que la longueur de l'extrémité du toit où la distance est dérogatoire n'excède pas treize virgule quatre mètres (13,4 m);

- autoriser un appentis attenant au garage privé attenant, à la condition que sa superficie n'excède pas sept virgule deux mètres carrés (7,2 m^2);

et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 4 027 254 et 4 350 283 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 605 de la rue Collins.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1045/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé aux 34-36 de la rue Saint-Marcel

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-03;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire d'un mètre (1 m) à zéro virgule sept mètre (0,7 m) la distance minimale entre une remise attenante au bâtiment principal et la ligne latérale droite de terrain, à la condition que la longueur du mur de la remise attenante où la distance est dérogatoire n'excède pas trois virgule huit mètres (3,8 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 084 496 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 34-36 de la rue Saint-Marcel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1046/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 1575 de la rue Fradet

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-03;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'augmenter de cinq virgule quarante-huit mètres (5,48 m) à huit virgule trois mètres (8,3 m) la hauteur maximale du bâtiment principal projeté;
- d'augmenter de deux mètres (2 m) à quatre mètres (4 m) la différence maximale de hauteur entre le bâtiment à construire et le bâtiment voisin existant ayant la hauteur la plus basse;
- d'augmenter de huit mètres (8 m) à huit virgule deux mètres (8,2 m) la hauteur maximale en mètre du bâtiment principal projeté;

à la condition de prévoir la plantation en cour avant de trois (3) arbres dont deux (2) vis-à-vis la cour latérale droite d'un diamètre minimal de cent millimètres (100 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation, et ce, sur le lot 3 533 027 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1575 de la rue Fradet.

Le conseiller John Husk explique que le projet ne s'intègre pas bien.

Monsieur le maire demande le vote.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
Mme Annick Bellavance	M. John Husk
Mme Cathy Bernier	Mme Isabelle Marquis
M. Vincent Chouinard	
M. Yves Grondin	
Mme Catherine Lassonde	
M. Pierre Levasseur	
M. Roberto Léveillée	
M. Alain Martel	
M. Daniel Pelletier	

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

1047/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 2400 de la rue Canadien

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-03;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à :

- augmenter de cinq mètres (5 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale d'un bâti d'antenne (tour) mesurée à partir du niveau du toit;
- permettre l'installation du bâti d'antenne (tour) dans la moitié avant du toit du bâtiment, soit à une distance minimale de huit mètres (8 m) de la façade principale du bâtiment,

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 104 417 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2400 de la rue Canadien, suite 301.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1048/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 945 de la 108e Avenue

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-17;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à zéro virgule deux mètre (0,2 m) la distance entre l'abri d'auto (poteau) et la limite latérale gauche de terrain et à zéro mètre (0 m) la distance entre l'extrémité du toit de l'abri d'auto et la limite latérale gauche de terrain, à la condition que la longueur de l'abri d'auto n'excède pas treize virgule cinq mètres (13,5 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 534 520 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 945 de la 108e Avenue.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1049/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 191 de la rue Saint-Henri

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-03;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à :

- permettre la toile (polyéthylène) à titre de matériau utilisé comme revêtement extérieur des murs et de la toiture d'un bâtiment accessoire projeté;
- autoriser un bâtiment accessoire en forme de dôme;

et ce, aux conditions suivantes :

- que le bâtiment dispose d'une superficie maximale de mille mètres carrés (1 000 m^2);
- que le bâtiment accessoire projeté en forme de dôme soit localisé à une distance minimale de cent mètres (100 m) de l'emprise de la rue Saint-Henri;
- que les cinq (5) arbres existants en bordure de l'emprise de la rue Saint-Henri soit conservée;
- qu'à défaut de conserver les arbres existants sur le site, que cinq (5) autres arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesurés à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation soient plantés ou que des écrans opaques soient aménagés afin de dissimuler toute percée visuelle qui pourrait être créée, et ce, en provenance du boulevard Saint-Joseph ainsi que des rues Laferté et Cormier;
- que la toile constituant le dôme soit de couleur foncée;
- que l'entreprise fournisse un document officiel écrit mentionnant que l'abri sera utilisé pour une période maximale de trois (3) ans et qu'après cette période l'abri sera démantelé;

et ce, sur le terrain formé du lot 4 134 643 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 191 de la rue Saint-Henri.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1050/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 530 de la rue Lupien

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-03;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'augmenter de six virgule onze mètres (6,11 m) à sept virgule six mètres (7,6 m) la hauteur maximale applicable au bâtiment principal projeté;
- d'augmenter de deux mètres (2 m) à trois virgule trente-six mètres (3,36 m) la différence maximale de hauteur entre le bâtiment à construire et le

bâtiment voisin existant ayant la hauteur la plus basse;
- de réduire de vingt pour cent (20%) à dix pour cent (10%) le pourcentage minimal de fenestration en façade avant;
- de réduire de deux (2) à un (1) le nombre minimal d'étages, à la condition de prévoir l'aménagement d'un logement au second niveau de plancher d'une superficie minimale de trente mètres carrés (30 m^2);

et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation trifamiliale (H-3) de structure isolée composée d'un (1) étage située sur le lot 4 350 724 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 530 de la rue Lupien.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1051/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 1115 de la rue Daniel

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-03;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :
- d'augmenter de sept virgule trente-deux mètres (7,32 m) à sept virgule six mètres (7,6 m) la hauteur maximale applicable au bâtiment principal projeté;
- de réduire de vingt pour cent (20%) à dix pour cent (10%) le pourcentage minimal de fenestration en façade avant;
- de réduire de deux (2) à un (1) le nombre minimal d'étages, à la condition de prévoir l'aménagement d'un logement au second niveau de plancher d'une superficie minimale de trente mètres carrés (30 m^2);

et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation trifamiliale (H-3) de structure isolée composée d'un (1) étage située sur le lot 3 082 646 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1115 de la rue Daniel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1052/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 2830 de la rue Guerrier

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-03;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;
Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au

règlement de zonage visant à réduire de soixante-quinze mètres carrés (75 m^2) à soixante-dix mètres carrés (70 m^2) la superficie minimale d'implantation au sol dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale de structure isolée composée d'un (1) étage et situé sur le lot 4 351 376 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2830 de la rue du Guerrier.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1053/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 118 de la rue Larocque

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-03;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire de neuf mètres (9 m) à sept virgule vingt-cinq mètres (7,25 m) la marge arrière minimale, à la condition que le mur où la distance est dérogatoire n'excède pas une longueur de quatre virgule soixante-quinze mètres (4,75 m) et ce, par la transformation d'une véranda existante en pièce habitable faisant partie intégrante du bâtiment principal existant composé d'un (1) étage et situé sur le lot 4 134 359 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 118 de la rue Larocque.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1054/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 1370 de la rue Daragon

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-03;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à autoriser la présence d'une piscine creusée existante à l'intérieur de la bande riveraine d'un cours d'eau, à la condition que la piscine empiète d'une largeur maximale de quatre mètres (4 m) et d'une superficie maximale de trente-cinq mètres carrés (35 m^2), et ce, pour l'immeuble d'un (1) étage situé sur le lot 4 350 891 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1370 de la rue Daragon.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1055/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 500 de la rue Saint-Alfred

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-03;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;
Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire de six virgule soixante-neuf mètres (6,69 m) à quatre virgule quarante-quatre mètres (4,44 m) la marge avant minimale, aux conditions suivantes :

- que le mur où la distance est dérogatoire n'excède pas une longueur de deux virgule quatre-vingt-cinq mètres (2,85 m);
- que l'engazonnement existant de la cour avant soit conservé, et ce, à même l'aire de stationnement existante constituée de bandes de roulement composées de pavés de béton préfabriqués;

et ce, pour un bâtiment principal existant composé de deux (2) étages et situé sur le lot 4 135 396 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 500 de la rue Saint-Alfred.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1056/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé aux 31 à 33 de la rue Saint-Denis

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-17;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;
Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville municipal accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire d'un mètre (1 m) à zéro virgule vingt-quatre mètre (0,24 m) la distance minimale du garage privé isolé par rapport à la ligne latérale droite de terrain à la condition que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas six virgule soixante et onze mètres (6,71 m), et ce, pour le bâtiment principal existant composé de deux (2) étages situé sur le lot 3 083 944 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 31 à 33 de la rue Saint-Denis.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1057/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 24 du Château au 24 de la rue du Château

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-

17;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville refuse la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire d'un virgule cinq mètre (1,5 m) à un mètre (1 m) la distance minimale de la piscine hors-terre par rapport à la ligne arrière de terrain et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un (1) étage situé sur le lot 3 897 325 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 24 de la rue du Château.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1058/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 395 de la rue Moreau

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-17;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à augmenter de vingt mètres carrés à vingt-cinq virgule cinq mètres carrés (25,5 m^2) la superficie maximale applicable à un bâtiment accessoire de type remise implantée dans la cour avant secondaire d'un terrain d'angle, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 896 968 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 395 de la rue Moreau.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1059/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 965 de la rue Masson

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-17;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'augmenter de cinq virgule zéro huit mètres (5,08 m) à six virgule deux mètres (6,2 m) la hauteur maximale du bâtiment principal projeté;

- d'autoriser la présence d'un deuxième (2e) garage, soit un garage privé isolé sur un terrain de moins de trois mille mètres carrés (3 000 m^2);

et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée composée d'un (1) étage comprenant un garage privé intégré qui sera située sur le lot 4 433 956 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 965 de la rue Masson.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1060/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 2825 de la rue Power

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-17;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à :

- de réduire de six virgule soixante-dix-neuf mètres (6,79 m) à cinq virgule cinq mètres (5,5 m) la marge avant minimale applicable au bâtiment principal à la condition que le mur où la marge est dérogatoire n'excède pas quinze mètres (15 m);
- d'autoriser un escalier ouvert en cour avant à la condition qu'un écran ajouré d'un maximum de cinquante pour cent (50 %) de couleur aluminium camoufle l'escalier vers la rue Power;
- d'augmenter de deux mètres (2 m) à deux virgule cinq mètres (2,5 m) la saillie maximale de la marquise rattachée au bâtiment principal dans la marge avant;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 104 456 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2825 de la rue Power.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1061/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 280 de la rue du Colvert

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-17;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de soixante mètres carrés (60 m^2) à soixante-douze mètres carrés (72 m^2) la superficie maximale d'un garage privé isolé projeté à la condition que le garage privé isolé projeté soit localisé à une distance minimale de quinze mètres (15 m) de l'emprise de la rue du Colvert et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 919 995 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 280 de la rue du Colvert.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1062/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 50 de l'avenue des Plaines

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-17;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire de six mètres (6 m) à quatre virgule trente-neuf mètres (4,39 m) la marge avant minimale applicable au bâtiment principal existant, à la condition que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas douze virgule cinquante et un mètres (12,51 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 427 756 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 50 de l'avenue des Plaines.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1063/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 1605 de la rue Lalemant

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-17;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville recommande d'autoriser la demande de

dérogation mineure au règlement de zonage visant à :

- augmenter de cinq virgule soixante-quatorze mètres (5,74 m) à cinq virgule quatre-vingt-seize mètres (5,96 m) la marge avant maximale du bâtiment principal existant, à la condition que la longueur du mur où la marge avant est dérogatoire n'excède pas huit virgule cinquante-cinq mètres (8,55 m);
- diminuer de deux mètres (2 m) à un virgule quatre-vingt-quinze mètres (1,95 m) la marge latérale droite minimale du bâtiment principal existant, à la condition que la longueur du mur où la marge avant est dérogatoire n'excède pas douze virgule vingt-deux mètres (12,22 m);

et ce, pour un bâtiment principal existant composé d'un (1) étage situé sur le lot 3 083 226 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1605 de la rue Lalemant.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1064/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 3100 de la rue Kunz

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-17;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de zéro virgule quatre mètre (0,4 m) à zéro virgule soixante-cinq mètre (0,65 m) l'épaisseur maximale d'une enseigne détachée du bâtiment (sur poteau) localisée en cour avant secondaire, soit celle en bordure de l'autoroute Jean-Lesage, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 518 499 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 3100 de la rue Kunz.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1065/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 2440 du chemin Hemming

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-17;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure aux

règlements de zonage et de lotissement visant à :

- réduire de soixante-quinze mètres (75 m) à cinquante-deux mètres (52 m) la profondeur minimale du lot 1 projeté qui inclut la résidence;
- réduire de quatre mille mètres carrés (4 000 m^2) à trois mille mètres carrés (3 000 m^2) la superficie minimale du lot 1 projeté qui inclut la résidence;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 352 260 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2440 du chemin Hemming.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1066/07/15 Dérogation mineure - Immeuble situé au 121 de la rue Notre-Dame

Considérant l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-06-17;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à augmenter de soixante mètres carrés (60 m^2) à soixante et un virgule cinq mètres carrés (61,5 m^2) la superficie maximale d'un garage privé isolé, et ce, pour le bâtiment principal existant composé de deux (2) étages situé sur le lot 4 135 202 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 121 de la rue Notre-Dame.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1067/07/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 3 juillet 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité cons d'urbanisme tenue le 3 juillet 2015 aux archives de la Ville.

1068/07/15 Avis de motion du règlement numéro 4643 modifiant le règlement no 3500 afin d'y inclure l'Annexe H-Sites réguliers comme partie intégrante du règlement prévu au Titre X-Des Commerces et activités commerciales, Chapitre 3-Camion de cuisine

La conseillère Cathy Bernier donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4643 modifiant le règlement no 3500 afin d'y inclure l'Annexe H-Sites réguliers comme partie intégrante du règlement prévu au Titre X-Des Commerces et activités commerciales, Chapitre 3-Camion de cuisine.

1069/07/15 Avis motion du règlement numéro 4636 prévoyant l'annulation du caractère

de rue sur les lots 4 609 718, 4 102 066, 3 426 787, 3 426 793, 5 717 560 et 5 717 562 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4636 ayant pour objet de Règlement prévoyant l'annulation du caractère de rue sur les lots 4 609 718, 4 102 066, 3 426 787, 3 426 793, 5 717 560 et 5 717 562 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond

1070/07/15 Avis motion du règlement numéro 4644 modifiant le règlement no 3322 et ses amendements afin de modifier les pouvoirs à délivrer un constat d'infraction pour les préposés à la réglementation et d'y ajouter les patrouilleurs de parcs

La conseillère Annick Bellavance donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4644 modifiant le règlement no 3322 et ses amendements afin de modifier les pouvoirs à délivrer un constat d'infraction pour les préposés à la réglementation et d'y ajouter les patrouilleurs de parcs.

1071/07/15 Avis motion du règlement numéro 4642 Règlement modifiant le règlement 4165 afin d'en modifier la clause de taxation

La conseillère Annick Bellavance donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4642 ayant pour objet de Règlement modifiant le règlement 4165 afin d'en modifier la clause de taxation.

1072/07/15 Avis motion du règlement numéro 4648 règlement 4648 sur le remboursement des dépenses des élus municipaux approuvées au préalable par le conseil municipal

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4648 sur le remboursement des dépenses des élus municipaux approuvées au préalable par le conseil municipal.

1073/07/15 Avis motion du règlement numéro 4639 - Zonage no 4300

La conseillère Cathy Bernier donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4639 ayant pour objet de modifiant le règlement de zonage afin d'autoriser l'agrandissement de l'abattoir existant de la Ferme des Voltigeurs situé au 2350 du boulevard Foucault.

1074/07/15 Avis motion du règlement numéro 4640 - Zonage no 4300

La conseillère Cathy Bernier donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4640 ayant pour

objet de modifiant le règlement de zonage afin d'autoriser les activités de déchiquetage de pneus surdimensionnés au 1005 de la rue Rhéa à titre d'usage accessoire aux activités de tri et de déchiquetage du bois actuellement autorisées.

1075/07/15 Avis motion du règlement numéro 4641 - Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4641 ayant pour objet de modifiant le règlement de zonage afin d'apporter des ajustements à certaines définitions, à une note relative à l'affichage et à certaines notes relatives au polyéthylène.

1076/07/15 Avis motion du règlement numéro 4647 - Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4647 ayant pour objet de modifiant le règlement de zonage afin de limiter le nombre et la superficie des terrains de sport extérieurs associés à des usages de nature commerciale ou communautaire et d'utilité publique.

1077/07/15 Projet de règlement No 4639

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le projet de règlement No 4639 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but d'autoriser à l'intérieur de la zone agricole A-5014, en plus des usages actuellement permis, l'usage industriel « 2012 – Abattage et conditionnement de la volaille » faisant partie de la classe d'usage I-4 (industriel lourd) à titre d'usage complémentaire à un usage agricole relié à l'élevage de volailles.

La zone agricole A-5014 comprend, de manière approximative, la propriété située du côté est du boulevard Foucault et adjacente à l'arrière des propriétés situées au nord de la rue Courchesne,

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1)

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1078/07/15 Projet de règlement No 4640

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le projet de règlement No 4640 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but de créer l'usage sous restriction « 2216.1 déchiquetage de pneus surdimensionnés » et de l'autoriser à l'intérieur de la zone industrielle I-395 à titre d'usage accessoire à un usage principal de récupération et triage de produits divers selon certaines conditions.

La zone industrielle I-395 inclut, de façon approximative, les propriétés situées

de part et d'autre de la rue Rhéa, et ce, à partir de l'arrière des propriétés adjacentes au boulevard Lemire Ouest,

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1)

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1079/07/15 Projet de règlement No 4641

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le projet de règlement No 4641 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- de modifier les définitions relatives à la cour avant et à la cour avant secondaire;
- de modifier une note relative à l'affichage;
- d'ajuster les notes relatives au polyéthylène à titre de matériau de revêtement extérieur,

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1)

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1080/07/15 Adoption du second projet de règlement no 4631-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le second projet de règlement No 4631-1 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser l'usage « Service de construction résidentielle et non résidentielle » à titre d'usage accessoire à l'usage « Vente au détail de matériaux de construction » et augmenter la superficie maximale de l'usage « Vente au détail de matériaux de construction » à l'intérieur de la zone industrielle I-336-1, selon certaines conditions.

La zone industrielle I-336-1 comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté sud-ouest de l'intersection des rues Janelle et Cormier,

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1081/07/15 Adoption du second projet de règlement no 4635-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le second projet de règlement No 4635-1 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser l'usage « 7425 - gymnase et formation athlétique » faisant partie de la classe d'usages C-4 (artériel léger) à l'intérieur de la zone commerciale C-0028.

La zone commerciale C-0028 est délimitée approximativement par les rues Dunkin, Heriot et du Moulin, ainsi que par l'arrière-lot des terrains donnant du côté sud-ouest de la rue Belcourt;

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1082/07/15 Adoption du second projet de règlement No 4628-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le règlement No 4628-1 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'apporter des ajustements à certaines dispositions intégrées au règlement de zonage en lien avec le plan de zonage, les grilles des usages et des normes et le texte,

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1083/07/15 Adoption du règlement numéro 4638 modifiant le règlement no 3500 et ses amendements afin d'encadrer les empiètements sur les voies publique

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 946/6/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le règlement no 4638 modifiant le règlement no 3500 et ses amendements afin d'encadrer les empiètements sur les voies publiques,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1084/07/15 Adoption du règlement no 4629-1 - Zonage no 4300

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 884/6/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le règlement No 4629-1 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- de créer la zone d'habitation H-1173-1 à même une partie des zones d'habitation H-1173 et H-1174 afin d'y autoriser, selon certaines conditions de camouflage, les appareils de climatisation sur la façade principale.

Les zones d'habitation H-1174 et H-1173 sont délimitées approximativement par les terrains donnant du côté sud-est de l'avenue du Vigneron, entre les rues du Pinot et du Grenache;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

1085/07/15 Adoption du règlement no 4630 - Zonage no 4300

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 887/6/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le règlement No 4630-1 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone d'habitation H-437, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone d'habitation H-437 est délimitée par la rue Antonio-Barrette et le chemin du Golf et par l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Chauveau et Comtois.

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1086/07/15 Adoption de la résolution modifiant le règlement relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser un commerce de vente au détail de meubles et de jouets pour enfants au 715 de la rue Saint-Pierre, selon certaines conditions de rénovation extérieure et d'aménagement de terrain

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 890/6/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la résolution No 1086/7/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- de permettre, dans le cadre d'un projet de rénovation du bâtiment principal existant, l'implantation d'un commerce de vente au détail de meubles et de jouets pour enfants, selon certaines conditions, et ce, au 715 de la rue Saint-Pierre.

La zone commerciale C-331 et la zone d'habitation H-365 à l'intérieur desquelles se trouve le site visé par la demande comprennent, de façon approximative, les propriétés situées entre les rues Cormier et Pinard, et ce, à partir de la rue Birtz jusqu'à la rue Saint-Pierre;

soit et est adoptée.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1087/07/15 Adoption de la résolution modifiant le règlement relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser un logement accessoire à une résidence unifamiliale dans le cadre de la transformation d'un ancien motel au 8000 boulevard Saint-Joseph

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 893/6/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que la résolution No 1087/7/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- de permettre un logement accessoire à une habitation unifamiliale isolée, selon certaines conditions, au 8000 du boulevard Saint-Joseph.

La zone rurale R-9417 est délimitée approximativement par la limite arrière des lots donnant du côté nord-ouest de la rue des Trembles et du côté sud-ouest de la rue de la Caille, par le boulevard Saint-Joseph, la rue du Lac-Gendron et la rue du Faisan et par la limite arrière des lots donnant du côté nord de la rue du Lac-Bouffard, du côté sud-est de la rue des Sables et du côté nord-est de la rue de la Pintade;

soit et est adoptée.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1088/07/15 Adoption du règlement no 4637 - Zonage no 4300

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 950/6/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le règlement No 4637 amendant le règlement de zonage No 4300 dans le but :

- de modifier la catégorie d'affichage autorisée à l'intérieur de la zone communautaire et d'utilité publique P-442.

La zone communautaire et d'utilité publique P-442 est située, de façon approximative entre le boulevard des Pins et la rue Saint-Amant, et ce, à partir de l'arrière des propriétés situées du côté sud de l'axe sud de la terrasse des Promenades jusqu'à l'arrière des propriétés situées du côté nord de la rue Bousquet;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1089/07/15 Adoption du règlement no 4625 modifiant le règlement no 3713 afin d'y inclure la politique de variations budgétaires comme partie intégrante du règlement

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 945/6/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le règlement no 4625 ayant pour objet de modifier le règlement no 3713 afin d'y inclure la politique de variations budgétaires comme partie intégrante du règlement,
soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

- Fêtes de la Commémoration du 200e (M. Alexandre Cusson);

- Retour sur les mesures d'urgence (M. Alexandre Cusson);

- Mondial des Cultures (Mme Annick Bellavance).

Période de question concernant les affaires municipales de Drummondville

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et citoyens.

Prochaine assemblée du conseil: 17 août 2015

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordin aura lieu le 17 août 2015.

1090/07/15 Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que l'assemblée soit levée à 20 h 30.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Alexandre Cusson, maire Mélanie Ouellet, greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 10 août 2015, à compter de 16 h 00, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson** ; cette séance en étant une EXTRAORDINAIRE dûment convoquée.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

Sont également présents :

M. Francis Adam, directeur général
M. Philippe Mercure, conseiller aux projets spéciaux

Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

Réflexion avant délibération du conseil

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion

1091/08/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1092/08/15 Report de l'échéance de la réponse de l'évaluateur municipal aux demandes de révision

CONSIDÉRANT les demandes de révision administrative au rôle d'évaluation foncière reçues par l'évaluateur municipal;

CONSIDÉRANT que l'évaluateur municipal saisi de ces demandes de révision doit vérifier le bien-fondé des contestations et y répondre au plus tard le 1er septembre 2015;

CONSIDÉRANT que l'évaluateur a déposé à la Ville de Drummondville, une demande datée du 17 juillet 2015, afin que l'échéance prévue pour répondre à ces demandes de révision soit reportée, le tout conformément à l'article 138.3 de la Loi sur la fiscalité municipale;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville, en conformité avec l'article 138.3 de la Loi sur la fiscalité municipale, reporte l'échéance du 1er septembre 2015 au 27 novembre 2015, pour permettre à l'évaluateur municipal de répondre aux demandes de révision de l'évaluation.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1093/08/15 Résolution autorisant la signature d'une entente relative à la prise de possession préalable du lot 3 896 175 à intervenir avec la compagnie Sintra inc.

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente relative à la prise de possession préalable du lot 3 896 175 à intervenir avec la compagnie Sintra inc.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1094/08/15 Résolution autorisant l'appui au projet "Centre sportif - Plateau multisports intérieur" dans le cadre du Programme de soutien aux installations sportives et récréatives (PSISR) phase III du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que la Ville de Drummondville appuie une demande d'aide financière pour le projet "Centre sportif - Plateau multisports intérieur" dans le cadre du Programme de soutien aux installations sportives et récréatives - phase III du Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. La Ville s'engage ainsi à défrayer sa part des coûts admissibles de ce projet ainsi que les coûts nécessaires à son exploitation continue, conditionnellement à l'obtention d'une aide financière de ce programme.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1095/08/15 **Résolution autorisant l'appui au projet "Club sportif Celanese" dans le cadre du Programme de soutien aux installations sportives et récréatives (PSISR) phase III du fonds pour le développement du sport et de l'activité physique du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville appuie le Club sportif Celanese pour la mise aux normes du revêtement extérieur et de la fenestration de son bâtiment destiné aux activités sportives et récréatives afin que ce dernier puisse bénéficier de l'aide financière du Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et Recherche du Québec dans le cadre du Programme de soutien aux installations sportives et récréatives - Phase III.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1096/08/15 **Résolution autorisant la Dystrophie musculaire Canada à tenir la 13e édition du Tour cycliste Frédérick Duguay les 17-18 et 19 août 2015**

CONSIDÉRANT que l'activité a déjà eu lieu dans le passé et que tout s'est toujours bien déroulé;

CONSIDÉRANT que l'activité permet d'amasser des fonds pour la fondation Dystrophie musculaire Canada;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas de fermeture de rue;

CONSIDÉRANT qu'il y a eu une entente entre l'organisme et la Sûreté du Québec pour une escorte policière.

CONSIDÉRANT qu'il ne demande rien en service à la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation Dystrophie musculaire Canada à tenir la 13e édition du Tour cycliste Frédérick Duguay le mardi 18 août 2015 de 11 h à 13 h.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Période de question concernant les affaires municipales de Drummondville

1097/08/15 **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que l'assemblée soit levée à 16h15.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Alexandre Cusson, maire, maire Mélanie Ouellet, greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 17 août 2015, à compter de 19 h 30, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire M. Alexandre Cusson**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

Sont également présents :

M. Francis Adam, directeur général
M. Patrice Furlan, chef de division, Service d'urbanisme
M. Benoit Carignan, directeur et trésorier, Module administratif
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications

Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

Réflexion avant délibération du conseil

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1098/08/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1099/08/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil tenue le 13 juillet 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 13 juillet 2015 et que tout semble conforme,

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1100/08/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil tenue le 10 août 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 10 août 2015 et que tout semble conforme,

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Correspondance

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Réf : Recommandation du MAMOT à la SOFIL pour le versement d'une somme provenant d'une partie de la Taxe fédérale sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ).

Ministère de l'Infrastructure
Réf : Versement d'une aide financière pour le projet d'amélioration de la piste d'aéroport.

ainsi que des lettres de remerciements provenant de différents organismes.

1101/08/15 Dépôt du procès-verbal du comité exécutif du 11 août 2015

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le procès-verbal de la réunion du comité exécutif tenue le 11 août 2015 aux archives de la Ville.

1102/08/15 Entretien des systèmes de réfrigération des glaces de l'Olympia Yvan-Cournoyer et du Centre Marcel-Dionne (Soumission DR15-PUB-024 - Ouverture 17.07.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de la compagnie GNR Corbus inc. au montant de 297 325.35 $ taxes incluses, soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1103/08/15 Fourniture, installation et mise en service d'un refroidisseur d'eau pour les ateliers municipaux (Soumission DR15-INV-063 - Ouverture 04.08.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la soumission de la compagnie GNR Corbus inc. au montant de 74 963.70 $ taxes incluses, soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1104/08/15 Service de vidange et nettoyage des puisards pour 2015 (Soumission DR15-INV-017 - Ouverture 05.08.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de la compagnie Service de vacuum D.L. au montant de 37 000$ taxes incluses, soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1105/08/15 Approbation des critères d'évaluation - Contrôle biologique des mouches noires pour les années 2016 à 2020 (Soumission DR15-PUB-028)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels concernant le contrôle biologique des

mouches noires pour les années 2016 à 2020 et ce, selon les critères d'évaluation et de pondération proposés.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1106/08/15 Mandat à l'UMQ pour ajouter Drummondville à l'appel d'offres regroupé effectué par le Centre de services partagés du Québec pour l'achat de pneus qui débutera le 1er avril 2016 et se terminera le 31 mars 2019 (Soumission DR15-REG-005)

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a reçu une proposition de l'Union des municipalités du Québec (l'UMQ) de former, en son nom et au nom de plusieurs autres municipalités intéressées, un regroupement d'achats pour des achats regroupés de pneus;

ATTENDU QUE les articles 29.9.1 de la Loi sur les cités et villes et 14.7.1 du Code municipal permettent à une organisation municipale de conclure avec l'UMQ une entente ayant pour but l'achat de produits en son nom;

ATTENDU QUE les articles 29.9.2 de la Loi sur les cités et villes et 14.7.2 du Code municipal permettent à l'UMQ de déléguer, par entente, une partie de l'exécution du processus contractuel au Centre de services partagés du Québec (CSPQ);

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire adhérer à ce dossier d'achats regroupés (DAR-Pneus neufs, rechapés et remoulés) pour se procurer les différents types de pneus identifiés dans une fiche technique d'inscription spécifique, et ce, dans les quantités nécessaires à ses activités.

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville confirme son adhésion à ce regroupement – DAR-Pneus géré par CSPQ pour la période du 1er avril 2016 au le 31 mars 2019 (3 ans);

QUE la Ville de Drummondville confie au CSPQ, par l'entremise de l'UMQ, le processus menant à l'adjudication de contrats d'achats regroupés pour les différents types de pneus nécessaires aux activités de la Ville;

QUE la Ville de Drummondville consent à ce que l'UMQ délègue au CSPQ, l'exécution de la présente entente;

QUE la Ville de Drummondville s'engage à compléter pour l'UMQ, dans les délais fixés la fiche technique d'inscription transmise qui visent à connaître une estimation des quantités annuelles des divers types de pneus dont elle prévoit avoir besoin;

QUE la Ville de Drummondville estime ses besoins en pneus pour la durée du contrat de 3 ans à environ 203 400 $ taxes incluses $;

QUE la Ville de Drummondville s'engage à respecter les termes et conditions dudit contrat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat sera adjugé;

QUE la Ville de Drummondville reconnaît que, selon leur politique administrative, le CSPQ percevra, directement auprès des fournisseurs-adjudicataires, un frais de gestion établi à 1 % (0.6% versé au CSPQ et 0.4 % à l'UMQ) qui sera inclus dans les prix de vente des pneus.

QUE la Ville de Drummondville reconnaît, selon la politique administrative du CSPQ, qu'elle devra être abonnée au Portail d'approvisionnement du CSPQ et d'en assumer le coût d'abonnement annuel établi actuellement à 500.00 $ par code d'accès par individu, pour être inscrit à ce DAR-Pneus et bénéficier de l'ensemble des achats regroupés offerts par le CSPQ.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1107/08/15 Fourniture, livraison et installation d'un panneau électronique d'information (Soumission DR15-INV-062 - Ouverture 05.08.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que la soumission de la compagnie Enseigne Icône au montant de 55 992.83 $ taxes incluses, soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1108/08/15 Fourniture et livraison de matériaux d'égout et d'aqueduc (Soumission DR15-PUB-005 - Ouverture 07.08.2015) Emco Ltée au montant de 85 108.38 $ taxes incluses

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de la compagnie Emco Ltée au montant de 85 108.38 $ taxes incluses, soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1109/08/15 Résolution autorisant la modification du document Conditions de travail du personnel cadre et du personnel de soutien et fixation pour les autres employés des taux de remboursement pour les déplacements en automobile

CONSIDÉRANT la résolution 1037/10/02 par laquelle le document intitulé *Conditions de travail du personnel cadre et du personnel de soutien* a été adopté;

CONSIDÉRANT que des modifications doivent être apportées à ce document;

CONSIDÉRANT qu'historiquement l'ensemble des employés de la Ville bénéficie des mêmes taux de remboursement lors de l'utilisation d'une automobile personnelle pour les fins du travail;

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le remplacement de l'article 18 (Allocation de déplacement) du document Conditions de travail du personnel cadre et du personnel de soutien par celui-ci :

Personnel cadre et personnel de soutien

- que l'article 18 (Allocation de déplacement) du document *Conditions de travail du personnel cadre et du personnel de soutien* soit remplacé par le suivant :

« **ARTICLE 18 – REMBOURSEMENT DES DÉPENSES**

18.01 Lorsqu'un membre du personnel cadre ou du personnel de soutien, à la demande de la Ville, accepte d'utiliser son automobile personnelle dans l'exercice de ses fonctions, il a droit au remboursement de ses dépenses selon les modalités suivantes :

a) pour tout parcours de 16 kilomètres et moins, il reçoit une allocation de 5,00 $ par sortie (aller-retour);

b) pour tout parcours de plus de 16 kilomètres, il reçoit une allocation de 0,48 $ par kilomètre parcouru pour les premiers 800 kilomètres et de 0,35 $ par kilomètre additionnel. Une allocation additionnelle de 0,05 $ par kilomètre est accordée en cas de covoiturage si cela permet une économie pour la Ville.

Les frais encourus par les déplacements entre le lieu de résidence et le lieu de travail ne donnent droit à aucun remboursement.

18.02 Lorsqu'un membre du personnel cadre ou du personnel de soutien doit utiliser son véhicule personnel de façon régulière à la demande de la Ville, cette dernière lui rembourse la surprime annuelle d'assurance ainsi occasionnée, et ce, sur réception du certificat d'assurance.

18.03 En ce qui concerne les autres dépenses du personnel cadre ou du personnel de soutien, elles sont remboursées de la même façon que celle prévue aux articles 5, 6, 8 à 15, 16 alinéa 1 et 17 à 19 du *Règlement numéro 4648 sur le remboursement aux élus municipaux de dépenses approuvées au préalable par le conseil municipal*, lesquels s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires. Aucune boisson alcoolisée n'est remboursée à un membre du personnel cadre ou du personnel de soutien.

Si, en raison de circonstances exceptionnelles, un membre du personnel cadre doit, dans le cadre de ses fonctions, supporter des frais différents de ceux prévus, il peut être remboursé pour les frais excédentaires, et ce, sur autorisation du directeur général. Lorsque ce membre est le directeur général, l'autorisation requise est alors donnée par le maire. Dans la mesure du possible, l'autorisation est obtenue avant d'engager la dépense. »

<u>Autres employés de la Ville</u>

- que les taux de remboursement suite à l'utilisation d'une automobile personnelle dans le cadre du travail soient les suivants :

a) pour tout parcours de 16 kilomètres et moins, l'employé reçoit une allocation de 5,00 $ par sortie (aller-retour);

b) pour tout parcours de plus de 16 kilomètres, l'employé reçoit une allocation de 0,48 $ par kilomètre parcouru pour les premiers 800 kilomètres et de 0,35 $ par kilomètre additionnel. Une allocation additionnelle de 0,05 $ par kilomètre est accordée en cas de covoiturage si cela permet une économie pour la Ville;

étant entendu que les frais encourus par les déplacements entre le lieu de résidence et le lieu de travail ne donnent droit à aucun remboursement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1110/08/15 Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 14 juillet 2015 au 17 août 2015, lesquels comptes totalisent la somme de 15 373 544.90 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1111/08/15 Dépôt de la liste des embauches d'employés surnuméraires

Le maire dépose la liste des embauches suivantes conformément à la résolution 343/3/14.

- Manœuvre aux arénas : Monsieur Tommy Bessette (DES), monsieur Jocelyn Cusson (DES, DEP en techniques d'usinage et DEP en plomberie et chauffage), monsieur Jonathan Mongeau (DES) et madame Jessica Pinard (DES, DEP en production porcine et DEP en réalisation d'aménagement paysager);

- Préposée au service à la clientèle (bibliothèque) : Madame Arielle Cotnoir (DEC en techniques de documentation) et madame Sandra Tourigny (DEC en techniques de documentation);

- Secrétaire : Madame Stéphanie Janelle (DEC en techniques de bureautique) et madame Karine Provencher (DEC en techniques de bureautique).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1112/08/15 Nomination de M. Raphaël Hébert à titre de préposé aux Services à la population

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Raphaël Hébert à titre de préposé aux Services à la population :

- Salaire : Classe 280, échelon 0-1 an;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1113/08/15 Embauche de M. David Morissette à titre de cadre permanent de coordonnateur pour la division de l'approvisionnement

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur David Morissette au poste de cadre permanent de coordonnateur à la division de l'approvisionnement (Service des finances) :

- Salaire : Classe 9, échelle E, soit 59 870 $ annuellement;
- Conditions de travail : conformes aux conditions de travail du personnel cadre et du personnel de soutien et 3 semaines de vacances à partir du

1er janvier 2016;
- Période probatoire : 6 mois;
- Entrée en fonction : date à déterminer par le directeur du service.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1114/08/15 Nomination de M. Maxim Raîche à titre d'ouvrier permanent au Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller John Husk,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Maxim Raîche à titre d'ouvrier permanent au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 280, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1115/08/15 Nomination de M. Jean-Sébastien Ouellette à titre de journalier permanent au Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller John Husk,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Jean-Sébastien Ouellette à titre de journalier permanent au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 250, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1116/08/15 Nomination de M. Martin Jolicoeur-Viau à titre de préventionniste permanent au Service de sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Martin Jolicoeur-Viau à titre de préventionniste permanent au Service de sécurité incendie selon l'échelle salariale 0-1 an et les conditions de travail prévues dans la convention collective applicable.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1117/08/15 Résolution autorisant une modification relativement la nomination de monsieur Sébastien Desroches au poste de pompier permanent (993/07/15)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la correction de la résolution 993/07/15 et nomme monsieur Sébastien Desroches au poste de pompier permanent à l'échelon 4-5 ans.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1118/08/15 Dépôt de la liste d'embauche des étudiants

Le maire dépose la liste des embauches suivantes conformément à la résolution 343/3/14.

Surnuméraires :

- Journaliers : Pascal Blouin (DES) et Jean-Bernard Demanche (DES)

Étudiants :

- Guides : Guillaume Desmarais, Antoine Forcier, Amélie Jomphe et Maude Picard;

- Loisirs et vie communautaire : Camille Deshaies, Philippe Forcier, Micha Jam, Jean-François Larouche, Marie-Kim Larouche, Gaby Malenfant, Nicolas St-Onge, Jean-Nicolas Tourigny, Andréane Tremblay et Vincent Rousseau;

- Patrouille verte : Amélie Nadeau;

- Travaux publics : Fanny Carpentier, Félix Chabot, Amélie Courchesne, Roxanne Garceau, Louis-Philippe Hamel, Pierre-Luc Horion, Mathieu Moreau-Plante, William Paul-Hus, Kim Picard, Jean-Victor Simoneau, Jasmin Thibauthot, Marc-Olivier Tourigny et Charles-Antoine Vigneault.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1119/08/15 Résolution autorisant la signature d'un protocole d'entente avec la Chambre de commerce et d'industrie de Drummond

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Chambre de commerce et d'industrie de Drummond pour les années se terminant en 2015, 2016 et 2017.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1120/08/15 Signature d'une entente de regroupement de municipalités au sein de l'UMQ relativement à l'achat en commun d'assurances protection de la réputation et de la vie privée des élus et hauts fonctionnaires et d'assurances responsabilité pénale en matière de santé et sécurité (c-21)

CONSIDÉRANT que, conformément aux articles 29.9.1 de la Loi sur les cités et villes et 14.7.1 et suivants du Code municipal, la Ville de Drummondville souhaite joindre l'Union des municipalités du Québec et son regroupement pour l'achat en commun d'assurances protection de la réputation et de la vie privée des élus et hauts fonctionnaires et d'assurances responsabilité pénale en matière de

santé et sécurité (C-21), pour la période prévue à l'entente jointe aux présentes;

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville joigne par les présentes, le regroupement d'achat de l'Union des municipalités du Québec, en vue de l'octroi d'un contrat en assurances protection de la réputation et de la vie privée des élus et hauts fonctionnaires et d'assurances responsabilité pénale en matière de santé et sécurité (C-21) pour la période prévue à l'entente jointe aux présentes et autorise le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière à signer, pour et au nom de la municipalité, l'entente intitulée «ENTENTE de regroupement de municipalités au sein de l'Union des municipalités du Québec relativement à l'achat en commun d'assurances protection de la réputation et de la vie privée des élus et hauts fonctionnaires et d'assurances responsabilité pénale en matière de santé et sécurité (C-21)», soumise et jointe aux présentes pour en faire partie intégrante comme si récitée au long.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1121/08/15 Signature du renouvellement d'un bail de location avec Hydro-Québec pour la piste cyclable (face au poste Marcotte en bordure du boulevard St-Joseph)

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller John Husk,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante greffière soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville l'entente de location de terrain pour l'aménagement de la piste cyclable avec Hydro-Québec.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1122/08/15 Résolution autorisant le Club de soccer les Dragons à tenir un Championnat de soccer AA les 10-11 et 12 octobre 2015 de 8 h à 18 h sur les terrains Boisbriand et Grande Allée, dans le secteur Saint-Nicéphore ou sur les trois terrains synthétiques Marchand, St-Bernard et La Poudrière

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'un événement majeur pour Drummondville et que l'événement apportera des retombées économiques importantes;

CONSIDÉRANT qu'environ 1 200 joueurs y participeront, ce qui signifie un approximatif de 3 000 personnes dans la région si nous comptons, les entraîneurs, les familles, les spectateurs, etc.

CONSIDÉRANT que les terrains sont disponibles à ces dates;

CONSIDÉRANT le matériel demandé est également disponible;

CONSIDÉRANT qu'une évaluation des terrains sera effectuée une semaine avant le Championnat afin d'assurer la qualité de ceux-ci;

CONSIDÉRANT qu'une deuxième option sera mise en action dans l'éventualité où les terrains Boisbriand et Grande Allée ne seraient pas satisfaisants pour la tenue de l'événement soit, l'utilisation des terrains synthétiques.

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de soccer les Dragons à

tenir un Championnat de soccer AA les 10-11 et 12 octobre 2015 de 8 h à 18 h sur les terrains Boisbriand et Grande Allée, dans le secteur Saint-Nicéphore ou sur les trois terrains synthétiques Marchand, St-Bernard et La Poudrière.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1123/08/15 Résolution autorisant le CIUSSS - Centre-du-Québec à tenir une activité de Zumba en plein air le samedi 12 septembre 2015 de 10 h à 13 h au parc Ste-Thérèse

CONSIDÉRANT que le parc est disponible à cette date;

CONSIDÉRANT que l'activité cadre dans la Politique de la Ville, soit la celle de l'activité physique, du sport et du plein air;

CONSIDÉRANT qu'ils sont collaborateurs sur plusieurs comités avec la Ville, tels que Mada, Politique familiale, etc.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le CIUSSS - Centre-du-Québec à tenir une activité de Zumba en plein air le samedi 12 septembre 2015 au parc Ste-Thérèse et autorise l'emprunt du matériel nécessaire pour la tenue de l'événement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1124/08/15 Résolution autorisant la Tablée populaire à tenir une épluchette de blé d'Inde ainsi qu'un BBQ, vendredi le 28 août 2015 de 11 h à 15 h dans le stationnement P-3 (Raoul-Couture)

CONSIDÉRANT que l'organisme fête son 25e anniversaire;

CONSIDÉRANT que l'événement en est à sa première édition;

CONSIDÉRANT que les employés effectueront la cuisson des aliments et la surveillance des lieux;

CONSIDÉRANT que les organisateurs ne font aucune demande de matériel.

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise La Tablée populaire à tenir une activité d'épluchette de blé d'Inde ainsi qu'un BBQ, le vendredi 28 août 2015 de 11 h à 15 h dans le stationnement P-3 (Raoul-Couture).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1125/08/15 Résolution autorisant le Drummondville Elementary School à emprunter les équipements nécessaires à la tenue de la journée d'accueil invitant élèves, parents et personnel de l'école, vendredi 4 septembre 2015 de 10 h 30 à 13 h 30 au 1050, rue Chabanel

CONSIDÉRANT que l'activité a déjà eu lieu dans le passé et que tout s'est toujours bien déroulé;

CONSIDÉRANT que les organisateurs ne demandent aucune fermeture de rue;

CONSIDÉRANT que le matériel sera prêté selon les disponibilités.

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Drummondville Elementary School à emprunter les équipements nécessaires à la tenue de la journée d'accueil invitant élèves, parents et personnel de l'école, vendredi 4 septembre 2015 de 10 h 30 à 13 h 30 au 1050, rue Chabanel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1126/08/15 Signature d'un contrat de location avec l'Association des joueurs de tennis de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec l'Association des joueurs de tennis de Drummondville pour la période du 1er mai au 30 septembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1127/08/15 Subvention de 2 500 $ à la Fondation Sainte-Croix/Heriot pour l'organisation de la journée familiale du 12 septembre 2015

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 500 $ à la Fondation Sainte-Croix/Heriot pour l'organisation de sa journée familiale du 12 septembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1128/08/15 Résolution autorisant le centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste (CCRSJB) à tenir une fête de rue le mardi 25 août 2015 sur la rue St-Eusèbe et fermeture de rue

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste à tenir la une fête de rue mardi le 25 août 2015, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville autorise la fermeture de la rue St-Eusèbe entre la 11e et la 12e Avenue ainsi que le prêt de matériel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1129/08/15 Signature d'une entente à intervenir avec les Loisirs St-Joseph de Drummondville pour l'animation du parc des planches à roulettes et subvention

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec les Loisirs St-Joseph de Drummondville pour l'animation du parc des planches à roulettes et prévoyant une participation financière de la Ville de 8 804 $ exonérée des taxes pour l'année 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1130/08/15 Résolution autorisant la Sûreté du Québec à tenir le Tournoi de balle molle 9-1-1 les 26 et 27 septembre 2015 de 8 h à 22 h au parc des Bénévoles au profit de la Fondation en coeur

CONSIDÉRANT que l'activité a déjà eu lieu dans le passé et tout s'est toujours bien déroulé;

CONSIDÉRANT que l'événement est au profit d'une bonne cause, soit celle de la Fondation en cœur;

CONSIDÉRANT que les organisateurs demandent peu de matériel et que celui-ci est disponible.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Sûreté du Québec à tenir le Tournoi de balle molle 9-1-1 les 26 et 27 septembre 2015 de 8 h à 22 h au parc des Bénévoles au profit de la Fondation en cœur, à emprunter les équipements et à faire une demande d'un permis de boisson auprès de la Régie des alcools.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1131/08/15 Résolution autorisant le Club Disc Golf Drummondville à tenir le tournoi Disc golf Tour 2015 samedi le 12 septembre 2015 au parc des Voltigeurs de 8 h à 16 h

CONSIDÉRANT que ce tournoi permettra de promouvoir le disc golf, un nouveau sport sur le territoire;

CONSIDÉRANT que l'activité est familiale et s'adresse à tous les groupes d'âges;

CONSIDÉRANT que l'événement sera surveillé par le directeur du tournoi et que celui-ci expliquera aux visiteurs la réglementation des lieux;

CONSIDÉRANT que les organisateurs ne demandent aucune fermeture de rue ni d'aide financière.

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club Disc Golf Drummondville à tenir le tournoi Disc golf Tour 2015 samedi le 12 septembre

2015 au parc des Voltigeurs de 8 h à 16 h et à emprunter le matériel nécessaire pour la tenue de l'événement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1132/08/15 Résolution autorisant la Société canadienne du cancer à tenir une collecte de fonds, soit Les Pattes de l'Espoir, dimanche 20 septembre 2015 de 9 h à 14 h au parc Ste-Thérèse

CONSIDÉRANT que le parc est disponible à cette date;

CONSIDÉRANT que le trajet de la marche est le même que les années précédentes et qu'il a été vérifié avec les travaux publics;

CONSIDÉRANT que selon le nombre de personnes, les gens utiliseront les trottoirs ou les rues;

CONSIDÉRANT que les organisateurs prendront contact avec la SQ pour avoir une escorte durant l'activité;

CONSIDÉRANT que le matériel sera prêté en fonction des disponibilités;

CONSIDÉRANT que les organisateurs respecteront le code de la sécurité routière;

CONSIDÉRANT que les chiens seront tenus en laisse en tout temps;

CONSIDÉRANT que les participants ramasseront les excréments de leur chien sur le trajet et dans le parc;

CONSIDÉRANT que les organisateurs fourniront une police d'assurance;

CONSIDÉRANT que cette activité a déjà eu lieu dans le passé, et ce, sans problématique.

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société canadienne du cancer à tenir une collecte de fonds, soit Les Pattes de l'Espoir, le 20 septembre 2015 de 9 h à 14 h au parc Ste-Thérèse, à emprunter le matériel demandé ainsi qu'à utiliser la moitié des rues inscrites dans le trajet proposé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1133/08/15 Résolution autorisant le club de hockey les Voltigeurs à installer trois oriflammes devant le Centre Marcel Dionne, soit au niveau de la rue Cockburn pour la période du 1er septembre 2015 au 1er octobre 2015

CONSIDÉRANT que la Ville n'a aucune contribution financière à fournir dans cette demande;

CONSIDÉRANT que l'installation sera effectuée par le club de hockey Les Voltigeurs;

CONSIDÉRANT que ces oriflammes permettront une meilleure visibilité pour les matchs des Voltigeurs;

CONSIDÉRANT que cette demande se limite à ces trois endroits et qu'aucune demande ne sera faite pour les autres endroits possibles sur le territoire.

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le club de hockey les Voltigeurs à installer trois oriflammes devant le Centre Marcel Dionne, soit au niveau de la rue Cockburn pour la période du 1er septembre 2015 au 1er octobre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1134/08/15 Subvention de 1 000 $ au Tournoi de golf de la Sûreté du Québec au profit du Fonds communautaire dédié à la sécurité publique

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Tournoi de golf de la Sûreté du Québec qui se tiendra le vendredi 11 septembre 2015 au profit du Fonds communautaire de la MRC Drummond et du Centre de pédiatrie sociale Les petits bonheurs.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1135/08/15 Signature d'un contrat de service avec l'Association des joueurs de tennis de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de service à intervenir avec l'Association des joueurs de tennis de Drummondville pour la période du 1er mai au 30 septembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1136/08/15 Signature d'une entente de subvention au fonctionnement 2015 à intervenir avec les Loisirs St-Joseph de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente de subvention au fonctionnement à intervenir avec les Loisirs St-Joseph de Drummondville et prévoyant une participation financière de la Ville de 149 742 $ pour l'année 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1137/08/15 Subvention de 1 000 $ au Forum régional sur la citoyenneté culturelle des jeunes au Centre-du-Québec

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Forum régional sur la citoyenneté culturelle des jeunes au Centre-du-Québec.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1138/08/15 Résolution d'adoption du Plan d'action 2016 de l'entente tripartite (Drummondville/ MRC/ MCC) en développement culturel

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville adopte le Plan d'action 2016 pour l'entente tripartite (Drummondville/ MRC/ MCC) en développement culturel tel que proposé :

Orchestre symphonique de Drummondville - Concerts thématiques dédiés à des clientèles variées et ciblées : 10 000 $

Choeur Bella Voce - Organisation de deux concerts classiques : 5 000 $

École À la portée des sons - Animation musicale pour très jeunes enfants : 5 000 $

La Guilde des artistes – Expositions et ateliers de formation : 5 000 $

La Symphonie des jeunes – Camp musical : 5 000 $

La Maison Marie-Rivier – Spectacle "Chansons du Monde" : 5 000 $

Refuge La Piaule – Le Cirk O mobile d'intervention : 5 000 $

Maison des arts Desjardins Drummondville – Spectacle de musique, chansons d'hier interprétées par de jeunes chanteurs : 8 000 $

Recherche et production d'un documentaire sur la chanson québécoise actuelle : 5 000 $

Biblio mobile - Organiser des séances d'animation en lecture pour des adolescents : 16 000 $

Mackinaw - Prestation de danses traditionnelles en milieu urbain : 5 000 $

Les Glaneuses - Exposition, dans la maison Trent, d'objets anciens transformés en oeuvres contemporaines : 15 000 $

Production d'un catalogue inventaire des œuvres d'art publiques de la Ville de Drummondville avec circuit en tourisme culturel - 10 000 $

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1139/08/15 Demande d'autorisation pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture du lot 4 349 660 (2350, boulevard Foucault)

Considérant que le lot 4 349 660 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond fait partie intégrante de la zone agricole permanente décrétée par le gouvernement du Québec;

Considérant qu'une demande d'autorisation pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture visant l'agrandissement d'un abattoir de volailles dans le but d'augmenter la capacité d'abattage de poulets des installations en place, a été présentée à la Ville;

Considérant que la portion du lot visée fait partie de la zone A-5014 autorisant principalement des activités agricoles;

Considérant que la situation actuelle du marché exige au demandeur de modifier

ses opérations afin d'accroître le volet abattage de volailles;

Considérant que l'accroissement des activités de l'abattoir fait en sorte que cet usage accessoire à l'agriculture devient un usage principal en zone agricole;

Considérant qu'environ soixante pour cent (60%) des volailles abattues proviennent de l'extérieur de la ferme des propriétaires;

Considérant que la superficie de la zone réservée à la culture sera peu modifiée;

Considérant que le potentiel agricole du lot et des lots avoisinants est faible;

Considérant que le potentiel du sol est de classe 4-6FM et 4-4WF qui, selon les cartes d'inventaire des terres du Canada, représente un sol avec de graves limitations qui restreignent la gamme des cultures ou nécessitant des pratiques de conservation spéciales avec une faible fertilité et un manque d'humidité;

Considérant qu'il y a d'autres emplacements sur le territoire de la ville de Drummondville, mais que le projet d'agrandissement s'effectue sur ce site situé en zone agricole et occupé par un abattoir ;

Considérant que l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne seront pas mises en cause;

Considérant que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec respectera les dispositions du règlement de zonage no 4300 lorsque le projet de règlement no 4639 entrera en vigueur;

Considérant que la M.R.C. de Drummond donne son appui à ce projet;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville donne avis que la demande d'autorisation formulée par Les volailles Martel inc. (Ferme des Voltigeurs) auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture, en l'occurrence agrandir l'abattoir de volailles, situé sur le lot 4 349 660 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, respectera les dispositions du règlement de zonage no 4300 lorsque le projet de règlement no 4639 entrera en vigueur.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1140/08/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 22 juillet 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme, tenue le 22 juillet 2015 aux archives de la Ville.

1141/08/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 7 août 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme, tenue le 7 août 2015 aux archives de la Ville.

1142/08/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'intégration et d'implantation architecturale - P.I.I.A - CCU du 22 juillet 2015

Attendu que les demandes suivantes répondent aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'intégration et d'implantation architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.07.29	2695, avenue Camille-Dreyfus	Nouveau bâtiment
15.07.30	610, cours du Cheveuil	Nouveau bâtiment
15.07.32	1045, boulevard René-Lévesque	Enseigne rattachée et modification à l'architecture
15.07.33	1163, boulevard Saint-Joseph	Enseigne rattachée
15.07.34	1269, rue Cormier	Enseigne rattachée
15.07.35	350, rue Saint-Jean	Enseigne rattachée
15.07.36	965, boulevard Saint-Joseph	Enseigne rattachée
15.07.37	439, rue Saint-Pierre	Enseigne détachée

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal approuve les demandes susmentionnées et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations du comité consultatif de l'urbanisme, tenu le 22 juillet 2015.

De plus, contrairement à la recommandation du comité consultatif d'urbanisme, le conseil municipal approuve la demande suivante :

15.07.31	655, chemin du Golf	Rénovation extérieure des bâtiments

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1143/08/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'intégration et d'implantation architecturale - P.I.I.A - CCU du 7 août 2015

Attendu que les demandes suivantes répondent aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'intégration et d'implantation architecturale :

Recommandation CCU Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.08.02	1163-1165, boul. Saint-Joseph	Modification de l'aménagement de terrain
15.08.03	2400, rue Canadien, suite 201	Enseigne rattachée
15.08.04	1565-1585, boul. Lemire	Ajout d'une terrasse
15.08.05	157, rue Heriot	Enseigne rattachée
15.08.06	2410, rue Camille-Dreyfus	Nouveau bâtiment
15.08.07	552, rue Brock	Rénovation extérieure du bâtiment
15.08.08	600, boul. Saint-Joseph	Enseignes rattachées
15.08.09	554, rue Brock	Rénovation extérieure du bâtiment
15.08.10	50, rue Robert-Bernard	Enseignes rattachées et détachées
15.08.11	2215, rue Canadien	Enseigne rattachée
15.08.12	2655-2657, rue Saint-Pierre	Modification d'une enseigne détachée
15.08.13	2785, rue Camille-Dreyfus	Nouveau bâtiment
15.08.14	295-297, rue Notre-Dame	Rénovation extérieure du bâtiment
15.08.15	711, rue Saint-Pierre	Enseigne rattachée
15.08.16	139-141, rue Lindsay	Démolition du bâtiment
15.08.17	2400, rue Canadien, suite 303	Équipement accessoire
15.08.18	1160, boul. Saint-Joseph	Enseigne détachée
15.08.19	720, boul. René-Levesque	Nouveau bâtiment
15.08.20	300, rue Cockburn	Rénovation extérieure du bâtiment
15.08.21	355, rue Janelle	Modification de l'enseigne détachée
15.08.22	234, îlot des Pins	Rénovation extérieure du

		bâtiment

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le conseil municipal approuve les demandes susmentionnées et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations du comité consultatif de l'urbanisme, tenu le 7 août 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1144/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 439, rue Saint-Pierre

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-22;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'accepter la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'autoriser une enseigne sur poteau;
- de diminuer de deux virgule deux mètres (2,2 m) à un virgule un mètre (1,1 m) le dégagement minimal sous l'enseigne de toute composante ou partie de l'enseigne par rapport au niveau moyen du sol,

à la condition de limiter la superficie d'affichage à un virgule vingt-cinq mètre carré (1,25 m^2), et ce, pour l'immeuble formé du lot 4 135 278 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 439 de la rue Saint-Pierre.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1145/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 1425, rue Duvernay

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-22;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au

conseil municipal d'autoriser la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à :

- autoriser une véranda dans la cour latérale droite, **à la condition** que la saillie maximale de la véranda mesurée à partir du mur latéral droit n'excède pas quatre virgule cinq mètres (4,5 m);
- autoriser un revêtement de polycarbonate pour la toiture de la véranda;

le tout dans le cadre d'un projet de construction d'une véranda pour l'immeuble situé sur le lot 3 535 119 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1425 de la rue Duvernay.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1146/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 80, rue Boisvert

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-22;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à :

- diminuer de neuf mètres (9 m) à cinq virgule sept mètres (5,7 m) la marge arrière minimale, **à la condition** que la superficie de la verrière, n'excède pas quatre mètres carrés (4 m^2);
- diminuer de neuf mètres (9 m) à six virgule soixante-douze mètre (6,72 m) la marge arrière minimale, **à la condition** que la longueur du mur d'origine du bâtiment où la distance est dérogatoire n'excède pas quatre virgule quatre-vingt-six mètres (4,86 m);

et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un étage et situé sur le lot 4 134 376 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 80 de la rue Boisvert.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1147/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 600, rue Chassé

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-22;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution

et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à diminuer de quatre virgule vingt-cinq mètres (4,25 m) à quatre virgule zéro un mètres (4,01 m) la marge avant minimale, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas cinq virgule trois mètres (5,3 m), soit la section en porte-à-faux sur la façade principale et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un étage et demi (1½) et situé sur le lot 4 135 536 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 600 de la rue Chassé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1148/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 456, rue Cockburn

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-22;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'accepter la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de diminuer de deux (2) à un (1) étage le nombre minimal d'étages pour une habitation bifamiliale, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 135 106 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 456 de la rue Cockburn.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1149/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 115, rue Tétreau

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-22;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à diminuer :

- de six virgule zéro quatre mètres (6,04 m) à cinq virgule zéro trois mètres (5,03 m) la marge avant minimale applicable à l'abri d'auto, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire

n'excède pas trois virgule huit mètres (3,8 m);
- de six virgule zéro quatre mètres (6,04 m) à cinq virgule quatre (5,4 m) la marge avant minimale applicable au bâtiment principal, **à la condition** que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas huit virgule soixante-seize mètres (8,76 m);

et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un étage et situé sur le lot 4 134 433 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 115 de la rue Tétreau.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1150/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 770, rue Farrell

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-22;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :
- d'autoriser une aire d'entreposage en cour avant et en cour avant secondaire, **à la condition** que celle-ci soit située à une distance minimale de deux mètres (2 m) de la limite de terrain;
- d'augmenter d'un mètre (1 m) à deux virgule trois mètres (2,3 m) la hauteur maximale d'une clôture située en cour avant;
- d'augmenter d'un mètre (1 m) à deux virgule cinq mètres (2,5 m) la hauteur de la haie située en cour avant à moins de deux mètres (2 m) de la ligne avant de terrain;
- d'autoriser une clôture en mailles de chaîne galvanisée avec lattes de plastique en cours avant et avant secondaire;
- d'augmenter de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à quatre virgule quinze mètres (4,15 m) la hauteur maximale de l'entreposage extérieur;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 134 081 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 770 rue Farrell.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1151/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 2869 du boulevard Mercure

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-22;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'accepter la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'augmenter de quinze virgule dix-huit mètres (15,18 m) à trente-deux mètres (32 m) la marge avant maximale;
- d'augmenter de cinq virgule vingt-six mètres (5,26 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale du bâtiment principal projeté;

- d'augmenter de deux mètres (2 m) à trois virgule zéro trois mètres (3,03 m) la différence maximale de hauteur entre le bâtiment à construire et le bâtiment voisin existant ayant la hauteur la plus basse;

à la condition de conserver les quatre (4) conifères et le feuillu existants près de la ligne latérale gauche de terrain ou à défaut de quoi cinq (5) arbres d'un diamètre minimal de zéro virgule zéro cinq mètre (0,05 m) mesuré au-dessus du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètre (2,5 m) à la plantation soient plantés entre la nouvelle résidence et la ligne latérale gauche de terrain,

et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée composée de deux (2) étages qui sera située sur le lot 3 920 786 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2869 du boulevard Mercure.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1152/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 1163, boulevard Saint-Joseph

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-22;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'accepter la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter d'un virgule cinq mètre (1,5 m) à neuf virgule cinq mètres (9,5 m) la distance maximale entre une enseigne principale et une enseigne secondaire rattachée au bâtiment et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 713 262 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1163 du boulevard Saint-Joseph.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1153/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 200, boulevard des Ormes

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-22;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à :

- diminuer de six mètres (6 m) à cinq virgule soixante-cinq mètres (5,65 m) la marge avant minimale applicable à l'abri d'auto, **à la condition** que la partie de l'abri d'auto où la marge avant est dérogatoire n'excède pas zéro virgule trois mètre carré (0,3 m^2);
- diminuer de six mètres (6 m) à cinq virgule quatre-vingt-douze mètres (5,92 m) la marge avant minimale applicable au bâtiment principal, **à la condition** que la partie du bâtiment principal où la marge avant est dérogatoire n'excède pas zéro virgule un mètre carré (0,1 m^2);

et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un étage et situé sur le lot 3 427 755 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 200 du boulevard des Ormes.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1154/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 762, 5e Rang

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-07-22;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'accepter la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'augmenter de neuf virgule neuf mètres (9,9 m) à vingt-huit mètres (28 m) la marge avant maximale;
- d'augmenter de cinq virgule quatre-vingt-six mètres (5,86 m) à sept virgule neuf mètres (7,9 m) la hauteur maximale du bâtiment principal projeté;

et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée composée de deux (2) étages qui sera située sur le lot 4 632 110 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 762 du 5^{e} Rang.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1155/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 600, boulevard Saint-Joseph

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-08-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'accepter la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'autoriser l'installation d'une enseigne au-dessus de la marquise, excédant totalement les limites de la marquise et qui n'est pas posée à plat sur l'une des faces de celle-ci, **à la condition** que le lettrage de l'enseigne « Le Dauphin » projetée n'excède pas une saillie d'un mètre (1 m) des limites de ladite marquise;
- d'augmenter de cinq virgule cinq mètres (5,5 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) de l'enseigne « Le Dauphin » et à neuf virgule un mètres (9,1 m) la hauteur des enseignes « Restaurant Le Globe-Trotter » et « Hôtel » la hauteur maximale mesurée à partir du niveau moyen du sol, **à la condition** que l'épaisseur du lettrage de chacune des trois (3) enseignes n'excède pas zéro virgule quinze mètre (0,15 m);

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 704 651 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 600 du boulevard Saint-Joseph.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1156/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 3000, rue Power

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-08-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire de six mètres (6 m) à cinq mètres (5 m) la distance minimale par rapport à la ligne latérale, **à la condition** que le mur où la distance est dérogatoire n'excède pas une longueur de quatorze mètres (14 m) et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment accessoire situé sur le lot 5 686 711 du cadastre officiel du

Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 3000 de la rue Power.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1157/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 1030, rue Florette-Lavigne

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-08-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'accepter la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de quatre virgule cinquante-trois mètres (4,53 m) à six mètres (6 m) la hauteur maximale du bâtiment principal dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée d'un (1) étage avec garage privé intégré, et ce, sur le lot 4 350 611 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1030 de la rue Florette-Lavigne.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1158/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 842, rue Savard

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-08-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'accepter la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de sept virgule vingt-six mètres (7,26 m) à sept virgule soixante-quinze mètres (7,75 m) la hauteur maximale applicable au bâtiment principal, et ce, dans le cadre d'un projet de rénovation extérieure d'une habitation bifamiliale isolée composée de deux (2) étages, située sur le lot 4 134 869 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 842 de la rue Savard.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1159/08/15 Dérogation mineure - Immeuble situé aux 114-116, 12e Avenue

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-08-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire :

- de quatre virgule quatre-vingt-quinze mètres (4,95 m) à quatre virgule trente-trois mètres (4,33 m) la marge avant minimale;
- de cinq virgule quatre mètres (5,4 m) à zéro virgule soixante-cinq mètre (0,65 m) la marge avant secondaire;

le tout aux conditions suivantes :

- que le mur de la façade donnant vers la 12^{e} avenue où la distance est dérogatoire n'excède pas une longueur de neuf virgule vingt-trois mètres (9,23 m);
- que le mur de la façade avant secondaire donnant vers la rue Saint-Eusèbe où la distance est dérogatoire n'excède pas une longueur de sept virgule soixante-neuf mètres (7,69 m) pour le mur;
- que l'engazonnement existant de la cour avant donnant vers la 12^{e} avenue soit conservé;
- que soit planté, dans la cour avant donnant vers la 12^{e} Avenue, un (1) arbre d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation;

et ce, pour le bâtiment principal existant composé de deux (2) étages et situé sur le lot 3 084 248 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 114-116 de la 12^{e} avenue.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1160/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 4618, boulevard Allard

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-08-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'accepter la demande de dérogation mineure au

règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter :
- de onze mètres (11 m) à vingt-huit virgule cinq mètres (28,5 m) la marge avant maximale;
- de six virgule soixante-deux mètres (6,62 m) à sept mètres (7 m) la hauteur maximale;
- de deux mètres (2 m) à deux virgule soixante-quinze mètres (2,75 m) la différence de hauteur maximale avec le bâtiment voisin ayant la hauteur la plus basse;

et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée composée de deux (2) étages qui sera située sur le lot 3 896 758 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 4618 du boulevard Allard.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1161/08/15 Dérogation mineure – Immeuble situé au 2920, boulevard Allard

Considérant l'avis favorable du comité consultatif d'urbanisme tenu le 2015-08-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'accepter la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter :
- de six virgule zéro sept mètres (6,07 m) à dix virgule soixante-quinze mètres (10,75 m) la hauteur maximale du bâtiment principal projeté;
- de deux mètres (2 m) à quatre virgule soixante-quinze mètres (4,75 m) la différence de hauteur entre le bâtiment voisin le plus bas et le bâtiment projeté;
- de huit mètres (8 m) à dix virgule soixante-quinze mètres (10,75 m) la hauteur maximale d'un bâtiment principal prévue à la grille;
- de cent vingt-cinq mètres carrés (125 m^2) à cent soixante et un mètres carrés (161 m^2) la superficie totale des garages privés projetés;
- de douze mètres (12 m) à treize mètres (13 m) la longueur maximale des murs du garage privé intégré projeté;
- de soixante mètres carrés (60 m^2) à soixante-dix mètres carrés (70 m^2) la superficie maximale du garage privé isolé projeté;

le tout, dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée composée de deux (2) étages qui sera située sur le lot 3 534 927 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2920 du boulevard Allard.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Rapport trimestriel du Service d'urbanisme – Construction

Le conseiller Yves Grondin résume la situation de l'habitation pour les mois d'avril, mai et juin 2015 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2014.

1162/08/15 Avis de motion du règlement no 4646 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4646 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage afin de spécifier, à l'intérieur de la zone d'habitation H-627, les classes d'usages et usages autorisés lors du remplacement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis du groupe commerce au 860 de la rue Théroux.

1163/08/15 Avis motion du projet de résolution relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser une entreprise spécialisée pour la location de grues au 4646 du boulevard Saint-Joseph

Le conseiller Vincent Chouinard donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser l'usage « service de location de machineries lourdes » et fixer certaines normes relatives à une aire d'entreposage, les manœuvres véhiculaires et le dépôt de neige, selon certaines conditions, au 4646 du boulevard Saint-Joseph.

La zone commerciale C-1243, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, et la zone d'habitation H-1244, à l'intérieur de laquelle se situe une partie du terrain visé concernée par certaines conditions, sont délimitées, de façon approximative par le boulevard Saint-Joseph, le chemin de l'Aéroport, les rues de Chambord, de Villandry et d'Amboise ainsi que par l'arrière-lot des terrains donnant vers le boulevard Saint-Joseph, le chemin de l'Aéroport et les rues Pie-IX, du Château et de Villandry.

1164/08/15 Avis motion du projet de résolution relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser un entrepreneur spécialisé en maçonnerie au 850 de la rue Bergeron

La conseillère Cathy Bernier donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser l'usage « service de travaux de finition de construction » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction) et d'apporter des ajustements réglementaires relatifs à l'implantation du bâtiment principal au 850 de la rue Bergeron.

La zone industrielle I-373, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée par les rues Canadien, Veilleux, Rocheleau, Bergeron, Joseph-St-Cyr et Power, et approximativement, par l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Canadien, Rocheleau, Bergeron, Lacadie, Joseph-St-Cyr et le boulevard Lemire.

1165/08/15 Adoption du projet de règlement no 4646 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le projet de règlement no 4646 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

• de prévoir, à l'intérieur de la zone d'habitation H-627, une disposition particulière relative à la possibilité de remplacement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis du groupe commerce.

La zone d'habitation H-627 est délimitée par le boulevard de l'Université et l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Collins, Armand, Louis-Champoux, Joseph-Lussier et Victorin;

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1166/08/15 Adoption du projet de résolution au 4646 boulevard Saint-Joseph relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser une entreprise spécialisée pour la location de grues au 4646 du boulevard Saint-Joseph

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser l'usage « service de location de machineries lourdes » et fixer certaines normes relatives à une aire d'entreposage, les manœuvres véhiculaires et le dépôt de neige, selon certaines conditions, au 4646 du boulevard Saint-Joseph.

La zone commerciale C-1243, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, et la zone d'habitation H-1244, à l'intérieur de laquelle se situe une partie du terrain visé concernée par certaines conditions, sont délimitées, de façon approximative, par le boulevard Saint-Joseph, le chemin de l'Aéroport, les rues de Chambord, de Villandry et d'Amboise ainsi que par l'arrière-lot des terrains donnant vers le boulevard Saint-Joseph, le chemin de l'Aéroport et les rues Pie-IX, du Château et de Villandry;

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1167/08/15 Adoption du projet de résolution au 850 de la rue Bergeron relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser un entrepreneur spécialisé en maçonnerie au 850 de la rue Bergeron

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser l'usage « service de travaux de finition de construction » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction) et d'apporter

des ajustements réglementaires relatifs à l'implantation du bâtiment principal au 850 de la rue Bergeron.

La zone industrielle I-373, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée par les rues Canadien, Veilleux, Rocheleau, Bergeron, Joseph-St-Cyr et Power, et approximativement, par l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Canadien, Rocheleau, Bergeron, Lacadie, Joseph-St-Cyr et le boulevard Lemire.

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1168/08/15 Adoption du second projet de règlement no 4639-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le règlement no 4639-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but d'autoriser à l'intérieur de la zone agricole A-5014, en plus des usages actuellement permis, l'usage industriel « 2012 – Abattage et conditionnement de la volaille » faisant partie de la classe d'usage I-4 (industriel lourd) à titre d'usage complémentaire à un usage agricole relié à l'élevage de volailles.

La zone agricole A-5014 comprend, de manière approximative, la propriété située du côté est du boulevard Foucault et adjacente à l'arrière des propriétés situées au nord de la rue Courchesne;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1169/08/15 Adoption du second projet de règlement no 4640-1 - Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que le règlement no 4640-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but de créer l'usage sous restriction « 2216.1 déchiquetage de pneus surdimensionnés » et de l'autoriser à l'intérieur de la zone industrielle I-395 à titre d'usage accessoire à un usage principal de récupération et triage de produits divers selon certaines conditions.

La zone industrielle I-395 inclut, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Rhéa, et ce, à partir de l'arrière des propriétés adjacentes au boulevard Lemire Ouest;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1170/08/15 Adoption du règlement no 4631-1 – Zonage no 4300

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 948/6/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le règlement no 4631-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

d'autoriser l'usage « Service de construction résidentielle et non résidentielle » à titre d'usage accessoire à l'usage « Vente au détail de matériaux de construction » et augmenter la superficie maximale de l'usage « Vente au détail de matériaux de construction » à l'intérieur de la zone industrielle I-336-1, selon certaines conditions.
La zone industrielle I-336-1 comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté sud-ouest de l'intersection des rues Janelle et Cormier;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1171/08/15 Adoption du règlement no 4628-1 - Zonage no 4300

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 947/6/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le règlement no 4628-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

d'apporter des ajustements à certaines dispositions intégrées au règlement de zonage en lien avec le plan de zonage, les grilles des usages et des normes et le texte;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1172/08/15 Adoption du règlement no 4635-1 – Zonage no 4300

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 949/6/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le règlement no 4635-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

d'autoriser l'usage « 7425 - gymnase et formation athlétique » faisant partie de la classe d'usages C-4 (artériel léger) à l'intérieur de la zone commerciale C-0028.

La zone commerciale C-0028 est délimitée approximativement par les rues Dunkin, Heriot et du Moulin, ainsi que par l'arrière-lot des terrains donnant du côté sud-ouest de la rue Belcourt;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1173/08/15 Adoption du règlement no 4641 - Zonage no 4300

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1075/7/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le règlement no 4641 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de modifier les définitions relatives à la cour avant et à la cour avant secondaire;
- de modifier une note relative à l'affichage;
- d'ajuster les notes relatives au polyéthylène à titre de matériau de revêtement extérieur;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1174/08/15 Adoption du règlement no 4642 modifiant le règlement 4165 afin d'en modifier la clause de taxation

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1071/7/15 conformément à l'article 356 de la Loi sur les cités et villes;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture; conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le règlement no 4642 modifiant le règlement 4165 afin d'en modifier la clause de taxation,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1175/08/15 Adoption du règlement no 4648 sur le remboursement aux élus municipaux de dépenses approuvées au préalable par le conseil municipal

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1076/7/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que le règlement no 4648 sur le remboursement aux élus municipaux de dépenses approuvées au préalable par le conseil municipal,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1176/08/15 Adoption du règlement no 4644 modifiant le règlement no 3322 et ses amendements afin de modifier les pouvoirs à délivrer un constat d'infraction pour les préposés à la réglementation et d'y ajouter les patrouilleurs de parcs

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1075/7/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que le règlement no 4644 modifiant le règlement no 3322 et ses amendements afin de modifier les pouvoirs à délivrer un constat d'infraction pour les préposés à la réglementation et d'y ajouter les patrouilleurs de parcs.

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1177/08/15 Adoption du règlement no 4643 modifiant le règlement no 3500 afin d'y inclure l'Annexe H-Sites réguliers comme partie intégrante du règlement prévu au Titre X-Des Commerces et activités commerciales, Chapitre 3-Camion de cuisine

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1074/7/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le règlement no 4643 modifiant le règlement no 3500 afin d'y inclure l'Annexe H-Sites réguliers comme partie intégrante du règlement prévu au Titre X-Des Commerces et activités commerciales, Chapitre 3-Camion de cuisine;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1178/08/15 Adoption du règlement 4636 prévoyant l'annulation du caractère de rue sur les lots 4 609 718, 4 102 066, 3 426 787, 3 426 793, 5 717 560 et 5 717 562 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1068/7/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le règlement 4636 prévoyant l'annulation du caractère de rue sur les lots 4 609 718, 4 102 066, 3 426 787, 3 426 793, 5 717 560 et 5 717 562 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances :

Monsieur le maire, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- Madame Marie-France Bergeron, lieutenant à l'éducation du public au Service de sécurité incendie à l'occasion du décès de son père, monsieur Pierre Bergeron;

- Monsieur Éric Raymond, pompier à temps partiel au Service de sécurité

incendie, à l'occasion du décès de sa mère, madame Hélène Gagné;

- Messieurs Éric Raymond, pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie et Serge Raymond, ouvrier au Service des travaux publics à l'occasion du décès de leur père, monsieur Laurent Raymond.

Heures d'ouverture de l'hôtel de ville :

Monsieur le maire, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, informe les citoyens des changements au niveau des heures d'ouverture de l'hôtel de ville.

Course Bateaux-Dragons

Madame Annick Bellavance remercie les organisateurs et les différentes équipes pour le succès de l'événement.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et citoyens.

Prochaine assemblée du Conseil : 8 septembre 2015

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 8 septembre 2015.

1179/08/15 Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que l'assemblée soit levée à 20 h 26.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. Alexandre Cusson, maire Me Mélanie Ouellet, greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 8 septembre 2015, à compter de 19 h 30, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Benoit Carignan, directeur et trésorier, Module administratif
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications
Me Marie-Eve Le Gendre, assistante-greffière

Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Réflexion avant conseil

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1180/09/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1181/09/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil tenue le 17 août 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 17 août 2015 et que tout semble conforme,

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Correspondance

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- Correspondance provenant du ministère de la Sécurité publique concernant le versement d'une aide financière suite aux travaux de bris de couvert de glace sur la rivière Saint-François;

- Correspondance provenant du ministère des Transports concernant le versement final de la subvention provenant du Programme d'aide financière Véloce II;

ainsi que des lettres de remerciements provenant de différents organismes.

1182/09/15 Dépôt du procès-verbal du comité exécutif du 1er septembre 2015

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le procès-verbal de la réunion du comité exécutif tenue le 1er septembre 2015 aux archives de la Ville.

1183/09/15 Résolution autorisant la signature d'un bail relatif aux télécommunications sans fil au Centre Multisport

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail relatif aux télécommunications sans fil au Centre multisport de la rue Montplaisir.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1184/09/15 Délégation des conseillers John Husk et William Morales au colloque à pied, à vélo, des villes actives des solutions pour le Québec les 23 et 24 septembre 2015

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville délègue les conseillers John Husk et William Morales au colloque à pied, à vélo des villes actives, des solutions pour le Québec qui se déroulera à Montréal les 23 et 24 septembre prochains.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Dépôt du rapport du trésorier au 30 juin 2015

Monsieur le maire commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 30 juin 2015.

Dépôt de la liste des amendements budgétaires au 28 août 2015

Monsieur le maire dépose la liste des amendements budgétaires au 28 août 2015.

1185/09/15 Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 18 août 2015 au 8 septembre 2015, lesquels comptes totalisent la somme de 8 687 941,68 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1186/09/15 Approbation des critères d'évaluation - Services professionnels - Audit des états financiers de la Ville de Drummondville pour les années 2015 à 2017 (Soumission DR15-INV-073)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels concernant l'audit comptable annuel des états financiers de la Ville qui est effectué par une firme de comptabilité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1187/09/15 Travaux de remplacement d'escaliers au parc Sainte-Thérèse (Soumission DR15-INV-064 – Ouverture 18.08.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de la compagnie Lambert & Grenier inc. au montant de 48 749,40 $ taxes incluses, soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1188/09/15 Fourniture et livraison d'une surfaceuse à glace électrique (Soumission DR15-PUB-031 – Ouverture 21.08.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la soumission de la compagnie Équipement Joe Johnson au montant de 156 710,93 $ taxes incluses, soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1189/09/15 Location d'une dameuse à neige pour la saison hivernale 2015-2016 avec option d'achat (Soumission DR15-PUB-033 – Ouverture 21.08.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la soumission de la compagnie Mécanique J. Clair inc. au montant de 50 359,05 $ taxes incluses, soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme. De plus, il y a possibilité d'une option d'achat de ce même équipement à la fin de la saison hivernale 2015-2016 pour un montant de 113 135,40 $.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1190/09/15 Nomination de monsieur Serge Pinard à titre de préposé à la signalisation permanent - Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Serge Pinard au poste permanent de préposé à la signalisation au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 490, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1191/09/15 Embauche de madame Noémie Niquet à titre de technicienne de soutien technique permanent - Service des finances, division de l'informatique

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de madame Noémie Niquet au poste permanent de technicienne soutien informatique à la division de l'informatique :

- Salaire : Classe 520, échelon 0-1 an;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs;
- Entrée en poste : À déterminer par le chef de division informatique.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1192/09/15 Signature d'un acte de vente des lots 4 104 408, 5 717 560 et 5 717 561 à intervenir avec la compagnie 9100-4903 Québec inc. (Avicomax)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente pour la vente des lots 4 104 408, 5 717 560 et 5 717 561 à intervenir avec la compagnie 9100-4903 Québec inc. (Avicomax).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1193/09/15 Résolution d'adoption du plan d'implantation et de signalisation « Cédez le passage » dans le quartier Le Vigneron (projet pilote)

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville adopte le plan d'implantation et de signalisation « Cédez le passage » dans le quartier Le Vigneron et autorise le remplacement des panneaux « Arrêt » par des panneaux « Cédez le passage » aux intersections suivantes de la phase 1, ledit projet étant valide pour la période suivante soit du 7 octobre 2015 au 5 octobre 2016 :

à l'intersection des rues Jean-Talon et Marquette, des rues de Courcelle et Jean-Talon, des rues du Sylvaner et du Pinot, des rues du Riesling et du Pinot, des rues du Tokey et du Pinot, des rues du Tokey et du Riesling, des rues du Chenin et du Sémillon ainsi que des rues du Grenache et de la Marsanne.

De plus, la Ville autorise la mise en place de deux panneaux d'affichage temporaires annonçant le projet pilote des « Cédez le passage » et adopte le plan de communication préparé par le Service des communications.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1194/09/15 Résolution autorisant le Village Québécois d'Antan à utiliser le site de l'amphithéâtre Saint-François pour l'activité « Tag Zombies » le samedi 3 octobre 2015

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation René-Verrier à utiliser le site de l'amphithéâtre Saint-François, incluant la billetterie, dans le cadre de l'activité « Tag Zombies » qui aura lieu le samedi 3 octobre 2015 de 16 h à 19 h 30, le tout selon la politique établie pour les activités populaires. De plus, la Ville autorise le prêt du matériel demandé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1195/09/15 Résolution autorisant l'Auberge du coeur Habit-Action de Drummondville à tenir la 26e édition de l'activité « la Nuit des sans-abri » le vendredi 16 octobre 2015 au parc St-Frédéric

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Auberge du coeur Habit-Action de Drummondville à tenir la 26e édition de « la Nuit des sans-abris », le vendredi 16 octobre 2015 au parc St-Frédéric et à effectuer la fermeture de la rue Brock entre Marchand et Girouard de 18 h à 23 h, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, la Ville autorise le trajet de la marche proposé et le prêt du matériel demandé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1196/09/15 Résolution autorisant l'événement intégré au 200e anniversaire de Drummondville « Témoignage musical » de l'Orchestre symphonique de Drummondville, le samedi 12 septembre de 19 h 30 à 22 h 45 au parc Woodyatt

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Orchestre symphonique de Drummondville à tenir l'événement intégré au 200e anniversaire de Drummondville « Témoignage musical », le samedi 12 septembre 2015 de 19 h 30 à 22 h 45 au parc Woodyatt. De plus, la Ville autorise le prêt du matériel demandé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1197/09/15 Résolution autorisant le Regroupement de défense des droits sociaux de Drummond (RDDS) à installer un kiosque d'information à la place Saint-Frédéric les 22, 23 et 24 septembre 2015 de 12 h à 16 h

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Regroupement de défense des droits sociaux de Drummond à tenir un kiosque d'information à la place Saint-Frédéric les 22, 23 et 24 septembre 2015 afin de répondre aux questions des gens au sujet de l'aide financière de dernier recours de l'assurance-emploi ainsi que des services offerts par le RDDS, le tout selon la politique pour les activités populaires. De plus, la Ville autorise le prêt de matériel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1198/09/15 Résolution autorisant l'Association des personnes handicapées de Drummondville à utiliser le parc de la Paix le 22 septembre de 10 h à 12 h pour tenir un rassemblement

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association des personnes handicapées de Drummondville (APHD) à tenir une journée de sensibilisation et d'utiliser le parc de la Paix, le mardi 22 septembre 2015 de 10 h à 12 h, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1199/09/15 Signature d'une entente avec le Groupe des pionniers des scouts Saint-Pierre pour l'utilisation du chalet du parc Mathieu

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec le Groupe des pionniers des scouts Saint-Pierre pour l'utilisation du chalet du parc Mathieu pour la période du 15 octobre 2015 au 15 avril 2016.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1200/09/15 Signature de deux addendas aux protocoles de subvention 2015 à intervenir avec le Réseau Aquatique Drummondville et Drummondville Olympique

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la signature de deux addendas aux protocoles de subvention 2015 à intervenir avec le Réseau Aquatique Drummondville et Drummondville Olympique.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1201/09/15 Subvention au montant maximum de 20 000 $ au Centre communautaire Sintra St-Charles pour effectuer des travaux de réparation à la toiture du bâtiment

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme maximale de 20 000 $ au Centre communautaire Sintra St-Charles pour effectuer des travaux de réparation à la toiture du bâtiment.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1202/09/15 Subvention au montant maximum de 8 000 $ au Centre communautaire de loisirs Claude-Nault pour les réparations à effectuer à deux bâtiments

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville verse une somme maximale de 8 000 $ au centre communautaire Claude-Nault pour la réparation de deux bâtiments.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1203/09/15 Subvention de 26 400 $ à l'Association de tennis de Drummondville pour la saison de tennis intérieur - septembre 2014 à mai 2015

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 26 400 $ à l'Association de Tennis de Drummondville, pour la saison de tennis intérieur de septembre 2014 à 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1204/09/15 Résolution autorisant le don de livres à la Fondation « Cultures à partager »

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise un don de livres usagés à la Fondation « Cultures à partager ». Le présent don se renouvelle automatiquement à chaque année.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1205/09/15 Signature d'une entente de collaboration avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques afin que ce dernier puisse accéder aux puits d'observation des eaux souterraines, localisés sur les lots 3 898 927 et 5 338 097 du cadastre du Québec

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le directeur du Service du développement durable et de l'environnement soit, par la présente, autorisé à signer pour et au nom la Ville de Drummondville une entente de collaboration avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques afin que ce dernier puisse accéder aux puits d'observation des eaux souterraines, localisés sur les lots 3 898 927 et 5 338 097 du cadastre du Québec et à en assurer le suivi.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1206/09/15 Demande de certificat d'autorisation – article 22 au ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) – engagement sur compensations écologiques (Promenades des Voltigeurs)

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller John Husk,

et résolu que la Ville de Drummondville s'engage auprès du ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques à déposer une proposition de compensations écologiques en lien avec les interventions et la perte d'habitats sensibles dans le cadre du projet « Promenades des Voltigeurs ». La Ville de Drummondville autorise le directeur du Service du développement durable et de l'environnement à signer pour et au nom de la Ville les documents à cet effet.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1207/09/15 Signature d'un acte d'achat pour l'acquisition des lots 5 756 113 et 5 756 114 - Parc industriel / vitrine 55

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'achat pour l'acquisition des lots 5 756 113 et 5 756 114 à intervenir avec M. Gérard Nault.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1208/09/15 Signature d'un second addenda à l'entente intervenue avec le Canadien National relativement aux travaux d'aménagement du cours d'eau Marconi

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer un addenda à l'entente intervenue avec le Canadien National relativement aux travaux d'aménagement du cours d'eau Marconi.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1209/09/15 Résolution autorisant la modification des arrêts à l'intersection la rue Bégin et de la 117e Avenue

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification des arrêts à l'intersection de la rue Bégin et de la 117e Avenue.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1210/09/15 Signature d'une entente de déneigement à intervenir avec la municipalité de Sainte-Brigitte-des-Saults

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente de déneigement à intervenir avec la municipalité de Sainte-Brigitte-des-Saults pour une durée de trois ans soit, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1211/09/15 Signature d'un acte d'acquisition à intervenir avec la compagnie 9232-1025 Québec inc. (Faubourg Celanese)

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'acquisition à intervenir avec la compagnie 9232-1025 Québec inc.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1212/09/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 26 août 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 26 août 2015 aux archives de la Ville.

1213/09/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'implantation et d'intégration architecturale - P.I.I.A - CCU du 26 août 2015

Attendu que les demandes suivantes répondent aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.08.36	Allée du Centre (lot 5 197 348)	Déménagement du bâtiment
15.08.37	75, rue Saint-Georges	Rénovation extérieure du bâtiment
15.08.38	570, rue Heriot	Rénovations extérieures du bâtiment
15.08.39	635-637, chemin du Golf	Rénovation extérieure du bâtiment
15.08.40	307-309, rue Saint-Édouard	Rénovation extérieure du bâtiment
15.08.41	430-440, rue Brock	Rénovation extérieure du bâtiment
15.08.42	400, rue Rose-Ellis	Agrandissement du bâtiment, aménagement de terrain et enseigne détachée du bâtiment (sur muret)
15.08.43	2825, rue Thérèse-Casgrain	Agrandissement du bâtiment, construction accessoire, enseignes rattachées au bâtiment et enseigne détachée du bâtiment
15.08.46	361, rue Janelle	Enseigne rattachée au bâtiment
15.08.47	458, rue Lindsay	Enseigne rattachée au bâtiment et modification à l'architecture du bâtiment
15.08.48	965, boul. Saint-Joseph (local 5)	Enseigne rattachée au bâtiment
15.08.49	4050, boul. Saint-Joseph	Enseigne rattachée au bâtiment
15.08.50	695-697 boul. Saint-Charles	Rénovation extérieure du bâtiment

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal approuve les demandes susmentionnées et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations émises le 26 août 2015 par comité

consultatif de l'urbanisme.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1214/09/15 Demande de permis dans le cadre de plans d'implantation et d'intégration architecturale - P.I.I.A - CCU du 26 août 2015 - refus

Attendu que la demande suivante ne répond pas aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.08.44	750, boul. René-Lévesque (local 6)	Enseigne rattachée au bâtiment

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le conseil municipal refuse la demande susmentionnée tel que mentionné aux recommandations du comité consultatif d'urbanisme tenu le 26 août 2015 (15.08.44).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1215/09/15 Demande de permis dans le cadre de plans d'implantation et d'intégration architecturale - acceptation des P.I.I.A contrairement à la recommandation du CCU

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le conseil municipal, par la résolution 1215/09/15, accepte la demande ci-dessous et ce, malgré la recommandation contraire émise lors de la rencontre du comité consultatif de l'urbanisme tenue le 26 août 2015 pour les raisons suivantes :

- la modification du bâtiment ne rend pas ce dernier prédominant dans le cadre bâti environnant et respecte le style architectural du bâtiment;

- les enseignes (rattachée et détachée) ne sont pas prédominantes sur le site et s'harmonisent avec celles se trouvant dans le secteur.

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.08.45	850, rue Hains	Modification à l'architecture du bâtiment, enseigne rattachée au bâtiment et modification à l'enseigne détachée du bâtiment

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Dépôt d'un certificat relativement au règlement 4642 décrétant une modification du règlement d'emprunt no 4165 afin d'en modifier la clause de taxation

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant :

- règlement no 4642 décrétant une modification du règlement d'emprunt no 4165 afin d'en modifier la clause de taxation.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit, le règlement est réputé approuvé.

1216/09/15 Avis motion du règlement no 4654 amendant le règlement no 2958 concernant le régime retraite des catégories 3 et 6

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 4654 amendant le règlement no 2958 concernant le régime retraite des catégories 3 et 6.

1217/09/15 Avis motion du règlement no 4651 modifiant le règlement de zonage no 4300 afin d'autoriser, selon certaines conditions, la construction d'une habitation multifamiliale de six (6) logements au 276 de la rue Notre-Dame

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4651 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage no 4300 afin d'autoriser, selon certaines conditions, la construction d'une habitation multifamiliale de six (6) logements au 276 de la rue Notre-Dame.

1218/09/15 Avis motion du règlement numéro 4652 modifiant le règlement de zonage no 4300 afin d'autoriser une école de formation en ostéopathie à titre d'usage accessoire à l'habitation située au 1090 du boulevard Saint-Charles

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4652 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage no 4300 afin d'autoriser une école de formation en ostéopathie à titre d'usage accessoire à l'habitation située au 1090 du boulevard Saint-Charles.

1219/09/15 Avis motion du projet de résolution relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser l'implantation d'une habitation multifamiliale de quatre (4) logements sur le lot 5 197 348 situé en bordure de l'Allée du Centre

Le conseiller Vincent Chouinard donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser la classe d'usages H-4 (habitation multifamiliale) de quatre (4) logements maximum, selon certaines conditions, sur le lot 5 197 348 situé en bordure de l'Allée du Centre.

La zone H-1224, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée de façon approximative par les rues Clair et de Boisbriand et par l'arrière lot des terrains donnant vers l'Allée du Centre, la Grande Allée et la rue de Boisbriand.

1220/09/15 Avis motion du projet de résolution relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser un usage industriel de mini-entrepôts de mobilier et d'appareils ménagers au 4775 de la Route 139 selon certaines conditions relatives à l'apparence extérieure du bâtiment principal et d'aménagement de terrain

Le conseiller Vincent Chouinard donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but de :

permettre la construction de quatre (4) bâtiments à des fins de mini-entrepôts de mobilier et d'appareils ménagers selon certaines conditions d'implantation, et ce, au 4775 de la Route 139.

La zone rurale R-9305 à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande, comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté sud-est de la Route 139, et ce, sur une distance approximative de 370 mètres vers l'est à partir du chemin Tourville.

1221/09/15 Adoption du projet de règlement no 4651 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but d'autoriser, selon certaines conditions, la construction d'une habitation multifamiliale de six (6) logements au 276 de la rue Notre-Dame

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le projet de règlement no 4651 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de permettre, par contingentement, à l'intérieur de la zone commerciale C-509, la construction d'une habitation multifamiliale (H-4) de six (6) logements de structure isolée nécessitant d'augmenter la hauteur maximale du bâtiment principal projeté selon certaines conditions d'implantation, d'apparence extérieure et d'aménagement de terrain.

La zone commerciale C-509, comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté nord-est et nord-ouest de l'intersection des rues Notre-Dame et Marchand;

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1222/09/15 Adoption du projet de règlement no 4652 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but d'autoriser une école de formation en ostéopathie à titre d'usage accessoire à l'habitation située au 1090 du boulevard Saint-Charles

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le projet de règlement no 4652 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de permettre, par contingentement, à l'intérieur de la zone d'habitation H-618, pour une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée, un usage commercial de type « formation en ostéopathie » faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local) à titre d'usage accessoire à un usage résidentiel, selon certaines conditions d'implantation et d'aménagement de terrain;

la zone d'habitation H-618 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre du boulevard Saint-Charles, et ce, entre les rues Victorin et Joseph-Guay;

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1223/09/15 Adoption du projet de résolution visant à autoriser l'implantation d'une habitation multifamiliale de quatre (4) logements sur le lot 5 197 348 situé en bordure de l'Allée du Centre

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble No 4305 dans le but :

- d'autoriser la classe d'usages H-4 (habitation multifamiliale) de quatre (4) logements maximum, selon certaines conditions, sur le lot 5 197 348 situé en bordure de l'Allée du Centre.

La zone H-1224, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée de façon approximative par les rues Clair et de Boisbriand et par l'arrière lot des terrains donnant vers l'Allée du Centre, la Grande Allée et la rue de Boisbriand;

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1224/09/15 Adoption du projet de résolution pour l'immeuble situé au 4775 de la route 139 relativement aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but d'autoriser un usage industriel de mini-entrepôts, de mobilier et d'appareils ménagers

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

de permettre la construction de quatre (4) bâtiments à des fins de mini-entrepôts de mobilier et d'appareils ménagers selon certaines conditions d'implantation, et ce, au 4775 de la Route 139.

La zone rurale R-9305 à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande, comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté sud-est de la Route 139, et ce, sur une distance approximative de 370 mètres vers l'est à partir du chemin Tourville;

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1225/09/15 Adoption du second projet de règlement no 4646-1 modifiant le règlement de zonage no 4300 afin de spécifier, à l'intérieur de la zone d'habitation H-627, les classes d'usages et usages autorisés lors d'un remplacement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis du groupe commerce au 860 de la rue Théroux

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le second projet de règlement no 4646-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de prévoir, à l'intérieur de la zone d'habitation H-627, une disposition particulière relative à la possibilité de remplacement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis du groupe commerce.

La zone d'habitation H-627 est délimitée par le boulevard de l'Université et l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Collins, Armand, Louis-Champoux, Joseph-Lussier et Victorin.

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1227/09/15 Adoption du second projet de résolution relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser un entrepreneur spécialisé en maçonnerie au 850 de la rue Bergeron

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le second projet de résolution no 1227/09/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser l'usage « service de travaux de finition de construction » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction) et d'apporter des ajustements réglementaires relatifs à l'implantation du bâtiment principal au 850 de la rue Bergeron.

La zone industrielle I-373, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée par les rues Canadien, Veilleux, Rocheleau, Bergeron, Joseph-St-Cyr et Power, et approximativement, par l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Canadien, Rocheleau, Bergeron, Lacadie, Joseph-St-Cyr et le boulevard Lemire.

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1228/09/15 Adoption du règlement no 4639-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but d'autoriser l'usage industriel « 2012 – Abattage et conditionnement de la volaille » à l'intérieur de la zone agricole A-5014

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1073/07/15

conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le règlement no 4639-1 est et soit adopté et que le conseil statue et décrète par le présent règlement ce qui suit :

Article 1

L'annexe « B », soit les grilles des usages et des normes faisant partie intégrante du règlement de zonage no 4300 et ses amendements subséquents, telle qu'identifiée à l'article 9 dudit règlement est amendée de la façon suivante, à savoir :

- en modifiant la 3^{e} colonne de la grille des usages et des normes à l'égard de la zone agricole A-5014 de manière à autoriser à titre d'usage spécifiquement permis par l'ajout d'un point « • » vis-à-vis la classe d'usages I-4 (industrie lourde) et de la note particulière (3) vis-à-vis l'item « usages spécifiquement permis » ainsi qu'au bas de ladite grille l'usage industriel « 2012 – Abattage et conditionnement de la volaille » faisant partie de la classe d'usage I-4 (industrie lourde) à titre d'usage complémentaire (ou accessoire) à l'activité principale et à l'usage agricole « 8170 – ferme (la volaille est prédominante à plus de 50 %) » faisant partie de la classe d'usages A-2 (élevage).

Ladite note se lira comme suit :

(3) 2012. L'usage est autorisé à titre d'usage complémentaire (ou accessoire) à l'usage agricole « 8170 – Ferme (la volaille est prédominante à plus de 50 %) » faisant partie de la classe d'usages A-2 (élevage).

Le tout tel que montré à la grille des usages et des normes de la zone A-5014 modifiée ci-jointe à l'annexe « I » faisant partie intégrante du présent projet de règlement.

Article 2

Toutes les autres dispositions du règlement de zonage no 4300 demeurent et continuent de s'appliquer intégralement.

Article 3

Une déclaration de nullité d'un article du présent projet de règlement n'affecte en rien la validité des autres articles de celui-ci.

Article 4

Le présent projet de règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1229/09/15 Adoption du règlement no 4640-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but de créer l'usage sous restriction « 2216.1 déchiquetage de pneus surdimensionnés » et de l'autoriser à l'intérieur de la zone industrielle I-395 à titre d'usage accessoire à un usage principal de récupération et triage de produits divers

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1074/07/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le règlement no 4640-1 est et soit adopté et que le conseil statue et décrète par le présent règlement ce qui suit :

Article 1

L'annexe « B », soit les grilles des usages et des normes faisant partie intégrante du règlement de zonage no 4300 et ses amendements subséquents, telle qu'identifiée à l'article 9 dudit règlement est amendée de la façon suivante, à savoir :

- en modifiant la 3e colonne de la grille des usages et des normes à l'égard de la zone industrielle I-395 de manière à :
- autoriser à titre d'usage spécifiquement permis, par l'ajout de la note particulière (10) vis-à-vis l'item « Usages spécifiquement permis » ainsi qu'au bas de ladite grille l'usage sous restriction « 2216.1 - Déchiquetage de pneus surdimensionnés » à titre d'usage accessoire à l'usage sous restriction « 487 - Récupération et triage de produits divers (à l'exception de l'usage « 4876 - Station de compostage ») »;

Ladite note se lira comme suit :

(10) 2216.1. L'usage est autorisé à titre d'usage accessoire à l'usage sous restriction « 487 - Récupération et triage de produits divers (à l'exception de l'usage « 4876 - Station de compostage ») ». Toutes les opérations de déchiquetage doivent être effectuées à l'intérieur d'un bâtiment principal.

Le tout tel que montré à la grille des usages et des normes de la zone I-395 modifiée ci-jointe à l'annexe « I » faisant partie intégrante du présent règlement.

Article 2

Le chapitre 2 intitulé « TERMINOLOGIE » est modifié à l'article 31 de manière à ajouter la définition relative à « PNEU SURDIMENSIONNÉ ».

Ladite définition se lira comme suit :

PNEU SURDIMENSIONNÉ
Pneu d'un diamètre de plus de 1 mètre.

Le chapitre 3 intitulé « CLASSIFICATION DES USAGES » est modifié à l'article 98 référant aux usages autorisés sous restriction de manière à ajouter l'usage « 2216.1 – Déchiquetage de pneus surdimensionnés ».

Le chapitre 13 intitulé « DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES ZONES » est modifié au titre de la sous-section 12 faisant partie de la section 9 ainsi qu'à l'article 1465, de manière à préciser que les

dispositions particulières relatives à l'entreposage et au remisage extérieurs applicables à l'usage sous restriction « 487 - Récupération et triage de produits divers » à l'intérieur de la zone industrielle I-395 s'appliquent également à l'usage sous restriction « 2216.1 - Déchiquetage de pneus surdimensionnés ».

Ledit titre de la sous-section se lira dorénavant comme suit :

SOUS-SECTION 12 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX USAGES « 487 - RÉCUPÉRATION ET TRIAGE DE PRODUITS DIVERS » ET « 2216.1 - DÉCHIQUETAGE DE PNEUS SURDIMENSIONNÉS » DANS LA ZONE I 395

Ledit article se lira dorénavant comme suit :

ARTICLE 1465 GÉNÉRALITÉ

Dans la zone d'application, les dispositions de la présente sous-section s'appliquent aux usages « 487 - Récupération et triage de produits divers (à l'exception de l'usage « 4876 - Station de compostage ») » et « 2216.1 – Déchiquetage de pneus surdimensionnés », et ce, malgré toute disposition à ce contraire.

Article 3

Toutes les autres dispositions du règlement de zonage no 4300 demeurent et continuent de s'appliquer intégralement.

Article 4

Une déclaration de nullité d'un article du présent règlement n'affecte en rien la validité des autres articles de celui-ci.

Article 5

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil :

Condoléances

Monsieur le maire, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Monsieur Claude Demanche, contremaître au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de sa soeur Madame France Demanche.

Tenue d'une journée portes ouvertes à l'hôtel de ville et aux ateliers municipaux (Monsieur Alexandre Cusson)

Échange villes jumelles (Monsieur Yves Grondin)

Jeux mondiaux policiers pompiers (Monsieur Alain Martel)

Consultation publique, district 8 (Monsieur Yves Grondin)

Journée du Défi sans auto solo (Madame Isabelle Marquis)

Fête de quartier, district 4 (Madame Isabelle Marquis)

Fête de quartier Saint-Joachim-de-Courval (Madame Cathy Bernier)

Période de question concernant les affaires municipales de Drummondville

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et citoyens.

Prochaine assemblée du Conseil : 21 septembre 2015

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 21 septembre 2015.

1230/09/15 Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que l'assemblée soit levée à 20 h 06.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Alexandre Cusson, maire

Me Mélanie Ouellet, greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 21 septembre 2015, à compter de 19 h 30, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications
Me Marie-Eve Le Gendre, assistante-greffière

Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Réflexion avant conseil

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1231/09/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1232/09/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil tenue le 8 septembre 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 8 septembre 2015 et que tout semble conforme,

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Correspondance

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- Subvention au montant de 3 712 $ du ministère des Transports pour les travaux d'entretien de la signalisation aux passages à niveau pour l'année 2015;

- Subvention au montant de 227 041 $ du ministère des Transports pour l'amélioration des services sur le territoire desservi par Drummondville pour l'année 2015;

- Premier versement de 144 308 $ provenant de la subvention pour l'exploitation d'un transport en commun pour l'année 2015 du ministère des Transports;

ainsi que des lettres de remerciements provenant de différents organismes.

1233/09/15 Dépôt du procès-verbal du comité exécutif du 15 septembre 2015

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le procès-verbal de la réunion du comité exécutif tenue le 15 septembre 2015 aux archives de la Ville.

1234/09/15 Nomination d'une mairesse suppléante, soit madame Isabelle Marquis

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que madame Isabelle Marquis, conseillère, soit nommée mairesse suppléante.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1235/09/15 Modification du calendrier des séances du conseil pour l'année 2015 de façon à devancer les séances du 7 et du 21 décembre au 30 novembre et au 14 décembre

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification du calendrier

des séances du conseil pour l'année 2015 de façon à devancer les séances du 7 et du 21 décembre au 30 novembre et au 14 décembre.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1236/09/15 Résolution autorisant le conseiller Yves Grondin à participer au congrès « L'innovation pour optimiser vos ressources et générer de nouveaux revenus » dans le cadre de la 2e édition de l'événement « Villes intelligentes » les 22 et 23 octobre 2015 à Montréal

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville délègue le conseiller Yves Grondin pour participer au congrès « L'innovation pour optimiser vos ressources et générer de nouveaux revenus » dans le cadre de la 2e édition de l'événement « Villes intelligentes » les 22 et 23 octobre à Montréal.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1237/09/15 Résolution autorisant la signature de contrats de placement médias

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville octroie de gré à gré des contrats de télédiffusion pour effectuer une campagne nationale de promotion de la manière suivante :

Radio-Canada : 26 930,13 $ taxes incluses;
Groupe TVA : 57 659,96 $ taxes incluses.

Le tout tel que le spécifie l'article 573.3 paragraphe 5° de la Loi sur les cités et villes.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1238/09/15 Approbation des critères d'évaluation - Services professionnels - Étude de faisabilité technique pour le développement d'un nouveau parc industriel (Soumission DR15-INV-065)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères d'évaluation et de pondération pour les services professionnels de l'étude de faisabilité technique pour le développement d'un nouveau parc industriel en bordure des autoroutes 20 et 55, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville	**Appel d'offres : DR15-INV-065**
	Numéro de projet : PROJ-335
Titre : Services professionnels – Étude de faisabilité d'un nouveau parc industriel en bordure des autoroutes 20-55	

PARTIE 1						
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	**Fournisseur B**	**Fournisseur C**	**Fournisseur D**	**Fournisseur E**
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Pointage	Pointage	Pointage	Pointage	Pointage
1.0 Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires	25					
2.0 Expérience du chargé de projets	25					
3.0 Composition et expérience de l'équi proposée pour le relevé, conception mise en plan incluant la capacité de relève	25					
4.0 Méthodologie	25					
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	/100	/100	/100	/100
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**						
PARTIE 2						
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		**Fournisseur A**	**Fournisseur B**	**Fournisseur C**	**Fournisseur D**	**Fournisseur E**
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)						
Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) x 10 000 / Prix						
Rang et adjudicataire						
(signature)			(EN LETTRES MOULÉES)			

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1239/09/15 Travaux de construction des stationnements de la future bibliothèque municipale (Soumission DR15-PUB-034 - Ouverture 10.09.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la soumission de la compagnie Sintra inc. au montant de 218 280,04 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1240/09/15 Nomination de madame Andrée Robillard au poste permanent de brigadière au Service de sécurité incendie

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de madame Andrée Robillard au poste permanent de brigadière scolaire au Service de

sécurité incendie :

- Salaire : Échelon moins de 5 ans;
- Autres conditions : Selon le contrat qui sera établi pour la période du 25 août 2015 au 23 juin 2016;
- Le tout sujet à une période probatoire de trente (30) jours ouvrables à compter de la nomination.
- Entrée en poste : à déterminer par la chef de division formation et développement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1241/09/15 Nomination de monsieur Joël Poirier au poste permanent de journalier au Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller William Morales,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Joël Poirier au poste permanent de journalier au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 250, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : Conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs.
- Entrée en poste : 28 septembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1242/09/15 Signature d'une prolongation du contrat de Maninge Groupe Conseil - Gestion de projet du campus UQTR

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une prolongation du contrat de gestion de projet à intervenir avec Maninge Groupe Conseil pour une période de 4 mois, soit du 16 septembre 2015 au 15 janvier 2016.

Monsieur le maire demande le vote.

Votent POUR	Vote CONTRE
Mme Annick Bellavance	Mme Isabelle Marquis
Mme Cathy Bernier	
M. Vincent Chouinard	
M. Yves Grondin	
M. John Husk	
Mme Catherine Lassonde	
M. Pierre Levasseur	
M. Roberto Léveillée	
M. Alain Martel	
M. William Morales	
M. Daniel Pelletier	

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

1243/09/15 Signature d'une entente de règlement hors cour dans le dossier 405-22-004353-145 - Desjardins assurances générales inc. c. Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le directeur des services juridiques à accepter le règlement hors cour dans le dossier Desjardins assurances générales inc. c. Ville de Drummondville portant le numéro 405-22-004353-145 au meilleur compte possible et qu'il soit également autorisé à signer les documents usuels de règlement hors cour.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1244/09/15 Mandat à Me Paul Wayland afin de représenter la Ville de Drummondville dans les dossiers no SAI-Q-197277-1311 et SAI-Q-197291-1311 devant la Cour du Québec relativement à une décision du Tribunal administratif du Québec (Westcliff)

ATTENDU que le Tribunal administratif du Québec a rendu une décision annulant des certificats de l'évaluateur municipal pour les rôles 2009-2011 et 2012-2014;

ATTENDU que cette décision vise deux dossiers du Tribunal administratif du Québec, lesquels sont plus amplement décrits dans la résolution elle-même;

ATTENDU que les services juridiques, après diverses consultations, ont donné mandat à Me Paul Wayland de préparer et présenter une requête pour permission d'en appeler de cette décision et ce, devant la Cour du Québec;

ATTENDU que ce mandat a été donné en période estivale;

ATTENDU qu'il y a lieu de confirmer ce mandat mais aussi de donner un mandat de porter en appel la décision du Tribunal administratif, si la Cour du Québec accorde la permission d'en appeler;

il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville confirme le mandat donné à Me Paul Wayland le 7 juillet 2015 afin qu'il prépare et présente une requête pour permission d'appel devant la Cour du Québec, relativement à une décision du Tribunal administratif du Québec rendue le 10 juin 2015 relativement aux dossiers portant les numéros SAI-Q-197277-1311 et SAI-Q-197291-1311. De plus, la Ville donne mandat à Me Paul Wayland de porter cette décision du Tribunal administratif en appel, si la permission de la Cour du Québec est accordée.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1245/09/15 Signature de l'entente de contribution M-30 à intervenir avec Développement Économique Canada pour la piste d'atterrissage de l'aéroport

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour

et au nom de la Ville de Drummondville une entente de contribution M-30 à intervenir avec Développement Économique Canada pour la piste d'atterrissage de l'aéroport.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1246/09/15 Signature d'une convention relative aux travaux d'agrandissement de la piste de l'aéroport avec la Société de développement économique de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention relative aux travaux d'agrandissement de la piste de l'aéroport avec la Société de développement économique de Drummondville.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1247/09/15 Résolution autorisant une modification du stationnement sur rue dans le secteur de l'hôpital Sainte-Croix

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise les phases d'implantation modifiant le type de stationnement sur rue dans le secteur de l'hôpital et approuve le plan de communication.

Ces phases d'implantation sont conditionnelles à l'approbation annuelle des crédits budgétaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1248/09/15 Résolution autorisant le comité des citoyens de Saint-Joseph à tenir l'activité de la Féerie de Noël en lumière, le samedi 28 novembre de 12 h 30 à 16 h à l'intersection des rues Notre-Dame et Saint-Jean

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité des citoyens de Saint-Joseph à tenir l'activité de la Féerie de Noël en lumière, le samedi 28 novembre de 12 h 30 à 16 h à l'intersection des rues Notre-Dame et Saint-Jean dans le cadre de la revitalisation du quartier qui marquera le début de la période des Fêtes.

Il est également convenu que des promenades à chevaux pourront avoir lieu à cet endroit.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1249/09/15 Résolution autorisant un prêt d'équipement à l'AFEAS, région Centre-du-Québec, pour la tenue du salon des métiers d'art de Drummondville, les 24 et 25 octobre 2015 au Cégep de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'AFÉAS région Centre-du-Québec à effectuer le prêt du matériel demandé pour le Salon des métiers d'art, les 24 et 25 octobre 2015 au Cégep de Drummondville.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1250/09/15 Signature d'une entente de subvention avec la Commisison scolaire des Chênes pour la course « Des Chênes-toi » pour les années 2016, 2017 et 2018

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente de subvention avec la Commisison scolaire des Chênes pour la course « Des Chênes-toi » pour les années 2016, 2017 et 2018. Cette entente comprend le versement d'une subvention de 5 000 $ non assujettie aux taxes ainsi qu'un montant de 20 000 $ en services pour les années 2016, 2017 et 2018.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1251/09/15 Subvention de 100 $ à la Fondation Réveil en guise de soutien financier pour l'année 2015

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation Réveil en guise de soutien financier pour l'année 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1252/09/15 Signature d'une entente pour la disposition des eaux usées à intervenir avec l'entreprise Recyclage Eco Solutions

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente pour la disposition des eaux usées à intervenir avec l'entreprise Recyclage Eco Solutions.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1253/09/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 11 septembre

2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 11 septembre 2015 aux archives de la Ville.

1254/09/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 16 septembre 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 16 septembre 2015 aux archives de la Ville.

1255/09/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'implantation et d'intégration architecturale - P.I.I.A

Attendu que les demandes suivantes répondent aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'intégration et d'implantation architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.09.04	1400-1514, rue Jean-Berchmans-Michaud	Nouveau bâtiment et aménagement de terrain
15.09.05	5620, rue Saint-Roch Sud	Nouvelle construction accessoire (enclos à déchet)
15.09.06	4565, boulevard Saint-Joseph	Rénovation extérieure du bâtiment
15.09.07	275, rue Cormier	Rénovation extérieure du bâtiment
15.09.08	53-55, rue Holmes	Rénovation extérieure du bâtiment
15.09.09	9, carré Celanese	Agrandissement et rénovation extérieure du bâtiment
15.09.10	114, 11e Avenue	Enseigne rattachée au bâtiment
15.09.11	1285-1325, rue Cormier	Enseigne détachée du bâtiment
15.09.14	585A, rue Brock	Enseigne rattachée au bâtiment

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal approuve les demandes susmentionnées et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations du comité consultatif de l'urbanisme tenu le 11 septembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1256/09/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'implantation et d'intégration

architecturale - P.I.I.A - refus

Attendu que les demandes suivantes ne répondent pas aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'intégration et d'implantation architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.09.12	222, rue Saint-Marcel	Modification de l'enseigne détachée
15.09.15	134, rue Lindsay	Enseigne rattachée au bâtiment

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal refuse les demandes susmentionnées tel que mentionné dans les recommandations du comité consultatif de l'urbanisme tenu le 11 septembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1257/09/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'implantation et d'intégration architecturale - P.I.I.A - acceptation contrairement à la recommandation du CCU, à la condition d'effectuer des travaux relatifs à l'aménagement paysager

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que le conseil municipal, par la résolution 1257/09/15, accepte la demande ci-dessous, et ce, malgré la recommandation contraire émise lors de la rencontre du comité consultatif de l'urbanisme tenue le 11 septembre 2015, pour les raisons suivantes :

- la rénovation extérieure du bâtiment assure une bonne intégration de ce dernier dans le cadre bâti environnant;
- les travaux permettent d'améliorer l'image globale de celui-ci.

Toutefois, le conseil municipal a accepté ledit projet avec les conditions suivantes, soit d'aménager :

- un îlot paysager d'une superficie minimale de 2 m^2 composé d'au moins trois (3) arbustes et/ou plantes florales localisé près du mur, soit à droite du perron de la façade principale du bâtiment;
- un îlot paysager d'une superficie minimale de 6,5 m^2 composé d'au moins dix (10) arbustes et/ou plantes florales localisé près du mur, soit à gauche du perron de la façade principale du bâtiment;
- un îlot paysager d'une superficie minimale de 18m^2 composé d'au moins vingt (20) arbustes et/ou plantes florales localisé entre le bâtiment et le trottoir bordant la rue Saint-Damien, soit dans la partie arrière du terrain.

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.09.13	2297, boulevard Saint-Joseph	Rénovation extérieure du bâtiment

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1258/09/15 Acceptation du plan concept d'aménagement dans le cadre d'un projet de

développement domiciliaire pour le secteur localisé entre le Domaine du Sapin-Vert et le Domaine Montmigny et situé sur les lots 4 574 925 et 4 777 442 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 16 septembre 2015;

il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que le conseil municipal accepte la demande ayant pour objet d'autoriser un plan concept d'aménagement (P.C.A.) dans le cadre d'un projet de développement domiciliaire, à la condition :

- qu'un parc additionnel soit ajouté à la proposition du promoteur localisé au sud-ouest du développement et ayant une ouverture sur rue significative;
- de vérifier les coûts relatifs à l'enfouissement des fils électriques qui traverseront les rues projetées;

et ce, pour le secteur localisé entre le Domaine du Sapin-Vert et le Domaine Montmigny et situé sur les lots 4 574 925 et 4 777 442 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1259/09/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 619 rue du Buandier

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 26 août 2015;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;
Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le conseil municipal autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :
- de permettre la présence d'une véranda en cour avant secondaire;
- de réduire d'un virgule cinq mètre (1,5 m) à zéro virgule cinquante-trois mètre (0,53 m) la distance minimale entre une véranda et la limite arrière de terrain;
- d'augmenter de quinze mètres carrés (15 m2) à trente mètres carrés (30 m2) la superficie maximale d'une véranda;

à la condition que la longueur du mur de la véranda concerné par la non-conformité relative à la distance minimale à respecter avec la limite arrière de terrain et parallèle avec cette limite n'excède pas quatre virgule trois mètres (4,3 m);
et ce, sur le terrain formé des lots 3 426 538 et 3 426 539 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 619 de la rue du Buandier.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1260/09/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 1985 boulevard Jean-De Brébeuf

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 26 août 2015;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire de cinq virgule trente et un mètres (5,31 m) à cinq virgule zéro cinq mètres (5,05 m) la marge avant minimale de l'abri d'auto existante, à la condition que la longueur de l'abri d'auto où la distance est dérogatoire n'excède pas quatre virgule deux mètres (4,2 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 534 273 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1985 du boulevard Jean-De Brébeuf.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1261/09/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 930 de la 110e Avenue

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 26 août 2015;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de trois mètres (3 m) à deux mètres (2 m) la distance minimale entre un garage privé isolé et le bâtiment principal;
à la condition :
- que la remise existante d'une superficie de quatorze virgule six mètres carrés (14,6 m2) soit démolie;
- que la largeur du garage privé isolé visé n'excède pas cinq mètres (5 m);
- que les façades du garage privé isolé visé soient recouvertes d'un clin de vinyle de la même couleur que le bâtiment principal;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 534 535 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 930 de la 110e Avenue.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1262/09/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 1355 rue des Moissons

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans

le cadre d'une séance tenue le 26 août 2015;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le conseil municipal accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de dix mètres (10 m) à huit virgule cinq mètres (8,5 m) la marge arrière minimale dans le cadre d'un projet d'agrandissement du bâtiment principal, à la condition que la longueur du mur arrière de la section agrandie où la distance est dérogatoire n'excède pas quatre virgule vingt-sept mètres (4,27 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 104 503 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1355 de la rue des Moissons.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1263/09/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 1670 rue des Abénaquis

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 26 août 2015;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de douze mètres (12 m) à dix virgule cinq mètres (10,5 m) la longueur minimale d'une habitation mobile, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 351 807 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1670 de la rue des Abénaquis.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1264/09/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 2825 rue Thérèse-Casgrain

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 26 août 2015;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le conseil municipal accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :
- d'autoriser une génératrice en cour avant secondaire à la condition de prévoir un écran opaque en aluminium de couleur « bleu héron » en périphérie de la génératrice suivant les axes du bâtiment et du muret;
- d'augmenter de deux (2) à trois (3) le nombre d'enseignes rattachées au bâtiment, à la condition que la superficie d'affichage totale maximale pour les trois (3) enseignes rattachées soit de trente-six virgule un mètres carrés (36,5 m2);

et ce, pour l'immeuble formé des lots 5 632 166 et 5 742 921 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2825 de la rue Thérèse-Casgrain.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1265/09/15 Résolution refusant une dérogation mineure - Immeuble situé au 2700 chemin du Golf Ouest

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 26 août 2015;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal **refuse** la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'autoriser un garage privé isolé en cour avant et augmenter de soixante mètres carrés (60 m2) à soixante-dix-neuf virgule zéro huit mètres carrés (79,08 m2) la superficie maximale d'un garage privé isolé, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 435 231 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2700 du chemin du Golf Ouest.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

La conseillère Cathy Bernier se retire pour la présentation du dossier suivant :

1266/09/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 348 du 5e Rang

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 26 août 2015;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire de :
- soixante mètres (60 m) à trente-cinq mètres (35 m) la marge avant minimale applicable à un bâtiment agricole projeté;

- trente mètres (30 m) à seize mètres (16 m) la marge latérale droite minimale applicable à un bâtiment agricole projeté;
- trente mètres (30 m) à vingt-quatre mètres (24 m) la marge latérale gauche minimale applicable à un bâtiment agricole projeté;
- soixante mètres (60 m) à quarante et un mètres (41 m) le total des marges latérales minimales applicable à un bâtiment agricole projeté;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 633 015 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 348 du 5e Rang.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

La conseillère Cathy Bernier reprend son siège.

1267/09/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 1030 de la rue Florette-Lavigne

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 11 septembre 2015;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'augmenter de soixante mètres carrés (60 m^2) à quatre-vingt-huit mètres carrés (88 m^2) la superficie du logement accessoire au sous-sol d'une résidence unifamiliale;
- de diminuer de quarante pour cent (40 %) à trente-huit pour cent (38 %) la proportion minimale de la profondeur du mur du bâtiment par rapport à la façade principale où doit se localiser la porte d'accès au logement accessoire;

et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée d'un (1) étage avec garage privé intégré, et ce, sur le lot 4 350 611 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1030 de la rue Florette-Lavigne.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1268/09/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 600 de la rue Janelle

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 11 septembre 2015;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,
et résolu que le conseil municipal autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- de diminuer de cent mètres (100 m) à vingt-neuf mètres (29 m) la distance minimale d'une aire de chargement et de déchargement mesurée à partir de la ligne avant;
- d'augmenter de deux (2) à trois (3) le nombre d'entrées charretières d'une largeur supérieure à quinze mètres (15 m) donnant sur un même terrain;
- d'augmenter de quinze mètres (15 m) à vingt-deux mètres (22 m) la largeur maximale des entrées charretières;
- d'autoriser la présence d'un abri pour fumeurs en cour avant;
- d'autoriser la présence d'un silo en cour avant;

à la condition :

- que neuf (9) arbres de type feuillu et conifère soient plantés en alternance le long de la rue Janelle face à la partie agrandie du bâtiment;
- que trois (3) arbres, soit deux (2) conifères et un (1) feuillu soient plantés dans l'îlot situé entre les deux (2) entrées charretières donnant accès à l'aire de chargement et de déchargement;
- que deux (2) arbres, soit un (1) feuillu et un (1) conifère soient plantés dans l'îlot situé à la gauche de l'entrée charretière donnant accès à l'aire d'entreposage des remorques;
- que trois (3) arbres, soit deux (2) conifères et un (1) feuillu soient plantés dans l'îlot où est situé le gazebo;
- qu'un conifère soit planté à la gauche de la porte de garage donnant sur le mur où sont situés les quais de chargement et de déchargement;

les arbres devront avoir un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm), mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol, et d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à la plantation;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 134 009 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 600 de la rue Janelle.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1269/09/15 Avis motion du projet de résolution relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser les activités commerciales de la Ressourcerie Transition et les activités institutionnelles du Collège Ellis aux 192-200 de la rue Dorion selon certaines conditions de rénovation extérieure et d'aménagement de terrain

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but de :

permettre, dans le cadre d'un projet de rénovation du bâtiment principal existant, l'implantation d'un commerce de réparation et de vente au détail de meubles et de marchandises d'occasion récupérées ainsi que de permettre la présence d'un usage institutionnel relié à de la formation académique, selon certaines conditions, et ce, aux 192-200 de la rue Dorion.

La zone d'habitation H-0038 à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Dorion, et ce, à partir de l'arrière des propriétés situées du côté sud-est de la rue Cockburn jusqu'à la limite sud-est de l'axe de ladite rue Dorion.

1270/09/15 Adoption du projet de résolution visant à autoriser les activités commerciales de la Ressourcerie Transition et les activités institutionnelles du Collège Ellis aux 192-200 de la rue Dorion selon certaines conditions de rénovation extérieure et d'aménagement de terrain

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

de permettre, dans le cadre d'un projet de rénovation du bâtiment principal existant, l'implantation d'un commerce de réparation et de vente au détail de meubles et de marchandises d'occasion récupérés ainsi que de permettre la présence d'un usage institutionnel relié à de la formation académique, selon certaines conditions, et ce, aux 192-200 de la rue Dorion.

La zone d'habitation H-0038 à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Dorion, et ce, à partir de l'arrière des propriétés situées du côté sud-est de la rue Cockburn jusqu'à la limite sud-est de l'axe de ladite rue Dorion;

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1271/09/15 **Second projet de règlement no 4651-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but d'autoriser, selon certaines conditions, la construction d'une habitation multifamiliale de six (6) logements au 276 de la rue Notre Dame**

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le second projet de règlement no 4651-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de permettre, par contingentement, à l'intérieur de la zone commerciale C-509 la construction d'une habitation multifamiliale (H-4) de six (6) logements de structure isolée nécessitant d'augmenter la hauteur maximale du bâtiment principal projeté selon certaines conditions d'implantation, d'apparence extérieure et d'aménagement de terrain.

La zone commerciale C-509, comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté nord-est et nord-ouest de l'intersection des rues Notre-Dame et Marchand;

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1272/09/15 **Second projet de règlement no 4652-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but d'autoriser une école de formation en ostéopathie à titre d'usage accessoire à l'habitation située au 1090 du boulevard Saint-Charles**

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le second projet de règlement no 4652-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de permettre, par contingentement, à l'intérieur de la zone d'habitation H-618, pour une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée, un usage commercial de type « formation en ostéopathie » faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local) à titre d'usage accessoire à un usage résidentiel, selon certaines conditions d'implantation et d'aménagement de terrain;

La zone d'habitation H-618 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre du boulevard Saint-Charles, et ce, entre les rues Victorin et Joseph-Guay;

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1273/09/15 Second projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser l'implantation d'une habitation multifamiliale de quatre (4) logements sur le le lot 5 197 348 situé en bordure de l'Allée du Centre

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la résolution no 1273/09/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser la classe d'usages H-4 (habitation multifamiliale) de quatre (4) logements maximum, selon certaines conditions, sur le lot 5 197 348 situé en bordure de l'Allée du Centre.

La zone H-1224, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée de façon approximative par les rues Clair et de Boisbriand et par l'arrière lot des terrains donnant vers l'Allée du Centre, la Grande Allée et la rue de Boisbriand,

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1274/09/15 Adoption du second projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser un usage industriel de mini-entrepôts de mobilier et d'appareils ménagers au 4775 de la Route 139

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le second projet de résolution no 1274/09/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

de permettre la construction de quatre (4) bâtiments à des fins de mini-entrepôts de mobilier et d'appareils ménagers selon certaines conditions d'implantation, et ce, au 4775 de la Route 139.

La zone rurale R-9305 à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande, comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté sud-est de la Route 139, et ce, sur une distance approximative de 370 mètres vers l'est à partir du chemin Tourville;

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1275/09/15 Adoption du règlement no 4646-1 modifiant le règlement de zonage afin de spécifier, à l'intérieur de la zone d'habitation H-627, les classes d'usages et usages autorisés lors d'un remplacement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis du groupe commerce au 860 de la rue Théroux

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1162/08/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le règlement no 4646-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de prévoir, à l'intérieur de la zone d'habitation H-627, une disposition particulière relative à la possibilité de remplacement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis du groupe commerce.

La zone d'habitation H-627 est délimitée par le boulevard de l'Université et l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Collins, Armand, Louis-Champoux, Joseph-Lussier et Victorin.

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1276/09/15 Adoption de la résolution modifiant le règlement relatif aux projets PPCMOI afin d'autoriser une entreprise spécialisée dans la location de grues au 4646 du boulevard Saint-Joseph

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1163/08/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la résolution no 1276/09/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser l'usage « service de location de machineries lourdes » et fixer certaines normes relatives à une aire d'entreposage, les manœuvres véhiculaires et le dépôt de neige, selon certaines conditions, au 4646 du boulevard Saint-Joseph.

La zone commerciale C-1243, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, et la zone d'habitation H-1244, à l'intérieur de laquelle se situe une partie du terrain visé concernée par certaines conditions, sont délimitées, de façon approximative, par le boulevard Saint-Joseph, le chemin de l'Aéroport, les rues de Chambord, de Villandry et d'Amboise ainsi que par l'arrière-lot des terrains donnant vers le boulevard Saint-Joseph, le chemin de l'Aéroport et les rues Pie-IX, du Château et de Villandry;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1277/09/15 Adoption de la résolution modifiant le règlement relatif aux projets PPCMOI et visant à autoriser un entrepreneur spécialisé en maçonnerie au 850 de la rue Bergeron

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1164/08/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que la résolution no 1277/09/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser l'usage « service de travaux de finition de construction » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction) et d'apporter des ajustements réglementaires relatifs à l'implantation du bâtiment principal au 850 de la rue Bergeron.

La zone industrielle I-373, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée par les rues Canadien, Veilleux, Rocheleau, Bergeron, Joseph-St-Cyr et Power, et approximativement, par l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Canadien, Rocheleau, Bergeron, Lacadie, Joseph-St-Cyr et le boulevard Lemire.

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1278/09/15 Adoption du règlement no 4654 amendant le règlement no 2958 concernant le régime retraite des catégories 3 et 6

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1216/09/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le règlement no 4654 amendant le règlement no 2958 concernant le régime retraite des catégories 3 et 6, soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1279/09/15 Adoption du règlement no 4559 modifiant le règlement no 3500 afin d'y ajouter une nouvelle catégorie de permis spécial de stationnement sur rue pour les rues Dunkin, Belcourt, Prince et Du Moulin

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 4559 a été donné (réf : 349/03/15), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la conseillère Isabelle Marquis fait un résumé du règlement no 4559 modifiant le règlement no 3500 afin d'y ajouter une nouvelle catégorie de permis spécial de stationnement sur rue pour les rues Dunkin, Belcourt, Prince et Du Moulin.

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil :

- Colloque Villes et Villages en santé, tenu le 16-17 et 18 septembre 2015

  Le conseiller Alain Martel informe les citoyens de la pertinence du colloque annuel Villes et Villages en santé qui a pour but d'informer les villes et différents organismes des bonnes pratiques visant à créer des milieux favorisant une bonne qualité de vie. Monsieur Martel ainsi que la conseillère Cathy Bernier qui ont participé à ce colloque ont souligné la qualité des conférences et l'enrichissement relié à cet événement.

- Journée portes ouvertes

  Monsieur le maire remercie les citoyens (environ 1000) qui se sont déplacés pour venir visiter les installations de l'hôtel de ville et des ateliers municipaux dans le cadre de la journée portes ouvertes le 20 septembre dernier.

- Mission économique en France avec la Société de développement économique de Drummondville

  Monsieur le maire informe les citoyens de son départ pour quelques jours en France en tant que président de la Société de développement économique de Drummondville (SDED) afin de signer une entente de collaboration économique.

Période de question concernant les affaires municipales de Drummondville

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et citoyens.

Prochaine assemblée du Conseil : 5 octobre 2015

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 5 octobre 2015.

1280/09/15 Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que l'assemblée soit levée à 19 h 50.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Alexandre Cusson, maire Me Mélanie Ouellet, greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 5 octobre 2015, à compter de 19 h 30, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications
Me Marie-Eve Le Gendre, assistante-greffière

Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Réflexion d'avant conseil

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1281/10/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller John Husk,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1282/10/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil tenue le 21 septembre 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 21 septembre 2015 et que tout semble conforme,

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Correspondance

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres de remerciement.

1283/10/15 Dépôt du procès-verbal du comité exécutif du 29 septembre 2015

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le procès-verbal de la réunion du comité exécutif tenue le 29 septembre 2015 aux archives de la Ville.

1284/10/15 Adoption du calendrier des séances du conseil pour l'année 2016 et modification des heures

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville adopte le calendrier des séances du conseil pour l'année 2016, et ce, de la façon suivante :

Janvier : 18
Février : 1, 15
Mars : 14
Avril : 4, 18
Mai : 2, 16
Juin : 6, 20
Juillet : 11
Août : 22
Septembre : 6, 19
Octobre : 3,24
Novembre : 7, 21
Décembre : 12

De plus, les séances du conseil débuteront à 19 h.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1285/10/15 Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 9 septembre au 5 octobre 2015, lesquels comptes totalisent la somme de 18 213 793,06 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1286/10/15 Résolution autorisant la participation de deux équipes pour le 29e tournoi de curling GRAMI du 24 octobre au 8 novembre 2015

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la participation de 2 équipes dans le cadre de la 29e campagne de financement du Groupe de relation d'aide des maladies intestinales (GRAMI).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1287/10/15 Regroupement d'achats pour les produits chimiques pour le traitement des eaux de surface et souterraines pour l'année 2016 (Soumission DR15-REG-007)

CONSIDÉRANT QUE les articles 29.5 et suivants de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) permettent à la Ville de conclure, avec une autre municipalité, une entente ayant pour objet l'achat de matériel ou de matériaux;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Nicolet propose à la Ville de Drummondville de procéder, en son nom, à un achat regroupé de produits chimiques nécessaires aux opérations de traitement des eaux de surface et souterraines;

EN CONSÉQUENCE ET POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu QUE le préambule fait partie intégrante de la présente résolution;

QUE la Ville de Drummondville mandate la Ville de Nicolet pour procéder, en son nom à l'achat regroupé des produits chimiques suivants pour le traitement des eaux de surface et souterraines pour l'année 2016 :

Produit	Quantité	Unité de mesure
Sulfate d'aluminium	890	Tm liq.
Sulfate ferrique	1025	Tm liq.
PAX XL6	180	Tm liq.
Aluminate de sodium	8300	Kg liq.
Silicate de sodium	25	Tm liq.
Polymère	4150	Kg sec
PASS 10	16475	Kg liq.
Chaux hydratée	280	Tm sec
Soude caustique 50%	220	Tm sec
Charbon actif en poudre	18780	Kg sec
Chlore	59000	Kg
Hypochlorite de sodium 12%	30000	Litres

QUE dans le cadre de cet appel d'offres regroupé, la politique de gestion contractuelle de la Ville de Nicolet soit appliquée;

QUE la Ville de Drummondville s'engage, si la Ville de Nicolet adjuge un contrat, à respecter les termes du présent mandat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat sera adjugé;

QUE copie de la présente résolution soit transmise à la Ville de Nicolet.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1288/10/15 Bouclage d'une conduite d'eau potable sur les rues Saint-Félix et Gilles-Ally (Soumission DR15-INV-074 - Ouverture 23.09.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la soumission de la compagnie Excavation Tourville inc. au montant de 89 677,05 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1289/10/15 Ajout de feux de circulation à l'intersection des rues Cormier et René-Lévesque (Soumission DR15-PUB-038 - Ouverture 24.09.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de la compagnie Systèmes Urbains inc. au montant de 210 502,46 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1290/10/15 Prolongement des services municipaux sur le boulevard Patrick (Soumission DR15-PUB-036 - Ouverture 23.09.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la soumission de la compagnie R. Guilbeault Construction inc. au montant de 283 158,08 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1291/10/15 Autorisation à la greffière et/ou l'assistante-greffière de procéder à la vente pour taxes de certains immeubles

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la greffière ou l'assistante-greffière à procéder à la vente pour défaut de paiement de taxes des immeubles identifiés sous les matricules suivants :

- 7886 92 9976
- 8777 38 1301
- 8681 45 9149
- 8976 29 2546
- 8679 56 2241
- 7986 44 3794
- 8678 43 0306
- 7986 12 3180
- 8382 60 3044
- 8381 10 8070
- 8676 65 0266
- 8193 62 3420
- 8193 62 5344
- 8193 73 0916
- 8681 55 2849
- 8781 14 2485

De plus, le conseil municipal autorise Me Claude Proulx, DGA aux affaires juridiques, à procéder à l'acquisition de terrains au nom de la Ville lors de ladite vente pour défaut de paiement de taxes.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1292/10/15 Signature pour la reconduction du partenariat de trois (3) ans avec la Jeune chambre de commerce de Drummond (JCCD) et subvention associée

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente de reconduction du partenariat de trois (3) ans avec la Jeune chambre de commerce de Drummond (JCCD), laquelle comprend une demande de subvention de 3 000 $ par année, et ce, jusqu'en août 2018.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1293/10/15 Signature pour le renouvellement de l'entente intervenue avec le Centre d'appels d'urgence Chaudières-Appalaches (CAUCA) pour une période d'un an

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le renouvellement de l'entente avec le Centre d'appels d'urgence Chaudière-Appalaches (CAUCA), et ce, pour une période d'un an.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1294/10/15 Subvention spéciale au montant de 16 000 $ au Centre communautaire Drummondville-Sud

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 16 000 $ au Centre communautaire Drummondville-Sud afin de contribuer à leur projection de redressement financier.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1295/10/15 Cautionnement de la Ville pour un emprunt de 45 000 $ consenti par la Caisse populaire Desjardins de Drummondville au Centre communautaire Drummondville-Sud pour une période de 6 mois

CONSIDÉRANT QUE le Centre communautaire Drummondville-Sud désire obtenir un prêt d'une institution financière au montant de 45 000 $;

CONSIDÉRANT QUE cette institution financière exige que la Ville de Drummondville se rende caution de cette obligation;

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution en faveur du Centre communautaire Drummondville-Sud d'un montant de 45 000 $ pour une durée de 6 mois seulement

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1296/10/15 Subvention au montant de 250 $ à la Chorale Au fil des ans à l'occasion du 21e Gala des générations

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 250 $ à la Chorale Au fil des ans.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1297/10/15 Abrogation des résolutions 36/1/09 et 37/1/09 et autorisation pour le dépôt d'une demande auprès de la MRC de Drummond en vue d'autoriser des travaux d'aménagement dans les cours d'eau Tousignant et Guilbeault dans le secteur du plateau Saint-Nicolas

CONSIDÉRANT QUE les cours d'eau Tousignant et Guilbeault sont sous la compétence de la MRC de Drummond;

CONSIDÉRANT QUE les travaux sont aux fins municipales et d'accès public.

CONSIDÉRANT QUE le Service du développement durable et de l'environnement a produit un rapport d'analyse favorable à la modification de ces cours d'eau;

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville formule une demande auprès de la MRC de Drummond en vue d'autoriser une intervention visant à effectuer des travaux d'aménagement dans les cours d'eau Tousignant et Guilbeault.

De plus, la Ville de Drummondville s'engage à acquitter, sur réception, toutes les factures que pourrait émettre la MRC pour les procédures engagées ou complétées dans ce dossier et à récupérer ces frais auprès des propriétaires concernés.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1298/10/15 Résolution autorisant le dépôt d'une demande au ministère des Transports du Québec concernant la signalisation directionnelle vers le nouveau campus de l'UQTR de Drummondville

Considérant qu'un campus universitaire est en construction et ouvrira ses portes pour la session d'étude d'hiver 2016;

Considérant que la Ville a déjà installé la signalisation nécessaire pour annoncer la présence d'un campus universitaire sur les routes sous juridiction de la Ville;

il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller John Husk,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le dépôt d'une demande au ministère des Transports du Québec pour l'installation de signalisation directionnelle vers le nouveau campus de l'UQTR de Drummondville sur les routes sous leur juridiction.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1299/10/15 Signature pour la prolongation de l'entente industrielle avec la municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover, concernant le traitement des eaux usées de la Fromagerie Lemaire

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller John Husk,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville la prolongation de l'entente industrielle actuelle avec la municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover, concernant le traitement des eaux usées de la Fromagerie Lemaire pour une durée de 3 mois, afin de permettre d'effectuer les correctifs nécessaires pour respecter les exigences d'une future entente intermunicipale.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1300/10/15 Résolution autorisant le dépôt au MAMOT d'une programmation révisée des travaux dans la cadre du programme de taxe sur l'essence TECQ 2014-2018

Considérant que la Ville a soumis en 2014 une programmation de travaux dans le cadre du programme de taxe sur l'essence TECQ 2014-2018;

Considérant que cette programmation avait été approuvée par le MAMOT;

Considérant que la Ville a effectué des travaux inclus dans cette programmation;

Considérant qu'aucun projet n'a été ajouté à la programmation des travaux;

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville dépose au MAMOT une programmation révisée des travaux dans la cadre du programme de taxe sur l'essence TECQ 2014-2018;

la Ville atteste par la présente résolution que la programmation des travaux ci-jointe, comporte des coûts réalisés véridiques et reflète les prévisions de dépenses des travaux admissibles jusqu'au 31 mars prochain.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1301/10/15 Signature d'une entente promoteur pour le prolongement du développement Seigneurie André Lemaire (prolongement des rues du Chevalier, de l'Intendant, rue Bertrand, du Troubadour et du Saltimbanque)

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer une entente promoteur pour le développement du prolongement de la Seigneurie André Lemaire concernant le prolongement des rues du Chevalier, de l'Intendant, Bertrand, du Troubadour et du Saltimbanque.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1302/10/15 Mandat à la firme EXP inc. pour le prolongement du développement domiciliaire la Seigneurie André Lemaire (laboratoire)

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme EXP inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement du développement domiciliaire la Seigneurie André Lemaire, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1303/10/15 Mandat à la firme EXP inc. pour le prolongement du développement domiciliaire la Seigneurie André Lemaire (génie)

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme EXP inc. aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) et d'assurer la surveillance des travaux pour le prolongement du développement domiciliaire la Seigneurie André Lemaire, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement

durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée; et qu'elle s'engage à entretenir le bassin de rétention des eaux pluviales et à tenir un registre d'exploitation et d'entretien.

Également, la Ville atteste que le projet décrit dans les plans et devis est prévu dans un plan de gestion des débordements en cours d'élaboration et qui devra inclure un bilan des débits autorisés par le MDDELCC ainsi que ceux permis par la municipalité à l'intérieur du territoire visé par le plan de gestion des débordements.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1304/10/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 5620 de la rue Saint-Roch Sud

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-09-11;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le conseil municipal autorise les travaux d'agrandissement d'une construction accessoire annexée au bâtiment principal (enclos à déchets) situé au 5620 de la rue Saint-Roch Sud, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale et aux conditions ci-haut énumérées.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1305/10/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 441-443 de la rue Lindsay

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-09-23;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le conseil municipal autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire :

- de dix mètres (10 m) à zéro virgule un mètre (0,1 m) la marge arrière minimale applicable à un garage privé attenant au bâtiment principal, à la condition que la longueur du mur du garage privé attenant où la distance est dérogatoire n'excède pas six mètres (6 m);
- de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à zéro virgule un mètre (0,1 m) la distance minimale de l'extrémité de la toiture du garage privé attenant par rapport à la

ligne arrière de terrain, à la condition que la longueur de l'extrémité du toit où la distance est dérogatoire n'excède pas six virgule cinq mètres (6,5 m);

et ce, pour le bâtiment principal existant composé de deux (2) étages situé sur le lot 3 427 424 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 441-443 de la rue Lindsay.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1306/10/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 815-817 de la rue Collins

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-09-23;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que conseil municipal autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire :

- de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à zéro virgule un mètre (0,1 m) la marge latérale minimale applicable à un abri d'auto attenant au bâtiment principal, à la condition que la longueur de l'abri d'auto où la distance est dérogatoire n'excède pas six virgule sept mètres (6,7 m);
- de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à une distance nulle (0 m) la distance minimale de l'extrémité de la toiture de l'abri d'auto attenant par rapport à la ligne latérale de terrain, à la condition que la longueur de l'extrémité du toit où la distance est dérogatoire n'excède pas sept virgule trois mètres (7,3 m);
- d'un mètre (1 m) à zéro virgule soixante-quatre mètre (0,64 m) et à zéro virgule cinq mètre (0,5 m) les distances minimales du garage privé isolé par rapport aux lignes latérales et arrière de terrain, à la condition que la longueur des murs où les distances sont dérogatoires n'excède pas sept virgule quatre mètres (7,4 m);
- de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à zéro virgule trente-huit mètre (0,38 m) et à zéro virgule vingt-quatre mètre (0,24 m) les distances minimales de l'extrémité de la toiture du garage privé isolé par rapport aux lignes latérales et arrière de terrain, à la condition que l'extrémité des toitures où les distances sont dérogatoires n'excède pas huit virgule un mètres (8,1 m); et ce, pour le bâtiment principal existant composé de deux (2) étages situé sur le lot 4 350 299 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 815-817 de la rue Collins.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1307/10/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 510 de la rue Marianne

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-09-23;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet :

- d'autoriser un garage privé isolé en cour avant, à la condition que le garage privé isolé soit situé à une distance minimale de six virgule vingt-neuf mètres (6,29 m) de l'emprise de la rue Marianne et que la longueur de son mur avant n'excède pas neuf virgule deux mètres (9,2 m);
- d'augmenter de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à zéro virgule soixante et un mètre (0,61 m) la saillie de l'avant-toit situé le long du mur arrière du garage privé isolé, à la condition que la longueur du toit n'excède pas neuf virgule cinq mètres (9,5 m); et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 351 595 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 510 de la rue Marianne.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1308/10/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 610 de la rue Roby

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-09-23;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire :

- de réduire de cinq virgule quatre mètres (5,4 m) à quatre virgule neuf mètres (4,9 m) la marge avant secondaire minimale applicable à un abri d'auto projeté;
- de permettre la construction d'un garage privé isolé en cour avant secondaire donnant vers le boulevard de l'Université, **à la condition** que le garage privé isolé soit implanté à une distance minimale d'un mètre (1 m) de la ligne de terrain adjacente au boulevard de l'Université et que la largeur maximale du bâtiment soit de six virgule deux mètres (6,2 m);

à la condition, de planter les cèdres manquants afin de conserver une haie de cèdres ou d'installer un écran opaque d'une hauteur minimale d'un virgule quatre-vingt-quatre mètre (1,84 m) sur l'ensemble de la longueur de la ligne de terrain adjacente au boulevard de l'Université, et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un (1) étage situé sur le lot 4 350 145 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 610 de la rue Roby.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1309/10/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 500 de la rue du Passereau

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-09-23;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le conseil municipal autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à augmenter de soixante mètres carrés (60 m2) à soixante-quinze mètres carrés (75 m2) la superficie maximale d'un garage privé isolé, et ce, sur le lot 4 351 509 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 500 de la rue du Passereau.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1310/10/15 Résolution autorisant une dérogation mineure - Immeuble situé au 5750 de la Place Kubota

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-09-23;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter d'un (1) à deux (2) le nombre maximal d'enseignes rattachées au bâtiment, à la condition que la superficie totale des deux (2) enseignes n'excède pas neuf virgule treize mètres carrés (9,13 m^2), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 628 665 du cadastre officiel du Québec de la circonscription de Drummond, soit au 5750 Place Kubota.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1311/10/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 23 septembre 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 septembre 2015 aux archives de la Ville.

1312/10/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'implantation et d'intégration architecturale - P.I.I.A - CCU du 23 septembre 2015

Attendu que les demandes suivantes répondent aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.09.27	2535-2541, rue de l'Étoffe	Nouveau bâtiment
15.09.28	2510-2516, rue de l'Étoffe	Nouveau bâtiment
15.09.29	2495-2501, rue	Nouveau bâtiment

	Camille-Dreyfus	
15.09.30	235, rue Moisan	Rénovation extérieure du bâtiment et aménagement de terrain
15.09.31	5705, place Kubota	Enseignes rattachées au bâtiment
15.09.32	300, rue Cormier	Enseigne détachée du bâtiment
15.09.33	1030, boul. René-Lévesque	Enseigne rattachée au bâtiment
15.09.34	955, boul. Foucault	Démolition du bâtiment
15.09.35	880, rue Saint-Pierre	Enseigne détachée du bâtiment
15.09.36	4520, boul. Saint-Joseph	Enseigne rattachée au bâtiment
15.09.37	5750, place Kubota	Enseignes rattachées au bâtiment
15.09.38	740, boul. Saint-Joseph	Enseignes rattachées et modification de l'enseigne détachée du bâtiment
15.09.39	104, rue Marchand	Enseigne rattachée au bâtiment

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que le conseil municipal approuve les demandes susmentionnées et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations du comité consultatif de l'urbanisme tenu le 23 septembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1313/10/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'implantation et d'intégration architecturale - P.I.I.A - CCU du 23 septembre 2015 - refus

Attendu que les demandes suivantes ne répondent pas aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.09.40	825, boul. Saint-Joseph	Rénovation extérieure du bâtiment et aménagement de terrain

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal refuse la demande susmentionnée considérant les recommandations du comité consultatif de l'urbanisme tenu le 23 septembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1314/10/15 Adoption du second projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser les activités commerciales de la Ressourcerie Transition et les activités institutionnelles du Collège Ellis aux 192-200 de la rue Dorion selon certaines conditions de rénovation extérieure et d'aménagement de terrain

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le second projet de résolution no 1314/10/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

de permettre, dans le cadre d'un projet de rénovation du bâtiment principal existant, l'implantation d'un commerce de réparation et de vente au détail de meubles et de marchandises d'occasion récupérés ainsi que de permettre la présence d'un usage institutionnel relié à de la formation académique, selon certaines conditions, et ce, aux 192 à 200 de la rue Dorion.

La zone d'habitation H-0038 à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Dorion, et ce, à partir de l'arrière des propriétés situées du côté sud-est de la rue Cockburn jusqu'à la limite sud-est de l'axe de ladite rue Dorion;

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1315/10/15 Adoption du règlement no 4651-1 modifiant le règlement de zonage no 4300 afin d'autoriser, selon certaines conditions, la construction d'une habitation multifamiliale de six (6) logements au 276 de la rue Notre-Dame

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1217/09/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que le règlement no 4651-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de permettre, par contingentement, à l'intérieur de la zone commerciale C-509 la construction d'une habitation multifamiliale (H-4) de six (6) logements de structure isolée nécessitant d'augmenter la hauteur maximale du bâtiment principal projeté selon certaines conditions d'implantation, d'apparence extérieure et d'aménagement de terrain.

La zone commerciale C-509, comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté nord-est et nord-ouest de l'intersection des rues Notre-Dame et Marchand;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1316/10/15 Adoption du règlement no 4652-1 modifiant le règlement de zonage no 4300

afin d'autoriser une école de formation en ostéopathie à titre d'usage accessoire à l'habitation située au 1090 du boulevard Saint-Charles

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1218/09/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le règlement no 4652-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de permettre, par contingentement, à l'intérieur de la zone d'habitation H-618, pour une habitation unifamiliale (H-1) de structure isolée, un usage commercial de type « formation en ostéopathie » faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local) à titre d'usage accessoire à un usage résidentiel, selon certaines conditions d'implantation et d'aménagement de terrain;

La zone d'habitation H-618 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre du boulevard Saint-Charles, et ce, entre les rues Victorin et Joseph-Guay;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1317/10/15 Adoption de la résolution modifiant le règlement relatif aux PPCMOI et visant à autoriser l'implantation d'une habitation multifamiliale de quatre (4) logements sur le lot 5 197 348 situé en bordure de l'Allée du Centre

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1219/09/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la résolution no 1317/10/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser la classe d'usages H-4 (habitation multifamiliale) de quatre (4) logements maximum, selon certaines conditions, sur le lot 5 197 348 situé en bordure de l'Allée du Centre.

La zone H-1224, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée de façon approximative par les rues Clair et de Boisbriand et par l'arrière lot des terrains donnant vers l'Allée du Centre, la Grande Allée et la rue de Boisbriand;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1318/10/15 Adoption de la résolution modifiant le règlement relatif aux PPCMOI et

visant à autoriser un usage industriel de mini-entrepôts de mobilier et d'appareils ménagers au 4775 de la Route 139 selon certaines conditions relatives à l'apparence extérieure du bâtiment principal et d'aménagement de terrain.

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1220/09/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la résolution no 1318/10/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

de permettre la construction de quatre (4) bâtiments à des fins de mini-entrepôts de mobilier et d'appareils ménagers selon certaines conditions d'implantation, et ce, au 4775 de la Route 139.

La zone rurale R-9305 à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande, comprend, de façon approximative, les propriétés situées du côté sud-est de la Route 139, et ce, sur une distance approximative de 370 mètres vers l'est à partir du chemin Tourville;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil :

- 3e versement de taxes le 8 octobre prochain

Le conseiller Roberto Léveillée rappelle aux citoyens concernés que le troisième versement de taxes doit être acquitté avant le 8 octobre prochain. Le paiement peut être effectué à l'hôtel de ville du lundi au vendredi entre 8 h 30 à 16 h 30 ou auprès des différentes institutions financières.

- Colloque À pied, à vélo, des villes actives

Le conseiller William Morales explique que le colloque À pied, à vélo, des villes actives a été une belle occasion d'échanger sur les transports actifs et sur les bonnes pratiques répondant aux besoins des citoyens. Monsieur Morales a pris note de plusieurs initiatives pour mettre de l'avant les déplacements non motorisés.

- Projet Art nature

La conseillère Annick Bellavance souligne l'événement Art nature qui a eu lieu les 3 et 4 octobre 2015 dans le boisé Marconi. L'exposition regroupait plusieurs œuvres éphémères réalisées par les étudiants du programme d'arts visuels du Cégep de Drummondville. Madame Bellavance qualifie ces œuvres de magnifiques et surprenantes. Elle invite les citoyens à visiter le site du boisé Marconi avant que les œuvres ne s'effritent. Monsieur le maire ajoute que cet événement souligne les dix ans du programme d'arts visuels du Cégep de Drummondville.

Période de question concernant les affaires municipales de Drummondville

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et citoyens.

Prochaine assemblée du Conseil : 19 octobre 2015

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 19 octobre 2015.

1319/10/15 Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que l'assemblée soit levée à 20 h 00.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Alexandre Cusson, maire

Me Mélanie Ouellet, greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 19 octobre 2015, à compter de 19 h 30 **sous la présidence de madame la mairesse suppléante Isabelle Marquis** en l'absence motivée du maire; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin (absence motivée)
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

- Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Benoit Carignan, directeur et trésorier, Module administratif
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications
Me Marie-Eve Le Gendre, assistante-greffière

- Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Réflexion avant conseil

Madame la mairesse suppléante déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1320/10/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1321/10/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil tenue le 5 octobre 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 19 octobre 2015 et que tout semble conforme,

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Correspondance

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- Confirmation d'une aide financière de 162 600 $ de la part du ministère de la Culture et des Communications pour le projet « Acquisition de documents 2015-2016 »;

ainsi que des lettres de remerciement provenant de différents organismes.

1322/10/15 Dépôt du procès-verbal du comité exécutif du 13 octobre 2015

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le procès-verbal de la réunion du comité exécutif tenue le 13 octobre 2015 aux archives de la Ville.

1323/10/15 Dépôt du rapport du trésorier au 31 août 2015

La mairesse suppléante commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 31 août 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1324/10/15 Dépôt de la liste des virements budgétaires au 9 octobre 2015

La mairesse suppléante dépose la liste des virements budgétaires pour la période du 29 août 2015 au 9 octobre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1325/10/15 Délégation du conseiller Alain Martel à la 7e rencontre provinciale des Municipalités accessibles qui se tiendra le jeudi 29 octobre à Trois-Rivières

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville délègue le conseiller Alain Martel à la 7e rencontre provinciale des Municipalités accessibles le 29 octobre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1326/10/15 Résolution autorisant la conseillère Catherine Lassonde à suivre une formation continue en revitalisation 2015-2016 offerte par la Fondation Rues principales les 28 et 29 octobre à Québec

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la conseillère Catherine Lassonde à suivre la formation continue de la Fondation Rues principales les 28 et 29 octobre à Québec.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1327/10/15 Approbation des critères d'évaluation pour des services professionnels d'ingénierie - Réfection du stationnement Heriot et aménagement de passages piétonniers (Soumission DR15-INV-077)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels d'ingénierie pour la réfection du stationnement Heriot et l'aménagement de passages piétonniers, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville — **Appel d'offres : DR15-INV-077**

Numéro de projet : PROJ-344

Titre : Services professionnels – Réfection du stationnement Heriot et aménagement des passages piétonniers

PARTIE 1						
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	**Fournisseur B**	**Fournisseur C**	**Fournisseur D**	**Fournisseur E**
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Pointage	Pointage	Pointage	Pointage	Pointage
1.0 Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires	25					
2.0 Expérience du chargé de projets	25					
3.0 Composition et expérience de l'équipe proposée pour le relevé, conception et mise en plan incluant la capacité de relève	25					
4.0 Méthodologie	25					
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	/100	/100	/100	/100

Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**

PARTIE 2					
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL	**Fournisseur A**	**Fournisseur B**	**Fournisseur C**	**Fournisseur D**	**Fournisseur E**
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)					
Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) x 10 000 / Prix					

Rang et adjudicataire					
(signature)		(EN LETTRES MOULÉES)			

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1328/10/15 Contrat de gré à gré 15-0055 pour le transport de neige avec la compagnie Transporteur en vrac de Drummond

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la Ville de Drummondville octroie de gré à gré à l'entreprise Transporteur en vrac de Drummond le contrat de transport de neige pour la saison 2015-2016 pour un montant approximatif de 250 000 $, tel que spécifie l'article 573.3 paragraphe 3 de la *Loi sur les cités et villes*.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1329/10/15 Contrat de gré à gré 15-0059 pour la prise de photographies aériennes numériques

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville octroie de gré à gré à la MRC Drummond le contrat de prise de photographies aériennes numériques pour un montant de 26 889,00 $.

La *Loi sur les cités et villes* prévoit que l'obligation de procéder en appel d'offres ne s'applique pas à un contrat de service qui est conclu avec un organisme public (Art. 573.3, paragraphe 2).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1330/10/15 Services professionnels pour le contrôle biologique des mouches noires pour les années 2016 à 2020 - (Soumission DR15-PUB-028 - Ouverture 24.09.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la soumission de l'entreprise G.D.G. Environnement Ltée au montant de 3 035 340 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1331/10/15 **Services professionnels pour les audits des états financiers de la Ville de Drummondville pour les années 2015 à 2017 (Soumission DR15-INV-073)**

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la soumission de la firme Raymond Chabot, Grant, Thornton au montant de 79 677,68 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1332/10/15 **Services professionnels d'ingénierie pour une étude de faisabilité technique pour le développement d'un nouveau parc industriel (Soumission DR15-INV-065)**

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la soumission de la firme Les Services EXP au montant de 49 681,85 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1333/10/15 **Fourniture et livraison de déglaçant liquide et traitement de pierres abrasives au chlorure de magnésium pour la saison hivernale 2015-2016 (Soumission DR15-INV-021 - Ouverture 07.10.15)**

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la soumission de l'entreprise Sebci inc. au montant total approximatif de 76 193,93 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1334/10/15 **Location de niveleuses avec opérateurs (Soumission DR15-INV-023 - Ouverture 06.10.15)**

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la soumission de l'entreprise Garage F.L.N. Lefebvre inc. au montant de 57 487,50 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1335/10/15 Travaux de remplacement d'un escalier au parc Girouard (Soumission DR15-INV-076 - Ouverture 02.10.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la soumission de l'entreprise Lambert et Grenier inc. au montant de 62 086,50 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1336/10/15 Fourniture et livraison de pierres abrasives (Soumission DR15-INV-022 - Ouverture 13.10.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la soumission de l'entreprise Carrière d'Acton Vale Ltée au montant total approximatif de 48 634,43 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1337/10/15 Fourniture et livraison d'une roulotte au parc Joyal-Audet (Soumission DR15-INV-070 - Ouverture 15.10.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Vincent Chouinard,

et résolu que la soumission de l'entreprise Location Prince inc. au montant total de 24 432,19 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1338/10/15 Fourniture et livraison de bacs (Soumission DR15-PUB-037 - Ouverture 07.10.15)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la soumission de l'entreprise Gestion USD inc. au montant total de 241 637,21 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1339/10/15 Contrat de gré à gré 15-0053 pour l'acquisition du logiciel Acceo Solutions pour la gestion de la cour municipale

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville octroie de gré à gré à l'entreprise Acceo Solutions le contrat pour l'acquisition du logiciel Acceo Solutions pour la gestion de la cour municipale au montant de 214 263,34 $ taxes incluses.

La *Loi sur les cités et villes* prévoit que l'obligation de procéder en appel d'offres ne s'applique pas à un contrat conclu avec un fournisseur unique (Art. 573.3, paragraphe 2).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1340/10/15 Résolution autorisant l'application d'une mesure disciplinaire à l'employé no 384

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville impose une suspension sans solde d'une (1) journée à l'employé no 384. La date demeure à être déterminée par le directeur du service concerné.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1341/10/15 Opinion du conseil en regard d'une demande d'exemption de taxes formulée auprès de la Commission municipale du Québec par la Maison René-Verrier

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'exemption de taxes, formulée à la Commission municipale du Québec par la Maison René-Verrier pour l'immeuble situé au 2200 du boulevard Allard.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1342/10/15 Résolution autorisant la signature d'une entente de règlement hors cour dans le dossier no 405-22-004259-144 - Aviva, compagnie d'assurances du Canada c. Ville de Drummondville, C.Q. Drummond

ATTENDU que la Ville de Drummondville est poursuivie pour des dommages dans le dossier judiciaire 405-22-004259-144;

ATTENDU que la compagnie d'assurances demanderesse propose un règlement hors cour de 5 000 $ en capital, intérêts, indemnité additionnelle et frais;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville est disposée à accepter cette offre, mais sans admission de responsabilité et dans le seul but d'éviter les frais et inconvénients d'un procès;

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville approuve un règlement hors cour dans un dossier de la Cour du Québec portant le numéro 405-22-004259-144 et ce, pour la somme de 5 000 $ en capital, intérêts, indemnité additionnelle et frais, étant entendu que ce règlement hors cour intervient sans admission de responsabilité et moyennant quittance finale pour la totalité de la réclamation.

Le directeur des Services juridiques ou tout avocat(e) de ce service est autorisé par la présente résolution à signer au nom de la Ville tous les documents nécessaires à l'exécution de cette transaction.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1343/10/15 Résolution autorisant une nouvelle signalisation sur la rue des Écoles et dans le stationnement de l'hôtel de ville

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise les modifications de signalisation à l'intérieur du stationnement de l'hôtel de ville et sur la rue des Écoles, tel que présenté. Le plan joint à la présente fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1344/10/15 Résolution autorisant le Comptoir alimentaire Drummond à effectuer de la sollicitation dans le cadre de la journée de la Guignolée, le dimanche 29 novembre 2015

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Comptoir alimentaire Drummond à effectuer de la sollicitation porte-à-porte et auprès des automobilistes dans le cadre de la journée de la Guignolée, dimanche le 29 novembre 2015. De plus, la Ville autorise l'emprunt de la balance des travaux publics et l'installation de coroplastes de 5 pieds x 5 pieds de novembre à janvier aux endroits suivants :

- À l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Saint-Laurent (terrain Métro plus);
- À l'intersection des rues Janelle et Cormier (terrain SM Internationnal);
- Coin St-Georges et rue Montplaisir (terrain avant l'entrée du pont);
- Sur le terrain de Toyota près de la sortie 177.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1345/10/15 Résolution autorisant la Légion royale canadienne à tenir une parade de l'Armistice dans le cadre de la campagne annuelle du Coquelicot du 29 octobre au 8 novembre 2015

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller William Morales,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Légion royale canadienne à tenir sa campagne du Coquelicot du 29 octobre au 8 novembre 2015, à procéder à la parade de l'Armistice le dimanche 8 novembre 2015, selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les activités populaires et à emprunter le matériel demandé.

De plus, la fermeture de la rue Brock est autorisée pour la tenue de l'événement. Également, une somme de 100 $ sera remise à l'organisme pour défrayer le coût d'une couronne.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1346/10/15 Résolution autorisant le Centre communautaire Pierre-Lemaire à emprunter du matériel pour le Salon des artisans qui aura lieu les 7 et 8 novembre 2015

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummonville autorise le Centre communautaire Pierre-Lemaire à emprunter du matériel dans le cadre de leur activité « Salon des artisans » qui se tiendra les 7 et 8 novembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1347/10/15 Résolution autorisant l'inscription de trois équipes au Tournoi de volleyball mixte du samedi 28 novembre 2015

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'inscription de trois équipes ainsi que quatre joueurs supplémentaires au Tournoi de volleyball mixte en milieu de travail qui aura lieu samedi 28 novembre 2015. De plus, le conseil municipal autorise le versement d'une somme de 550 $ au Cégep de Drummondville.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1348/10/15 Résolution autorisant la Société de développement commercial Quartier Saint-Joseph de Drummondville à procéder à l'installation des décorations pour la période des Fêtes 2015-2016

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial Quartier Saint-Joseph de Drummondville à procéder à l'installation des décorations sur les arbres près des rues Saint-Jean et Saint-Marcel. De plus, le conseil municipal autorise l'installation de décoration sur les lampadaires des

rues Saint-Jean, Saint-Marcel et Saint-Damase avec la collaboration du Service des travaux publics pour la période des Fêtes 2015-2016.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1349/10/15 Signature de contrats de location de glace à intervenir avec Saint-Cyrille et Richmond pour le C.P.A. et le Hockey mineur de Drummondville 2015-2016

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville des contrats de location de glace avec la Société de l'aréna Saint-Cyrille pour un nombre de 170 heures pour le C.P.A. et de 575 heures pour le hockey mineur au taux de 104 $ l'heure ainsi que de 73 heures au taux de 110 $ l'heure avec la Ville de Richmond pour les années 2015-2016 pour un nombre maximum de 818 heures.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1350/10/15 Subvention au montant de 6 700 $ au Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 6 700 $ au Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste à titre de subvention spéciale 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1351/10/15 Signature d'un acte de rétrocession du lot 3 704 715 à intervenir avec Mme Louise Beaulieu et Management Hélan inc.

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de rétrocession du lot 3 704 715 à intervenir avec Mme Louise Beaulieu et Management Hélan inc.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1352/10/15 Résolution refusant une dérogation mineure – Immeuble situé au 190 de la rue Albert-Dumouchel

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-09-11;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil

relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal **refuse** la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à autoriser :
- une remise située sous l'abri d'auto;
- un revêtement de contreplaqué pour le revêtement extérieur de la remise;

le tout pour l'immeuble situé sur les lots 4 760 131 et 4 760 132 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 190 de la rue Albert-Dumouchel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1353/10/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 7 octobre 2015

Le conseiller Daniel Pelletier dépose le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 7 octobre 2015 aux archives de la Ville.

1354/10/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'implantation et d'intégration architecturale P.I.I.A et garantie financière de 10 000 $ pour chacune des adresses suivantes : 192-200 rue Dorion, 166 rue Cockburn et 179-183 rue Lindsay

Attendu que les demandes suivantes répondent aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.10.04	620 cours du Chevreuil	Nouveau bâtiment
15.10.05	560 cours du Chevreuil	Nouveau bâtiment
15.10.06	880 rue Saint-Pierre	Agrandissement du bâtiment
15.10.07	1450 rue Hébert	Agrandissement du bâtiment
15.10.08	192-200 rue Dorion	Rénovation extérieure, démolition partielle du bâtiment et aménagement de terrain
15.10.09	166 rue Cockburn	Démolition du bâtiment et aménagement de terrain
15.10.10	179-183 rue Lindsay	Démolition du bâtiment et aménagement de terrain
15.10.11	567-571 rue Brock	Rénovation extérieure du bâtiment
15.10.12	352 rue Paris	Rénovation extérieure du bâtiment
15.10.13	250 rue Heriot	Rénovation extérieure du bâtiment
15.10.14	146 rue Saint-Damase	Rénovation extérieure du bâtiment
15.10.15	1655 boulevard Jean-	Rénovation extérieure

	De Brébeuf	du bâtiment
15.10.16	1250 rue Proulx	Enseigne rattachée au bâtiment
15.10.17	441 rue Lindsay	Modification de l'enseigne détachée du bâtiment
15.10.18	800 boulevard Foucault	Modification de l'aménagement de terrain (enclos à déchets)
15.10.19	222 rue Saint-Marcel	Modification de l'enseigne détachée du bâtiment
15.10.20	134 rue Lindsay	Enseigne rattachée au bâtiment
15.10.21	5705 place Kubota	Aménagement de terrain

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal approuve les demandes susmentionnées et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations de la rencontre du comité consultatif de l'urbanisme tenue le 7 octobre 2015.

De plus, le conseil municipal exige au propriétaire des bâtiments du 192-200 rue Dorion, 166 rue Cockburn et 179-183 rue Lindsay le dépôt d'une garantie financière de 10 000 $, et ce, avant que les permis ne soient émis.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1355/10/15 **Avis de motion du règlement no 4677 modifiant les annexes « B - Parcours » et « C - Horaire » du règlement no 1847 et ses amendements relatifs au Service de transport en commun - Ajout parcours 6, secteur de Saint-Charles**

Le conseiller Alain Martel donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4677 ayant pour objet de modifier les annexes « B - Parcours » et « C - Horaire » du règlement no 1847 et ses amendements relatifs au Service de transport en commun en ajoutant le parcours 6, secteur de Saint-Charles.

1356/10/15 **Avis de motion du règlement no 4645 amendant le règlement no 3500 afin d'ajouter à titre de stationnements municipaux à l'article 688, les stationnements du Boisé de la Marconi, du Complexe sportif, du Campus universitaire, d'ajouter une section au stationnement de l'hôtel de ville (portion rue des Écoles), d'abroger le stationnement du parc Woodyat et de remplacer les noms des annexes G-1 à G3 par les annexes I-1 à I-3 et remplacer l'annexe G-1 par une nouvelle annexe I-1**

Le conseiller Alain Martel donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4645 ayant pour objet de modifier le règlement no 3500 afin d'ajouter à titre de stationnements municipaux à l'article 688, les stationnements du Boisé de la Marconi, du Complexe sportif, du Campus universitaire, d'ajouter une section au stationnement de l'hôtel de ville (portion rue des Écoles), d'abroger le stationnement du parc Woodyatt et de remplacer les noms des annexes G-1 à G3 par les annexes I-1 à I-3 et remplacer l'annexe G-1 par une nouvelle annexe I-1.

1357/10/15 Avis de motion du règlement no 4680 autorisant une délégation de pouvoirs

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4680 autorisant une délégation de pouvoirs allant jusqu'à cinquante mille dollars (50 000 $) pour le directeur général.

1358/10/15 Avis motion du règlement no 4660 - Zonage 4300

Le conseiller Alain Martel donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4660 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage afin d'autoriser, selon certaines conditions, la construction de 3 habitations multifamiliales de 4 logements en remplacement du bâtiment actuellement localisé au 670 de la rue Melançon.

1359/10/15 Avis de motion du règlement no 4661 - Zonage 4300

La conseillère Catherine Lassonde donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4661 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage afin d'autoriser la transformation d'un bâtiment bifamilial en résidence unifamiliale au 151 de la rue Dorion.

1360/10/15 Avis de motion du projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser une entreprise d'installation de rampes en aluminium au 5793 du boulevard Saint-Joseph

Le conseiller Daniel Pelletier donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser l'usage « 5212 – Vente au détail de matériaux de construction » faisant partie de la classe d'usages C-5 (commerce artériel lourd) et l'usage « 6659.1 - Service de travaux spécialisés pour l'installation de garde-corps (rampes) » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction);

de spécifier des conditions d'aménagement de terrain;

le tout au 5793 du boulevard Saint-Joseph.

La zone rurale R-9503 est délimitée approximativement par le boulevard Saint-Joseph à l'est, le prolongement imaginaire de la rue du Cordeau au sud, une limite située à 60 mètres à l'ouest du boulevard Mercure et une limite située à une distance de 95 mètres au sud de la rue Brown.

1361/10/15 Avis de motion du projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser la transformation d'une unifamiliale en duplex au 1535 de la rue Goupil

Le conseiller John Husk donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :
d'autoriser la classe d'usages H-2 (habitation bifamiliale) selon certaines conditions au 1535 de la rue Goupil.

La zone d'habitation H-744, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée par les rues Saint-Rodolphe, Jogues et Dumaine ainsi que par l'arrière lot des terrains donnant vers la rue Lalemant.

1362/10/15 Avis de motion du règlement no 4655 - Zonage 4300

Le conseiller John Husk donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4655 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage afin d'augmenter de 4 à 6 le nombre de logements par bâtiment pour les terrains situés sur l'avenue du Vigneron du côté sud entre les rues de la Marsanne et du Grenache.

1363/10/15 Adoption du projet de règlement no 4677 modifiant les annexes « B - Parcours » et « C - Horaire » du règlement no 1847 et ses amendements relatifs au Service de transport en commun - Ajout du parcours 6, secteur de Saint-Charles

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le projet de règlement no 4677 modifiant le règlement no 1847 et ses amendements relatifs au Service de transport en commun de la Ville de Drummondville, soit et est adopté.

Madame la mairesse suppléante demande le vote.

Votent POUR	Vote CONTRE
Mme Annick Bellavance	M. Pierre Levasseur
Mme Cathy Bernier	
M. Vincent Chouinard	
M. Yves Grondin	
M. John Husk	
Mme Catherine Lassonde	
M. Roberto Léveillée	
M. Alain Martel	
M. William Morales	
M. Daniel Pelletier	

Le conseiller Pierre Levasseur exprime son malaise face au manque de consultation avec les conseillers et la population du district concerné relativement au nouveau parcours.

Le conseiller Vincent Chouinard mentionne que les analyses et données techniques de ce nouveau parcours étaient connues des conseillers et qu'elles relèvent du domaine administratif. De plus, il ajoute qu'il s'agit d'un service global de la Ville, et non celui d'un seul quartier.

La conseillère Annick Bellavance précise que le règlement est un projet sur la table et qu'il sera possible de considérer les propositions des citoyens et d'ajuster le parcours au besoin.

Finalement, la conseillère Catherine Lassonde appuie la position de M. Chouinard et mentionne l'importance de la confiance envers l'appareil administratif dans ce type de dossier.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

1364/10/15 Adoption du projet de règlement no 4660 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but d'autoriser, selon certaines conditions, la construction de 3 habitations multifamiliales de 4 logements en remplacement du bâtiment actuellement localisé au 670 de la rue Melançon

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le projet de règlement no 4660 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de créer la nouvelle zone d'habitation H-564 à même l'ensemble de la zone communautaire P-507 de manière à y autoriser les habitations bifamiliales (H-2), trifamiliales (H-3) et multifamiliales (H-4) de structures isolées jusqu'à 4 logements selon certaines conditions d'apparence extérieure et d'aménagement de terrain;

d'abroger les dispositions relatives à la zone communautaire P-507;

La zone communautaire P-507 est localisée, de manière approximative, au sud-est de la rue Melançon, et ce, à partir de la rue Ringuet jusqu'à la rue Sylvan;

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1365/10/15 Adoption du projet de règlement no 4661 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but d'autoriser la transformation d'un bâtiment bifamilial en résidence unifamiliale au 151 de la rue Dorion

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le projet de règlement no 4661 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :
de permettre, à l'intérieur de la zone d'habitation H-0039, en plus des usages actuellement permis, les habitations unifamiliales (H-1) de structure isolée;

La zone d'habitation H-0039 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Loring entre les rues Hébert et Lindsay ainsi que de part et d'autre de la rue Dorion entre les rues Loring et Cockburn;

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1366/10/15 Adoption du projet de résolution relativement aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but d'autoriser une entreprise d'installation de rampes en aluminium au 5793 du boulevard Saint-Joseph

Il est proposé par le conseiller Vincent Chouinard,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser l'usage « 5212 – Vente au détail de matériaux de construction » faisant partie de la classe d'usages C-5 (commerce artériel lourd) et l'usage « 6659.1-Service de travaux spécialisés pour l'installation de garde-corps

(rampes) » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction);

de spécifier des conditions d'aménagement de terrain;

le tout au 5793 du boulevard Saint-Joseph.

La zone rurale R-9503 est délimitée approximativement par le boulevard Saint-Joseph à l'est, le prolongement imaginaire de la rue du Cordeau au sud, une limite située à 60 mètres à l'ouest du boulevard Mercure et une limite située à une distance de 95 mètres au sud de la rue Brown;

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1367/10/15 Adoption du projet de résolution relativement aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but d'autoriser la transformation d'une unifamiliale en duplex au 1535 de la rue Goupil

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller John Husk,

et résolu que le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser la classe d'usages H-2 (habitation bifamiliale) selon certaines conditions au 1535 de la rue Goupil.

La zone d'habitation H-744, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée par les rues Saint-Rodolphe, Jogues et Dumaine ainsi que par l'arrière lot des terrains donnant vers la rue Lalemant.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1368/10/15 Adoption du projet de règlement no 4655 visant à augmenter de 4 à 6 le nombre de logements par bâtiment pour les terrains situés sur l'avenue du Vigneron du côté sud entre les rues de la Marsanne et du Grenache

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le projet de règlement no 4655 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de créer la nouvelle zone d'habitation H-1184-1 à même une partie de la zone d'habitation H-1173 afin d'y autoriser des bâtiments multifamiliaux (H-4) de 6 logements de structure isolée et d'y prévoir toutes les normes spécifiques au bâtiment et au lotissement;

d'ajouter à la zone d'habitation H-1184, les usages H-2, H-3 et H-4 de structure isolée ainsi que d'y prévoir les normes spécifiques au bâtiment et au lotissement;

de modifier pour la zone H-1184 la superficie minimale de terrain pour les bâtiments multifamiliaux (H-4) de structure isolée de 6 logements.

Les zones d'habitation H-1173 et H-1184 sont délimitées approximativement par la rue du Sauvignon, la rue du Grenache, l'arrière-lot des terrains donnant des côtés nord et sud de l'avenue du Vigneron et la rue du Sémillon;

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1369/10/15 Adoption de la résolution relative aux PPCMOI et visant à autoriser les activités commerciales de la Ressourcerie Transition et les activités institutionnelles du Collège Ellis aux 192-200 de la rue Dorion selon certaines conditions de rénovation extérieure et d'aménagement de terrain

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1269/09/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la résolution no 1369/10/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :
de permettre, dans le cadre d'un projet de rénovation du bâtiment principal existant, l'implantation d'un commerce de réparation et de vente au détail de meubles et de marchandises d'occasion récupérés ainsi que de permettre la présence d'un usage institutionnel relié à de la formation académique, selon certaines conditions, et ce, aux 192 à 200 de la rue Dorion.

La zone d'habitation H-0038 à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Dorion, et ce, à partir de l'arrière des propriétés situées du côté sud-est de la rue Cockburn jusqu'à la limite sud-est de l'axe de ladite rue Dorion;

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

- 16e colloque annuel de l'Association québécoise du loisir municipal du 7 au 9 octobre 2015 à Gatineau (AQLM)

Le conseiller Roberto Léveillée fait un retour sur les différents ateliers donnés par l'Association québécoise du loisir municipal. Entre autres, il a été sujet de la coopération intermunicipalité pour la mise en place d'infrastructures majeures, du service à la clientèle, de la formation des bénévoles et de la formation continue pour les intervenants en loisirs. Monsieur Léveillée a retenu plusieurs idées prenant en compte les nouvelles tendances et la situation démographique de la population. Le conseiller Vincent Chouinard, qui a également assisté à ce

colloque, ajoute que Drummondville est en avance sur le principe du partage des infrastructures entre municipalités, entre autres, grâce à son entente sur les supra locaux.

- Assemblée publique de consultation, district 5

Le conseiller John Husk informe la population de la tenue d'une assemblée publique de consultation de mi-mandat dans le district 5, le 4 novembre à 19 h au Centre communautaire Drummondville-Sud. Ce sera l'occasion de discuter des dossiers actuels et à venir en plus d'échanger de façon générale sur les enjeux du district 5.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et citoyens.

Prochaine assemblée du Conseil : 2 novembre 2015

Madame la mairesse suppléante informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 2 novembre 2015.

1370/10/15 Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que l'assemblée soit levée à 20 h 05.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Isabelle Marquis, mairesse suppléante Me Mélanie Ouellet, greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de la séance extraordinaire du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 26 octobre 2015, à compter de 14 h 00, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson**; cette séance en étant une EXTRAORDINAIRE dûment convoquée.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Vincent Chouinard
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur (absence motivée)
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

Personne ressource :

M. Francis Adam, directeur général

Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

1371/10/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1372/10/15 Dépôt de la lettre de démission du conseiller monsieur Vincent Chouinard

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu QUE la démission de monsieur Vincent Chouinard à titre de conseiller soit acceptée;

QU'en vertu de l'article 339, de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, le président d'élection doit, fixer le jour du scrutin parmi les

dimanches compris dans les quatre mois de l'avis de vacance au district numéro 10 et ce, dans un délai de 30 jours pour décider de la date du scrutin à partir de la date de dépôt d'aujourd'hui.

QU'advenant qu'il y ait plus d'un candidat à la fin des mises en candidatures, un scrutin sera tenu le 13 décembre 2015 et le vote par anticipation le 6 décembre 2015 selon les règles stipulées par la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1373/10/15 Résolution établissant la rémunération du personnel électoral

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville adopte les taux suivants comme tarification de la rémunération du personnel électoral :

Objet	**Montant année 2015**
1. PRÉSIDENT D'ÉLECTION A. Vote par anticipation B. Scrutin C. L'ensemble de ses autres fonctions entre le 1er septembre pour une élection générale ou la date décrétant une élection partielle et le jour du scrutin et/ou pour un référendum	A. 231,00 $ / jour de vote par anticipation B. 346,00 $ C. 0,39 $ par électeur pour les 2500 premiers + 0,25 $ pour les électeurs suivants
2. SECRÉTAIRE D'ÉLECTION ➢ Le secrétaire d'élection à le droit de recevoir une rémunération égale à :	75 % de la rémunération totale du président d'élection
3. ADJOINT AU PRÉSIDENT ➢ Tout adjoint au président d'élection à le droit de recevoir une rémunération égale à :	50 % de la rémunération totale du président d'élection
4. RESPONSABLE DE SALLE (PRIMO) ➢ Rémunération :	320 $ / jour (incluant la formation)
5. SCRUTATEUR ➢ Rémunération :	225 $ / jour (incluant la formation)
6. SECRÉTAIRE D'UN BUREAU DE VOTE ➢ Rémunération :	195 $ / jour (incluant la formation)
7. COMMISSION DE RÉVISION ➢ Président : ➢ Réviseurs : ➢ Secrétaire :	 20,00 $/h 19,38 $/h 18,70 $/h
8. TABLE DE VÉRIFICATION DE L'IDENTITÉ DES ÉLECTEURS ➢ Président : ➢ Membres :	 200,00 $ / jour 195,00 $ / jour

9. PRÉPOSÉ(E) À L'INFORMATION ET ACCUEIL ➢ Rémunération :	150,00 $ / jour
10. TRÉSORIER ➢ Rémunération :	180,00 $ par candidat
11. SERVICE DE TOUTE AUTRE PERSONNE POUR LA TENUE DE L'ÉLECTION ET/OU RÉFÉRENDUM ➢ Le président d'élection ou le secrétaire d'élection selon le cas, est autorisé à requérir les services de toutes personnes susceptibles d'aider à la bonne marche de l'élection et/ou référendum. Pour toute autre fonction que celle ci-dessus énumérée, les fonctionnaires à l'emploi de la Ville seront rémunérés selon leur taux horaire.	
12. ENTRÉE EN VIGUEUR Le présent tarif des rémunérations entre en vigueur à la date de son adoption au conseil.	

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1374/10/15 Avis motion du règlement no 4684 abrogeant le règlement no 3892 décrétant le tarif du personnel électoral de la ville de Drummondville

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4684 ayant pour objet d'abroger le règlement no 3892 décrétant le tarif du personnel électoral de la ville de Drummondville.

1375/10/15 Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que l'assemblée soit levée à 14 h 14.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Alexandre Cusson, maire Me Mélanie Ouellet, greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 2 novembre 2015, à compter de 19 h 30, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Maxime Hébert-Tardif, directeur du Service des communications
Me Marie-Eve Le Gendre, assistante-greffière

Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Réflexion avant conseil

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1376/11/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1377/11/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil tenue le 19 octobre 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 19 octobre 2015 et que tout semble conforme,

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Correspondance

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- Avis du quatrième versement de la subvention pour le transport adapté 2015 (75 018 $) du ministère des Transports du Québec;

ainsi que des lettres de remerciements provenant de différents organismes.

1378/11/15 Dépôt du procès-verbal du comité exécutif du 27 octobre 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité exécutif tenue le 27 octobre 2015 aux archives de la Ville.

1379/11/15 Résolution autorisant la mise en oeuvre de l'ensemble des recommandations du rapport Perrault (UMQ)

Attendu que le Livre blanc municipal, « *L'avenir a un lieu* » de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) propose une reddition de comptes fondée sur les principes de l'imputabilité des élus municipaux envers les citoyens et la saine gestion des fonds publics;

Attendu que le premier ministre du Québec, dans son discours d'ouverture de la 1re session de la 41e législature de l'Assemblée nationale du Québec le 21 mai 2014, déclarait « Nous désirons refonder le partenariat entre Québec et les municipalités, bannir le terme « créature » et envisager l'avenir sur la base de deux ordres de gouvernement qui ont leurs responsabilités propres et qui travaillent ensemble au service du même contribuable;

Attendu que le 11 mars 2015, le gouvernement du Québec a créé le Groupe de travail sur la simplification de la reddition de comptes des municipalités et nommé à sa tête M. Jean Perrault, ex-maire de Sherbrooke et ex-président de l'UMQ;

Attendu que le mandat du Groupe de travail consistait à faire l'inventaire des redditions de comptes des municipalités envers le gouvernement présentant une lourdeur administrative et à formuler des recommandations pour les simplifier, les regrouper ou

les alléger;

Attendu que le Groupe de travail a effectué une vaste consultation auprès de 400 élus et gestionnaires municipaux de toutes les régions du Québec;

Attendu que les recommandations du rapport « *Faire confiance* », basées sur la transparence, l'imputabilité, l'efficacité et l'efficience s'inscrivent dans la volonté de redéfinir la relation entre le gouvernement du Québec et les municipalités et de reconnaître celles-ci comme de véritables gouvernements;

Attendu que les municipalités québécoises consacrent près de 2,5 millions d'heures à répondre aux exigences diverses des ministères et des organismes municipaux et une très large partie de ces heures pourrait être consacrée plutôt au bénéfice des citoyens;

Attendu que l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019, signé le 29 septembre 2015, propose de mettre en place une politique visant à alléger les procédures de reddition de comptes des municipalités au gouvernement tout en assurant la cohérence des exigences gouvernementales aux municipalités;

Attendu qu' il est urgent d'alléger et de simplifier la reddition de comptes des municipalités envers le gouvernement pour s'assurer que chaque dollar soit investi dans l'amélioration des services;

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le gouvernement du Québec mette en œuvre dès maintenant l'ensemble des recommandations du rapport du Groupe de travail sur la simplification de la reddition de comptes des municipalités dans le respect de l'échéancier proposé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1380/11/15 Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 6 octobre 2015 au 2 novembre 2015, lesquels comptes totalisent la somme de 9 160 704,21 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1381/11/15 Approbation des critères de sélection pour des services professionnels - Analyse de laboratoire 2016-2018 (Soumission DR15-PUB-039)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels pour l'analyse de laboratoire 2016-2018, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Appel d'offres : DR15-PUB-039**

Titre : SERVICES PROFESSIONNELS D'ANALYSES DE LABORATOIRE 2016-2018

PARTIE 1											
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**		**Fournisseur B**		**Fournisseur C**		**Fournisseur D**		**Fournisseur E**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Pointage		Pointage		Pointage		Pointage		Pointage	
Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires - 5 projets	15	Cote 0 à 100 %	Pointage	Cote 0 à 100 %)	Pointage	Cote 0 à 100 %)	Pointage	Cote 0 à 100 %)	Pointage	Cote 0 à 100 %)	Pointage
Expérience du chargé de projets	30										
Composition et expérience de l'équipe proposée incluant la capacité de relève	25										
Méthodologie Compréhension du mandat, des enjeux et méthodologies	30										
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100		/100		/100		/100		/100	

Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**

PARTIE 2					
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL	**Fournisseur A**	**Fournisseur B**	**Fournisseur C**	**Fournisseur D**	**Fournisseur E**
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)					
Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) x 10 000 / Prix					
Rang et adjudicataire					

(signature) (EN LETTRES MOULÉES)

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1382/11/15 Mandat à l'Union des municipalités du Québec pour ajouter Drummondville à l'appel d'offres public pour l'approvisionnement en vrac de différents carburants (Soumission DR15-REG-006)

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a reçu une proposition de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) de mettre sur pied, en son nom et au nom de plusieurs autres organisations municipales intéressées, un regroupement d'achats visant la publication d'un appel d'offres public pour

l'approvisionnement en vrac de différents carburants (essence, diesel et mazout);

ATTENDU QUE les articles 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes* et 14.7.1 du Code municipal :
- permettent à une organisation municipale de conclure avec l'UMQ une entente ayant pour but l'achat de matériel;
- précisent que les règles d'adjudication des contrats par une municipalité s'appliquent aux contrats accordés en vertu du présent article et que l'UMQ s'engage à respecter ces règles;
- précisent que le présent processus contractuel est assujetti à la Politique de gestion contractuelle de l'UMQ pour ses ententes de regroupement adoptée par le conseil d'administration de l'UMQ;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire participer à cet achat regroupé pour se procurer les carburants (essence, diesel et mazout) dans les quantités nécessaires pour ses activités et selon les règles établies au document d'appel d'offres préparé par l'UMQ;

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu QUE le préambule fasse partie intégrante des présentes comme si récité au long;

QUE la Ville de Drummondville confirme son adhésion au regroupement d'achats mis en place par l'UMQ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2019 et confie à l'UMQ le processus d'appel d'offres menant à l'adjudication de contrats d'achats regroupés des différents carburants (essence, diesel et mazout) nécessaires aux activités de notre organisation municipale;

QU' un contrat d'une durée de deux (2) ans plus une option de renouvellement d'une période maximale d'une (1) année, pourra être octroyé selon les termes prévus au document d'appel d'offres et des lois applicables;

QUE la Ville de Drummondville confie à l'UMQ le pouvoir de bénéficier ou non de l'option de renouvellement prévue au contrat et de prendre la décision en son nom;

QUE la Ville de Drummondville s'engage à compléter pour l'UMQ, dans les délais fixés, la lettre de demande d'adhésion, la fiche technique d'inscription qu'elle lui fournira et qui visera à connaître les quantités annuelles des divers types de carburants dont elle prévoit avoir besoin;

QUE la Ville de Drummondville s'engage à respecter les termes et conditions dudit contrat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat sera adjugé;

QUE la Ville de Drummondville s'engage à payer, à l'UMQ, un frais de gestion basé sur les quantités de carburants requis par notre organisation municipale.

Il est entendu que l'UMQ :
· facturera trimestriellement aux participants un frais de gestion de 0,0055 $ (0,55 ¢) par litre acheté aux organisations membres de l'UMQ et de 0,0100 $ (1,0 ¢) par litre acheté aux non-membres UMQ;
· pourra facturer, aux participants à très faibles volumes, un frais de gestion minimum annuel de 200,00 $.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1383/11/15 Service de déneigement des toitures des bâtiments municipaux (Soumission DR15-INV-067 - Ouverture 16.10.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la soumission de la compagnie Roland Bolduc inc. au montant de 91 520,10 $ taxes incluses soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1384/11/15 Fourniture et installation d'enregistreurs électroniques de débordements aux ouvrages de surverses (Soumission DR15-INV-049 - Ouverture 19.10.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de la compagnie Veolia Water technologies Canada inc. au montant de 89 661,41 $ taxes incluses soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1385/11/15 Fabrication et mise en service d'un panneau de contrôle destiné à la station de pompage Daniel (Soumission DR15-INV-072 - Ouverture 22.10.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la soumission de la compagnie Multico Électrique inc. au montant de 37 133,48 $ taxes incluses soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1386/11/15 Fourniture, livraison et installation d'un bloc sanitaire (Soumission DR15-PUB-030 - Ouverture 23.10.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la soumission de la compagnie Sagélec Canada-USA inc. au montant de 99 913,28 $ taxes incluses soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1387/11/15 Signature d'un acte de vente à intervenir avec la compagnie Davinci Compass inc. (Sipromac) pour l'achat d'un terrain industriel portant le numéro de lot 5 782 987

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente pour le lot 5 782 987 à la compagnie Davinci Compass inc. (Sipromac).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1388/11/15 Demande d'aide financière au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du programme d'aide financière pour la formation des pompiers volontaires ou à temps partiel

ATTENDU QUE le règlement sur les conditions pour exercer au sein d'un service de sécurité incendie municipal prévoit les exigences de formation pour les pompiers du Service de sécurité incendie afin d'assurer une qualification professionnelle minimale;

ATTENDU QUE ce règlement s'inscrit dans une volonté de garantir aux municipalités la formation d'équipes de pompiers possédant les compétences et les habiletés nécessaires pour intervenir efficacement en situation d'urgence;

ATTENDU QU'en décembre 2015, le gouvernement du Québec a établi le programme d'aide financière pour la formation des pompiers volontaires ou à temps partiel;

ATTENDU QUE ce programme a pour objectif principal d'apporter aux organisations municipales une aide financière leur permettant de disposer d'un nombre suffisant de pompiers qualifiés pour agir efficacement et de manière sécuritaire en situation d'urgence;

ATTENDU QUE ce programme vise également à favoriser l'acquisition des compétences et des habiletés de base requises par les pompiers volontaires ou à temps partiel qui exercent au sein du Service de sécurité incendie municipal;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire bénéficier de l'aide financière offerte par ce programme;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville prévoit la formation de 44 pompiers au cours de la prochaine année pour répondre efficacement et de manière sécuritaire à des situations d'urgence sur son territoire;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville doit transmettre sa demande au ministère de la Sécurité publique par l'intermédiaire de la MRC de Drummond en conformité avec l'article 6 du programme.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville présente une demande d'aide financière dans le cadre du programme d'aide financière pour la formation des pompiers volontaires ou à temps partiel au ministère de la Sécurité publique et de transmettre cette demande à la MRC de Drummond.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1389/11/15 Demande auprès de la MRC de Drummond en vue d'autoriser les travaux d'entretien du cours d'eau Grande Coulée Martel

Considérant que le cours d'eau Grande Coulée Martel est sous la compétence de la MRC de Drummond;

Considérant que le Service du développement durable et de l'environnement a reçu une demande formelle d'intervention en cours d'eau;

il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller John Husk,

et résolu que la Ville de Drummondville formule une demande auprès de la MRC de Drummond en vue d'autoriser des travaux d'entretien dans le cours d'eau Grande Coulée Martel.

La Ville de Drummondville s'engage à acquitter, sur réception, toutes les factures que peut émettre la MRC pour les procédures engagées ou complétées dans ce dossier et à récupérer les frais auprès des propriétaires bénéficiaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1390/11/15 Demande de certificat d'autorisation - article 22 au ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour les cours d'eau Tousignant et Guilbeault ainsi qu'une autorisation de signature

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la firme EXP inc. soit, par la présente, autorisée à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une demande de certificat d'autorisation – article 22 relativement à des travaux municipaux aux fins d'accès publics affectant les cours d'eau Tousignant et Guilbeault. La firme EXP inc. est également autorisée à signer tous les documents complémentaires associés à cette demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1391/11/15 Demande de certificat d'autorisation au ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour le démantèlement du poste de pompage La Volière

Considérant que la Ville désire éliminer les rejets d'égout dans l'environnement;

Considérant que le poste de pompage La Volière n'a pas respecté les exigences et que les travaux de modification sont admissibles au programme d'aide financière TECQ 2014-2018;

il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller John Husk,

et résolu que la Ville de Drummondville confirme qu'elle a mandaté la firme d'ingénierie Pluritec et qu'elle autorise celle-ci à soumettre en son nom la demande de certificat d'autorisation au ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

La Ville de Drummondville confirme son engagement à transmettre au MDDELCC, au plus tard 60 jours après la fin des travaux, une attestation signée

par l'ingénieur quant à la conformité des travaux avec l'autorisation accordée.

La Ville de Drummondville atteste que le projet décrit dans les plans et devis est prévu dans un plan de gestion des débordements en cours d'élaboration. De plus, ce dernier devra inclure un bilan des débits autorisés par le MDDELCC ainsi que ceux permis par la municipalité (redéveloppement) à l'intérieur du territoire visé par le plan de gestion des débordements.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1392/11/15 Signature d'un acte de vente des lots 3 425 937 et 3 704 716 à la société Corporation Girardin inc. et établissement de servitude

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente des lots 3 425 937 et 3 704 716 à la société Corporation Girardin inc. De plus, le conseil municipal autorise l'établissement d'une servitude.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1393/11/15 Signature d'un acte de cession à la Ville de Drummondville des lots 5 273 482, 5 273 469, 4 932 626, 4 957 192, 4 802 020 et 4 802 019 (secteur des Floralies) à intervenir avec les Placements Jacques Labonté inc.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession à la Ville de Drummondville des lots 5 273 482, 5 273 469, 4 932 626, 4 957 192, 4 802 020 et 4 802 019 (secteur des Floralies) à intervenir avec les Placements Jacques Labonté inc.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1394/11/15 Signature d'un acte d'acquisition par la Ville du lot 4 802 099 à intervenir avec la compagnie 9166-3682 Québec inc. (secteur des Floralies)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'acquisition par la Ville du lot 4 802 099 à intervenir avec la compagnie 9166-3682 Québec inc.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1395/11/15 Nomination de madame Monique Labrie et monsieur Pierre Rocque à titre de membres citoyens du CCU pour un premier mandat de deux ans (2016-2017)

Considérant l'article 24 du règlement no 4309 relatif au comité consultatif d'urbanisme;

Considérant que les mandats de deux membres citoyens viennent à terme à la fin de l'année 2015;

Considérant le rapport préparé par le Service de l'urbanisme en date du 20 novembre 2014;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que :

CONSIDÉRANT l'article 24 du règlement no 4309 relatif au comité consultatif d'urbanisme;

CONSIDÉRANT que les mandats de deux membres citoyens viennent à terme à la fin de l'année 2015;

CONSIDÉRANT le rapport préparé par le Service de l'urbanisme en date du 20 novembre 2014;

de nommer les deux personnes suivantes à titre de membres citoyens du comité consultatif d'urbanisme pour un premier mandat d'une durée de deux ans :

- au poste no 2 : Monsieur Pierre Rocque;
- au poste no 3 : Madame Monique Labrie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Rapport trimestriel du Service d'urbanisme – Construction

Le conseiller Yves Grondin résume la situation de l'habitation pour les mois de juillet, août et septembre 2015 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2014.

1396/11/15 Résolution refusant une dérogation mineure – Immeuble situé aux 787-789 de la rue Saint-Pierre

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal **refuse** la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de deux virgule soixante-quatorze mètres carrés (2,74 m^2) à cinq virgule quatre-vingt-quinze mètres carrés (5,95 m^2) la superficie maximale d'une enseigne détachée sur muret installée en cour avant donnant vers la rue Saint-Pierre, et ce, pour l'immeuble situé sur le

lot 4 134 736 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 787-789 de la rue Saint-Pierre.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1397/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure – Immeuble situé au 3655 du chemin Tourville

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à permettre l'extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis impliquant l'ajout d'un bâtiment accessoire à plus de vingt pour cent (20 %) de la superficie d'implantation du bâtiment principal, soit à quatre-vingt-dix pour cent (90 %), aux conditions suivantes :

- que la superficie du bâtiment accessoire à construire n'excède pas trois cent trente-huit mètres carrés (338 m^2);
- que le bâtiment accessoire à construire soit localisé à une distance minimale de trente mètres (30 m) du bâtiment principal et à une distance minimale de vingt mètres (20 m) de la limite latérale gauche de terrain;
- que les murs du bâtiment accessoire visé soient recouverts d'acier prépeint en usine de la même couleur blanc-crème ou rouge que le bâtiment principal;
- que le toit du bâtiment accessoire visé soit recouvert d'acier prépeint en usine de la même couleur blanc-crème ou rouge que le bâtiment principal;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 921 708 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 3655 du chemin Tourville.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1398/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure – Immeuble situé au 175 de la rue Nault

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à :

- augmenter de soixante-dix mètres carrés (70 m^2) à quatre-vingt-douze mètres carrés (92 m^2) la superficie maximale d'un garage privé attenant;

- réduire de sept virgule cinq mètres (7,5 m) à deux virgule quatre mètres (2,4 m) la marge arrière du garage privé attenant agrandi;
- augmenter de douze mètres (12 m) à douze virgule trois mètres (12,3 m) la longueur du mur du garage privé attenant agrandi;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 920 439 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 175 de la rue Nault.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1399/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure – Immeuble situé au 999 de la rue Farrell

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal autorise la dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'accorder une structure métallique servant au déneigement des remorques en cour avant secondaire, à la condition :

- que la hauteur maximale de la structure soit de quatre virgule six mètres (4,6 m) et sa largeur maximale de treize mètres (13 m);
- que la structure soit de couleur grise;
- qu'une distance minimale de trois mètres (3 m) soit respectée entre la structure et la limite de terrain;
- qu'au moins trois (3) arbres de type conifère d'un diamètre minimal de zéro virgule zéro cinq mètre (0,05 m) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) au-dessus du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de quatre mètres (4 m) soient plantés entre la structure projetée et la limite de terrain;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 134 748 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 999 de la rue Farrell.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1400/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure – Immeuble situé au 2745 du chemin Hemming

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal accorde la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'autoriser un garage privé isolé en cour avant, à la condition :

- que le garage privé isolé soit situé à une distance minimale de cinquante

mètres (50 m) de l'emprise du chemin Hemming;
- que le revêtement utilisé pour couvrir le garage privé isolé visé soit de la pierre et un clin de couleur qui s'harmonise avec le bâtiment principal;
et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 352 543 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2745 chemin Hemming.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1401/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure – Immeuble situé au 2700 du chemin du Golf Ouest

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le conseil municipal accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de soixante mètres carrés (60 m^2) à quatre-vingts mètres carrés (80 m^2) la superficie maximale d'un garage privé isolé à la condition que:
- que le garage privé isolé soit situé à une distance minimale de cinq mètres (5 m) du haut du talus;
- les portes de garage soient repeintes de couleur blanche;
- les deux (2) remises situées actuellement derrière le garage soient détruites ou déménagées à l'extérieur de la propriété actuelle;
et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 435 231 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2700 du chemin du Golf Ouest.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1402/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure – Immeuble situé au 800 du boulevard Foucault

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de vingt mètres carrés (20 m^2) à cinquante-quatre mètres carrés (54 m^2) la superficie maximale de l'enclos pour conteneurs de matières résiduelles situés en cour arrière, à la condition :
- qu'une haie de cèdres d'une hauteur minimale d'un virgule quatre-vingt-deux mètre (1,82 m) soit aménagée à l'avant des sections de clôture composées

de mailles, soit les sections orientées vers la rue Carignan, vers le boulevard de l'Université et vers le bâtiment principal;
- que les portes soient composées de lattes de bois teintes ou peintes de couleur grise;
et ce, pour l'immeuble formé des lots 4 352 021, 4 352 022 et 4 353 042 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 800 du boulevard Foucault.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1403/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure – Immeuble situé aux 53A, 53B et 55 de la rue Holmes

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-07;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que le conseil municipal accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire de :
- deux virgule quatre mètres (2,4 m) à deux virgule vingt-cinq mètres (2,25 m) la marge avant minimale;
- deux mètres (2 m) à un mètre (1 m) la marge latérale droite minimale;
- cinq mètres (5 m) à quatre virgule quatre mètres (4,4 m) le total minimal des marges latérales, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 427 135 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 53A, 53B et 55 de la rue Holmes.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1404/11/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 21 octobre 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 21 octobre 2015 aux archives de la Ville.

1405/11/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'implantation et d'intégration architecturale - P.I.I.A

Attendu que les demandes suivantes répondent aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'implantation et d'intégration et architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.10.36	145 rue des Forges	Enseigne rattachée au bâtiment
15.10.37	52-56 rue Holmes	Rénovation extérieure du bâtiment
15.10.38	1585 boulevard	Enseigne rattachée au bâtiment

	Lemire	
15.10.39	935 rue Rivard	Enseigne rattachée au bâtiment et modification de l'enseigne détachée du bâtiment
15.10.40	825 boulevard Saint-Joseph	Rénovation extérieure du bâtiment et aménagement de terrain
15.10.41	144 rue Lindsay	Rénovation extérieure du bâtiment
15.10.44	5705 place Kubota	Modification de l'enseigne détachée
15.10.45	451 rue Lindsay	Enseigne rattachée au bâtiment
15.10.46	201 rue Saint-Marcel	Enseigne rattachée au bâtiment
15.10.47	226 rue Heriot	Modification de l'enseigne détachée

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le conseil municipal approuve les demandes susmentionnées et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations de la rencontre du comité consultatif de l'urbanisme tenue le 21 octobre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1406/11/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'implantation et d'intégration architecturale - P.I.I.A - acceptations partielles

Attendu que les demandes suivantes répondent partiellement aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.10.42	750 boulevard Lemire	Enseigne rattachée au bâtiment et modification de l'enseigne détachée
15.10.43	800 boulevard Lemire	Enseigne rattachée au bâtiment (avec conditions) et modification de l'enseigne détachée

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal approuve partiellement les demandes susmentionnées et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations du comité consultatif de l'urbanisme tenu le 21 octobre 2015.

Veuillez prendre note que la partie soulignée de l'objet de la demande est la portion refusée du projet.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1407/11/15 Avis de motion du règlement no 4679 décrétant des travaux relatifs à la construction de la nouvelle bibliothèque municipale et nécessitant un emprunt de 20 449 280 $ à cette fin

La conseillère Annick Bellavance donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4679 ayant pour objet de décréter des travaux relatifs à la construction de la nouvelle bibliothèque municipale et nécessitant un emprunt de 20 449 280 $ à cette fin.

1408/11/15 Avis de motion du règlement no 4653 – Zonage no 4300

Le conseiller Alain Martel donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4653 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage afin d'autoriser les activités du Centre de Ressources pour Hommes Drummond ainsi qu'un bureau de psychologue et une clinique d'acupuncture au 449 de la rue Notre-Dame.

1409/11/15 Avis de motion du règlement no 4674 modifiant le règlement de plan d'urbanisme no 4299 afin d'autoriser les activités commerciales de l'entreprise Réfrigération Pôle-Nord au 1050 du boulevard Saint-Joseph Ouest de même que sur certains lots adjacents

La conseillère Cathy Bernier donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4674 ayant pour objet de modifier le règlement de plan d'urbanisme no 4299 afin d'autoriser les activités commerciales de l'entreprise Réfrigération Pôle-Nord au 1050 du boulevard Saint-Joseph Ouest de même que sur certains lots adjacents.

1410/11/15 Avis de motion du règlement no 4675 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4675 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage afin d'autoriser les activités commerciales de l'entreprise Réfrigération Pôle-Nord au 1050 du boulevard Saint-Joseph Ouest de même que sur les lots adjacents.

1411/11/15 Avis de motion du règlement no 4678 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4678 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage afin d'autoriser les maisons intergénérations à l'intérieur de la zone d'habitation H-365, et ce, notamment au 50 de la rue Pinard.

1412/11/15 Avis de motion du règlement no 4662 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4662 ayant pour objet de modifier le règlement de zonage afin d'autoriser les activités de l'entreprise Signalisation Drummond au 1755 de la rue Sigouin.

1413/11/15 Avis de motion du règlement no 4686 – Zonage no 4300

La conseillère Cathy Bernier donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4686 ayant pour objet de

modifier le règlement de zonage afin d'autoriser l'implantation d'un bâtiment multifamilial de 4 étages composé d'environ 30 logements de même que de certains usages commerciaux spécifiquement permis en mixité au 395 de la rue Rose-Ellis.

1414/11/15 Adoption du projet de règlement no 4653 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le projet de règlement no 4653 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de permettre, à l'intérieur de la zone commerciale C-710, en plus des usages actuellement permis, les usages commerciaux de type « cabinet de médecins et chirurgiens spécialisés », « service de soins paramédicaux » et « service de soins thérapeutiques » faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local).

La zone commerciale C-710, comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Saint-Damase, et ce, entre la rue Notre-Dame et la 6e Avenue, soit et est adopté.

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1415/11/15 Adoption du projet de règlement no 4674 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 4299 dans le but d'autoriser les activités commerciales de l'entreprise Réfrigération Pôle-Nord au 1050 du boulevard Saint-Joseph Ouest de même que sur certains lots adjacents

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que le projet de règlement no 4674 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 4299 dans le but :

- d'agrandir l'affectation commerciale lourde (C3) à même une partie de l'affectation résidentielle de faible densité (R1) de manière à y inclure l'ensemble des terrains localisés au nord-est du boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, entre les rues Lapéro Nord et Eusèbe-Lemaire.

L'affectation résidentielle de faible densité (R1) comprend, de façon approximative, l'ensemble des secteurs résidentiels situés à l'arrière des propriétés adjacentes au boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, entre les rues Gaston et Lapéro Nord jusqu'à la rue Mélanie et la Place Ouellet.

L'affectation commerciale lourde (C3) comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre du boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, entre les rues Lapéro Nord et place Bonneville, soit et est adopté.

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1416/11/15 Adoption du projet de règlement no 4675 – Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le projet de règlement no 4675 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

d'agrandir la zone commerciale C-103 à même une partie de la zone d'habitation H-126 de manière à y inclure l'ensemble des terrains localisés au nord-est du boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, entre les rues Lapéro Nord et Eusèbe-Lemaire;

d'autoriser à l'intérieur de la zone commerciale C-103 ainsi agrandie, en plus des usages actuellement permis, les usages commerciaux de type « Service de réparation et d'entretien de systèmes de plomberie, de chauffage, de ventilation et de climatisation (entrepreneur spécialisé) » faisant partie de la classe d'usages C-5 (commerce artériel lourd) et « Service de chauffage » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction);

La zone d'habitation H-126 comprend, de façon approximative, les propriétés situées entre les rues Lapéro Nord et Eusèbe-Lemaire, et ce à partir du boulevard Saint-Joseph Ouest jusqu'au boulevard Patrick.

La zone commerciale C-103 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre du boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, entre la rue Lapéro Nord et la Place Bonneville, soit et est adopté.

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1417/11/15 Adoption du projet de règlement no 4678 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le projet de règlement no 4678 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone d'habitation H-365, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant, dans le but d'en faire une résidence intergénérations.

La zone d'habitation H-365 est délimitée approximativement par les rues Guilbault, Birtz et Larocque, par la limite latérale droite du lot 4 134 360, par la limite latérale gauche du lot 4 134 389, par la rue Valois, par la limite arrière des lots donnant du côté sud-ouest de la rue Saint-Omer, par la rue Pinard, par la limite latérale droite du lot 4 134 327, par la rivière Saint-Germain, par la rue Saint-Pierre, par la rue Larocque, par la rue Saint-Omer, par la limite arrière des terrains donnant du côté sud-ouest de la rue Valois et par la limite arrière des terrains donnant sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Omer, soit et est adopté.

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1418/11/15 Adoption du projet de règlement no 4662 – Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que le projet de règlement no 4662 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de créer la nouvelle zone industrielle I-397 à même une partie de la zone industrielle I-337 de manière à y autoriser :
- l'ensemble des usages commerciaux faisant partie de la classe C-8 (commerce de vente en gros) et industriels faisant partie des classes I-2 (industrie légère) et I-3 (industrie semi-lourde);
- les usages commerciaux de type « service de location d'équipements relatifs à la signalisation routière » faisant partie de la classe d'usages C-5 (commerce artériel lourd) et « service de travaux spécialisés en équipement relatif à la signalisation routière » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce relié à la construction) de même qu'un usage accessoire lié à l'entretien de véhicules automobiles et de prévoir des dispositions particulières relatives à l'entreposage extérieur selon certaines conditions.

La zone industrielle I-337 comprend, de manière approximative, les propriétés adjacentes aux rues Janelle, Haggerty, Sigouin, Farrell et Luneau, et ce, à partir de la rue Cormier jusqu'à l'arrière des propriétés situées du côté nord-est du boulevard Lemire, soit et est adopté.

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1419/11/15 Adoption du projet de règlement no 4686 – Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le projet de règlement no 4686 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de permettre à l'intérieur de la zone commerciale C-409, par contingentement, la construction d'une habitation multifamiliale H-5 (9 à 12 logements) ou H-6 (13 logements et plus) jusqu'à 4 étages et 35 logements de même que certains usages commerciaux faisant partie des classes C-2 (local) et C-3 (bureau) spécifiquement permis en mixité, le tout selon certaines conditions relatives au contrôle architectural du bâtiment principal, à la mixité des usages, à l'implantation des activités résidentielles et commerciales ainsi qu'à l'aménagement de terrain et des aires de stationnement, et de prévoir en conséquence les différentes normes relatives au lotissement, aux dimensions du bâtiment principal, aux marges et à la densité d'occupation du sol.

La zone commerciale C-409, à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande, comprend de façon approximative, les propriétés situées au nord-est de la rue Rose-Ellis, et ce, entre le boulevard René-Lévesque et le prolongement de l'axe de la rue Hains, soit et est adopté.

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1420/11/15 Adoption du second projet de règlement no 4655-1 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le second projet de règlement no 4655-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de créer la nouvelle zone d'habitation H-1184-1 à même une partie de la zone d'habitation H-1173 afin d'y autoriser des bâtiments multifamiliaux (H-4) de 6 logements de structure isolée et d'y prévoir toutes les normes spécifiques au bâtiment et au lotissement;

d'ajouter à la zone d'habitation H-1184, les usages H-2, H-3 et H-4 de structure isolée ainsi que d'y prévoir les normes spécifiques au bâtiment et au lotissement;

de modifier pour la zone H-1184 la superficie minimale de terrain pour les bâtiments multifamiliaux (H-4) de structure isolée de 6 logements;

Les zones d'habitation H-1173 et H-1184 sont délimitées approximativement par la rue du Sauvignon, la rue du Grenache, l'arrière-lot des terrains donnant des côtés nord et sud de l'avenue du Vigneron et la rue du Sémillon, soit et est adopté.

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1)*.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1421/11/15 Adoption du second projet de règlement no 4660-1 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le second projet de règlement no 4660-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de créer la nouvelle zone d'habitation H-564 à même l'ensemble de la zone communautaire P-507 de manière à y autoriser les habitations bifamiliales (H-2), trifamiliale (H-3) et multifamiliales (H-4) de structures isolées jusqu'à 4 logements selon certaines conditions d'apparence extérieure et d'aménagement de terrain;

d'abroger les dispositions relatives à la zone communautaire P-507;

La zone communautaire P-507 est localisée, de manière approximative, au sud-est de la rue Melançon, et ce, à partir de la rue Ringuet jusqu'à la rue Sylvan, soit et est adopté.

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1)*.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1422/11/15 Adoption du second projet de règlement no 4661-1 – Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le second projet de règlement no 4661-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de permettre, à l'intérieur de la zone d'habitation H-0039, en plus des usages actuellement permis, les habitations unifamiliales (H-1) de structure isolée;

La zone d'habitation H-0039 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Loring entre les rues Hébert et Lindsay ainsi que de part et d'autre de la rue Dorion entre les rues Loring et Cockburn, soit et est adopté.

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1423/11/15 Adoption du second projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser une entreprise d'installation de rampes en aluminium au 5793 du boulevard Saint-Joseph

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le second projet de résolution no **1423/11/15** en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser l'usage « 5212 – Vente au détail de matériaux de construction » faisant partie de la classe d'usages C-5 (commerce artériel lourd) et l'usage « 6659.1-Service de travaux spécialisés pour l'installation de garde-corps (rampes) » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction);

de spécifier des conditions d'aménagement de terrain;

le tout au 5793 du boulevard Saint-Joseph.

La zone rurale R-9503 est délimitée approximativement par le boulevard Saint-Joseph à l'est, le prolongement imaginaire de la rue du Cordeau au sud, une limite située à 60 mètres à l'ouest du boulevard Mercure et une limite située à une distance de 95 mètres au sud de la rue Brown, soit et est adopté.

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1424/11/15 Adoption du second projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser la transformation d'une unifamiliale en duplex au 1535 de la rue Goupil

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le second projet de résolution no **1424/11/15** en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser la classe d'usages H-2 (habitation bifamiliale) selon certaines conditions au 1535 de la rue Goupil.

La zone d'habitation H-744, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée par les rues Saint-Rodolphe, Jogues et Dumaine ainsi que par l'arrière lot des terrains donnant vers la rue Lalemant, soit et est adopté.

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1)*.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1425/11/15 **Adoption du règlement no 4684 abrogeant le règlement no 3892 décrétant le tarif du personnel électoral de la Ville de Drummondville**

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution **1374/10/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le règlement soit adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1426/11/15 **Adoption du règlement no 4680 autorisant une délégation de pouvoirs**

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution **1357/10/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1427/11/15 **Adoption du règlement 4645 - Modification du règlement no 3500 afin d'ajouter à titre de stationnements municipaux à l'article 688, les stationnements du Boisé de la Marconi, du Complexe sportif, du Campus universitaire, d'ajouter une section au stationnement de l'hôtel de ville (portion rue des Écoles), d'abroger le stationnement du parc Woodyatt et de remplacer les noms des annexes G-1 à G3 par les annexes I-1 à I-3 et remplacer l'annexe G-1 par une nouvelle annexe I-1**

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution **1356/10/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Monsieur le maire, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

Toute la famille de monsieur Léopold Michaud, journalier au Service des travaux publics retraité depuis 2009, à l'occasion de son décès.

Congrès Villes intelligentes (MADAME CATHY BERNIER

La conseillère Cathy Bernier fait un résumé du congrès Villes intelligentes qui avait lieu le 14 octobre 2015. Madame Bernier explique l'importance de créer des concepts pour et par le citoyen.

Prix du bénévolat en loisir et en sport Dollard-Morin (MONSIEUR ROBERTO LÉVEILLÉE)

Le 14 octobre dernier se tenait la cérémonie de remise de prix Dollard-Morin à l'Assemblée nationale. Le conseiller Roberto Léveillée félicite, en son nom et celui de ses collègues, messieurs Pierre Ferland (lauréat du volet régional pour les Jeux du Québec) et François Levesque (lauréat du prix national en sport) dont le travail a été souligné au cours de cette cérémonie. Monsieur Léveillée remercie également les deux Drummondvillois pour leur implication bénévole auprès de la communauté.

Municipalités accessibles (MONSIEUR ALAIN MARTEL)

Le conseiller Alain Martel fait un résumé de la 7e rencontre annuelle du Réseau Municipalités accessibles qui avait lieu le 29 octobre 2015. Monsieur Martel souligne que ce fût un partage enrichissant de bonnes pratiques en matière d'accessibilité universelle.

Mission économique SDED (MONSIEUR ALEXANDRE CUSSON)

Monsieur le maire dresse le bilan de sa mission en Chine qu'il a effectué du 7 au 14 octobre 2015. Il rappelle que la Ville de Drummondville est jumelée avec la Ville de Zhejang depuis 2004. Lors de son séjour, monsieur Cusson a pu

constater le leadership drummondvillois des compagnies comme Soucy et Soprema qui sont établi en Chine. Il souligne l'importance d'un appui municipal pour les entreprises qui veulent s'y installer. Il tient également à remercier les organisations qui ont fait confiance à la Société de développement économique de Drummondville (SDED) et son personnel, dont monsieur Martin Dupont, directeur général et madame Biron, commissaire industriel.

Accueil des villes jumelles - 27 octobre au 1er novembre (MONSIEUR ALEXANDRE CUSSON)

Du 27 octobre au 1er novembre dernier, Drummondville recevait les représentants des villes européennes dans le cadre de l'accueil des villes jumelles. Chaque année, cet échange permet à plusieurs jeunes de faire des stages internationaux. De plus, plusieurs liens économiques se créent lors de cette période. Monsieur le maire remercie le conseiller Yves Grondin, responsable du jumelage et des relations internationales ainsi que madame Danielle Dufresne et monsieur Sébastien Lépine pour la préparation d'un programme duquel la Ville est très fière.

Tournée des districts (MONSIEUR ALEXANDRE CUSSON)

Chaque année, en compagnie de ses collègues, monsieur le maire visite chaque district afin de comprendre ses préoccupations. Ces visites s'amorceront la semaine du 2 novembre dans les différents lieux publics.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et citoyens.

Prochaine assemblée du Conseil : 16 novembre 2015

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 16 novembre 2015.

1428/11/15 Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que l'assemblée soit levée à 20 h 19.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Alexandre Cusson, maire Me Mélanie Ouellet, greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 16 novembre 2015, à compter de 19 h 30, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Annick Bellavance
Cathy Bernier
Yves Grondin
John Husk
Catherine Lassonde
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Isabelle Marquis
Alain Martel
William Morales
Daniel Pelletier

Personnes ressources :

M. Francis Adam, directeur général
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
Me Marie-Eve Le Gendre, assistante-greffière

Secrétaire :

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Réflexion avant conseil

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1429/11/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1430/11/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil tenue le 26 octobre 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 26 octobre 2015 et que tout semble conforme,

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1431/11/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil tenue le 2 novembre 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 2 novembre 2015 et que tout semble conforme,

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Correspondance

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de la lettre suivante :

- Félicitations de la part du ministère de la Sécurité publique concernant la réalisation de la Politique municipale de sécurité civile et du Guide des mesures d'urgence à l'intention de la population de Drummondville;

ainsi que des lettres de remerciements provenant de différents organismes.

1432/11/15 Dépôt du procès-verbal du comité exécutif du 10 novembre 2015

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le procès-verbal de la réunion du comité exécutif tenue le 10 novembre 2015 aux archives de la Ville.

1433/11/15 Nomination de monsieur Roberto Léveillée à titre de président du comité sports, plein air, loisirs communautaires, parcs et espaces verts en remplacement de monsieur Vincent Chouinard

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville nomme monsieur Roberto Léveillée à titre de président du comité sports, plein air, loisirs communautaires, parcs et espaces verts en remplacement de monsieur Vincent Chouinard.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Lecture du discours sur la situation financière de la Ville de Drummondville

Monsieur le maire procède à la lecture du discours sur les états financiers 2014, le budget 2015 et le plan triennal d'immobilisations 2015-2016-2017 ainsi que sur les orientations budgétaires 2016 et le plan triennal d'immobilisations 2016-2017-2018 lequel discours demeure annexé au présent procès-verbal pour en faire partie comme si au long relaté.

Monsieur le maire dépose également les listes des contrats octroyés par la Ville depuis le dernier discours sur la situation financière qui, d'une part, incluent les contrats conclus qui totalisent plus de 25 000 $, et d'une autre part, incluent les contrats conclus d'une valeur de plus de 2 000 $ lesquels totalisent plus de 25 000 $ par fournisseur.

1434/11/15 Fourniture et livraison d'un rouleau à asphalte (Soumission DR15-INV-031 - Ouverture 30.10.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la soumission de la compagnie Longus Estrie au montant de 65 084,40 $ (taxes incluses), soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1435/11/15 Disposition d'appareils respiratoires, de faciaux et de bouteilles d'air (Soumission DR15-DIS-006)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville entérine la résolution du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Majorique-de-Grantham autorisant l'achat de 12 appareils respiratoires, de 18 faciaux de grandeurs variées et de 30 bouteilles d'air au montant de 10 000 $.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1436/11/15 Disposition d'un conteneur scellé à l'UTEU (Soumission DR15-DIS-007)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville vende un conteneur pour le transport de boues à l'entreprise Jean-Paul Blanchard et fils au montant de 1 500 $.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1437/11/15 Adoption d'une nouvelle Politique de gestion contractuelle et abrogation de la résolution 1792/12/10

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville adopte la nouvelle Politique de gestion contractuelle et abroge la résolution 1792/12/10.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1438/11/15 Dépôt de la liste d'embauches des employés surnuméraires et étudiants

Monsieur le maire dépose la liste d'embauches suivantes conformément à la résolution 343/3/14 :

- Manœuvre surnuméraire aux arénas : monsieur Yannick Dumont (DES et DEP en charpenterie-menuiserie);

- Technicienne en génie civil (stagiaire) : madame Audrey Albert (BAC en génie civil en cours d'obtention).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1439/11/15 Nomination de Madame Simone Auger au poste permanent de préposée à l'information et aux requêtes au Service des travaux publics

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de madame Simone Auger au poste permanent de préposée à l'information et aux requêtes au Service des travaux publics :

- Salaire : Classe 370, échelon 5 ans et plus;
- Autres conditions : conformes à la convention collective applicable;
- Le tout sujet à une période probatoire de trois (3) mois consécutifs;
- Entrée en poste : à déterminer par le surintendant au Service des travaux publics.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1440/11/15 Opinion du conseil en regard d'une confirmation de la reconnaissance d'exemption de taxes dans le cadre d'une révision périodique, formulée auprès de la Commission municipale du Québec par Parrainage civique inc.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande de révision d'exemption de taxes, formulée à la Commission municipale du Québec par Parrainage civique inc. pour l'immeuble situé au 130 rue Saint-Damase.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1441/11/15 Résolution autorisant la gratuité des stationnements municipaux à l'exception des espaces sur rue et du stationnement « Place du Centre / P-6 » pour la période du 16 novembre 2015 au 3 janvier 2016

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la gratuité du stationnement dans tous les stationnements municipaux (hors rues) à l'exception du stationnement « Place du Centre / P-6 » et des espaces sur rue pour la période du 16 novembre 2015 au 3 janvier 2016 inclusivement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1442/11/15 Adoption de la Politique municipale des aînés et du plan d'action 2016-2018

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville adopte la Politique municipale des aînés et le plan d'action 2016-2018.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1443/11/15 Adoption de la Politique municipale de sécurité civile

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville adopte la Politique municipale de sécurité civile telle que présentée.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1444/11/15 Subvention de 500 $ au Centre communautaire Sintra Saint-Charles pour leur 10e anniversaire de fondation

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ au Centre communautaire Sintra Saint-Charles pour leur 10e anniversaire de fondation.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1445/11/15 Subvention spéciale de 3 000 $ au Comptoir alimentaire Drummond inc. dans le cadre de la Guignolée

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 3 000 $ au Comptoir alimentaire Drummond inc. à titre de subvention spéciale dans le cadre de la Guignolée.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1446/11/15 Subvention de 1 000 $ pour l'organisation d'activités dans le cadre de la campagne « Plaisirs d'hiver 2016 »

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ pour l'organisation d'activités dans le cadre de la campagne « Plaisirs d'hiver 2016 » au Centre communautaire Saint-Pierre inc., organisme responsable du budget du comité « Plaisirs d'hiver ».

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1447/11/15 Subvention spéciale de 5 000 $ au Centre communautaire Drummondville-Sud inc.

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 5 000 $ au Centre communautaire Drummondville-Sud inc. à titre de subvention spéciale 2015 conditionnellement à la réception d'une offre de service de la Firme Raymond Chabot Grant Thornton à la convenance des attentes de la Ville.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1448/11/15 Signature d'une entente intermunicipale entre la Ville de Drummondville et l'Association hockey mineur d'Acton Vale

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente intermunicipale avec l'Association hockey mineur d'Acton Vale permettant aux résidents admissibles d'Acton Vale de s'inscrire au hockey mineur à Drummondville pour la période du 1er août 2015 au 31 juillet 2016.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1449/11/15 Résolution autorisant GDG Environnement Ltée à déposer une demande de certificat d'autorisation au ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour le contrôle biologique des mouches noires 2016-2020

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise GDG Environnement Ltée à présenter au ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) une demande de certificat d'autorisation au nom de la Ville pour la réalisation du contrôle biologique des mouches noires pour les années 2016 à 2020.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1450/11/15 Demande à la MRC de Drummond pour l'autorisation des travaux d'aménagement du cours d'eau Surprenant

Considérant que le cours d'eau Surprenant est sous la compétence de la MRC de Drummond;

Considérant que le demandeur a complété le formulaire de demande d'intervention dans un cours d'eau;

Considérant que le cours d'eau reçoit les égouts pluviaux du secteur et que les travaux d'entretien aux fins publiques sont jugés nécessaires par le Service du développement durable et de l'environnement;

Considérant que le cours d'eau Surprenant est décrit au règlement municipal no 17-84;

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que la Ville de Drummondville formule une demande à la MRC de Drummond en vue de procéder aux démarches administratives requises pour les travaux d'aménagement du cours d'eau Surprenant, aux fins publiques, prévus en 2016 selon le plan de localisation produit par le Service du développement durable et de l'environnement.

La Ville de Drummondville s'engage à acquitter, sur réception, toutes les factures que pourrait émettre la MRC suite aux procédures engagées ou complétées dans ce dossier.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1451/11/15 Demande de certificat d'autorisation - article 22 au ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour des travaux d'aménagement du cours d'eau Surprenant (secteur Hector Ledoux) ainsi qu'une autorisation de signature

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que le directeur du Service du développement durable et de l'environnement soit par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, une demande de certificat d'autorisation – article 22 au ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) aux fins publiques et concernant des travaux d'aménagement du cours d'eau Surprenant.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1452/11/15 Demande de certificat d'autorisation – article 22 au ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour les travaux dans le développement La Roseraie ainsi qu'une autorisation de signature

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la firme Larocque et Cournoyer soit par la présente autorisée à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, une demande de certificat d'autorisation – article 22 au ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) aux fins d'accès publics pour le projet de développement La Roseraie. La firme Larocque et Cournoyer est également autorisée à signer tous les documents complémentaires associés à cette demande.

De plus, la Ville de Drummondville autorise JYB Entrepreneur général à réaliser les traverses de rues sur le lot 3 920 072 du cadastre du Québec en conformité aux exigences municipales.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1453/11/15 Approbation du plan d'intervention 2015 pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées et dépôt au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville approuve le plan d'intervention 2015 pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées et autorise l'ingénieure, chef de division en gestion des infrastructures à le déposer au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1454/11/15 Signature d'une entente de croisement à intervenir avec le Canadien National relativement aux travaux du tunnelier Marconi

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer une entente de croisement à intervenir avec le Canadien National relativement aux travaux du tunnelier Marconi.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1455/11/15 Résolution autorisant la mise en place d'un sens unique sur la rue Montcalm de la 118e vers la 117e Avenue

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller John Husk,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la mise en place d'un sens unique sur la rue Montcalm de la 118e vers la 117e Avenue.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1456/11/15 Résolution autorisant l'ajout d'un arrêt toutes directions à l'intersection des rues Marier et Luneau

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'ajout d'un arrêt toutes directions à l'intersection des rues Marier et Luneau.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1457/11/15 Résolution autorisant le retrait des panneaux « Stationnement interdit » devant le secteur du 80 rue Manseau

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le retrait des panneaux « Stationnement interdit » devant le secteur du 80 rue Manseau.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1458/11/15 Résolution autorisant les droits de passage par le Club QUAD Centre-du-Québec (projet pilote reconductible annuellement)

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise au Club QUAD Centre-du-Québec, les droits de passage suivants :

1. à l'intersection de la rue de l'Université et de la rue Aurore-Pothier sur une distance de 400 mètres;
2. à l'intersection de la rue Aurore-Pothier et du boulevard Foucault sur une distance de 330 mètres pour se rendre au restaurant le Vieux St-Charles et Tim Horton, pour se terminer à la station-service Pétro-T;
3. à l'intersection de la rue Aurore-Pothier et de la rue Domino sur une distance de 100 mètres pour se rendre au concessionnaire Sport 100 Limites.

De plus, la Ville n'engage aucune responsabilité et se réserve le droit d'évaluer le dossier en cours de saison advenant que des problèmes majeurs soient portés à l'attention de la Sûreté du Québec, le tout pour la période commençant à la fin décembre, quand la neige le permet jusqu'à la fin mars selon les conditions climatiques.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1459/11/15 Résolution autorisant les droits de passage par le Club de motoneige ARDAD de Drummondville (saison hivernale 2015-2016)

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise les droits de passage pour l'Association Régionale des Autoneigistes de Drummondville (ARDAD) sur le territoire de la Ville de Drummondville ainsi que des secteurs de Saint-Nicéphore et de Saint-Charles, pour la période du 15 novembre 2015 au 15 avril 2016, et ce, aux endroits suivants :

Drummondville :

1. traverse sur le chemin du Golf Ouest, côté nord du boulevard Patrick vis-à-vis de l'accotement;
2. traverse sur le chemin du Diable à l'intersection de l'entrée de l'usine d'épuration;
3. traverse sur le boulevard Patrick face aux tours d'Hydro-Québec, avant la route Farley;
4. traverse sur le boulevard Saint-Joseph après la rue Lapéro au nord-ouest;
5. traverse sur le boulevard Saint-Joseph vis-à-vis de la rue Richard;
6. traverse sur la rue Saint-Roch derrière Kubota;
7. traverse sur le 5e Rang Ouest (traverse actuelle exacte);

8. traverse sur le boulevard Lemire sur la piste cyclable à côté de l'école garderie;
9. traverse du boulevard Saint-Joseph à l'intersection de la 110e Avenue;
10. traverse sur la rue Marconi près du boulevard Saint-Joseph;
11. circulation sur environ 200 mètres sur le boulevard Jean-de-Brébeuf le long du viaduc de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier;
12. traverse sur le boulevard Jean-de-Brébeuf entre la rue Saint-Onge et la bretelle de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier;
13. traverse sur le 5e Rang Ouest vis-à-vis le no civique 2300, entre la grange et l'écurie;
14. traverse sur la rue Canadien vis-à-vis du lot en friche entre Autobus Thomas et Drap Santé;
15. traverse sur le boulevard Jean-de-Brébeuf face à Jean-Paul Lambert;
16. traverse au centre de la route Farley;
17. traverse sur la piste cyclable rue des Forestiers;
18. traverse rue Daniel.

Secteur de Saint-Nicéphore :

1. traverse près du 2940 boulevard Mercure;
2. traverse au 1040 chemin de l'Aéroport;
3. circulation sur une distance de 0,1 km sur la rue de la Cordelle près du 5900 boulevard Saint-Joseph;
4. traverse sur la rue des Sapins face aux nos civiques 310 et 315 et la rue Moreau;
5. circulation sur une distance de 0,2 km sur la route Caya près du chemin Tourville vers l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier;
6. traverse sur la route Caya près du 4335;
7. traverse sur la route Caya face au 4335;
8. traverse sur le chemin Tourville près du 8660;
9. traverse sur le chemin Tourville à environ 200 m de la route Caya au nord-ouest;
10. traverse sur la rue Fleury sous la tour électrique;
11. circulation sur une distance de 300 mètres sur la rue Charland;
12. traverse près du 353, 7e Rang;
13. traverse sur la route Caya sur le viaduc de l'autoroute Joseph-Armand Bombardier.

Secteur de Saint-Charles :

1. traverse sur le boulevard Foucault près du 1500;
2. traverse sur la rue Montplaisir près du boulevard Foucault;
3. circulation sur une distance de 150 mètres sur le chemin Hemming près du dépanneur;
4. traverse sur le chemin Hemming près du dépanneur;
5. traverse sur la rue du Repos près du dépanneur;
6. traverse sur la rue Aurèle sous la ligne électrique;
7. traverse sur le chemin Milot sous la ligne électrique;
8. traverse sur le rang de la Commune sous la ligne électrique;
9. traverse sur le 4e Rang sous la ligne électrique;
10. circulation sur une distance de 150 mètres sur le 3e Rang près de la voie ferrée.

De plus, la Ville n'engage aucune responsabilité et se réserve le droit d'évaluer le dossier en cours de saison advenant que des problèmes majeurs soient portés à l'attention de la Sûreté du Québec.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1460/11/15 Résolution autorisant les droits de passage du Moto Club Drummond inc.

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville consente à Moto Club Drummond inc., pour la période du 15 novembre 2015 au 15 avril 2016, les droits de passage suivants :

1. traverse du boulevard Saint-Joseph à la hauteur de la 110e Avenue, pour rejoindre la station de service Sonic située à l'angle de la 110e Avenue et du boulevard Saint-Joseph, longeant le boulevard Saint-Joseph Nord-Sud et la piste cyclable pour se rendre aux tours électriques, même circuit que les motoneiges, avec panneau indiquant « traverse VTT »;

2. circulation sur la rue Georges-Couture, sur une distance de 100 mètres à partir de la 110e Avenue pour rejoindre le garage J. Nolin et station de service Sonic, avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;

3. circulation à partir du S.I.U.C.Q. vers le boulevard Saint-Joseph;

4. circulation à partir du boulevard Jean-de-Brébeuf, longeant le ruisseau, jusqu'au cours d'eau Marconi et direction est jusqu'à la piste cyclable sur l'ancienne voie ferrée;

5. traverse du boulevard Jean-de-Brébeuf, près de la bretelle de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier avec panneau indiquant « traverse VTT » et circulation le long de la bretelle de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier jusqu'à la clôture du pénitencier, tel que déjà établi;

6. circulation le long de la bretelle de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier jusqu'à la clôture du pénitencier et circulation le long de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier sur le terrain de la Marconi jusqu'à la 123e Avenue;

7. circulation sur le boulevard Jean-de-Brébeuf, sur une distance d'environ 950 mètres, à partir de la sortie existante près du pénitencier pour rejoindre la terre de monsieur Stéphane Pitre, voisin de monsieur Armand Chandonnet (3040 boulevard Jean-de-Brébeuf), avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;

8. circulation sur le 5e Rang du no civique 1520 au 2405 sur une distance totale de deux (2) kilomètres;

9. circulation sur la rue Laviolette sur une distance de 250 mètres pour rejoindre le restaurant Chez Louis et le dépanneur Couche-Tard, avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;

10. traverse du boulevard Lemire sur la piste cyclable au même endroit que les motoneiges, avec panneau indiquant « traverse de VTT »;

11. circulation côté sud de l'aéroport, sur le terrain de l'aéroport appartenant à la Ville de Drummondville, à la limite de Saint-Nicéphore jusqu'au boulevard Allard tel que déjà établi;

12. traverse du boulevard Allard à la hauteur du chalet de l'aéroport avec panneau indiquant « traverse de VTT »;

13. circulation sur le boulevard Allard, sur une distance de 475 mètres à partir du chalet de l'aéroport jusqu'au sentier de VTT, avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;

14. circulation sur la rue Marie Guérin Lajoie, à la Route 139 jusqu'au sentier de VTT près du cimetière sur le chemin de l'Aéroport pour une distance de 1,2 km, avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT », et traverse VTT sur le boulevard Saint-Joseph;

15. traverse à la hauteur du Motel Blanchet situé au 225 du boulevard Saint-Joseph Ouest pour rejoindre la station-service Pétro-T avec panneau indiquant « traverse de VTT », et ce, au même endroit que les motoneiges;

16. traverse à la hauteur du 1200 boulevard Saint-Joseph Ouest (Moto Drummond) pour rejoindre le terrain de l'Autodrome Drummond, avec panneau indiquant « traverse VTT »;

17. circulation sur le 5e Rang, à la hauteur du Club de Golf des Érables, sur environ 1,8 kilomètre, avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT ».

De plus, la Ville n'engage aucune responsabilité et se réserve le droit d'évaluer le dossier en cours de saison advenant que des problèmes majeurs soient portés à l'attention de la Sûreté du Québec.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1461/11/15 Signature d'une entente pour l'adhésion au service PerLE pour les entreprises à intervenir avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

CONSIDÉRANT QUE le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a pour mission d'offrir aux citoyens et aux entreprises, sur tout le territoire du Québec, un guichet unique multiservices afin de leur permettre un accès simplifié à des services publics;

CONSIDÉRANT QUE le ministre a pour fonction de développer une approche intégrée de la prestation de services publics de façon à en assurer l'efficacité et d'offrir des services de renseignements et de références qui facilitent les relations entre l'État et les citoyens et les entreprises;

CONSIDÉRANT QUE les parties accordent une grande importance à la diminution des démarches administratives auxquelles les entreprises sont confrontées et qu'elles désirent améliorer la prestation de services pour les entreprises;

CONSIDÉRANT QUE PerLE est un service interactif Web qui permet aux entreprises de générer une liste de permis, licences et certificats d'autorisation requis des gouvernements fédéral, provincial et des municipalités et qu'il est intégré au Portail gouvernemental de services;

CONSIDÉRANT QUE le ministre peut conclure des ententes particulières avec les villes et municipalités locales situées sur le territoire du Québec afin qu'elles adhèrent au service PerLE;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville souhaite participer au service PerLE;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'entente concernant le service PerLE.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1462/11/15 Demande d'autorisation pour l'aliénation et le lotissement d'une partie du lot 3 920 592 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond - boulevard Saint-Joseph (CPTAQ)

Considérant que cette partie du lot 3 920 592 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond est intégrée à la zone permanente agricole;

Considérant qu'une demande d'autorisation visant à modifier une décision rendue en 1981 par la commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) en vertu de l'article 40, d'une partie du lot 3 920 592 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le terrain visé par la demande fait partie de la zone A-5705;

Considérant que la classe d'usage H-1, soit habitation unifamiliale est autorisée pour ce terrain;

Considérant que le terrain à soustraire de la terre a une superficie de trois mille cent cinquante-huit mètres carrés (3 158 m²), et que la partie restante a une superficie de trois cent quatre-vingt-onze mille huit cent quatre-vingt-huit mètres carrés (391 888 m²);

Considérant que la partie de lot soustraite et visée par la demande est occupée par une résidence;

Considérant que le potentiel du sol de la partie visée est de classe 3 et 4 avec limitation due à une faible fertilité, d'une pierrosité et d'une surabondance d'eau (4-FW et 6-WP) , tel qu'inscrit sur les cartes d'inventaire des terres du Canada;

Considérant que les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises, car la résidence est existante depuis 1981;

Considérant que l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

Considérant que plusieurs terrains avoisinants sont construits;

Considérant qu'il y a des espaces appropriés disponibles ailleurs sur le territoire de la municipalité locale et hors de la zone agricole, mais que ces derniers ne pourraient satisfaire la demande, car celle-ci consiste à morceler une partie du terrain;

Considérant que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville donne avis à l'effet que la demande d'autorisation, formulée par monsieur Guy Boisvert auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'aliénation et le lotissement d'une partie du lot 3 920 592 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond, est conforme au règlement de zonage quant à l'usage projeté et au règlement de lotissement quant au terrain.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1463/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure – Immeuble situé au 360 de la rue William

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-21;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de diminuer de deux (2) à un (1) le nombre minimal d'étages pour une habitation bifamiliale, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 133 745 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 360 de la rue William.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1464/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure – Immeuble situé au 1855 de la rue Goupil

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-21;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à diminuer de cinq virgule soixante-cinq mètres (5,65 m) à cinq virgule quatre mètres (5,4 m) la marge avant minimale, à la condition que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas douze virgule quatre-vingt-neuf mètres (12,89 m), et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un (1) étage et situé sur le lot 3 083 366 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1855 de la rue Goupil.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1465/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure – Immeuble situé au 300 de la rue Saint-Félix

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-21;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à diminuer de deux mètres (2 m) à un virgule quatre-vingt-cinq mètre (1,85 m) la marge latérale gauche minimale, à la condition que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas neuf virgule deux mètres (9,2 m), et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un (1) étage et situé sur le lot 3 427 845 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 300 de la rue Saint-Félix.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1466/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure – Immeuble situé au 50 de la rue Pinard

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-21;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à :

- augmenter de soixante pour cent (60 %) à soixante-cinq pour cent (65 %) le pourcentage de superficie occupée par le logement intergénérations par rapport à la superficie totale de plancher occupée par le logement principal;
- autoriser dans la cour latérale droite un escalier extérieur ouvert donnant accès au logement intergénérations situé au 2e étage de la résidence à la condition que l'arbre existant situé du côté droit de la cour avant vis-à-vis l'escalier extérieur projeté soit conservé. Advenant la coupe de l'arbre, celui-ci devra être remplacé par un arbre feuillu d'une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) et d'un diamètre minimal de zéro virgule zéro cinq mètre (0,05 m) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) au-dessus du niveau moyen du sol à la plantation;

dans le cadre de l'aménagement d'un logement intergénérationnel à l'intérieur d'une habitation unifamiliale isolée composée de deux (2) étages, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 134 334 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 50 de la rue Pinard.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1467/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure – Immeuble situé au 1840 de la rue Power

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-21;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à :

pour le 1830 rue Power (lot projeté 5 771 931) :

- diminuer de sept virgule quarante-trois mètres (7,43 m) à cinq virgule un mètres (5,1 m) la marge avant minimale applicable au bâtiment principal;
- autoriser que le tablier de manœuvres de l'aire de chargement/déchargement se situe en partie sur un terrain autre (1840 rue Power) que celui où se trouve le bâtiment principal qu'il dessert (1830 rue Power);

- diminuer d'un mètre (1 m) à zéro mètre (0 m) la distance minimale entre le tablier de manœuvres de l'aire de chargement/déchargement et une ligne latérale de terrain;

pour le 1830 rue Power (lot projeté 5 771 931) et le 1840 rue Power (lot projeté 5 771 932) :

- diminuer d'un mètre (1 m) à zéro mètre (0 m) la distance minimale entre des cases de stationnement et une ligne latérale de terrain;

à la condition :

- qu'un plan d'agrandissement du bâtiment situé au 1830 de la rue Power soit déposé pour approbation auprès du Service de l'urbanisme avant de recevoir l'acceptation officielle de la résolution;
- que neuf (9) arbres, feuillus ou conifères, soient plantés en cour avant du lot 5 185 554 actuel, soit un minimum de quatre (4) arbres sur chacun des lots projetés (5 771 931 et 5 771 932).
- que trois (3) arbres, feuillus ou conifères, soient plantés dans la cour latérale du bâtiment situé au 1840 de la rue Power, soit à l'arrière du bâtiment;
- les arbres doivent avoir un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) à partir du niveau moyen du sol et une hauteur minimale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) lors de la plantation;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 185 554 actuel du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1840 de la rue Power.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1468/11/15 Résolution autorisant avec conditions une dérogation mineure – Immeuble situé au 1175 de la rue Saint-Adélard

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-10-21;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à augmenter d'un (1) à deux (2) étages le nombre d'étages d'un bâtiment dont l'implantation est dérogatoire, mais protégée par droits acquis, aux conditions suivantes :

- qu'un cadrage de couleur blanche soit apposé au pourtour des fenêtres;
- que des planches cornières de couleur blanche soient apposées à la jonction des murs;
- que les matériaux de revêtement extérieur utilisés soient le clin de bois, de fibre de bois pressé ou de ciment;

et ce, dans le cadre d'un projet de conversion d'un bâtiment commercial à résidentiel composé d'un (1) étage sur le lot 3 082 702 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1175 de la rue Saint-Adélard.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1469/11/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 4 novembre 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 4 novembre 2015 aux archives de la Ville.

1470/11/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'implantation et d'intégration architecturale - P.I.I.A.

Attendu que les demandes suivantes répondent aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.11.04	2605-2611, avenue Camille-Dreyfus	Nouveau bâtiment
15.11.05	550, cours du Chevreuil	Nouveau bâtiment
15.11.06	2675, rue Saint-Pierre	Rénovation extérieure du bâtiment et aménagement de terrain
15.11.07	50, rue Pinard	Maison intergénérations
15.11.08	108, rue Loring	Enseigne rattachée au bâtiment
15.11.09	76, rue Saint-Philippe	Rénovation extérieure du bâtiment
15.11.10	1135-1137, boulevard Mercure	Démolition du bâtiment
15.11.11	1360, boulevard Foucault	Démolition du bâtiment
15.11.12	750, boulevard René-Lévesque #6	Enseigne rattachée au bâtiment
15.11.13	510 rue Lindsay	Enseignes rattachées au bâtiment
15.11.14	1015, boulevard Saint-Joseph	Rénovation extérieure du bâtiment
15.11.15	787-789, rue Saint-Pierre	Enseigne détachée

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal approuve les demandes susmentionnées, et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations du comité consultatif de l'urbanisme tenu le 4 novembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1471/11/15 Avis de motion du règlement no 4688 prévoyant l'annulation du caractère de rue sur les lots 3 704 715 et 3 704 716 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4688 ayant pour objet de prévoir l'annulation du caractère de rue sur les lots 3 704 715 et 3 704 716 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond.

1472/11/15 Avis de motion du règlement no 4681 ayant pour effet d'agrandir l'affectation agroforestière à même une partie de l'affectation récréative de manière à permettre la construction de résidences unifamiliales – Plan d'urbanisme

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 4681 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 4299 dans le but d'agrandir l'affectation agroforestière à même une partie de l'affectation récréative de manière à permettre la construction de résidences unifamiliales.

1473/11/15 Avis de motion du règlement no 4682 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4682 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but d'inclure des terrains situés actuellement à l'intérieur d'une zone communautaire récréative, à l'intérieur d'une zone rurale afin d'y permettre la construction de résidences unifamiliales. Ces terrains sont situés du côté est du 7e Rang, au sud de la Route 139.

1474/11/15 Avis de motion du règlement no 4685 – Zonage no 4300

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4685 ayant pour objet de créer la nouvelle zone d'habitation H-1150-1 afin d'y autoriser des habitations multifamiliales jusqu'à 4 logements par bâtiment pour les terrains situés sur une partie du boulevard Mercure et de la 132e Avenue ainsi que la rue Pétrin.

1475/11/15 Avis de motion du projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser des activités d'assemblage, de construction et d'entreposage d'outils agricoles et de développement de prototypes agricoles au 3180A du chemin Tourville, selon certaines conditions

Le conseiller Daniel Pelletier donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement relatif aux activités d'assemblage, de construction et d'entreposage d'outils agricoles et de développement de prototypes agricoles au 3180A du chemin Tourville, selon certaines conditions.

1476/11/15 Avis de motion du projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser un projet d'agrandissement d'une entreprise d'entreposage de type mini-entrepôts et de location de remorques utilitaires aux 1360 et 1380 du boulevard Foucault

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement relatif à un projet d'agrandissement d'une entreprise d'entreposage de type mini-entrepôts et de location de remorques utilitaires aux 1360 et 1380 du boulevard Foucault.

1477/11/15 Adoption du projet de règlement numéro 4681 ayant pour effet d'agrandir l'affectation agroforestière à même une partie de l'affectation récréative de manière à permettre la construction de résidences unifamiliales – Plan d'urbanisme no 4299

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 4681, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 4299 dans le but :

- d'agrandir l'affectation agroforestière (AF) à même une partie de l'affectation récréative (REC) de manière à y inclure des terrains formés des lots 3 921 634, 3 921 637, 3 921 638 et 3 921 639 situés en bordure du 7e Rang à proximité de la Route 139, soit et est adopté,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1478/11/15 Adoption du projet de règlement no 4682 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le projet de règlement no 4682, amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de créer la zone rurale R-9309 à même une partie de la zone communautaire P-9301 de manière à y inclure des terrains formés des lots 3 921 634, 3 921 637, 3 921 638 et 3 921 639 situés en bordure du 7e Rang à proximité de la Route 139;

- d'autoriser, à l'intérieur de la zone rurale R-9309 nouvellement créée, les classes d'usages H-1 (habitation unifamilial), A-1 (culture du sol) et A-3 (foresterie et sylviculture) et, de façon spécifiquement permis, l'usage « écurie » faisant partie de la classe d'usages A-2 (élevage) ainsi que prévoir, en conséquence, les différences normes afférentes à la construction de bâtiments;

La zone communautaire P-9301 est délimitée de façon approximative par l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier, le 7e Rang, l'arrière lot des terrains donnant vers les rues Stéphane, Béland, Jules-Dupuy et la Route 139 et la limite nord-ouest des lots 3 921 624, 3 921 627 et 3 921 483,

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1479/11/15 Adoption du projet de règlement no 4685 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller John Husk,

et résolu que le projet de règlement no 4685 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de créer la nouvelle d'habitation H-1150-1 à même une partie des zones d'habitation H-1150 et H-1152;

- d'y autoriser la classe d'usages H-4 (multifamiliale) jusqu'à un maximum de quatre (4) logements de structure isolée;

- d'y prévoir les normes afférentes à l'implantation des bâtiments ainsi qu'au lotissement.

Les zones d'habitations H-1150 et H-1152 sont délimitées approximativement par la 123e Avenue, la limite arrière des lots donnant du côté sud-ouest, la 132e Avenue, le ruisseau Cacouna, le prolongement imaginaire vers le sud-ouest de la rue Bélisle, le boulevard Mercure, la limite arrière des lots donnant du côté nord-ouest de la rue Meunier sur une profondeur d'environ trois cents mètres (300 m) à partir du boulevard Mercure et une largeur d'environ sept cent cinquante mètres (750 m) jusqu'à la 132^{e} Avenue,

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1480/11/15 Adoption du projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser des activités d'assemblage, de construction et d'entreposage d'outils agricoles et de développement de prototypes agricoles au 3180A du chemin Tourville, selon certaines conditions

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser les usages « service de recherche, de développement et d'essais » et « industrie d'instruments aratoires » et réduire la largeur minimale d'un terrain au 3180A du chemin Tourville, selon certaines conditions;

- de prévoir, en conséquence, les différentes normes afférentes à la construction de bâtiments.

La zone A-5502 où l'on retrouve l'adresse concernée est délimitée de façon approximative par le chemin Tourville, la Route 139, l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier et l'arrière-lot des terrains donnant vers la rue Fleury,

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1481/11/15 Adoption du projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser un projet d'agrandissement d'une entreprise d'entreposage de type mini-entrepôts et de location de remorques utilitaires aux 1360 et 1380 du boulevard Foucault

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser les usages « 6375 - Entreposage du mobilier et d'appareils ménagers, incluant les mini-entrepôts » et « 6379 - Autres entreposages » faisant partie de la classe d'usages I-3 (industrie semi-lourde) »;

- d'autoriser l'usage « 6355 - Service de location de camions, de remorques utilitaires et tout autre véhicule similaire » faisant partie de la classe d'usages sous restriction;

- d'autoriser les usages « vente au détail de matériel de déménagement » et « entreposage extérieur de matériel récréatif tel que les véhicules récréatifs, roulottes, bateaux, véhicules tout-terrain et motoneiges »;

- de spécifier des conditions d'aménagement de terrain;

le tout aux 1360 et 1380 du boulevard Foucault.

La zone commerciale C-638 est délimitée approximativement par la limite arrière des terrains donnant de chaque côté du boulevard Foucault, entre les rues Montplaisir et du Tisserand,

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1482/11/15 Adoption du second projet de règlement no 4653-1 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le second projet de règlement no 4653-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de permettre, à l'intérieur de la zone commerciale C-710, en plus des usages actuellement permis, les usages commerciaux de type « cabinet de médecins et chirurgiens spécialisés », « service de soins paramédicaux » et « service de soins thérapeutiques » faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local).

La zone commerciale C-710, comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Saint-Damase, et ce, entre la rue Notre-Dame et la 6e Avenue,

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1483/11/15 Adoption du second projet de règlement no 4662-1 – Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le second projet de règlement no 4662-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de créer la nouvelle zone industrielle I-397 à même une partie de la zone industrielle I-337 de manière à y autoriser :

  - l'ensemble des usages commerciaux faisant partie de la classe C-8 (commerce de vente en gros) et industriels faisant partie des classes I-2 (industrie légère) et I-3 (industrie semi-lourde);

  - les usages commerciaux de type « service de location d'équipements relatifs à la signalisation routière » faisant partie de la classe d'usages C-5 (commerce artériel lourd) et « service de travaux spécialisés en équipement relatif à la signalisation routière » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce relié à la construction) de même qu'un usage accessoire lié à l'entretien de véhicules automobiles et de prévoir des dispositions particulières relatives à l'entreposage extérieur selon certaines conditions.

La zone industrielle I-337 comprend, de manière approximative, les propriétés adjacentes aux rues Janelle, Haggerty, Sigouin, Farrell et Luneau, et ce, à partir de la rue Cormier jusqu'à l'arrière des propriétés situées du côté nord-est du boulevard Lemire,

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1484/11/15 Adoption du second projet de règlement no 4678-1 – Zonage no 4300

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le second projet de règlement no 4678-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone d'habitation H-365, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant, dans le but d'en faire une résidence intergénérations.

La zone d'habitation H-365 est délimitée approximativement par les rues Guilbault, Birtz et Larocque, par la limite latérale droite du lot 4 134 360, par la limite latérale gauche du lot 4 134 389, par la rue Valois, par la limite arrière des lots donnant du côté sud-ouest de la rue Saint-Omer, par la rue Pinard, par la limite latérale droite du lot 4 134 327, par la rivière Saint-Germain, par la rue Saint-Pierre, par la rue Larocque, par la rue Saint-Omer, par la limite arrière des terrains donnant du côté sud-ouest de la rue Valois et par la limite arrière des terrains donnant sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Omer,

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1485/11/15 Adoption du second projet de règlement no 4686-1 – Zonage no 4300

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le second projet de règlement no 4686-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de permettre à l'intérieur de la zone commerciale C-409, par contingentement, la construction d'une habitation multifamiliale H-5 (9 à 12 logements) ou H-6 (13 logements et plus) jusqu'à 4 étages et 35 logements de même que certains usages commerciaux faisant partie des classes C-2 (local) et C-3 (bureau) spécifiquement permis en mixité selon certaines conditions relatives au contrôle architectural du bâtiment principal, à la mixité des usages, à l'implantation des activités résidentielles et commerciales ainsi qu'à l'aménagement de terrain et des aires de stationnement.

La zone commerciale C-409, à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande, comprend de façon approximative, les propriétés situées au nord-est de la rue Rose-Ellis, et ce, entre le boulevard René-Lévesque et le prolongement de l'axe de la rue Hains,

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1486/11/15 Adoption du règlement no 4655-1 – Zonage no 4300

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution **1362/10/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu qu'une copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller John Husk,

et résolu que le règlement no 4655-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H-1184-1 à même une partie de la zone d'habitation H-1173 afin d'y autoriser des bâtiments multifamiliaux (H-4) de 6 logements de structure isolée et d'y prévoir toutes les normes spécifiques au bâtiment et au lotissement;

- d'ajouter à la zone d'habitation H-1184, les usages H-2, H-3 et H-4 de structure isolée ainsi que d'y prévoir les normes spécifiques au bâtiment et au lotissement;

- de modifier pour la zone H-1184 la superficie minimale de terrain pour les bâtiments multifamiliaux (H-4) de structure isolée de 6 logements.

Les zones d'habitation H-1173 et H-1184 sont délimitées approximativement par la rue du Sauvignon, la rue du Grenache, l'arrière-lot des terrains donnant des côtés nord et sud de l'avenue du Vigneron et la rue du Sémillon,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1487/11/15 **Adoption de la résolution modifiant le règlement relatif aux PPCMOI afin d'autoriser une entreprise d'installation de rampes en aluminium au 5793 du boulevard Saint-Joseph**

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution **1360/10/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu qu'une copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la résolution no **1487/11/15** en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser l'usage « 5212 – Vente au détail de matériaux de construction » faisant partie de la classe d'usages C-5 (commerce artériel lourd) et l'usage « 6659.1-Service de travaux spécialisés pour l'installation de garde-corps (rampes) » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction);

- de spécifier des conditions d'aménagement de terrain;

le tout au 5793 du boulevard Saint-Joseph.

La zone rurale R-9503 est délimitée approximativement par le boulevard Saint-Joseph à l'est, le prolongement imaginaire de la rue du Cordeau au sud, une limite située à 60 mètres à l'ouest du boulevard Mercure et une limite située à une distance de 95 mètres au sud de la rue Brown,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1488/11/15 Adoption du règlement no 4661-1 modifiant le règlement de zonage no 4300 afin d'autoriser la transformation d'un bâtiment bifamilial en résidence unifamiliale au 151 de la rue Dorion

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution **1359/10/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu qu'une copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le règlement no 4661-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de permettre, à l'intérieur de la zone d'habitation H-0039, en plus des usages actuellement permis, les habitations unifamiliales (H-1) de structure isolée.

La zone d'habitation H-0039 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Loring entre les rues Hébert et Lindsay ainsi que de part et d'autre de la rue Dorion entre les rues Loring et Cockburn,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1489/11/15 Adoption du règlement no 4660-1 amendant le règlement de zonage no 4300 afin d'autoriser, selon certaines conditions, la construction de 3 habitations multifamiliales de 4 logements en remplacement du bâtiment actuellement localisé au 670 de la rue Melançon

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution **1358/10/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu qu'une copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le règlement no 4660-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H-564 à même l'ensemble de la zone communautaire P-507 de manière à y autoriser les habitations bifamiliales (H-2), trifamiliales (H-3) et multifamiliales (H-4) de structures isolées jusqu'à 4 logements selon certaines conditions d'apparence extérieure et d'aménagement de terrain;

- d'abroger les dispositions relatives à la zone communautaire P-507.

La zone communautaire P-507 est localisée, de manière approximative, au sud-est de la rue Melançon, et ce, à partir de la rue Ringuet jusqu'à la rue Sylvan,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1490/11/15 Adoption de la résolution modifiant le règlement relatif aux PPCMOI afin d'autoriser la transformation d'une unifamiliale en duplex au 1535 de la rue Goupil

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution **1361/10/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu qu'une copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que la résolution no 1490/11/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

d'autoriser la classe d'usages H-2 (habitation bifamiliale) selon certaines conditions au 1535 de la rue Goupil.

La zone d'habitation H-744, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée par les rues Saint-Rodolphe, Jogues et Dumaine ainsi que par l'arrière lot des terrains donnant vers la rue Lalemant,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1491/11/15 Adoption du règlement 4679 décrétant des travaux relatifs à la construction de la nouvelle bibliothèque municipale et nécessitant un emprunt de 20 449 280 $ à cette fin

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution **1407/11/15** conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu qu'une copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le règlement no 4679 ayant pour objet de décréter des travaux relatifs à la construction de la nouvelle bibliothèque municipale et nécessitant un emprunt de 20 449 280 $ à cette fin,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Monsieur le maire, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

Toute la famille de monsieur Robert Bettez, journalier au Service des travaux publics retraité depuis 2004, à l'occasion de son décès;

Madame Sylvie Boucher, secrétaire au Service du greffe, à l'occasion du décès de son frère, monsieur Marc Boucher;

Toute la famille de monsieur Jean-Guy St-Roch, ex-député de Drummond et ancien maire du Canton de Magog, à l'occasion de son décès.

Fleurons du Québec (MONSIEUR ROBERTO LÉVEILLÉE)

Le conseiller Roberto Léveillée informe la population que le 12 novembre dernier a eu lieu le dévoilement des Fleurons du Québec et que la Ville de Drummondville a conservé sa qualification de 4 fleurons, et ce, dans le cadre du programme horticole de Fleurons du Québec.

Projet pilote - boîte à lire (MONSIEUR WILLIAM MORALES)

Le conseiller William Morales informe la population que le projet pilote de boîte à lire mis en place depuis le 26 mai 2015 est un immense succès, il mentionne que 600 livres se sont échangés depuis le début du projet et que la boîte est maintenant entreposée pour la période hivernale.

Basilique Saint-Frédéric (MONSIEUR ALEXANDRE CUSSON)

Monsieur le maire mentionne que le 15 novembre dernier la Paroisse Saint-François d'Assise a procédé en grande pompe à l'inauguration de la basilique Saint-Frédéric, qu'il s'agit d'une basilique mineure puisqu'il existe seulement que 4 basiliques majeures qui sont situées à Rome et qu'elle demeure un haut lieu du patrimoine et de l'histoire. Il félicite également toute l'équipe de la basilique ainsi que monsieur Yves Grondin pour son implication dans ce projet.

Mise au point sur l'éventuel accueil des réfugiés syriens (MONSIEUR ALEXANDRE CUSSON)

Monsieur le maire informe les citoyens de l'éventualité que la Ville de Drummondville accueille des réfugiés syriens au cours des prochains mois suite au projet du gouvernement du Canada qui s'est fixé comme objectif l'accueil de 25 000 réfugiés pour l'année 2015. Il mentionne qu'il existe 13 villes reconnues au Québec pour l'accueil des réfugiés. Les gouvernements provinciaux et fédéraux demeurent responsables et devront faire preuve de vigilance dans l'analyse des dossiers.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et citoyens.

Prochaine assemblée du Conseil : 30 novembre 2015

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 30 novembre 2015.

1492/11/15 Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que l'assemblée soit levée à 20 h 15.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Alexandre Cusson, maire Me Mélanie Ouellet, greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 30 novembre 2015, à compter de 19 h 30, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Cathy Bernier
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Catherine Lassonde
Isabelle Marquis
John Husk
William Morales
Alain Martel
Yves Grondin
Annick Bellavance
Daniel Pelletier (absence motivée)

Sont également présents :

Monsieur Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Francis Adam, directeur général
M. Maxime Hébert Tardif, directeur Service des communications
Me Marie-Eve Le Gendre, assistante-greffière
M. Benoit Carignan, directeur et trésorier

Me Mélanie Ouellet, greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

Réflexion avant conseil

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1493/11/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1494/11/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil tenue le 16 novembre 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 16 novembre 2015 et que tout semble conforme,

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Correspondance

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- Via Rail relative au positionnement des trains à l'arrêt et de la congestion qu'il en résulte sur certaines artères principales;

ainsi que des lettres de remerciements provenant de différents organismes.

1495/11/15 Dépôt du procès-verbal du comité exécutif du 24 novembre 2015

Le conseiller Pierre Levasseur dépose le procès-verbal de la réunion du comité exécutif tenue le 24 novembre 2015 aux archives de la Ville.

1496/11/15 Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 3 novembre 2015 au 30 novembre 2015, lesquels comptes totalisent la somme de 11 738 259,62 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1497/11/15 Location d'une pelle hydraulique avec opérateur et marteau (Soumission DR15-INV-081 - Ouverture 19.11.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de J. Noël Francoeur inc. au montant de 59 787 $ (taxes incluses) et incluant les 85 heures en option, soit retenue étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1498/11/15 Fourniture de fleurs annuelles diverses et autres montages floraux pour l'année 2016 (Soumission DR15-INV-083 - Ouverture 23.11.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la soumission de Centre horticole Foliflor au montant de 32 339,36 $ (taxes incluses) soit retenue étant la plus basse soumission reçue conforme.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1499/11/15 Fourniture et livraison d'huiles et de graisses pour la lubrification de la machinerie (Soumission DR15-INV-025 - Ouverture 19.11.2015)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de Chauffage P. Gosselin inc. au montant de 55 882,91 $ (taxes incluses) soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1500/11/15 Services professionnels d'ingénierie pour la réfection du stationnement Heriot et l'aménagement des passages piétonniers (Soumission DR15-INV-077)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de la compagnie Pluritec Ltée au montant de 60 994,24 $ (taxes incluses) ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1501/11/15 Dépôt de la liste des embauches d'employés surnuméraires et d'étudiants

Monsieur le maire dépose la liste des embauches suivante conformément à la résolution 343/3/14.

- Manœuvres surnuméraires aux arénas : monsieur Gabriel Hubert (DES) et monsieur Martin Leclerc (DES);

- Préposés au service à la clientèle surnuméraires : monsieur Marc-Olivier Laprise (DEC en techniques de la documentation) et monsieur Marc-André Labrèche (DEC en sciences humaines);

- Stagiaire au Service des loisirs et de la vie communautaire : monsieur Guillaume Charlebois (BAC en Loisir, culture et tourisme en cours d'obtention).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1502/11/15 Résolution autorisant la signature d'un contrat de travail à intervenir avec Me Cassandre Hamel à titre d'avocate aux Services juridiques sur une base contractuelle en remplacement d'un congé de maternité

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le directeur général et la greffière signent un contrat de travail à intervenir avec M^{e} Cassandre Hamel à titre d'avocate aux Services juridiques pour la période du 18 février 2016 au 1er mars 2017, selon les conditions de travail du personnel cadre et de soutien de la Ville de Drummondville, classe 6, échelon « F ».

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1503/11/15 Résolution autorisant l'augmentation salariale annuelle de 2 % pour le personnel cadre et de soutien à compter de la première paie de l'année 2016

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'augmentation annuelle de 2 % pour le personnel cadre et de soutien à compter de la première paie de l'année 2016.

Que le conseil fixe la prime de garde prévue aux articles 9.01, 9.03 et 9.04 du recueil des conditions de travail du personnel cadre et de soutien ainsi que celle applicable au personnel du Service informatique à 2,14 $/h, soit 274,18 $ par semaine (128 heures) à compter de la première paie de l'année 2016.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1504/11/15 Nomination des représentants de la Ville de Drummondville à la table de négociation de la convention collective des pompiers de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité patronal de négociation dans le dossier des pompiers et de la convention collective de l'Alliance de la Fonction publique du Canada. Ledit comité sera formé des personnes suivantes :

Me Jean-François Equilbec (porte-parole);
M. Jonathan Guay;
M. Georges Gagnon;
M. Yves Beaurivage (suivant les besoins);
M. Andrew Barr (suivant les besoins).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1505/11/15 Résolution autorisant la signature d'une mainlevée totale d'hypothèque à intervenir avec Développement Charles-Mont inc. (développement domiciliaire Le Vigneron)

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller John Husk,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à

signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de mainlevée totale d'hypothèque. De plus, la Ville consent à la radiation de l'inscription de tous droits hypothécaires et autres droits réels de garantie résultant en sa faveur aux termes de l'acte.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1506/11/15 Résolution autorisant la signature d'une entente à intervenir avec la Fondation Sainte-Croix/Heriot afin de tenir l'événement Xlight Run pour les années 2016-2017 au parc des Voltigeurs

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Fondation Sainte-Croix/Heriot afin de tenir l'événement Xlight Run pour les années 2016-2017 au parc des Voltigeurs.

De plus, la Ville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1507/11/15 Résolution autorisant la Corporation du 200e à tenir l'événement Drummondville sur son 31 dans le cadre de la clôture des festivités le jeudi 31 décembre 2015 au centre-ville

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Corporation du 200e à tenir l'événement Drummondville sur son 31 dans le cadre de la clôture des festivités, le jeudi 31 décembre 2015, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires. De plus, le conseil municipal autorise les demandes suivantes :

- l'emprunt de divers équipements;
- les fermetures de rues et de stationnements le 31 décembre 2015 (selon le plan proposé);
- la prolongation du Service de transport en commun de 18 h le 31 décembre 2015 à 2 h le 1er janvier 2016;
- la gratuité du transport en commun de 12 h le 31 décembre 2015 à 2 h le 1er janvier 2016;
- la gratuité des parcomètres et des stationnements au centre-ville les 31 décembre 2015 et 1er janvier 2016;
- la pyrotechnie de scène selon les normes du Service de sécurité incendie.

La Ville autorise également la sollicitation d'un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1508/11/15 Résolution autorisant des fermetures de rues par intermittence dans le cadre d'un tournage du long-métrage Yankee du 1er au 15 décembre 2015

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Productions Yankee Le Film inc. à effectuer la fermeture de la rue St-Frédéric entre la rue Notre-Dame et la 7e avenue, le 1er décembre entre 11 h et 16 h, ainsi que de la rue des Forges entre les rues Lindsay et Brock, les 6 et 7 décembre entre 7 h et 16 h, le 13 décembre entre 10 h et 14 h et le 14 décembre entre 18 h et 23 h, et ce, de façon intermittente.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1509/11/15 Résolution autorisant la tenue de la Guignolée des médias et le Noël des enfants, jeudi 3 décembre 2015

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Tablée populaire ainsi que le Comptoir alimentaire Drummond à solliciter les automobilistes aux intersections des rues Brock/Marchand, Heriot/Marchand ainsi que des boulevards Des Pins/René Lévesque, le jeudi 3 décembre prochain dans le cadre de la Guignolée des médias. De plus, la Ville de Drummondville autorise l'installation de tentes à la Place St-Frédéric pour la tenue du Noël des enfants, le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1510/11/15 Résolution autorisant le remboursement des frais de réparation du système de climatisation du Pavillon Lessard au Centre communautaire de loisirs Claude-Nault

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville verse une somme de 1 071 $ au Centre communautaire de loisirs Claude-Nault pour la réparation du système de climatisation de la grande salle du Pavillon Lessard.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1511/11/15 Résolution autorisant la signature d'un contrat de location à intervenir avec l'Association de tennis de Drummondville pour la période du 1er octobre 2015 au 30 avril 2016

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location à intervenir avec l'Association de tennis de Drummondville pour la location de cinq (5) courts de tennis, d'espaces de bureau et de rangement, de la salle d'accueil, des vestiaires et sanitaires du 1er octobre 2015 au 30 avril 2016.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1512/11/15 Résolution autorisant la signature d'une entente à intervenir avec le Challenger de tennis de Drummondville et versement d'une subvention au fonctionnement

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec le Challenger de tennis de Drummondville et versement d'une subvention de 10 000 $ pour l'organisation et le fonctionnement d'un événement international ainsi que d'une subvention de 14 057 $ pour la location d'estrades.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1513/11/15 Résolution autorisant la signature d'un contrat de location à intervenir avec Drummondville Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la location et la gestion du pro-shop au Centre Marcel-Dionne et du resto-bar, du pro-shop et espaces publicitaires à l'Olympia Yvan-Cournoyer période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont, par la présente, autorisés à signer un contrat de location à intervenir avec le Drummondville Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la location du pro-shop au CMD, du pro-shop, du restobar et d'espaces publicitaires à l'Olympia Yvan-Cournoyer (OYC) pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1514/11/15 Résolution autorisant la signature d'une entente de subvention pour le Tournoi international de Hockey Midget de Drummondville - 52e édition du 4 au 17 janvier 2016

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente de subvention de fonctionnement pour le Tournoi international de Hockey Midget de Drummondville comprenant un montant de 15 000 $ en subvention et un montant de 63 780 $ en services pour la 52e édition du 4 au 17 janvier 2016.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1515/11/15 Résolution autorisant un ajustement à la subvention au fonctionnement pour l'année 2015 de l'Association citoyenne de Drummondville et ses jumelées (ACDJ)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville ajuste la subvention au fonctionnement pour l'année 2015 de l'Association citoyenne de Drummondville et ses jumelées (ACDJ) en ajoutant une somme de 135 $ au montant déjà versé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1516/11/15 **Résolution autorisant la signature d'un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour la tenue de la Fête nationale du Québec au parc Sainte-Thérèse pour les années 2016, 2017 et 2018**

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont, par la présente, autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour la tenue de la Fête nationale du Québec qui se tiendra le 23 juin 2016 au parc Sainte-Thérèse.

Le protocole d'entente est valable pour les éditions 2016, 2017 et 2018 et comprend le versement d'une subvention de 27 525 $ plus l'IPC pour chacune des années.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1517/11/15 **Approbation du plan directeur de déneigement - Hiver 2015-2016**

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville approuve le plan directeur de déneigement pour l'hiver 2015/2016, le tout tel que présenté par le Service des travaux publics.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1518/11/15 **Résolution autorisant la signature d'un acte de servitude pour des capteurs pluviaux à intervenir avec monsieur François Morissette, les compagnies Gercon inc. et 9127-6303 Québec inc. sur une portion des lots 5 265 231, 3 704 525, 5 265 234 et 5 265 235 (secteur des rues Guy-Bissonnette et Félicien-Bourbeau)**

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le maire ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer un acte de servitude pour des capteurs pluviaux à intervenir entre la Ville de Drummondville, monsieur François Morissette et les compagnies Gercon inc., 9127-6303 Québec inc. relatif à une portion des lots 5 265 231, 3 704 525,

5 265 234 et 5 265 235 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1519/11/15 **Résolution autorisant une demande de tolérance d'empiétement au 999 de la rue Farrell (structure d'enseigne sur poteau SCA soins personnels)**

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soit et est par la

présente autorisée à signer une lettre de tolérance pour un empiètement d'une structure d'enseigne sur poteau située au 999 de la rue Farrell.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1520/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de permettre l'aménagement d'un muret de béton recouvert d'un revêtement d'acrylique pour la propriété située au 2360 de la rue de la Commune

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-11-04;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à permettre l'utilisation du béton à titre de matériau pour l'aménagement d'un muret de soutènement et un muret ornemental, à la condition que celui-ci soit recouvert d'un revêtement d'enduit d'acrylique, et ce, sur le lot 4 102 701 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2360 de la rue de la Commune.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1521/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de réduire la marge latérale minimale droite du bâtiment principal situé au 527 de la rue Laferté

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-11-04;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire de deux mètres (2 m) à un virgule quatre-vingt-un mètre (1,81 m) la marge latérale droite minimale, à la condition que la longueur du mur où la marge latérale est dérogatoire n'excède pas dix virgule six mètres (10,6 m), et ce, pour le bâtiment principal existant composé d'un (1) étage situé sur le lot 4 134 818 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 527 de la rue Laferté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1522/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de réduire deux normes d'implantation et d'autoriser un escalier extérieur ouvert en cour avant et en cour latérale pour la propriété située aux 39 à 39A de la 117e Avenue

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans

le cadre d'une séance tenue le 2015-11-04;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à :

- réduire de quatre mètres (4 m) à deux mètres (2 m) la marge latérale droite minimale et de huit mètres (8 m) à cinq mètres (5 m) les marges latérales totales minimales applicables à un bâtiment bifamilial (H-2) de structure isolée, à la condition que la longueur de chacun des murs latéraux où la marge est dérogatoire n'excède pas douze virgule trente-cinq mètres (12,35 m);

- d'autoriser un escalier extérieur ouvert donnant accès au deuxième (2e) étage en cour avant et latérale droite, à la condition de conserver la présence d'une haie de cèdres ou d'un écran opaque d'une hauteur minimale de un virgule cinq mètre (1,5 m) le long de la ligne latérale droite adjacente;

- de réduire d'un virgule cinq mètre (1,5 m) à un mètre (1 m) la distance minimale d'un escalier extérieur ouvert donnant accès au deuxième (2e) étage par rapport à la ligne latérale droite de terrain;

et ce, pour un bâtiment principal existant composé de deux (2) étages situé sur le lot 3 535 399 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 39 et 39-A de la 117^{e} Avenue.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1523/11/15 **Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de réduire la largeur minimale de certaines cases de stationnement et de l'allée de circulation du stationnement intérieur réalisé dans le cadre du projet d'agrandissement de la résidence Jazz pour la propriété située au 400 de la rue Rose-Ellis**

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-11-04;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à :

- réduire de sept mètres (7 m) à six mètres (6 m) la largeur minimale de l'allée de circulation et jusqu'à cinq mètres (5 m) vis-à-vis les colonnes;
- réduire de deux virgule cinq mètres (2,5 m) à deux virgule vingt-cinq mètres (2,25 m) la largeur minimale des cases de stationnement et jusqu'à deux mètres (2 m) vis-à-vis les colonnes, à la condition, que la dérogation s'applique à un maximum de dix (10) cases;

dans le cadre d'un projet de construction d'un stationnement intérieur et d'agrandissement d'une habitation collective et multifamiliale, et ce, pour le

bâtiment principal existant situé sur le lot 3 704 644 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 400 de la rue Rose-Ellis.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1524/11/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de permettre une enseigne détachée sur muret d'une superficie de trois virgule quatre-vingt-dix-sept mètres carrés (3,97 m^2) donnant vers la rue Saint-Pierre pour la propriété située aux 787 à 789 de la rue Saint-Pierre

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-11-04;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de deux virgule soixante-quatorze mètres carrés (2,74 m^2) à quatre mètres carrés (4 m^2) la superficie maximale d'une enseigne détachée sur muret installée en cour avant donnant vers la rue Saint-Pierre, à la condition que l'enseigne détachée sur muret soit localisée à au moins un virgule soixante-cinq mètre de la ligne avant de terrain donnant vers la rue Saint-Pierre, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 134 736 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit aux 787-789 de la rue Saint-Pierre.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1525/11/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 18 novembre 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 18 novembre 2015 aux archives de la Ville.

1526/11/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'implantation et d'intégration architecturale - P.I.I.A.

Attendu que les demandes suivantes répondent aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.11.26	2615-2621, avenue Camille-Dreyfus	Nouveau bâtiment
15.11.27	139-141, rue Lindsay	Nouveau bâtiment et aménagement de terrain
15.11.28	449, rue Notre-Dame	Enseignes rattachées
15.11.29	825, boul. Saint-Joseph	Enseigne rattachée
15.11.30	360, rue Notre-Dame	Rénovation extérieure

		du bâtiment
15.11.31	1108-1144, boul. Saint-Joseph	Modification de l'enseigne détachée
15.11.32	1095, boul. Saint-Joseph	Enseignes rattachées

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal approuve les demandes susmentionnées, et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations du comité consultatif de l'urbanisme tenu le 18 novembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1527/11/15 Avis de motion du règlement no 4663 amendant le règlement no 4565 décrétant la cotisation payable par les membres de la SDC Quartier Saint-Joseph, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 2016

Le conseiller Alain Martel donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4663 ayant pour objet d'amender le règlement no 4565 décrétant la cotisation payable par les membres de la SDC Quartier Saint-Joseph, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 2016.

1528/11/15 Avis de motion du règlement no 4664 modifiant la tarification imposée en fonction du fonds local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques

Le conseiller John Husk donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4664 ayant pour objet de modifier la tarification imposée en fonction du fonds local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques.

1529/11/15 Avis de motion du règlement no 4665 autorisant la Ville de Drummondville à prendre une assurance responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés municipaux, et ce, pour une période d'un an à compter du 31 décembre 2015

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4665 ayant pour objet d'autoriser la Ville de Drummondville à prendre une assurance responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés municipaux, et ce, pour une période d'un an à compter du 31 décembre 2015.

1530/11/15 Avis de motion du règlement no 4666 décrétant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 2016

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4666 ayant pour objet l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 2016.

1531/11/15 Avis de motion du règlement no 4667 décrétant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 2016

La conseillère Isabelle Marquis donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4667 ayant pour objet l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 2016.

1532/11/15 Avis de motion du règlement no 4668 décrétant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2016

Le conseiller Alain Martel donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4668 ayant pour objet l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2016.

1533/11/15 Avis de motion du règlement no 4670 décrétant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective ainsi que le coût des conteneurs

Le conseiller Alain Martel donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4670 ayant pour objet l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective ainsi que le coût des conteneurs.

1534/11/15 Avis de motion du règlement no 4671 décrétant l'imposition d'une compensation pour la cueillette, le traitement et le transport des matières putrescibles et organiques ainsi que le coût des conteneurs

Le conseiller John Husk donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4671 ayant pour objet l'imposition d'une compensation pour la cueillette, le traitement et le transport des matières putrescibles et organiques ainsi que le coût des conteneurs.

1535/11/15 Avis de motion du règlement no 4672 établissant une compensation pour les travaux de contrôle biologique des mouches noires

La conseillère Annick Bellavance donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4672 ayant pour objet d'établir une compensation pour les travaux de contrôle biologique des mouches noires.

1536/11/15 Avis de motion du règlement no 4673 décrétant l'imposition d'une tarification pour la vidange des fosses septiques

La conseillère Cathy Bernier donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4673 ayant pour objet de décréter l'imposition d'une tarification pour la vidange des fosses septiques.

1537/11/15 Avis de motion du règlement no 4691 concernant la tarification supplémentaire pour les non-résidents

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4691 ayant pour objet de concernant la tarification des biens, des services et des activités en matière de loisir et de culture de la Ville de Drummondville.

1538/11/15 Avis de motion du règlement no 4692 modifiant le chapitre 3 du TITRE X du règlement no 3500, le tout concernant les camions de cuisine

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4692 ayant pour objet de modifiant le chapitre 3 du TITRE X du règlement no 3500, le tout concernant les camions de cuisine.

1539/11/15 Avis de motion du règlement no 4669 modifiant le règlement no 3500 – modification de l'horaire d'application des parcomètres et horodateurs et modification du montant de l'amende minimale

La conseillère Isabelle Marquis donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement numéro 4669 ayant pour objet de modifier le règlement municipal no 3500 – Modification de l'horaire d'application des parcomètres et horodateurs et modification du montant de l'amende minimale.

1540/11/15 Avis de motion du projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser un commerce spécialisé en signalisation au 2020 du boulevard Jean-De Brébeuf (DEMANDEUR : SIGNALISATION 2020)

Le conseiller William Morales donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but de :

- remplacer la résolution no 1155/7/13 adoptée en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305;
- d'autoriser les usages « service de travaux spécialisés en équipement relatif à la signalisation routière » et « service de location d'équipements relatifs à la signalisation routière », et, à titre d'usage accessoire aux usages précédemment énumérés, l'usage « service d'entretien léger des véhicules commerciaux relatif à la signalisation routière » au 2020 du boulevard Jean-De Brébeuf selon certaines conditions, et d'apporter des ajustements réglementaires relatifs à la hauteur et à l'implantation du bâtiment principal projeté, la présence d'une porte de garage sur la façade principale du bâtiment principal projeté et à la présence d'une entrée charretière dans le prolongement d'une aire de chargement et de déchargement donnant sur une voie de circulation.

La zone commerciale C-749, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, inclut des terrains situés approximativement à l'intersection du boulevard Lemire et du boulevard Jean-De Brébeuf et la rue Jean-De Lalande.

1541/11/15 Avis de motion du projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à apporter des ajustements règlementaires dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée de deux (2) étages avec garage privé intégré incluant une bonification architecturale de la façade du bâtiment, et ce, au 86 de la rue des Voiliers

La conseillère Catherine Lassonde donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but de :

- apporter des ajustements réglementaires relatifs à la superficie maximale et la largeur maximale de la façade d'un garage privé intégré, la hauteur maximale d'un bâtiment principal et la présence d'une terrasse en cour avant dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée de deux (2) étages avec garage privé intégré, au 86 de la rue des Voiliers.

La zone d'habitation H-1201 à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé est délimitée de façon approximative par le boulevard Allard, la rue des Voiliers, l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Belle-Rive, de l'Arpenteur et la rivière Saint-François.

1542/11/15 Avis de motion du projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser la présence d'un bâtiment multifamilial de 4 logements aux 455-457 de la rue Notre-Dame

Le conseiller Alain Martel donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but de :

- autoriser la classe d'usages H-4 (habitation multifamiliale) jusqu'à un maximum de 4 logements selon certaines conditions aux 455-457 de la rue Notre-Dame.

La zone d'habitation H-709, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée approximativement par la rue Notre-Dame, la limite arrière des terrains donnant du côté sud-ouest de la rue Saint-Damase, la 9e Avenue et la rue Saint-Jean.

1543/11/15 Adoption du projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser un commerce spécialisé en signalisation au 2020 du boulevard Jean-De Brébeuf

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller William Morales,
et résolu que le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- de remplacer la résolution no 1155/7/13 adoptée en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305;

- d'autoriser les usages « service de travaux spécialisés en équipement relatif à la signalisation routière » et « service de location d'équipements relatifs à la signalisation routière » et, à titre d'usage accessoire aux usages précédemment énumérés, l'usage « service d'entretien léger des véhicules commerciaux relatif à la signalisation routière » au 2020 du boulevard Jean-De Brébeuf selon certaines conditions, et d'apporter des ajustements réglementaires relatifs à la hauteur et à l'implantation du bâtiment principal projeté, la présence d'une porte de garage sur la façade principale du bâtiment principal projeté et à la présence d'une entrée charretière dans le prolongement d'une aire de chargement et de déchargement donnant sur une voie de circulation.

La zone commerciale C-749, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, inclut des terrains situés approximativement à l'intersection du boulevard Lemire et du boulevard Jean-De Brébeuf et la rue Jean-De Lalande,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1544/11/15 Adoption du projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à apporter des ajustements règlementaires dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée de deux (2) étages avec garage privé intégré incluant une bonification architecturale de la façade du bâtiment, et ce, au 86 de la rue des Voiliers

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d’apporter des ajustements réglementaires relatifs à la superficie maximale et la largeur maximale de la façade d’un garage privé intégré, la hauteur maximale d’un bâtiment principal et la présence d’une terrasse en cour avant dans le cadre d’un projet de construction d’une habitation unifamiliale isolée de deux (2) étages avec garage privé intégré, au 86 de la rue des Voiliers.

La zone d’habitation H-1201 à l’intérieur de laquelle se situe le terrain visé est délimitée de façon approximative par le boulevard Allard, la rue des Voiliers, l’arrière-lot des terrains donnant vers les rues Belle-Rive, de l’Arpenteur et la rivière Saint-François,

soit et est adopté.

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1545/11/15 Adoption du projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser la présence d'un bâtiment multifamilial de 4 logements aux 455-457 de la rue Notre-Dame

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que le projet de résolution en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d’occupation d’un immeuble no 4305 dans le but :

- d’autoriser la classe d’usages H-4 (habitation multifamiliale) jusqu’à un maximum de 4 logements selon certaines conditions aux 455-457 de la rue Notre-Dame.

La zone d’habitation H-709, à l’intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée approximativement par la rue Notre-Dame, la limite arrière des terrains donnant du côté sud-ouest de la rue Saint-Damase, la 9e Avenue et la rue Saint-Jean,

soit et est adopté.

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1546/11/15 Adoption du second projet de règlement no 4675-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but d'autoriser les activités commerciales de l'entreprise Réfrigération Pôle-Nord au 1050 du boulevard Saint-Joseph Ouest de même que sur les lots adjacents

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le second projet de règlement no 4675-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d’agrandir la zone commerciale C-103 à même une partie de la zone d’habitation H-126 de manière à y inclure l’ensemble des terrains localisés au nord-est du boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, entre les rues Lapéro Nord et Eusèbe-Lemaire;

- d'autoriser à l'intérieur de la zone commerciale C-103 ainsi agrandie, en plus des usages actuellement permis, les usages commerciaux de type « Service de réparation et d'entretien de systèmes de plomberie, de chauffage, de ventilation et de climatisation (entrepreneur spécialisé) » faisant partie de la classe d'usages C-5 (commerce artériel lourd) et « Service de chauffage » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction).

La zone d'habitation H-126 comprend, de façon approximative, les propriétés situées entre les rues Lapéro Nord et Eusèbe-Lemaire, et ce, à partir du boulevard Saint-Joseph Ouest jusqu'au boulevard Patrick.

La zone commerciale C-103 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre du boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, entre la rue Lapéro Nord et la Place Bonneville,

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-191.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1547/11/15 **Adoption du second projet de règlement no 4685-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but de créer la nouvelle zone d'habitation H-1150-1 afin d'y autoriser des habitations multifamiliales jusqu'à 4 logements par bâtiment pour les terrains situés sur une partie du boulevard Mercure et de la 132e Avenue ainsi que la rue Pétrin**

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le second projet de règlement no 4685-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de créer la nouvelle d'habitation H-1150-1 à même une partie des zones d'habitation H-1150 et H-1152;

- d'y autoriser la classe d'usages H-4 (multifamiliale) jusqu'à un maximum de quatre (4) logements de structure isolée;

- d'y prévoir les normes afférentes à l'implantation des bâtiments ainsi qu'au lotissement.

Les zones d'habitations H-1150 et H-1152 sont délimitées approximativement par la 123e Avenue, la limite arrière des lots donnant du côté sud-ouest, la 132e Avenue, le ruisseau Cacouna, le prolongement imaginaire vers le sud-ouest de la rue Bélisle, le boulevard Mercure, la limite arrière des lots donnant du côté nord-ouest de la rue Meunier sur une profondeur d'environ trois cents mètres (300 m) à partir du boulevard Mercure et une largeur d'environ sept cent cinquante mètres (750 m) jusqu'à la 132e Avenue,

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-191.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1548/11/15 Adoption du second projet de résolution modifiant le règlement relatif aux PPCMOI visant à autoriser un projet d'agrandissement d'une entreprise d'entreposage de type mini-entrepôts et de location de remorques utilitaires aux 1360 et 1380 du boulevard Foucault

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le second projet de résolution no 1548/11/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser les usages « 6375 - Entreposage du mobilier et d'appareils ménagers, incluant les mini-entrepôts » et « 6379 - Autres entreposages » faisant partie de la classe d'usages I-3 (industrie semi-lourde) »;

- d'autoriser l'usage « 6355 - Service de location de camions, de remorques utilitaires et tout autre véhicule similaire » faisant partie de la classe d'usages sous restriction;

- d'autoriser les usages « vente au détail de matériel de déménagement » et « entreposage extérieur de matériel récréatif tel que les véhicules récréatifs, roulottes, bateaux, véhicules tout-terrain et motoneiges »;

- de spécifier des conditions d'aménagement de terrain;

le tout aux 1360 et 1380 du boulevard Foucault.

La zone commerciale C-638 est délimitée approximativement par la limite arrière des terrains donnant de chaque côté du boulevard Foucault, entre les rues Montplaisir et du Tisserand,

soit et est adopté.

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1).*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1549/11/15 Adoption du second projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser des activités d'assemblage, de construction et d'entreposage d'outils agricoles et de développement de prototypes agricoles au 3180A du chemin Tourville, selon certaines conditions

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu que le second projet de résolution no 1549/11/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser les usages « service de recherche, de développement et d'essais » et « industrie d'instruments aratoires » et réduire la largeur minimale d'un terrain au 3180A du chemin Tourville, selon certaines conditions;

- de prévoir, en conséquence, les différentes normes afférentes à la construction de bâtiments.

La zone A-5502 où l'on retrouve l'adresse concernée est délimitée de façon approximative par le chemin Tourville, la Route 139, l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier et l'arrière-lot des terrains donnant vers la rue Fleury,

soit et est adopté.

ET QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-191.1)*.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1550/11/15 Adoption du règlement no 4653-1 modifiant le règlement de zonage afin d'autoriser les activités du Centre de Ressources pour Hommes Drummond ainsi qu'un bureau de psychologue et une clinique d'acupuncture au 449 de la rue Notre-Dame

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1408/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le règlement no 4653-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de permettre, à l'intérieur de la zone commerciale C-710, en plus des usages actuellement permis, les usages commerciaux de type « cabinet de médecins et chirurgiens spécialisés », « service de soins paramédicaux » et « service de soins thérapeutiques » faisant partie de la classe d'usages C-2 (commerce local).

La zone commerciale C-710, comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre de la rue Saint-Damase, et ce, entre la rue Notre-Dame et la 6e Avenue,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1551/11/15 Adoption du règlement no 4662-1 modifiant le règlement de zonage afin d'autoriser les activités de l'entreprise Signalisation Drummond au 1755 de la rue Sigouin

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1412/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le règlement no 4662-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

de créer la nouvelle zone industrielle I-397 à même une partie de la zone industrielle I-337 de manière à y autoriser :

- l'ensemble des usages commerciaux faisant partie de la classe C-8

(commerce de vente en gros) et industriels faisant partie des classes I-2 (industrie légère) et I-3 (industrie semi-lourde);

- les usages commerciaux de type « service de location d'équipements relatifs à la signalisation routière » faisant partie de la classe d'usages C-5 (commerce artériel lourd) et « service de travaux spécialisés en équipement relatif à la signalisation routière » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce relié à la construction) de même qu'un usage accessoire lié à l'entretien de véhicules automobiles et de prévoir des dispositions particulières relatives à l'entreposage extérieur selon certaines conditions.

La zone industrielle I-337 comprend, de manière approximative, les propriétés adjacentes aux rues Janelle, Haggerty, Sigouin, Farrell et Luneau, et ce, à partir de la rue Cormier jusqu'à l'arrière des propriétés situées du côté nord-est du boulevard Lemire,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1552/11/15 Adoption du règlement no 4674 modifiant le règlement de plan d'urbanisme afin d'autoriser les activités commerciales de l'entreprise Réfrigération Pôle-Nord au 1050 du boulevard Saint-Joseph Ouest de même que sur certains lots adjacents

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1409/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le règlement no 4674 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 4299 dans le but :

- d'agrandir l'affectation commerciale lourde (C3) à même une partie de l'affectation résidentielle de faible densité (R1) de manière à y inclure l'ensemble des terrains localisés au nord-est du boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, entre les rues Lapéro Nord et Eusèbe-Lemaire.

L'affectation résidentielle de faible densité (R1) comprend, de façon approximative, l'ensemble des secteurs résidentiels situés à l'arrière des propriétés adjacentes au boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, entre les rues Gaston et Lapéro Nord jusqu'à la rue Mélanie et la Place Ouellet.

L'affectation commerciale lourde (C3) comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre du boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, entre les rues Lapéro Nord et place Bonneville,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1553/11/15 Adoption du règlement no 4678-1 modifiant le règlement de zonage afin d'autoriser les maisons intergénérations à l'intérieur de la zone d'habitation H-365, et ce, notamment au 50 de la rue Pinard

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1411/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Alain Martel,

et résolu que le règlement no 4678-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone d'habitation H-365, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant, dans le but d'en faire une résidence intergénérationnelle.

La zone d'habitation H-365 est délimitée approximativement par les rues Guilbault, Birtz et Larocque, par la limite latérale droite du lot 4 134 360, par la limite latérale gauche du lot 4 134 389, par la rue Valois, par la limite arrière des lots donnant du côté sud-ouest de la rue Saint-Omer, par la rue Pinard, par la limite latérale droite du lot 4 134 327, par la rivière Saint-Germain, par la rue Saint-Pierre, par la rue Larocque, par la rue Saint-Omer, par la limite arrière des terrains donnant du côté sud-ouest de la rue Valois et par la limite arrière des terrains donnant sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Omer,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1554/11/15 **Adoption du règlement no 4686-1 modifiant le règlement de zonage afin d'autoriser l'implantation d'un bâtiment multifamilial de 4 étages composé d'environ 30 logements de même que de certains usages commerciaux spécifiquement permis en mixité au 395 de la rue Rose-Ellis**

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1413/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le règlement no 4686-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de permettre à l'intérieur de la zone commerciale C-409, par contingentement, la construction d'une habitation multifamiliale H-5 (9 à 12 logements) ou H-6 (13 logements et plus) jusqu'à 4 étages et 35 logements de même que certains usages commerciaux faisant partie des classes C-2 (local) et C-3 (bureau) spécifiquement permis en mixité selon certaines conditions relatives au contrôle architectural du bâtiment principal, à la mixité des usages, à l'implantation des activités résidentielles et commerciales ainsi qu'à l'aménagement de terrain et des aires de stationnement.

La zone commerciale C-409, à l'intérieur de laquelle se trouve le site visé par la demande, comprend de façon approximative, les propriétés situées au nord-est de la rue Rose-Ellis, et ce, entre le boulevard René-Lévesque et le prolongement de l'axe de la rue Hains,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1555/11/15 Adoption du règlement no 4688 prévoyant l'annulation du caractère de rue sur les lots 3 704 715 et 3 704 716

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1471/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribué à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le règlement no 4688 prévoyant l'annulation du caractère de rue sur les lots 3 704 715 et 3 704 716 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1556/11/15 Adoption du règlement no 4677 - Règlement modifiant les annexes « B - Parcours » et « C - Horaire » du règlement no 1847 et ses amendements relatifs au Service de transport en commun - Ajout parcours 6, secteur de Saint-Charles

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1355/10/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que le règlement no 4677 ayant pour objet de modifier les annexes « B-Parcours » et « C-Horaire » du règlement no 1847 et ses amendements relatifs au Service de transport en commun en ajoutant le parcours 6, secteur Saint-Charles,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil :

Championnat provincial de gymnastique (MONSIEUR ROBERTO LÉVEILLÉE)

Le conseiller Roberto Léveillée fait part aux citoyens que le Club de gymnastique Les Djinn de Drummondville était l'hôte des compétitions provinciales féminines qui ont eu lieu les 21 et 22 novembre 2015 et mentionne que 7 filles de notre région ont atteints les 3 plus hautes marches du podium.

Magie de Noël (MONSIEUR ROBERTO LÉVEILLÉE)

Le conseiller Roberto Léveillée invite la population à participer à la Magie de Noël qui se tiendra le 5 décembre entre 11 h et 16 h au parc Woodyatt.

Échéancier de la commission consultative sur l'élimination des déchets ultimes

(MONSIEUR PIERRE LEVASSEUR)

Le conseiller Pierre Levasseur mentionne que la rédaction est presque terminée et que 30 recommandations seront émises.

Stationnement sur rue - Période hivernale (MADAME ISABELLE MARQUIS)

La conseillère Isabelle Marquis informe la population qu'à partir de minuit ce soir jusqu'au 15 avril 2016, le stationnement sur rue sera interdit et invite les gens qui en ont besoin à se procurer une vignette au coût de 70$ pour le stationnement sur rue en alternance.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et citoyens

Prochaine assemblée du Conseil : 14 décembre 2015

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordin aura lieu le 14 décembre 2015.

1557/11/15 Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller John Husk,

et résolu que l'assemblée soit levée à 20 h 02.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Alexandre Cusson, maire Me Mélanie Ouellet, greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 7 décembre 2015, à compter de 15 h 30, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire** ; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Cathy Bernier
Daniel Pelletier
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Catherine Lassonde
Isabelle Marquis
John Husk
William Morales
Alain Martel
Yves Grondin
Annick Bellavance

Personne ressource :

M. Francis Adam, directeur général
M. Benoît Carignan, trésorier

Secrétaire :

Me Marie-Eve Le Gendre, assistante-greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1558/12/15 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Roberto Réveillée,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1559/12/15 - Adjudication d'une émission d'obligations de 28 000 000 $ à la suite des demandes de soumissions publiques

ATTENDU QUE, conformément aux règlements d'emprunt numéros 4392, 4374, 4422, 4433, 4581, 4621, 4492, 4607, 3724, 3990, 3993, 3991, 3982, 3985, 3981, 3984, 3983, 3994, 3945, 4010, 3997, 3986, 3987, 3979, 3988, 3989, 3996, 3818, 3995, 3992, 3980, 3810, 3756, 3882, 4006, 4002, 4004, 4005 et 4498, la Ville de Drummondville souhaite émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a demandé, à cet égard, par l'entremise du système électronique « Service d'adjudication et de publication des résultats de titres d'emprunts émis aux fins du financement municipal », des soumissions pour la vente d'une émission d'obligations, datée du 18 décembre 2015, au montant de 28 000 000 $;

ATTENDU QU'à la suite de cette demande, la Ville de Drummondville a reçu les soumissions détaillées ci-dessous :

Nom du soumissionnaire	Prix offert	Montant	Taux	Échéance	Coût réel
Financière Banque Nationale Inc.	98,65700	2 107 000 $	1,40000 %	2016	2,63873 %
		2 170 000 $	1,60000 %	2017	
		2 235 000 $	1,80000 %	2018	
		2 301 000 $	2,05000 %	2019	
		16 060 000 $	2,20000 %	2020	
		3 127 000 $	3,10000 %	2025	
Marchés mondiaux CIBC Inc.	98,68800	2 107 000 $	1,30000 %	2016	2,67151 %
		2 170 000 $	1,60000 %	2017	
		2 235 000 $	1,80000 %	2018	
		2 301 000 $	2,05000 %	2019	
		16 060 000 $	2,25000 %	2020	
		3 127 000 $	3,15000 %	2025	
Valeurs mobilières Banque Laurentienne Inc.	98,63300	2 107 000 $	1,30000 %	2016	2,67791 %
		2 170 000 $	1,60000 %	2017	
		2 235 000 $	1,75000 %	2018	
		2 301 000 $	2,00000 %	2019	
		16 060 000 $	2,25000 %	2020	
		3 127 000 $	3,15000 %	2025	
Valeurs mobilières Desjardins Inc.	98,31300	2 107 000 $	1,40000 %	2016	2,74709 %
		2 170 000 $	1,60000 %	2017	
		2 235 000 $	1,80000 %	2018	
		2 301 000 $	2,00000 %	2019	
		16 060 000 $	2,20000 %	2020	
		3 127 000 $	3,25000 %	2025	

ATTENDU QUE l'offre provenant de la firme **Financière Banque Nationale Inc.** s'est avérée la plus avantageuse.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu QUE l'émission d'obligations au montant de 28 000 000 $ de la Ville de Drummondville soit adjugée à la firme **Financière Banque Nationale Inc.** ;

QUE demande soit faite à cette dernière de mandater Services de dépôt et de compensation CDS inc. (CDS) pour l'inscription en compte de cette émission;

QUE le maire ou à défaut la mairesse suppléante et le trésorier ou à défaut l'assistant-trésorier soient autorisés(es) à signer les obligations couvertes par la présente émission, soit une obligation par échéance;

QUE CDS agisse au nom de ses adhérents comme agent d'inscription en compte, agent détenteur de l'obligation, agent payeur et responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents, le conseil autorise CDS à agir à titre d'agent financier authentificateur, tel que décrit dans le protocole d'entente signé entre le ministre des Affaires municipales du Québec et CDS;

QUE CDS procède au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l'obligation, à cet effet, le conseil autorise le trésorier ou à défaut l'assistant-trésorier à signer le document

requis par le système bancaire canadien intitulé « Autorisation pour le plan de débits pré-autorisés destiné aux entreprises ».

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1560/12/15 - **Autorisation d'émission d'obligations pour un terme plus court**

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu QUE, pour réaliser l'emprunt au montant total de 28 000 000 $ effectué en vertu des règlements numéros 4392, 4374, 4422, 4433, 4581, 4621, 4492, 4607, 3724, 3990, 3993, 3991, 3982, 3985, 3981, 3984, 3983, 3994, 3945, 4010, 3997, 3986, 3987, 3979, 3988, 3989, 3996, 3818, 3995, 3992, 3980, 3810, 3756, 3882, 4006, 4002, 4004, 4005 et 4498, la Ville de Drummondville émette des obligations pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt, c'est-à-dire pour un terme de :

Tableau combiné terme de 5 et 10 ans - Financement No 21 - 9 000 000 $

cinq (5) ans (à compter du 18 décembre 2015); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 2021 à 2025, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements d'emprunt numéros 4392, 4374, 4422, 4433, 4581, 4621 et 4607, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie du solde dû sur l'emprunt.

dix (10) ans (à compter du 18 décembre 2015); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 2026 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements d'emprunt numéros 4581 et 4621, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie du solde dû sur l'emprunt.

Tableau combiné terme de 5 ans - Financement No 27 - 19 000 000,00 $

cinq (5) ans (à compter du 18 décembre 2015); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 2021 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements d'emprunts numéros 4498 et 4607, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie du solde dû sur l'emprunt.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1561/12/15 - **Prolongation pour un terme additionnel de 2 jours au terme original des règlements mentionnés**

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux* (L.R.Q., c. D-7), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville aura le 16 décembre 2015, un montant de 5 033 000 $ à renouveler, sur un emprunt original de 19 000 000 $, pour une période de 4 ans, en vertu des règlements d'emprunt numéros 3990, 3993, 3991, 3982, 3985, 3981, 3984, 3983, 3994, 3945, 4010, 3997, 3986, 3987, 3979, 3988, 3989, 3996, 3818, 3995, 3992, 3980, 3810, 3756, 3882, 4006, 4002, 4004 et 4005;

ATTENDU QUE ledit renouvellement n'a pas été effectué à la date prévue;

ATTENDU QU'un montant de 130 780 $ a été payé comptant laissant ainsi un solde net à renouveler de 4 902 220 $;

ATTENDU QUE l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement soit datée du 18 décembre 2015;

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,
appuyée par le conseiller John Husk,

et résolu QUE la Ville de Drummondville emprunte 4 902 220 $ par obligations en renouvellement d'une émission d'obligations, pour un terme additionnel de 2 jours au terme original des règlements mentionnés plus haut.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1562/12/15 - **Modification de certains règlements en conformité avec l'émission d'obligations**

ATTENDU QUE, conformément aux règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux, la Ville de Drummondville souhaite émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance, pour un montant total de 28 000 000 $:

Règlements d'emprunt #	**Pour un montant de $**
3990	7 600 $
4392	1 000 000 $
3993	40 512 $
4374	80 000 $
3991	58 604 $
4422	68 000 $
4433	1 101 000 $
3982	15 464 $
4581	4 453 000 $
3985	193 769 $
4621	1 000 000 $
3981	37 824 $
4492	148 000 $
3984	196 880 $
4607	1 000 000 $
3983	40 034 $
3724	150 000 $
3994	24 347 $
3945	51 098 $
4010	6 100 $
3997	12 100 $
3986	48 288 $
3987	148 012 $
3979	30 191 $
3988	64 400 $
3989	56 471 $
3996	11 900 $
3818	105 622 $
3995	49 274 $
3992	38 927 $
3980	24 487 $
3810	14 600 $
3810 (S.H.Q.)	14 600 $
3756	252 500 $
3882	211 900 $
4006	1 483 300 $
4002	615 216 $
4004	449 500 $
4005	598 700 $
4498	14 000 000 $
4607	97 780 $

ATTENDU QUE, pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises.

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par le conseiller William Morales,

et résolu QUE les règlements d'emprunt indiqués précédemment soient amendés, s'il y a lieu, afin qu'ils soient conformes à ce qui est stipulé ci-dessous, et ce, en ce qui a trait au montant d'obligations spécifié antérieurement en regard desdits règlements compris dans l'émission de 28 000 000 $;

QUE les obligations, soit une obligation par échéance, soient datées du 18 décembre 2015;

QUE ces obligations soient immatriculées au nom de Services de dépôt et de compensation CDS inc. (CDS) et soient déposées auprès de CDS ;

QUE CDS agisse au nom de ses adhérents comme agent d'inscription en compte, agent détenteur de l'obligation, agent payeur et responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents, tel que décrit dans le protocole d'entente signé entre le ministre des Affaires municipales du Québec et CDS;

QUE CDS procède au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l'obligation, à cet effet, le conseil autorise le trésorier ou à défaut l'assistant-trésorier à signer le document requis par le système bancaire canadien intitulé « Autorisation pour le plan de débits pré-autorisés destinée aux entreprises »;

QUE pour effectuer les paiements aux adhérents par des transferts électroniques de fonds, CDS soit autorisée à faire des prélèvements directs, pour le paiement du principal et des intérêts, dans le compte de l'institution financière suivante :

C.D. DE DRUMMONDVILLE
50, RUE NOTRE-DAME, 2E ETAGE
DRUMMONDVILLE, QC
J2C 2K3

QUE les intérêts soient payables semi-annuellement, le 18 juin et le 18 décembre de chaque année;

QUE les obligations ne soient pas rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à la *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux* (L.R.Q., c. D-7);

QUE les obligations soient signées par le maire ou à défaut la mairesse suppléante et le trésorier ou à défaut l'assistant-trésorier. La Ville de Drummondville, tel que permis par la loi, a mandaté CDS afin d'agir en tant qu'agent financier authentificateur et les obligations entreront en vigueur uniquement lorsqu'elles auront été authentifiées.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et citoyens.

1563/12/15 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que l'assemblée soit levée à 15 H 40.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Alexandre Cusson, maire Marie-Eve Le Gendre, assistante-greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de la séance extraordinaire du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 14 décembre 2015, à compter de 19 h 00, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Cathy Bernier
Daniel Pelletier
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Catherine Lassonde
Isabelle Marquis
John Husk
William Morales
Alain Martel
Yves Grondin
Annick Bellavance

Sont également présents :

M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Francis Adam, directeur général
M. Maxime Hébert Tardif, directeur, Service des communications
Me Marie-Eve Le Gendre, assistante-greffière
M. Benoit Carignan, directeur et trésorier
Me Mélanie Ouellet, greffière

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1564/12/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Discours sur le budget 2016

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que Monsieur le maire prononce le discours sur le budget 2016 et le programme triennal d'immobilisations pour les années 2016/2017/2018.

Ce texte est annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1565/12/15 Adoption du budget 2016

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que le budget de l'année 2016 prévoyant des dépenses et des revenus de l'ordre de 105 900 000 $ soit adopté et que le document explicatif de ce budget soit annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Un document explicatif du budget 2016 sera distribué à chaque adresse civique.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1566/12/15 Adoption du programme triennal d'immobilisations 2016/2017/2018

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le programme triennal d'immobilisations pour les années 2016/2017/2018 soit adopté tel que présenté dans un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Un document explicatif du programme triennal d'immobilisations pour les années 2016/2017/2018 sera distribué à chaque adresse civique de la municipalité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Période de question concernant les affaires municipales de Drummondville

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et citoyens.

1567/12/15 Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que l'assemblée soit levée à 19 h 35.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Alexandre Cusson, maire Me Mélanie Ouellet, greffière

SÉANCE DU CONSEIL DE LA VILLE

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 14 décembre 2015, à compter de 19 h 00, à l'hôtel de ville de Drummondville, **sous la présidence de monsieur le maire Alexandre Cusson**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

Sont présents :

Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Cathy Bernier
Daniel Pelletier
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Catherine Lassonde
Isabelle Marquis
John Husk
William Morales
Alain Martel (absence motivée)
Yves Grondin
Annick Bellavance

Sont également présents :

M. Sébastien Lépine, directeur de cabinet
M. Francis Adam, directeur général
M. Steven Watkins, directeur général adjoint, Service à la population
M. François Pothier, directeur général adjoint, Gestion du territoire
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Affaires juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme
M. Maxime Hébert Tardif, directeur, Service des communications
Me Marie-Eve Le Gendre, assistante-greffière
M. Benoit Carignan, directeur et trésorier
Me Mélanie Ouellet, greffière.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

Réflexion avant conseil

Monsieur le maire déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1568/12/15 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel qu'il a été rédigé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1569/12/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil tenue le 7 décembre 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 7 décembre 2015 et que tout semble conforme,

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1570/12/15 Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil tenue le 30 novembre 2015

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 30 novembre 2015 et que tout semble conforme,

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Correspondance

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception d'une lettre de remerciements.

1571/12/15 Dépôt du procès-verbal du comité exécutif du 8 décembre 2015

le conseiller Pierre Levasseur dépose le procès-verbal de la réunion du comité exécutif tenue le 8 décembre 2015 aux archives de la Ville.

1572/12/15 Nomination du conseiller Pierre Levasseur à titre de maire suppléant

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que monsieur Pierre Levasseur, conseiller, soit nommé maire suppléant.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1573/12/15 Résolution autorisant la signature d'une entente intermunicipale relative au loisir et à la culture, années 2016 à 2019

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente relative au loisir et à la culture à

intervenir avec les municipalités suivantes :

- Saint-Guillaume;
- Saint-Majorique;
- Saint-Lucien;
- Notre-Dame-du-Bon-Conseil (paroisse);
- Notre-Dame-du-Bon-Conseil (village);
- Wickham;
- Sainte-Brigitte-des-Saults;
- Saint-Eugène;
- Saint-Bonaventure;
- Saint-Cyrille-de-Wendover;
- Saint-Germain-de-Grantham;
- Saint-Pie-de-Guire;
- Saint-Edmond-de-Grantham.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1574/12/15 Disposition de divers mobiliers usagés de la Ville (DR15-DIS-008)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la disposition des ensembles de mobiliers de bureau usagés de la Ville à la Ressourcerie Transition.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1575/12/15 Services professionnels d'analyses de laboratoire pour les années 2016 et 2017 avec une option de prolongation pour l'année 2018 (Soumission DR15-PUB-039) Groupe Environnex au montant de 437 239,58 $ taxes incluses

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de la compagnie Groupe Environnex au montant de 437 239,58 $ (taxes incluses) pour trois ans incluant l'option de renouvellement d'une année ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1576/12/15 Adhésion à un regroupement d'achats avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour la téléphonie cellulaire (Soumission no DR15-REG-008)

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville adhère au regroupement d'achats du CSPQ pour la téléphonie cellulaire avec la compagnie Rogers pour une durée de 48 mois et un montant approximatif de 230 000 $ (taxes incluses).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1577/12/15 **Impression du bulletin municipal d'information pour l'année 2016 (Soumission DR15-INV-082) Imprimerie Lemire inc. au montant de 64 661,94 $, taxes incluses**

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la soumission de la compagnie Imprimerie Lemire inc. au montant de 64 661,94 $ (taxes incluses) soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1578/12/15 **Location de machinerie avec opérateurs pour le transport de neige (Soumission DR15-INV-085) Déneigement Lefebvre inc. au montant de 62 149,74 $, taxes incluses**

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la soumission de Déneigement Lefebvre inc. au montant de 62 149,74 $ (taxes incluses) incluant les 40 heures en option, soit retenue.

Les documents d'appel d'offres, la soumission et la présente résolution forment la convention liant les parties.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1579/12/15 **Dépôt de la liste des virements budgétaires au 4 décembre 2015**

Monsieur le maire dépose la liste des virements budgétaires au 4 décembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1580/12/15 **Rejet des soumissions - Réfection des passerelles du parc Woodyatt (Soumission DR15-INV-078)**

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville rejette les soumissions reçues, puisque l'estimé budgétaire qui était de 45 600 $ taxes nettes est largement dépassé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1581/12/15 **Approbation des critères de sélection - Services professionnels d'ingénierie pour des travaux de réfection et d'agrandissement de l'aéroport de Drummondville (Soumission DR16-PUB-004)**

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels « Services professionnels d'ingénierie pour des travaux de réfection et d'agrandissement de l'aéroport de Drummondville », et ce, selon le tableau soumis.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1582/12/15 Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 1er au 14 décembre 2015, lesquels comptes totalisent la somme de 5 696 007,74 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Pierre Levasseur,

et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1583/12/15 Nomination de monsieur François Bélanger au poste de directeur du Service des travaux publics

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par le conseiller John Husk,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur François Bélanger au poste permanent de directeur du Service des travaux publics, aux conditions suivantes :

- Salaire : Classe 1, échelle « D », soit 102 697 $ annuellement;
- Conditions de travail : conformes aux conditions de travail du personnel cadre et du personnel de soutien et trois (3) semaines de vacances à partir du 1er janvier 2016;
- Engagement à s'inscrire à une formation universitaire en gestion menant à l'obtention d'un certificat, le tout à être déterminé avec son supérieur immédiat;
- Période probatoire : 6 mois;
- Entrée en fonction : 11 janvier 2016.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1584/12/15 Nomination de madame Véronique Tremblay à titre de chef de la Division bibliothèque - Poste cadre permanent

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de madame Véronique Tremblay au poste de cadre permanent de chef de la Division bibliothèque au Service des arts, de la culture et de l'immigration, aux conditions suivantes :

- Salaire : Classe 7, échelle « C », soit 70 633 $ annuellement;
- Conditions de travail : conformes aux conditions de travail du personnel cadre et du personnel de soutien et trois (3) semaines de vacances à partir du 1er janvier 2016;
- Période probatoire : 6 mois.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1585/12/15 Nomination de monsieur David Bissonnette au poste de pompiers à temps partiel au Service de la sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur David Bissonnette au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie, selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera déterminée par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1586/12/15 Nomination de monsieur Yohan Bérubé au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Yohan Bérubé au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie, selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera déterminée par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1587/12/15 Nomination de monsieur Marc-Antoine Champagne au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Marc-Antoine Champagne au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie, selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera déterminée par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1588/12/15 Nomination de monsieur Olivier Courcy au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Olivier Courcy au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie, selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera déterminée par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1589/12/15 Nomination de monsieur Simon Cloutier au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Simon Cloutier au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie, selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera déterminée par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1590/12/15 Nomination de monsieur Stéphane Picard au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Stéphane Picard au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie, selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera déterminée par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1591/12/15 Nomination de monsieur Guillaume Girouard au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Guillaume Girouard au poste de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie, selon les conditions de travail du Regroupement des pompiers et pompières de Drummondville. La date d'entrée en poste sera déterminée par le directeur du service concerné et une période probatoire de 2184 heures effectivement travaillées devra être observée.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1592/12/15 Résolution autorisant la signature d'un acte de cession à intervenir entre la Ville de Drummondville et monsieur Guy Paquette concernant le lot numéro 5 369 376 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession à intervenir avec monsieur Guy Paquette concernant le lot 5 369 376 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1593/12/15 **Demande au gouvernement du Québec de confier au Bureau d'audiences publiques (BAPE) le mandat d'étudier les impacts sur la sécurité et l'environnement liés au transport de pétrole par train au Québec, concernant spécifiquement le projet de Chaleur Terminals à Belledune, N.-B.**

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction d'un port pétrolier de la compagnie Chaleur Terminals à Belledune au Nouveau-Brunswick implique le transport quotidien de 220 wagons-citernes de pétrole provenant de l'ouest du Canada;

CONSIDÉRANT QUE ce projet augmentera considérablement les quantités de pétrole transportées chaque jour dans plusieurs municipalités du Québec, dont Drummondville et que la Ville n'a jamais été consultée à ce sujet ni par le gouvernement fédéral, ni par le gouvernement du Québec;

CONSIDÉRANT QUE les municipalités sont souvent les premiers répondants lors de déversements, déraillements et autres accidents sur leur territoire;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs accidents ferroviaires se sont produits au Canada depuis la tragédie de Lac-Mégantic et que diverses lacunes en matière de sécurité ont été constatées par le Bureau de la sécurité des transports du Canada, par le Vérificateur général , qu'un rapport sénatorial a été déposé et que de nombreux experts se sont prononcés sur le sujet;

CONSIDÉRANT QUE le Bureau d'audiences publiques sur l'Environnement (BAPE) a pour fonctions d'enquêter sur toute question relative à la qualité de l'environnement que lui soumet le ministre et de tenir des audiences publiques dans le cas où le ministre le requiert;

CONSIDÉRANT QUE l'Union des municipalités du Québec (UMQ) a demandé au gouvernement du Québec de confier au BAPE le mandat d'étudier les impacts de la sécurité et de l'environnement liés au transport de pétrole par train au Québec, concernant le projet en question;

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville demande au gouvernement du Québec de confier au Bureau d'audiences publiques (BAPE) le mandat d'étudier les impacts sur la sécurité et l'environnement liés au transport de pétrole par train au Québec, concernant spécifiquement le projet de Chaleur Terminals à Belledune;

- une copie de la résolution soit transmise au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques, soit M. David Heurtel;

- une copie de la résolution soit transmise à l'Union des municipalités du Québec (UMQ);

- une copie de la résolution soit transmise à l'honorable Marc Garneau, député de Westmount-Ville-Marie et ministre des Transports du Canada.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1594/12/15 Résolution autorisant la signature d'un acte de cession à intervenir entre la Ville de Drummondville et monsieur Réal Janelle concernant le lot numéro 5 369 374

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession à intervenir avec monsieur Réal Janelle concernant le lot 5 369 374 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Dépôt d'un certificat relatif au règlement no 4679 décrétant des travaux relatifs à la construction de la nouvelle bibliothèque municipale

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant:

- Règlement no 4679 décrétant des travaux relatifs à la construction de la nouvelle bibliothèque municipale.

1595/12/15 Approbation du plan quinquennal du transport en commun de la Ville de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que la Ville de Drummondville approuve le plan quinquennal du transport en commun de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1596/12/15 Résolution autorisant la signature de protocoles de services pour la gestion des patinoires extérieures par les huit (8) centres communautaires de Drummondville - Saison hivernale 2015-2016

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la signature des protocoles de services à intervenir avec les huit (8) centres communautaires suivants :

- Centre communautaire Sintra Saint-Charles;
- Centre communautaire St-Pierre inc.;
- Centre communautaire Pierre-Lemaire inc.;
- Centre communautaire de Saint-Joachim-de-Courval;
- Centre communautaire de loisirs Claude-Nault;
- Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc.;
- Les loisirs St-Joseph de Drummondville inc.;
- Centre communautaire Drummondville-Sud inc.;

pour la tenue et l'animation d'activités hivernales ainsi que l'entretien des patinoires extérieures pour la période du 14 décembre 2015 au 8 mars 2016 pour un montant total de 257 849 $.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1597/12/15 Résolution autorisant la signature d'un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste (CCRSJB) - 19e édition de la Fête des flocons les 24 et 30 janvier 2016

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour la tenue de la 19e édition de la Fête des Flocons qui se tiendra les 24 et 30 janvier 2016.

Le protocole d'entente est valable pour la tenue de l'événement et comprend le versement d'une subvention de 4 500 $ en argent et 4 000 $ en services.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1598/12/15 Résolution autorisant la signature d'un protocole d'entente à intervenir avec le Club de ski de fond St-François et versement d'une subvention au fonctionnement - Saison hivernale 2015-2016

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Club de ski de fond St-François pour la gestion du ski de fond au Village québécois d'antan, au Camping des Voltigeurs (SEPAQ), au Domaine Trent et au parc des Voltigeurs.

Le protocole d'entente est valable pour la saison hivernale 2015-2016 et comprend le versement d'une subvention générale au fonctionnement de 30 000 $ non assujettie aux taxes et payable en 2 versements.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1599/12/15 Résolution autorisant la signature d'un protocole de services à intervenir avec Parc Aventure Drummond pour la gestion de la Courvalloise et des sentiers de raquettes - Saison hivernale 2015-2016

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de services à intervenir avec le Parc Aventure Drummond inc.

Le protocole de services est valable pour la saison hivernale 2015-2016 et comprend le versement d'une somme de 61 000 $ plus taxes applicables pour le fonctionnement et 7 650 $ plus taxes applicables pour l'achat de matériel.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1600/12/15 Résolution autorisant la signature d'un protocole d'entente à intervenir avec Réseaux Plein Air Drummond pour subvention au fonctionnement - Année 2016

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec Réseaux plein air Drummond inc. pour une subvention au fonctionnement d'un montant de 100 000 $ non-assujettie aux taxes, et ce, pour l'année 2016.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1601/12/15 Subvention de 1 500 $ à la Fondation Cégep de Drummondville pour la bourse « Personnalité étudiante »

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ à la Fondation du Cégep de Drummondville pour la bourse "Personnalité étudiante", année 2016.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1602/12/15 Adoption de la Politique de tarification de la Ville relative aux activités structurées, activités libres et plateaux et équipements (abrogeant et remplaçant la résolution no 287/3/15)

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville adopte le projet de Politique de tarification relative aux activités structurées, activités libres, plateaux et équipements datée du 14 décembre 2015 et qui entrera en vigueur le 1er janvier 2016. De plus, la présente résolution abroge et remplace la résolution no 287/3/15.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1603/12/15 Autorisation pour la tenue du Marché de Noël samedi 19 décembre 2015 de 10 h à 16 h dans le stationnement des Aliments Tristan (sur la rue Brock)

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la tenue du Marché et des traditions de Noël le samedi 19 décembre 2015 de 10 h à 16 h dans le stationnement des Aliments Tristan sur la rue Brock; ainsi que l'installation d'un chapiteau d'une dimension de 30' x 40', le tout selon la politique établie par la Ville pour les activités populaires.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1604/12/15 Résolution autorisant la signature d'un protocole d'entente à intervenir avec le Cercle de Fermières Saint-Simon - Contribution du loyer de 2016 à 2020

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Cercle de fermières Saint-Simon pour contribution au paiement du loyer mensuel des années 2016 à 2020.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1605/12/15 Résolution autorisant la signature d'une entente de partenariat territorial 2015-2016 portant sur le soutien à la consolidation de l'Orchestre symphonique de Drummondville à intervenir avec le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ)

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,
et résolu que le maire ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente de partenariat territorial 2015-2016 portant sur le soutien à la consolidation de l'Orchestre symphonique de Drummondville à intervenir avec le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1606/12/15 Subvention spéciale 2015 à l'Orchestre symphonique de Drummondville au montant maximal de 25 000 $

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise le versement d'une subvention spéciale 2015 à l'Orchestre symphonique de Drummondville (OSD) d'un montant maximal de 25 000 $.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1607/12/15 Résolution acceptant le rapport annuel de la « Stratégie Québécoise Économie d'Eau Potable 2014 »

Il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que la Ville de Drummondville accepte le rapport annuel de la gestion de l'eau potable pour l'année 2014, le tout en conformité au document déposé et approuvé par le ministère des Affaires municipales et Occupation du Territoire (MAMOT).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1608/12/15 Désignation des agents de sécurité de l'agence "Balmir sécurité" comme personnes autorisées à délivrer des constats pour toute infraction à l'une des dispositions du Titre XII - DU STATIONNEMENT ET DE L'IMMOBILISATION du règlement no 3500

CONSIDÉRANT QUE l'article 9.1 du Règlement 3322, tel que modifié par le Règlement 3960, autorise à désigner par résolution des personnes habiles à délivrer des constats pour toute infraction à une disposition du Titre XII DU STATIONNEMENT ET DE L'IMMOBILISATION du Règlement 3500 ;

CONSIDÉRANT QU'il convient de désigner une personne à cet effet, notamment pour délivrer les constats d'infraction concernant le stationnement la nuit et de faire remorquer les véhicules afin de faciliter les opérations de déneigement ;

Il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville désigne les agents de sécurité de l'agence « Balmir sécurité » comme personnes autorisées à délivrer, au nom de la Ville de Drummondville, des constats d'infraction pour toute infraction à l'une des dispositions du Titre XII DU STATIONNEMENT ET DE L'IMMOBILISATION du Règlement 3500.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1609/12/15 Résolution autorisant la firme EXP inc. à signer le plan de démantèlement des installations pétrolières du 15 rue Marcel-Dorais (lot 3 920 990 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la Ville de Drummondville autorise la firme EXP inc. à signer le plan de démantèlement des installations pétrolières du 15 rue Marcel-Dorais situées sur le lot 3 920 990 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Drummond.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1610/12/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'intégration et d'implantation architecturale - P.I.I.A - Refus

Attendu que les demandes suivantes ne répondent pas aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'intégration et d'implantation architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.12.15	415 rue des Écoles	Enseigne rattachée
15.12.16	47 rue Notre-Dame	Rénovation extérieure du bâtiment

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le conseil municipal désapprouve les demandes susmentionnées, et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations du comité consultatif de l'urbanisme tenu le 2 décembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1611/12/15 Demandes de permis dans le cadre de plans d'intégration et d'implantation architecturale - P.I.I.A

Attendu que les demandes suivantes répondent aux objectifs et aux critères établis aux règlements sur les plans d'intégration et d'implantation architecturale :

Recommandation **CCU** Numéro de résolution	**Adresse**	**Objet de la demande**
15.12.04	2675-2681 rue de l'Étoffe	Nouveau bâtiment
15.12.05	395 rue Rose-Ellis	Nouveau bâtiment et aménagement de terrain
15.12.06	425 rue des Forges	Nouveau bâtiment et aménagement de terrain
15.12.07	750, boul. Lemire	Modification de l'enseigne détachée
15.12.08	800, boul. Lemire	Modification de l'enseigne détachée
15.12.09	2540 Route 139	Aménagement de terrain
15.12.10	825 boul. St-Joseph	Enseigne détachée
15.12.11	1330 rue Jean-Berchmans-Michaud	Modification de l'enseigne détachée
15.12.12	350 rue Saint-Jean	Enseigne rattachée au bâtiment
15.12.13	300 rue Cormier	Enseigne rattachée
15.12.14	200 rue Saint-Damase	Aménagement de terrain

Il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le conseil municipal approuve les demandes susmentionnées, et ce, conditionnellement au respect de la règlementation municipale en vigueur et des conditions énumérées aux recommandations du comité consultatif de l'urbanisme tenu le 2 décembre 2015.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1612/12/15 Modification d'une condition relative à la largeur maximale d'une structure métallique servant au déneigement au 999 de la rue Farrell

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'accorder une structure métallique servant au déneigement des remorques

en cour avant secondaire, à la condition :

- que la hauteur maximale de la structure soit de quatre virgule six mètres (4,6 m) et sa largeur maximale de quinze mètres (15 m);
- que la structure soit de couleur grise;
- qu'une distance minimale de trois mètres (3 m) soit respectée entre la structure et la limite de terrain;
- qu'au moins trois (3) arbres de type conifère d'un diamètre minimal de zéro virgule zéro cinq mètre (0,05 m) mesuré à zéro virgule quinze mètre (0,15 m) au-dessus du niveau moyen du sol et d'une hauteur minimale de quatre mètres (4 m) soient plantés entre la structure projetée et la limite de terrain;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 134 748 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 999 de la rue Farrell.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1613/12/15 Dépôt du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 2 décembre 2015

Le conseiller Yves Grondin dépose le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 2 décembre 2015 aux archives de la Ville.

1614/12/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de réduire la largeur et la superficie minimales d'un terrain situé au 1465 du chemin Hemming

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-11-18;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la dérogation mineure au règlement de zonage et de lotissement ayant pour effet de réduire de :

- cinquante mètres (50 m) à trente et un virgule trente-trois mètres (31,33 m) la largeur du terrain;
- quatre mille mètres carrés (4000 m^2) à mille quatre cent deux virgule huit mètres carrés (1402,8 m^2) la superficie du terrain;

et ce, pour le terrain formé du lot 4 352 359 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1465 du chemin Hemming.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1615/12/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de permettre un tablier de manoeuvre de l'aire de chargement et de déchargement en cour avant et jusqu'à la limite avant de terrain au 1640 de la rue Haggerty

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-11-18;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par la conseillère Annick Bellavance,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à permettre un tablier de manœuvre de l'aire de chargement et de déchargement en cour avant et jusqu'à la limite avant de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 134 063 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 1640 de la rue Haggerty.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1616/12/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de réduire la distance minimale entre un garage privé isolé et le bâtiment principal et permettre qu'une marquise relie le bâtiment principal et le garage privé isolé au 222 de la rue Saint-Frédéric

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-11-18;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet de réduire de trois mètres (3 m) à un virgule trente-quatre mètres (1,34 m) la distance minimale entre un garage privé isolé et le bâtiment principal et permettre qu'une marquise relie le bâtiment principal et le garage privé isolé à la condition que la réduction de la distance entre le garage privé isolé et le bâtiment principal ne concerne que le coin est du bâtiment principal et le coin ouest du garage annexé, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 082 949 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 222 de la rue Saint-Frédéric.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1617/12/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de réduire la marge avant minimale applicable au bâtiment principal existant situé au 735 de la 103e Avenue

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-11-18;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire de cinq virgule cinq mètres (5,5 m) à deux virgule soixante-quinze mètres (2,75 m) la marge avant minimale du bâtiment principal existant composé d'un étage et demi (1 ½), à la condition que la longueur du mur où la distance est dérogatoire n'excède pas sept virgule un mètres (7,1 m), et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 3 533 779 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 735 de la 103e Avenue.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1618/12/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet d'augmenter la hauteur maximale d'une clôture sur laquelle se retrouve à son sommet un fil de barbelé au 2525 de la rue Canadien

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-11-18;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'accepter la dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour objet d'augmenter de :

- deux virgule cinq mètres (2,5 m) à deux virgule neuf mètres (2,9 m) la hauteur maximale d'une clôture en mailles de chaine installée sur un muret de béton coulé et située en cour arrière;
- trois mètres (3 m) à trois virgule trente-six mètres (3,36 m) la hauteur maximale d'une clôture en mailles de chaine installée sur un muret de béton coulé sur laquelle on retrouve un fil barbelé au sommet et située en cour arrière;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 4 101 316 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2525 de la rue Canadien.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1619/12/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de réduire la superficie minimale d'un terrain dans le cadre d'un projet de subdivision au 2400 du chemin Tourville

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-11-18;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la demande de dérogation mineure au règlement de zonage ayant pour effet de réduire de cent mille mètres carrés (100 000 $m^{2)}$ à dix-neuf mille cent quarante-deux virgule deux mètres carrés (19 142,2 m^2), la superficie minimale d'un terrain situé en bordure du chemin Tourville et délimité au nord-est par le cours d'eau Kelly dans le cadre d'un projet de subdivision, et ce, pour l'immeuble situé sur une partie du lot 3 921 267 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit au 2400 du chemin Tourville.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1620/12/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de permettre qu'une section d'un logement dans le sous-sol soit située au rez-de-chaussée au 825 du boulevard Patrick

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-11-18;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;

Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'autoriser la dérogation mineure au règlement de zonage visant à permettre qu'une section d'un logement dans le sous-sol soit au rez-de-chaussée à la condition :

- que la superficie de la section du logement (usage accessoire à l'habitation) située au rez-de-chaussée n'excède pas dix-neuf mètres carrés (19 m^2);
- que la section du logement (usage accessoire à l'habitation) située au rez-de-chaussée soit localisée en cour arrière;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5 558 632 du cadastre officiel du Québec, de la circonscription foncière de Drummond, soit au 825 du boulevard Patrick.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1621/12/15 Résolution autorisant une dérogation mineure qui aura pour effet de diminuer l'aire minimale d'isolement entre l'allée de circulation et le bâtiment principal située sur le lot 4 133 827 (rue William)

Considérant que le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme dans le cadre d'une séance tenue le 2015-12-02;

Considérant qu'un avis public a été publié dans le journal L'Express, invitant tout intéressé à se faire entendre au cours de la présente séance;
Considérant que les personnes présentes ont pu se faire entendre par le conseil relativement à cette demande;

il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,

appuyé par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent au conseil municipal d'accepter la demande de dérogation mineure au règlement de zonage visant à réduire d'un mètre (1 m) à zéro virgule trente-cinq mètre (0,35 m) la

largeur minimale de l'aire d'isolement située entre le bâtiment principal projeté et l'allée de circulation dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment trifamilial, et ce, pour le lot 4 133 827 du cadastre officiel du Québec de la circonscription foncière de Drummond, soit sur la rue William.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1622/12/15 Avis de motion du règlement no 4693 amendant le règlement no 4680 délégant à certains fonctionnaires le pouvoir de dépenser et de passer des contrats en conséquence

Le conseiller Yves Grondin donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4693 ayant pour objet de modifier le règlement no 4680 délégant à certains fonctionnaires le pouvoir de dépenser et de passer des contrats en conséquence.

1623/12/15 Avis de motion du règlement no 4657 ayant pour effet d'autoriser la poursuite des développements domiciliaires entrepris entre la rue de la Commune et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (A-55)

Le conseiller William Morales donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4657 ayant pour objet de ayant pour effet d'autoriser la poursuite des développements domiciliaires entrepris entre la rue de la Commune et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (A-55).

1624/12/15 Avis de motion du règlement no 4658 ayant pour effet d'autoriser, selon certaines exigences minimales d'insonorisation, la construction de bâtiments multifamiliaux en bordure de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (A-55), et ce, dans le cadre de la poursuite des développements domiciliaires entrepris entre la rue de la Commune et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (A-55)

Le conseiller William Morales donne avis qu'à une séance subséquente de ce conseil, il sera proposé pour adoption le règlement no 4658 ayant pour objet de ayant pour effet d'autoriser, selon certaines exigence minimales d'insonorisation, la construction de bâtiments multifamiliaux en bordure de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (A-55), et ce, dans le cadre de la poursuite des développements domiciliaires entrepris entre la rue de la Commune et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (A-55).

1625/12/15 Adoption du projet de règlement numéro 4657 ayant pour effet d'autoriser la poursuite des développements domiciliaires entrepris entre la rue de la Commune et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (A-55)

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le projet de règlement no 4657 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H-778 et l'ensemble des zones d'habitation H-790 et H-793, soit pour le secteur localisé approximativement entre l'arrière des propriétés situées au sud-ouest des rues Berlioz, Wagner et du Chancelier jusqu'à l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (A-55), et ce, à partir de l'axe de la voie ferrée du Canadien National jusqu'au prolongement vers le sud-ouest de la rue du Maréchal :
  - les zones d'habitation : H-796, H-796-1, H-797, H-797-1, H-798, H-798-1, H-798-2 et H-798-4;
  - les zones communautaires : P-796-2, P-796-3, P-796-4, P-796-5 et P-798-3;

- de prévoir en conséquence, pour les zones d'habitation précédemment citées, les différents usages résidentiels spécifiquement permis, les normes relatives à la construction des bâtiments et à l'aménagement de terrain;

- de prévoir en conséquence, pour les zones communautaires précédemment citées, les différents usages récréatifs spécifiquement permis;

- en conséquence, d'ajuster les limites de la zone d'habitation H-778 et d'abroger les zones d'habitation H-790 et H-793.

Le périmètre des zones d'habitation H-778, H-790, H-793 comprend, de manière approximative le secteur situé au sud-ouest des rues Berlioz, Wagner, Vivaldi, du Chancelier, du Ménestrel jusqu'à l'emprise de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier, et ce, à partir de la voie ferrée du Canadien National jusqu'au boulevard Jean-De Brébeuf,

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1626/12/15 Adoption du projet de règlement numéro 4658 ayant pour effet d'autoriser, selon certaines exigences minimales d'insonorisation, la construction de bâtiments multifamiliaux en bordure de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (A-55), et ce, dans le cadre de la poursuite des développements domiciliaires entrepris entre la rue de la Commune et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (A-55)

Il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,
appuyée par le conseiller William Morales,

et résolu que le projet de règlement no 4658 amendant le règlement de permis et certificats no 4303 dans le but :

- d'ajouter l'obligation de fournir la liste des matériaux et un rapport relatif à l'insonorisation du bâtiment principal, lorsque le niveau sonore maximal à l'intérieur du bâtiment est fixé à la zone compte tenu de la proximité d'un lien autoroutier, et ce, dans le cadre de l'émission d'un permis de construction.

Les dispositions s'appliquent à l'ensemble des zones constituant l'ensemble du territoire de la Ville de Drummondville,

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1627/12/15 Adoption du second projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser un commerce spécialisé en signalisation au 2020 du boulevard Jean-De Brébeuf

Il est proposé par le conseiller William Morales,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que le second projet de résolution no 1627/12/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- de remplacer la résolution no 1155/7/13 adoptée en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305;

- d'autoriser les usages « service de travaux spécialisés en équipement relatif à la signalisation routière » et « service de location d'équipements relatifs à la signalisation routière » et, à titre d'usage accessoire aux usages précédemment énumérés, l'usage « service d'entretien léger des véhicules commerciaux relatif à la signalisation routière » au 2020 du boulevard Jean-De Brébeuf selon certaines conditions, et d'apporter des ajustements réglementaires relatifs à la hauteur et à l'implantation du bâtiment principal projeté, la présence d'une porte de garage sur la façade principale du bâtiment principal projeté et à la présence d'une entrée charretière dans le prolongement d'une aire de chargement et de déchargement donnant sur une voie de circulation.

La zone commerciale C-749, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, inclut des terrains situés approximativement à l'intersection du boulevard Lemire et du boulevard Jean-De Brébeuf et la rue Jean-De Lalande,

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-191.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Daniel Pelletier se retire pour la présentation du dossier suivant:

1628/12/15 Adoption du second projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à apporter des ajustements règlementaires dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée de deux (2) étages avec garage privé intégré incluant une bonification architecturale de la façade du bâtiment, et ce, au 86 de la rue des Voiliers

Il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le second projet de résolution no 1628/12/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'apporter des ajustements réglementaires relatifs à la superficie maximale et la largeur maximale de la façade d'un garage privé intégré, la hauteur maximale d'un bâtiment principal et la présence d'une terrasse en cour avant dans le cadre d'un projet de construction d'une habitation unifamiliale isolée de deux (2) étages avec garage privé intégré, au 86 de la rue des Voiliers.

La zone d'habitation H-1201 à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé est délimitée de façon approximative par le boulevard Allard, la rue des Voiliers, l'arrière-lot des terrains donnant vers les rues Belle-Rive, de l'Arpenteur et la rivière Saint-François,

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-191.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1629/12/15 Adoption du second projet de résolution relatif aux PPCMOI et visant à autoriser la présence d'un bâtiment multifamilial de 4 logements aux 455-457 de la rue Notre-Dame

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le second projet de résolution no 1629/12/15, en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser la classe d'usages H-4 (habitation multifamiliale) jusqu'à un maximum de 4 logements selon certaines conditions aux 455-457 de la rue Notre-Dame.

La zone d'habitation H-709, à l'intérieur de laquelle se situe le terrain visé, est délimitée approximativement par la rue Notre-Dame, la limite arrière des terrains donnant du côté sud-ouest de la rue Saint-Damase, la 9^{e} Avenue et la rue Saint-Jean,

soit et est adopté;

ET QUE ce second projet de règlement peut faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-191.1).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1630/12/15 Adoption du règlement no 4675-1 modifiant le règlement de zonage afin d'autoriser les activités commerciales de l'entreprise Réfrigération Pôle-Nord au 1050 du boulevard Saint-Joseph Ouest de même que sur les lots adjacents

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1410/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le règlement no 4675-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C-103 à même une partie de la zone d'habitation H-126 de manière à y inclure l'ensemble des terrains localisés au nord-est du boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, entre les rues Lapéro Nord et Eusèbe-Lemaire;

- d'autoriser à l'intérieur de la zone commerciale C-103 ainsi agrandie, en plus des usages actuellement permis, les usages commerciaux de type « Service de réparation et d'entretien de systèmes de plomberie, de chauffage, de ventilation et de climatisation (entrepreneur spécialisé) » faisant partie de la classe d'usages C-5 (commerce artériel lourd) et « Service de chauffage » faisant partie de la classe d'usages C-7 (commerce lié à la construction);

La zone d'habitation H-126 comprend, de façon approximative, les propriétés situées entre les rues Lapéro Nord et Eusèbe-Lemaire, et ce, à partir du boulevard Saint-Joseph Ouest jusqu'au boulevard Patrick.

La zone commerciale C-103 comprend, de façon approximative, les propriétés situées de part et d'autre du boulevard Saint-Joseph Ouest, et ce, entre la rue Lapéro Nord et la Place Bonneville,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1631/12/15 Adoption du règlement no 4685-1 modifiant le règlement de zonage afin de créer la nouvelle zone d'habitation H-1150-1 afin d'y autoriser des habitations multifamiliales jusqu'à 4 logements par bâtiment pour les terrains situés sur une partie du boulevard Mercure et de la 132e Avenue ainsi que la rue Pétrin.

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1474/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le règlement no 4685-1 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de créer la nouvelle d'habitation H-1150-1 à même une partie des zones d'habitation H-1150 et H-1152;
- d'y autoriser la classe d'usages H-4 (multifamiliale) jusqu'à un maximum de quatre (4) logements de structure isolée;
- d'y prévoir les normes afférentes à l'implantation des bâtiments ainsi qu'au lotissement.

Les zones d'habitations H-1150 et H-1152 sont délimitées approximativement par la 123e Avenue, la limite arrière des lots donnant du côté sud-ouest, la 132e Avenue, le ruisseau Cacouna, le prolongement imaginaire vers le sud-ouest de la rue Bélisle, le boulevard Mercure, la limite arrière des lots donnant du côté nord-ouest de la rue Meunier sur une profondeur d'environ trois cents mètres (300 m) à partir du boulevard Mercure et une largeur d'environ sept cent cinquante mètres (750 m) jusqu'à la 132e Avenue,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1632/12/15 Adoption de la résolution modifiant le règlement relatif aux PPCMOI afin d'autoriser un projet d'agrandissement d'une entreprise d'entreposage de type mini-entrepôts et de location de remorques utilitaires aux 1360 et 1380 du boulevard Foucault

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1476/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que la résolution no 1632/12/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser les usages « 6375 - Entreposage du mobilier et d'appareils ménagers, incluant les mini-entrepôts » et « 6379 - Autres entreposages » faisant partie de la classe d'usages I-3 (industrie semi-lourde) »;

- d'autoriser l'usage « 6355 - Service de location de camions, de remorques utilitaires et tout autre véhicule similaire » faisant partie de la classe d'usages sous restriction;

- d'autoriser les usages « vente au détail de matériel de déménagement » et « entreposage extérieur de matériel récréatif tel que les véhicules récréatifs, roulottes, bateaux, véhicules tout-terrain et motoneiges »;

- de spécifier des conditions d'aménagement de terrain;

le tout aux 1360 et 1380 du boulevard Foucault.

La zone commerciale C-638 est délimitée approximativement par la limite arrière des terrains donnant de chaque côté du boulevard Foucault, entre les rues Montplaisir et du Tisserand,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1633/12/15 Adoption de la résolution modifiant le règlement relatif aux PPCMOI afin d'autoriser des activités d'assemblage, de construction et d'entreposage d'outils agricoles et de développement de prototypes agricoles au 3180A du chemin Tourville, selon certaines conditions.

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1475/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;
Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller Daniel Pelletier,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que la résolution no 1633/12/15 en vertu du règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble no 4305 dans le but :

- d'autoriser les usages « service de recherche, de développement et d'essais » et « industrie d'instruments aratoires » et réduire la largeur minimale d'un terrain au 3180A du chemin Tourville, selon certaines conditions;

- de prévoir, en conséquence, les différentes normes afférentes à la construction de bâtiments.

La zone A-5502 où l'on retrouve l'adresse concernée est délimitée de façon approximative par le chemin Tourville, la Route 139, l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier et l'arrière-lot des terrains donnant vers la rue Fleury,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1634/12/15 Adoption du règlement no 4681 modifiant le règlement de plan d'urbanisme no 4299 afin d'agrandir l'affectation agroforestière à même une partie de l'affectation récréative de manière à permettre la construction de résidences unifamiliales.

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1472/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par la conseillère Catherine Lassonde,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le règlement no 4681 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 4299 dans le but :

d'agrandir l'affectation agroforestière (AF) à même une partie de l'affectation récréative (REC) de manière à y inclure des terrains formés des lots 3 921 634, 3 921 637, 3 921 638 et 3 921 639 situés en bordure du 7e Rang à proximité de la Route 139,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1635/12/15 Adoption du règlement no 4682 modifiant le règlement de zonage afin d'inclure des terrains situés actuellement à l'intérieur d'une zone communautaire récréative, à l'intérieur d'une zone rurale afin d'y permettre la construction de résidences unifamiliales. Ces terrains sont situés du côté est du 7e Rang, au sud de la Route 139.

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1473/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le règlement no 4682 amendant le règlement de zonage no 4300 dans le but :

- de créer la zone rurale R-9309 à même une partie de la zone communautaire P-9301 de manière à y inclure des terrains formés des lots 3 921 634, 3 921 637, 3 921 638 et 3 921 639 situés en bordure du 7^{e} Rang à proximité de la Route 139;

- d'autoriser, à l'intérieur de la zone rurale R-9309 nouvellement créée, les classes d'usages H-1 (habitation unifamilial), A-1 (culture du sol) et A-3 (foresterie et sylviculture) et, de façon spécifiquement permis, l'usage « écurie » faisant partie de la classe d'usages A-2 (élevage) ainsi

que prévoir, en conséquence, les différences normes afférentes à la construction de bâtiments.

La zone communautaire P-9301 est délimitée de façon approximative par l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier, le 7e Rang, l'arrière lot des terrains donnant vers les rues Stéphane, Béland, Jules-Dupuy et la Route 139 et la limite nord-ouest des lots 3 921 624, 3 921 627 et 3 921 483,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1636/12/15 Adoption du règlement no 4663 amendant le règlement no 4565 décrétant la cotisation payable par les membres de la SDC Quartier Saint-Joseph, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 2016

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1527/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Yves Grondin,

et résolu que le règlement no 4663 amendant le règlement no 4565 décrétant la cotisation payable par les membres de la SDC Quartier Saint-Joseph, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 2016,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1637/12/15 Adoption du règlement no 4664 modifiant la tarification imposée en fonction du fonds local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1528/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que le règlement no 4664 ayant pour objet de modifier la tarification imposée en fonction du fonds local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1638/12/15 Adoption du règlement no 4666 décrétant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 2016

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1530/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu que le règlement no 4666 ayant pour objet l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 2016,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1639/12/15 Adoption du règlement no 4667 décrétant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 2016

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1531/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le règlement no 4667 ayant pour objet l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 2016,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1640/12/15 Adoption du règlement no 4668 décrétant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2016

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1532/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le règlement no 4668 ayant pour objet l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2016,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1641/12/15 Adoption du règlement no 4670 décrétant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective ainsi que le coût des conteneurs

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1533/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que le règlement no 4670 ayant pour objet l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective ainsi que le coût des conteneurs,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1642/12/15 Adoption du règlement no 4671 décrétant l'imposition d'une compensation pour la cueillette, le traitement et le transport des matières putrescibles et organiques ainsi que le coût des conteneurs

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1534/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Isabelle Marquis,

et résolu que le règlement no 4671 ayant pour objet l'imposition d'une compensation pour la cueillette, le traitement et le transport des matières putrescibles et organiques ainsi que le coût des conteneurs,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1643/12/15 Adoption du règlement no 4672 établissant une compensation pour les travaux de contrôle biologique des mouches noires

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1535/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;
Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller John Husk,

appuyé par la conseillère Cathy Bernier,

et résolu que le règlement no 4672 ayant pour objet d'établir une compensation pour les travaux de contrôle biologique des mouches noires,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1644/12/15 Adoption du règlement no 4673 décrétant l'imposition d'une tarification pour la vidange des fosses septiques

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1536/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par le conseiller Daniel Pelletier,

et résolu que le règlement no 4673 ayant pour objet de décréter l'imposition d'une tarification pour la vidange des fosses septiques,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1646/12/15 Adoption du règlement no 4669 modifiant le règlement municipal no 3500 – Modification de l'horaire d'application des parcomètres et horodateurs et modification du montant de l'amende minimale

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1539/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par la conseillère Isabelle Marquis,

appuyée par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le règlement no 4669 amendant le règlement municipal no 3500 de manière à modifier l'horaire d'application des parcomètres et horodateurs et à modifier le montant de l'amende minimale,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1647/12/15 Adoption du règlement no 4692 modifiant le chapitre 3 du TITRE X du règlement no 3500, le tout concernant les camions de cuisine

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution

1538/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par le conseiller Yves Grondin,

appuyé par la conseillère Catherine Lassonde,

et résolu que le règlement no 4692 ayant pour objet de modifiant le chapitre 3 du TITRE X du règlement no 3500, le tout concernant les camions de cuisine,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

1648/12/15 Adoption du règlement no 4691 concernant la tarification des biens, des services et des activités en matière de loisir et de culture de la Ville de Drummondville

Attendu que l'avis de motion a été donné sous le numéro de résolution 1537/11/15 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que copie dudit règlement a été distribuée à tous les membres du conseil;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement faisant l'objet des présentes et renoncent à sa lecture;

il est proposé par la conseillère Annick Bellavance,

appuyée par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que le règlement no 4691 ayant pour objet de concernant la tarification des biens, des services et des activités en matière de loisir et de culture de la Ville de Drummondville,

soit et est adopté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Monsieur le maire, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux offre de sincères condoléances à :

- madame Marie-Josée Bernier, secrétaire surnuméraire à la Ville de Drummondville et à toute la famille à l'occasion du décès de sa mère, madame Jacqueline Roux;

- monsieur Luc Fournier, menuisier au Service des travaux publics et à toute la famille à l'occasion du décès de son père, monsieur Clément Fournier.

- Magie de Noël (M. Roberto Léveillée)

Le conseiller Roberto Léveillée remercie tous les gens qui ont contribué à la réussite de cette activité au parc Woodyatt et en particulier le Service des loisirs et le Service des travaux publics.

- Patinoire réfrigérée (M. Alexandre Cusson)

Monsieur le maire mentionne qu'il y a eu inauguration de la nouvelle patinoire réfrigérée et que plus de 1000 personnes s'y sont rendues et que demain l'horaire d'utilisation de la patinoire sera disponible pour le patinage et le hockey libre.

Période de question concernant les affaires municipales de Drummondville

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et citoyens.

Prochaine assemblée du Conseil : 18 janvier 2016 à 19 h 00

Monsieur le maire informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 18 janvier 2016 à 19 h 00.

1649/12/15 Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé;

il est proposé par la conseillère Cathy Bernier,

appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,

et résolu que l'assemblée soit levée à 20 h 40.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Alexandre Cusson, maire Me Mélanie Ouellet, greffière